



CHAMBRE DES DÉPUTÉS  
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

# Compte rendu officiel

## D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire

p. 03-05

Nouvelles lois

p. 06-07

Séances publiques

p. 07-64

Questions au Gouvernement

p. 64-99

2021-2022

# N°10

CHAMBRE  
DÉPUTÉS



## Sommaire

Actualité parlementaire ..... p. 03-05

Nouvelles lois ..... p. 06-07

Séances ..... p. 07-64

29<sup>e</sup> séance du mercredi 19 janvier 2022 ..... p. 07-41

30<sup>e</sup> séance du jeudi 20 janvier 2022 ..... p. 41-64

Questions au Gouvernement ..... p. 64-99

## Chambre des Députés

### Compte rendu officiel

**Contenu rédactionnel :**  
Chambre des Députés  
23, rue du Marché-aux-Herbes  
L-1728 Luxembourg  
Tél. 466 966-1

**Impression :**  
Imprimerie Heintz  
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

**Date d'impression :**  
17/10/2022

**Concept et layout :**  
brain&more  
agence en communication,  
Luxembourg



Présentation du rapport annuel 2021 de l'OKaju

## Le bien-être des enfants pendant la pandémie



L'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher, M. Charel Schmit (à gauche), a présenté le rapport 2021 de l'OKaju, en présence de M. Fernand Etgen, Président de la Chambre des Députés.

« La pandémie constitue une incision non négligeable pour les enfants et les jeunes. Elle marquera toute une génération. » C'est un des constats dressés par l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher (OKaju), M. Charel Schmit, lors de la présentation du rapport annuel de l'OKaju le 22 septembre 2022 à la Chambre des Députés. Le rapport 2021 revient sur la crise sanitaire due à la Covid-19 et les répercussions de la pandémie sur les droits de l'enfant, particulièrement

dans les domaines de la santé, de l'éducation ou des loisirs. Dans le contexte de la crise sanitaire, 71 demandes de renseignement ont été introduites auprès de l'OKaju entre février 2020 et octobre 2021. La majorité des demandes sont venues de parents ou d'acteurs du secteur social ou du système scolaire.

Entre-temps, une autre crise est venue s'ajouter à la crise sanitaire, à savoir le conflit en Ukraine, a rappelé M. Schmit, sans oublier le changement climatique. Toutes ces crises pèsent lourd sur le bien-être mental des enfants, a constaté l'Ombudsman. Par conséquent, une des revendications de l'OKaju concerne un meilleur accès aux services de support psychologique pour les enfants et les jeunes. Au Luxembourg, l'offre dans le domaine de la psychiatrie pour jeunes doit être renforcée, a expliqué l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher en réponse à la question d'un député.

### Le « online schooling » : une opportunité

La digitalisation, notamment le « online schooling », a été intensifiée pendant la crise sanitaire. Ceci devrait se poursuivre sur le long terme, selon M. Schmit. L'offre de cours à distance devrait persister pour les enfants et les jeunes qui ne peuvent pas participer aux cours scolaires en présentiel. En plus, l'OKaju constate une certaine prise de conscience par rapport au droit aux loisirs pendant la pandémie.

### Le bien-être à l'école

Les députés se sont également renseignés sur le bien-être des jeunes à l'école. Comment éviter le harcèlement moral dans les enceintes scolaires ? Comment protéger les victimes ? Au Luxembourg, les jeunes qui se trouvent dans une situation de détresse peuvent s'adresser à une hotline. Cependant, les appels vers cette hotline ne mènent pas automatiquement à une intervention. Une situation qui devrait être adaptée, selon M. Schmit. D'autres questions soulevées concernaient la situation des jeunes réfugiés ukrainiens. L'OKaju a informé la Chambre qu'un rapport analysant ce sujet est en train d'être élaboré.

Actuellement, les députés de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche examinent un projet de loi qui vise à renforcer les droits de l'enfant (dossier parlementaire 7994). En outre les droits de l'enfant ont été repris dans le chapitre « droits et libertés » de la révision de la Constitution.

L'OKaju a été rattaché à la Chambre des Députés par la loi du 1<sup>er</sup> avril 2020.



## Une délégation du Bundestag allemand en visite

Une délégation du groupe d'amitié interparlementaire germano-belgo-luxembourgeois du Bundestag allemand, sous la conduite de M. Patrick Schnieder, a été reçue par le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, le 3 octobre 2022 à l'occasion du Jour de l'unité allemande.

Les sujets qui ont dominé l'entrevue entre les députés membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile et les députés allemands étaient notamment la guerre en Ukraine, la situation alarmante des droits des femmes en Iran ainsi que les questions transfrontalières (mobilité et télétravail).

Dans le contexte de la guerre en Ukraine, le Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, M. Yves Cruchten, de retour de sa mission avec une délégation européenne à Kiev, a témoigné du besoin de la population ukrainienne d'une aide humanitaire avant l'arrivée de l'hiver.

L'accord en matière de fiscalité concernant le télétravail des travailleurs résidant en Allemagne était également une thématique soulevée au cours de l'échange de vues. Les députés allemands ont exprimé leur préférence pour un système unique pour tous les pays voisins en termes de flexibilité des horaires et du lieu de travail. À leurs yeux, une harmonisation au niveau européen des règles en matière de télétravail serait la solution idéale.

Finalement, face aux différentes crises auxquelles l'Union européenne est actuellement confrontée, les députés allemands et luxembourgeois étaient unanimes quant à la nécessité d'éviter à tout prix une crise sociale.



Les députés luxembourgeois et les membres du groupe d'amitié du Bundestag allemand

# Contrôle de l'exécution budgétaire des Parlements luxembourgeois et tchèque



*Les députés luxembourgeois de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire (Comexbu) et leurs homologues tchèques*

Quelles sont les similitudes et les différences entre les missions de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire (Comexbu) de la Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg et celles du Comité du contrôle de la Chambre des Députés du Parlement de la République tchèque ? Cette question a été abordée lors d'un échange de vues entre les députés membres de la Comexbu et leurs homologues tchèques le 4 octobre 2022.

Ce qui différencie principalement les deux commissions parlementaires, c'est leur implication dans le travail législatif. Les membres de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire du Parlement luxembourgeois interviennent après le vote d'une loi, a expliqué la Présidente de la Comexbu, Mme Diane Adehm. La commission parlementaire agit en tant que contrôleur financier, mais n'intervient pas au niveau de l'élaboration des textes législatifs. Elle vérifie

par exemple si le budget d'un projet a été utilisé conformément aux dispositions de la loi afférente ou s'il y a un dépassement budgétaire. Dans le cas où le budget d'un projet d'infrastructure dépasse un certain seuil initial (au-dessus de 40 millions d'euros), le Ministre compétent est invité à donner des explications aux membres de la commission.

Le Comité du contrôle de la Chambre des Députés du Parlement tchèque, pour sa part, dispose de la faculté de proposer des modifications relatives à des textes législatifs en cours d'élaboration, a précisé le député tchèque, M. Radovan Vích. Le Comité de contrôle est ainsi en mesure d'intervenir dans le processus législatif en offrant un contrôle précédant l'exécution budgétaire en soi, compétence dont la Comexbu ne dispose pas.

D'autres questions abordées concernaient la gestion des organes, leur fonctionnement, la fréquence des réunions et les interlocuteurs consultés. En République tchèque, le Comité du contrôle de la Chambre des Députés travaille étroitement avec l'Office suprême de contrôle, un organe similaire à la Cour des comptes luxembourgeoise.

Lors de cette rencontre, la délégation tchèque a invité ses homologues luxembourgeois à une visite officielle à Prague.

## Réunion de commissions de l'APOTAN aux États-Unis

# Défis majeurs pour la sécurité transatlantique

La Commission de l'économie et de la sécurité et la Commission politique de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (APOTAN) se sont retrouvées à San Francisco et à San Diego du 26 au 30 septembre 2022 pour discuter des enjeux majeurs sur le plan de la sécurité transatlantique. Les membres présents se sont focalisés sur la consolidation de la démocratie face à des menaces intérieures et extérieures toujours plus lourdes.

La guerre en Ukraine occupait le centre des débats. Ainsi, la visite a débuté par un échange de vues sur ses conséquences sur le système international et l'avenir politique et économique de la Russie avec M. Michael McFaul, Directeur de l'Institut Freeman Spogli des études internationales. M. McFaul a fait remarquer que, face à l'agression russe et à la crise énergétique imminente, servir les pays alliés de l'énergie russe revient à arracher un pansement : c'est douloureux mais cela apportera des avantages à long terme.

Mme Condoleezza Rice, entre 2005 et 2009 soixante-sixième Secrétaire d'État des États-Unis, deuxième femme et première Afro-Américaine à occuper ce poste, a modéré une table ronde sur les grands défis que les États-Unis et l'Europe vont devoir relever.

Les membres ont également eu des échanges de vues avec le Dr Francis Fukuyama, auteur du livre « La fin de l'histoire et le dernier homme » mondialement reconnu et publié dans plus de vingt éditions étrangères.

D'autres sujets traités concernaient la stratégie asiatique des États-Unis et les systèmes d'alliance et de

partenariat, le défi économique et stratégique posé par la Chine, la révision de l'architecture du système économique mondial, le marché du travail en perspective suite à la pandémie de Covid-19, la sécurité maritime et la vision américaine quant aux opportunités et défis des migrations.



*La Chambre des Députés était représentée par Mme Lydia Mutsch, Présidente de la délégation luxembourgeoise auprès de l'APOTAN, et Mme Nancy Arendt, membre de la délégation (2<sup>e</sup> rangée - 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> à gauche)*

Journée internationale de la démocratie à Belval

## Pour une démocratie « adaptative et participative »

À l'occasion de la Journée internationale de la démocratie, des académiciens et des parlementaires se sont réunis les 15 et 16 septembre 2022 à la Maison du savoir à Belval pour participer à un colloque de recherche dédié, selon les propos du Prof. Dr. Philippe Poirier, titulaire de la Chaire de recherche en études parlementaires, à la « crise de confiance dans les institutions qui incarnent la démocratie représentative ».

Ces deux journées ont été coorganisées par la Chaire de recherche en études parlementaires et la Région Europe de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) pour marquer la rentrée académique du Master en études parlementaires à l'Université du Luxembourg.

Les deux premières sessions ont été consacrées à un état des lieux portant sur la démocratie, ainsi qu'à un retour historique sur la première vague de démocratisation. Il découle des exposés que la démocratie représentative avait déjà connu des tentatives de consolidation au XIX<sup>e</sup> siècle, à l'instar des tirages au sort réalisés parmi les citoyens danois pour composer l'assemblée constituante de 1848. Une autre piste de réflexion a consisté en l'identification de l'origine de la crise démocratique contemporaine qui tissait des liens entre le néolibéralisme et le populisme.

La troisième session a mis en exergue quelques éléments de réponse actuellement utilisés par les politiques pour compléter les formes traditionnelles

de la démocratie représentative. À cet égard ont été évoqués les référendums, les votations populaires ou encore les assemblées délibératives citoyennes. Ces dernières ont aussi récemment été invoquées au Luxembourg par le biais de deux exercices délibératifs : le Klima Biergerrot et le Biergerkomitee Lëtzebuerg 2050.

Enfin, la démocratie en pratique a été abordée lors du dernier point à l'ordre du jour, reflétant le volet parlementaire. Des élus canadien, belge, camerounais et suisse ont développé les enjeux de leurs pays respectifs en avançant à la fois des défis engendrés par la défiance démocratique et des réponses pour lutter contre celle-ci.

M. Mars Di Bartolomeo, sollicité pour clore les discussions, a passé en revue les différentes difficultés évoquées par les intervenants avant de souligner que chaque parlement national devra concrétiser la démocratie représentative en l'enrichissant d'éléments de démocratie directe. Il a précisé que le quatrième et dernier chapitre de la révision constitutionnelle, relatif à la Chambre des Députés et au Conseil d'État, instaurera justement un tel instrument : l'initiative législative populaire.

Le Vice-Président de la Chambre des Députés a par ailleurs mentionné le rôle actif que joue la Ville de Dudelange dans le domaine de la démocratie participative. En effet, une nouvelle plateforme en ligne est



Intervention de M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président de la Chambre des Députés et Trésorier de l'APF

née d'une collaboration entre la commune et l'Université du Luxembourg. Trois modes de participations citoyennes y sont regroupés, notamment un conseil des citoyens, un panel de citoyens et un budget participatif. M. Di Bartolomeo a terminé son discours en concluant que la démocratie devait être repensée de sorte à se doter davantage de traits adaptatifs et participatifs, tout en replaçant les citoyens au cœur du dialogue et en restant ouvert aux bonnes pratiques censées renforcer le système actuel.



de gauche à droite : Mme Stéphanie Empain, Mme Hélène Conway-Mouret et M. Yves Cruchten

Visite de la Sénatrice représentant les Français établis hors de France

## La défense européenne au cœur d'un échange de vues

Renforcer la coopération transfrontalière afin de trouver des synergies dans le domaine de la défense européenne : telle était la conclusion d'un échange de vues, le 27 septembre 2022, entre Mme Hélène Conway-Mouret, Sénatrice représentant les Français établis hors de France et Secrétaire de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées au Sénat de France, et M. Yves Cruchten, Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile, ainsi que Mme Stéphanie Empain, Présidente de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense.

## Journée des Ambassadeurs 2022

Le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, et les ambassadeurs résidant au Luxembourg se sont déplacés le 28 septembre 2022 entre autres à Differdange dans le cadre de la Journée des Ambassadeurs 2022.

Le corps diplomatique y a été accueilli par les élus locaux et les responsables du projet d'Esch2022, capitale européenne de la culture, et a reçu des explications sur le projet « Spieglein, Spieglein » de la photographie luxembourgeoise Mme Jessica Theis.



Le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, entouré des ambassadeurs résidant au Luxembourg

## Armes et munitions

### 7425 - Projet de loi sur les armes et munitions et portant : 1° transposition de la directive (UE) 2021/555 du Parlement européen et du Conseil du 24 mars 2021 relative au contrôle de l'acquisition et de la détention d'armes ; 2° modification du Code pénal ; 3° abrogation de la loi du 20 avril 1881 concernant le transport et le commerce des matières explosives

Le projet de loi n° 7425 a deux objectifs :

- transposer en droit luxembourgeois la directive (UE) 2021/555 du Parlement européen et du Conseil du 24 mars 2021 relative au contrôle de l'acquisition et de la détention d'armes (ci-après « la directive 2021/555 ») ;
- procéder à une refonte complète de la loi modifiée du 15 mars 1983 sur les armes et munitions.

La directive 91/477/CEE du Conseil relative au contrôle de l'acquisition et de la détention d'armes qui était à l'origine du projet de loi n° 7425 a entretemps fait l'objet d'une codification à droit constant tenant compte de ses modifications successives, qui se matérialise par la publication d'une nouvelle directive, à savoir la directive 2021/555 précitée et l'abrogation formelle de la directive 91/477/CEE.

La directive 2021/555 a pour objectif de faciliter le fonctionnement du marché intérieur des armes à feu sur le territoire de l'Union européenne, tout en garantissant un niveau élevé de sécurité pour les citoyens européens. Cet ensemble de règles vise à remédier aux problèmes susceptibles de survenir au cours du cycle de vie des armes à feu tout en comprenant la fabrication, le commerce, l'acquisition, la détention, la neutralisation et la destruction des armes.

La directive 2021/555 entend établir un équilibre entre, d'une part, l'engagement d'assurer une certaine liberté de circulation pour certaines armes à feu et leurs parties essentielles au sein de l'Union européenne et, d'autre part, la nécessité d'encadrer cette liberté par des garanties d'ordre sécuritaire, adaptées à ces produits.

En tenant compte des actes terroristes survenus en Europe ces dernières années, le législateur européen estimait nécessaire d'améliorer davantage certains aspects de la législation communautaire de façon proportionnée afin de lutter contre l'utilisation abusive des armes à feu à des fins criminelles.

Les principales nouveautés peuvent être résumées comme suit :

- extension du champ d'application : le champ d'application matériel de la directive 2021/555 est élargi sur quelques points afin de prendre en compte les objets facilement transformables en armes à feu. Ainsi, les armes à feu qui ont été modifiées pour pouvoir tirer des munitions à blanc, des produits irritants, des substances actives ou des articles de pyrotechnie sont couvertes par le champ d'application de la directive 2021/555 ;
- extension de la liste des armes à feu de la catégorie A : le classement des armes à feu dans les catégories d'armes a été partiellement modifié. Ainsi, certains types d'armes à feu soumises à autorisation (catégorie B) font désormais partie des armes interdites (catégorie A). De cette manière, l'acquisition d'une telle arme à feu, qui peut par dérogation être autorisée par les États membres, est soumise aux conditions particulières ;
- réexamen périodique des autorisations déjà délivrées : conformément au principe existant selon lequel il est légal de posséder une arme à feu lorsque les conditions d'acquisition sont réunies, les autorités sont désormais expressément tenues de réexaminer à intervalles réguliers les autorisations délivrées ;
- prescriptions en matière de conservation d'armes à feu et de munitions : les États membres sont désormais tenus d'émettre des prescriptions en matière de conservation sûre des armes à feu et des munitions. La directive 2021/555 ne contient toutefois que des prescriptions générales à ce sujet (à titre d'exemple, stocker les armes et les munitions de manière séparée) ;
- surveillance du commerce d'armes : la vente d'armes à feu et de munitions sur Internet est soumise à certaines conditions-cadres minimales, s'agissant des commerces fonctionnant avec des techniques de communication à distance, une transparence suffisante doit désormais être garantie au niveau de l'identité des personnes impliquées, en particulier de l'acquéreur ;
- amélioration du traçage des armes à feu : le marquage de tous les éléments essentiels d'armes à feu doit être effectué de manière claire, permanente et unique, et ce sans tarder après la fabrication et au plus tard avant la mise sur le marché ou sans tarder après l'importation dans l'Union européenne ;
- neutralisation des armes à feu : la directive 2021/555 indique quelles normes et procédures doivent être appliquées en vue de la neutralisation définitive des armes à feu. Les États membres ne sont toutefois pas tenus de neutraliser les armes. Les armes à feu neutralisées restent cependant considérées comme des armes soumises à déclaration.

Le projet de loi prévoit également des mesures nationales indépendantes de toute initiative européenne. Ainsi, le texte impose à l'armurier ainsi qu'à toute personne qui travaille dans une armurerie, c'est-à-dire, « sous l'autorité, la direction et la

surveillance d'un armurier », d'obtenir un agrément de la part du ministère afin de pouvoir exercer son travail.

Il est par ailleurs prévu de codifier la pratique administrative qui consiste à faire une enquête administrative afin de rassembler les informations nécessaires pour vérifier si la personne demandant une autorisation remplit les conditions légales y relatives.

Le projet de loi prévoit une panoplie de nouvelles dispositions issues de la pratique administrative et qui concernent notamment (i) les autorisations de port et de détention, d'acquisition et de transport d'armes et de munitions et (ii) les suspensions provisoires d'autorisations.

Finalement, dans un souci de sécurité juridique, certaines dispositions du règlement (UE) n° 258/2012 en ce qui concerne les opérations d'importation et d'exportation d'armes dites « civiles » sont reprises dans le projet de loi. Ce règlement est d'application directe depuis le 30 septembre 2013.

Dépôt par M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 19.03.2019

Rapporteuse : Mme Stéphanie Empain

Travaux de la Commission de la Justice

(Président : M. Charles Margue) :

08/05/2019 Présentation du projet de loi

22/05/2019 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi

05/06/2019 Examen du projet de loi

06/05/2020 Examen de l'avis du Conseil d'État

Présentation et examen d'une série de propositions d'amendements

27/05/2020 Discussion générale au sujet des propositions d'amendements présentées

Examen article par article et adoption des amendements

07/07/2021 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et examen d'une série d'amendements

13/07/2021 Présentation et adoption d'un projet de lettre d'amendements

27/10/2021 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État

08/12/2021 Examen du troisième avis complémentaire du Conseil d'État

12/01/2022 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 20/01/2022

Loi du 2 février 2022

Mémorial A : 2022, n° 49, page 1

## Fabrication et trafic illicites d'armes à feu

### 7428 - Projet de loi portant approbation du Protocole contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions, additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, fait à New York, le 31 mai 2001

Le projet de loi n° 7428 vise à approuver le protocole contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions, additionnel à la Convention contre la criminalité transnationale organisée, adopté par la résolution A/RES/55/25 de l'Assemblée générale des Nations Unies le 31 mai 2001, ci-après désigné comme « le protocole ».

Le protocole est additionnel à la Convention contre la criminalité transnationale organisée, dite « Convention de Palerme », adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 15 novembre 2000 et ouverte à la signature des États le 12 décembre 2000 dans le cadre d'une conférence réunie à Palerme en Italie. Lors de ladite conférence, 123 des 130 États représentés, y compris le Luxembourg, ont signé la Convention de Palerme qui a été approuvée par le Luxembourg par une loi du 18 décembre 2007.

L'objectif du protocole est de promouvoir, de faciliter et de renforcer la coopération entre les États Parties en vue de prévenir, de combattre et d'éradiquer la fabrication et le trafic illicites des armes à feu, de leurs pièces et de leurs munitions.

Au niveau international, le protocole a été le premier instrument juridique global visant à réglementer la question du trafic illicite des armes à feu et de leurs pièces, éléments et munitions.

Même si, depuis l'adoption du protocole en 2001, le Traité des Nations Unies sur le commerce des armes, fait à New York le 2 avril 2013 et signé par le Luxembourg le 3 juin 2013 et approuvé par une loi du 23 mai 2014, règle de façon plus globale encore et dans une optique plus large la lutte contre le trafic illicite des armes à feu, le protocole reste un instrument important en la matière, ne serait-ce qu'en raison de ses interactions avec le règlement (UE) 258/2012 du Parlement européen et du Conseil du 14 mars 2012 portant application de l'article 10 du protocole des Nations Unies contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions, additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée (protocole relatif aux armes à feu) et instaurant des autorisations d'exportation, ainsi que des mesures concernant l'importation et le transit d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions.

La mise en œuvre de certaines de ces dispositions fait l'objet du projet de loi n° 7425, transposant la directive (UE) 2021/555 et destiné par ailleurs à remplacer la loi modifiée du 15 mars 1983 sur les armes et munitions.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 26/03/2019

Rapporteuse : Mme Stéphanie Empain

Travaux de la Commission de la Justice

(Président : M. Charles Margue) :

08/05/2019 Présentation du projet de loi

07/07/2021 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen des articles et de l'avis du Conseil d'État

Examen d'une série d'amendements

13/07/2021 Présentation et adoption d'un projet de lettre d'amendements

12/01/2022 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 20/01/2022

Loi du 9 mars 2022

Mémorial A : 2022, n° 112, page 1

## 29<sup>e</sup> séance

Présidence : M. Fernand Etgen, Président | M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

### Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** ..... p. 07  
M. Fernand Etgen, Président
2. **Vérification des pouvoirs et assermentation d'un nouveau membre de la Chambre des Députés** ..... p. 07  
M. Fernand Etgen, Président | Mme Jessie Thill
3. **Changements de composition de commissions parlementaires** ..... p. 08  
M. Fernand Etgen, Président
4. **Changements de composition de délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées internationales** ..... p. 09  
M. Fernand Etgen, Président
5. **Débat de consultation au sujet de l'analyse de l'opportunité d'introduire une obligation vaccinale sectorielle ou universelle** ..... p. 09  
Exposé : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé  
Débat : M. Claude Wiseler (interventions de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, M. Fernand Kartheiser, M. Dan Kersch, M. Laurent Mosar et M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire) (dépôt de la motion 1) | M. Gilles Baum (interventions de M. Fernand Kartheiser et Mme Josée Lorsché) (dépôt de la motion 2) | M. Yves Cruchten (intervention de M. le Premier Ministre Xavier Bettel) | Mme Josée Lorsché | M. Fernand Kartheiser (interventions de M. Sven Clement, Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, M. Georges Engel, M. Gilles Baum, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Yves Cruchten, M. Dan Biancalana, Mme Josée Lorsché et Mme Simone Beissel) | Mme Nathalie Oberweis (dépôt de la motion 3) (interventions de M. Yves Cruchten, M. Dan Biancalana et Mme Myriam Cecchetti) | M. Sven Clement | M. Marc Goergen  
Prises de position du Gouvernement : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé (interventions de Mme Josée Lorsché) | Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État  
Motion 1 : M. Gilles Baum | M. Sven Clement | M. Fernand Kartheiser  
Vote sur la motion 1 (rejetée)  
Motion 2 : M. Marc Goergen | M. Claude Wiseler | Mme Nathalie Oberweis | M. Gilles Baum  
Vote sur la motion 2 (adoptée)  
Motion 3 : M. Yves Cruchten | M. Sven Clement | Mme Nathalie Oberweis | M. Claude Wiseler | M. Yves Cruchten  
Vote sur la motion 3 (rejetée)

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; Mme Paulette Lenert, M. François Bausch, Vice-Premiers Ministres ; M. Marc Hansen, Mme Sam Tanson et M. Georges Engel, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

### 1. Ouverture de la séance publique

**M. Fernand Etgen**, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

### 2. Vérification des pouvoirs et assermentation d'un nouveau membre de la Chambre des Députés

Mir huelen haut en neie Member an d'Chamber op. A sengem Bréif vum 14. Dezember 2021 huet den Här Carlo Back matgedeelt, datt hie vum 19. Januar d'ëst Joer un op säin Deputéiertemandat verzicht. Esou wéi den Artikel 167 vum Walgesetz et virgesäit, muss e Suppleant op der Lëscht vun déi gréng aus dem Walbezierk Zentrum dozou opgeruff ginn, fir d'Mandat, dat fräigouf, weiderzeféieren. D'Kommissioun fir d'Iwwerpräiwung vun de Pouvoiren huet eng Reiefolleg vun de Suppleantë festgeluecht, déi den 30. Oktober 2018 vun der Chamber ugeholl ginn ass. Dës Reiefolleg no ass den éischte Suppleant d'Madamm Jessie Thill, déi d'Mandat ugeholl huet.

Et goufe weeder Zweifel nach Contestatiounen, wat d'Wielbarkeet vum Suppleant oder d'Incompatibilitäten duerch Verwandtschaft oder Bestietnis ugeet, soudatt dem Artikel 6 (3) vum Chambersreglement no d'Chamber d'Gültegkeet vun de Pouvoire vun dem Suppleant kontrolléiere kann. D'Artikele 6 (2) an 3 (1) vun eisem Reglement sinn agehale ginn, andeems d'Madamm Jessie Thill virum 14. Januar 2022 um 18.00 Auer, also véier Deeg virun dëser Sitzung, folgend Piëcen ofginn huet: eng Kopie vu hirer Carte d'identité, fir ze bewisen datt si Lëtzebuergerin ass an 18 Joer huet, e Certificat de résidence, fir ze bewisen, datt si am Grand-Duché leeft, souwéi eng Deklaratioun, op där steet, datt keng Incompatibilitäten duerch Verwandtschaft oder Bestietnis bestinn. Mat dëser Deklaratioun erkläert si, datt si net Famill am éischte Grad oder am zweete Grad mat engem Deputéierten ass, net mat engem aneren Deputéierte bestuet ass an net iwwert d'Bestietnis mat engem aneren Deputéierten am éischten oder zweete Grad Famill ass.

Mat der Awëllegung vun der Madamm Jessie Thill huet de Parquet général der Chamber d'Konklusiounen iwwert déi fënnf Konditiounen, wat d'Wielbarkeet ueget, matgedeelt. De Parquet général huet ënnersicht, datt d'Madamm Jessie Thill hir zivill a politesch Rechter besëtzt, zu kenger krimineller Strof verurteilt gouf, net strofgeriichtlech duerch eng Verurteilung hiert Walrecht verluer huet, net duerch eng Verurteilung hir Wielbarkeet verluer huet an net ënner Momperschaft steet.

Et ergëtt sech aus de genaue Kontrollen op deene gesamt Piëcen, datt d'Madamm Jessie Thill d'Konditiounen, wat d'Wielbarkeet ueget, erfëllt, esou wéi se an den Artikelen 52 an 53 vun der Verfassung a vun den Artikelen 127 an 128 vum Walgesetz virgesi sinn, d'Madamm Jessie Thill vu kenger Incompatibilitéit duerch Verwandtschaft oder Bestietnis betraff ass, esou wéi et am Artikel 131 vum Walgesetz steet. D'Pouvoir vum der Madamm Jessie Thill sinn deemno gültig.

Ass d'Chamber mat dëser Konklusioun averstanen?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Loosst d'Madamm Jessie Thill wannechgelift erakommen.

Madamm Jessie Thill, ech bieden Iech, den Eed ze leeschten, esou wéi et am Artikel 57 vun eiser Verfassung virgesinn ass, an deen de follgende Wuertlaut huet: « Je jure fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'État. » Hieft wannechgelift déi riets Hand, fir den Eed ofzeleeën, a sot no mir: « Je le jure. »

**Mme Jessie Thill** (déi gréng) | Je le jure.

**M. Fernand Etgen**, Président | Ech ginn Akt vum Eed vun der Madamm Jessie Thill. Madamm Thill, Dir sidd elo zum Member vun der Chamber proklaméiert. Meng Felicitationen!

**Plusieurs voix** | Très bien!

(Applaudissements)

**M. Fernand Etgen**, Président | Madamm Thill, ech ginn Iech d'Wuert.

**Discours de début de mandat**

**Mme Jessie Thill** (déi gréng) | Här Chamberspräsident, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, et ass mir eng grouss Éier a Freed, haut meng éischt Ried an dësem héijen Haus ze halen. Als Alleréisch soen ech dem Carlo Back am Numm vun der grénger Fraktioun e grouse Merci fir seng wäertvoll Aarbecht, déi hien hei an der Chamber geleescht huet.

Hie gëtt mir elo dës immens Chance, d'Relève ze iwwerhuelen a mech fir meng Iwwerzeegungen anzusetzen. Bei dësen Iwwerzeegunge stinn d'Gerechtkeet an d'Chancëgläichheet ganz vir. Als iwwerzeegte Feministin wëll ech mech duerch meng parlamentaresch Aarbecht op all Niveau fir eng méi inklusiv Gesellschaft asetzen.

Wat a Sonnesrieden iwwert d'Matbestëmmung oft vergiess gëtt, ass, datt d'Liewensrealitéit vu virun allem jonke Fraen net genuch gesinn an net genuch thematiséiert gëtt. Feelgebueren, Schwangerschaftsabbréich, sexuell an effektiv Opklärung, mee awer och d'Menstruatioun sinn nach oft Tabutheemen.

Eng konkreet Moosnam, déi mir zu Walfer am Schäferot lancéiert hunn, ass de Projet „Period Box“. Zu Walfer ware mir domadder déi éischt, déi op alle vun der Gemeng geréierten Toilette Böiten opgehaangen hu mat gratis Hygiënesartikelen wéi Tamponen a Binden. Vill Gemengen an Entreprisë si mëttlerweile

nogezunn. Esou hu Mënschen, déi menstruieren, Accès op Hygiënesartikelen, déi se sech entweeder zu deem Moment net leeschte kënnen, emol eng Kéier net dobäi hunn oder wou den Accès stigmatiséiert, also schwierig ass.

Et ass eng Mesure, déi net vill kascht, d'ailleurs, ech weess, op den éischte Bléck net weltbeweegend wierkt, an dach ass et eng sanitär sozial Mesure, déi enttabuiséiert a soumat d'Gerechtkeet an d'Chancëgläichheet konkreet stärkt a Mënschen an Nout hëllef.

Gerechtkeet zu Lëtzebuerg heescht och Accès op Logement. D'Wunnungspräisser gi säit Joerzénge dramatesch erop. Et ass eng Situatioun, déi net méi drobar ass, an et ass e Punkt, op deem elo konsequent Politik ëngesat muss ginn, fir méi bezuelbare Wunnum ze schafen. De Problem vun den eidel stoende Wunnengen an de Baulücke muss méi an de Mëttelpunkt réckelen. Donieft mussen alternativ Wunnforme wéi zum Beispill Wunnegemeinschaften konsequent ënnerstëtzt ginn, well et fir vill Jonker wéi mech den Accès ass op en éischt Doheem.

Et ass fir dës Chancëgläichheet, fir déi ech mech wëll hei an der Chamber asetzen.

Gerechtkeet heescht awer am 21. Joerhonnert och, de Jonke vun haut déi beschte Chancen op eng propper Loft, e stabillt Klima an eng gesond Natur ze ginn. De Klimaschutz ass eng gesamtgesellschaftlech Erausforderung. Et geet net méi just drëms, den Äisbier op engem schmëlzende Stéck Äis ze retten, mee ëm eis eege Liewensgrundlagen!

Mir hunn et alleguerten dës Summer materlieft: D'Klimaadaptatioun gëtt ëmmer méi wichteg. Naturkatastrophe kënnen esou zwar net verhënnert ginn, hiren Impakt kann awer reduzéiert ginn. E Beispill dovun ass d'Renaturéierung vun onse Flëss an onse Baachen. Do gëtt dem Waasser méi Plaz gemaach an d'Iwwerschwemmungszon geziilt aus dem Siidungsgebitt erausgeluecht. Zu Walfer hu mer et gesinn, datt duerch d'Renaturéierung vun engem Deel vun der Uelzech manner Gebidder duerch d'Uelzech iwwerschwemmt goufe wéi nach 1995. Duerch d'Klimakris wäerte mir an Zukunft ëmmer méi esou Staarkreenevenementer kréien. Dofir si Klimaopassungsmaasures esou wichteg.

Esou Mesurë si wichteg, mee d'Zäit leeft ons dovun. Ëmmer méi Jonker gi sech deem bewosst a maache sech extreem Suergen ëm d'Klima an hir Zukunft. Grënn, fir sech Suergen ze maachen, gëtt et genuch: Verloscht vun der Biodiversitéit, Hongersnéit, Konflikter a Mënschen, déi hiert Doheem verléieren, extreem Wiederphenomeener, Iwwerseierung an d'Klamme vun onse Mierer, Verloscht vu Liewensraim sinn alles laang bekannte Konsequenze vun der Klimakris.

D'Wëssenschaft warnt säit Joerzénge, datt et e rasante Klimawandel gëtt, datt e mënschegemaach ass an datt e souwäit wéi méiglech muss begrenzt ginn. Ze laang gouf just nogekuckt an op d'Zäit gespilt. Elo kënnen mir nach duerch politesche Courage déi mënschegemaachen Äerderwiermung op 1,5 Grad limitéieren. D'Zäit leeft! All Zéngtel Grad méi wäerten déi Jonk vun haut an déi zukünfte Generationen ze spiere kréien. Dofir muss mir elo alles drusetzen, dëst Zil ze errechen!

**Plusieurs voix** | Très bien!

**Mme Jessie Thill** (déi gréng) | Als Ëmwelphysikerin weess ech, wéi wichteg d'Energiesécherheet ass. Déi Sécherheet kréie mir net, wa mir weiderhin op Atom- a Fossilenergie setzen. Dës sinn net nohalteg an net zuverlässeg. D'Zukunft gehéiert den erneierbaren!

**Plusieurs voix** | Très bien!

**Mme Jessie Thill** (déi gréng) | Mir mussen op eng propper an am beschten dezentral Energieversuerung setzen, déi zum Beispill op Wand, Solar a Biomass baséiert. Konkreet Klimaschutz wäert dowéinst e Kärtheema vu menger Aarbecht hei an der Chamber sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech sti fir eng Gesellschaft, an där et egal ass, wou en hierkënn, eng Gesellschaft, déi net op Kreditt leeft, mee an där d'Liewensgrundlage fir d'Zukunftsgenerationen erhale bleiwen, eng Gesellschaft, déi jidderengem e bezuelbaren Daach iwwert dem Kapp an e Liewen an Dignitéit garantéiert.

Här Chamberspräsident, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech freeë mech, datt ech mech an den nächste Joren an dësem héijen Haus als nei jéngsten Deputéiert fir eng sozial gerecht an nohalteg Gesellschaft engagéiere kann!

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

(Applaudissements)

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Madamm Thill.

### 3. Changements de composition de commissions parlementaires

Wat d'Zesummesetzung vun de parlamentaresche Kommissiounen ubelaangt, hunn ech follgend Ofännerunge matgedeelt kritt:

An der Commission des Comptes ersetzt d'Madamm Jessie Thill den Här Carlo Back.

An der Commission du Règlement ersetzt d'Madamm Jessie Thill den Här Carlo Back an d'Madamm Stéphanie Empain ersetzt d'Madamm Djuna Bernard.

An der Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace ersetzt d'Madamm Jessie Thill den Här Charles Margue fir de Volet Espace.

An der Commission de la Digitalisation, des Médias et des Communications ersetzt d'Madamm Jessie Thill den Här Carlo Back.

An der Commission de la Fonction publique ersetzt d'Madamm Josée Lorsché den Här Carlo Back.

An der Commission de la Mobilité et des Travaux publics ersetzt d'Madamm Jessie Thill den Här Carlo Back fir de Volet Mobilitéit an d'Madamm Semiray Ahmedova ersetzt den Här Carlo Back fir de Volet Travaux publics.

An der Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire ersetzt d'Madamm Jessie Thill den Här Carlo Back.

An der Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense ersetzt d'Madamm Jessie Thill den Här Carlo Back.

An der Commission du Logement ersetzt d'Madamm Jessie Thill den Här Marc Hansen.

A schliisslech an der Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale ersetzt den Här Marc Hansen den Här Carlo Back fir de Volet Sécurité sociale an d'Madamm Djuna Bernard ersetzt den Här Carlo Back ausser fir de Volet Sécurité sociale.

Gëtt et iergendwellech aner Ännerungsvirschléi? Ech gesinn, datt dat net de Fall ass.



Ass d'Chamber mat dësen Änderungsverschléi averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

#### 4. Changements de composition de délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées internationales

Wat d'Zesummesetzung vun de parlamentareschen Delegatiounen ubelaangt, si follgend Ännerungen agaangen:

An der Délégation luxembourgeoise auprès du Conseil parlementaire interrégional, dem CPI, ersetzt d'Madamm Jessie Thill den Här Carlo Back als Membre suppléant.

A schliisslech an der Délégation luxembourgeoise du groupe de contrôle parlementaire conjoint d'Europol ersetzt d'Madamm Stéphanie Empain den Här Carlo Back als effektive Member an d'Madamm Jessie Thill ersetzt d'Madamm Stéphanie Empain als Membre suppléant.

Gëtt et dozou iergendwellech aner Änderungsverschléi? Ech gesinn, datt dat net de Fall ass.

Ass d'Chamber mat dësen Änderungsverschléi averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

#### 5. Débat de consultation au sujet de l'analyse de l'opportunité d'introduire une obligation vaccinale sectorielle ou universelle

Mir kommen elo zur Consultatiounsdebatt iwwert d'Aféierung vun enger Impfflicht. D'Riedezäit ass nom Modell 3 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Claude Wiseler, den Här Gilles Baum, den Här Yves Cruchten, d'Madamm Josée Lorsché, den Här Fernand Kartheiser, d'Madamm Nathalie Oberweis, den Här Sven Clement an den Här Marc Goergen.

An ech géif d'Wuert elo un de Premier- a Staatsminister Xavier Bettel ginn.

**Exposé**

**M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État | Här President, ech soen Iech Merci, dass mer haut an dësem héijen Haus dësen Debat kënnen féieren. Ech weess aus mengem viregte Liewen och, dass en Débat de consultation ganz oft Wochen a Méint Virbereedungsarbecht freet. Mir sinn awer hei an enger Situatioun - an deem si mer eis all bewusst -, déi eis keng Wochen a Méint Zäit léisst fir ze agéieren.

Mir hu vun Ufank u gesot, dass mir eis mam Virus hei an enger Course befannen, eng Course géint de Virus. An erlaabt mer, dass ech hei och als Orateur ufänken, dono d'Madamm Tanson eeben och op déi ganz juristesche Froe wäert agoen an dann d'Madamm Gesondheitsministesch eeben och op déi sanitär Froen.

Da kënt den Debat, dee jo och wichteg ass, fir eeben Iech kënnen haut nozelauschten. An dono kann d'Regierung jo, nom Debat, nees eng Kéier intervenéieren. Do géif d'Madamm Gesondheitsministesch ufänken, an dann d'Justizministesch an ech géif dann de Schluss maachen.

Mir hunn an där Course, déi ech Iech virdu beschriwwen hunn, scho méi wéi eng Kéier d'Gefill gehat, mir wieren nobäi, mir hätten et gepackt, et wier de leschten Endspurt. An ech weess, dass mer déi lescht 24 Méint ganz oft gesot hunn: „Hei, et ass nach eng kuerz Zäit. Baisst op d'Zänn, et ass net méi fir laang! Mir komme gläich aus der Situatioun eraus.“ An all Kéiers, wa mer dat gemengt hunn, huet d'Pandemie eis awer nees, ëmmer erëm, ageholl, net zulescht mat der Omikronvariant, wou mer Rekordzuelen hu vun Infektiounen.

Och wann d'Infektiounszuele klammen - an dat gesi mer, dat ass net nëmme hei, dat ass och weltwäit -, gesi mer, dass sech awer eppes fundamental och zum Besseren verännert huet: D'Situatioun an de Spideeler, wann ee vergläicht mam leschte Joer, ass haut eng ganz aner wéi déi, déi mer virun zwielef Méint kannt hunn. An dës Situatioun ass zum gréissten Deel och kloer op d'Impfungen zrëckzeféieren.

**Une voix** | Très bien!

**M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État | D'Impfungen, déi d'Leit hei zu Lëtzebuerg awer wierklech och an enger grousser Zuel suivéiert hunn. A mir kënnen dat mat Donnéeën, mat empirischen Donnéeën hei aus dem Land an och aus dem Ausland beleeden. Et ass e Constat, dass d'Impfung de Risk vun engem schwéiere Krankheitsverlaf an och vis-à-vis vum Doud wierklech däitlech verbessert. D'Patienten op der Intensivstatioun - dat gesi mer déi lescht Wochen, déi lescht Deeg, och schonn déi lescht Méint, mee nach méi accentuéiert déi lescht Deeg - sinn zum gréissten Deel net geimpfte Leit.

An et gesäit ee mat den Zuelen, déi mer hunn: Mir hunn nach dës Woch an nach d'lescht Woch dräi Doudeger, sechs Doudeger gehat bei deene leschte Fall, déi mer haten. Déi Leit, déi gestuerwe sinn, waren iwwer 80, iwwer 90, an et gouf awer och jonk Persounen ënner 60, déi net geimpft waren, déi gestuerwe sinn. Dat heescht, den Impfstoff wierkt an dat ass eng Realitéit!

Mir hunn Iech jo och déi Dokumentatioun matginn eeben iwwert den Impakt vun der Impfung, an déi Infoe si jo net nëmme Iech zur Verfügung gestallt ginn, mee och dem breede Public accessibel gemaach ginn.

Mir hunn et ëmmer erëm gesot: D'Impfung ass de beschte Wee eraus aus der Pandemie. Net, dass ee mengt, ... An ech weess, dat war ganz am Ufank vläicht eng Positioun, eng Hoffnung, jo, et kann een och soen, dass ee gemengt huet, dass de Virus am Fong géif schwannend duerch d'Impfung. Dat war am Ufank eng Hoffnung, déi mir alleguerten haten. Mir hu geduecht: Wa jiddweree geimpft ass, dann ass de Virus och fort.

Mir wëssen haut, dass dat net wäert geschéien. Mir wëssen, dass de Vaccin - an ech widerhuelen et elo fir d'zweet an ech wäert et nach zéngmol widerhuelen - net onbedéngt virun enger Ustiechung schützt. Mir gesinn, dass och Leit, déi geboostert gi sinn, sech kënnen ustiechen. Dat ass eng Realitéit. Mee mir gesinn, dass de Gros vun de Leit, déi op der Intensivstatioun landen, net geimpft waren. An dat huet och déi Pressekonferenz, wou jo och Doktere vum Terrain waren, wierklech accentuéiert, dass wann een den Total mécht vun deene Leit ... Well da gëtt gesot, et wier bal 50:50. Jo, mee et sinn 80 % geimpft an 20 % net geimpft. Dat heescht, et muss een de Pro-rata maachen, esou wéi och den Dokter Werer, wann ech mech net ieren, et gesot huet. En huet d'Beispill vun deenen acht geholl, déi am CHL waren. Do huet e gezielt: Deen een hat en Autosaccident, mee e war och positiv etc, etc. An dunn ass en nach op ee komm, deen e richtege Covidpatient war, deen och am Spidol

war mat enger Impfung. Mee dat heescht, dass d'Zuelen dat eent sinn an d'Realiteit um Terrain dat anert reflektéiert. An dofir ass et och wichteg, deene Leit, déi all Dag um Terrain schaffen, d'Wuert ze ginn, fir och ze erklären, wat se all Dag do erliewen.

Mir mussen eis da bewusst sinn, dass et ganz wéineg Fäll gëtt - an da mat schwierigen Erkrankungen, wann net Comorbiditéiten, oder wa se och schonn aner Pathologien hunn - vu Leit, déi op der Intensivstatioun landen, wa se geimpft sinn, wat awer net de Fall ass bei net geimpfte Leit. Jo, Impfe schützen viru schlëmmen Krankheitsverleef an Impfe rett och Liewen!

Mir mussen op där anerer Säit awer och léieren, mam Virus ze liewen. Mee dat kënnen mer awer och eréischt maachen, wa mer wëssen, dass de Gros vun deene Leit, déi riskéieren, an d'Spidol ze kommen, de Gros vun deene Leit, déi och riskéieren ze stierwen, och geimpft sinn, well mir wëllen - an dat ass jo ëmmer de But - eng Surcharge an de Spideeler evitéieren. An och wann d'Situatioun an de Spideeler am Moment eischter stabel ass, leien awer och nach ëmmer ze vill Leit op der Intensivstatioun, an nach ëmmer sinn et ze vill Leit, déi u Covid-19 stierwen.

Mir kënnen net als Fatalitéit soen: „Jo, et sinn der just 20!“ - et ass keng normal Situatioun, dass 20 Leit oder 50 oder 60 Leit op Normalbetter an 20 Leit op Intensivbetter sinn -, dass mer einfach soen, „Dat ass normal an domadder mussen mer ëmmer kënnen liewen.“ Nee, d'Normalitéit wier, wa mer et fäerdeg géife bréngen, dass déi Zuele wierklech ënner zéng géife falen a selbstverständlech, wéi mer alleguerten hopen, op null.

D'Diskussiounen iwwert d'Impfflicht mussen gefouert ginn. Et ass - an ech hunn dat och schonn hei gesot, Här President - eng vun deene wichtegsten an awer och eng vun deene schwéiersten Decisiounen, déi mir an de leschte Joren, jo vläicht souguer an deene leschte Joerzénge ze huelen haten. All zesummen!

D'Fro vun der Impfflicht, an dat hunn ech och virun e puer Wochen hei gesot, kann een net mat Jo oder mat Nee beantweren. Et kann een net soen: „Et ass Jo“, oder „Et ass Nee“, mee wéi ass engem egal.

E Jo zur Impfflicht ass am Fong just eng éischt Etapp, déi och mat ville weidere Froen verbonnen ass. A grad dowéinst setzt d'Regierung eeben op eng breet Consultatioun. A mir hunn dës Consultatiounen jo, wéi Der wësst, an zwee Deeler opgedeelt. An enger éischer Etapp war déi „question préjudicielle“, wann ech mer erlabe kann, déi esou ze nennen: Brauche mer eng Impfflicht an d'Noutwendegkeet vun enger Impfflicht an och eeben eng Analys dovun op enger wëssenschaftlecher Basis?

Duerfir hu mir och zesummen als Regierungsrat fënnf Leit gefrot, ob se interesséiert wieren, fir an deem Grupp ad hoc ze sinn, Leit, déi net an engem Ministère schaffen, Leit, déi net an enger Administratioun schaffen, mee Leit, déi onofhängeg sinn an déi hir Meenung eeben och sollten no dem aktuelle sanitäre Wëssensstand analyséieren.

Mir hu gefrot, deen Avis ze kréien. Den Avis ass jo och d'lescht Woch bekannt ginn. Dir hat och d'Méiglechkeet, wann ech mech net ieren, gëschter mat deenen Experten en Austausch ze hunn an eeben och hinnen déi Froen ze stellen, déi fir deen een oder deen aneren nach opstoungen.

An déi fënnf Experten, Här President, sinn an hirer Analys ganz kloer: Si recommandéieren eng Impfflicht fir all Resident iwwer 50 an och fir jiddereen, deen am Gesondheits- an am Fleegeberäich schafft.

D'Regierung wäert dës Recommendationen suivéieren an d'Prinzipien och iwwerhuelen, esou wéi

d'Experte se och festgehalten hunn. Dës Positioun ass fir ons alternativlos. Mir kënnen net deen ee Moment soen, dass d'Necessitéit vun enger Impfflicht muss wëssenschaftlech begrënt sinn, an dann dee Moment, an deem mer e klaren Avis hunn, deen dat och freet a laut deem eng Impfflicht néideg ass, de Contraire decidéieren.

Jo, mir brauchen eng Impfflicht zu Lëtzebuerg! Déi Fro ass tranchéiert. Net vu Politiker, mee vun Experten. D'Experten hu kloer ... An Dir wësst jo: An deem Expertegrupp ware Virologen, Leit vun der Uni, déi d'Modellisatioun maachen, Leit och aus dem Spidol. An déi Leit - erlaabt mer, dat ze soen -, déi fënnf Experten, versti méi wéi déi meescht vun eis heibanen. Ech weess, dass et ganz vill Experte gëtt. Et gëtt déi lescht zwee Joer och Leit, déi eng Connaissance scientifique kritt hunn, déi mech ëmmer iwwerrascht, mee deene fënnf Experten hir Konklusioun ass fir mech, wann ee se gefrot huet, ... An et ass eng Analys och komm, dann huet een dat och ze respektéieren an dat och zur Kenntnis ze huelen als wëssenschaftlech Basis.

Mee mir sinn ons och bewusst, dass wann een eng Impfflicht wëll aféieren, dass dat och aner Froe mat sech bréngt. Dat si Froen zur gesellschaftlecher, zur eethescher, zur juristescher Ëmsetzung vun der Impfflicht. An dat si Froen, déi mussen mir politesch klären! Et ass net d'Missioun vun der Wëssenschaft, dat ze maachen. D'Wëssenschaft hat hiren éischten Deel. Den zweeten Deel ass onsen Deel.

An dat bréngt mech dann eeben och zum zweeten Deel. An d'Regierung huet e Froekatalog ausgeschafft, dee mir un d'Chamber an och un déi concernéiert Acteuren aus der Zivilgesellschaft geschéckt hunn. An ech hunn et och scho méi wéi eng Kéier gesot: Mir hunn d'Ambitioun a wierklech de Wunsch, dës Froe mat enger breeder gesellschaftlecher an och politescher Majoritéit ze tranchéieren. Mir si bereet, den Argumenter alleguerten nozelauschteren. Mir sinn och de politesche Parteien ... Déi, déi och elo schrëftlech komm sinn, déi mussen elo analyséiert ginn. Är Positiounen haut sinn eeben och ganz wichtig, fir ze kucken, duerno dee gréisstméigleche Konsens an deem doten Text ze fannen.

Mir sinn un engem éierlechen Debat interesséiert, net un engem Débat de politique politicienne, en Debat, an deem och net schon am Virus fest Positiounen kommen an an deem een da seet: „Hei, d'Regierung hätt gär dat do, an dat ass esou.“ Nee, fir eis ass et wichtig, dass jiddwereen d'Chance huet, fir seng Argumenter virzedroen an dass mer haut dann eeben och net op Detailer wäerten agoen, well mer eeben och déi Detailer vun der Impfflicht hei net wëllen deklaréieren.

Mir lauschtere gäre fir d'éischt no. Mir huelen Är Äntwerten op ons Froe mat a wäerten eréischt no dësem Debat dann eeben, esou wéi ech et och ugekënnegt hat, en definitiven Text iwwert d'Ëmsetzung vun der Impfflicht preparéieren.

D'Regierung wäert och den Input, esou wéi ech Iech et virdu gesot hunn, vun den Acteuren a Consideratioun huelen. An ech wëll hinne vun dëser Plaz e ganz, ganz grouse Merci soen, well ech weess, wéi kuerz den Delai elo war tëschent dem Envoi vun der Froen an eeben elo och den Äntwerten, déi se preparéiert hunn.

Fir eis ass et wichtig, hinnen nozelauschteren, a bei enger sektorieller Impfflicht - ech sinn och elo frou, dass den Aarbechtsminister do ass, dass mer och mat de Sozialpartner do den Dialog sichen -, eng Impfflicht op der Aarbecht ... An dat war och scho mam Virgänger Här Kersch an och scho mam Här Hansen

de Fall: Et ass zesumme gekuckt ginn, no Léisungen ze sichen a mer hunn och dee breetste Konsensus fonnt, zum Beispill mat de Sozialpartner fir déi Saachen, déi eeben op der Aarbechtsplaz kéinte Repercussioune hunn.

Här President, d'Aféiere vun enger Impfflicht kann een och net lassléise vun dem weidere Verlaf vun der Pandemie, an dat soen eis och d'Experte ganz kloer. De Virus wäert net verschwannen. Onst Zil muss duerfir sinn, déi Mënschen ze schützen, déi e schwéiere Krankheitsverlaf riskéieren oder och nach am schlémmste Fall den Doud. Onst Zil muss och sinn, eist Gesondheitswiesen dauerhaft ze entlaaschten. Ouni Impfflicht erreche mir dëst Zil net séier genuch.

A loosst mech dat hei och, Här President, wann Der erlaabt, eebe mat Zuelen erklären. De Moment si ronn 35.000 Leit vun enger Populatioun vun iwwer 50 Joer net geimpft. Déi lescht Woch goufe ronn 350 Leit vun där Alterskategorie fir d'éischt geimpft. Dat ass ronn 1 % an enger Woch. Dat heescht, wa mer soen, mir kucke weider, mir loosse et gewäerden, brauche mer op d'mannst 100 Wochen - 100 Wochen! -, fir sécher ze sinn, dass déi Leit, bei deenen d'Experte selwer soen, dass si dee gréisste Risk hunn, fir an d'Spidol ze kommen oder ze stierwen, komplett geimpft kéinte sinn.

Ech muss Iech soen, dass mer eis net kënnen erlaben, esou laang ze waarden an ze soen - bal zwee Joer ass dat -, dass mer dann eebe mussen hoffen, hoffen, dass et richt ausgeet!

An de Gros vun der Populatioun, ons Gesellschaft ass midd. An ons Gesellschaft gëtt ëmmer méi midd, no bal 24 Méint, ënner Restriktiounen ze liewen. Mir kënnen a mir wëllen d'Leit net einfach onnéideg an hire Fräiheeten aschränken. D'Impfflicht erméiglecht, och en Deel vun där Fräiheet kënnen zréckzefannen.

Den Debat ronderëm d'Impfflicht ass en Ofweie vu Vir- an och vun Nodeeler. Nieft den offensichtleche Virdeeler, déi eng Impfflicht fir de Schutz vun der Gesondheet vun all Eenzele mat sech bréngt, ass et och d'Perspektiv vun engem Enn vun der Pandemie, déi och en entscheidend Argument am Fong a Richtung vun enger Impfflicht ass.

An d'Regierung hofft och, nom Akraafttriede vun der Impfflicht d'Restriktiounen kënnen zréckzeféieren op e Minimum. Selbstverständlech muss een d'Situatioun dann analyséieren kënnen. Mee de But ass, an dat seet och en Deel vun den Experten, dass wann d'Impfflicht kënnt, dat heescht, déi Vulnerabelst geschützt sinn, déi aner Leit och méi Fräiheete kënnen kréien, well de Cordon sanitaire jo méi large gemaach gëtt a si och selwer geschützt sinn.

Mir hoffen, erëm esou vill Normalitéit a Fräiheet wéi méiglech kënnen ze garantéieren.

Här President, loosst ons dëst Zil zesummen ugoen! Loosst ons dese Wee zesumme goen! D'Impfflicht ass keng Decisioun, déi mir ons einfach maachen. Mir hunn haut an déi nächst Wochen d'Chance, mat enger breeder Stëmm ze schwätzen, enger staarker Stëmm fir en Enn vun der Pandemie an där Richtung, enger staarker Stëmm fir d'Gesondheet an enger staarker Stëmm fir d'Fräiheete vun ons alleguerten.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools dem Här Premier- a Staatsminister Xavier Bettel. An ech ginn d'Wuert elo un d'Madamm Justizministesch Sam Tanson. Madamm Tanson, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Sam Tanson**, Ministre de la Justice | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir beweegen

ons elo schon zënter Méint ronderëm déi Diskussioun vun enger Impfflicht. A mir hunn och gesinn, dass mer domat bei Wäitem net déi eenzeg sinn. Et ass eng Diskussioun, déi an eisen Nopeschlänner gefouert gëtt, déi an anere europäesche Länner gefouert gëtt a bei där och schon Decisiounen geholl goufen, sief et zu sektoriellen, zu generellen oder zu altersbedéngten Impfflichten.

A jo, mer hunn ons schwéiergedoe mat dëser Diskussioun. A vill vun ons, moi inclus, ware laang Zäit der Meenung, dass mer och kéinte laanscht dës Diskussioun an dës Decisioun kommen. Mer kéinten d'Leit mat Fakten, mat Argumenter, mat Wëssenschaft, mat moraleschen Appeller iwwerzeegen, et vu sech aus ze maachen.

Vill hunn dat gemaach. 80 % vun der erwuessener Populatioun. Mee dat seet ons awer och, dass ee vu fënnf et net gemaach huet, dass ee vu fënnf sech net duerch Zourieden, duerch Informéieren, duerch Informatiounsaarbecht an Iwwerzeegungsarbecht dozou beweege gelooss huet.

Parallell dozou, hu mer zënter bal zwee Joer eng Ausnamesituatioun, eng Situatioun, wéi onst Land se zënter 1945 net méi kann huet. Mir, dat heescht d'Regierung an Dir alleguerten heibanen, decidéieren zënter dem 18. März 2020 ofwiesselend, wéini an ob een d'äerf virun d'Dier goen, zu wéi vill ee sech d'äerf gesinn, ob e Café, e Restaurant, eng Disko d'äerf op- oder zohunn, ënner wéi enge Konditiounen een d'äerf dohinner goen, ob d'Kultur d'äerf mat Public stattfannen, ob de Sport kann ënner Applaus stattfannen a virun allem och, ob eis Kanner a Jugendlecher dierfen an d'Schoul goen oder net, ob se dierfen hiren 18. Geburtsdag mat Frënn feieren, ob se dierfen op der Uni nei Leit kenneléieren oder einfach nëmmen onbedarft duerch d'Liewe goen.

Mer beschneiden d'Fräiheete vun all eenzelem Bierger hei am Land zënter zwee Joer massiv op eng Aart a Weis, déi ech mer, éierlech gesot, ni hatt kënnen virstellen an déi, mengen ech, och keen heibanen wëll.

An elo diskutéiere mer haut iwwer eng aner Fräiheet: d'Fräiheet ze decidéieren, sech impfen ze loosse oder net, d'fräi Bestëmmung iwwer säin eegene Kierper, d'Patientenautonomie a soumat och d'Recht op de Respekt vun der Privatsphär, vum Privatliwen, geschützt duerch den Artikel 8 vun der Mënschenrechtskonventioun.

Datt eng Impfflicht per se vun engem reng juristesche Standpunkt hier méiglech ass, wësse mer spéitstens zënter dem Arrêt Vavříčka géint d'tschechesch Republik vum 8. Abrëll zejoert.

Datt eng Impfflicht an der aktueller Situatioun vum sanitäre Point de vue néideg ass, beschreift den ad-hoc-Expertsgrupp mat Chiffres à l'appui - de Premier huet se elo grad nach genannt - a sengem Avis vun der leschter Woch.

Iwwert den Nutzen op gesellschaftspoliteschem Plang ginn d'Meenunge verständlecherweis wäit auserneen. Mir sinn hei an Neiland. Mir gesinn den Impakt vun dese Mesuren zwar am Ausland, mee et ka keen ons garantéieren, dass se zu Lëtzebuerg de gewënschten Effekt erreche wäerten, dat heescht, dass mer duerch eng Impfflicht genuch Leit kënnen dozou beweegen, sech impfen ze loosse an dass dës Impfflicht net zu nach méi grouse Spaltungen an eiser Gesellschaft féiere wäert, mat alle Konsequenzen, déi dat an der Lescht scho fir eise Rechtsstaat mat sech bruecht huet.

Ech sinn awer der Meenung, dass mer alles musse probéieren, wat an onser Hand läit, all Moyene

mussen ausschöpfen, déi et gëtt, fir dës Pandemie op en Enn ze bréngen, an zwar esou séier wéi méiglech.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**Mme Sam Tanson**, Ministre de la Justice | Mir sinn et der ganzer Gesellschaft schëlleg. Mir sinn et onse Kanner a Jugendlechen schëlleg. A mir sinn et virun allem och dem Gesondheetspersonal schëlleg, ...

**Une voix** | Très bien!

**Mme Sam Tanson**, Ministre de la Justice | ... dat zënter Méint op der Felg fiert.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**Mme Sam Tanson**, Ministre de la Justice | Mir wëssen och, dass d'Impfung de Wee aus der Krisensituatioun eraus ass, e quasi onverhoffte Wee. A mir wëssen, dass een op fënnef sech net vu sech aus impfe gelooss huet. Bleift also de Wee vun enger Verflichtung fir d'Leit, fir et ze maachen.

Vu dass et hei ëm d'Aschränke vun engem Grundrecht geet, muss dës Verflichtung e kloert, definéiert Zil verfollegen. Donieft muss d'Verflichtung noutwendeg sinn, fir dëst Zil ze errechen an d'Verflichtung muss verhältnisméisseg sinn. Déi lescht Konditioun ass déi, dass d'Recht op en equitable Prozess muss garantéiert sinn. An dës véier Konditiounen decouléieren aus dem Arrêt vum Abrëll zejoert. An ech ginn elo dorobber an, wat se an dësem Fall bedeuten.

Déi zwee generell Ziler vun enger Impfflicht wieren, d'effentlech Gesondheet ze schützen an d'Fräiheete vu jidderengem. Am Detail deklinéiert géif dat heeschen: Zil ass et, dass onse Gesondheetssystem net méi iwwerlaascht gëtt vu Covidkranken, wat nees d'Gesondheet vu jidderengem a Gefor bréngt. Zil ass et awer och, dass mer all de Bierger, de geimpften an de bis ewell net geimpften, hir Fräiheeten erëmginn, also net just d'Recht op Privatiewen, mee och d'Recht op Bildung, d'Recht op Kultur, d'Recht op Sécherheet, d'Recht op de Bien-être an deem Land, an deem se liewen, an d'Recht op Gesondheet.

Duerno stellt sech d'Fro vun der Noutwendegkeet. Ee vu fënnef ass net geimpft. D'Impfung ass awer erwisenermoossen d'Sortie aus dëser Krisensituatioun eraus. Mer hunn iwwert dat lescht Joer ganz vill gemaach, fir d'Leit op eng duuss Aart a Weis dozou ze kréien, sech impfen ze loossen. Mer hunn Appelle gemaach. Mer hu se ugeschriwwen. Mer hu Campagnë gemaach. An et goufen extrem vill Impfméiglechkeeten uechtert d'Land ugebueden.

Et kann ee sécher nach méi maachen! An eng Verflichtung verhënnert och net, dass weider Efforte muss gemaach ginn. Mee zu engem gewëssene Moment muss de Staat, muss d'Regierung, muss d'Chamber hir Verantwortung iwwerhuelen an och ganz kloer soen: „D'Impfung ass de Wee aus dëser Kris!“

Natierlech hëllefen Testen, Distanzen, Kontaktreduzierungen, mee näischt hëlleft esou gutt wéi eng allgemeng Impfung vun der ganzer Populatioun. An da stellt sech fir mech déi eng kruzial Fro: Wat ass, wa mer dat net maachen? Dierfe mer et einfach net maachen? Dierfe mer ons virun dëser Verantwortung zéien, well et ganz sécher nach Froe sinn, déi ze kläre sinn? Wéi ass ons Verantwortung auszeleeën, wa mer dës Kartusch net zéien?

Mir diskutéieren haut bestëmmt vill driwwer, wéi eng Konsequenzen eng Impfflicht fir ons alleguerte wäert hunn. Mir müssen ons awer och d'Fro stellen, wéi eng Konsequenzen et huet, wa mer keng Impfflicht aféieren. Jo, mir sinn hei éischer am Beräich vum Preventiven, vum Precautionsprinzip. Mir sinn och, an dat wéi d'Droitsprofessere Stefan Braum a Jörg Gerkrath

et schreien an hirem Avis, schonn zënter dem Ufank vun der Pandemie am Beräich vum experimentelle Recht. Mee nawell, wann een déi etabléiert Rechtsprinzipien op dese Fall applizéiert, léisst eng Impfflicht sech absolut vertrieiden.

Bei der Noutwendegkeet muss mer eis awer och froen, fir wien esou eng Verflichtung noutwendeg wier. Hei ginn d'Meenunge jo vun deenen, déi eng Impfflicht befürworten, am wäitsten auserseen. D'Experte schwätze vun enger Limitt vu 50 Joer. Vill Aweise schwätze sech fir eng generell Pflicht ab 18 Joer aus. Et geet dobäi rieds vu Solidaritéit, vun eethesche Grundprinzipien an och vu Messagen, déi dat dem Rescht vun der Populatioun gëtt, wa mer soen, et muss ee sech eréischt ab 50 impfe loossen.

Ech ka vill vun dese Bedenke verstoen, mee mir sinn och verflicht, den Agrëff esou kleng wéi méiglech ze halen. Dat gesäit zum Beispill och déi minoritär Meenung am däitschen Ethikrat vir. Hei ware 7 vun 20 Memberen, déi an engem minoritären Avis geschriwwen hunn, géint 13 vun 20, déi géint déi allgemeng Impfflicht sinn: „Es ist ein ethisches Grundgebot zur Erreichung eines Ziels, das jeweils mildere effektive Mittel einzusetzen.“ A virun enger potenzieller Ausweidung op d'ganz Populatioun misst alles gemaach ginn, fir déi manner breet Pflicht ëmzesetzen. Och dat kéint de gesellschaftleche Spannungen entgéintwierken.

No heuru läit och d'Fro vun der Verhältnisméissegkeet vun esou enger Pflicht, an déi miesst sech allem virop un de Strofen, déi ausgeschwat kënnen ginn. Et stécht schonn extrem vill Konfliktpotenzial an dëser Mesure an et gëllt, dësen net ze exacerbieren. An de meeschten Avisen, déi sech heizou positionéieren, gëtt eng administrativ Strof favoriséiert. Esou schreien d'Professere Gerkrath a Braum: « Une sanction imposée par les instances du système de justice pénale ne pourrait pas prévoir une procédure appropriée simple et néanmoins équitable pour constater la violation de l'obligation. » Eng Fro, déi mer haut de Mëtte müssen diskutieren.

Dann natierlech och déi, wéi dës Strofe kéinten ausgesinn. E Stéchédatum? E fixe Montant? Wa jo, wéi héich? D'Méiglechkeet, e puermol ze strofen? Natierlech ass och d'Fro vum Montant determinant. En dierf weeder ze niddreg sinn nach ze héich, fir och kënnen verhältnisméisseg ze bleiwen.

Am Urteel vum Abrëll zejoert hunn d'Stroosbuurger Riichter och ervirgestrach, dass d'Stof just eemoleg kéint gesprach ginn, fir festzehalen, dass dës verhältnisméisseg wier. Och den Délai de recours ass e wichtige Sujet. Dësen dierf op där enger Säit net ze laang sinn, fir ze verhënnern, dass d'Impfflicht kann an d'Läng gezu ginn. Den Delai muss awer och laang genuch sinn, fir dass d'Rechter vum Concernéierte respektéiert bleiwen. Souwuel, fir d'Obligatioun vun der Vaccinatioun anzeféieren, wéi och, fir d'Sanktiounen en cas de refus kënnen ëmzesetzen, muss déi betraffe Person kënnen erfaasst ginn. Dowéinst och d'Fro vun Dateschutz a vun der gesetzlecher Basis, déi ee sech muss ginn, fir dësen Traitement de données ze erméiglechen.

Dann natierlech d'Situatioun vun de Frontalieren. Eng delikat Fro. Wéi verhale mer ons hei am Kontext vu Lëtzebuerg, der Situatioun vu Lëtzebuerg an der EU? Wat ass ëmsetzbar? A wéi eng Obligatiounen verlagere mer op d'Aarbechtsplaz?

Eng weider juristesche Consideratioun ass, dass de Staat am Fall vun enger obligatorescher Vaccinatioun - an et ass extrem wichtig, dat ëmmer nees ze ënnersträichen - enger objektiver Responsabilitéit ausgesat ass, fir de Fall, wou d'Impfung gesondheetlech Konsequenzen op deen Einzelnen hätt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Dir gesitt: Niewent der sanitärer Pertinenz muss eise politeschen Arbitrage och juristesche verrietbar an ëmsetzbar sinn. De juristesche Kader, dee mer wëlle schafen, muss kloer, einfach, transparent sinn. Wa mer op de Wee vun enger Impfflicht ginn, da brauche mer e Gesetz mat präzisen Definitiounen an enger Prozedur, déi eis Verwaltungen a Gerichter kënnen ëmsetzen a kontrolléieren.

Et gëtt vläicht bei der Debatt haut Punkten aus dem Froekatalog, bei deene mer feststellen, dass d'Effikasitéit vun enger Impfflicht riskéiert, duerch déi praktesch Onëmsetzbarkeet ofgebremst ze ginn.

Ech hoffen, dass déi vill Avisen, déi mer erakuten, an eis Debatt vun haut eis op déi Pist wäerte bréngen, déi et eis erlaabt, déi Léisungen ze fannen, déi eis derbäi hëllefe wäerten, als Gesellschaft erëm zesummenzewuessen. Duerfir ass et elo u jidderengem Einzelne vun eis, fir seng Verantwortung bei dëser eminent sensibeler Fro ze iwwerhuelen.

Ech perséinlech sinn der Meenung, dass mer ons dëser Fro muss stellen, well mer ons ons Fräiheete müssen zrëckginn, quitte dass dat géif bedeuten, dass mer d'Fräiheet vun Einzelnen temporär müssen aschränken.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools der Madamm Justizministesch Sam Tanson. An d'Wuert huet elo d'Madamm Gesondheitsministesch Paulette Lenert. Madamm Lenert, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé | Merci, Här President. Als Éischt loosst mech ënnersträichen, dass ech dës Debatt haut begrëssen. Mir si bei engem Theema ukomm, no zwee Joer, dat e schwéierwiegend Theema ass, dat e breede gesellschaftlechen Debat freet an dat extrem villschichteg ass. Et ass e Sujet, op deen een net einfach ka mat Jo oder Nee esou aus der Héft eraus äntweren, well e vill Froen opwerft.

De Jo oder Nee hänkt vun der Verhältnisméissegkeet of. En hänkt dovun of, ob d'Solutiounen, déi ugeduecht ginn, am Detail och juristesche verrietbar sinn. En ass ganz villschichteg. Mir wäerten dat an der Debatt haut gesinn. An dofir géif ech elo schonn e grouse Merci soen un all déi Leit, déi sech hei geäussert hunn. Et sinn immens vill Avisen erakomm, vun deene mer Kenntnis konnten huelen, och an engem kuerzen Delai. Dat si Saachen, déi ee sécherlech iwwert déi nächst Deeg a Wochen ëmmer erëm wäert zur Hand huelen, mat ganz villen interessanten Usätz, fir déi Detailfroen, déi ze kläre bleiwen, unzegoen.

D'Fro vun enger Impfflicht werft vill Froen op: Ass se gerechtfertegt? Do si mer direkt am sanitäre Beräich. Mir brauchen eng Justifikatioun. Et geet jo drëms, dass dat heiten de Wee ass, där sanitärer Kris, an där mer sinn, en Enn ze setzen. Soss mécht et kee Sënn. Wie soll betraff sinn? Wéi soll et am Detail ausgesinn?

De gesetzleche Wee, deen hei ugeduecht ass, verflichtend mat Sanktiounen fir déi Betraffen, dat ass an engem demokrateschen, fortschrëttleche Rechtsstaat mengem Verständnis no sécherlech eng Ultima Ratio. Rechtswissenschaftlech gesinn ass et de leschte Wee, deen ee sicht, wann ee keen aneren Auswee méi huet.

Firwat? Dat ass, well de Prinzip vun der Pflicht an der Strof ee vun de schäerfste Steuerungsinstrumenter vum Staat ass. Mee anormal Zäite fuerderen anormal Weeër. Och wann dëst net am Zäitgesicht ass vun enger Gesondheitspolitik, an där ee versicht, op Konsens ze schaffen, an där ee versicht, de Patient méi anzebannen, an där mer dono striewen, den

emanzipéierte Bierger ze fërderen, mussen mer feststellen, dass mer an enger Situatioun sinn, déi nach kee Precedent hat, déi eng Durée huet, déi kee sech hätt kënnen virstellen, wéi et lassgaangen ass.

Och wann d'Experten dat esou gesot hunn, dass d'Pandemie jorelaang daueren, hätte mer allegueren insgeheim geduecht, dat wär fir eis net esou. Vill Hoffnunge sinn opkomm d'lescht Joer, ënner anerem eebe mat den Impfstoffen, déi komm sinn, dass een dat vill éischter kéint packen.

No zwee Joer Pandemie hu mer eng ganz Rei Erkenntnisser. Sécherlech, et kommen der quasi am Dagesakt. Mee nawell tappe mer nach ëmmer am Donkelen, wat eis als nächst wäert erwaarden. Nawell ass et schwéier soen, wéini mer d'Zil kënnen errechen a wéi de Wee dohinner geet.

Mir sinn, wéi d'Madamm Tanson et gesot huet, am experimentelle Recht ënnerwee, well mer mat ganz vill Inconnuë mussen schaffen. An dat ass fir eis normal Leit net normal, mir sinn dat net gewinnt. Och wann et an der Wëssenschaft eng Selbstverständlechkeet ass, dass een op Ongewëssheet muss schaffen a spékuléieren, Hypothese maachen, sou di mer eis alleguerte schwéier domadder. An dat erkläert, firwat een an déi berüümte „fatigue pandémique“ erarutscht.

Mir tappen am Donkelen a mir hunn och keng reell Alternativen am Moment. Et gëtt villes évoquéiert, mee eng richtig wëssenschaftlech fondéiert Alternativ zur Impfung läit am Moment net um Dësch. Dat ass e Fakt!

Am Donkele si mer och bei grondsätzleche Froen, déi d'Leit nach ëmmer beschäftegen. Wéi een Impftaux muss et dann elo ginn, fir déi berüümten Herdenimmunitéit ze hunn? Do ass d'Wëssenschaft sech bis haut net eens an et evoluéiert. Et ass een zu engem gewëssenen Zäitpunkt dovun ausgaangen, dass dee bei 70, 75 % léich. Dat ass eppes, wat mer och ugestriefft hunn de leschten Hierscht. Entre-temps si mer eppes Besserem belieéiert ginn: E muss wuel méi héich sinn; 80 %, 90 % stinn am Raum.

An och esouguer dat ass nach net wierklech konsensfähig, well jo och nieft der genereller Impfung an dem Taux, deen ee global als Gesellschaft huet, d'Verlagerung spillt. Et gëtt Leit, déi méi à risque sinn. Et gëtt Leit, déi manner à risque sinn. An dofir ass och d'Gewichtung, wou eeben den Taux am héchsten ass, ganz wichteg.

Eng vun den Erklärungen d'ailleurs: Mir sinn hei zu Lëtzebuerg relativ gutt, wat d'Couverture vaccinale bei den eelere Leit ugeet, och wat de Booster ugeet. Et ass sécherlech eng vun den Erklärungen, firwat eis Situatioun sech differenziéiert, obwuel mer um globalen Impftaux net esou héich leien.

Am Donkele si mer och nach ëmmer bei Froen, déi d'Leit beschäftegen. Mir sinn hei an enger Situatioun, déi mer esou och nach net kann hu bei engem Impfstoff, deen eréischt provisoiresch zougeloo ass. A mir hunn och Stand haut nach ëmmer kee genauen Datum, wéini mat enger definitiver Zouloossung ze rechnen ass. Dat alles wier sécherlech berouegend fir déi Leit, déi nach skeptesch si vis-à-vis vun der Impfung. Mee déi Datumen hu mer haut net.

Mir wëssen och net, wat un nächste Varianten usteet. Mir ginn do iwwerrascht. Et huet een elo d'Hoffnung, dass se vläicht méi duuss ginn, mee d'Experte soen eis, dat kéint genaouso gutt an eng aner Richtung goen. Dat heescht, mir mussen ons op alles gefaasst maachen.

Mir wëssen och, dass eng Rei Medikamenter um Ausgeschaffgti sinn, dass der getest ginn. Mee esou ee richtige Stéchedatum, wéini ee ka mat Medikamenter

à grande échelle rechnen, déi wierklech de kurative Wee hei géife beschleunegen, och do hu mer kee genauen Datum, op deen ee sech kéint fousen, fir ze soen: „Ma voilà, dat doten ass eng Alternativ, dat dauert nach esou laang“, wou een dat kéint berechnen. All déi Donnéeën hu mer net. Dofir si mer op ganz ville Pläng hei wierklech nach am Däischteren.

Anerersäits, wat d'Erkenntnisser ugeet, hu mer ganz kloer Zuelen. An déi Zuelen, déi schwätzen eng ganz kloer Sprooch: D'Impfung wierkt! Dat war am Ufank ugeholl. Haut ass et dokumentéiert an all Richtungen an och an alle Länner. Si wierkt vläicht net ëmmer esou, wéi een et sech ideal géif erwaarden. Elo mat där leschter Variant wësse mer, dass se d'Zirkulatioun vläicht net esou drosselt, wéi dat virdrun de Fall war. Mee ëmmerhin: Do wou et wierklech zielt, wou et drop ukéint - beim Verhënnere vu schwéiere Krankheitsverleef, déi zu enger Iwwerlaaschtung vun eisem Gesondheetssystem féieren -, ass se extrem effikass. Dat ass statistesch ënnermauert.

Et ass och kloer, dass d'Verhältnis vun deene Leit, déi net vaccinéiert sinn an déi e schwéiere Verlaf kréien, a kengem Zesummenhang steet mat deem Verhältnis, dat mer hu bei Leit, déi geimpft sinn. Déi Zuele si kloer haut. Jiddwereen, dee se wëllt héieren, deen oppen ass, fir se ze liesen, dee versteet se, well se si flagrant kloer.

Dann hu mer och ganz kloer Erkenntnisser, wa mer réckbléckend analyséieren, wat d'Risikogruppe betrëft. An do ass den Alter ee vun de Krittären, dee ganz kloer ervirstécht. Dir hutt dat gesinn an deem Avis, deen och vun deem Experterot, dee mer zesummegeat hunn, erstallt ginn ass. Wann een d'Tabelle kuckt - déi fousen op eisen Daten aus der Santé -, da geet ab 50 Joer de Risiko fir e schwéiere Verlaf, de Risiko, fir op enger Intensivstatioun ze landen, de Risiko fir ze stierwen, vun engem Moment u ganz kloer an d'Luucht an dat steigert sech mam Alter.

Alter ass also net per se e Krittär fir ze differenziéieren, mee Alter ass e Krittär, deen un d'Vulnerabilitéit liéiert ass. Mir gesi par rapport zu dësem Virus, dass ee mam Alter ganz besonnesch vulnerabel gëtt, sécherlech och, well do Komorbiditéiten derbäikommen, mee dat ass e statistesch Constat, deen net vun der Hand ze weisen ass.

Kloer ass och, dass statistesch gesinn d'Virdeeler vun der Impfung méi grouss si wéi d'Risiken. Dat ass dat, wat déi Behörden, déi do sinn, fir eis déi Donnéeën ze ginn, eis bestätegen. A mir mussen drop vertrauen, dass déi Donnéeën, déi mer do kréien, déi richtig sinn. Wa mer dat Vertrauen net hunn, da stelle mer eis eegen Institutiounen a Fro. An dat ass eppes, wat sécherlech net an e Staat gehéiert, dee sech a seng Institutiounen eescht hält.

Och fir déi Leit, déi net mat Freed den Impfstoff erwaart hunn, misst d'Asiicht haut do sinn, dass et le moindré mal ass. Et geet net drëms, d'Niewewierkungen ze ignoréieren. Et gëtt Niewewierkungen. Déi si bekannt, se ginn erhuewen, mee statistesch gesi si se net esou héich wéi de Risiko, dee fir den Einzelnen a fir d'Gesellschaft mat der Erkrankung um Virus verbonnen ass.

Ech si mer bewosst, dass et fir déi betraffe Leit - an där gëtt et vill, well jo ganz vill geimpft gëtt - erniddregend ass an net verständlech, wann een als statistesch net relevant ofgestempelt gëtt. Ech géif och gären eng kéier betounen, dass déi Leit, déi un deenen Niewewierkunge gelidden hunn a leiden, vläicht net oft genuch erwänt ginn an eisen Discoursen, well mer ëmmer vun där Balance schwätzen. Mir schwätze vun der Effikassitéit vun der Impfung a mir vergiessen, dass et awer Leit gëtt, déi déijéineg sinn. An

deejéinegen, deen deen ee vun 1.000 oder ee vun 2.000 ass, deem ass dat normalerweis kee groussen Trouscht ze héieren, dass en eeben eng statistesch Ausnam ass.

Dofir och hei eng kéier e Gedanken un dës Leit. Si hunn et net einfach. Si sinn déi, déi statistesch eeben dozou gehéieren, an d'selwecht ass et och fir déi Leit eeben, déi u Covid erkranken, déi sech net kënnen schützen. Och si ginn oft vergiess an der Debatt. Ech sinn nach haut de Moien drop opmierksam gemaach ginn, wéi wéi et deet, wann ee muss liesen, wat en Openthalt am Spidol kascht zum Beispill, wann een zu deem Zäitpunkt, wou ee wuel net geimpft war, iwwerhaupt kee Choix hat. Dat deet de Leit wéi. Dat ass net de Sënn vun eiser Debatt hei. Mir hunn hei eng politesch Debatt an et ass eis Pflicht, op neutrale statistesch Donnéeën ze schaffen.

Mir mussen hei de Bléck op dat Allgemengt huelen. Dat heescht awer net, dass mer déi individuell Liewen hannendrun aus dem A géife verléieren. Déi sinn eis ganz bewosst. Ech mengen, déi sinn eis allegueren heibanne bewosst. A wa mer op den Terrain ginn, da si mer och ëmmer ganz direkt domadder konfrontéiert.

**Plusieurs voix | Très bien!**

**Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé |** Mir wëssen op deene Grondlagen, déi mer elo hunn, dass ee Verschiddenes net méi kann aus de Féiss huelen. A mir sinn zur Iwwerzeegung komm, dass et eis Pflicht ass, no zwee Joer, an deene mer keen Auswee fonnt hunn an och haut op alle Fall keen aneren Auswee a Siicht ass, dass ee muss un déi lescht Schrauwen dréine goen an och déi an d'Spill bréngen.

De Präis vun dëser ganzer Pandemie ass héich. Et muss ee sech dat virstelle wéi e Gewiicht op enger Woschossel. En ass sécherlech vläicht net esou schwéier wéi an anere Länner, wann ech un Italien denken oder aner Länner, an deenen och elo déi heiten Diskussioun geféiert ginn, an deenen d'Surmortalitéit extrem héich war am Verglach zu hei, an deenen deels ganz drastesch Mesuren hu misse geholl ginn, déi ganz aschränkend ware fir d'Fräiheet op längeren Zäitraum - méi wéi hei - an an deenen och sécherlech déi wirtschaftlech Hëlfelefen, déi gefloss sinn, absolut net am Verglach stinn zu deem, wat hei zu Lëtzebuerg konnt gebuede ginn.

An trotzdeem hu mer en héije Präis. An trotzdeem mussen mer ons d'Fro stellen, vu datt mer keng aner Alternativ hunn, déi zu engem schnelle Schluss féiert, ob een hei net muss un déi lescht Schrauf eeben dréine goen an do usetzen, wou mer statistesch haut kënnen d'Gewëssheet hunn, dass mer Effizienz kënnen gesinn. Mir hu kloer Risikogruppen, an dës Risikogruppe soll ee cibléieren.

Mir sinn also ukomm op engem Punkt, op deem mangels aneren iwwerzeegenden Alternativen d'Impfflicht an d'Spill kéint, dëst en vue virun allem vun de Risiken, déi mer fir den Hierscht gesinn. Keen Expert kann eis d'Garantie ginn, dass et eriwuer ass. Et ass eng Hoffnung, déi mer allegueren hunn. Et ass eng Hoffnung, déi ech och nach hunn. Et gëtt een oft iwwerrascht - och heiansdo zum Gudden -, mee mir kënnen eis et net erlaben, dësem Hierscht entgéintzegoen, ouni op déi Warnungen anzegoen, déi mer kréien, dass ee sech muss drop astellen, dass de Virus nach weider mutéiert, dass eventuell och nach méi schro Varianten kommen an dass mer hei eeben nach net esou schnell wäerten eraus sinn.

Et ass saisonbedéngt an dofir mengen ech, dass et och e ganz gudden Zäitpunkt elo ass, sech déi Gedanken ze maachen, wéi eng Impfflicht hei zu Lëtzebuerg kéint am Detail ausgesinn. Do si vill Froen, déi sech stellen, an do brauche mer e Minimum un Zäit, wa

mer dat vernünfteg wëlle maachen. A mir brauche virun allem och en Debat, well et en Thema ass, bei deem e grouse Konsens sécherlech dem Land gutt deet. Mir sinn an enger Kris, wéi mer se nach ni haten, an do géllt et, beschtméiglech ze œuvréieren, fir hei e grouse Konsens ze kréien.

D'Ambitioun muss natierlech och bleiwe bei esou engem Thema, net iwwert d'Zil erauszeschéissen. D'Sam Tanson huet dat ganz gutt veranschaulicht, a wéi engem Beräich mer eis hei juristesche beweegen. Dofir gesi mer et als eis Pflicht un, d'Zil genee ze nennen, net iwwert d'Zil erauszeschéissen, do unzesetzen, wou mer kënne beleëen, dass mer eng grouss Effizienz kënne gesinn, an net einfach prophylaktesch alles ofzedecken, zum Beispill wann dat statistesch net onbedéngt esou ervirgeet.

Eist Zil ass a war et vun Ufank un, opgrond vun deenen Indicateuren, déi mer ginn hunn, d'Spideeler ze entlaaschten. Et geet dréms, eise System net méi wäit ze belaaichte wéi en et packt. Wat heescht dat? Net méi wäit ze belaaichte wéi zu deem Punkt, op deem Behandlung mussen ofgesot ginn, op deem, wéi an anere Länner, op eemol mussen Triagé gemaach ginn, op deem muss decidéiert ginn, wien iwwerhaapt eng Behandlung ka kréien, wie keng ka kréien, op deem op eng Kéier eng Ermiddung do ass. An dat ass e grouse Problem iwwert déi laang Dauer, déi mer elo hei hunn. D'Iwwermiddung am Secteur ass enorm. Do riskéiert et, zu Personalausfäll ze kommen.

An alles dat dréit derzou bäi, dass mer eiser Pflicht, fir d'Gesondheet fir jiddwieren ze assuréieren, op eemol net méi kënne nokommen. Do stousse Grondprinzipie vun extreemster, ieweschter Wichtigkeet openeen. An do géllt et ze handelen.

Mir hunn e Stufeplang an eise Spideeler, deen eis eng Indicatioun gëtt, wat tragbar ass a wat net. Do sinn d'Institutiounen opgestallt fir entgéintzewierken, sou dass mer eng relativ kloer Virstellung hunn, wou mer eis muss beweegen, fir kënne eebe gutt ze fonctionnéieren, normal ze fonctionnéieren an net an d'Iwwerlaaschtung eranzuerutschen.

No de jëtzenge Erfarungen, déi mer hunn- an do si mer ganz convergent mat deem Avis, deen och vun den Experte komm ass -, ass et ganz kloer, dass d'Risikogrupp statistesch erkennbar ass. Déi grouss Risikogrupp ass erkennbar. A mir sinn och der Meenung, dass et zu dësem Zäitpunkt deemno och wierklech moralesch an eethesch vertriebar ass, fir vum Volontairen ewechkommen an iwwer eng verpflichtend Impfung nozedenken. Wann ee weess, wou ee muss eropkomme mam Taux, da liicht dat engem an.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn eis alleguerten och bewusst, dass eng Impfpflicht, wéi och ëmmer se gestallt ass, keen Impfwang ass. Et dierf ee sech net der Illusioun higin, dass mat esou engem Gesetz, wann et da kënnt, wéi mam Zauberstaf all déi Concernéiert geimpft wäer vun haut op muer. Nach muss d'Person awëlegen. Hei geet et ëm en zousätzlech Drockmëttel. Mir hunn déi ganz Kris hei gesteiert mat Mesuren, déi mer probéiert hunn, ponderéiert ze halen, déi mer Schrëtt fir Schrëtt agefuert hunn, bei deene mer net direkt de groussen Hummer geholl hunn. Mee hei ass et net anescht.

Mir hunn am Moment Mesurë lafen, déi schon extreem aschneidend sinn: 2G am Fräizäitberäich, den 3G op der Aarbecht, deen elo uleef. Alles dat soll derzou bäidroen, deen Impftaux eropzekréien. A wann een an eng Verpflichtung geet, déi mat Sanktiounen bestückt ass, dann ass dat e weidert Drockmëttel, fir dat ze errechen.

Et ass e staarken Ureiz, vun deem ee sech eppes erwaart. Mir wäerten natierlech och evaluéieren, wéi dat eis Gewunnecht ass, wat déi lescht Mesurë wäerte bréngen. Mir hunn en Effet gesi gehat bei der Annonce. Elo bleift ofzewaarden, wéi et sech um Terrain weist, wa bis déi Mesuren op der Aarbechtsplaz en place sinn, wat se elo sinn. Iwwer e gewëssenen Zäitraum ass och nach eng Kéier ofzeweien, wéi wäit dat eis weiderbréngt. Mee alles dat sinn eis normal Ofleef, déi eis bekannt sinn iwwert déi lescht zwee Joren.

Et ass eis Verpflichtung, lafend opgrond vun eisen Indicateuren ze evaluéieren, wéi d'Situatioun ass, och de Risiko anzuschätzen an dat transparent duerzeleeën. Wat bedeit dat? Déi net geimpfte Leit fir eis Spideeler, dat kënne mer berechnen. Mir hunn ëmmer erëm eng aktualiséiert Vue op den Taux d'incidence, dee variéiert an der Zäit.

An och do wäerte mer weiderhi beméit bleiwen, fir dës Informatiounen zugänglech ze maachen, dat Ganz natierlech wësend, dass Iwwerraschunge kënne méiglech sinn. Mir kënne ëmmer nëmmen op deenen Donnéeë rasonéieren, déi mer elo kennen, déi mer réckbléckend kennen. Surprises, déi an Zukunft kommen, kënne mer net virausgesinn. Mir wëssen net, wéi een Typ vu Variant eis vläicht nach eng Kéier kal erwëscht. Dat weess keen, dat ass och net spezifesch fir Lëtzebuerg. Do sëtze mer alleguerten an nammlechte Boot.

A mir wëssen och net, ob mer net vläicht eng gutt Iwwerraschung kréie vusäite vun der Wëssenschaft, dass op eemol e Medikament do ass, wou aner Alternativen op den Dësch kommen. An et ass natierlech eis Pflicht, alles am An ze halen a selbstverständlech och déi Saachen esou schnell wéi méiglech op den Dësch ze bréngen, falls eppes sech deet an déi eng an an déi aner Richtung, esou, wéi mer dat bis elo gemaach hunn.

D'Impfpflicht ass a bleift eng Ultima Ratio. Si fuerdert de Legislatuer, fir e gudden Argumentaire ze bréngen. Do si mir natierlech mat gefuerdert, fir déi Donnéeën ze ginn, déi mer hunn, fir ze iwwerzeege mat deem, wat mer statistesch kënne beleëen. Mir beweegen eis am Beräich vun der Preventioun. Dat mécht et nach méi kriddleg um Niveau vum Argumentaire, well mer de Risiko, deem mer entgéintwierken, net wierklech kënne faassen. Mir kennen en net. Mir kënne just spekuléieren an eis preparéieren, dat heescht, e reng preventive Beräich. An et ass eeben un eis, eist Wëssen afléissen ze loosse, esou gutt an esou zäitno, wéi mer dat kënne.

Mir wäerte vun eiser Säit aus och weiderfuere mat de Sensibilisatiounscampagnen. Et ass net, wéi wann elo hei géif den Hiewel ëmgeluecht ginn. Dat ass eis Präferenz. Mir wäerte sécherlech probéieren, do, wou nach net geimpft ginn ass, esou geziilt wéi méiglech anzewierken. Dat hu mer bis elo gemaach. Dat evaluéiere mer och kontinuierlech. Wou sinn doudeg Wénkelen? Mir probéieren ze verstoen, firwat d'Leit sech net wëllen impfe loosse. An eis Ambitioun ass a bleift et, dese Suergen entgéintzewierken. Do hu mer eng Rei Iddien, wéi mer dat nach kënne stäerken, grad eeben en vue vun deene Risikogruppen, déi kloer identifizéiert sinn.

Eis Ambitioun ass et, dass aus der Pflicht, le moment venu, en iwwerzeege Solidaritéitsgest wäert ginn, wou d'Leit dach konnten iwwerzeege ginn, wou mer se dach konnten errechen, dass se soumat e Gest net nëmme fir hir eege Gesundheet maachen. Well wa mer dovunner schwätzen, dass ee sech soll impfe loosse, ass och deen eegenen Interessi matgefuerdert: De Risiko, krank ze ginn, gëtt méi kleng

doouerjer. Mee et ass virun allem e Geste de solidarité fir eis Gesellschaft, e Gest, deen ee mécht, fir eis ze hëllefen, an eis Normalitéit eriwuerzekommen, an dat esou schnell wéi méiglech!

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools der Madamm Gesondheitsministesch Paulette Lenert.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Claude Wiseler agedroen. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

**Débat**

**M. Claude Wiseler** (CSV) | Merci, Här President. D'Aféierung oder d'Netaféierung vun enger Impfpflicht ass eng vun deene kontroverstest a wichtigstest Diskussiounen, déi mer an deene leschte Joren zesummen hei an der Chamber gefouert hunn. Et ass e Sujet, dee jiddwieren vun eis, an ech mengen, och déi meescht Leit dobaussen, beweegt. Et geet ëm viles. Et geet ëm eis Gesundheet an et geet - ech fäerten och net, déi Wieder ze gebrauchen - ëm Liewen an ëm Doud, wat mer hei schwätzen! Et geet ëm d'Fonctionéiere vun eisem Gesondheetssystem, mee et geet awer och ëm deontologesch an ëm moralesch Froen. Et geet ëm Grondrechter, déi opeeneprallen, eng Situatioun, déi mer net oft hunn.

Et geet ëm individuell Fräiheet an et geet och ëm kollektiv Responsabilitéiten. Et geet ëm eis Gesellschaft, wa mer se als Solidargesellschaft wëlle verstoen. Et geet ëm eng ganz Rei juristesche Prinzippien. Et geet ëm dat soziaalt an ekonomesch Zesummefonctionéieren a Weiderfonctionéiere vun eiser Gesellschaft.

An ech soen och, datt et genau an deene Momenter ass, wou mir, wou d'Politik am grouse Ganze gefuerdert ass, a wou ee gefuerdert ass als Politiker, bei sech selwer a senger Partei Responsabilitéit ze huelen, wou ee gefuerdert ass, ze decidéieren a schwierreg Decisiounen ze huelen.

Dofir, soen ech - an dat ass eng liicht Kritik, oder et ass eng Kritik! -, hätte mer et normal fonnt, wann d'Regierung eng Proposition un den Dësch geluecht hätt, iwwert déi mer haut kéinten decidéieren. Mir haten dat de 24. Dezember gefrot. Et ass elo en anere Wee ausgewielt ginn: Dat ass de Wee, fir fir d'éischt eng Diskussioun hei am Parlament ze féieren.

Dofir muss ech awer soen, Här Staatsminister, war ech elo virdrun e wéineg erstaunt, wéi Dir gesot hutt, datt déi Proposition, déi d'Experte gemaach haten, alternativlos wär an elo misst ëmgesat ginn. Da froen ech mech awer heiansdo, firwat mer dann d'Debatt heibanne féieren! Well eng Rei vun deene Froen, déi Dir eis gestallt hutt, fir datt mer déi haut solle beäntwerten, sinn déi Froen, déi d'Experte scho beäntwert hunn.

Wann dat elo alternativlos ass, dann ass och eis Diskussioun heibannen onsënneg! Well et geet mir net just hei drëm, fir iwwert déi kleng Detailer vun der Ëmsetzung ze schwätzen! Et geet mer och drëm, fir iwwert déi grouss Prinzippien ze schwätze vun deem, wat mer maachen. Ech wëll dat och maachen. Well wann ech d'Avise vun deenen anere Gruppe liesen, déi Der och esou gentil waart, eis zur Verfügung ze stellen, an dat sinn der eng ganz Rei - dat ass de Collège médical, d'AMMD, d'Confédération vun den Organismes de prestataires d'aides et de soins, d'COPAS, d'Universitéit, de Parquet, den Tribunal d'arrondissement vun Dikrech, d'Commission nationale pour la protection des données, d'UEL, den OKaJu, d'CNE, d'Commission nationale d'éthique -, sinn do och eng ganz Rei Meenungen dran, déi net

ëmmer korrespondéiere mat deem, wat d'Experte gesot hunn, déi awer ganz interessant sinn, déi och medezinnesch sanitär Aspekter hunn, mee awer och juristesche, deontologesch an eethesch Aspekter mat erabrénge, wou et awer wichteg wier, déi emol hei ze diskutéieren. Dofir erlaabt mir, awer méi grouss ze diskutéiere wéi just iwwert déi Alternativlosegkeet, déi mer dann hei hätten.

Dir hutt all d'Parteien ëm hir Meenung gefrot. Vun eis kritt Der elo eng kloer Meenung. An ech sinn och dankbar fir deen net poleemeschen Toun, dee mer bis elo haten an ech wëll deen och bäibehalen, well ech mengen, dass et fir déi Diskussioun wichteg ass, dass mer sober doriwwer diskutéieren.

Mir hu viru bal engem Mount gesot, dass mer eis fir eng allgemeng Impfflicht fir Erwuessener géifen ausschwätzen. Dass och nach ëmmer eis Meenung. Mir hunn dat séngerzäit gesot, well et fir eis kloer war, dass mer net kéinten esou weiderfuere, wéi mer an deene leschte Méint gefuer sinn. Mir kënnen net weiderfuere, all puer Méint eis Gesellschaft erëm nei anzegrenzen, erëm anzespären. Mir kënnen net d'Restaurants zoumaachen, Kultur a Sport aschränken, Schüler a Schoulen a schwierige Konditiounen schaffen loosse, Geschäfte a Commerce limitéieren. Mir wëlle keen neie Lockdown a mir wëllen och net all dräi bis sechs Méint erëm zolidd aschneidend Moosnamen mussen huelen.

Mir hunn, an eisen Aen, gesinn, dass déi sëllege Preventivmoosnamen, déi mer hei zesummen decidéiert hunn - enfin, déi eng zesummen, déi aner hu mer net matgestëmmt, mee mir waren awer ganz oft mat de Prinzippien d'accord -, mir hu gemierkt, dass déi Moosnamen zwar effikass an deem Moment oder an deene Woche waren, wou se geholl gi sinn, mee soubal mer se opgelockert hunn, hu se erëm dem Virus fräi Faart ginn a mir kruten d'Situatioun net an de Grëff. Dass hu mer kloer an deene leschte Méint gesinn!

Dofir si mir zur Konkusioun komm - net well mer spieren, dass mer elo esou lues alleguer, a mir hunn et e puermol schonn hei ausgedréckt, d'Flemm kréien, dass ass eppes, wat iwwerflächlech ass a wat mer nach kënnen an de Grëff kréien -, dass mer a sech gesinn, dass eis Gesellschaft lues a lues amgang ass, irreversibel Konsequenzen ze erliden a mer dogéint mussen ugoen! Dass ass eis wierklech Iwwerzeugung. Dass si Konsequenze psychologescher Natur.

Ech brauch Iech et net ze beschreiwen, well Dir hutt et bal nach méi materlief wéi ech, wellech Aggressivitéit an eiser Gesellschaft an deene leschte Méint opkomm ass, Aggressivitéit, déi sech op verschidden Aart a Weisen ausdréckt, och an där Aart a Weis, wéi verschidde Leit schwätzen an handelen. Dass soziaalt Aneneegräifen, dass gemeinsaamt Fonctionéieren als Gesellschaft, dass wat eise gesellschaftlechen Zesummenhalt mécht, ass an deene leschte Méint, ech muss dass soen, einfach porös ginn a verléiert un där Soliditéit, déi mer awer brauchen, fir als Gesellschaft iwwer Méint weiderzekommen.

An dass huet an eisen Aen och individuell Konsequenzen op vill vun eise Matbirger. An ech wëll elo haaptsächlech déi jonk Generatiounen ervirsträchen, där hiren normale Schoulverlaf reegelméisseg perturbéiert gëtt, och wann d'Enseignanté ganz vill Efforte maachen, fir a schwierige Situatiounen eng gewëssen Normalitéit nach ze garantéieren. Mee mir wëssen awer, dass villen vun där schoulescher, mee awer och där sozialer Entwécklung bei de Kanner an deene leschte Jore verluer gaangen ass. An dass ass e Riseproblem fir d'Zukunft.

Mir wëssen och, dass hir sozial Kontakter an d'Fräiheet massiv ageschränkt ginn an domat hiert soziaalt Verhalen net deen normale Fräiraum kann hunn, net méi normal ka gelieft ginn.

Ech erënnere mech hei un den Här Baum virun e puer Wochen, deen am Fong e perséinleche Message hei eriwuerbruecht huet, deen ech gutt verstanen hunn, wou e gesot huet: „Et ass schwierig fir déi jonk Leit, wa se mussen op e Bal verzichten.“

Elo kann ee soen: „Wat ass dass da fir eng Klengegkeet, da solle se sech packen!“ Mee esou ass et awer net! Et geet en fin de compte vill méi wäit, a mir verstinn d'Enttäuschung an de Frustr vun deene Jugendlechen, well schlussendlech verzichte se net nëmmen op e Besoin vun engem präzisen Evenement, mee während Méint op e soziaalt Liewen, wat an deem Alter awer extreem, extreem wichteg ass: Bekanntschaften maachen, Frëndschafte schléissen, liewen a sech normal beweegen am soziaalen Ëmfeld.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler (CSV)** | An dass ass e psychologeschen, e mentale Problem fir eng ganz Generatioun. Dir braucht am Fong och nëmmen den Avis vum OKaju ze liesen, deen déi Problematik ganz, ganz gutt beschreift.

Ech hunn elo vun de Jugendleche geschwat, ech kéint grad esou gutt an deen aneren Extreem goen a soen: Eng ganz Rei eeler Leit hunn, duerch déi Contrainten, déi all noutwendeg sinn, awer Schwierigkeeten, am Isolement hiert normaalt soziaalt Liewen ze fannen. Dass ass wierklech - wuertwärtlech - komplizéiert a schwéier. Jiddweree vun eis huet sécherlech e puer Beispiller a senger Famill, an dass dréckt schlussendlech op déi mental Gesondheet vun eiser ganzer Gesellschaft.

Konsequenzen dann awer och fir d'Ekonomie, an ech genéiere mech och net, doriwwer ze schwätzen. Ech weess, an ech soen dass och hei, dass d'Regierung vill gemaach huet, fir Betriber, déi a Schwierigkeete sinn, ze hëllef. Dass bestreide mer net, dass begrësse mer.

Mee et huet awer verschidde Secteure ganz haart getrafft: d'Restauratioun, den Horeca, den Tourismus, de Commerce, eng ganz Rei administrativ Secteuren, wou de Rendement ganz staark erofgaangen ass. A mir wëssen och, dass d'Aarbecht an deenen nächste Jore wäert eng aner Arbecht ginn, wéi dass déi Jore virdru war. A mir sinn hei och am Ekonomeschen der Noutwendegkeet ausgesat, fir erëm eng Normalitéit hierzestellen. Och dass ass an eisen Aen eng absolut Evidenz. Mir mussen eiser Gesellschaft erëm hir ganz Fräiheet erëmginn. Mir mussen esou schnell wéi méiglech kënnen normal liewen, normal matenee Kontakt hunn.

An dass war och d'Zilsetzung, eis haaptsächlech Zilsetzung, eist éischt Objektiv, dass mer d'ailleurs och bei dem Expertebericht erëm fannen, wa si soen « en finir avec la pandémie », an ech zitéiere se: « La pandémie en tant que menace majeure pour la santé publique prend fin au Luxembourg lorsque le risque de surcharge du système de santé est maîtrisé. » A wa mer dass fäerdegruecht hunn, soe se, ass de Covid „une infection respiratoire normale“, wou mer normal kënnen domadder ëmgoen, esou wéi mat jiddwer Krankheit.

An dass ass am Fong d'Objektiv vun deene Propositionen, déi d'Politik soll maachen, zumindest dass Objektiv, dass mir haten, wéi mir eis Proposition vun engem allgemenger Impfflicht gemaach hunn.

Ech soen et also kloer: Et geet eis hei net necessairement ëm den individuelle Schutz, deen eis net

primaire ass, well do si mer der Meenung, dass dass der Responsabilitéit an der fräier Decisioun vu jiddweregem Eenzelen ënnerläit. Jiddwer Eenzelen decidéiert, welleche Risiko e fir sech hëlt oder net hëlt, a jiddweree muss dann och schlussendlech mat de Konsequenze vu senger eegener Decisioun liewen!

Wann et nëmmen dass wär, da wär et jo einfach. Mee hei geet et awer ëm vill méi. Hei geet et drëm sécherzestellen, dass d'Pandemie et esou schwéier wéi méiglech gemaach kritt fir weiderzegoen! An dass geet nëmmen, wa mer eis net als Individuum kucken, mee wa mer eis als Solidargemeinschaft gesinn an och gemeinsaam beweegen, wa jiddweree - jiddweree! - säin Deel bäidréit a sech impfe léisst.

Dass zweet Objektiv, dass ass, dass de Gesondheetssystem net iwwerlaascht gëtt, andeem mer duerch d'Impfung vermeiden, schwéier krank ze ginn. Mee do brauch ech net drop anzegoen, dass huet d'Gesondheitsministesch kloer an däitlech hei beschriwwen. Dass sinn eis Objektiv. Dass d'Impfung derzou bäidréit, deesen Objektiv gerecht ze ginn, ass wëssenschaftlech absolut bewisen. An de Moyen, eng obligatoresch Impfflicht, ass an eisen Aen, wann ee se dann aféiert, och proportionéiert zu deenen Ziler, déi mer gesat hunn! An dass entsprécht jo och genau deem Urteel vun 8. Abrëll 2021, dass vun der Cour vu Stroossbuerg ausgeschwat gouf, dass eng Impfflicht, wa se da proportionéiert ass a wa se wëssenschaftlech ënnermauert ass, als acceptabel ugesäit.

Eis Objektiv, esou, wéi ech se elo beschriwwen hunn, mengen ech, si kloer proportionéiert zu deem, wat eis Gesellschaft an deesen Moment dréngend brauch.

Et sinn och nach aner Experten zu de selwechte Konkusiounen komm. Et war e ganz interessanten Artikel vum Alex Bodry, eiseem fréiere Kolleg an elo Member vum Conseil d'État, den 11. Januar am „Tageblatt“. An deen huet d'Urteil vu Stroossbuerg analyséiert an och op Lëtzebuerg adaptéiert. An hie seet - ech zitéieren och hien, well säi Saz kloer an däitlech ass -: „Wann eis Cour constitutionnelle géif confrontéiert ginn dermat, d'Conformitéit vun enger Impfflicht zur Verfassung ze kontrolléieren, da géif se héchstwahrscheinlech zu deene selwechte Konkusiounen komme wéi d'Jugen zu Stroossbuerg.“

Ech mengen, dass ass schonn eng weesentlech - eng weesentlech! - Ausso. An hei geet et ëm eng allgemeng Impfflicht, iwwert déi den Här Bodry hei schreift.

Et bleift awer d'Fro op, an déi gëtt och vum Här Bodry gestallt, vun de juristesche Problemer, déi een ageet, wann eng selektiv a keng allgemeng Impfflicht gemaach gëtt. An ech liesen hei, wat den Alex, wann ech en d'ärf esou nennen, schreift: « Dès qu'on s'aventure sur le terrain de vaccinations obligatoires par catégories d'âge ou de catégories de personnes vulnérables, on risque de se heurter à des problèmes de définitions selon des critères objectifs et non contestables, le principe de non-discrimination et celui de l'égalité devant la loi étant à respecter. »

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler (CSV)** | Schon e grouss Problem, dee mer och juristesche mussen ugoen. Ech hunn elo gären den Här Bodry zitéiert, ech hätt och anerer kënnen zitéieren, mee ...

*(Interruption)*

... nee, enfin, Dir wësst scho firwat, well ech net wollt elo ee vun eisen Experten zitéieren, mee soen, dass och Leit vun anere Borden déi Analys gemaach hunn.

Et ass och ganz erstaunlech, et sinn eng Rei franséisch a belsch Proffen, déi iwwert de Pass sanitaire

diskutiert hunn an déi am Fong soen, dass déi obligatoresch Vaccinatioun, esou wéi se scho virgeschloe ginn ass, paradoxerweis manner attentatoire ass fir d'Liberté de circulation an d'Droits fondamentaux wéi d'Aféierung vun engem Pass sanitaire. An déi Justifikatioun, déi se do bréngen, fir dat ze explizéieren, ass am Fong ganz interessant. Si soen: « En logeant tout le monde » - tout le monde! - « à la même enseigne, une telle obligation supprimerait les discriminations et les incertitudes. »

Fir mech sinn déi Aussoe kloer an och richteg. Dat selwecht gëtt d'ailleurs vum Professor Stefan Braum vun der Uni Lëtzebuerg, deen en immens interessante juristeschen Avis hei bruecht huet, widderholl. An hien huet ganz kloer Stellung geholl fir ze soen, dass et och am Lëtzebuerger Rechtssystem méiglech wier, wann eng Rei Konditiounen géifen agehale ginn, wann d'Prozeduren an d'Viraussetzung gi wäeren a per Gesetz definéiert wäeren, fir esou eng Pflicht ze maachen.

Et geet am Fong drëm ze determinéieren, ënner welleche Konditiounen a Viraussetzungen déi individuell Fräiheet an d'Selbstbestimmung iwwer säin eegene Kierper, wat Grondrechter sinn - an d'äers si mer eis bewosst -, kënnen ageschränkt ginn. An d'Viraussetzung, dass ass déi, dass d'allgemeng Bedroungslag vun eiser Gesellschaft an d'sanitär Situatioun vun der Allgemengheet dass absolutt noutwendeg maachen, an dass hunn och jo virdu beschriwwen, firwat se et an eisen Aen noutwendeg maachen. Eng Aschränkung vun der individueller Fräiheet fir Fräiheete vun der Allgemengheet, déi op all Zort vu constitutioneller Fräiheet kollektiv muss verzichten - also d'Allgemengheet muss kollektiv op eng ganz Rei Fräiheete verzichten -, dass da justifizéiert, wann déi sanitär Situatioun ouni Impfflicht net ze verbesseren ass, wat e logesch juristescht Rasonement ass.

Da féiert - ech resuméieren et nach eng Kéier - eng allgemeng gesetzlech Impfflicht zu enger insgesamt positiver Fräiheitsbilanz, souwuel individuell wéi kollektiv, an ass domadder an eisen Aen och justifiabel.

An ech soen dass, well et jo awer wichteg ass - an do adresséieren ech mech un d'Justizministescht -, dass, wa mer e Gesetz iwwer eng Impfflicht maachen, mer och ganz gutt oppasse mussen, dass et natierlech sanitär logesch ass, mee dass et awer och gesetzlech d'Strooss hält. Well ech mengen, dass hei ass e Sujet, dass wësse mir alleguer, dee jo warscheinlech wäert contestéiert ginn. Do wäerte jo méiglecherweis eng ganz Rei Prozeduren dergéint stattfannen. An ech géif et als äusserst dramatesch empfinden, wa mer en Text géife maachen, deen duerno vun eise juristeschen Instanze géif emgebootscht ginn, well dann hätte mer weeder sanitär nach juristescht nach, wat d'Autoritéit vun der Politik ugeet, vill geschafft. An ech mengen, dass ass och e wichtegt Argument gewiescht an eiser Reflexioun, fir Rechtssécherheet ze schafen.

D'ailleurs hält den nationalen Eethikrot och eng ganz kloer Stellung, notament a sengem Avis vum 8. Dezember, mee bal nach méi kloer a sengem Avis, deen e gëschter oder virgëschter erausginn huet, an e seet kloer, dass d'Obligation vaccinale active an directe fir d'Personnes majeures, dass heescht iwwer 18 Joer, wa se eethesch argumentéiert ass, demokratesch decidéiert, dass heescht, heibannen decidéiert, legal encadréiert, absolutt a parfaitement justifiabel ass. A fir mech ass dass och eng weesentlech Ausso vun engem eethesche Standpunkt.

D'Commission nationale d'éthique justifiéiert déi Haltung och mat enger ganzer Rei vun Argumentatiounen an enger aussergewéinlecher Däitlechkeet,

muss och trotzdeem soen, déi och nach net oft esou bei der Commission nationale d'éthique gesinn hunn. Se seet a stellt ganz kloer fest, dass den Individuum net ëmmer fräi ass, sech a Gefor ze setzen, haapt-sächlech, wann de Gebrauch vun dëser Fräiheet Konsequenzen op d'Fräiheet vun aneren huet. De Solidaritéitsprinzip, op deem eis Gesellschaft berout, besteet net just doran, vum Wohlfahrtsstaat ze profitéieren, mee bréngt och noutgedrongenerweis Flichte mat sech. Solidaritéit kann net als Sens unique geduecht a gelieft ginn. Fir mech sinn dass esou Basissätz vun eise Zesummeliwien, déi esou gutt an dës Diskussioun hei passen.

Et gëtt och elo gesot, dass den Omikron net esou problematesch an net esou virulent kéint sinn an dass een et kéint op eng Duerchseuchung ukomme loos-sen. Ech liesen dass heiansdo an Zeitungen, an ech hunn do déi besch Explikatiounen bei dem neien däitsche Gesondheetsminister fonnt, dem Karl Lauterbach, wat d'ailleurs e Sozialist ass mat enger relativ grousser Fräiheet fir sech auszudrécken. Och zu deem hei Sujet seet hien de 14. Januar, mee och gëschter an engem RTL-Interview, deen och duerch Zoufall gekuckt hunn, dass bei enger Duerchseuchung, wann een et dorop ukomme léisst, d'Zuel vun den Affer absolutt ongewëss ass an haapt-sächlech, dass dat net d'Garantie ass, dass een duerno e sanitäre Schutz virun aneren, weidere Varianten huet, dass den Omikron dee Schutz also warscheinlech net gëtt an dass een domat sécherlech sech selwer an d'ganz Gesellschaft net schützt virun enger nächster Well mat anere Varianten. He seet ganz kloer: „Omikron ersetzt die Impfung nicht!“ An e schwätzt sech an aller Däitlechkeet fir eng Impfflicht ab 18 Joer aus. Och en Expert, deen dofir schwätzt. Eng allgemeng Impfflicht ass also an eisen Ae justifizéiert, legitim a proportionell.

D'Regierung huet eis, niewent dem Experte pabeier, e Pabeier ginn. Ech fannen dee Pabeier relativ defensiv, wann ech mech d'äerf esou ausdrécken, éischer beschreiwend an d'Problemer opzielend, wéi Alternativen a Pro a Kontra biddend. Mee e stellt awer eng ganz Rei Froen.

An ech wollt och op déi eenzel Froen agoen an Iech op déi eenzel Froen Äntwerte ginn, oder zumindest eis Äntwerte ginn, wéi mir dass gesinn.

Déi éischt Fro, déi Der stellt, dass ass déi iwwert d'Zäitschinn: Fir wéini déi Obligation vaccinale? Eis Äntwert ass eng ganz einfach: Esou schnell wéi méiglech! A se muss am September net nëmme gestëmmt, mee och schon emgesat sinn, dass heescht, esou schnell wéi méiglech gestëmmt ginn an dann an e puer Méint - dräi, véier Méint Zäit - och an d'Realitéit emgesat ginn, bis Juli wa méiglech, fir dass se eis haapt-sächlech, an dorëms geet et eis jo, well mir wëssen, dass se jo net vill Effektivitéit beim Omikron huet, géint déi nächst Well ofséchert.

Dat heescht, op Lëtzebuergesch gesot, fir dass ech elo net falsch verstane ginn: Den Text esou schnell wéi méiglech stëmmen! Am Februar am léifsten - ech weess, dass dass schwierig ass -, spéitstens am Mäerz. An da kann ee jo net soen, dass vun deem engem oder deem aneren Dag un dann d'Leit alleguer mussen geimpft ginn, mee da mussen d'Leit zwee, dräi Méint Zäit kréien, oder véier Méint, wann een eng Duebelimpfung wëllt maachen, fir dass se och kënnen déi Duebelimpfung dann effektiv hannert sech kréien. Also, op Lëtzebuergesch gesot: Esou schnell wéi méiglech!

Wann Der dann elo wëllt an engem Gesetz ausdrécken, wat Ufank Mäerz géif gestëmmt ginn, dass et véier Méint bis zur zweeter Impfung sinn - oder Dir

kënn och soen, spéitstens no zwee Méint misst déi éischt Impfung gemaach ginn, et kann een et ausdrécken, wéi ee wëllt -, ech mengen, dann ass domat an eisen Aen d'Zäitschinn relativ kloer beschriwwen. Mee et ass elo, wou et muss gestëmmt ginn, well wa mer dass do eréischt am September maachen, dann hu mer och d'Kontroll iwwert déi nächst Well verluer. An dass wär an eisen Aen eng richteg Katastroph!

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler (CSV)** | Dass ass déi éischt Fro. Déi zweet, dass ass déi, ob se zäitlech soll begrenzt ginn. Ech mengen, dass ass absolutt evident. Mir maachen hei eng Impfflicht, déi zäitlech soll begrenzt ginn. Wéini soll se dann ophalen? Mee ech mengen, et misst een an enger éischer Etapp kucken, se esou kuerz wéi méiglech ze halen. Mir hate gesot a geduecht, bis Enn 2023 wär logesch. Ech soen awer hannendrun: Ech hu jo d'Experten och gelies, déi proposéieren aus Grënn, déi mer allichten, dass et méi sennvoll wär, dass bis Mëtt 2024 ze verlängeren. Dass ass och en Delai, deen an eisen Aen absolutt logesch a korrekt ass.

Wat d'Persounen ugeet, si mer iwwerzeegt, dass eng Impfflicht all déi Persounen, déi hei zu Lëtzebuerg liewen a schaffen, muss concernéieren. Mir hunn och deen éisträicheschen Text gelies, deen d'Impfflicht just op d'Residentë beschränkt. Dass ass ganz sécher juristescht méi einfach an dass ass och an éisträich manner e Problem. Mir soen, dass dass zu Lëtzebuerg awer anescht ass. D'Proportioun vun de Frontalieren, déi hei sinn an déi um Lëtzebuerger Aarbechtsmaart all Dag present sinn, mécht, wa mer se aus der Impfflicht erausloossen, dass et dann an eisen Aen sanitär net vill Sënn mécht. Dofir muss eng allgemeng Impfflicht op déi eng Aart a Weis an op déi aner souwuel déi Leit, déi Resident sinn, wéi och d'Frontalieren, déi all Dag hei erakomme fir ze schaffen, concernéieren.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler (CSV)** | Ech weess, dass dass juristescht net einfach ass. Ech weess, dass dass problema-tesch ass. Mee ech soen: Wann et méiglech ass, fir d'Frontaliere mat eranzehuelen, déi am Secteur de la santé schaffen, da misst et och juristescht méiglech sinn, fir déi eranzehuelen, déi zu Lëtzebuerg am Allgemeng schaffen.

D'Uni Lëtzebuerg huet d'ailleurs eng Rei Pisten an och eng Rei Schwierigkeeten, muss och soen, opgezeechent. Dass ass nach eng Diskussioun wäert. Mee ech soe kloer: Um sanitäre Plang schéngt dass eis déi eenzeg logesch Haltung ze sinn. Déi sanitär Situatioun zu Lëtzebuerg fuerdert dass op där enger Säit, an ech soen awer hannendrun, dass de Parallelismus tëscht Residenten a Frontalieren awer och eng Fro ass, déi fir eis wichteg ass aus Gerechtegkeetsgrënn an dass deen op der Aarbecht mussen bestoen, wou jidd-wereen ënner der selwechter Enseigne soll behandelt ginn.

Mir mengen awer, an dass war Är nächst Fro, Här Premierminister, dass et net vill Sënn mécht, fir Touriste mat eranzehuelen, well dass juristescht bal net machbar ass a well et och, mengen ech, extreem schwierig an der Praxis ëmzesetzen ass, wann Der net erëm wëllt Grenzkontrolle maachen.

Dofir si mer der Meinung, dass een all déi Moosnamen, déi haut am Covidgesetz sinn, nach muss bäibehalen iwwer eng ganz Zäit, ob dass elo den 2G oder den 2G+ fir den Tourismussektor ass. Déi mussen op jidde Fall nach an deenen nächste Wochen, géif ech mengen, bäibehale ginn. An ech kommen duerno op d'Durée vun deene Moosnamen nach eng Kéier zrëck.

Mee zumindest fir déi Leit, déi net geimpft sinn, déi op eisem Territoire kënnen zirkuléieren, ouni datt se hei Resident sinn an ouni datt se hei schaffen, muss ee bei de Visite vum Fräizäitsecteur, déi gemaach ginn, e Système de contrôle hunn, fir awer iergendwéi déi ganz Saach am Grëff ze behalen.

Den drëtten Punkt, deen Der gefrot hutt, dat ass den Alter. Mir hu gesot, datt mir fir eng Impfflicht allgemeng ab 18 Joer sinn, well et eis aus juristesche Grënn och komplizéiert schéngt, fir deene Mannerjäregen - an ech fänken emol deen anere Wee un - eng Impfflicht ze imposéieren, well et och, wann een et mat 18 Joer mécht, déi gréisstméiglech sanitär Sécherheet bedeit a well et, wéi den Här Bodry et a senger Analys vum Stroossbuerger Urteel seet, juristesche komplizéiert ass, Kategorien ze schafen, déi emol kéinten op hire Bien-fondé contestéiert ginn a virum Geriicht als diskriminatoresch consideréiert ginn.

D'ailleurs wëll ech soen, datt déi Avisen, déi Der eis geschéckt hutt vum Tribunal d'arrondissement, genau déi selwecht Analys confirméieren. Den Tribunal d'arrondissement, zum Beispill, seet, datt eng « vaccination sectorielle poserait plus de questions qu'elle n'en résoudrait. » De Collège médical - de Collège médical! - seet och ganz kloer, datt déi Vaccination misst adresséiert ginn „à tous les résidents du pays“. Si soen, datt eng Loi autonome fir d'Obligation vaccinale générale sollt esou schnell wéi méiglech agefouert ginn.

D'Uni Lëtzebuerg seet et par ailleurs am kloersten. An ech liesen dat och gär vir fir ze weisen, datt dat net alles an eiser Imaginatioun entstanen ass, mee datt et och vum enger ganzer Rei vun anere Leit gedeelten Argumenter sinn. D'Uni Lëtzebuerg seet: « Il peut y avoir des arguments médicaux tout à fait pertinents en faveur d'un aménagement de l'obligation vaccinale légale en fonction de l'âge. Mais compte tenu de l'intention de supprimer les restrictions généralisées des droits fondamentaux, l'obligation légale de vaccination ne se justifie que si elle est conçue comme une tâche sociale commune » - une tâche sociale commune! - « à tous les habitants du Luxembourg et comme un élément de liberté collective. »

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler (CSV)** | Do gëtt et selbstverständlech eng Rei praktesch Problemer, mee ech soen, de Prinzip vun der Tâche sociale commune ass hei an eisen Aen extreem, extreem wichteg.

Ech fieren och weider: « L'obligation légale de vaccination en tant que réaction normative généralement contraignante, précise et compréhensible peut permettre de sortir définitivement de ce mode de crise et de rétablir l'impérative de clarté juridique de l'état de droit. Il s'agit là aussi d'une tâche qui incombe à l'ensemble » - net „une partie“, mais „l'ensemble“ - « de la société et pas seulement à certains groupes à risque. »

D'Commission nationale d'éthique, déi sech zwar iergert iwwert d'Hetz, an där se hu mussen deen Avis schreiwen - ech verstu se, et ass net ëmmer einfach -, huet awer e laange substanzialen Avis geschriwwen, wou se och eng einfach Iddi, eng ganz einfach Iddi ganz kloer ausdréckt. Si seet: „Et kann net sinn, datt mer op där enger Säit méi Contrainten op déi eng verleeën, méi Contrainten op déi Vulnerabel, méi Contrainten op déi Leit iwwer 50 Joer, an eng Diminution vun de Contrainté fir déi aner maachen!“

D'Commission nationale d'éthique seet, datt dat net wëschenswäert wär, well et kloer an dättelech den Egalitéitsprinzip géif total op d'Kopp geheien, an d'Argument vum Devoir de solidarité, dee mer als Gesellschaft hunn, nëmmen do ass, wann et fir eis all,

all déi Personne-majeuren hei am Land, voll appliqué ass.

Si zéien eng Konklusioun, déi ech och gär virlesen, déi doranner besteet ze soen: « Appliquer une obligation à tous les résidents et aux salariés de tous secteurs a le grand avantage d'être limpide et de mettre un peu d'ordre dans les paquets de mesures successifs des dernières deux années, dont la lisibilité difficile contribue à la lassitude générale qu'il convient tout justement de combattre. »

Ech fannen dat och eng kloer Iddi, déi eis einfach seet: Kommt, mer huelen elo endlech eng kloer an dättelech Decisioun, wou jiddweree sech kann domadder identifizéieren!

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler (CSV)** | Elo huet den Aarbechtsgrupp vun den Experte gesot, mir solle partiell Impfflichten aféieren, an huet just déi Leit iwwer 50 Joer virgeschloen, plus déi Vulnerabel. Mir hunn och déi Argumentatioun gelies an analyséiert. Ech soen Iech, et licht mer och viles an. Ech verstinn och d'Argumentatioun, mat där hei gefuer gëtt. Ech verstinn och, wat d'Madamm Justizminister an d'Madamm Gesondheitsminister eis hei erkläert hunn. Mee, wéi gesot, et gëtt och awer eng Rei aner Argumenter - och wa mer déi Rasonement do kënnen verstoen -, déi eis zu enger anerer Konklusioun komme loosse an déi eis zu enger allgemenger Impfflicht neige loosse; niewent deenen, déi ech elo juristesche an eethesch genannt hunn.

Dat éischt Argument ass, datt ee muss oppassen, datt eng Impfflicht fir iwwer 50-Järeger net vun all deenen anere Leit opgeholl gëtt, wéi wa si elo näischt méi misste maachen, datt déi Leit ënner 50 Joer net gesot kréien: „Mee Dir, well Der ënner 50 sidd an eventuell net vulnerabel, Dir laaft am Fong keng Gefor méi, Dir sidd am Fong kee Problem méi. Dofir braucht Der Iech net impfen ze loosse.“ Dee leschte Saz gëtt dann net hannendru gesot, mee et gëtt awer, wann een dee Stréch zitt, kloer gesot, datt déi eng vulnerabel a problematesch sinn an déi aner en fin de compte net. Mir mengen, datt dat e kloer Risiko ass, datt dann eng ganz Rei Kategorië Leit am Fong déi Impfung, déi se musse maachen, och wa se ënner 50 Joer sinn, als iwwerflësseg empfangen.

Dat Zweet ass, datt een domadder seet, datt een am Fong bei deene Leit ënner 50 Joer eng Zort Duerchseuchung akzeptéiert, asoufern se net geimpft sinn. Dat huet awer an eisen Aen och grouss Nodeeler, well mer och wëssen, datt de Schutz vun der Krankheet - esou soen et op jidde Fall d'Experten - net esou laang hält wéi deen, deen ee vun den Impfung kritt, an dat eis dann exposéiert bei där nächster Well; well de Schutz och net esou breet géint aner Varianten ass wéi d'Impfung an d'Plausibilitéit vun enger anerer Variant méi grouss mécht; well mer awer och eng Rei Intensivbetter hunn, wou ënner 50-Järeger dra leien; a well, och wa vläicht d'Krankheitsbild fir déi ënner 50-Järeger net esou schlëmm ass wéi bei deene méi Vulnerabele respektiv bei deenen, déi méi en héijen Alter hunn, et awer esou ass, datt mer net wëssen, och wann een de Covid huet, ouni datt een dee Moment Symptomer huet, wéi dann de Long-Covid duerno bei deene Leit sech ausdréckt, an datt ee somme toute weesentlech besser huet, eng Impfung virzehuelen, fir dee Problem och esou wäit wéi méiglech ze ëmgoen.

All déi juristesche, all déi eethesch, all déi deontologesch Argumenter, déi an enger ganzer Rei vun deenen Avisen, déi mer vun Iech kruten, tel quel wéi ech se elo gesot hunn, erëmkommen, gehéieren zu eiser Argumentatioun.

Mir si frou, datt deen Experte-grupp, deen Der beoptraagt hutt, sech fir eng Impfflicht ausschwätzt, mee mir kënnen nëmme mat enger deelweiser Impfflicht - fir iwwer 50 Joer - liewen, wann et esou ass, datt se als éischt Etapp vun enger allgemenger Impfflicht gesi gëtt. Et muss ee jo iergendwousch ufänke mat impfen. Mee d'allgemeng Impfflicht ass an eisen Aen dat Zil, wat mir als Politik sollten a missten elo ganz kloer zum Ausdruck bréngen. A wann een da mat deenen iwwer 50 respektiv mat deene Vulnerabele respektiv mat deenen, déi aus dem Soins-Secteur sinn, ufänkt, dat ass Ok fir eis, mee d'Zil muss an eisen Aen absolutt kloer sinn.

Déi Critère-de-professionen, déi hei ausgeschriwwen ginn, do hutt Der jo och gefrot: „Sidd Der der Meenung, datt ee soll verschidde Professionen impfen, an anerer net?“ Also, ech soen Iech, mir si jo fir eng allgemeng Impfflicht, dofir bräicht ech jo elo net op déi do Fro, en fin de compte, ze äntweren. Mir sinn awer der Meenung, datt ee selbstverständlech déi exposéiert Professionen respektiv déi Professionen, déi mat Vulnerabelen ëmginn, soll virimpfen.

Mee Dir hutt elo gesot, Här Staatsminister, ... an do kommen ech elo net derlaanscht, dat trotzdem ze soen: Mir hunn de 24. Dezember an eiser Motioun virgeschloen, datt ee géif par étape virgoen an a sech de Santé-Secteur an de Soins-Secteur virimpfen. Ech ka mech hei gutt erënneren, datt Dir eis bei där doter Motioun do virgeworf hutt, mir géifen alleguer déi Leit stigmatiséieren ...

*(Interruption)*

... a mir géifen alleguer déi Leit do, nun, an eng fir si onméiglech Situatioun erandriewen.

Jo, wann Der déi Proposition, déi den Experte-grupp mécht, awer elo als alternativlos gesitt ... Déi proposéieren dat jo awer just.

**M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État | Nee.

**M. Claude Wiseler (CSV)** | Ech hunn dat zwar gelies. Mee dann erkläert Der eis duerno, wat se proposéieren. Ech hu gelies, se géifen a sech déi iwwer 50-Järeger an déi, déi an engem Secteur ...

**M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État | Dir hutt gefrot, fir mat deenen unzefänken. C'est pas la même chose. Dir hutt gefrot, fir dass ee mam Secteur iergendwann ufänkt, ...

**M. Claude Wiseler (CSV)** | Jo.

**M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État | ... wou den Avis seet, et misst ee mam Alter a mam Secteur ... C'est pas la même chose! Do hätte mer just eleng de Personnel médical stigmatiséiert. An hei ass et en Ensembl vu Leit, déi vulnerabel sinn, ...

**Plusieurs voix** | O!

**M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État | ... plus de Cordon sanitaire. Also ...

**M. Claude Wiseler (CSV)** | Also ech loosse de Leit dobaussen ...

**M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État | ... ech hunn och den Avis gelies, he!

**M. Claude Wiseler (CSV)** | Ech iwwerloossen et de Leit dobaussen, iwwert déi doten Explikatioun ze jugéieren. Eis Proposition ass, eng allgemeng Impfflicht ze maachen. Dat stigmatiséiert da sécherlech keen!

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler (CSV)** | Ech soen awer och nach ganz kloer zu där Stigmatisatioun: Also, wann ee seet ... Eng Impfflicht am Gesondheits- an am



Fleegesecteur, dat ass an eisen Ae keng Diskriminatioon, déi een domadder mécht. Ech soen Iech: A mengen Aen ass et eng moralesch Evidenz an eng sanitär Noutwendegkeet - an deem Secteur.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler (CSV)** | Eis Meenung ass, wéi gesot, ganz kloer an där doter Hisiicht.

De véierte Punkt oder déi Punkten, déi hannendru kommen, wou Der den Objet méi prezis wëllt maachen, dat sinn am Fong technesch Froen, déi ech net wëll politesch hei traitéieren, mee déi een am Fong haaptsächlech sanitär sollt traitéieren. Ech ginn Iech awer elo eis intuitiv Äntwerten zu deenen dote Froen. Mee ech soen Iech awer gradesou kloer: Wann eis wëssenschaftlech eppes anescht bewise gëtt, si mer duerchaus bereet, doriwwer ze diskutéieren.

Dir frot: „Wat ass de Schéma vaccinal complet, deen Der musst bei enger Impfflicht aféieren?“ Eis Äntwert ass a sech: Majo selbstverständlech dee Schéma vaccinal, deen eis garantéiert, datt mer d'Gesondheet esou wäit wéi méiglech schützen. Dat heescht, wann dat juristescht méiglech ass, an eisen Aen: zwou Impfungen plus e Booster. Dat ass jo dat, wat och konstant vun der Regierung recommandéiert gëtt, soudatt mir dat och bei der Impfflicht sou verstinn: Sou, datt protegéiert gëtt, a sou, datt Der esou mann wéi méiglech de Virus weiderdrot.

Ech weess awer och, datt dat juristescht net ganz evident ass, well de Schéma vaccinal complet ass elo definéiert op europäeschem Niveau, mengen ech, als einfach eng duebel Vaccinatioon.

Bon, Dir hutt eis eis Meenung gefrot. Ech soen Iech eis Meenung. Ech weess, datt et juristescht komplizéiert ass, mee ech ginn awer dovunner aus ... Wann ech mech och gutt erënneren, huet d'Madamm Ministesch eis dat och iergendeng kéier gesot ... Dee Moment, wéi mer d'illimitéiert Validitéit vum Certificat fir e Booster agefouert hunn, hutt Der eis gesot, datt warscheinlech an den nächste Wochen oder Méint och eng Decisioun géif geholl ginn, wat d'Validitéit vun der Boosterimpfung ugeet an datt déi warscheinlech och an en normale Schéma vaccinal géif ageschriwwen ginn, wat dann eis juristescht Problemer géif léisen.

Bon, Dir hutt eis eis Meenung gefrot, mir ginn Iech eis Meenung.

„Wéi gi mer mat Personnes guéries ëm?“, frot Der eis. Och do wëll ech kloer eng Äntwert drop ginn. Ech mengen, datt een dat elo muss esou maachen, wéi et am Gesetz steet. Well mir kruten erkläert, a mir gleewen dat, datt déi sechs Méint, déi elo am Gesetz stinn, wou een eng Validitéit huet, fir sech awer kënnen, wann een da krank war, ouni Impfung ënnert dem 2G an dem 3G ze beweegen, ... mir ginn dovunner aus, datt dat epidemiologesch a sanitär richtig ass. A wann dat sanitär richtig ass, dann mengen ech, soll een och déi Durée do bäibehalen. Wann awer elo de Ministère de la Santé oder déi europäesch Experten zur Konklosioun kommen, datt dat ze laang ass, dann huele mer deen Delai, dee sanitär appropriéiert ass. Einstweilen ass et sechs Méint. Dofir eis Äntwert: einstweile sechs Méint.

Dir frot eis: Wat sinn aner Exceptiounen? Och do meng Äntwert oder eis Äntwert: Dat, wat medezinesch sënnvoll ass fir ze maachen. Wa mir d'Experte liesen, dann ass medezinesch sënnvoll, vun der Impfflicht eng Exceptioun ze maache fir schwanger Fraen, fir eng Lëscht vun ... Wann Der mer sot: „Et ass net esou“, j'accepte directement. Et ass dat, wat ech gelies hunn. Mee, wéi gesot, mir huelen dat hei zréck. Dat hei sinn nu wierklech keng politesch Froen. Dat

hei sinn technesch Froen, déi Der eis gestallt hutt. Ech probéieren, esou gutt wéi méiglech dorobber ze äntweren.

Dir hutt eng Lëscht vu Krankheetsbiller erausginn, wou am Fong eng Impfung net ubruecht wier. Déi Lëscht vu Krankheetsbiller, fanne mer, misst eng kéier iwwerkuckt ginn. Se ass an anere Länner liicht anescht. Dat, fanne mer, misst als grouss Leitprinzip dohinnergestallt ginn. An da muss an eisen Aen awer duerch den eenzelnen Dokter, deen de Fall individuell kuckt, am Kader vun där genereller Reglementatioun kënnen individuell Decisiounen dorop geholl ginn.

Dat bedeit natierlech eng gewësse méi grousse Flexibilitéit wéi déi, déi hei do ass. An et bedeit och, an dat wär Är nächst Fro, datt muss eng Kontroll dovunner gemaach ginn. Ech mengen, mir mengen, datt de Contrôle médical muss hei gesot kréien, datt se och méi Kontrolle vun deenen Exceptiounen, déi d'Doktere verschreiwen, kënnen maache fir ze evitéieren, dass falsch Certificaten oder Certificat-de-complaisancen ausgeschriwwen ginn.

Déi nächst Fro, déi Der eis stellt, dat ass déi vum Ordre de vaccination. Ech mengen, deen ass an eisen Ae kloer: déi Vulnerabel, déi - soe mer dann - iwwer 50 an eng Rei sozioprofessionell Kategorien, esou wéi et souwisou schonn zu engem Deel an eiser Motioun vum 24. Dezember stoung.

Déi nächst Fro, déi Der eis stellt, dat ass de libre Choix vun de Vaccinen. Eis Äntwert ass kloer an däitlech: Dat ass an eisen Ae bei enger obligatorescher Impfflicht eng absolutt Evidenz! Mir wëssen och, datt de Choix vun de Vaccinen an d'Offer vun de Vaccine warscheinlech eng logistescht Erausforderung fir d'Regierung gëtt. Mee wann Der eis einfach esou déi Fro stellt, ma dann ass eis Äntwert evident. Mir hunn et schonn, d'ailleurs, relativ schwierig fonnt, de Leit ze explizéieren, datt se obligatoresch ee Vaccin oder een anere géife kréien, ouni kënnen ze froen, wat fir ee Vaccin se da gären hätten, an ouni och, datt eng Rei Leit, déi e Certificat médical haten, déi gesot hunn, et wär besser fir si, wa se deen doten oder en anere Vaccin géife kréien, einfach duerch déi haiteg Impfung geschleust ginn, ouni datt op déi Prescription-médicall gekuckt ginn ass.

Bon, dat zwësche Klammeren, op d'Säit. Mee wann et eng Obligation vaccinale ass, mengen ech, da misst de libre Choix vum Vaccin garantéiert ginn.

Op d'Fro vun de Strofen, déi Der eis stellt, do hu mer keng definitiv virgefaasste Meenung. Mir soen: Evidenterweis muss kënnen eng Rei Penalitéiten ausgeschwat ginn. Ob dat elo administrativer oder penaler sinn, do ass eis Äntwert: Ech géif einfach gär wëssen, wat fir d'Administratioun am einfachste wär ze maachen. Mir wëssen och, wat fir e Volume Aarbecht dobäi kënnt.

Mir kënnen, ech soen dat ganz kloer, souwuel mat administrative wéi mat penale Strofe liewen, mat enger Ordonnance pénale, mee awer och mat administrative Strofen. Dat, wat mer par contre gär hätten, dat ass, datt déi Strofe systematesch fir all d'Leit géifen ausgeschwat ginn, an net engem Zoufallskontrollsystem, wann een op der Strooss erwëscht gëtt, géifen ënnerleien. Dat heescht, e systematescht Ausschwatze vun deene Strofe schéngt eis sënnvoll. Dat schéngt eis besser wéi Zoufallskontrollen, déi gemaach ginn.

Mir schätzen, an eisen Aen, datt esou Strofen zwëschen 200 a 500 Euro solle leien. Dir hutt eis och déi Fro gestallt. Och déi Fro kritt Der beäntwert. Dat schéngt eis rasonabel ze sinn. Mir soen awer hannendrun, datt mer der Meenung sinn, datt se solle repetitiv sinn an net just eng Somme unique - och fir Iech

dat ganz kloer ze soen. An zwar repetitiv allkéiers all zwee, dräi Méint, wann eng Invitatioun erausgeet, fir sech impfen ze loosseren. Wann där Invitatioun net Folleg geleescht gëtt, da si mer der Meenung, datt esou en Avertissement oder esou eng Strof soll ausgeschwat ginn.

Dir frot dann, ob déi Strofe solle majoréiert ginn. Mir sinn der Meenung, datt dat an deser Etapp net noutwendeg ass. Mir hätten am léifsten, wann et kéint mat enger Rei Critères d'appréciation a sozial gestaffelt gemaach ginn. Dat géif awer bedeiten, datt et misst iwwer de Riichter am Kader vun Amendepénalle geschéien. Falls dat administrativ wär, wär dat net méiglech. Dat soen ech awer och hei, fir et ganz kloer ze maachen: Dat ass och nëmmen e Wonschdenken, fir et esou ze maachen. Mir géifen et besser esou fannen.

Mir wëssen awer och, datt et an der Realitéit mat deem, wat op eis zoukënn, warscheinlech net méiglech ass, fir et esou ze maachen; fir et sozial gestaffelt ze maachen a fir Critère-d'appréciationen do erauszeginn. A wann et net méiglech ass, ass dat och fir eis keng Condition sine qua non. Mir kënnen och mat enger anerer Formule liewen. Ech mengen, domadder ass eis Meenung iwwer d'Strofe kloer.

Wat ass mat deene Froen iwwer den Accès vun der Aarbechtsplaz?

Et deet mir leed, datt et e wéineg laang ass, mee de Staatsminister huet eis esou vill Froen gestallt. Ech wëll mer net duerno soe loosseren, datt ech net géif drop äntweren.

**M. Fernand Kartheiser (ADR)** | De Staatsminister ...

**M. Claude Wiseler (CSV)** | Dofir probéieren ech, kloer an däitlech ze sinn. Wann een iwwer esou Saache schwätzt, Här Kartheiser, da soll een och kloer soen, wat ee wëllt. An dat ass dat, wat ech probéieren, hei ze maachen.

Déi selwecht Äntwert ... Iwwer den Accès vun der Aarbechtsplaz: Do géife mir déi selwecht Äntwert ginn, déi d'Regierung schonn am Kader vun dem 3G ausgehandelt huet mat de Gewerkschaften. Dat heescht, datt am Fall, wou en Netgeimpften net kann op seng Aarbechtsplaz goen, dat Konsequenzen huet, déi op där enger Säit beim CET, dat heescht dem ... Wat ass elo d'Ofkierzung?

**Une voix** | Compte épargne-temps!

**M. Claude Wiseler (CSV)** | Voilà, merci.

... Compte épargne-temps, op där enger Säit, dann dem Congé an dann op der Remunerationen spillen, wou ech - an ech soen dat an diesem Moment - e Licenciement net géif envisagéieren. Et muss ee kucken, wéi d'Situatioun evoluéiert a wéi laang déi ganz Saachen do daueren.

Wat d'Certificat-de-complaisancen ugeet - ech mengen, datt hunn ech scho gesot -, sollen déi Instances de contrôle, déi haut a sech souwisou kontrolléieren, méi, méi oft a méi fest Kontrolle kënnen an deem Kader maachen.

Wat d'Procédure de mise en œuvre ugeet, do si mer kloer der Meenung, datt et eng Loi autonome soll ginn. Mir soen awer och, datt d'Covidgesetz muss parallel adaptéiert ginn, fir der momentaner Situation vun den Touristen hei am Land gerecht ze ginn. A mir wär frou, wann ee kéint ... An ech kommen elo mat engem Stufeplang, mee et ass awer - fir Iech ze berouegen - en total anere wéi deen, dee mer soss genannt hunn; datt Der Iech elo net braucht opzereegen dowéinst.

(Interruption)

Mee mir géifen et awer sënnvoll fannen, wa géif gesot ginn, wéi dann déi Contrainen, déi mer elo hunn, par étapes, lues a lues kéinten opgehuewe ginn op Basis vun der Evolutioun vun der sanitärer Situatioun, fir datt een och en Ureiz gëtt, fir mat an déi Richtung do ze goen. Dat géif eis sënnvoll erschéngen, quitte datt ech och weess, Madamm Minister, datt eng gewësse Flexibilitéit och bei engem Stufeplang ëmmer néideg ass an datt een deen och kann déi eng oder aner Kéier, wann een dann esou e Plang huet, de Gegebenheeten upassen, wann et muss sinn.

Dann ass et esou, wat d'Résident-vaccinéen à l'étranger respektiv d'Non-Residenten ugeet, do si mer der Meenung, datt déi Certificatiounen, déi se am Ausland kréien - well wa se sech do vaccinéiere loossen, kréie se dat jo vun deenen auslänneschen Autoritéiten certifiéiert -, datt déi Certificatioune mussen kënnen hei eragerecht ginn, fir dann eng Equivalenz ze kréie fir de Lëtzebuurger System.

Ech soen Iech: Dat war hei zu Lëtzebuerg heiansdo komplizéiert. Ech hu selwer d'Erfahrung mat Familljemembere gemaach, déi vun deem aneren Enn vun der Welt komm sinn. Wat ass do geschitt? Mee déi sinn, well dat hei komplizéiert war, an eng franséisch Apdikt gaangen a kruten do ouni Problem e Certificat d'équivalence, e QR-Code ausgestellt, deen dann och zu Lëtzebuerg benotzbar war. Dat alles en toute légalité, en toute transparence, mee en toute simplicité administrative, wat normalerweis net de Fall bei der franséischer Administratioun ass, déi net onbedéngt ëmmer bekannt ass fir hir administrativ Simplicitéit. Mee hei huet dat awer wonnerbar geklappt. An an deem Kader, mengen ech, kéint een och esou eppes wéi dat hei erasetzen.

Dat waren déi Äntwerten op déi Froen, déi Der eis gestallt hutt. Ech kommen elo zum Schluss.

Eis Meenung ass also kloer. Mir wëssen awer och, Här Staatsminister, datt d'Ëmsetzung vun enger Impfflicht, ob dat elo eng allgemeng ass oder ob et eng partiell ass, wäert op Widerstand stoussen, wäert och dobausse contestéiert ginn. An dofir, soen ech, ass et a mengen Ae wichteg, datt d'Politik hei kloer Wierder schwätzt, datt d'Regierung och Leadership weist an haaptsächlech datt d'Regierung aus engem Mond schwätzt.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler** (CSV) | Dat ass fir eis weesentlech. Wann ech awer kucken, wat an där leschter Zäit fir eng Onkloerheet a verschiddenen Aussoe war a wat d'Divergenzen a verschiddenen Aussoe vu Regierungsmembere maachen, da stellt dat mer Problemer.

Ech soen Iech, Här Staatsminister: Ech hunn Iech mat Pleséier an Ärem Interview nogelauschert, deen Der ginn hutt fir Neijersdag, wou Der kloer Wierder a sech fonnt hutt, wou Der gesot hutt: „Wa mer vläicht viru Woche schonn eng Impfflicht gehat hätten, dann hätte mer vläicht eng aner Situatioun. An all Woch, déi ee verléiert mat der Diskussioun, ...

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler** (CSV) | ... ass e Risiko méi, datt mer méi Leit hunn, déi infizéiert ginn.“ Dir hat vollkommen, vollkommene Recht! An ech war frou, wéi ech Iech do héieren hunn. Ech sinn net ëmmer frou iwwert dat, wat Der sot, mee hei ...

*(Hilarité)*

... muss ech soen, ...

**M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État | Ech lauschten Iech gär no!

**M. Claude Wiseler** (CSV) | Jo, ech hunn Iech hei an dësem Saz och gären nogelauschert.

*(Hilarité)*

Mee ech muss awer da soen, datt ech d'Gesundheitsministesch, déi ufangs Januar am „Télécran“ en Interview ginn huet an déi seet: „Die Pandemie hat uns kalt erwischt und die Gemüter sind erhitzt. Ich finde es nicht günstig, inmitten der hochkochenden Emotionen über so etwas zu diskutieren.“ ...

Also, datt huet mech zwar du gestéiert, well, éischens, „kalt überrascht“ - no zwee Joer? Ech sinn elo net méi „kalt überrascht“. Ech weess, datt et eng Evolutioun ass. Mee op där anerer Säit, fir dann awer ze soen: „Mir kënnen nëmme iwwer eng Impfflicht schwätzen, wann d'Gemüter sech berouegt hunn a wann d'Pandemie fäerdeg ass“, ... Datt ass fir wann d'Pandemie fäerdeg ass, wou d'Gemüter sech berouegt hunn. Dat mécht awer ...

**M. Dan Kersch** (LSAP) | O Här Wiseler, Dir sidd haut awer och vill méi roueg wéi soss, muss ee soen. Ech fannen, dass Der bis elo ...

**M. Claude Wiseler** (CSV) | Da sot mer Merci dofir!

**M. Dan Kersch** (LSAP) | Ma ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler** (CSV) | Ma voilà! Da si mer eis eens.

**M. Dan Kersch** (LSAP) | Ech fannen, dass Der haut ganz roueg, ...

**M. Claude Wiseler** (CSV) | Ech soen Iech Merci, dass Dir mer Merci sot.

**M. Dan Kersch** (LSAP) | ... ouni Poleemik geschwat hutt. An dat war nach laang net ëmmer de Fall!

**M. Laurent Mosar** (CSV) | Et kéint een esou weiderfueren, ...

*(Interruptions et brouhaha)*

**M. Claude Wiseler** (CSV) | Här Kersch, ech sinn och nach net fäerdeg.

**M. Dan Kersch** (LSAP) | Um Här Wiseler gären - un Iech net, Här Mosar.

*(Interruption)*

**M. Claude Wiseler** (CSV) | Mee ech wollt am Fong soen, datt ech fonnt hunn, datt och an där Pressekonferenz Enn Dezember, wou d'Madamm Lenert sot, datt een déi Diskussioun, an hiren Aen, sollt roueg féieren, an d'Emotioune wäeren elo héich ... Dat wësse mer, datt ee se net kéint an deem Kader féieren. An den Här Bettel, dee bal an d'Wuert fält, hat ech op jidde Fall d'Impressioun, dee seet, hien hätt gär, datt eng Positioun Mëtt Januar géif geholl ginn - dat ass elo! An et kann een net waarden, bis all Emotioune fort sinn. Sou! Ech muss soen: Et ass elo Zäit, fir et ze maachen! Et ass net Zäit fir ze waarden.

Da wëll ech awer och nach eppes soen - et deet mer Leed, Här Engel, Dir sidd elo frësch an der Regierung, mee Dir musst awer elo nolauschteren - iwwer Ären Interview, deen Der de leschte Méindeg ginn hutt, wou Der sot, datt Der perséinlech net der Meenung sidd, datt mer elo eng Impfflicht brauchen, well dat elo net dat Richtegt géif bréngen. Dir sidd zwar d'accord mat enger Diskussioun, mee Dir schwätzt Iech schonn an Ärem perséinlechen Numm géint eng Impfflicht aus.

Ech soen Iech: Effektiv, jiddwereen ass fräi, seng Meenung ze soen. Mee ech soen awer och hannendrun: Hei si mer jo alleguer an engem ganz komplizéierten, an engem ganz schwierigen Dossier. A wann eng Regierung wëllt esou eng schwierig

Reform duerchsetzen, dann hätt se besser, sech selwer an esou engem wichtege Dossier keng Problemer ze schaafen an an hiren Aussoe kloer a gradlinnig ze sinn an net an déi eng Richtung an an déi aner Richtung ze zéien.

Ech soen dat och an engem calmen Toun. Mee ech mengen, dat, wat op eis zoukënn, gëtt net einfach. Et ass also als Recommandatioun fir d'Zukunft ze verstoen.

**M. Georges Engel**, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | Mee an alle Parteien gëtt et Diskussiounen. An alle Parteien!

**M. Claude Wiseler** (CSV) | Mir si frou, datt d'Experte sech fir de Prinzip vun enger Impfflicht ausgeschwat hunn. Dat ass an eisen Aen absolutt noutwendeg. D'Experte proposéieren eng partiell Impfflicht.

Op Basis vun eise Reflexiounen, op Basis vun deenen Avisen, déi mer gelies hunn, op Basis vun deem, wat aner Experten aus dem Ausland soen a mer och gelies hunn, si mer aus ville Grënn der Meenung, datt et eng allgemeng Impfflicht soll sinn: well de Schutz méi breet ass géint déi nächst Well, well mer och Better hunn, déi vu manner wéi 50-Järege beluecht ginn, well de Risiko vum Long-Covid do ass, well den Impfwëlle vun enger 50-Järege vläicht offält, well mer déi Experte gelies hunn. Well mer déi Rasonementer verstinn, soe mer, datt eis Meenung kloer ass a soe mer och, datt mer natierlech mussen d'Evolutioun vun der Situatioun an deenen nächste Wochen alleguer zesumme beobachten.

Mee eis Meenung ass kloer: Mir si fir eng allgemeng Impfflicht - elo direkt an net eréischt an e puer Méint! Mir kënnen mat de Propose vun den Experte just da liewen, wann et kloer ass, datt et eng éischt Etapp ass, well mer an eisen Ae jo iergendzousch - iergendzousch! - mussen ufänken, a wann an e puer Wochen déi nächst Etappen hannendrukommen a wann dat elo schonn decidéiert gëtt.

An deem Sënn ginn ech och, fir eis Positioun kloerzemaachen, dem President hei eng Motioun of. Ech hoffen, Här President, datt mer schnellstens an dësem Dossier zu Decisioune kommen. Ech soen Iech Merci.

**Motion 1**

*La Chambre des Députés,*

- *considérant que la vaccination constitue la mesure centrale pour sortir en tant que société de la pandémie du Covid-19 après deux ans de crise ;*

- *considérant que le taux de vaccination au Luxembourg est toujours insuffisant pour y parvenir ;*

- *considérant que la vaccination constitue également la meilleure protection individuelle contre la maladie à coronavirus notamment dans ses évolutions graves ;*

- *considérant l'avis du 8 décembre 2021 de la Commission nationale d'éthique pour laquelle l'obligation vaccinale est « parfaitement justifiable de tous les points de vue » ;*

- *considérant le document de synthèse du Gouvernement relatif au débat de consultation sur l'analyse de l'opportunité d'introduire une obligation vaccinale sectorielle ou universelle du 12 janvier 2022 ;*

- *considérant l'« Avis du Groupe ad hoc d'experts sur l'instauration d'une obligation de vaccination contre la Covid-19 » du 14 janvier 2022 plaidant pour la « vaccination de la plus grande partie possible de la population éligible selon les recommandations en vigueur actuellement » ;*

- *considérant les avis et les communiqués du Collège médical, de l'Association des médecins et médecins-dentistes (AMMD), de la Confédération des organismes prestataires d'aides et de soins (Copas), de l'Université du*

*Luxembourg, du Parquet général, du Tribunal d'arrondissement de et à Diekirch, de la Commission nationale pour la protection des données (CNPD), de la Patiente Vertriebung ASBL, de l'Union des entreprises luxembourgeoises (UEL), de l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher (OKaJu) et de la Commission nationale d'éthique (CNE),*

*invite le Gouvernement*

*- à présenter dans les meilleurs délais un projet de loi instituant une obligation vaccinale générale pour les résidents et les frontaliers majeurs ;*

*- à prévoir, le cas échéant, une introduction par étapes de cette obligation vaccinale générale, une première étape pouvant consister en une obligation vaccinale pour les personnes âgées de plus de 50 ans et pour les personnes œuvrant dans les structures de soins, y compris les cabinets de villes, ainsi que pour les acteurs des services de secours ;*

*- à présenter un plan pour la levée des mesures actuelles en place pour limiter la circulation du virus. Ce plan devra comporter des étapes définies par l'évolution de la situation sanitaire ;*

*- à garantir le libre choix du vaccin lors de la précitée obligation vaccinale ;*

*- à définir clairement une date limite pour la nécessité de se conformer à l'obligation vaccinale (devant se situer avant la fin juillet 2022) et à limiter cette dernière dans le temps (au plus tard après le 1<sup>er</sup> semestre de 2024) ;*

*- à assurer une offre vaccinale dans toutes les régions du pays ;*

*- à offrir en parallèle une ligne d'assistance et de conseil médical téléphonique relative à la vaccination contre le coronavirus ;*

*- à continuer et à intensifier les campagnes de sensibilisation scientifiquement fondées pour les bienfaits de la vaccination ;*

*- à exclure dans tous les cas et en toutes hypothèses la vaccination forcée au Luxembourg.*

*(s.) Claude Wiseler, Jean-Marie Halsdorf, Martine Hansen, Max Hengel, Gilles Roth.*

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmoos, Här Wiseler. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

**M. Gilles Baum** (DP) | Merci fir d'Wuert, Här President. Kolleginnen a Kollegeen, den Debat vun haut ass mat Sécherheet net de parlamentareschen Alldag. D'Konklusioun vum haut wäerten de Wee zeechnen, dee mir bereet sinn, als Land an als Gesellschaft weider duerch dës Pandemie ze goen, wéi mir als Land an als Gesellschaft wëllen zesummen aus där Pandemie erauskommen. D'Konklusioun wäerte richtungsweisend si fir déi nächst Wochen an déi nächst Méint.

D'Fro iwwert d'Impfflicht drängt sech op. D'Dokteren, de Gesondheitssektor, awer och verschidden Acteuren aus der Zivillgesellschaft hu sech scho mat der Fro auserneegeat. Elo ass et un eis heibannen, kloer Faarf ze bekennen. D'Debatt vun haut muss sinn! D'Debatt als alternativlos an et féiert och kee Wee laanscht déi Debatt, déi mer haut de Mëtteg féieren.

Et gëtt keng Demokratie ouni Debatt, a scho guer net a Krisenzäiten. An duerfir ass et wichteg, dass mer eis den néidege Kader, déi néideg Rou an déi néideg Zäit, déi néideg Serenitéit ginn, sou wéi mäi Virriedner et hei uewe gemaach huet, a mat der néideger Serenitéit iwwert den Nutzen an iwwert d'Noutwendegkeet vun der Aféierung vun enger Impfflicht ze diskutieren.

**Une voix** | Très bien!

**M. Gilles Baum** (DP) | Dës Debatt gëtt hei am Plenum gefouert. D'Debatt gehéiert heihinner, eebe grad well mer net an enger Coronadiktatur liewen. Do kann och eng Minoritéit vu Leit dobaussen dat esou haart jäizen, wéi se wëllen, dat ass falsch! Zanter Ufank vun der Pandemie viru bal zwee Joer, ass deen Debat do gefouert ginn, wou en higehéiert, nämlech heibannen am Parlament.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Gilles Baum** (DP) | Jiddweree vun eis 60 heibannen huet an där Zäit versicht, dat Richteg ze maachen, Gesetz no Gesetz. Mir hu mat eise Votte Verantwortung iwwerholl, fir eis a fir alleguer d'Leit dobaussen, och wann déi Decisiounen - an ech mengen, do si mer eis eens - net ëmmer einfach ze huele waren.

D'Fro iwwert d'Aféierung vun enger Impfflicht mécht do sécher keng Ausnam. D'Äntwert op dës Fro huet en direkten Afloss dorobber, wéi mer an Zukunft mat der Pandemie ëmginn, wéi eisen Alldag an Zukunft ausgesäit, wéi d'Fleege- an d'Gesondheitspersonal weider wäert schaffen, wéi mer eis am Frëndeskrees an op der Aarbecht begéinen. Dat alles hänkt enk mat den Diskussiounen vun haut zesummen.

Här President, ech hu véier gesond Kanner. Keent vun hinnen huet d'Riedele kritt, d'Riselen, de Mumps oder den Tetanus, fir nëmmen dës Krankheeten ze nennen. Firwat? Ma ganz einfach, well se dogéint geimpft gi sinn an d'Impfungen effikass sinn. Dat ass einfach esou. Meng Kanner si geimpft ginn an ech denken, alleguerten déi, déi heibanne Kanner hunn, deenen hir Kanner sinn och geimpft ginn.

Esou ass dat zu Lëtzebuerg an den aller-, allermeeschte Familjen an ech ka mech net erënneren, dass eent vu menge Kanner respektiv eent vun de Kanner vu Kollegeen oder aus dem Frëndeskrees iergendeng Reaktioun drop gemaach hätt.

Fréier an der Schoul hu mer den Aarm dohinnergehalen. Da krute mer eng Pick a mir hunn eng kleng Leenzeche kritt an dat war et dann och. Eng Erënnung un e Vaccin, dee Liewe vläicht gerett huet, mee et war an der Schoul déizäit schon därmoossen eng Normalitéit, dass een net méi driwwer geschwat huet an dass mer et souguer zum Deel vergiess hunn.

Firwat loossen Elteren hir Kanner, hir Puppelcher haut nach ëmmer impfen? Ma well se responsabel si fir hiren Nowuess a well se sech och responsabel vis-à-vis vun der Gesellschaft wëlle behuelen.

**Une voix** | Très bien!

**M. Gilles Baum** (DP) | Déi eeler Leit, eis Grousselteren, déi kënnen sech nach erënneren, déi hunn d'Erfaarunge gemaach, wéi eng Konsequenzen déi Krankheeten, déi ech virdrun opgezielt hunn, konnten hunn, well d'Polio, zum Beispill, virun der Aféierung vun enger Impfung an de 60er-Joren, konnt zu schreckleche Lämungen an och zu Wuesstumsstéierunge féieren.

E Kolleg, en Hausdokter, huet mer viru Kuerzem gesot, dass neiérdéngs ëmmer méi Elteren hir Kanner net méi wëllen impfe loossen. Et ass zwar eng kleng Minoritéit, awer trotzdem. Déi Leit, déi Eltere refusieren d'Impfung opgrond vun ominéisen Etüden iwwert d'Niewewirkungen. Jo, si ignorieren awer bewusst de Fait, dass Reaktiounen quasi inexistent sinn. Si ignorieren och de Fait, dass déi ufangs genannte Krankheeten nach ëmmer zu schwéiere gesondheetleche Konsequenze féiere kënnen an zu schwéiere gesondheetleche Problemer. Si ignorieren och eise solidaresche System, ouni dee mir op kuerz oder laang géifen an eng Mauer rennen.

Et bien, genausou ass et och mat der Impfung géint de Covid-19. Nach ëmmer wiert sech eng Minoritéit vu Bierger dobausse géint déi Vaccinatioun. Eng Minoritéit, wuelverstanen, mee dës Minoritéit ass awer grouss genuch, fir dass de System net esou gräift, wéi mer et géife brauchen. D'Konsequenzen dovunner sinn, dass eis Biergerinnen a Bierger och zwee Joer nom Ausbroch vun der Pandemie nach ëmmer ënnert de Konsequenze leiden, besonnesch déi jonk Leit an awer besonnesch och déi eeler Leit; eeler Leit, déi dacks hu missen iwwer laang Zäiten eleng bleiwen, op hir Léifste verzichten, ob se eleng gelieft hunn oder a Strukturen. Keng reegelméisseg Visite vun de Kanner, vun den Enkelkanner, net als Bopi a Bomi kënnen vun der gudder aler Zäit verzielen oder d'Kandskanner richteg verwinne, kee Knuddele mat de Grousselteren.

Kee wäert eise Jonken an eisen Teenager déi onbeschwéiersten Zäit vun hirem Liewe kënnen zrëckginn, an där se zesumme vläicht gefeiert hätten, wou se zesumme gereest wären, wou se vläicht hir éischt Erfarunge mat engem Frënd oder enger Frëndin gemaach hätten. Am Summer zesummen an d'Vakanz fueren, mat der Première op Lloret, e Scoutscamp, mat de Frënn op de Stau fueren, international Frëndschafte knäppen, alles dat, wat e Mënsch am jonken Alter, wat e Mënsch a senger Jugend prägt, dat ass zu engem groussen Deel verluer gaangen, ouni Chance, fir déi verpassten Zäit nach emol kënnen nozehuelen.

Eng Gesellschaft, déi sech net uerdentlech ëm hir jonk Leit bekëmmert, eng Gesellschaft, déi sech net uerdentlech ëm hir eeler Leit bekëmmert, ass eng Gesellschaft, déi net richteg fonctionéiert. Dat ass ganz einfach « la loi du plus fort », an dogéint musse mer eis mat alle Mëttele wieren.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Gilles Baum** (DP) | Kolleginnen a Kollegeen, déi Beschäftegt aus dem Fleege- a Gesondheitssektor fuere scho säit längerer Zäit op der Felg an den Handel spiert enorm Aboussen. De Staat iwwerdeems mécht wierklech grouss Efforten, fir dass d'Allgemengheet ouni gréissere Schued duerch dës sanitär Kris kennt. A souguer an engem No-Covid-Zenario weess nach keen anzuschätzen, wat de Long-Covid nach fir Auswierkunge wäert hunn, net ze schwätze vun den Auswierkungen op déi mental Gesondheet vun de Leit dobaussen an op d'Zesummeliewen an de Familjen.

Mir sinn op engem decisive Punkt vun der Covid-pandemie ukomm. Mir erliewen een Ament, wou wichteg a weegweisend Decisiounen geholl musse ginn, fir den Exit, also déi ominéis Luucht um Enn vum Tunnel, unzesteieren. Dat ass wuel eng global Zilsetzung, mee mir kënnen op d'mannst derfir surgen, dass Lëtzebuerg d'Viraussetzungen op sengem eegenen Territoire erfëllt.

Här President, „pandemidd“, dat ass e Wuert, dat een ëmmer méi oft héiert an dat och wuel all Mënsch noempfanen kann. Jo, mir sinn es midd. Mir si midd, eis Fräiheete mussen anzeschränken, mir si midd, op Evenementer, op Vakanze mussen ze verzichten. Mir si midd zanter iwwer 700 Deeg, dass eis Gedanke sech quasi permanent ëm dee Virus dréien. Kuerz gesot, mir hunn alleguerten déck d'Flemm mat deem Covid-19!

Wéi war dat scho méi, wéi een aus dem Haus konnt goen, ouni mussen drun ze denken, dass een eng Mask misst bei sech droen? An all déi Kéieren, kann ech mech erënneren, wou ech erëm zrëck eragelaf sinn, eng sichen! Wéi war dat scho méi, fir an e Restaurant ze goen, ouni CovidCheck oder ouni

virdrun e Schnelltest mussen ze maachen? Wéi war dat scho méi, wann déi gréisste Suerg, déi ee sech gemaach huet, wann ee gereest ass, war, matzäit do ze sinn, fir den Zuch an de Fliger net ze verpassen?

D'Normalitéit ass zënter zwee Joer net méi ginn. An am drëtten Joer muss mer alles dru setzen, fir zesummen de Wee an d'Normalitéit zrückzefannen. A fir dat Zil ze errechen, si mir och bereet, e Mëttel ze consideréieren, vun deem mer gehofft haten, et ni missen ze benotzen. Mir sinn elo un engem Punkt ukomm, wou een eng Impfflicht net méi kategoresch ausschléisse kann. A wéi schon esou oft an de leschte Méint, muss ech als Liberalen eng Mesure an d'A faassen, déi mer soss mat Sécherheet ni an de Sënn komm wär. Eng weider Mesure, déi d'Fräiheet vum Einzelnen aschränkt, well et dee leschte Wee ass, dee mer aschloe kënnen, fir dass jiddereen nees an de Genoss vun all senge Fräiheete kënn. Et gëtt keng Fräiheet ouni Verantwortung a mir si bereet, dës Verantwortung ze iwwerhuelen!

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Gilles Baum** (DP) | Firwat si mer op dësem Punkt ukomm, wou mer elo sinn? Esou wéi schon 2020 hunn d'Zuelen am leschte Joer am Hierscht an am Wanter ganz ferm ugezunn. Geännert huet sech d'Situatioun mam Optauche vun der Omikron-Variant. Dës Mutatioun vum Coronavirus ass vill méi ustiechend wéi d'Delta-Variant a si ass och elo dominant bei eis hei am Land.

D'Infektiounen schreiwen hei am Land, wéi och an allegueren deenen anere Länner, leider Rekordzuelen. D'Zuele sinn effektiv esou héich, dass mir se net ignoréieren dierfen, och wa se bis elo zum Gléck nach keen esou e groussen Impakt op d'Hospitalisatiounen haten. Mee eleng d'Mass un de Leit, déi sech ustécht, kann dozou féieren, dass sech d'Spideeler fréier oder spéider mat ze ville Patiente fëllen.

An obwuel sech an Tëschenzäit ronn 80 % vun de Bierger iwwer zweief Joer géint de Coronavirus geimpft hunn - wat a mengen Ae ganz kloer weist, dass déi Impfcampagnen e weesentlechen Impakt haten -, geet dësen Taux nach net duer. An éierlech gesot, mir kënnen eis net vu Well zu Well weider-schleefen.

**Une voix** | Très bien!

**M. Gilles Baum** (DP) | Et ass wichteg, dass mer d'Diskussioun elo féieren an net ze laang zécken, fir Decisiounen ze huelen, fir nach en Afloss op de weidere Verlaf vun den Infektiounen ze hunn, an dat virun allem am Hibleck op den nächsten Hierscht an op den nächste Wanter.

Et ass keng einfach Diskussioun, an dat dierf se och net sinn. Esou wéi mer während der Pandemie eng ganz Rei schwiereng Decisiounen geholl hunn - ech denken un den État de crise, ech denken un de Lockdown, ech denken un d'Ausgangsspär, déi sanitär Mesuren, de CovidCheck -, esou ass dat heiten och eng Decisioun, déi keen heibanne wäert op déi liicht Schëller huelen.

Eng Impfflicht muss ee wëssenschaftlech begrënnen. Eng Impfflicht muss en Notzen hunn. Eng Impfflicht muss zu all Moment noutwendeg a verhältnisméisseg sinn!

Op Initiativ vum Premier Xavier Bettel huet d'Regierung dofir en onofhängege Grupp vun Experten domadder beoptraagt, en Avis ze formuléieren, ob eng Impfflicht opgrond vu wëssenschaftlechen Donnéeën an och no der medezinnescher Aschätzung an der aktueller Situatioun verhältnisméisseg a begrënt ass.

Am Numm vu menger Fraktioun wëll ech den Experte Merci soen. Si hunn a kuerzer Zäit e fondéierten Avis ofginn. Dat war sécherlech net einfach, mee erlaabt eis awer haut, eng wëssenschaftlech Upak ze hunn, zemools well Lëtzebuerg jo awer eng ganz Rei vu Spezifizitéiten huet.

Hir Äntwert ass glaskloer: Well weiderhin dee Risk besteet, dass d'Spideeler iwwerbelaacht kéinte ginn an d'Gesondheetspersonal och no zwee Joer nach ëmmer enger ganz héijer Belaaschtung ausgesat ass, recommandéiert den Expertegrupp d'Aféierung vun enger Impfflicht.

Si proposéieren zwar keng allgemeng Impfflicht, mee eng sektoriell Impfflicht, éischtens fir d'Leit aus dem Gesondheetssektor an och fir all déi Leit, déi mat vulnerabele Leit a Kontakt kommen op der Aarbecht. Dozou gehéiert och d'Botzpersonal, zum Beispill an engem Altersheim. D'Experte schwätzen an dësem Fall vun enger indirekter Protektioun an et geet ëm d'Erschafe vun engem Cordon sanitaire ronderëm eis krank Leit, ronderëm eis al Leit a ronderëm eis vulnerabel Leit.

An zweetens schwätze si sech aus fir eng Impfflicht fir all Persoun iwwer 50 Joer. Dës Alterslimit begrënn se domadder, dass ab 50 de Risiko vun enger schwéierer Coviderkrankung däitlech erhéicht gëtt, einfach dowéinst, well sech am Alter och d'gesondheetlech Problemer heefen, sief dat Iwwergewicht, Diabetes, Härerproblemer oder Kreeslafproblemer. Vun deenen 931 Doudesaffer op den 12. Januar gezielt, waren 98,5 % iwwer 50 Joer.

Hei am Land gouf et also nëmme ganz wéineg Doudesfäll ënner 50 Joer. A wann een d'Hospitalisatiounen kuckt, da gesäit een, dass bal 75 % vun de Better an de Soins normaux vu Leit iwwer 50 Joer beluecht sinn, an op den Intensivstatiounen sinn et souguer 80 %.

Wier jiddereen an dëser Alterskategorie geimpft gewiescht, dann hätt dat mat Sécherheet e positiven Impakt op d'Spideeler an op de weidere Verlaf vun der Pandemie gehat.

An der Diskussioun ëm d'Impfflicht gouf d'Fro opgeworf, ob eng sektoriell oder altersspezifesch Impfflicht net Gefor géif lafen, zu enger Stigmatisatioun vun de betraffene Gruppen ze féieren. Et wier jo dann esou, wéi wann dës Gruppe Schold dru wären, dass d'Pandemie nach net eriwuer wär an d'Responsabilitéit duerfir eleng bei hinne géif leien. Den Dokter Müller huet et a mengen Aen awer ganz richtig formuléiert, dass eng sektoriell oder eng altersbezunnen Impfflicht keng Stigmatisatioun wär. Eng Impfung ass ni eng Stigmatisatioun, mee ëmmer en Zeeche vu Solidaritéit, vu Respekt, vu Responsabilitéit, vun Empathie an och vu sengem Wëllen, fir seng Gesondheet an och d'Gesondheet vu senge Matbierger ze schützen.

Donieft ass et och eng Fro, ob eng Impfung an deene Beräicher, déi ech elo genannt hunn - ech denken un de Gesondheetsberäich an awer och un de Fleegeberäich -, net awer och eng deontologesch an eng moralesch Verflichtung géigeniwwer vun de Patiente respektiv vun deenen eelere Leit, mat deenen ee schafft, ass.

Wann all déi Vulnerabel an alleguer déi Leit, déi mat Vulnerabelen a Kontakt sinn, geimpft wieren - dozou zielt och de Booster, deen awer géint den Omikron onbedéngt soll an den Asaz kommen -, da kéint de gréissten Drock op eise Gesondheetssektor verhënnert ginn. An mat deem Wee kéime mer der Normalitéit erëm e bësse méi no.

Här President, 40 % vun de Leit iwwer 50 Joer hunn hire Booster nach net kritt. An an der Alterskategorie

iwwer 50 Joer, mir hunn et virdrun héieren, si ronn 35.000 Leit, déi nach guer keng Impfung kritt hunn. Dowéinst muss mer déi Alterskategorie cibléiert weider informéieren, weider sensibiliséieren a weider iwwerzeegen, dass d'Impfung sécher a wirksam ass.

Dat soll natierlech op kee Fall heeschen, dass déi Leit ënner 50 Joer sech net méi sollen, sech net méi mussen impfe loossen. Nee, och weiderhi muss all Einzelne säin Deel dozou bäidroen, solidaresch bleiwen a sech onbedéngt impfen a boostere loossen, well all eenzel Impfung ass wichteg, all eenzel Impfung zielt.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, d'Impfung schützt virun engem schwéiere Krankheitsverlaf. An eleng dowéinst, eleng wéinst der Impfung, explodéieren d'Hospitalisatiounen bis elo gottseidank net. D'Effikasitéit läit ee Mount no der zweeter Dosis bei iwwer 90 % an allen Alterskategorien. De Booster hëlleft zousätzlech, d'Effikasitéit oprechtzeerhalen. An et gouf keen Doudegen ënner 70 Joer, deen e Schéma vaccinal complet hat. Et ass ganz kloer, et ass de Vaccinen ze verdanken, dass mir dëse Wanter bis elo verhältnisméisseg wéineg Patiente wéinst dem Covid am Spidol leien hunn.

Mee wann awer weiderhin all Dag 1.000 oder méi Leit sech ustiechen, kënnen mer da garantéieren, dass dat net awer iergendwann wäert de Fall sinn? An och de Long-Covid dierfe mer bei eisen Iwwerleeungen op kee Fall ausser Uecht loossen. Bei den anere Variante si Long-Covid-Symptomer no engem bis dräi Méint opgetaucht a hu bei bis zu 40 % vun den Infi-zéierte Konsequenze mat sech bruecht.

Den Impakt vum Omikron ass nach onkloer, mee och hei ass et d'Mass, déi et mécht. Wa vill Leit sech ustiechen, klëmmt och de Risiko, dass mer herno vill Long-Covid-Patienten hunn a mat deem Long-Covid -gleeft mer es, ech hu mat Leit geschwat, deene geet et wierklech, wierklech net gutt - ass net ze spaassen.

An der Diskussioun ëm eng Impfflicht gëllt et, verschidden Aspekter ze beuechten, fir eng informéiert a gerechtfertegt Decisioun huelen ze kënnen. Jo, et geet ëm d'Gesondheet vun all Einzelnen, mee eleng zum Zweck vum Selbstschutz kann eng Impfflicht net agefouert ginn.

An enger Pandemie geet et och ëm d'Gesondheet vun der gesamter Gesellschaft an dodrëm, d'Gesondheetsversuergung fir all d'Bierger oprechtzeerhalen. Et ass och de Fremdschutz, deen zielt.

Mir all droen eng Responsabilitéit, een deen aneren ze schützen an ee fir deen anere Responsabilitéit ze iwwerhuelen.

*(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)*

Eng Reegelung vun enger Impfflicht muss och am Kontext mat anere Rechter gekuckt ginn, mat de Grondrechter, sief dat déi absolutt, déi relativ, déi kollektiv oder déi individuell. Et muss gekuckt ginn, an dat gëtt och gemaach, dass d'Decisiounen, déi geholl ginn, proportional sinn zu der Situatioun an an engem gesonden Equiliber stinn.

E Gesetz kann agefouert ginn, wann et net géint fundamental Rechter verstéisst an absolutt néideg ass, fir e legitimt Zil ze errechen. An dat hu mir och gemaach. Wéi uganks scho gesot, hu mer an de leschten zwee Joer vill Mesuré geholl, vill Mesuren a Kaf geholl a getraff, fir dës Kris gemeinsam ze iwwerstoen, dorënner de Lockdown, d'Ausgangsspären an de CovidCheck. All dës Mesuren hunn eis iwwer Waasser gehalen, mee mir hunn awer nach ëmmer kee Buedem ënnert de Féiss.

Déi national Eethikkommissioun grad wéi de Collège médical hunn drun erënnert, dass d'Recht op

Gesondheet an d'Recht op Liewen iwwert dem Recht, kierperlech net beanträchtegt ze ginn, steet.

Jo, den Europäesche Gerichtshaff fir Mënscherechter gesäit am Gesetz zu enger Impfflicht en Agrëff an dem Mënsch seng kierperlech Integrität an op säi Recht op Privatiewen. Mee, an do si mer beim Artikel 8, deen d'Madamm Justizminister virdrun och zitëiert huet, vun der Europäescher Mënscherechtskommission, an deen huet en zweete Punkt.

An den Artikel 8, Punkt 2 beseet, dass esou en Agrëff justifiéiert ass, wann et eng Mesure ass, déi an enger demokratescher Gesellschaft déi national a gesellschaftlech Sécherheet, dat wirtschaftlecht Wuelfanne vum Land, d'Protektioun vun deenen aneren hire Rechter a Fräiheeten an, am allerwichtigsten, dem Bierger seng Gesondheet schützt. An dat ass an dëser Pandemie ganz kloer de Fall.

Den Europäesche Gerichtshaff huet rezent en Urteel gesprach, dass hei e gemeinsame Besoin existéiert an dass eng Impfflicht proportional zum ultimativen Zil hei och gerechtfertigt ass.

An eist Zil ass et, net manner wéi all eenzelne Bierger an eisem Gesondheetssystem ze schützen a finalement - a finalement! - de Wee aus där Pandemie eraus ze fannen.

Jo, Eenzelner heibanne wäerte vläicht herno soen: „Jo, bei deem Urteel geet et awer net ëm de Covid!“ Fir dass net gesot ka ginn, mir géifen dës Informatiounen aus dem Kontext räissen: Jo, an dësem Urteel goug et ëm e Vaccin, deen et scho méi laang gëtt, mee ...

**M. Fernand Kartheiser (ADR) | Ganz richtig!**

**M. Gilles Baum (DP) | ... de Vaccin, deen elo agesat gëtt, huet sech bewäert, vläicht nach net esou laang, well d'Pandemie nach net esou laang ass, mee de Vaccin huet sech bewäert an d'Konditiounen sinn domadder erfëllt.**

Nieft dem juristesche Volet gëtt et natierlech och de moralesche Volet. Den Nationalen Eethikrot huet a sengem Avis vum 17. Januar nuancéiert Iwwerleeungen zum Froekatalog vun der Regierung formuléiert. Well d'Pandemie nach ëmmer amgaangen ass a well et drëm geet, dass jiddwereen a jiddweringem seng Fräiheete garantéiert ginn, huet den Nationalen Eethikrot sech fir eng generell Impfflicht fir erwuesse Residenten a Frontalieren ausgeschwat. Andeems den Eethikrot sech géint Diskriminatiounen baséierend op Secteur, Alter, Wunnsätz, Nationalitéit ausschwätzt, versicht en, dës Flicht ze vereinfachen a keng weider Opdeelungen anzeféieren.

*(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)*

**M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Éi!**

**M. Gilles Baum (DP) | Den Eethikrot gesäit et also als Flicht vun all Bierger, säin Deel dozou bäizedroen, fir seng Gesondheet an déi vun deenen aneren dank enger Impfung ze erhalen. An dës Consideratioun sollte mir alleguerten haut mat op de Wee huelen.**

Här President, d'Aféierung an d'Diskussiounen iwwert d'Aféierung vun enger Impfflicht sinn net nëmme hei zu Lëtzebuerg an de Mëttelpunkt vum politeschen Debat geréckelt. Et ass eng Diskussioun, déi och am Ausland gefouert gëtt, a plazeweis ass d'Impfflicht och schonn zu enger Realitéit ginn. Dozou gehéieren zwee vun eisen Nopeschlänner, d'Belsch a Frankräich, déi grad ewéi véier aner Länner eng sektoriell Impfflicht fir de Gesondheits- an de Fleegesector agefouert hunn.

Italien a Griicheland sinn op de Wee vun enger sektorieller Impfflicht gaangen an awer och vun enger

altersbezunnener Impfflicht. An ech dierf meng Kolleegin Josée Lorsché hei zitëieren: A Griicheland ass säit dem 1. Januar och eng Sanktioun, dat heescht, do bezillt een Ongeimpfene pro Mount 100 Euro. An anscheinend hätte sech säit dem 1. Januar a Griicheland iwwer 200.000 Leit impfe gelooss. Och dat kann en Effet hunn.

Josée, wann ech et elo falsch gesot hunn, du wäers et dann hannendrun nach eng Kéier widerhuelen.

**Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Ech wäert dat och soen.**

**M. Gilles Baum (DP) | Tipptopp! Éisträich ass nach e Schrëtt méi wäit gaangen. Do wäert ab dem 1. Februar eng allgemeng Impfflicht gëllen.**

Dir gesitt, mir stinn also mat den Diskussiounen a mat dëser Fro net eleng do. Néierens waren d'Diskussiounen einfach. An och mir mussen eis haut heibannen déif an d'A kucken an eng kloer Positioun zu deem Sujet anhuelen.

Här President, mir hunn eis als DP-Fraktioun d'Entscheidung net einfach gemaach. Esou eng Decisioun hëlt een net lichtfankeg, duerfir steet ze vill um Spill. Ech hunn an de leschten Deeg vill an oft mat menge Fraktiounskollege geschwat, Argumenter ausgetosch an ofgewien. Leschte Sonnden hu mer op Initiativ vun eiser Parteipresidentin Corinne Cahen och nach eng Kéier eis parteiintern Gremie consultéiert.

Mir sinn eis eens: D'DP-Fraktioun wëllt op d'Stëmm vun der Wëssenschaft lauschteren an den Avis vum onofhängegen Experte-grupp suivéieren. D'Recommandatiounen sinn an eisen Ae fundéiert, indiquéiert a verhältnisméisseg. Dat trëfft souwuel fir eng altersbezunnen Impfflicht ab 50 Joer zou wéi och op déi sektoriell Impfflicht am Gesondheits- a Fleegeberäich. Mir deelen hei den Argumentaire vun den Experten.

Mir als DP-Fraktioun, mir wëllen op jidde Fall verhënnere, dass eist Gesellschaftsliewen an Zukunft nees muss zrëckgeschrauft ginn oder dass eis Spideeler un hir Limite stoussen. Ons ass déi cibléiert a wëssenschaftlech begrënten Impfflicht léiwer, wéi dass mer bei där nächster Well nees jiddweringem nei Restriktiounen mussen operleeën.

Exceptiounen, dat ass eis ganz wichteg. Och wa mer fir eng Impfflicht sinn, dierfe mer net vergiessen, dass et Leit gëtt, déi sech gäre géifen impfe loossen, mee berechtegt Grënn hunn, fir dat net ze maachen. Der DP-Fraktioun ass et vu grousser Wichtigkeet, dass d'Leit mat medezinnesche Kontraindikatiounen respektiv Leit, déi bei enger éischer Dosis ganz staark Niewewirkungen haten, net der Impfflicht ënnerleien.

Mir maachen en Appell un d'Regierung, fir derfir ze suergen, dass all déi Leit erfaasst ginn an dëser Obligatioun net ënnerworfen sinn.

Exceptiounen zur Impfflicht si fir eis onëmgängelech. Mir sinn eis awer och bewusst, dass et duerch d'Virgesi vun Exceptiounen an anere Fäll kéint zu Certificats de complaisance kommen. Dat wëlle mir op kee Fall! Mir hunn awer ganz grousst Vertrauen an eis Dokter, dass et net esou wäit komme wäert. A wann awer Fäll sollten optauchen, bei deenen evidenteweis gefuddelt ginn ass, da soe mir ganz kloer, dass dës Leit sollen eng zolidd Geldstrof kréien.

**Une voix | Très bien!**

**M. Gilles Baum (DP) | Här President, esou wäit zum Prinzip an där graffer Ausrichtung, wéi mir eis déi Impfflicht virstellen. Ech fueren elo mat deenen eenzelne Modalitéite weider.**

Mir proposéieren, dass bei der Impfflicht mat enger Loi autonome, mat engem eegene Gesetz legiferéiert gëtt. Dat ass eng kloer Demande vun eiser Säit, fir d'Impfflicht iwwer en eenzelt Gesetz ze stëmmen a soumat net an d'Covidgesetz matanzubauen. Dat ass eng wichteg Viraussetzung, fir dass d'Chamber d'Gesetz esou einfach wéi méiglech an och zu all Moment ofännere kann, notamment dann, wann et drëms geet, fir d'Vehältnisméissegkeet oder d'Noutwendegkeet vum Gesetz ze garantéieren.

Dës béid Krittere vun der Verhältnisméissegkeet an och vun der Necessitéit sinn der DP-Fraktioun immens wichteg. Dat betrëfft souwuel d'Dauer vun der Impfflicht wéi och, wien eigentlech dorënner fällt. Wat d'Dauer ugeet, géife mer de Recommendatiounen vum Experte-grupp nokommen an déi initial Dauer vun zwee Joer fir d'Impfflicht virgesinn. Et ass wichteg, dass d'Leit och en Enn um Horizont gesinn. A mir géifen da mat op de Wee goen, fir ze soen, dass mer dat Gesetz géife lafe loosse bis de Juni 2024.

Mir sinn, mengen ech, alleguerten optimistesches heibannen, dass mer déi Kris iergendwann eng Kéier hannerun eis kréien. Eng determinéiert Dauer vun zwee an engem hallwe Joer schéngt eis do rasonabel. A wa mer de Virus éischer lass wieren, tant mieux, ëmsou besser, da kënne mer dat Gesetz ofschafen.

Wa mer heibannen e Konsens sollte fannen, fir déi cibléiert Impfflicht anzeféieren, muss mer trotzdem an engem gewëssene Mooss flexibel bleiwen, wat de legale Kader ugeet, well de Virus huet eis schonn dacks iwwerrascht.

Sollt sech zum Beispill erausstellen, dass eng zukünfteg Variant - ech nenne se elo emol einfach Ypsilon - méi geféierlech sollt si fir méi jonk Altersgruppen, da muss mer bereet sinn, eventuell d'Alterslimitt op 40, op 30 oder vläicht souguer op 18 Joer erofzeschrauwen. Dat muss eis an deem Fall d'Wëssenschaft soen, a Flexibilitéit ass hei gefrot. A mir wäeren och bereet, dann an deem Fall op dee Wee ze goen.

Zu de Vaccinen: Esou wéi den Experte-grupp et recommandéiert, proposéiere mer d'Impfflicht als erfëllt unzegesinn, wann den initiale Schéma vaccinal - eng Impfung bei Johnson oder zwou bei deenen anere plus de Booster - erfëllt ass. D'Bienfaite vum Booster, ech mengen, déi stinn ausser Fro, d'Zuele vun den Hospitalisatiounen beleeeën dat kloer an daitlech.

Fir dass d'Impfungen esou schnell wéi méiglech stattfannen, wëlle mir als DP-Fraktioun d'Leit net etapeweis nom Alter oder no der Vulnerabilitéit invitéieren. Mir dierfe keng wäertvoll Zäit verléieren. Jiddwereen, dee vun der Impfflicht betraff ass, soll gläichzäiteg bei der Aféierung vun der Impfflicht invitéiert ginn.

Mir verstinn och, dass verschidde Leit vläicht Präferenz fir deen een oder aneren Impfstoff kënne hunn. Dowéinst plädéiert d'DP-Fraktioun derfir, dass mir de Leit entgéintkommen an hinne d'Méiglechkeet ginn, fir sech den Impfstoff erauszeseichen, natierlech esou wäit d'äers disponibel ass an esou wäit es do ass.

Här President, ech kommen zu de Sanktiounen. Fir eis steet och fest, dass eng Impfflicht nëmme dann iwwerhaupt Sënn mécht, éischtens, wann et Strofe gëtt an zweetens, wann dës Sanktiounen och applizéiert ginn, well si mussen e Lenkungseffekt hunn.

An ech wëll mech elo net gären hei an eng Diskussioun aloossen iwwer e gewëssene Montant, mee mir sinn do ganz, ganz diskussionsbereet.

De Wee, iwwer administrativ Strofen ze fueren, schéngt eis bei der Ëmsetzung am einfachsten ze sinn, a mir loossen domadder dee ganze penale Volet an alles, wat dozougehéiert, ganz op der Säit.

Am Froekatalog ass och gefrot ginn, ob déi Strof soll repetitiv sinn oder ob se soll eemoleg sinn. An eisen Ae kann ee fir déi zwou Pisten argumentéieren. Allerdéngs hänkt et fir eis dovun of, wéi héich d'Strof effektiv ugesat ass. Et mécht kee Sënn, eng eemoleg Strof anzeféieren, wann de Montant esou déif ass, dass ee sech souzoeso fräikafe kann. Dat géif absolutt kee Sënn maachen an domadder géife mer och riskéieren, d'Zil absolutt ze verfeelen.

Entweeder et féiert een eng repetitiv kleng Amende an oder eng eemoleg, mee an deem Fall eng zolidd. Haaptsaach ass, dass mer mat dese Mesuren e Lenkungseffekt hunn.

Et kann een och driwwer diskutéieren, ab wéini d'Strofen iwwerhaapt ufalen. Sollt dat direkt mam Akraaftriede vum Gesetz sinn? Oder soll een deene Betreffenen awer nach d'Méiglechkeet ginn, sech innerhalb vun engem gewëssenen Delai impfen ze loossen? Wann een dat géif wëlle maachen, si mir der Meenung, dass déi Transitionphas net ze laang sollt sinn, an eisen Ae maximal ee Mount.

Mir mussen den Impftaux an d'Luucht kréien, net iergendwann, mee esou séier wéi méiglech. Entweeder et léisst ee sech dann impfen oder et muss een eeben déi Sanktioun assuméieren.

Am Fall vun engem net geimpfte Resident iwwer 50 heescht dat, dass hie misst d'Amende bezuelen. Dat ass evident. D'Äntwert ass awer däitlech manner evident, wann et ëm net geimpfte Leit geet, déi am Santé- oder Fleegesektor schaffen an domadder vun der sektorieller Impfpflicht betraff wieren. Dozou zielen nämlech net nëmmen d'Residenten, mee och d'Frontalieren.

Sollten des Leit bis dohinner wierklech net geimpft sinn, wat ech géif bedauern, dann dierfte se eisem Verständnis no net méi schaffe goen an dann och keng Pai méi kréien, esou wéi dat am Moment scho bei der Fonction publique applizéiert gëtt. Aner Länner si schonn op dee Wee gaangen. Dat huet awer nëischt mat engem Licencement ze dinn, wëll ech ganz kloer hei ënnersträchen.

Kolleeginnen a Kollegen, ech kommen zu der Konklusioun.

Bei der Impfpflicht geet et der DP-Fraktioun och ëm Verantwortung an ëm Solidaritéit mat deenen, déi zënter zwee Joer un der éischter Front sinn am Kampf géint des Pandemie. Dat si mer hinne schëlleg. Dat ganz Gesondheets- a Fleegepersonal geet zanter Méint iwwer seng Grenzen eraus. Dat ass net selbstverständlech. Wann eng Impfpflicht dozou ka féieren, dass mer si bei den zukünftege Varianten entlaaschte kënnen, da sollte mir dat och maachen. Et ass eeben net nëmmen eng Fro vu Santé publique, wou de Staat muss seng Verantwortung iwwerhuelen, mee et ass och eng Fro vu Solidaritéit.

Mir sinn et och der grousser, dem ganz groussen Deel vun der Gesellschaft schëlleg, dee sech zanter iwwer bal zwee Joer un alles gehalten huet an zu all Moment solidaresch war. Mir dierfen hinnen net d'Gefill ginn, dass all hir Efforten ëmsoss waren.

Dass mer haut nach wäit ewech si vun der Normalitéit, schléit eis alleguerter selbstverständlech staark op d'Gemitt. Mir gesinn awer nëmmen ee Wee, fir zréckzekommen an d'Normalitéit: Den Impftaux muss weider an d'Luucht gedréckt ginn. An nëmmen, wa méi Leit sech impfe loossen, brauche mer net méi bei all Well eis Fräiheeten erëm anzëschränken. Den Zickzackkurs vu sanitäre Mesuren, déi wuelverstanen absolutt berechtigt an och absolutt néideg sinn, mécht d'Leit immens midd. Mir mussen erauskommen aus deem Hin an Hier.

Mir all hate gehofft, dass mer mat der Responsabiliséierung vun all Einzelne géifen derduerchkommen. Mir hate gehofft, dass den Appell un hiert Verantwortungsbewosstsäin géif duergoen, fir esou en héijen Impftaux ze erreechen, dass mer als Gesellschaft derduerchkéimen.

Mir gesinn awer elo zu diesem Moment, dass kee Wee laanscht eng méi contraignant Mesure féiert. Well och, wa mer beim Omikron mat engem bloen A dervukomm sinn, besonnesch hisichtlech d'Hospitalisatiounen, esou wësse mer awer net, wat fir enge Gefore mer kënnen ausgesat sinn an Zukunft mat eventuell méi aggressive Varianten. Et hëlleft net, et ass zwar léif, mee et hëlleft net, ze hoffen, dass mer eventuell iergendwann an eng endeemesch Situatioun kommen.

D'Impfung ass deen eenzege Wee aus der Pandemie eraus. A bis zum Schluss hu mer alles ënnerholl, fir keng Impfpflicht aféieren ze mussen. Mee fir de Wee zréck an d'Normalitéit ze fannen, ass meng Fraktioun bereet, enger sektorieller an altersspezifischer Impfpflicht zouzestëmme, dëst mat der klorer Perspektiv, fir deemnächst sanitär Mesuren endlech kënnen shannert eis ze loossen a fir endlech erëm zu méi Fräiheeten ze kommen.

Kolleeginnen a Kollegen, domat wär ech bal um Enn. Ech géif nach gären am Numm vun der grénger Partei, vun der LSAP a vun der DP eng Motioun hannerleeën, wou mer dat elo erëmhuelen, wat ech elo just gesot hunn, nämlech eng Impfpflicht anzeféieren, sektoriell an och altersbedéngt, an awer och, wat ech och gesot hunn, ze kucken, wann d'Wëssenschaft eis sollt soen, dass mer misste méi wäit goen an dass mer den Altersseuil missten erofsetzen oder vläicht op aner Secteuren ausbauen, dass mer dat onbedéngt och sollten a Betruecht zéien.

Voilà, Här President, erlaabt mer, Iech déi Motioun ze hannerleeën.

## Motion 2

### La Chambre des Députés,

*- considérant l'avis du groupe ad hoc d'experts sur l'instauration d'une obligation de vaccination contre la Covid-19, qui souligne que le but principal de la vaccination obligatoire est de protéger les services de santé, et notamment les hôpitaux pour assurer leur fonctionnement normal ;*

*- partageant la conclusion que l'introduction d'une vaccination obligatoire telle que proposée est de nature à réduire considérablement le risque pour les personnes âgées de plus de 50 ans et partageant le constat que la mise en place d'un cordon sanitaire grâce à la vaccination obligatoire des personnes œuvrant dans des structures de soins est de nature à réduire le risque de transmission envers les personnes vulnérables ;*

*- partageant l'analyse rétrospective des experts concernant l'efficacité avérée de la vaccination pour éviter les formes de maladies graves impliquant un séjour à l'hôpital, tant en soins normaux qu'en soins intensifs, ainsi que pour diminuer le risque de décès ;*

*- notant que le groupe d'experts considère la Covid-19 comme « une infection respiratoire "normale" pour les moins de 50 ans » ;*

*- notant que dans son avis, le groupe d'experts recommande d'alléger dès que possible les mesures sanitaires ;*

*- rappelant que les mesures de lutte contre les maladies graves qui apportent des restrictions à des libertés fondamentales font partie d'une matière réservée à la loi ;*

*- rappelant qu'une obligation vaccinale met plusieurs droits fondamentaux en confrontation ;*

*- soucieuse de protéger la santé de nos concitoyens ;*

*- soucieuse de garantir le principe de proportionnalité,*

invite le Gouvernement

*- à déposer dans les meilleurs délais et dans un délai ne dépassant pas les trois mois les modifications législatives nécessaires en vue de l'introduction de l'obligation vaccinale pour les personnes âgées de plus de 50 ans et pour les personnes œuvrant dans des structures hospitalières et de soins, y compris les cabinets de ville, ainsi que pour les acteurs des services de secours ;*

*- à fournir une étude qui modélise l'impact sur l'occupation des lits hospitaliers quant à une obligation vaccinale des personnes âgées de plus de 50 ans ;*

*- à fournir une étude qui modélise l'impact hospitalier pour les moins de 50 ans dans l'hypothèse d'une levée complète des mesures actuellement en place pour limiter la circulation du virus ;*

*- à fournir des chiffres fiables sur le taux de vaccination actuel auprès du personnel visé par le cordon sanitaire. À cet effet, il est demandé d'explorer les possibilités formelles et informelles de recensement anonyme de ces données ;*

*- à poursuivre ses efforts en matière d'analyse scientifique de la pandémie, notamment en vue de déterminer la nécessité d'étendre l'obligation vaccinale, le cas échéant, à d'autres secteurs ou d'autres groupes d'âge.*

(s.) Gilles Baum, André Bauler, Yves Cruchten, Marc Hansen, Josée Lorsché.

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Merci.

**M. Gilles Baum** (DP) | An da géif ech Iech alleguerter Merci soe fir Är Opmierksamkeet.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Gilles Baum** (DP) | An ech ginn elo een drénken. (Hilarité)

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Merci och dem Här Baum. An nächste Riedner ass den Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Merci, Här President. Ech géif gären ufänken, andeems ech all menge Virriedner Merci soe fir, ech géif gäre soen, déi Serenitéit an dee Seriö, mat deene mer déi Diskussioun bis elo gefouert hunn. Ech sinn och iwwerzeegt, dass d'Kollegen, déi nach no mir schwätzen, an deem selwechte Geescht hei wäerten optrieden.

**Une voix** | Très bien!

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Här President, Dir Dammen an Hären Deputéierten, effektiv, déi Diskussioun, déi mer haut féieren iwwer eng méiglech Aféierung vun enger Impfpflicht, ass eng vun de komplizéiertsten Diskussiounen, déi mer hei an der Chamber iwwerhaapt ze féieren hunn.

Wie sech mat der Thematik e bësse beschäftegt huet, dee fënnt ganz séier eraus, dass sech hei eng Rëtsch Froe stellen, déi all net esou einfach ze beantworte sinn, Froen, déi ganz dacks nei Froen opwerfen. Et ass duerfir keng schwaarz-wäiss Diskussioun. Et ass a mengen Aen net eng Fro vu „wien huet hei 100%eg Recht a wien net?“ A vläicht gëtt et hei och net déi eng eenzeg Äntwert!

Aus diesem Grond sinn all Meenungen, déi haut hei virgedroe ginn, ze respektéieren, well nëmmen, wann all d'Meenunge matenee konfrontéiert goufen, ka sech duerno e Konsens erausschliessen a sécherstellen, dass eis Demokratie richteg fonctionéiert. Dëst Haus ass duerfir och déi richteg a menger Meenung no och déi eenzeg Plaz, op där des Diskussioun kann a muss gefouert ginn.

Ech maache gär direkt am Ufank vu menger Ried eis Positioun kloer: D'LSAP ass bereet, fir op de Wee vun enger legaler Impfflicht ze goen, wann d'Situatioun dat erfuerdert. Aus dësem Grond verlaangt d'LSAP, dass elo direkt mat der legislativer Aarbecht ugefaange gëtt, fir eng Impfflicht ze preparéieren.

Dat war elo dee méi einfachen Deel vu menger Ried.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État | Très bien!

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Well, wéi ech ugangs sot, stelle sech natierlech eng ganz Rëtsch Froen. Ech brauch hei net méi vill drop anzegoen, wéi sou mir haut iwwerhaupt iwwer eng Impfflicht schwätzen. Mir si gläich am Joer III vun der Pandemie. Mir hunn es all sat vun de Mesuren, vun den Aschränkunge vun eise Fräiheeten.

Och déi, déi sech vun Ufank un ëmmer schéi brav un all Recommendatiounen an Direktive gehalen hunn, fillen dat. Nawell gi vill Leit krank. A jo, et stierwen nach ëmmer Leit un deem Virus, och bei eis am Land. Mir waren zejoert allegueren optimisteschen, dass mat dem Impfstoff elo dës Pandemie kéint iwwerwonnen ginn.

Virun engem Joer, erënnere mer eis drun, gouf gestridden hei am Land, wie fir d'éischt géif drukommen. A mir hunn eis opgereegt iwwert déi, déi sech virgedréckt hunn. Den Impfstoff war knapps a jidderee wollt es kréien, esou séier wéi méiglech. Mir waren duerfir all optimisteschen, dass mer déi 70 % géifen errechen, déi mer du gebraucht hunn, fir eng kollektiv Immunitéit géint d'Alpha-Variant opzebauen.

Zanterhier, an dat wësse mer, huet de Virus eis awer op en Neits eng gespillt an duerch Mutatiounen d'Liewen erëm méi komplizéiert gemaach. Esou soten eis d'Virologen, dass mat der Delta-Variant eng 80 % vun der Populatioun misste geimpft sinn, fir der Pandemie en Enn ze maachen. Elo zanter engem Mount heescht et bei Verschiddenen: Och dat geet net méi duer, Omikron verlaangt warscheinlech 90 % oder souguer nach méi!

Zanter dem leschten Hierscht stagnéieren eis Impftauxen. A mir hu Gesetzter gemaach, fir d'Ausbredung vum Virus ze verhënneren an déi nach net Geimpften dozou ze beweegen, sech dach nach impfen ze loosse. Vill hunn dat gemaach a maachen et och haut nach ëmmer.

Mee och all déi Efforte vun der Kommunikatioun, vu kamouden Impffofferen, all déi Appeller vu Politik, Medezinner an Experte ginn den Ament net duer, fir dee Sprong op déi 90 % ze errechen.

Aus all dëse Grënn wüsst d'Fuerderung no méi strikte Moosnamen. D'Schéischwätze geet ville Leit net méi duer, besonnesch deenen, déi sech ëmmer un alles gehalen hunn a sech aus Solidaritéit mam Rescht vun der Gesellschaft och impfe gelooss hunn.

A Stéchwuert „Solidaritéit“: Et géllt, nach emol drun ze erënneren, dass et an enger solidarescher Gesellschaft, an där mir liewen, net duerges, fir vum Wohlfahrtsstaat ze profitéieren, mee dass et duerfir och eng Pflicht gëtt, jo eng Biergerpflicht, fir zu dëser Gesellschaft bäizedroen!

**Une voix** | Très bien!

**Une autre voix** | Ganz richtig!

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Déi National Eethikkommissioun seet zu Recht - an ech mengen, den Här Wiseler hat se och zitéiert -: D'Solidaritéit funktionéiert net am Sens unique. Et gëtt dowéinst haut

schonn eng moralesch Obligatioun, fir sech impfen ze loosse.

Virun e puer Méint ware mer nach all hei am Haus iwwerzeegt, dass eng Impfflicht net néideg wär. Haut, mat den neie Contrainté vun Delta an elo Omikron, ass dat anescht. D'Impfflicht schéngt elo dat leschte Mëttel ze sinn, déi leschte Kartusch, déi mer nach hunn, fir d'Pandemie ze iwwerwannen.

Wéi ech d'éinescht gesot hunn, ass d'LSAP fir d'Aféiere vun enger Impfflicht deen Ament, wa se och Sënn mécht, an zwar aus folgendem Grond: Dës drastesch Moosnam ass déi éischte Kéier an dëser Pandemie, wou mer probéieren, dem Virus virus ze sinn, hien ze iwwerhuelen. Bis elo hu mer ëmmer mussen hannendrunlafen an ëmmer nëmmen op de Virus reagéieren. Mat der Impfflicht wëlle mer probéieren, deen néidege Sprong ze maachen, fir dem Virus zevirzekommen an esou d'Enn vun der Pandemie éischer ze errechen. Véier Coronawellen hunn eis an de leschten zwee Joer erwëscht, déi fënneft wëlle mer duerfir scho brieche, ier se sech nees zu enger Mauer optiermt.

Fir eng Impfflicht kënnen anzeféieren, mussen awer eng Partie Saache consideréiert ginn. An déi hu mer consideréiert, ier mer eis Positioun definéiert hunn.

Dat ass éischten: D'Impfflicht brauch e legitim Zil. Dëst Zil kann nëmme sinn, de Gesondheitssektor virun enger Iwwerlaaschtung ze schützen, andeems esou vill wéi méiglech Leit geimpft sinn. Dëst ass och dat, wat de Grupp vun Experten a sengem Avis als éischt Zil uginn huet, een Avis, deen op dësem Punkt op d'mannst ganz kloer an eendeiteg ass. Duerfir géif ech dem Experte-grupp och villmools Merci soen.

Aner Aspekter ginn an deem Avis awer komplett ausgelosst. Zum Beispill gëtt quasi guer net iwwert de Long-Covid geschwat. Am Resümee proposéieren d'Experten eis, eng Impfflicht fir Leit ab 50 anzeféieren, well si dee gréisste Risiko droen, bei enger Infektioun mussen am Spidol oder souguer op der Intensivstation behandelt ze ginn. D'Experten hunn dat mat Fakten a mat Zuele beluecht. An dëst mécht Sënn, wann eist Zil dat ass, wat ech virdu scho gesot hunn, nämlech eis Spideeler net ze iwwerlaaschten.

Zweetens, an dat ass warscheinlech dat Komplizéiertst: D'Impfflicht muss verhältnisméisseg sinn. Mat der Aféierung vun enger Impfflicht stoussen eng ganz Partei Grundrechter a Prinzippien openeen, zum Beispill d'Recht op d'Gesondheet vun der Allgemengheet, d'Recht op Bildung, d'Recht drop, enger Aarbecht oder enger Beschäftegung nozegoen, awer och d'fräi Bestëmmung iwwer säin eegent Liewen, d'Recht op physesche Integritéit oder nach d'Liberté thérapeutique. Dat schreift och de Wëssenschaftlechen Déngscht vum Däitsche Bundestag a sengem Avis vum 22. Dezember, en Avis, deen ech jiddwerengem ka recommendéieren ze liesen. Do schreift de Service vum Bundestag, an elo probéieren ech op Däitsch: „Die Rechtfertigung des in einer allgemeinen Impfpflicht liegenden Eingriffs in das Grundrecht auf körperliche Unversehrtheit hängt von dessen Verhältnismäßigkeit, insbesondere seiner Angemessenheit bzw. Zumutbarkeit ab. Die entsprechende Prüfung setzt eine Abwägung zwischen dem von einer Impfpflicht zu erwartenden Nutzen für das Gemeinwohl mit der durch sie zu erwartenden Belastung der impfpflichtigen Grundrechtsträger voraus; die Belastung muss noch in einem vernünftigen Verhältnis zum Nutzen stehen.“

**Une voix** | Sehr gut!

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | „Bei der Abwägung kommt dem Gesetzgeber ein Einschätzungs- und Prognosespielraum zu, zumal die zugrundeliegende Gesamtsituation einer dynamischen Entwicklung

unterliegt. Die entsprechende Prüfung hat daher stets die aktuellen, sich möglicherweise wandelnden Erkenntnisse zu berücksichtigen, unter anderem zum Infektionsgeschehen, zur freiwilligen Impfbereitschaft sowie zu der Wirksamkeit, den Nebenwirkungen und Langzeitfolgen von Impfungen.“

Dat heescht och, wann eng Impfflicht soll kommen, ob se fir jidderee gëllt oder sech u gewëssen Zilgruppe riicht, dass de Legislatuer muss all Donnéeën an Erkenntnisser hunn, fir d'Verhältnisméissegkeet kënnen ze préiwen. Dat setzt virus, dass mer, ier mer eng definitiv Decisioun huelen, also d'Gesetz stëmmen, déi néideg Informatiounen hunn, dat néideg Zuelematerial, déi dës Decisiounen rechtfertegen an esou d'Verhältnisméissegkeet dokumentéieren.

Zu deenen Informatiounen, déi eis haut awer nach feelen, gehéieren eng réckbléckend Analys iwwert de geneeën Notze vun der Impfung, de vergaangenen Impakt op eis Spideeler, den Taux de létalité, Statistiken iwwer Risikogruppen.

Mee och no vir kucke mussen mer, wa mer d'Verhältnisméissegkeet wëlle préiwen. Esou misste mer bei der Impfflicht fir déi iwwer 50-Järeg den Impakt op d'Spideeler modelliséieren. Awer och d'Modelliséierung vum Impakt bei deenen ënner 50-Järeg misst gemaach ginn, well net just den Alter ass e Facteur, wann och dee bedeiendsten, mee och méi jonk Leit kënnen duerchaus Komplikatoune kréien duerch de Virus. Wien ass dat? Zu wéi vill sinn déi?

Et wonnert mech an deem Kader och, dass d'Experten an hirem Avis guer net vum Long-Covid schwätzen, vun deem Jonk an Al betraff sinn.

D'Regierung huet jo do eng Etüd lafen. An do wär et gutt, en Tëschebilan ze kréien, fir kënnen ofzeschätzen, wien do am meeschte betraff ass.

Den Experte-grupp schléit och vir, dass dee sougenannte Cordon sanitaire ronderëm d'Spideeler an d'Fleegeedéngschter soll verstärkt ginn, andeems d'Impfflicht op d'Personal vun deene Servicer an Arichtungen ausgeweit gëtt. Mir gesinn do d'Wichtigkeet vun där Propos. Grad hei hu mer awer guer keng belaastrbar Zuelen. Wéi sinn dann d'Impftauxen an de Spideeler, an den Alters- an an de Fleegeheimer? Et héiert een Einzelner soen, bei hinne wieren iwwer 95 % geimpft, bei aneren héiert een awer guer näischt.

Fir och hei d'Verhältnisméissegkeet ze préiwen, soll dësen Impftaux ermëttelt ginn. A wann et duerfir eng nei gesetzlech Basis brauch, da mussen mer eis déi eebe ginn. Oder et kéint een iwwer anonymiséiert Ëmfroen am Secteur gewuer ginn, wéi den Impftaux ass. Dat schéngt mer souguer eventuell méi séier ze goen.

Dës Donnéeë sinn ëmsou méi wichteg, well, wéi déi National Eethikkommissioun an hirem Avis zu Recht seet, wär et nëmme logesch, an déi selwecht Argumenter géife gëllen, dass och aner vulnerabel Persoune mat manner wéi 50 Joer ënnert d'Impfflicht fale géifen.

D'Eethikkommissioun mécht hei nach op eng aner Gefor opmierksam, nämlech dass eng Impfflicht, déi sech op Leit iwwer 50 limitéiert, kéint dozou féieren, dass all déi aner Leit d'Impressioun kriterien, dass si jo net concernéiert wäeren vun der Pandemie an et dowéinst zu engem sougenannte „relâchement“ kéim. Hei kéim dann och déi pertinent Fro, déi de Claude Wiseler virdu erwänt huet, déi den Alex Body a sengem Artikel geschriwwen huet, iwwert de Prinzip vun der Netdiskriminierung an d'Spill.

Iwwerregens fret d'COPAS sech, ob an där ganzer Logik nieft dem Personal net och all Visiteur misst

geimpft sinn. Och sinn den Ament drastesch Mesuren a Kraaft, déi drop hinzilen, méiglechst vill Leit zu enger Impfung ze beweegen.

Mir hunn den 2G an der Fräizäit, an der Kultur, am Sport, am Restaurant, am Café. Mir hunn eréischt zanter leschte Samschden den 3G op der Aarbecht agefouert. Dës Mesurë wäerten och en Impakt hunn op d'Impfbereitschaft. Mir gesi jo elo schon, dass d'Zuele vun Éischtimpfungen zanter der Aféierung an d'Luucht gaange sinn.

Mir versprechen eis och vum 3G op der Schaff, dass den Impftaux nach emol klëmmt. Och dës Informatiounen gi gebraucht, fir d'Verhältnisméissegkeet vun der Impfflicht ze evaluéieren.

Ier mer also iwwer en definitiven Text ofstëmme, sollten all dës Informatiounen gesammelt ginn. Den 3G op der Schaff soll duerfir beschtefalls bis Mëtt Februar, also an den nächsten dräi, véier Wochen evaluéiert ginn. Hei soll ee soen, dass d'Impfflicht kee Wonnermëttel ass, mee eng Moosnam ënner villen.

Och d'Uni Lëtzebuerg betount an hirem Avis juridique, dass eng Impfflicht en néidegt Mëttel ass, mee zäitgläich net wäert duergoen, fir d'Pandemie ganz op en Enn ze bréngen. Wa se awer gräift, kënnen aner Moosnamen graduell zréckgefuehert ginn.

Dat Ganzt ass also e „give and take“. Mir huelen deenen engen e klenge Stéck vun hirem perséinlecher Fräiheet, fir villen aneren e groussen Deel vun hirem Fräiheet zréckzeginn.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Zu de Froe gehéiert och, wat fir een Impakt déi nei Generatiounen vun Impfstoffen wäerten hunn, déi elo geschwénn deployéiert ginn an déi besser sollen op déi nei Varianten uschloen. Wat heescht dat fir d'Verhältnisméissegkeet, wann nieft dem Impfstoff an den nächste Wochen und Medikamenter an den Asaz kommen, déi e schwéiere Verlaf respektiv den Doud verhënnere kënnen? Wat fir en Impakt erwaarde mer eis vun deem neien Impfstoff, deem no méi klassesche Methoden entwéckelt gouf a wou ee kann unhuelen, dass eng Partie Leit eigentlech dorops gewaart hunn, well se vun den aktuell gebrauchten Impfstoffen veronéiercht sinn?

Am Resümee: Mir fuerderen d'Regierung op, elo schonns un de legalen Texter ze schaffen, parallel sollten awer nieft deene villen Avisen, déi bei esou engem Gesetz erageholl ginn, och déi Froe beäntwert ginn, déi ech hei erwänt hunn an déi d'Verhältnisméissegkeet kläre kënnen.

**Une voix** | Très bien!

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Nëmme wa mer hei ganz kloer a prezis sinn, kann eng Impfflicht och déi néideg Akzeptanz an der Populatioun kréien an op feste juristeschen a konstitutionelle Féiss stoen.

D'Fro ass och, wéi vill Leit eng Impfflicht um Enn wierklech dozou bréngt, sech impfen ze loossen an ob sech hei d'Fronten net souguer kéinte verhärten.

Wéi soll an eisen Aen esou eng Impfflicht konkret ausgesinn? An domadder probéieren ech, eng Partie Äntwerten ze ginn op der Regierung hire Froekatalog.

Wéini eng Impfflicht kéint a Kraaft trieden, do ass d'Äntwert och kloer: esou séier wéi méiglech. Nach muss mer eis awer déi néideg Zäit huelen, fir all déi Froen, iwwer déi ech elo just geschwat hunn, ze beäntweren. Dovunner hânt de Succès vun dese Moosnamen of. Duerfir duerfe mer kee Gesetz vun zwou Zeilen an an zwee Deeg maachen.

Wéi laang soll eng Impfflicht gëllen? Ma esou laang wéi néideg a keen Dag méi laang! Duerfir plädéieren

mir, fir en Auslafdatum an d'Gesetz ze schreiwen; dat kéint d'Fréijoer 2023 sinn. Selbstverständlech kann een esou ee Gesetz zu all Moment ausser Kraaft setze respektiv verlängeren, falls d'Situatioun dat géif erfuereeren.

Och sollt ee sech iwwerleeën, wéi am Frankräich an an Éisträich eng Clause d'extinction dranzesetzen, déi d'Gesetz automatesch ofschaaft, wann d'Zuele ronderëm d'Pandemie eng gewëssen Zäit ënner engem gewëssen Niveau bleiwen. An Éisträich soll dat vun enger spezieller Kommissioun festgestallt ginn.

Iwwer all déi Froen, déi de Schéma vaccinal uginn, wéi mat geheelte Persounen ze verfuereen ass, wéi eng medezinesch Exceptioun solle gëllen an esou weider, do minge mir, sollte mer onbedéngt de Rot vun de Medezinner a vun den Experte suivéieren.

Ob ee soll de fräie Choix hunn, sech säi Vaccin erauszesichen? Idealerweise jo. Allerdéngs si mer - esou hunn ech et verstan - nach ëmmer an der Situatioun, dass net genuch Vaccin vun all eenzelnem Produzent do ass, fir dat kënnen ze garantéieren. An esou laang soll an eisen Aen den Dokter decidéieren, wat fir e Produit fir de Patient am beschten ass.

Wat d'Sanktiounen ugeet, sou wëll d'LSAP bei enger Sanction administrative bleiwen, ënnert der Konditioun, dass et net zu engem ze vill groussen administrativen Opwand féiert. Eng Sanction pénale schéngt eis disproportionéiert, well et och net soll drëms goen, d'Leit ze kriminaliséieren.

Et soll och net prioritär ëm d'Sanktiounen goen. Duerfir sollt eng laang Ulafzäit virgesi ginn, sou dass och jiddereen d'Geleeënheet kritt, sech nach impfen ze loossen. Eng Amende vu maximal 250 Euro schéngt eis hei ubruecht. Selbstverständlech wär déi repetitiv, well ee sech jo net soll kënnen fräikafen. Et mécht eis dobäi Suergen, dass mer et net ronbréngen wäerten, déi Amende dem Akommes no ze staffelen, wat vill méi gerecht wier. Allerdéngs schéngt deen Opwand, deen duerfir ze bedreiwte wier, net ze bewältigen ze sinn.

A wa mer scho beim Opwand sinn, sou léich et op der Hand, dass d'Autoritéit, déi d'Impfflicht ëmsetzt, d'Santé wier. Allerdéngs duerf ee sech froen, ob déi Servicer net elo scho komplett iwwerlaascht si mat der Pandemiebekämpfung an allem ronderëm. An heirop hunn ech, éierlech gesot, keng Äntwert.

Ze kläre sinn och nach déi ganz wichteg a komplex Froe ronderëm den Dateschutz.

Wat d'Inzidenz op d'Aarbecht ugeet, sou fënnt d'LSAP, dass mer solle bei deem bleiwen, wat mat de Sozialpartner ofgemaach gouf am Kader vum 3G op der Aarbechtsplaz. Et soll kee seng Schaff verléieren, mee et ass och selbstverständlech, dass een net bezuelt gétt, wann een net schafft kéinnt.

Ee vun de komplizéiertste Problemer ass deen, wéi mer ëmgi mat de Frontalieren. An engem Land wéi Lëtzebuerg, wou all Dag 200.000 Leit era schaffen kommen, huet dat eng grouss Bedeitung, och fir d'Infektiounsgeschehen. An eisen Ae kënnen mer dee Problem, egal wéi mer e wëllen upaken, just léisen iwwer eng gutt Koordinatioun a Kooperatioun mat eisen Nopeschlänner. Dozou gehéiert a mengen Aen och en Datenaustausch.

Insgesamt menge mir, et sollt een en eegestännegt Gesetz schafen an dat hei net och nach an dat scho komplizéiert Covidgesetz dobäischreiwen.

Här President, zur ganzer Wourecht gehéiert och, haart ze soen, dass d'Afféiere vun enger Impfflicht haut eis net hëlleft, déi héich Infektiounszuelen, déi mer haut kennen, ze bremsen.

**Une voix** | Très bien!

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Nieft der legislativer Aarbecht, déi eng gewëssen Zäit wäert an Usproch huelen, muss jo och eng Virlafzäit an esou e Gesetz kommen. An och d'Impfe selwer brauch dann nach eng gewëssen Zäit. Et ass also unzuhuelen, dass eng Impfflicht eréischt an e puer Woche respektiv Méint richteg gräift, warscheinlech am Fréijoer, wa souwi sou d'Infektiounszuele wäerten zréckgoen, sou wéi mer dat schonn déi lescht zwee Joer gesinn hunn.

D'LSAP ass awer der Meenung, dass nawell elo schonn un engem Gesetz iwwer d'Afféiere vun enger Impfflicht misst geschafft ginn, dëst well et awer duerchaus méiglech ass, dass mer am Hierscht/Wanter eng nächst Infektiounswell kéinten erliewen an et doriwuer eraus, an dat hunn och schonn anerer gesot, och méiglech ass, dass nei Virusvarianten optrieden, déi de kollektiven Immunschut méi einfach duerchbrieche kënnen oder aner Deeler vun der Populatioun treffe kéinten.

A falls dat alles sollt antrieden an deen Ament eis sanitär Moosnamen net duerginn, fir de Virus a Schach ze halen, dann hätte mer fäerdeg Texter - wann ubruecht adaptéiert -, déi mer séier kéinten a Kraaft setzen.

Och ass et eis Pflicht als Deputéiert, ëmmer erëm an ëmmer op en Neits nei Donnéeën an eis Iwwerleeungen erafléissen ze loossen. Eis Decisiounen mussen sech ëmmer baséieren op déi lescht verlässlech a verifizierbar wëssenschaftlech Erkenntnisser. Dat heescht an eisen Aen, dass mer net haut kënnen en definitive Stréch ënnert des Diskussiounen zéien, mee dass mer, wa mer all déi Froen, déi mer nach hunn, beäntwert kruten, déi sanitär Situatioun nei bewäerten, ier mer eis als Parlament definitiv festleeën.

Mir mussen wëssen, dass mer am Moment iwwer eng Momentopnam schwätzen, an net méi spët wéi haut de Mëtt hunn ech nach en Artikel gelies aus der „Financial Times“, an ech liesen Iech just d'Iwwerschrëft vir: „Omicron drives record number of children into hospital.“ (veuillez lire: „Omicron drives record cases of child Covid hospitalisation.“) Dat geheet natierlech alles op d'Kopp, wat d'Experten eis an de leschte Wochen a Méint gesot hunn.

An ech géif duerfir wierklech bieden, dass mer eis ëmmer erëm op en Neits a Fro stellen an ëmmer erëm op en Neits déi leschte verlässlech a verifizéiert Erkenntnisser an eis Iwwerleeungen afléisse loossen, ier mer eis decidéieren.

Ech géif och hei gäre mat enger anerer Behauptung opraumen, déi ech an der Lescht méi dacks héieren hunn: „D'Impfflicht hätt missen éischer kommen!“ Ech wëll deem entgéinthalen, dass mer eréischt zanter Niklosdag déi nei Variant Omikron zu Lëtzebuerg hunn an dass eis eréischt zanter kuerzem beluecht gouf, dass deesen neie Virus eis Efforten, fir d'Pandemie ze bekämpfen, futtmécht.

Och wéilt ech nach emol drun erënneren, dass mer virun e puer Méint net genuch Impfstoff haten, fir eng Impfflicht anzeféieren. Mir hunn de Choix geholl, fir esou vill wéi méiglech Leit ze boostere mat deem Impfstoff, dee mer haten an hunn; eng Decisioun, déi sech haut als richteg erweist, wësse mer dach, dass d'Boosteren e bessere Schutz géint den Omikron duerstellt.

Op deser Plaz wéilt ech och virdu warnen, d'Leit elo gleewen ze dinn, dass wa mer bis eng Impfflicht decidéiert hunn, d'Pandemie automatesch eriwuer ass an all Restriktiounen direkt kënnen falen. Dat wäert mat grousser Warscheinlechkeet net de Fall sinn. Och wa mer duerch d'Impfflicht an der Pandemiebekämpfung



e gutt Stéck virukommen, wäerte mer d'Restriktiounen nëmmen no an no an ëmmer mat Bléck op d'Infektiounen an op eis Spideeler kënnen zréckfuere. Och wësse mer nach net, wat fir eng weider Iwwerraschungen de Virus fir eis parat hält.

*(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)*

Donieft muss mer d'Efforten héichhalen, fir all d'Leit zu Lëtzebuerg zu enger Impfung ze iwwerzeegen. Breet, kamoud Offeren hu mer, an déi mussen am ganze Land ugebuede ginn. Vill, ganz vill Efforte goufen an der Kommunikatioun gemaach. Dat muss viru goen an et muss een esou geziilt wéi méiglech déi Leit errechen, déi mer nach muss fir d'Impfung gewannen.

Hei kënn och eng wichteg Aufgab op eis Hausdokteren zou, déi vill gehollef hunn an dëser Pandemie an deenen d'Patienten eigentlech am meeschte vertrauen. Si solle sech net scheien, systematesch d'Impfung unzeschwätzen an opzklären.

Här President, als Partei hu mer eis et net einfach gemaach mat dëser Fro, an anerer och net. Vill Avise goufen eis presentéiert, déi net alleguerten an déi selwecht Richtung ginn, jo, verschidden Avise si souguer kontradiktöresch. Et ass duerfir an eisen Ae wichteg, dass mer net virun de Won sprangen, dass mer eis nieft dëser Debatt déi néideg Zäit huelen, fir all d'Aspekter an all d'Konsequenze vun dëser Decisioun ze belichten.

Mir Deputéierte sinn et all eise Matbirger, de geimpften an och den nach net geimpften, schëlleg, dass mer hei elo net am Hauruckverfaren eng Impfflicht aféieren, ...

**Une voix** | Très bien!

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | ... dass mer net wéinst politeschem Aktionismus eisem Zesummeliweng eng Téitsch ginn. Mir sinn eise Bierger schëlleg, dass mer zilorientéiert, evidenzbaséiert, reflektéiert, gutt informéiert a gutt verständlech Decisiounen huelen, déi si, d'Bierger, och novollzéie kënnen! Dovunner hänkt ganz villes of.

Ech sinn elo um Enn vu menger Ried. Ech mengen, mir stinn awer net um Enn vun dëser Diskussioun. Am Contraire: Vill Froen stinn nach op a muss gekläert ginn. Vill Avisen hu mer zwar bis elo scho kritt, fir déi ech alleguerte wéll Merci soen. Vill weider Avise wäerten awer nach an deenen nächste Wochen erakommen. Och d'Diskussioun vun haut ka vläicht nach nei Elementer an eis Iwwerleeungen erabréngen.

Mir hunn de Leit vill ofverlaangt an dëser Pandemie, net gären, mee well et noutwendeg war. Mir mussen awer och uecht ginn, dass d'Aschnëtter an d'Fräiheeten net zur Normalitéit ginn, dass mer op eemol bereet wäeren, alles ze sacrificéieren. Eis Moosname ware bis elo ëmmer gutt duerchduecht an esou gutt wéi méiglech argumentéiert, baséierend op dem Kenntnisstand vun deem Ament. Dat muss och an Zukunft nach esou sinn, fir dass mer um Enn net d'Pandemie zwar iwwerwonnen hunn, mee duerfir eist gesellschaftlecht Zesummeliweng geschiedegt hunn. Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmoos, Här Cruchten. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Josée Lorsché** (déi gréng) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären aus der Regierung, léif Kolleeginnen a Kolleegen, éier ech d'Positioun vun der grénger Fraktioun virstellen, wéilt ech fir d'éischt zwee Mercie lassginn.

Deen éischte géllt der Regierung, déi dës Diskussioun mat hirem Froekatalog un d'Chamber ugestouss huet an domat de Beweis geliiwert huet, dass dat sensibel Thema vun der Impfflicht zu Lëtzebuerg och Chefsaach ginn ass. An anere Länner gétt déi Diskussioun och gefouert an Dir wësst alleguer, dass d'Impfflicht a verschiddene Länner schon en vigueur ass.

Mäin zweete Merci geet dann u meng gréng Fraktioun an och un d'Membere vun eiser Partei a vum Aarbechtsgrupp Santé ënnert dem Marc Hansen, déi wierklech e groussen Deel dozou bäigedroen hunn, dass mer eis konstruktiv konnten austauschen an eis zesumme mat enger grousser Majoritéit op eng Positioun konnten eenegen. Dir hutt et matkritt, mir hu se schon a Kuerzform publizéiert. Meng Interventioun vun haut gétt natierlech e bësse méi laang.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wann een zréck an d'Geschicht kuckt, stellt ee fest, dass Pandemien oft mat Gerüchter a Falschinformationer verbonne sinn an dass se zanter éiwegen Zäiten eppes Rätselhaftes u sech hunn. Dat geet och aus verschiddenen Texter ervir, an deene beispillsweis folgend Satz ze fanne sinn: „Dat Frappéierend un der Pandemie war den totale Mysterium, dee se ëmginn huet. Kee schéngt gewosst ze hunn, wéi eng Krankheet et war a wéi se ze stoppe wier. Haut froe mer eis ängschtlech, ob eng weider Well wäert kommen.“ Neen, et geet hei net ëm Corona, dës Zeile stamen aus dem Joer 1919. Se stoungen am Wëssenschaftsmagazin „Science“, an deem den Hygieniker George Albert Soper eng Analys iwwert d'Ursaachen, d'Geigemoosnamen an d'Suitee vun der Spuenescher Gripp publizéiert huet. Domat verbonne war seng Fro, wat d'Mënschheet aus dëser globaler Bedroung geléiert huet, fir weider Pandemie besser kënnen ze bekämpfen.

Och nach haut, Dir Dammen an Dir Hären, werft d'Pandemie vill Froen op. Den Ënnerschied zu 1919 ass allerdéngs deen, dass d'Verbreedungsmechanisme vum Virus ganz séier identifizéiert waren a virun allem, dass a Rekordzäit e Vaccin konnt entwéckelt ginn.

An der Etüd vun 1919 gouf d'Méiglechkeet vun enger Impfung net emol mat engem Wuert ernimmt.

Dir Dammen an Dir Hären, den héije medezinesche Wäert vun den Impfungen ass haut onëmstridden. Weltwäit hunn d'Impfungen e groussen Afloss op de Réckgang vun der Stierflechkeet an op d'Verbesserung vun der Liewensqualität.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Josée Lorsché** (déi gréng) | Am Fong ziele se zu de wierksamste Moosnamen iwwerhaupt, fir esouwuel den eenzelen wéi och den öffentleche Secteur an déi öffentlech Gesondheet ze schützen. Weltwäit ginn d'Impfungen als ee vun de gréisste medezinesche Liewensretter ugesinn.

Net anescht ass et an der aktueller Situatioun, wou eng iwwerwältigend Majoritéit vu Wëssenschaftler sech eens ass, dass d'Impfung eng zentral Roll spillt an der Bekämpfung vun der Covidpandemie an dass d'Impfung och elo an der héich ustiechender, mee méi mëller Omikron-Well massiv zum Wee an d'Endemie bäidréit.

An der Risiko-Notzen-Analys schléit de Pendel also ganz kloer an d'Richtung vun Notzen. Am Fong gehéiert et schon zum Zouloosungsverfaren, dass den Notze vun der Impfung däitlech iwwer hirem Risiko muss leien.

Nodeems elo scho bal 4 Milliarde Mënsche vollstänneg geimpft sinn, sinn och d'Reaktiounen an d'Komplikatiounen statistesch erfaasst. Ech schwätzen net

vun Niewewierkungen, well deen Term eigentlech net richtig ass. Dat ass en Amalgamm vu Reaktiounen a Komplikatiounen. Et sollt ee béid vuneneen trennen.

D'Statistik, mee och d'Erfaarung um Terrain weise ganz kloer, dass eenzel Reaktiounen optauchen, allerdéngs verzéien déi sech no zwee, dräi Deeg oder spéitstens no enger Woch an hannerloosse keng Sequellen.

Wat dann d'Komplikatiounen ueget, wéi Myokarditen, sou sinn och déi erfaasst a féiere laut den Experten net zu bleiwende Schied, et sief déi betraffe Persoune wiere scho gesondheetlech virbelaascht.

Ausschlaggebend ass, dass d'Komplikatiounen weeder vun hirer Gravitéit hier nach vun der Heefegkeet hier an iergendenger Relatioun stinn zu de 5,5 Milliounen Mënschen, déi duerch eng Covidinfektioun ëm d'Liewe komm sinn. Dass d'Impfung vun haut also keen Experiment un der Mënschheet sinn, wéi dat oft dobaussen op der Strooss geruff gétt a wéi et esou gäre behaupt gétt vu verschiddene Leit, mee eng verlässlech wëssenschaftlech Basis hunn, ass ganz einfach eng Tatsaach an et ass eng Chance.

An och wann d'Phas 3 verlängert ginn ass an der Zouloosungsprozedur, sou huet dat kee verdächtigen oder mysteriéisen Hannergrond. Den eenzege Grund vun der Verlängerung ass deen, dass d'Dauer vun der Effikasitéit an d'Noutwendegkeet vu méifache Rappeller, mee och d'Wierksamkeet op verschidde Varianten nach méi am Detail analyséiert ginn. An dat kann een net oft genuch erklären.

Mat dëser Feststellung wéll ech natierlech d'Angscht virun der Impfung net verharmlosen oder lächerlech maachen. Laut enger rezenter franséischer Etüd ass d'Angscht majoritär de Grond, firwat eng Persoun sech net impfe léisst. Fir dës Mënschen d'Angscht ze huelen oder fir se ze léieren, rationell mat hirer Angscht ëmzegoen, geet et net duer mat der Verbreedung vun allgemengen Informatiounen iwwert d'Impfung. Hei muss eiser Meenung no geziilt opgekläert ginn, och individuell, an d'Onwourechte muss kategorieesch widerluecht ginn, woubäi net nëmmen d'Medezinner gefuerdert sinn, mee mir alleguer.

Net manner wichtig ass an der aktueller Omikron-Well och d'Informatioun, dass dee méi mëlle Verlaf d'Impfung alles anescht wéi iwwerflësseg mécht. Ganz am Contraire, an Expertkreesser besteet keen Zweifel méi drun, dass och d'Omikron-Well besser mat Impfung wéi ouni Impfung iwwerstanen gétt. Déi grouss Chance fir eis alleguer besteet doran, dass dës méi harmlos Variant zum Iwwergang an d'Endemie bäidréit. Domat ass jo deen Zoustand gemengt, an deem d'Gesellschaft léiert, wéi bei der Gripp mam Virus ëmzegoen, mam Virus ze liewen, ouni op Fräiheeten ze verzichten.

D'Konditioun ass allerdéngs déi, dass eebe grad e Maximum vu Mënsche geimpft ass, an dat, éier déi nächst Well, déi nächst grouss Well nees wéi aus dem Näischt optaucht. Wann een dann awer weess, wéi schlecht mir mat eisem Impftaux vu just 72,8 % vun der Gesamtbevölkerung dostinn, da weess een och, dass d'Stierflechkeet an d'Iwwerbeleedung vun den Intensivstatiounen besonnesch zu Lëtzebuerg nach ëmmer e grouss Risiko duerstellen.

Dës Suerg ka just zu enger Konklusioun féieren: Et ass déi, dass aner Hiewelen a Beweegung muss gesat gi wéi déi, d'Covidregele reegelméisseg no uewen oder no ënnen unzepassen.

Als Gréng wëlle mir jiddwerfalls net zouloossen, dass de Gesondheetssektor sech vun enger Well an déi nächst muss eriwuerretten, dass d'Alters- an d'Fleegeheimer wéi Héichsicherheitsgefängnisser behandelt mussen ginn, fir d'Beschreibung vum Dokter

Gérard Schockmel um Radio 100,7 ze gebrauchen, an - dat wëll ech awer och ënnersträchen - mir wëlle verhënnere, datt déi Strukturen nees zougemaach gi fir de Besuch, wéi dat elo nees de Fall ass, an zwou Institutione jiddwerfalls.

A mir wëllen och net zouloossen, datt d'Schoule mussen zoumaachen, datt d'Intensivstatione vun de Spideeler sech nees Wanter fir Wanter fëllen, datt d'Behandlung vun Net-Covid-Patiente muss ausgesat ginn, wëssend datt et elo scho Retarde gëtt an datt déi ganz belasschend Fro vum Triage sech iergendwann stellt; vun de psychologesche Problemer, déi all dës Phenomeener mat sech zéien, guer net ze schwätzen.

Dir Dammen an Dir Hären, fir datt et net zu dësen Zenarie kënn, gëtt et just zwou Optiounen:

Déi éischt besteet doran, d'Fräiheete wéi bei all Wee méi oder manner anzeschränken a jee no Evoluitioun vum Virus am stëlle Lockdown ze endegen, wann de Virus nees ze vill Leit zur selwechter Zäit krank mécht. Esou en Zenario kann een eiser Gesellschaft net méi zoomudden!

Déi zweet Optioun besteet doran, Courage ze weisen a mat der Aféierung vun der Impfflicht ee fir allemol duerfir ze suergen, datt méi Mënsche sech impfe loosse! D'Virusssetzung ass a bleift fir eis awer och déi, datt d'Impfflicht Hand an Hand mat der Evoluitioun vun de wëssenschaftlechen Erkenntnisser geet.

Dat heescht, datt d'Noutwendegkeet an d'Verhältnisméissegkeet vun där Moosnam reegelméisseg vun neutralen Experten iwwerpréift muss ginn an datt e Monitoring vun der Effikassitéit vun de Vaccinen um Terrain realiséiert gëtt. Aus deem Grond war et fir eis vun Ufank u kloer, datt mir op d'Mataarbecht vun onofhängege Spezialisten ugewise sinn. A firwat an Zukunft net och Soziologen oder Sozialwëssenschaftler mat u Bord zéien? D'Regierung ass jiddefalls op dee Wee gaangen an huet en onofhängegt Expertegremium mat engem éischten Avis beoptraagt.

Haut läit e ganz aktuellen, mee och ganz opschlössrächen Avis mat entsprecher Recommandatiounen vir a bilt déi wëssenschaftlech Basis fir d'Decisioun, déi d'Politik ze treffen huet. Am Fong entsprécht dëst Virgoen engem gesonde Verhältnis tëscht Politik a Wëssenschaft an deem Sënn, datt den Expertrot d'Politik zwar beréit, mee d'Politik net vun hiren Entscheedungen befreit.

Nach ëmmer ass a bleift et un der Politik fir ze decidéieren, ob a wéi wäit se dem Rot vun den Experten an dësem ganz sensibelen Thema follegt. Dëst Thema ass ëmsou méi sensibel, well et bei der Aféierung vun der Impfflicht jo net just ëm medezinneschwëssenschaftlech Froe geet, vun deenen ech elo geschwat hunn, an och net just ëm déi faktesch beluechte Schutzwierkung vun der Impfung. Sensibel Froe stelle sech virun allem um eetheschen a verfassungsrechtleche Plang, dee mir ganz staark um Häerz läit.

D'Haaptfro ass dobäi follgend: Wéi wäit kënnen deem Einzelne gewësse Flichten am Numm vum Allgemengwuel operluecht ginn, wann dës Flichten am Widderproch stinn zum Grondrecht op Selbstbestëmmung iwwer säin eegene Kierper? A wéi wäit muss all Einzelne bereet sinn, seng Verantwortung fir déi Gesellschaft ze iwwerhuelen, an där e lieft?

Als Gréng schlësse mir eis an dës Froen dem nationalen Eethikrot an a villen anere Gremien och, déi de Prinzip vun der Solidaritéit an hiren Avisen däitlech ënnerstrach hunn. Esou schreift den nationalen Eethikrot ganz richtig, datt de Solidaritéitsprinzip net just um Recht berout, vum Virsuergestaat ze profitéieren

- ech mengen, de Claude Wiseler huet dat do och gesot -, de Solidaritéitsprinzip bedeit och, datt d'Biergerinnen an d'Bierger Flichten hunn. Dës Flichte si moralescher an eethescher Natur. Am Fall vun enger Pandemie besti se aus der Flicht, d'Gesellschaft, de Gesondheetssystem an déi Schwaach ze schützen.

Op de politesche System bezunn heescht dat, datt et an enger Diktatur Flichten ouni Rechter gëtt. Mir liewen zum Gléck awer net an enger Diktatur. Mir liewen an enger Demokratie, an do gëtt et keng Rechter ouni Flichten, fir eng Ausso aus engem oppene Bréif mam Titel « Obligez-nous » ze zitieren, dee Mëtt Dezember an der Press ze liese war. « Obligez-nous » war den Optrag vum Auteur an d'Politik, fir d'Impfflicht endlech anzeféieren a sech ze traue! Et ass dee selwechten Optrag, deen ech der Regierung am Numm vun der grénger Fraktioun haut och mat op de Wee ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, egal wéi een et ausdréckt, steet eppes fest: Souwuel eis Fräiheete wéi och eis Rechter sinn an engem Gesamtkontext agebett, deen net aus engem egoistesche Sens unique däerf bestoen an ëmmer mat Verantwortung verbonden ass. An deem Sënn liwwert d'Fräiheet, iwwer säin eegene Kierper ze bestëmmen, andeems ee sech bewusst net impfe léisst, eethesch gesi kee valabelt Argument, fir der kollektiver Verantwortung de Réck ze dréien.

Natierlech ass et jiddwerengem seng Fräiheet, sech selwer a Gefor ze bréngen a seng Gesondheet ze ruinéieren. Esoubal dës Fräiheet awer op Käschte vum Vis-à-vis geet a wéi bei der Pandemie op d'Käschte vun der Gesellschaft, de Spideeler, de Kanner hirer Zukunft, de Betriber an den Aarbechtsplazen, hält dat héichgelueftend Argument vun der Fräiheet d'Strooss net méi.

D'Fuerderung vun der absolutter Fräiheet huet awer nach en aneren Aspekt, eng aner Dimensioun, an déi ass zimlech paradox. Well et ass jo komesch, datt d'Mënschen, „déi net an der Vereenzelung existéieren kënnen“, et als schwéier erdréckend empfangen, wann hinnen Affer zougemutt ginn, déi en Zesummeliewen erméiglechen. Ech mengen, Dir hutt et gemierkt, dës Feststellung staamt net vun mir, soss hätt ech et méi einfach ausgedréckt. Se staamt vum Sigmund Freud, dee schon am Joer 1927 op deen déif mënschleche Paradox higewisen huet, datt vill Mënschen hirer eegener Fräiheet selwer am Wee stinn, wa se dofir en Affer musse bréngen.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**Mme Josée Lorsché** (déi gréng) | Dës Gedanken huet de Psychiater Paul Rauchs a säi Buch « Virons le virus! » afléisse gelooss. Dëst Buch zeechent e ganz poignante Portrait vun enger fräiheetlecher Gesellschaft, déi Angscht huet, hir Repèren ze verléieren an déi staark Aschränkung vun der Fräiheet an der Pandemie komescherweis als Erlichterung erlieft huet.

Dir Dammen an Dir Hären, haut en Affer bréngen, fir muer net méi ze vereinsamen oder ze vereenzelen, wéi et an deem Zitat geheescht huet. Mat deem Affer ass natierlech d'Decisioun gemengt, sech impfen ze loosse a bewusst en Agrëff an déi kierperlech Unverseertheit zouzeloossen.

Als Géigepartie hëlleft d'Impfung awer, de Wee an déi gesellschaftlech a kulturell Fräiheet fir jiddwereen nees hierzestellen, während se vum medezinnesche Standpunkt hier keen Expertiment um Kierper ass, mee eng Noutwendegkeet.

Dir Dammen an Dir Hären, leider war net virauszeseen, datt bis haut just 72,8 % vun eiser Gesellschaft oder besser gesot 80 % vun den Erwuessenen dës

Noutwendegkeet erkannt hunn a sech fräiwëlleg impfe gelooss hunn. E Fënnepfel vun den Erwuessene sinn also net geimpft an hunn hir Verantwortung net iwwerholl.

Ech schwätze bewosst net vun de Kanner. Et ass nämlech net un hinnen, fir Verantwortung fir déi Erwuessene ze iwwerhuelen, et ass ëmgedréit. All Erwuessene, Eltere wéi Enseignante an Erzéier, droen dozou bäi, datt de Kanner hiert Recht op Bildung erhale bleift, wa se sech impfe loosse.

Ech kommen nach eng Kéier zur Verantwortung. Als Politiker hu mer och Verantwortung. An als Politiker muss mer eis och selwer froen, wou dann eis Verantwortung läit, wann d'Doktere an d'Fleegepersonal Alarm schloen, wa se emotional ausgebrannt sinn a verleet sinn, bei weidere Wellen d'Bengele bei d'Tromm ze geheien, well se et net méi packen.

A wann d'Diere vun den Alters- a Fleegeheimer wéinst steigenden Infektiounen wéi elo fir de Besuch zougemaach ginn, spéitstens da féiert kee Wee laanscht eng gesetzlech gereegelt Impfflicht, déi als Schutzpflicht ze verstoen ass an net mat Impfwang ze verwiesselen ass.

Am Fong ass d'Impfflicht dee leschte Schrëtt, wa sech erausstellt, datt d'Mëttelen, déi mobiliséiert ginn, fir d'Mënschen zur Impfung ze motivéieren, net genuch gräifen. Bei engem Impftaux, dee leider ënnert der europäescher Moyenne läit a wou mer natierlech am Ranking net uewe stinn, mee éischter an enger relativ schlechter Mëtt landen, woen ech dat do jiddwerfalls ze behaupten.

Ech kommen zu de Froen, zu den eenzele Froen vun der Regierung, wéi déi Flicht konkret soll ausgesinn. Et muss een natierlech och Äntwerte fannen, dat ass ganz kloer. Wichtig ass fir eis awer virun allem, datt mir eis iwwert d'Prinzipien eens ginn. D'Detailler mussen definitiv gekläert ginn, wann et ëm d'Ausaarbechtung vum Gesetz a vu senger Applikatioun geet.

Wat dann d'Froen ugeet, wëll ech fir d'éischt emol virauschécken, datt d'Konformitéit zu eiser Verfassung wéi bei all Gesetz natierlech onëmgängelech ass. Wann de Staat e Grondrecht beschneit, da muss dës Moosnam ugepasst sinn a se muss de Prinzipie vun der Noutwendegkeet an der Verhältnisméissegkeet entsprechen. D'Madamm Minister Sam Tanson huet dat an hirer Interventioun am Ufank ganz gutt erkläert.

A grad aus deem Grond war et an engem éischten Ulaaf wichtig, en neutralen Avis vun Experten anzezéien, well si et sinn, déi d'Evolutioun vun der sanitärer Situatioun a vun de Gefore vun der Pandemie op d'mënschlech Gesondheet an op d'Stierflechte am beschte jugéiere kënnen an d'Noutwendegkeet vun der Impfung och wëssenschaftlech beleed kënnen.

Aus deem Grond plädéiere mir als Gréng dofir, datt d'Impfflicht, falls se dann op den néidege politesche Konsens stéisst, och weiderhi vun neutralen Experte begleet a reegelméisseg op hir Necessitéit, hir Wierksamkeit an hir Resultater evaluéiert gëtt a just esoulaang a Kraaft bleift wéi néideg. Dorop kommen ech zrëck.

Nom Beispill vu Griicheland - an duerfir soen ech dem Gilles Baum Merci, datt e mech do virdrun zitéiert huet -, wou d'Impfflicht virun zwou Wochen agefouert ginn ass a wou sech a kuerzer Zäit iwwer 200.000 Mënsche impfe gelooss hunn, kann een nëmmen hoffen, datt et bei eis och zu enger Wierkung féiert.

An och an Italien ass et net anescht. D'Impfflicht ass fir Mënschen ab 50 agefouert ginn an och do geet et scho mam Impftaux Biergop.

D'Suerg, dass d'Impfflicht trotz allem keng Garantie duerstelt, fir d'Fräiheete kuerzfristeg op alle Pläng nees hierzestellen, ass natierlech total berechtigt. Souguer wa mer en Impftaux vun iwwer 90 % bei den Erwuessenen hunn, heescht dat nach ëmmer net onbedéngt, dass vun haut op muer all Covidreegel opgehuewe ka ginn, jee nodeem wéi eng Wellen nach op eis zoukommen. Et gëtt der jo genuch. Et muss awer eist Zil sinn, an dat Zil erreeche mer ëmsou méi séier, wat mer méi Mënschen impfe kënnen.

Wourop et an enger éischter Etapp jiddwerfalls ukënn, ass, dass eng gewësse Basisimmunität hiergestallt gëtt, virun allem eebe bei de vulnerabele Gruppen, déi als éischt riskéieren, am Spidol ze landen.

An dat féiert direkt zu der Fro, wéi eng vulnerabel Gruppen dat da sinn. Laut den Aussoe vun den Experte sinn et Mënschen ab 50 Joer, wou zum Deel aner Krankheeten dobäikommen oder ufänken dobäizekommen a wou d'Stierflechkeetsrat méi héich ass wéi bei deene méi jonke Generatiounen elo während der Pandemie.

Am Fall vu weidere Welle sinn dës Persounen natierlech am meeschte gefärdet, wuel wëssend - dat hunn d'Experten eis gëschter an der Kommissioun erkläert -, dass 70.000 Persounen iwwer 50 Joer nach net vollstänneg geimpft sinn an dass dovu 25.000 Persounen nach guer keng Impfung hunn. Dat sinn der scho vill!

Wat dann déi Professionell aus dem Santésecteur ugeet, esou handelt et sech de Schätzungen no ëm ongeféier 10 bis 15 % Ongeimpfter, déi engersäits sech selwer a Gefor bréngen, anersäits awer och hir Patienten.

Aus all dëse Grënn schloen d'Experte vir, d'Impfflicht op den Alter vu 50 Joer festzesetzen an déi Berufstätig - dat hu mer elo schonn e puermol erkläert - aus dem Gesondheetssecteur a ronderëm mat anzebezielen, well se a regelméissegem Kontakt mat den eelere Mënsche stinn.

Well déi eeler Generatioun doriwwer eraus eng gewëssen Defizienz bei der Wierksamkeit vun der Impfung opweist, ass dësen zousätzleche Schutz duerch e Cordon sanitaire absolutt néideg. Ech mengen, den Dokter Schockmel huet vu „Bretelle“ a „Cordon sanitaire“ geschwat, dat heescht en duebele Schutz.

Jo, et ass richteg - an ech kommen elo op eis Positioun ze schwätzen -, als Gréng hate mir eis fir eng generell Impfflicht fir Volljäregere ausgeschwat a louchen domat op der selwechter Linn wéi den Ethikrot a vill anerer.

De Grond war, dass mir déi erwuesse Populatioun net a Kategorien andeelen wollten, d'Suerg vun der Diskriminatioun vun der eelerer Alterskategorie gedeelt hunn an eise Reien an de Schutz am Fong direkt generaliséieren wollten, dat, fir der Tatsaach Rechnung ze droen, dass ee keng 50 Joer al muss sinn, fir vulnerabel ze sinn oder schwéier krank ze sinn.

Eng generell Impfflicht géif et doriwwer eraus erlaben, d'Diskussioun ronderëm eng sektoriell Impfflicht mat alle juristesche Knackpunkten, déi se mat sech bréngt, guer net mussen ze féieren an all Berufsgruppe gläichwäerteg ze behandelen.

Dee gutt argumentéierten a wëssenschaftlech fundéierte Vorschlag vun den Experten, d'Impfflicht dann awer elo eréischt op Mënsche vu 50 Joer an op de Gesondheetssecteur ze limitéieren, leene mer awer kengesfalls of. Dat wär de falsche Wee. Mir leenen e virun allem och net of, well en de Prinzippe

vun der Necessitéit a vun der Verhältnisméissegkeet reng wëssenschaftlech gesi besser Rechnung dréit, andeems e geziilt op déi Kategorien ausgeriicht ass, wou d'Liewensgefor am gréissten ass.

A wéi sot ee vun den Experte gëschter an der Kommissioun esou schéin: „D'Flichtimpfung an enger Kategorie schléisst d'Impfung an anere Kategorie kengesfalls aus.“ Dat ass jo kloer. Jiddefalls därfer net den Androck entstoen, wéi wann d'Impfflicht fir iwwer 50-Järegere d'Impfung fir méi jonk Generatiounen géif iwwerflësseg maachen.

Eng wichteg Fro stellt sech natierlech och bei der Dauer, wéi laang d'Impfflicht soll gëllen. D'Experte proposéieren, dass se am Summer 2024 soll auslafen. Als Gréng ënnerstéize mer dës Propositioun, well bis zum Summer 2024 jo nach vill Mënschen de Virus wäerten erwëschen - dat stelle mer elo scho fest -, respektiv awer och scho geimpft sinn.

D'Immunität an der Bevëlkerung läit a gutt zwee Joer also warscheinlech vill méi héich wéi haut. Natierlech hunn ech keng Glaskugel dobäi an ech kann och net als Hellseeërin hei oprieden.

Fir d'éischt stellt sech awer d'Fro, wéini d'Impfflicht dann iwwerhaapt a Kraaft triede soll, wa mer eis bis op de Prinzippien eens sinn. An et schéngt sech jo erauszeshielen, dass dat de Fall ass. Dat ass engersäits natierlech eng Fro vu politischem Konsens, anersäits ass et awer och eng Fro vun de legislativen Aarbechten, déi jo ëmmer eng gewëssen Zäit an Usproch huelen, virun allem dann, wann et sech ëm eng ganz komplex Matière handelt, wou den Däiwel am Detail läit.

Eise Wunsch ass grouss, dass déi legislativ Aarbechten esou zügeg wéi méiglech ofgeschloss kënnen ginn, fir dass mer prett sinn, éier déi nächst Well zouschléit, spëtstens virum Summer, fir dass mer am Hierscht prett sinn an och schonn eng ganz Rei Leit geimpft sinn, wann den Hierscht kënn.

Eng aner Fro, déi gekläert muss ginn, ass déi vun der Erfassung vun den ongeimpfte Persounen. Als Gréng si mer der Meenung, dass kee Wee laanscht d'Mise en place vun enger legaler Basis féiert, déi den zoustännegen Autoritéiten et erlaabt, op detailléiert Impfdaten zrëckzegräifen, natierlech ouni d'Reegele vun de Dateschutz ze verletzen.

Wat d'Erfassung vun de Mënschen ugeet, déi am Ausland geimpft gi sinn an net zu Lëtzebuerg agedroe sinn, sou schloe mer vir, dass dës Fro iwwer e Courier gereegelt gëtt, an deem déi Betraffe gebiede ginn, der Santé déi néideg Informatiounen zu hirer Impfung matzedeele. Et muss een och e gewëssent Vertrauen an d'Leit hunn an hoffen, dass d'Kollaboratioun klappt.

Méi quokeleg sinn d'Froer ronderëm den Émgang mat de Frontalieren. Do hu mer och laang driwwer diskutéiert. Et sinn déi Mënschen, déi net ënner eis Gesetzgebung falen an déi sech trotzdeem net aus der Verantwortung därfer schlächchen.

An engem sougenanntem Europa ouni Grenze ware mer schonn d'lescht Joer der Meenung, dass konsequent Grenzkontrollen inakzeptabel sinn, well se dem europäesche Geescht net entsprechen. D'Optioun, den Impfpass vun den iwwer 50-Järegere op der Grenz ze kontrolléieren, wéi ee sech dat vläicht kéint virstellen, ass fir eis guer keng Optioun, vun de Waardezäiten a Stauen, déi mer de Frontalieren domat all Dag géifen zoomudden, elo mol ofgesinn.

Eng éischter pragmatesch Léisung besteet fir eis doran, kee speziellen Dispositif anzeféieren, wuel wëssend, dass ganz vill Frontaliere souwisou jo dann ënnert déi sektoriell Impfflicht am Santéberäich

falen, wuel wëssend, dass déi meescht Frontalieren, déi an eise Land schaffen, oder jiddefalls e ganz groussen Deel vun hinnen, an deem Beräich beruflech ënnerwee sinn. An dass déi aner Frontalieren, déi net an deem Secteur schaffen, dann awer ënnert den 3G falen, dee jo an de Betriber en place ass.

Am Bausecteur sinn der natierlech och ganz vill. Ech kucken dem Dan Kersch säi Bléck. Ech si mer bewosst, dass mer net nëmme just am Santésecteur vill Frontalieren hunn, mir si generell gutt opgestallt, wa mer d'Zuele kucken an alle Secteuren, wat d'Beschäftegung vu Frontalieren ugeet. Dat ass mer ganz kloer.

Ech hunn déi Aussoe gemaach, och well mer am Santésecteur eigentlech 66 % Frontalieren hunn, sou ass d'Proportionalitéit awer do ganz grouss.

Zum 3G. Wann deen Dispositiv dann opgehuewe sollt ginn, fréier oder spéider, muss natierlech eng nei Léisung ausgeschafft ginn. Do wëll ech mech elo net dozou ausdrécken, well mer der Meenung sinn, dass déi Léisung mat de Sozialpartner sollt diskutéiert an da festgehalde ginn.

E weidere Punkt, deen d'Regierung thematiséiert huet, ass dann nees méi medezinescher Natur a betrëfft de Schéma vaccinal. Méi konkret geet et hei ëm d'Fro, wéini de Schéma vaccinal als komplett unzegesinn ass. Hei plädéiere mir Gréng derfir, eng gewësse Kulanz gëllen ze loosse an deem Sënn, dass eng Infektioun, déi mat engem PCR-Test festgestallt ginn ass, eigentlech mat enger Impfdosis gläichgestallt ka ginn. Medezinesch gesinn ass dat eiser Meenung no eng gutt Optioun, well eng Infektioun den Immunsystem bal grad esou gutt trainéiert wéi eng Boosterimpfung. Doriwwer eraus entlaascht dës Approche esouwuel d'Impfzentere wéi och d'Logistik hannendrun.

An do kommen ech da bei de Choix vum Vaccin. En entlaascht d'Logistik an deem Sënn, dass d'Impfzentren eigentlech mussen de Leit de Choix ginn, wéi ee Vaccin se sech wëlle sprëtze loosse. Jiddwereen, dee vun der Impfflicht betraff ass, soll de fräie Choix vum Vaccin garantéiert kréien. A genee dat setzt eng effikass a gutt Logistik viraus.

Deen nächsten Deel, zu deem ech da kommen, betrëfft d'Sanktiounen, zu deene mer eis och schonn an eiser Stellungnam geäussert hunn, allerdéngs net am Detail. Prinzipiell triede mir net fir penal Strofen an, mee fir administrativ Sanktiounen, esou wéi se och am Beräich beispillsweis vum Verkéier a Kraaft sinn, wann et sech net ëm schlëmm Delikter handelt.

Ech schwätze vu Protokoller, déi bei Ongeimpften net virun engem Delay vu sechs Méint no der Mise en vigueur vum Gesetz sollen applizéiert ginn. Dës Approche léisst de Mënsche genuch Sputt, fir sech impfen ze loosse, sech awer och ze informéieren a sech zesumme mat hirem Vertrauensdokter nach eemol gutt ze iwwerleeën, wëssend dass et eng Zäitchen dauert, bis de Schéma vaccinal dann och komplett ass. Ech mengen, et si wéier Méint.

Wat de Montant dann ugeet vun de Strofen, sou si mer der Meenung, dass en héich genuch muss sinn, fir dass e Verstouss géint d'Impfflicht net op déi liicht Schëller geholl gëtt. Dat heescht, de Montant muss méi héich si wéi deen, deen ee muss bezuelen, wann een zoufälleg emol mat engem Pneu um Trottoir steet oder d'Parkdauer iwwerschreit. Dee Montant läit hei bei 24 oder 49 Euro am Verkéier a féiert bei deene wéinegste Falschparker dozou, an Zukunft de Code de la route anzehalen. Duerfir menge mer, dass esou Montanten definitiv ze niddreg sinn.

Op där anerer Säit muss een awer och un déi sozial Dimension denken, an zwar un déi, dass en héije

Protokoll fir déi eng méi einfach ze verkraften ass a fir déi aner net. Dëse Volet ass och an eisen interne Gremien duerchdiskutéiert ginn a mir koumen zur Konklosioun, datt et vun de praktesche Modalitéiten a vum Dateschutz immens opwändig wär, Protokoller op Basis vum Revenu ze staffelen, wuel wëssend, datt dës Approche och soss néierens applizéiert gëtt. En Niddregverdänger, dee mat enger grousser Vitesse duerch e Stopp rennt an anerer gefärdet, muss net manner bezuele wéi e Groussverdänger, dee mat där selwechter Vitesse duerch dee selwechte Stopp rennt.

Eise Virschlag besteet deemno doran, e Montant festzesetzen, deem dem Portmonni zwar wéideet, méi wéideet wéi de Protokoll, deem e kritt, wann e mat engem Pneu um Trottoir steet, ouni awer d'Niddregverdänger komplett ze ruinéieren.

Iwwert d'Gréisstenuerdnung léisst sech diskutéieren an och mir wëllen eis zu dësem Moment net festleeën, well et wierklech eng Fro vu Verhandlungen ënnereneen ass.

Net onwichtig ass awer, an deem Kontext nach ze betounen, datt eng Strof am Fall vun Onbezuelfarkeet iwwer e Recours en réformation an iwwer eng Assistance judiciaire um Geriicht kann ugefecht ginn. Dat Recht muss de Leit och bewusst sinn a matgedeelt ginn.

Am Schreiwes vun der Regierung gëtt dann och d'Fro opgeworf, wéi e Ministère iwwerhaapt fir d'Sanktiounen zoustänneg soll ginn. Fir eis ass dat de Santéministère, fir kohärent ze bleiwen, vu datt dee selwechte Ministère och zoustänneg ass, wann et sech ëm Strofen handelt, déi am Covidgesetz festgehale sinn. Wat dann d'Inzidenzen op den Aarbechtsmaart ueget, esou ass et fir eis kloer, datt d'Personal aus dem Santésecteur nach just ënnert dem 2G Zougang zur Aarbecht ka kréien an datt aner Secteure weiderhin ënnert dem 3G lafen.

Hei bleift natierlech ze klären, wéi eng Beruffer a Serviceprovider schlussendlech ganz genee ënnert d'Impfflicht falen a wéi eng net - dee Secteur ass nämlech immens grouss a komplex - a wéi et dann och mam Secteur vun Handicap ausgesäit. Mir mengen, datt och dee misst abezu ginn. Déi Fro huet d'Regierung net gestallt, mee mir menge schonn, dass se relevant ass.

Eng weider Fro bezitt sech dann op déi méiglech Lizenzéierung vun net geimpfte Persounen. Am Fong gouf dës Fro schonn am Kader vum 3G mat de Sozialpartner gekläert a mat Nee beäntwert. Dobäi soll et eiser Meenung no bleiwen, well d'Sanktiounen fir Ongeimpfter si scho Strof genuch.

Aus deem selwechte Grond si mir och net der Meenung, datt Netgeimpfter zu enger Kierzung vum Gehalt solle forcéiert ginn, dat heescht, datt se manner solle verdéngen.

Wou mer eis awer zousätzlech Sanktiounen virstelle kënnen, ass bei der Fälschung vun de sougenannte „Gefällegkeetszertifikater“, dat heescht, bei der Ausstellung vun de Certificats de complaisance. All Fälschung vum Dokument muss bestrooft ginn an dat kann einfach net akzeptéiert ginn.

Datt d'Amendé widderholl solle ginn, wann eng Persoun d'Impfflicht definitiv net respektéiert, fanne mer och net onbedéngt néideg. Mir tendéieren éischter zu schrëftleche Rappeller an zum Dialog. Prinzipiell si mer nämlech der Meenung, datt d'Iwwerzeuggsaarbecht an d'Informatioun och bei der Aféierung vun der Impfflicht eng ganz grouss Roll ze spille kritt. Mir kënnen eis souguer virstellen, Dir Dammen an Dir Hären, datt de Staat an dëser Matière eng individuell ausgericht Informatiounspflicht operluecht

kritt, éier mer iwwerhaapt emol vun der Verdueblung oder vun der Multiplikatioun vun den Amendé schwätzen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ëm d'Kommunikatioun, ëm d'Informatioun an ëm den Opbau vu Vertraue geet et elo a mengem leschten Deel. Onofhängeg vun Impfflicht oder Fräiwëllegkeet ass et onëmgänglech, d'Impfmotivatioun bei den Impfzögerer ze erhéijen, Ängschten ofzebauen a virun allem déi Mënschen ze errechen, déi bis haut duerch d'Informatiounsnetz gefall sinn.

D'Beispill vu Bremen, wou d'Informatiounen an zéng Sproochen zirkuléieren, wou spezialiséiert Impfteams mat Sozialaarbechter an anere sech bis an de leschte Wénkel vun all Quartier deplacéieren, fir mat de Leit ze schwätzen, hunn ech schonn e puermol op dëser Plaz ernimmt an dorop kommen ech elo net méi zrëck.

Ech wëllt awer eng interessant Etüd ernimmen, déi kierzlech vu fënnf franséische Chercheure realiséiert ginn ass. An der „Libération“ vum leschte Weekend fannt Der déi néideg Detailer dozou.

D'Zil vun där Etüd war, d'Ongläichheet beim Accès zum Vaccin méi genee ze analyséieren, well wa mer d'Impfflicht op d'Alterskategorie ab 50 ausriichten, bleift jo nach ëmmer déi Kategorie drënner, déi net obligéiert, mee motivéiert muss ginn. Et geet hei wuelweislech net ëm déi kategoresch Impfverweigerer, déi ganz einfach net errechbar sinn a bei deenen een éischer d'Gefill huet, all Dialog wär en Dialogue des sourds. Et geet ëm déi Mënschen, déi aus sozialen a kulturellen Ursachen nach net errecht gi sinn.

Wat d'Chercheuren a Frankräich festgestallt hunn, zielt ganz sécher och fir Lëtzebuerg. D'Analys huet erginn, datt déi sougenannt Impfdisparitéiten un zwee Haaptfacteure festgebundene sinn: Deen éischte bezitt sech op de Chômageaux an op d'Aarmut, deen zweeten op d'Wunnkonditiounen.

D'Konklosioun war déi, datt déijéineg Lokalitéiten, wou de Chômage am héchsten ass, wou d'Aarmut am héchsten ass a wou d'Wunnkonditiounen am schlechteste sinn, och déi Lokalitéite sinn, wou am mannste geimpfte Leit liewen.

Konkreet spigelt des Konklosioun sech zum Beispill doran zrëck, datt zu Paräis am éischer wuelhabende siwenten Arrondissement nach just 11 % vun de Residenten net geimpft sinn. Am drëtten Arrondissement zu Marseille, wou vill defavoriséiert Mënsche liewen, sinn 29 % net geimpft. Et ass also kloer, datt den Impftaux e Spigelbild vun de sozialen Inegalitéiten duerstellt an datt deen Aspekt an Zukunft méi an d'Gewiicht muss falen.

Dobäi denken ech fir Lëtzebuerg notament och un d'Sproochevillfalt, déi besonnesch an defavoriséierte Milieuen extreem grouss ass a virussetzt, datt um Portail vun der Santé, mee net nëmme do, a méi wéi véier Sprooche kommuniquéiert gëtt, dëst an engem Land, wou 150 verschidden Nationalitéiten ënnerwee sinn. Mir mengen, déi heite Reflexioun wär eng Iwwerleeung wäert fir d'Zukunft.

Et setzt awer och virus, datt d'Prozeduren an d'Formalitéiten, déi mat der Impfung verbonne sinn, geziilt an deene méi isoléierte Milieuen erkläert ginn, wuel wëssend, datt se fir Mënschen aus bildungsferne Schichten eppes duerstelle wéi e Buch mat siwe Sigelen. Ech denken doriwwer eraus un den Opbau vu Vertrauen an Empathie.

Wann den Emmanuel Macron deene schlecht informéierte Mënschen näischt aneres ze soen huet, wéi datt se den Numm „Citoyen“ net méi verdéngen, dann erhéicht en domat net den Impftaux, mee d'Spaltung vun der Gesellschaft.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Josée Lorsché** (déi gréng) | Dat ass ganz sécher net déi richteg psychologesch Approche, fir déi Leit an d'Boot ze kréien. Net manner wichtig ass déi konsequent Bekämpfung vu Feelinformatiounen, déi notament drop ofzilen, eebe grad Ängscht ze verbreden. An duerfir muss eng Géigestrategie opgebaut ginn, déi net nëmme geduecht ass, fir d'Fakte kloer ze erklären. Dat gëtt wierklech scho laang a gutt gemaach. Et geet villméi drëms, d'Lige konsequent beim Numm ze nennen, Falschinformatione kloer ze widerleeën an d'Gesellschaft méi resistent géint Fakenews ze maachen, ...

**Une voix** | Très bien!

**Mme Josée Lorsché** (déi gréng) | ... esou zum Beispill, datt d'Impfung bei Fraen zu Onfruchtbarkeet géif féieren oder datt mRNA-Impfungen d'Geene géife veränneren. Dat ass ganz einfach net wouer.

Spéitstens, Dir Dammen an Dir Hären, wa Fakenews liewensgefäerlech Konsequenzen hunn, ass et un der Zäit, fir konsequent géint d'Manipulatioun duerch Lige virzegoen.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Josée Lorsché** (déi gréng) | Dobäi muss een och wëssen, datt verschidde Mënschen ab engem gewëssenen Alter oder opgrond eebe vun hire Liewensbedingungen den Uschloss un déi digital Welt verpassen an net déi néideg Mediekompetenz oder technesch Outilen hunn, fir sech regelméisseg iwwer verlässlech Kanäl ze informéieren.

Domat hunn ech d'Ronn souzeseo vun de Froe gemaach, mee och vun eisen Iwwerleeungen. Fir ofzeschléissen, wëllt ech awer trotzdeem nach e puer Punkten ervirhiewen, déi net vun den Experten thematiséiert gi sinn.

Ech verweisen dobäi op eng Stellungnam, déi den Intensivmedezinner Jean Reuter aus dem CHL de leschte Sonndeg an de sozialen Netzwerker publizéiert huet, an dat op eng ganz konstruktiv Aart a Weis.

An der Santékommissioun vu gëschter hunn ech déi Punkten opgeworf an hunn och ganz kompetent Erklärungen vun den Experten dozou kritt. Se bezéie sech op d'Risiken, déi vun zukünftige Varianten op déi méi jonk Mënsche kënnen ausgoen. Ech wëll ënnersträichen, datt d'OMS och gëschter do virdu gewarnt huet.

En anere Punkt, dee vum Intensivmedezinner opgeworf ginn ass, war deen, datt d'Analys vun den Experte sech vill op d'Mortalitéit konzentréiert an aner Problemer wéi Laangzäitschiet net betruecht respektiv datt d'Impfflicht iwwer 50 riskéiert, zu der Verharmlosung vun der Krankheet fir déi ënner 50-Järeg ze féieren. Hie gëtt ze bedenken, datt bal en Drëttel vun de Patienten, déi op der Reha vum CHL louchen, méi jonk ware wéi 50 Joer an datt eng staark Zirkulatioun vum Virus och fir verschidde Persounen aus méi jonken Altersgruppen e permanent Damoklesschwäert duerstellt.

Dir Dammen an Dir Hären, als Gréng si mir der Meenung, datt dës an aner Iwwerleeungen an enger nächster Etapp och transparent diskutéiert sollte ginn, eebe grad well se vill Leit dobause beschäftegen a well sech ganz vill Froen dozou gestallt ginn. Alles, wat ëffentlech diskutéiert gëtt, dréit zur Opklärung bäi.

An och dowéinst ass et gutt a richteg, eis bei dëse Punkte weiderhi vun den Experte guidéieren a beroden ze loossen. Datt et dem aktuellen Expertegrupp gelongen ass, a kuerzer Zäit e gutt fundéierten Avis

opstellen an eis déi néideg wëssenschaftlech Basis ze liwweren, fir eng Decisioun kënnen ze huelen, verdéngt jiddwerfalls eise Respekt an och e grouse Merci.

Ofschléissend wéilt ech dann awer och am Numm vun der grénger Fraktioun betounen, gradewéi meng Virriedner, datt mir eis dësem Avis uschlëssen. Ech verheemlechen Iech awer och net, datt mir weider Analysen extreem wichteg fannen, fir der Evoloutioun vun der Pandemie Rechnung ze droen.

Sollt sech an enger nächster Etapp erausstellen, datt et mat der alterslimitéierter a sektorieller Impfflicht fir de Santésecteur net duergeet an datt weider Secteuren an aner Altersgruppen abezu musse ginn oder awer, datt spéiderhin eng generell Impfflicht soll agefuert ginn, datt déi sech opdrängt, si mer ganz sécher bereet, mat op dee Wee ze goen.

Um internationale Plang gëtt et mëttlerweil esou vill Impfflichtvariante wéi Covidvarianten. Och dat muss ee bedenken.

Dir Dammen an Dir Hären, an enger Pandemie dierf d'Politik sech jiddwerfalls net viru méi heikelen Decisiounen ducken. Se soll net zécken, sech net verstoppen a sech net endlos an d'Diskussioun iwwer verschidde Stoussrichtungen verstrécken.

Länner, déi dat maachen, kommen dem Enn vun der Pandemie jiddwerfalls kee Schrëtt méi no, villméi loosse se den Androck entstoen, datt se aus Angscht virum eegene Courage net à même sinn, mat deenen Instrumenter ze schaffen, déi d'Wëssenschaft hinne liwwert.

Dozou dierf et zu Lëtzebuerg net kommen. An ech sinn iwwerzeugt, datt et net wäert dozou kommen. An duerfir plädéiere mir als Gréng fir eng zügeg Ausaarbechtung vun engem Projet de loi iwwert d'Impfflicht, deen de Wee eraus aus der Pandemie an eran an d'Fräiheet ganz sécher wäert beschleunegen. Domat komme mir e gutt Stéck weider a weisen, datt d'Mënscheit méi schlau ass wéi 1919.

Villmools merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Madamm Lorsché. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mir soen als ADR och Merci, datt mer d'Geleehheet hunn, elo iwwer eng Impfflicht hei ze diskutéieren. Et ass eng Debatt, déi mer begrëssen. Et ass eng ganz wichteg. Ech wäert direkt e puer méi allgemeng Bemierkungen dozou maachen.

Mir soen och Merci fir de Positionspabeier, deen d'Regierung eis ginn huet, déi Froen, déi mer kruten. An ech wéll och an deem Merci net déi Experte vergiessen, déi wierklech eng ganz interessant Aarbecht gemaach hunn, all déi vill Leit, déi och Avise ganz kuerzfristeg geschriwwen hunn an eis domadder vill interessant Iwwerleeunge ginn hunn.

Ech hunn haut schonn e puer Saache geléiert, an net onbedéngt elo Saachen, iwwert déi ech ganz frou sinn. Den Här Staatsminister huet am Ufank direkt gesot: „Ma mir hunn eigentlech där Diskussioun virgeggraff. Mir hu schonn eng Decisioun geholl an deem Sënn, datt mer eng Impfflicht wäerten aféieren.“ Dat wär decidéiert.

Dat war awer net dat, wat am Ufank gesot gouf. Et gouf gesot - ech mengen, den Här Wiseler hat dat och gesot -, mir géifen hei eng Diskussioun féieren.

*(Interruption par M. Xavier Bettel)*

O, Dir hutt gesot, déi Diskussioun ... Also eng Impfflicht kënn, wann ech Iech richtig verstane hunn. An Dir hutt Iech op den Experte grupp beruff. Dir hutt gesot, d'Wëssenschaft hätt dat decidéiert.

*(Interruption par M. Xavier Bettel)*

Dat ass net d'Regierung! D'Wëssenschaft huet dat decidéiert. An dat, wat mer wëllen hei umierken, dat ass awer dat heiten: Ech mengen, mir hu kee Gouvernement des experts. An eng Regierung ka sech der Verantwortung och net entzéien. Et ass schonn eng Decisioun vun der Regierung, wéi ee Projet de loi hei virgeluecht gëtt. An et ass eng Decisioun vum Parlament, ob mer dat akzeptéieren oder net.

Well wa mer hei higinn a soen: „D'Wëssenschaft decidéiert, e Grupp vun Experten decidéiert ...“ Dat sinn eminent Leit, hir Qualitéit wéll ech net a Fro stellen. Et kann awer net esou sinn, datt mir eis dedouanéieren als Politik a soen: „Hei, d'Experten decidéieren dat.“ Wéi eng Experte sinn dat? A wéi enge Beräicher géife mer dat maachen? Also do musse mer scho kloer Grenzen zéien.

Eng zweet Bemierkung ass eng, bei där ech op dat wéll agoen, wat d'Madamm Justizminister gesot huet. Si ass elo leider net hei, dat deet mer leed, well et ass schonn, mengen ech, ganz wichteg, datt mer eis hei awer iwwert d'Notioun vum Rechtsstaat eenegen.

D'Madamm Gesondheitsminister hat gesot, mir wäeren an engem fortschrëttleche Rechtsstaat. Eng interessant Notioun, déi Dir benotzt hutt, Madamm Minister. A mir haten och héieren, datt den Avis vun der Universitéit Lëtzebuerg seet, mir wäeren an enger Zon vun experimentellem Recht. An d'Madamm Justizminister hat d'lescht Woch am Kloertext gesot, an ech zitéiere si: „Dat sinn awer Prinzippien“, also si schwätzt, wuelgemierkt, iwwert d'Grondrechter, an eisem Land, „dat sinn awer Prinzippien, déi kënnen ageschränkt ginn. A mir hunn effektiv allgemeng Grondrechter, déi virgesi sinn, mee se sinn awer relativ, dat heescht, se kënnen ageschränkt ginn, wann de Gesamtnotze méi grouss ass.“

Mir sinn also hei an enger Diskussioun, an där eis Justizministesch vu relative Grondrechter schwätzt, d'Universitéit vun enger experimenteller Rechtszon an d'Gesondheitsministesch vu fortschrëttlechem Rechtsstaat.

Mir als ADR, mir hunn eng ganz einfach Positioun: Mir hunn eng Verfassung, mir hu Gesetzer, mir hu Grondgesetzer, Grondrechter, un deene mir festhalen, mir wëlle weeder experimentell Recht hei nach wëlle mer besonnesch fortschrëttlech sinn. Mir wëllen einfach d'Rechter vun de Leit verdeedegen.

*(Interruption)*

An elo kënn déi Diskussioun hei iwwer eng Impfflicht an eng fragiliséiert Gesellschaft eran. Ech mengen, dat muss ee ganz kloer gesinn! Déi Gesellschaft huet ganz vill Problemer mat deenen zwee Joer Pandemie. Dat fänkt och u bei rechtsstaatleche Saachen, wéi zum Beispill: Wéi fonctionéieren eis Institutiounen? Jo, den Här Baum hat dat ënnerstrach. Mir hunn et effektiv fäerdegbruecht, hei am Parlament ëmmer déi verschidde Gesetzer ze stëmmen an dee Prozess dach eenegermoossen ze begleeden.

Mee awer muss ee soen, datt eng Regierung, déi e Parlament praktesch forcéiert, bannent zwee, dräi Deeg Gesetzer ze huelen ..., do ass awer net dee Respekt virun den Institutiounen feststellen, dee mir eis géife wënschen.

Wéi ass eist Zesummeliewen? Et si grouss Griewer an eiser Gesellschaft. Et ass vill Aggressivitéit. Muer

schwätze mer iwwert d'Press. Ech mengen, den Här Arendt huet déi Initiativ geholl, fir eis muer an eng Diskussioun iwwert d'Press ze féieren. Dat ass eng ganz gutt Saach, well wéi vill Aggressivitéit hu mer och an eise Medie gesinn? Wéi vill Marginaliséierung vu Leit, déi eng Meenung verrieden, déi net de Mainstream duerstellt?

*(Interruption)*

An dat ass awer och d'Wiese vun der Demokratie: datt mer tolerant sinn a Leit zur Sprooch komme loossen. Wat hu mer gesi bei den Demonstratiounen? Jo, et ass richtig, eng Demonstratioun soll ugemellt sinn. Et ass net akzeptabel, wann op d'Police gespaut gëtt oder wann iergendwéi do Leit mengen, si kéinten d'Police aggresséieren. Mee wat d'Regierung gemaach huet ... Den Här Kox ass haut leider net do, mee ech wéll hei ganz kloer soen, datt mir hei an engem Land sinn, wou duerch eng Decisioun ... Den Här Kox ass responsabel, datt Leit, déi friddlech demonstréiert hunn, stonnelaang bei 1° Celsius, ...

*(Interruption)*

... bei 1° Celsius an der neier Avenue blockéiert waren ouni Toiletten, ouni Iessen, ouni Drénken. Dat ass fir Lëtzebuerg net akzeptabel!

*(Brouhaha)*

Dat ass net akzeptabel!

*(Coups de cloche de la présidence)*

An Dir braucht dat net ze verdeedegen, Här Staatsminister. Et ass net akzeptabel! Mir hätte gär, datt d'Leit kënnen friddlech demonstréieren an datt d'Demonstrationsrecht an dësem Land net a Fro gestallt gëtt.

*(Brouhaha)*

Wéi ass et ... Kommt, mir ginn op den nächste Punkt. Wéi ass et mat der Héiflechkeet, nëmme mat der Héiflechkeet a mat der Gaaschtfreundschaft? Ech wéll Iech soen, fir déi Leit, déi derbäi waren ... D'Madamm Lenert war d'lescht Woch derbäi: Mir haten hei zwou Petitiounen diskutéiert an dësem Parlament, ...

*(Interruption)*

... mir haten zwou Petitiounen an dësem Parlament diskutéiert. Do hate mer souguer e Prix Nobel heibannen. Mir haten de Luc Montagnier ...

**Plusieurs voix** | O!

*(Brouhaha)*

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Jo, Är Reaktioun ass ganz interessant. Mir haten de Luc Montagnier, Prix Nobel, an en ass hei ... Et kann ee jo mat senge Vuen iwwer Covid d'accord sinn oder net d'accord sinn. Mee wéi ass deen Här hei behandelt ginn? Et ass dat, wat mech genéiert huet. E Prix Nobel! Et ass keng eenzeg Zeitung hei am Land, déi en Interview mam Luc Montagnier ugefrot huet.

**M. Sven Clement** (Piraten) | E Ligener, Här Kartheiser, e Ligener!

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Deen ass eng Capacitéit, eng Sommitéit an en ass awer hei kaum zur Sprooch komm. Ech wéll dat just soen. Wéi gesot, ob een d'accord ass mat him oder net d'accord, dat ass eng aner Saach.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Deen ass nach ze vill zur Sprooch komm!

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Awer wéi e Respekt weise mir géint iwwer esou Leit?

*(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)*

Gutt. Elo déi Impfflicht. Ech ka verstoen, absolutt verstoen, datt ganz vill Leit hei am Land fir eng

Impfflicht anrieden. Un éischer Plaz, un éischer Plaz d'Dokteren an d'medezinnescht Personal, déi Leit leide gesinn, stierwe gesinn an déi hiner Hänn dacks kee Rot méi wëssen. Dat ass normal! Wann ech an där Situatioun wär als Dokter, géif ech och warscheinlech hei stoen a soen: „Mir müssen déi Impfflicht onbedéngt hunn, mir müssen deem Leiden en Enn setzen. Kommt, mir verharmlosen de Corona net.“

Corona ass eng potenziell déidlech Krankheet.

**Plusieurs voix** | A!

*(Brouhaha)*

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | An dat muss mer einfach ... Jo, majo, mee kloer! Dat muss een de Leit soen. An ech verstinn, datt d'Leit den Dokteren ...

*(Interruption)*

Ech kommen ... Ech kommen op d'Argumentatioun, maacht Iech keng Suergen.

An et ass jo normal, datt och gesot gëtt: „Kommt, mir dierfen de Gesondheitssecteur net iwwerlaaschten.“ Och dat wäert ech herno am Detail kucken. Et gëtt eethesch Argumenter, d'Leit wëllen zréck an en normaalt Liewen. Et gëtt ekonomesch a finanziell Argumenter. Alles dat ass richtig. An awer - an ech wäert Iech erklären, firwat - seet d'ADR: Nee, mir wëlle keng Impfflicht! Mir setze weider op fräiwëlleg Impfungen. Dat ass eise Credo: fräiwëlleg Impfungen! Jo zur Impfung! Mir sinn net déi, déi Nee soen zur Impfung. Mir soe Jo, awer mir soen: Jo, fräiwëlleg. An dat wëll ech argumentéieren an ech wëll Iech et erklären. Mir wëlle keng Impfflicht!

Mir wëllen och déi Diskussioun hei an aller intellektueller ...

*(Interruption par M. Sven Clement)*

... Rou féieren. Well an engem Klima vun Angscht kann een dach net zu rationale Konklusiounen kommen. „Angst essen Seele auf“, sot de Rainer Maria Fassbinder eng Kéier, an dat ass absolut richtig. Kommt, mir féieren déi Diskussioun an intellektueller a moralescher Rou. Mir mussen kucken ... D'Dokteren, wësst Der, déi kucken, wéi ech grad gesot hunn, a mat vollem Recht -mat vollem Recht! - no der Gesondheet vun hirem Patient.

Als Politiker muss mer awer och no der Gesondheet vun eiser Gesellschaft kucken. Mir dierfe keen ausgrenzen, mir müssen déi demokratesch Kultur héichhalten. Mir wëlle keng Entgleisunge bei Demonstratiounen a mir wëlle keng Repressioun vun Demonstratiounen. Mir müssen eis Rou behalen. Mir wëlle keng Iwwerreaktiounen, mir wëllen e Klima vun Toleranz a Versteedsdemech.

Jo, kuckt, mir hunn hei eng Situatioun - wann ech de Staat hei kucken iwwert déi lescht Zäit -, an där mer eng dominant Regierung hunn, eng komplett dominant Regierung. Allkéiers gi Pressekonferenz gemaach an et ass natierlech politesch interessant fir d'Regierungsmemberen, dacks op Pressekonferenzen ze sinn. Mee et ass och schonn e Klima vun enger gewässer Psychos an eiser Gesellschaft.

All Moie lauschteren ech d'Neiegkeeten, all Moie kommen Inzidenzzuelen. Déi meeschte Leit kënnen dat jo net méi rational anuerdnen. Nëmme e ganz, ganz kleng Prozentsaz vun deenen Inzidenzzuelen, déi mer all Moien ze héiere kréien - e puer Dausend esou - féieren iwwerhaapt zu enger Krankheet. A vun deenen, déi krank ginn, kommen nëmme weineg Leit an eng Klinik. A vun deenen, déi an d'Klinik kommen, kommen nach laang net alleguer op eng Intensivstatioun.

Mir müssen oppassen, datt mer net e Klima vun Angscht verbreedden, well ee wéi gesot an engem Klima vun Angscht keng gutt Politik mécht. Et soll e politesche Klima sinn, deen engem demokratesche Staat gerecht gëtt, net e Klima vun Dirigismus a Repressioun.

D'Fräiheet an d'Verantwortung sinn déi Begrëffer, déi mer brauchen, an dat geet mateneen an net géinteneen. Ech wëll och warne virun enger Iwwermoraliséierung vun der Debatt. Dat héiert ee jo ganz dacks: D'Fräiheet hält do op, wou deem anere seng ufänkt. Dat ass eng moralesch Pflicht, eng eethesch Verantwortung. Dat huet alles e Kär vu Wourecht, dat wëlle mer net ofstreiden.

Awer mir kënnen net higoen an all Debatt mat moraleschen Argumenter féieren, well da gëtt et herno déi Ausweelosegkeet. Da kënne mer dat an all Politikberäich maachen, datt dat wierklech eng Verantwortung ass. Mir kënnen dat alles dréinen, vum Klima bis ech weess net wou. Dat kënne mer alles esou dréinen an et ass net, datt mir ... Mir hätte gär de Pro a Kontra vu rationalen Argumenter. An do loosse mer déi moralesch Keule do emol ewech!

Wéi argumentéiere mir? Ech hu scho vun de Grondrechter geschwat. Et muss ee kucken, datt een ëmmer ofweit, wat néideg, wat sënnvoll ass a wat am mannsten intensiv ass. Mir wëssen haut vill iwwert de Covid. Jo, et ass eng potenziell déidlech Krankheet, mee et ass och kee blanne Killervirus. Gottseidank, gottseidank! Mir wëssen haut, wie menacéiert ass. Mir wëssen et relativ genee. Mir wëssen, datt eeler Leit, midd Leit besonnesch menacéiert sinn, staark Fëmmerten, Dialyspatienten, Artheroskleros, Bluthéichdrock, geschwächten Immunsystem. Alles dat si klassesch Phenomeener vu Leit, déi e besonnesche Risiko hunn.

An d'Madamm Lenert selwer huet virdu gesot, de Risikograpp wär erkennbar. Jo, mir wëssen, wie menacéiert ass. A wa mer dat wëssen, firwat gi mer dann hin, a mir wëllen d'Leit impfen, déi selwer keen oder praktesch kee Risiko hunn? Ass dat verhältnisméisseg? Da kënne mer natierlech soen: Et ass, fir déi aner ze schützen.

Mee ech zitieren hei - et gëtt jo Leit, déi ganz gär zitieren, mir hunn där och elo viru Kuerzem bei menge Virriedner héieren - bekannt Virologen, déi och op der däitscher Televisioun waren - et gëtt jo vill Leit, déi däitsch Televisioun kucken -: Streck, Drosten. Allenzwee hu se gesot, allenzwee: „Die Impfung ist Eigenschutz und kein Fremdschutz.“ An dat muss ee wëssen, datt muss ee verstoen!

Wie geimpft gëtt, aus enger Rei Grënn, well een och kann de Virus weider iwwerdreen, well d'Wierkung vum Impfstoff relativ séier ofhëlt ... Et schützt deen Einzelne virum schwéiere Krankheitsverlaf. Normalerweise! Dat ass och ganz gutt esou. Mee et ass kee Schutz géint iwwer aneren onbedéngt, well een awer kann de Virus viruginn. Jo, manner warscheinlech, mee et kann een. An dat ass einfach de Grondprinzip.

An dofir muss een, wann ee wëll Leit de Cordon sanitaire ... ass et vill besser, permanent ze testen - well dann huet een en aktuell an zuverlässig Ergeebnis -, wéi wann ee virun e puer Méint geimpft ginn ass an een net weess, wéi do iwwerhaapt nach de Wirkungsgrad ass.

Kuckt emol: Déi kierperlech Integritéit ass jo e ganz wichtige Facteur, de Verfassungsprinzip op Respect de la vie privé. Däerf de Staat dat iwwerhaapt? Däerf de Staat medezinnesch zu engem soen: „Hei, Du gëss elo geimpft!“ Mir hunn eng Rei Iwwerleeungen hei. Mir wëssen, et gëtt ganz vill medezinnesch Argumenter do dergéint. Kuckt, mir wëssen zum Beispill net, wéi

d'Laangzäitwierkunge vun deem Impfstoff sinn. Mir wëssen et net! Natierlech gëtt gesot - dat hu Verschiddener eis erkläert -: „Mir hunn awer eng breet ...“, et gëtt vill Leit, déi geimpft gi sinn“, mee och bei deene wësse mer net, wéi d'Laangzäitwierkunge sinn.

Mir sollten dach net vergiessen, wat mer an der Vergaangenheet och un Erfarungen haten. Erënnert Der Iech un d'Affär Contergan, bei där mer dat och als Wonnermittel verkaf kruten? Wéi vill Kanner mat Behënnunge sinn herno gebuer ginn? Och dat wësse mer net.

Ech wëll net soen, datt déi Impfstoffer och dat kënnen als Konsequenz hunn. Ech wëll just soen, mir kennen d'Laangzäitwierkungen haut net an dofir sollte mer virsiichteg sinn.

*(Brouhaha)*

Ech versti komplett, wa jonk Fraen zum Beispill, déi spéider nach wëlle Kanner kréien, soen: „Hei, ech weess et net, wat d'Laangzäitwierkunge kënnen sinn. Ech wëll mech also elo net impfe loosse.“ Dat kann ech absolutt verstoen.

Mir hunn eng Diskussioun ronderëm d'Wierksamkeit vun deenen Impfstoffer. Länner, an deene ganz vill geimpft gouf - Portugal an Irland -, ware kuerz drop erëm Héichrisikogebitter. Mir wëssen, bei der Omikron-Variant ass d'Wierkung ganz niddreg, eebe wat d'Iwwerdroung ueget, a mir hu keng Anung, wéi et bei zukünftege Variante ka sinn.

Derbäi kënnt, datt eminent Virologen - an d'Madamm Lenert kennt déi Diskussioun, well si huet se d'lescht Woch bei der Diskussioun ronderëm déi Petitiounen selwer genannt -, ... datt mer elo geschwënn eng nei Generatioun vun Impfstoffer kréien. Eng nei Generatioun vun Impfstoffer, déi och soll géint nei Mutante besser kënnen wirken an och d'Ausbreedung an d'Krankheet stoppen, wat jo eigentlech eng Charakteristik vun engem Impfstoff soll sinn!

Also déi nächst Generatioun. Da stellt sech natierlech d'Fro - well och d'Madamm Gesondheitsminister dat absolutt weess, si huet et selwer gesot -, ob een elo soll eng Impfflicht aféieren, wou deen Impfstoff nach net do ass. Anescht ausgedréckt: Mir impfen elo mat engem Impfstoff, vun deem mer wëssen, datt e geschwënn duerch eng nächst Generatioun Impfstoffer wäert ofgeléist ginn. Wéi vill Impfungen muss mer maachen, wa se dann obligatoresch ginn?

De Passe vaccinal, deen ass elo op néng Méint Durée limitéiert. Néng Méint! Dat heescht, et muss ee sech warscheinlech all néng Méint, fir dat een erëm als geimpft gëllt, impfe loosse. Och de Booster, huet d'Madamm Lenert eis erkläert, kritt e Verfallsdatum. Mir wëssen nach net, wéini, mee och do gëtt gesot, datt deen och eng Kéier eng beschränkten Dauer huet. Dat heescht, et ass eigentlech en Abonnement op Impfungen, wat een da muss huelen, well et ass jo näischt anescht. Et ass éischer en Traitement, also vill Méint eng Impfung. Awer mir wëssen net, mir wëssen net, a keen heibanne weess dat, wéi dann d'Wierkung ass vu kumulativen Impfungen op eisen Immunsystem. Dat wësse mer net. Dofir géif ech mengen, sollte mer awer oppassen.

Dann: Mir hate schonn e puer Leit ... Ech wëll dat och soen: Et soll een de fräie Choix hu vum Impfstoff -evident! -, wann ee sech schonn impfe léisst.

An dann déi ganz wichteg Consideratioun vun den Niewewierkungen. Wësst Der, mir wëssen, datt et Niewewierkunge gëtt. Ech wëll net an Zifferen eragoen, an Zuelen an esou weider. Dat ass ëmmer ëmstridden. Eng op 5.000 kann déidlech sinn an esou weider. Déi Leit, déi sech domadder beschäftegen, déi wëssen dat. Mee mir hunn hei am Land

warscheinlech en Underreporting, also op jidde Fall, et ass d'lescht Woch gesot ginn an et ass vum Tarif geschwat ginn. Et ass relativ ëmständlech, esou Saachen ze mellen.

Mee mir hunn awer hei am Land, mat der Pharmacovigilance, och d'Zuele vu villen Hospitaliséierungen, vun eelef warscheinlechen Doudesfäll am Zesammenhang mat dem Impfstoff. An dofir ass et och ganz wichteg, en éierleche Reporting ze maachen. Mee wat wichteg ass, déi eethesch Fro ass déi heiten: De Staat weess, well mir wëssen et alleguer, datt och Niewewierkung vum Impfstoff existéieren, déi och potenziell kënnen déidlech sinn.

Wann also de Staat higeet an e schreift d'Impfung vir, weess de Staat, datt e mat enger gewëssener statistescher Warscheinlechkeet och Doudesfäll provoziert. Dat ass einfach esou.

Et kann een natierlech soen: Jo, mee vill manner wéi mam Covid géife stierwen. Mee dann ass awer déi ganz Diskussioun, an dofir wollt ech déi hei oprechnen: Kann de Staat Mënscheliewe géinteneen oprechnen?

Just eng Erënnerung. Mir haten hei virun e puer Joer eng Diskussioun ronderëm de Renegade, wann Der Iech erënnert. De Renegade ass deen Zenario, an deem e Fliger entfuert gëtt vum Terroristen, fir eng grouss Zuel vu Leit dout ze maachen. Do ass dann d'Diskussioun gewiescht: Däerf een dee Fliger ofschéissen - do sinn da mengetweegen 100 Leit dran -, fir ze verhënnere, datt en an de Fußballstadion flitt, wou vläicht dann 1.000 Leit sinn?

An deemools hunn d'CSV an déi dräi Gambia-Parteien géint gestëmmt, well se gesot hunn, et däerft ee Mënscheliewe net géinteneen oprechnen. Ganz interessante Rasonement. Et ass de Prinzip vum der Indisponibilitéit vum Liewen an et däerf ee Leit net géinteneen oprechnen. Dat heescht, de Staat däerf net beim Renegade eng kleng Zuel vun Affe an Kaf huelen, fir eng grouss Zuel vun Affe ze verhënnere. Dat war de Rasonement. Mee dat géllt hei jo och.

Mutatis mutandis géllt dat och! Dat heescht, déi Leit, déi soen, de Staat däerft eng Impfflicht aféieren, quitte datt e weess, datt domadder och eng Rei vun Doudesfäll provoziert ginn - dat ass eeben de statisteschen Effekt -, fir eng grouss Zuel vu Coronadoudegen ze verhënnere ... Jo, déi Parteien, déi dat virun zwee oder dräi Joer hei refuséiert hunn, déi kënnen jo haut net de Contraire stëmmen. Dofir wëll ech och just warnen.

Mir wëllen och mol ganz kloer soen, datt et och Onsécherheete gëtt bei der Zuel vun Affe. Wat elo? Wien ass wierklech e Coronadoudegen? Mir hunn der elo iwwer 900, an dat ass schrecklech. An da gëtt gesot, „Si si un oder mat dem Virus gestuerwen.“ Mee wat war wierklech d'Doudesursaach?

Den Här Werer vum CHL, deen hat jo elo de 7. Januar op RTL gesot, déi allermeeschte Leit, déi trotz Impfung an der Reanimatioun géife landen, hätten aner schwéier medezinnesch Problemer, zum Beispill Leit mat engem Autosaccident. Mee wann déi e positiven Test hätten, da géifen déi och gezielt als un oder mam Virus gestuerwen.

D'selwecht d'Madamm Gesondheetsminister: Si huet an enger Question parlementaire vum 10. Dezember 2021 geäntwert: « Effectivement, toute personne disposant d'un test PCR positif est automatiquement comptabilisée dans les statistiques Covid-19. » An dat sinn der net weineg! Aleng vum 1. September 2021 bis zum 10. Dezember 2021 waren dat der 171.

Dat heescht, mir wëssen also net genee, wann een net allkéiers eng Autopsie mécht, wat eigentlech

d'Doudesursaach war. Dofir muss een och oppassen, datt een net op där enger Säit en Underreporting huet bei den Niewewierkungen an op där anerer Säit déi Zuel vu Leit dramatiséiert, déi effektiv haaptursächlech um Covid gestuerwe sinn.

Da muss een och kucken, datt een de Begrëff vum der Solidaritéit awer net iwwerstrapazéiert. Do muss een och kucken ... Et muss ee Leit cibléiert schützen an et sollt een awer och higoen ... A wann ee vun intergeneratiouneller Solidaritéit schwätzt, muss een awer och deenen eelere Leit - déi si besonnesch menacéiert - noleeën, datt se sech impfe loosse. Och dat ass en Deel, fir deene Jonken hir Fräiheet zréckzeginn, fir datt eeben déi eelere oder menacéiert Leit awer éischer dee Wee ginn, fir sech dann eebe fräiwëlleg impfen ze loosse.

Mir wëssen och net, wéi d'Reaktivitéit vum Immunsystem sech entwéckelt iwwer d'Zäit. Do gëtt et eng Etüd aus England. Do gëtt et awer eng grouss Polemik ronderëm. A mir hunn als neie Facteur elo Medikamenter. Mir hu Paxlovid bestallt an dat däerf een dann och net aus den Ae verléieren, datt mer elo effikass Medikamenter hunn, soudatt déi Impfflicht awer trotzdeem och muss an engem anere Licht gesi ginn.

Also: sektoriell Impfflicht. Mee dat géif dozou féieren, datt Leit vu 50 Joer, déi hei am Land wunnen, niewent Leit vu 50 Joer schaffen, déi aus dem Grenzgebitt kommen; déi eng si geimpft, déi aner net. Do kann ee sech dann och Froe stellen. Am medezinnesche Beräich ass et esou, datt eng sektoriell Impfflicht kann dozou féieren, datt d'Leit sech berufflech ëmorientéieren. Well et ass nun eemol esou, datt och an der Fleeg an am medezinnesche Beräich ganz vill Leit net geimpft sinn. A mir wëllen déi net verléieren, wëllen net, datt déi elo dowéinst ophale mat schaffen oder sech berufflech ëmorientéieren. Dee Risiko besteet.

Mir si géint eng Erpressung, Nötigung oder Coercition vun deene Leit, well et riskéiert een, seng Aarbechtsplaz ze verléieren, wann een dat dann net mécht. Dat ass an eisen Aen net korrekt. An dat ass also och eng Argumentatioun, wëll och soen, datt och eng sektoriell oder altersbedéngten Impfflicht dach nëmme vun Diskriminatioun féiert an och fir eis net dee richtege Wee ass.

Politesch ass et ganz einfach esou, datt jo keen heibanne seet, datt wann eng Impfflicht ageféiert gëtt, dat dann heescht, datt mer elo d'Restriktiounen kënnen ophiewen. Dat gëtt et net! Dat heescht, et ass och nach eng Impfflicht mat all deene medezinneschen a rechtliche Problemer, déi domadder verbonne sinn, oni datt kloer eng Promesse derhannert ass, datt domadder de Wee an eng Normalitéit, eng gesellschaftlech Normalitéit méiglech ass. Natierlech kann d'Regierung déi Promess och net ginn an der Logik vun hire Moosnamen. Mee da muss een awer och wëssen, datt eng zousätzlech Laascht op d'Leit geluecht gëtt, oni awer eng kloer Perspektiv fir op där anerer Säit eng Erlichterung.

Mir hunn och déi Impftauxen. Do gëtt gesot, dat misst eng kollektiv Immunitéit ginn an esou weider. Mee kuckt Iech dach déi Statistik u vum 6. Januar! Dat ass elo déi lescht, déi mer kritt hunn. Bei deene Kategorien iwwer 40 Joer leie mer dach wäit, wäit iwwer 80 % Impfung. Dat ass dach praktesch eng Häerdenimmunitéit, wäit iwwer 80 % bei allen iwwer 40 Joer. An dat muss een, dat muss ee jo awer och gesinn, datt mer scho praktesch eng Häerdenimmunitéit hei am Land erreicht hunn.

Dat Argument vum der Iwwerbelaaschtung vun de Spideeler, do kommen ech ëmmer mat grousser Freed drop zréck, well dat ass eent, wou mir awer ganz

kloer soen, datt dat e Resultat vun der Gesondheetspolitik vun der LSAP ass. Ech hunn hei d'Äntwert op d'Question parlementaire vum Här Engelen vum 14. Dezember, ganz rezent: 1993 hate mer 3.023 Better, 2018 hu mer der 800 manner, 2.233, bei engem enorme Wuesstum vun der Populatioun. D'Question parlementaire vum 14. Dezember 2021 vum Gesondheetsministère. Matgezielt sinn d'Better vun de Soins intensifs, Soins normaux a Psychiatrie aiguë. Also et ass eng Statistik, déi ganz kloer ass.

Da soe mir, mir hätte gär méi Better an de Spideeler, Proposition de loi Jeff Engelen. Da seet d'Regierung eis, d'Madamm Lenert seet eis: „Majo Better, dat geet dach net duer, mir brauchen och Personal!“ Mee mengt Dir, mir wéilten eng Miwwelausstellung organiséieren an de Spideeler? Wa mir soen, Spidolsbeter, ass dat en therapeutescht Konzept! Dat sinn Dokteren, dat ass d'Personal ronderëm, dat ass net e Miwwelstéck! Dat ass selbsterständlech en therapeutescht Konzept!

Wësst Dir, datt mir mat dat eenzegt Land sinn, wat null Reserven huet, null - null! - Reserven am Gesondheetsystem? An d'Spidol gëtt elo näischt an d'Militärspidol, dat léisst op sech waarden. Mee dat ass dach eng onverantwortlech Politik!

**Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé | A mir hu bis elo kee misse verleeë contrairement zu anere Länner.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | An och Dir, Madamm Lenert, Dir sidd och elo zwee Joer Gesondheetsminister, et ass wouer. Dir sidd vill beschäftegt mat de Pressekonferenzen, mee och Dir, ...

**Une voix** | Elo geet et awer duer!

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | ... och Dir hutt bis elo kee Konzept virgeluecht, ...

**M. Georges Engel**, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | Et gëtt net besser, Här Kartheiser, et gëtt net besser!

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | ... fir eis Spideeler opzeiichten ...

**M. Gilles Baum** (DP) | Dat do ass awer schwaach. Dat ass ganz schwaach, dat do!

*(Coups de cloche de la présidence)*

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | ... an ze kucken, datt mer Reserven hei am Land hunn, wéi dat sech gehéiert.

*(Interruption)*

Well wat Dir maacht, ...

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Mir fänken un, ënnerdesch ze ginn!

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | ... dat ass ze soen: „Mir wëllen d'Spideeler net iwwerbelaaschten!“

**M. Gilles Baum** (DP) | Schwätzt emol zum Thema!

*(Interruptions)*

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Mee et ass eng Ëmverdeelung. Dir hutt eng Gesondheetspolitik gemaach iwwer Joren, wou Der Spidolsbeter ofgebaut hutt. An elo wëllt Der eng Impfflicht aféieren. Dir wälzt d'Verantwortung fir Är Politik op déi allgemeng Populatioun of, amplaz eng falsch Politik ze korrigéieren, déi Dir säit Jore féiert!

**Une voix** | Très bien!

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Dir hätt also léiwer, dass d'Leit am Spidol léichen?

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Kuckt, datt mer eis Spideeler an eist Gesondheetswiesen opbauen!

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Dir hätt also léiwer, dass d'Leit am Spidol léichen!

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Kuckt, datt Der se opbaut ...

**M. Fernand Etgen**, Président | Wannechgelift!

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | ... an net d'Leit d'Konsequenzen droe loosst vun Ärer Incapacitéit, fir eist Spidolswiesen ze stäerken!

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Dir hätt léiwer, dass d'Leit am Spidol léichen!

**Mme Simone Asselborn-Bintz** (LSAP) | Elo gitt Dir awer frech!

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Dann, mir wëssen net ... An dat ass och nach bei deene politeschen Argumenter: Net nëmmen, datt mer do déi Problemer am Spidolswiesen hunn, mee mir wësse jo net ... mir hunn net all d'Donnéen. Dir hätt gär, datt mir hei akzeptéieren, datt mer eng Impfflicht aféieren, a mir wëssen emol net, wéi d'Situatioun um Terrain ass. Ech wëll just hei drun erënneren: Den Här Keup huet zwou Question-parlementaire gestallt - an ech mengen, et war elo d'Madamm Lorsché, déi ass nach drop agaangen, op dee Bremer Modell - fir ze froen: Gëtt et hei lokal Problemer? Si Problemer do? Et gëtt net doriwuer geschwat. D'Regierung seet eis, déi Donnéen wieren net effentlech accessibel. Dat heescht, mir kréien net alles gesot, mir sollen awer enger allgemenger Impfflicht zoustëmmen. Dat kënnt dach net a Fro!

An dann, kuckt emol, mir wëssen net mat de Strofen. Wéi vill Noimpfungen sollen dat da sinn? Dir sot: „Mir müssen eng Strof aféieren!“ Also mir wëlle keng Impfflicht, mir wëllen och keng Strofen, well dat ass éischtens emol och net sozial, mee dorëm geet et net. Ëmmer erëm impfen, ëmmer erëm bestrofen, wat ass dat da fir e Gesellschaftsmodell, deen Der eis hei proposéiert?

Et ass genau esou - an dat ass och eng LSAP-Saach, déi mir net verstanen hu bei der ADR - mam 3G op der Aarbechtsplaz. Dat trëfft dach déi sozial Schwaach! Dat trëfft dach déi sozial Schwaach, wann ee muss bezuelen, fir schaffen ze goen. Et gëtt Leit, déi kënne sech do fräikafen, mee dat ass ... An da kënnt eng Partei, wou och nach ... D'Gesondheitsministesch ass an der LSAP, a mir féieren hei en 3G an, wou déi Leit, déi sozial schwaach sinn, musse bezuelen, fir schaffen ze goen. Ma ech felicitéieren Iech fir déi sozialistesche Politik, déi do dohannert ass. Dat ass dach net akzeptabel!

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Impfe kascht näischt!

**M. Dan Biancalana** (LSAP) | Impfen ass gratis!

*(Interruptions et coups de cloche de la présidence)*

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | An hei ass et d'selwecht mat de Strofen, déi dann ëmmer erëm solle kommen, 250 Euro oder 500 Euro, wéi d'CSV proposéiert, all puer Méint. Majo ass dat eng sozial Politik? Also et ass dach net ze akzeptéieren, dat doten!

*(Interruption)*

Dir maacht elo schonn, an dat hutt Der selwer zouginn, e verstoppten Impfwang fir déi sozial Schwaach.

**Une voix** | O!

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Da wëll ech och nach soen: Et gëtt jo och déi international Argumenter mat de Frontalieren. Dat ass eng Situatioun, wou mir dann an d'Grondrechter vu Leit agräifen, déi net eis Nationalitéit hunn, net an eisem Land wunnen. Ech

fannen dat extreem komplex an extreem problemaresch. Mee et muss een och soen, an dat soen och d'Kolleege vun deene Lénken herno, datt dat eng Rei vun internationale Solidaritéitsfroen opwerft. Dat ass eng Fro vun der Impfflicht hei.

Ech wëll just soen, ech ginn elo net an déi Argumenter an, déi Kolleege vun deene Lénke wäerten dat nach am Detail maachen. Mee ech wollt just soen, datt mir an der ADR och denken, datt déi Iwwerleeungen am Prinzip valid sinn. Et ass valid, fir eis Froen ze stellen, ob mir elo jidderee sollen dräi- oder véierfach impfen, wann op anere Plazen op der Welt 10 % vun der Populatioun geimpft sinn. Och déi Fro kann ee sech absolutt stellen.

Et gëtt international Engagementer, déi mer geholl hunn, och an der Assemblée parlementaire vum Conseil de l'Europe, wou mer gesot hunn, mir sollten derfir suergen, « que personne ne subit de pressions politiques, sociales ou autres pour se faire vacciner ». An hei gëtt eng grouss Diskussioun geféiert, wou just de Contraire gemaach gëtt zu Engagementer, déi mer awer scho geholl hunn.

Also fir eis ass ganz kloer, aus all deene Grënn - aus politesche Grënn, aus medezinnesche Grënn, aus gesellschaftleche Grënn, wou mer d'Leit wëllen zesummeféieren an net déi Grief verdéiwen, déi mer an der Gesellschaft hunn -, datt fir eis eng obligatoresch Impfflicht net a Fro kënnt.

An et ass ... Wësst Der, mir brauchen net e Mangel un Argumenter - well Dir hutt Der net vill - ze ersetzen duerch méi e staarke gesellschaftlechen Drock. Mir si fir d'fräiwëlleg Impfung. A mir wëllen och, datt mer zrëckkommen an eiser Gesellschaft, ewech vun deene Verurteilung vum anere Leit, vun deenen Theorien, datt déi, déi sech net impfe loosse, Schold sinn un enger Situatioun. Dat ass net wouer!

**Une voix** | Ewech vun der Meenung vun den Experten.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Jidderee kann de Virus iwwerdroen. Mir wëllen net, datt Leit diskreditéiert ginn als Schwurbler oder als wëssenschaftsfeindlech oder als Gott weess wat, well ech hunn Iech dach grad just e puer Argumenter genannt, déi weisen, datt et rational a gutt Ursaache gëtt, fir sech géint eng Impfflicht ze stellen: also medezinnescher an och juristescher a politescher. Firwat soll een dann, wann een esou Argumenter huet, diskreditéiert ginn als Verschwörungstheoretiker oder soss eppes? Ma respektéiert dach d'Leit a respektéiert hir Meenungen!

Mir brauchen och kee repressive Klima géint Beamten, déi impfkritesch sinn. Firwat dann? Si sinn Dénger vum Staat, vun eiser Verfassung. Si sinn net Dénger vun der Regierung. A loosst och de Beamten hir politesch Fräiheet.

**Une voix** | Sidd Dir da geimpft?

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Ech hoffen, datt ... Ech si geimpft. Jo, dräimol.

An dann an der Press - an dat ass en Appell, deen ech hei un d'Journaliste riichten -, wär et dann net schéin, wa mer och an eiser Press géifen zrëckfannen zu engem Toun vun Objektivitéit a vu Respekt?

**Mme Josée Lorsché** (déi gréng) | Dir sidd deen Éischten, deen ...

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Dat wär dach schéin.

**Mme Simone Beissel** (DP) | Dir sidd deen Éischten, deen ...

*(Interruptions)*

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Jo, jo.

**M. Fred Keup** (ADR) | Très bien!

**Une voix** | Grad dee Richtegen!

*(Coups de cloche de la présidence)*

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Wësst Der, wat mir gär hätten? Mir hätte gär als ADR, mir wëlle keng Verharmlosung vun der Krankheet, mee mir wëllen op där anerer Säit de Respekt vun deenen, déi mat gudden Argumenter géint eng Zwangsimpfung oder eng obligatoresch Impfung ginn. Mir hätte gär eng Léisung an engem gudden Geescht vun engem Lëtzebuerger Modell. E Modell vu Respekt, vu Solidaritéit, vu Fräiheet a Verantwortung, esou wéi mer dat zu Lëtzebuerg virun Iech ëmmer gemaach hunn.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Ganz gutt!

*(Interruptions)*

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Kartheiser. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk) | Merci, Här President, fir d'Wuert. Léif Kolleege an Kolleegeinnen, fir d'éischt emol e grouse Merci un all déi, déi immens vill Avise geliwwert hunn an deene leschten Deeg a Wochen. Et ass jo erëm en enormen Effort, deen hei geliwwert gouf vun den Experten an natierlech och vun all deenen anere Kummeren a Gruppen.

Ech mengen, et gouf hei scho ganz dacks gesot, an ech si souguer mat Leit averstanen, mat deenen ech seelen averstane sinn, wéi den Här Premierminister, dee seet: „Et gëtt keen absolutte Jo a keen absolutten Nee an deser Fro.“ An ech mengen, dat hu vill Leit gesot. Ech mengen, do si mer eis zumindest eens zu ganz vill, wat déi hei Fro ugeet. Dat ass fir mech op jidde Fall och scho ganz laang kloer.

Ech soen et och direkt, an Dir wësst et vläicht och schonn zum Deel: déi Lénk ass am Moment net fir eng Impfflicht, mee mir verschléissen eis awer net prinzipiell der Impfflicht, wa se sech als noutwendeg erweist a wa se wëssenschaftlech ënnermauert ass.

Den Ament gesinn ech awer keng wëssenschaftlech Donnéen, déi eis beleeden, dass d'Impfflicht de Wee eraus ass. Mir schwätze vun der Impfflicht an net vun der Impfung. D'Diskussioun gëtt nämlech dacks vermëscht, an dat fält mer immens oft op, wa mer matenee schwätzen oder och dobaussen, dass d'Argumenter fir eng Impfung u sech geholl ginn, fir fir eng Impfflicht ze argumentéieren. An dobäi sinn d'Argumenter u sech déi fir d'Impfung, fir den Taux vaccinal an d'Luucht ze bréngen. An ech mierke wierklech, ech versiche wierklech ze héieren, wou d'Argumenter fir d'Impfflicht sinn. Ech héieren awer haaptsächlech Argumenter fir d'Impfung, fir den Taux vaccinal an d'Luucht ze setzen.

Et ass menges Wëssens no dann och net beluecht, wat eng Impfflicht haut bréngt. Wéi en Impakt genee wäert se hunn? Wéi en Ënnerscheid wäert se genee maachen zu der Situatioun, an där mer haut sinn, déi am Endeffekt fir eis schonn eng indirekt Impfflicht ass?

Wa mer net wëssen, wéi e Resultat, oder anescht gesot, wéi eng Avantagen eng Impfflicht huet, also wéi eng Avantagë mer kënnen dovunner erwaarden, da kënne mer och net soen, ob des Moosname proportional sinn. Mir mussen se jo kënne moossen. Dat kënne mer awer net, dofir steet fir eis de Krittär vun der Proportionalitéit am Raum an ass och net erfëllt, well mer net genee wëssen, wouhin mer kënne kommen. Et gi keng Etüden doriwuer, déi genee



soen, wouhinner mer mat enger Impfflicht kommen, wat et fir en Ënnerscheid wäert maachen.

Wat sécher ass, ass, dass den Impftaux eropgeet, an dat ass och gutt. Dat ass benefique, dat ass sécher. Mir wëssen net genau, wéi en Taux mer brauchen, wouhinner mer musse kommen.

Ech ka mech dann och just wonnere iwwert déi automatesch Spréng, déi gemaach ginn, fir vun den Argumenter fir eng Impfung op eng Impfflicht ze kommen. Also ech gesinn do wierklech esou Automatismen passéiere vun der Impfung op d'Impfflicht, mee fir mech gëtt et do keng definitiv Relatioun.

Et gëtt da gesot, dës Impfflicht, dese Wee wär alternativlos, deemno néideg. Ech si beim Krittär vun der Necessitéit. Eiser Meenung no stëmmt dat net. D'Impfcampagne ass net op d'Leit duergaangen an och net op si agaangen. Si huet se net do ofgehall, wou se sinn.

Zwou Saachen: Dat sinn d'Argumenter an d'Demarche.

Zu den Argumenter: Natierlech sinn d'Argumenter do - d'Regierung huet se och benotzt an huet se och agesat -, mee se ass net genuch op d'Ängschten agaangen, op d'Skepsis, op d'Virurteeler. Si huet d'Leit net do ofgehall, wou se sinn, wou se sëtze mat hiren Ängschten.

Vun der Demarche hir: Op den Terrain goen, an d'Quartiere goen, esou wéi se et zu Breme gemaach hunn - dat huet d'Madamm Lorsché och schon eng Kéier hei ugeschwat -, cibléiert a proaktiv op d'Leit agoen, och dat ass net gemaach ginn. Mir sinn net no genuch bei d'Leit gaangen, an dat an engem Geescht vun Oppenheet an net, wou een d'Leit schon am Vir-auser jugéiert.

Mir haten dat och eng Kéier abruucht, wéi mer gefrot hunn, mat de Gemengen a mat den Associatiounen zesammenzeschaffen, eebe grad op den Terrain ze goen. Do krute mer gesot, dat wär scho gemaach ginn, et wär also scho mat de Gemengen a mat den Associatiounen zesammegeschaft ginn, fir d'Impfung an d'Luucht ze bréngen.

Abee, ech wéilt wësse vun der Regierung: Wou genee ass dat gemaach ginn? Mir hunn op jidde Fall keng esou Donnéeë kritt. Wou genee, a wéi enge Gemengen, a wéi enge Quartieren, wéi dacks, mat wéi engen Acteuren? Wie war implizéiert? Wéi eng Kommunikatiounskanal goufe benotzt? A wéi vill Leit hutt Der errecht a mat wéi engen Associatiounen ass dann zesammegeschaft ginn? Wéi gesot, mir krute gesot, dat wär gemaach ginn. Ech géif wierklech gäre wëssen, wat genee do geschitt ass, fir dass mer dat och kënnen evaluéieren, wann do eng schifgelaf ass, firwat mer net genuch Leit iwwert dee Wee errecht hunn.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk) | An elo wësse mer dann och iwwert d'Document de synthèse vun der Regierung, wien dann zum Deel déi Leit sinn oder zum groussen Deel déi Leit sinn, déi net geimpft sinn, an zwar déi sozioekonomesch schwach Leit.

Do stelle sech ganz vill Froen. „Firwat si mer dat net éischter gewuer ginn?“, froen ech mech. „Hat d'Regierung déi Donnéeën net éischter?“, géif ech gäre wëssen. A wat mécht si elo domadder? Well dat si ganz prezies Donnéeën, ze wëssen, wien déi Leit sinn, déi net geimpft sinn. Da kéint ee jo elo, déi Kaart hu mer da jo elo am Grapp, geziilt op dës Populatiounen agoen. Ech gesinn dat wierklech als en duebelen Echec. Net nëmmen hu mer déi Leit net errecht fir d'Impfung oder zum groussen Deel net errecht fir d'Impfung, mee et sinn och déi

prekariséiert Leit, déi souwisou scho vum éffentlechen, sozialen, politeschen, intellektuelle Liewen zum groussen Deel ausgeschloss sinn. Et ass also eng Fro vun Inklusioun. Déi Leit sinn zum groussen Deel schonn exclu. An et ass eng Fro vu sozialer Gerechtheeket.

An ech mengen, d'Madamm Lorsché hat dat och vir-drun ugeschwat, wéi se vu Marseille geschwat huet. Wann ech mech net ieren, sot se, et wär e Spigelbild, also d'Impfkaart wär am Endeffekt och e Spigelbild vun der Gesellschaft. Et ass also eng sozial Fro.

Mir sinn also hei bei der Fro vun den Ongläichheeten an eiser Gesellschaft, déi sech erëmispigelen. Eng Impfflicht muss fir eis dann ...

Entschëllegt, ech hunn elo hei e Punkt iwwersprongen. Zu deser Fro vun de soziale Gläichheete géif ech dann eeben och eng Motioun areecheen.

### Motion 3

*La Chambre des Députés,*

*- considérant que l'atteinte d'un taux vaccinal élevé surtout parmi les populations cibles nécessite une campagne d'information et un travail d'organisation ainsi que des investissements d'envergure ;*

*- considérant que les données récentes de l'Inspection générale de la sécurité sociale en association avec les informations provenant de la Direction de la santé indiquent que pour les personnes non-vaccinées il s'agit en grande partie d'une population socialement marginalisée et précarisée ;*

*- considérant que les efforts investis jusqu'à présent dans la campagne de vaccination devront être multipliés et que ceux-ci devraient être menés de manière plus ciblée dans la mesure où certaines catégories de la population résidente n'ont pas été atteintes,*

*invite le Gouvernement*

*- à renforcer considérablement les moyens, à diversifier les outils de communication et à mettre en œuvre des nouvelles démarches et notamment un travail de proximité pour une campagne ciblée pour la vaccination en vue de rendre obsolète une obligation vaccinale contre la Covid-19.*

(s.) *Nathalie Oberweis, Myriam Cecchetti.*

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci.

**Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk) | Net, dass ech déi nach vergiessen. An da kommen ech bei den nächste Punkt.

Fir eis ass eng Impfflicht dann, Dir hutt et héieren, déi absolutt lescht Optioun. Si muss also alternativlos sinn. An dat ass se eiser Meenung no net. Dee Krittär ass also fir eis och net erfëllt.

Zum Krittär da vun der Legitimitéit. Ass dës Impfflicht legitim? Bon, dat ka jiddwereen e weineng esou ausleeën, wéi e wëll, déi Grille de lecture, déi een unhëlt, dee Brëll, deen een unhuet. Ech géif mech awer dem Avis vun der Mënscherechtskommissioun uschlëissen. An hirem leschten Avis soe si, dass d'Konditiounen net erfëllt sinn, fir d'Legitimitéit ze ënnermaueren.

Natierlech musse mer bedenken, dass d'Spidolspersonal säit zwee Joer ënner Dauerstress steet. Nach eemol, mir wëssen awer net, wat eng Impfflicht genee bréngt. Mir hu keng Donnéeën, wou se eis genee hiféiert. An ech mengen, wann een esou eng déif agräifend Moosnam hëlt, da musse mer vill méi staark Donnéeën hunn, déi dat ënnermaueren. Bon, ech mengen, d'LSAP ass e bëssen op dee Wee gaang, fir och ze soen, mir bräichte méi Donnéeën, da kéint ee jo domadder weiderkucken. Deemno ass déi Impfflicht nach ëmmer net justifiéiert an eisen Aen, well mer net genuch Donnéeën hunn.

Dann ass et esou, dass fir eis immens vill Froen oppe sinn. Ech mengen, et si fir eis immens, immens vill Froen nach onkloer. D'Experte soe jo alleguerten, wann déi Impfflicht kënnt, dann ass se ze spéit fir den Omikron. Wann dat esou ass, da stelle sech immens vill Froen. Wéi e Variant kënnt duerno? Wéi e Vaccin wäerte mer hunn? Wéi ass d'Effikasitéit vun deem Vaccin, dee kënnt, op dee Variant, dee kënnt? Wéi dacks muss geimpft a geboostert ginn? Wéi en Taux musse mer errechen? Dat ass déi Fro, déi ech och scho virdu gestallt hunn. All déi Froen sinn op.

Kann d'Regierung zumindest een Deel vun dese Froen beäntweren? Wéi en Taux musse mer erreche bei där Population cible, déi d'Experten an hirem Avis ugeschwat hunn, iwwer 50? Et ass jo da menges Wëssens och esou, dass an de Fleege- an Altersheemer e relativ niddregen Impftaux ass, an et ass anscheinend och esou, dass d'Direktiounen net wëssen, wéi en Impftaux dann an hiren Institutionen ass. Do schéngt mer dann och Sputt ze sinn no uewen. An ech mengen, och do misst et méiglech sinn, op aner Manéieren, op eng pedagogesch Aart a Weis deen Impftaux nach eropzesetzen. A jo, wann een dat iwwert dee Wee nach ka maachen, wann do nach esou vill Spett ass, dann ass och do fir mech eng Impfflicht net gerechtfertegt.

Eng aner Fro wier déi, déi och an der Nott vun der Regierung opgeworf gëtt. Wat hei nei ass, ass, dass déi Impfstoffer enger AMM, also enger Autorisation de mise sur le marché, conditionnelle ënnerleien. An ënner där AMM ass den Titulär verflucht, ech zitziere kuerz: « Le titulaire d'une AMM conditionnelle a des obligations spécifiques telles que celle de terminer ou de réaliser de nouvelles études dans un délai déterminé afin de confirmer que le rapport bénéfice/risque reste positif. »

An deem Kontext wéilt ech ganz gäre wësse vun der Regierung, ob si Nouvelen huet zu dese Studien. Ech mengen, dat ass awer e relativ wichtige Punkt, wat dës Autorisation ugeet, an och d'Verantwortung par rapport zu de Vaccine selwer, wat jo och ëmmer nach eng Fro ass, déi am Raum steet.

**Une voix** | Dat ass an d'Weeër geleet.

**Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk) | Mir wëssen och elo, dass et net recommandéiert ass, ze vill dacks ze booster. D'EMA huet dat jo kierzlech matgedeelt. D'EMA seet, dass et net gutt wier fir den Immunsystem, ze dacks ze booster. Also och dat ass nees eng Fro, déi am Raum steet, wann ee vun enger Impfflicht schwätzt. Dofir dinn ech mech schweier mat där Fro, well se schéngt mer eng theoreetesche Fro ze sinn, well eeben nach esou vill Froen oppe sinn.

Dann e Punkt oder e puer Wieder zu där Jurisprudenz vun dem Europäesche Mënscherechtshaff, wou och an der Nott vun der Regierung, wann ech mech net ieren, steet, dass een d'Referenz zu der Jurisprudenz soll nuancéieren, well si schreiwen, dass déi Vaccinen, vun deene rieds geet an der Jurisprudenz, Vaccine sinn, déi schonn an der Zäit eprouvéiert sinn, also déi scho laang do sinn, d'Krankheete sinn och scho laang do a bekannt. Hei handelt et sech awer ëm eng relativ nei Krankheet a relativ nei Vaccinen. Deemno wär déi Jurisprudenz, also déi Referenz ze nuancéieren. Ech mengen, dat ass awer och e ganz wichtige Punkt, wa mer dovunner schwätzen a wa mer dat als Argument huelen.

Da muss een des Fro, also d'Impfflicht, awer och ganz kloer an hirem direkte Kontext gesinn. Mir sinn an enger infektiöser Well, wou immens vill Leit sech den Ament ustieche mat dem Omikron. De Pic gëtt fir Enn Januar, Ufank Februar erwaart. An eng Impfflicht kéim ze spéit, wéi mer et scho wëssen, fir des Well.

An e puer Woche soll en neien Impfstoff op Lëtzebuerg kommen, dee sougenannten Novavax, op dee vill Leit waarden. Mir wëssen allegueren, dass eng Rei Leit op deen Impfstoff waarden. Dir allegueren kritt och Maile vu Leit, déi eis schreiwen. An ech froe mech: Firwat waarde mer net einfach of a kucken, wéi et dann domadder ..., wat dann domadder geschitt, wéi vill Leit dann dorobber reagieren? Dat ass och nach eng Kaart, déi mer hätten. Firwat waarde mer net op déi?

An ech drécken hei och nach eng Kéier ganz kloer eis Solidaritéit mam Spidols- a Fleegepersonal aus. Et ass net, well mir elo am Moment net fir eng Impfflicht sinn, dass mir net op si lauschteren, dass mir si net respektieren an dass mir si net ënnerstëtzen. Dat ass ganz kloer.

Här President, e ganz wichtegt Argument fir eis - an et ass virdu vum Här Kartheiser genannt ginn, wat eis e wéineg iwwerrascht huet - ass natierlech dat internationaalt Argument: Mir sinn an enger Pandemie. Eng global Pandemie brauch global Léisungen a keng nationalstaatlecher.

*(Interruptions)*

International gesinn dann, muss ee soen, dass een nëmme ka géint eng Impfflicht sinn.

*(Coups de cloche de la présidence)*

**M. Fernand Etgen**, Président | Wannechgelift, et wier gutt, wann et e bësse méi roueg heibanne wier.

**Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk) | Vun Ufank un ass d'Pandemie awer mat nationalstaatlechen Interessie gefouert ginn. Déi international Solidaritéit ass net grouss-, mee klenggeschriwwen ginn. Eis Fuerderung och hei an der Chamber, fir d'Brevetenen op den Impfstoffen ze suspendieren, ass hei zweemol refuséiert ginn. Ech widderhuelen: Wann een d'Brevete géif suspendieren, kéint een international d'Produktioun vun den Impfstoffen eropfuere.

Mir kommen entweder all zesummen aus dëser Pandemie eraus oder guer net. Et ass eigentlech a mengen Aen total lächerlech, mee awer och ganz symptomatesch, wéi mir ëmmer erëm eis nationalstaatlech Interessien iwwert déi international Solidaritéit a Kooperatioun stellen, wéi wa mer eis kéinten ofschotten. Eh ben, déi Varianten, déi eis anhuelen ... An d'Santésministesch huet et ëmmer erëm gesot, dass déi eenzeg grouss Inconnue d'Variante sinn. Déi Variante sinn u sech e Rappell, dass mer net op enger Insel sinn, dass mer eis net kënnen ofschotten an dass all déi Maueren, déi mer och als Europäesch Unioun opbauen, eis net vill bréngen an och net vill wäerte bréngen.

An och d'OMS, d'Weltgesundheitsorganisatioun, seet et ganz kloer: D'Impfflicht ass den allerleschte Schrëtt, déi allerleschte Moosnam, wann all déi aner Moosname sech als ineffikass erweisen hunn.

Mee elo mol och ganz praktesch: Wéi géif dann esou eng Impfflicht logistesches emgesat ginn? Wéi wëllt Der dat organisieren? Wéi setzt een dat duerch mat der Police a mat der Justiz? An zu den Impfcapacitéiten: Mir komme jo och elo schonn net no. Fir e Booster muss een dräi Woche waarden, fir e Rendez-vous ze kréien.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk) | Awer och ganz konkret: Ech hunn elo virdu he hiéiere vum Yves Cruchten, wann ech mech net ieren, dass et wäert schwéierfalen - ech sinn nach ëmmer bei der Organisatioun -, déi Amendes, wann ech richteg héieren hunn, sozial ze staffelen, well dat immens opwennege wäert sinn. Ech hoffen, ech hunn dat richteg héieren.

Mee ech muss awer éierlech soen, mech schockéiert dat awer vun enger LSAP, dass ee seet: „Dat ass ze vill schwéierfällig, fir dat sozial ze staffelen.“ Wa mer wëssen, dass, wéi mer virdu gesot hunn, e groussen Deel vun deenen Ongeimpfte sozioekonomesch schwach Leit sinn, also déi, déi schonn am meeschten ausgeschloss si vun eiser Gesellschaft, kënne mer dach net soen, dass et ze vill schwéierfällig ass, fir dat sozial ze staffelen! Dir kënnt gären herno soen, wann ech falsch leien. Wann ech dat falsch verstanen hunn, kënnt Der mer gären ...

*(Interruptions)*

Et ass dann och net un eis, menger Meenung no. Mir sinn ...

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Wéi proposéiert Dir dat dann? Wéi proposéiert Dir dann, dat ëmzesetzen, wann dat esou einfach ass?

**M. Dan Biancalana** (LSAP) | Wat ass dann Är Propos? Wat ass dann Är Propos, Madamm Oberweis?

**Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) | Här President, wien huet d'Wuert?

**Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk) | Also ech mengen net, dass ech muss am Detail ... Mir sinn nämlech am Moment souwisou net fir eng Impfflicht. An ech mengen och net, dass ech muss am Detail ... Ech kommen nämlech och elo ...

*(Interruption)*

Nee, mee wann Der et maacht, virun allem als LSAP, mengen ech, kënnt Der net einfach soen: „Et ass eis ze vill schwéierfällig, fir déi Fro unzegoen.“ Dir kënnt jo am Detail driwwer kucken, wann Der bis e Gesetz schreift. Dir hutt jo vir, d'Gesetz ze schreiwen, wann ech dat richteg gelies hunn. Da kuckt emol, ob et méiglech ass, wann Der bis amgaange sidd. Ech hoffen, meng Zäit ass gestoppt.

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Dir kënnt Iech jo awer virstellen, dass bei 40.000 Leit ...

**M. Fernand Etgen**, Président | Wannechgelift!

**Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk) | Däerf ech ...

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Dir kënnt Iech jo awer virstellen, bei 40.000 Leit, déi dat dote betrëfft, wat fir en administrativen Opwand dat dote bedeit an dat ganz Hin an Hier.

**Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk) | Meng Zäit leeft weider.

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Ech warnen awer do virdu.

*(Interruption)*

**Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk) | Ech sinn net an der Regierung a mir proposéiere grad keng Impfflicht. Mir proposéiere keng Impfflicht, mir proposéieren eppes ganz anescht. Ech hunn och eng Motioun dozou eraginn, eebe grad well dat méi sozial gerecht ass. Also et ass dann och net un eis, an do sinn ech grad bei deem Punkt, déi sëlliche Froen, déi mer gestallt kruten, ze beäntweren.

*(Interruption)*

Et ass nämlech ... Nee, nee, well mir hunn déi Donnéeën net. Ech hu virdu gesot, et feelen eis vill Donnéeën. Ech si kee Wëssenschaftler. Et gëtt jo ëmmer gesot hei, mir géifen all mengen, mir wäere Wëssenschaftler. Eh ben, ech si kee Wëssenschaftler. Ech kann net soen, wéi e Vaccin wéi oft an esou virun an esou fort. Et ass schéin a gutt, en Debat ze féieren, mee mir kënnen déi Froen an Ärem Katalog net am Detail beäntweren, well eis vill Donnéeën feelen.

Et gëtt een d'Gefill och net lass, dass schonn eng Entscheedung geholl gouf an dass d'Chamber quasi

erbäigepaff gouf, fir dësen Debat dann nach ze féieren.

Ech hu virdu de Premierminister héiere soen, se géifen den Avis vun den Experte suiivéieren, dee wär alternativlos. Da froen ech mech: Firwat brauche mer iwwerhaupt en Debat? Mir kruten d'Fro gestallt: Brauche mer eng Impfflicht? Firwat brauche mer dann den Debat, wann Der Är Entscheedung souwisou scho geholl hutt?

*(Brouhaha)*

**M. Fernand Etgen**, Président | Wannechgelift, e bësse méi roueg.

**Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk) | Ech hätt gär nach zwee lescht Wieder. Ech héieren och ganz vill hei vu Fräiheete schwätzen: „Wann d'Impfflicht kënnt, da kommen eng Rei Fräiheeten erëm.“ Ech fannen dat immens geféierlech, elo ze soen, mir géifen eng Rei Fräiheeten zrëckginn.

Ech hunn d'Madamm Tanson héieren - wann ech richteg verstanen hunn, si ka mer soen, wann ech se net richteg verstanen hunn -, dass et eent vun den Ziler wier, een Deel vun de Fräiheeten ermëzeginn. Eh ben, ech fannen dat wierklech geféierlech, de Leit esou e Versprieche ze maachen, vun deem mer net wëssen, ob mer et kënnen halen. An ech mengen och, mir sollten ophalen, iwwer Fräiheeten ze schwätzen, an ufänken, an enger ganz anerer Grille de lecture, an zwar an der Grille de lecture vun der Solidaritéit, ze schwätzen. Ech fannen, et ass eng relativ utilitaristesche Positioun, déi och den Eethikrot, mengen ech, representéiert, an zwar déi vun der Maximisatioun vum Bonheur. Ech mengen, et ass net déi richteg Pist. Ech mengen, mir mussen hei vill méi an enger solidarescher Haltung sinn.

A fir e lescht Wuert lasszeginn: Ech mengen, mir mussen wierklech léieren, mat eisen Differenzen zesummen ermëzeginn, vill méi solidaresch an tolerant ee mat deem aneren an eisen Differenzen ermëzeginn an eis net déi ganz Zäit op d'Kapp ze schloen an ze mengen, et misst een deen anere bestrofen.

Dat hei ass eng Epreuve, dat ass eng Epreuve fir eis Gesellschaft. Mee d'Pandemie ass och iergendwann eriwuer. A loosst eis net vergiessen, dass se iergendwann eriwuer ass. An da wäerte mer enorm gesellschaftlech Schied hunn, wa mer esou weidermaachen.

Merci fir d'Nolauschteren.

**Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Madamm Oberweis. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Éischt emol e grouse Merci un all d'Auteurs an d'Autricë vun deene ganz nuancéierten Avisen, déi ganz interessant ze liese waren, wat an där Zäit, déi zur Verfügung stoung, sécherlech net einfach war, fir se ze schreiwen, a fir eis och net onbedéngt, fir se ze liesen.

D'Fro vun der Impfflicht polariséiert. Dat mierke mer haut heibannen, dat hu mer an de vergaangene Wochen un den iwwerlafende Postagang vun eisen E-Maile gesinn an dat hu mir Piraten och gemierkt am Kontakt mat eise Memberen.

D'Pirate sinn eng basisdemokratesch Partei an duerfir hu mer eis Membere gefrot. Dat heite war keng Fro, déi mer virun deem leschte Walkampf konnten entscheeden. Wien hätt da schonn 2017 kënne froen: Si mer fir oder géint eng Impfflicht vun enger

imaginärer Pandemie, déi mer nach net kann hunn, mat engem Impfstoff, dee mer net kann hunn, a mat Konsequenzen, déi mer nach vill manner konnten ofschätzen. Duerfir hu mer se gefrot. A gefrot gouf, ob se fir eng generell Impfflicht wären, wéi een et géif mat der sektorieller Impfflicht halen an, falls een dergéint wär, wat d'Alternative wären.

D'Resultat war, grad wat déi generell Impfflicht ugeet, dach knapp: 54,08 % vun eise Memberen hu sech géint eng generell Impfflicht ausgeschwat. An dat Resultat ënnersträicht jo awer, wéi gespléckt an nuancéiert een un déi Froe muss erugoen.

Anescht war et bei der sektorieller Impfflicht, kann ech direkt soen: Do waren dräi Véierels dergéint. An ech mengen, datt dat och e bëssen d'Positioun erëmispigelt, déi de Marc Goergen an ech heibanne scho geholl hunn, datt mer, wann, dann eng fair Léisung brauchen, déi jiddweree mat an d'Boot hält an net déi eng géint déi aner ausspilt.

#### *(Interruption)*

Als Alternativ zu enger Impfflicht gëtt sech am meeschte gewünscht, datt d'Mënsche sollen opgekläert ginn an datt mer nei Ureizer solle schafen. Anstatt also mam Bengel ze schloen, ass et méi wichteg, mat der Muert viwechzegen.

D'Positioun vun de Piraten ass also kloer: Jo zur Impfung, mee Nee ze enger Impfflicht. D'Impfung ass wichteg, an duerfir mussen d'Mënsche weider iwwert déi existéierend Impfstoffer opgekläert ginn. Mir hunn et jo live heibannen erlieft, wéi vill Falschinformationen, jo Ligen heibannen am héijen Haus well iwwert déi Impfung gezielt goufen. Mee eng Obligatioun schéngt eis aktuell net de richteg Wee ze sinn.

Sollten d'Emständ sech änneren, zum Beispill nei Virusvariante kommen an d'Spideeler iwwerlafen, wäerte mer net zécken an nach eng Kéier zréckgoen an déi nämmelech Froe stellen. Ob d'Aféierung vun enger Impfflicht opportun a moralesch vertriebbar ass, hängt jo vu ganz ville Facteuren of, déi sech änneren kënnen. Mee esou wéi d'Situatioun am Moment ass, wäerte mir eng Impfflicht net kënnen matdroen.

#### *(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)*

A wa mer e Bléck op de Kalenner werfen, da gesi mer eigentlech och séier, datt de Moment fir eng Impfflicht fir dës Saison eigentlech scho laanscht ass. Souguer wann an den nächste Wochen aktiv un engem Gesetzestext géif geschafft ginn, ginn ech net dovun aus, datt mer e Gesetz virun Enn Februar stëmme kéinten. Wann een dann eng Iwwergangszäit virgesäit an da jeeweils nach eng Kéier véier Woche brauch fir déi éischt Impfung, véier Woche fir déi zweet Impfung, ma da si mer ongeféier no der Ouschtervakanz, wou d'Leit dann endlech duerchgeimpft wieren, wann da jiddweree sech géif drun halen.

Mir wëssen haut aus den Erfahrungswärter, datt d'Vaccine sechs Méint e gudd Schutz bidden. Majo wa mer da vun Ouschtere sechs Méint weiderrechnen, komme mer direkt erëm an eng Hierschtwell, ausser mir géifen de Booster mat drarechnen. Mee wa mer de Booster mat drarechnen, da si mer eis och bewusst, datt de Booster nach net emol Objet vun enger AMM ass, well u sech de Booster haut eng Recommendatioun ass, mee net an de Schemata dran ass, wat e Schéma vaccinal complet duerstellt, well all d'Fabrikanten u sech en Uni- oder e Bidose-Vaccin prekoniséieren.

Dat heescht, mir géifen eventuell Leit elo eng Kéier schikanéieren, fir sech impfen ze loosse fir de Greater

Good, fir dann am Hierscht an am Wanter eventuell genau déi Leit erëm mussen bei de Booster ze schécken. Dat erschéngt mer dach e bësse schwiereg, besonnesch, well kloer ass, datt eng Impfflicht just a Fro komme kann als allerleschten Auswee.

Och war mir Piraten enger Impfflicht, sollt et dann zäitno zu engem Vott kommen, also net zoustëmme wäerten, sou wësse mer jo awer, datt d'Regierung an d'Majoritéitsparteien hei de Pouvoir hunn, dës Entscheidung och eleng ze treffen.

Duerfir erlaben ech mer, an duerno och de Kolleg Marc Goergen, de Rescht vun eiser Riedezäit ze notzen, fir nach zumindest op déi wichtegst Punkten opmierksam ze maachen, op déi een eiser Meenung no oppasse misst, wann een dann awer op dee Wee géif goen.

Eng éischt Fro ass de fräie Choix vum Vaccin. Laang gouf dat ëmmer versprach, et gëtt awer net méi agehalen. Wat geschitt da bei enger Impfflicht? Ass d'Konsequenz de Protokoll oder ass de Staat responsabel, de Choix ze garantéieren? Fir eis ass kloer: Et geet net ouni de Choix vum Vaccin. Et kann net sinn ... Wann ee seet: „Ech géif BioNTech/Pfizer huelen, mee Moderna wëll ech net!“, da kann net d'Konsequenz e Protokoll sinn.

Eng zentral Fro, déi och vill Leit, déi der Impfung nach skeptesch géintiwier stinn, beschäftegt, ass zum Beispill déi vun der Haftung. Wien ass haftbar an deene seelene Fäll, wou eng Persoun staark Niewewirkungen no enger Impfung kritt, zu där se vu staatlécher Säit obligéiert gëtt? A wéi kann e Geschiedegte beweisen, datt et wierklech e kausalen Zusammenhang tëscht enger Niewewirkung an enger Impfung gouf? Dat ass an deene meeschte Fäll net einfach. D'Pharmacovigilance weist selwer dorobber hin. Mir géifen duerfir roden, bei der Aféierung vun enger Impfflicht gläichzäitig net nëmmen d'staatléche Haftung anzeféieren, déi virgesäit, datt eng Persoun oder hir Famill am Fall vu schwéieren Niewewirkungen entschiedeg gëtt, mee am Zweifelsfall och ëmmer zu Gonschte vun de Betreffenen ze entscheiden, dat heescht, u sech eng Beweisläuscht ëmzekéieren. De kausalen Zusammenhang gëtt ugehall, éiert de Staat kann de Géigendeel beweisen. Dat géif, mengen ech, ganz vill Leit rassuréieren.

Zousätzlech stellt sech am Zusammenhang mat der Haftung och d'Fro vun der Responsabilitéit beim Booster. Bis elo, dat sot ech schonn, huet kee vun den Hiersteller d'Booster-Dos a senger Zouloosung mat dran. Géif also e Gesetz deen Eenzelen obligéieren, dräi Dose vun engem Impfstoff mussen ze kréien, deen offiziell just zwou Dosen huet ... Fir déi drëtt Impfung iwwerhält den Hiersteller da jo keng Garantie, an dat och, wann et gutt Grënn an der aktueller Situatioun ka ginn, e Booster ze huelen.

Ech selwer stoung am Reen an an der Keelt, fir e Booster ze kréien, ...

#### **Plusieurs voix | O!**

**M. Sven Clement** (Piraten) | ... well ech dee Moment zu den AstraZeneca gehéiert hunn, an ech war frou, datt ech e konnt kréien. Ech kann et nëmme recommandéieren. Ausser, datt ech zwee Deeg déi léns Schëller wéi hat, ass nämmelech näischt anescht geschitt. Ech stinn nach hei, ech liewen nach. Maacht Iech keng Suergen. Ech mengen, dat Eenzeg, wat ech mer agefaangen hat, war eng gutt Erkältung, well ech eeben dobausse stoung.

Eng aner Fro, déi ganz vill Leit beschäftegt, ass natierlech déi vun den Ausnamen. Et ass kloer, datt et eng Rei vu medezinnesche Contre-indicatioune muss ginn. An et gëtt jo schonn eng Lëscht. Mee, mir

brauchen och Ausname fir d'psychologesch Aspekter. Ech wëll nämmelech preziséieren, datt mer herno hei riskéieren, Leit, déi haut schonn Angscht hunn, duerch en Nocebo-Effekt net nëmme psychesch krank ze maachen, mee vläicht souguer physesch. An ech mengen, datt dat net eist Zil sollt sinn. Duerfir fannen ech et ganz schued, datt mer haut keng Ausname fir Leit mat ganz schlëmmen Angschtstéierungen hunn.

#### *(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)*

Mir hunn eng Handvoll Ausnamen. Ech mengen, datt et wierklech sënnavoll wär, bei den Ausnamen op en anstännegen, humane Wee ze goen an net nëmme blann eng Lëscht aus dem Ausland ze kopéieren.

Well, ob et rational ass, eng Angscht ze hunn oder net, spillt keng Roll. De Punkt bei Angschtstéierungen ass jo grad, datt se eigentlech net rational sinn, mee duerfir awer sécher net manner real.

Iwwert d'Strofe wäert de Marc Goergen nach eppes soen. Ech wëll awer nach ganz kuerz op e puer Saachen agoen, déi och virdu gesot goufen. Ech mengen, de Premier huet virdu vun den Experte geschwat, déi kloer zu enger Konklusioun koumen. Dozou muss een dann awer och soen: Wann et esou einfach wär, da kéint een u sech jo och d'Chamber zoumaachen, d'Regierung ofschafen, mer géifen eng Technokrateregierung dohinnersetzen, déi nach just géif Entscheidung reng op Faktbasis huelen. Da géife mer ganz séier mierken, datt och Fakte politiséieren. Dat ass dat Eent.

Dat Zweet ass, den Expertegrupp huet modeléiert mat 100 % Adhesioun an 100 % Effikassitéit vun engem Vaccin. Elo wësse mer, datt weeder 100 % Effikassitéit vum Vaccin ginn ass, an datt mer 100 % Adhesioun vun iergendenger Measure beim Staat kréien, dat mengen ech, gleeft och keen heibannen, dee schonn eng Kéier d'Police gesinn huet, Alkoholkontrolle maachen. Mir kréien och keng 100 % Adhesioun, wann et drëm geet, net ze séier ze fueren oder net ze vill ze drénken. Dat heescht, ze mengen, mir géifen 100 % Adhesioun beim Vaccin kréien, ech weess net, dat ass eng ganz theoreetesche Approche.

An dann huet d'Regierung heibanne jo awer Riseversprieche, wat d'Mesuren ugeet, gemaach, wat d'Ophiewe vu Restriktiounen ugeet, wat d'Méiglechkeet vun engem fräie Liewen ouni Restriktiounen ugeet. An ech weess net, also wien déi lescht Deeg de Wëssenschaftler e bëssen nogelasschert huet, deen huet jo awer gemierkt, datt mer net einfach esou d'Restriktioune kënnen ophiewen, well och geimpft, hu mer nach ëmmer e Virus, deen zirkuléiert. Dat heescht, dat ass e Versprieche, wat Der haut hei esou e bësse wéi d'Muert de Leit dohin halt, mee Dir kënnt et net halen. Dat heescht, kommt mir bleiwen éierlech, well ech mengen, soss hu mer herno vill, vill méi Frustr.

An dann huet d'Madamm Ministesch, d'Madamm Gesondheitsministesch, gesot, d'Impfflicht wier eng Ultima Ratio. Ech ginn hir Recht. Mee, wa mer déi dann aféieren, gi mer duerno op? Puche mer d'Bengele bei d'Tromm? Well duerno sti mer plakeg do. Mir hunn duerno keng aner Mesur méi. Dat heescht, fir eis Piraten heescht et ganz kloer: Mir sinn nach net bei der Ultima Ratio ukomm. Mir hunn nach e puer Patrounen am Revolver, déi mer géint dësse Virus kënnen huelen. Ech verweisen do erëm op de Kéisschewemodell, dee mir prekoniséieren. Duerfir wëll ech net, datt mir herno plakeg vis-à-vis vun deem Virus dostinn. Duerfir schwätze mir eis haut och géint eng Impfflicht aus.

Ech soen Iech Merci.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Ganz gutt!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Clement. An de Relais fir d'Piraten iwwerhëlt elo den Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci, Här President. Haut hu mir wuel mat déi wichtegst Diskussioun, déi eng Gesellschaft ka féieren. An et geet em eng wäit-an déifgräifend Mesure an et geet a sech och em d'Fro, ob een eng fräiheetlech Approche wielt a wéi eng Grondastellung, jo, och all einzelnen Deputéierten oder eng ganz Partei huet. Dofir begrëisse mir, dass den Här President eis et och erlaabt huet, genuch Zäit ze kréien, fir eis Iwwerleeungen auszebauen an ze erklären.

Nodeems de Sven schonn op de Volet vun der Santé agangeng ass, wäert ech mech méi op d'Justiz konzentréieren. D'Denkustéiss an d'Iwwerleeunge vun haut wäerte wuel an d'Geschicht vun eisem Land agoen an iwwert d'Joerzëngten als Grondsaz fir weider Gesetzer déngen.

Well falls eng Impfflicht wäert entscheet ginn, da kann een dat als Signalwierkung verstoen, esou fannen ech dat, als Signal, dass de Staat soumat Entscheedungen iwwert de Kierper vun eenzelne Leit treffe kann an hei déi fräi Entscheedungsgewalt vun eenzelne Persounen a Fro stellt.

Elo bei Corona kéint ee soen, dat wär vläicht, awer och just vläicht, nach vertriebar. Mee ech fäerten, et wäert dann net dobäi bleiwen. Esou eng Entscheedung mécht d'Dier op fir eng Politik vu manner Selbstbestëmmung. An dat ass a mengen Aen eng ganz geféierlech Entwécklung.

D'Positioun vun eis Piraten zu dësem Debat gouf iwwer ee basisdemokratesche Vott bestëmmt a bekanntlech huet dee Vott sech géint eng Impfflicht ausgeschwat. Mee dat entbënt eis net vun der Verantwortung, zu de schwéieren a komplizéierte Froen hei am Haus, déi sech an der Diskussioun vun haut stellen, trotzdeem eng Positioun ze huelen.

Esou ass een zentrale Problem vun enger Impfflicht jo zum Beispill d'Fro, wéi eng Strofen agefouert ginn a wéi kontrolléiert wäert ginn, wéi dat vun Iech eng Kéier beschlossent Gesetz dann herno wäert agehale ginn.

Hei soe mir als Dateschutzpartei kloer, dass et net ka sinn, dass de Staat eng Datebank vun ongeimpfte Leit uleet, fir hinnen e Bréif oder en Avertissement ze schécken, dass si géint Är Impfflicht verstouss hunn a bezuele müssen. Esou eng Datebank dierf de Staat aus Dateschutzgrënn einfach net uleeën.

En eenheetlecht, eemolegt Paiement wär an eisen Aen och eng Diskriminéierung vu Leit mat klengem Akommes. Et wär onsozial. Wie vill Suen huet, kéint einfach emol bezuelen, dat amplaz sech impfen ze loosse.

Mir kommen dofir mat eisem Denkestouss vu Strofen, déi un de Salaire oder den Imposabel ugepasst sinn, wou mir jo och scho länger op anere Felder drop higewisen hunn. A jo, ech weess, dat ass an eiser Gesetzgebung bis elo nach net virgesinn.

Mee vläicht sinn et och grad Diskussioun wéi haut ronderëm eng Impfflicht, déi de richtege Momentum duerstellen, fir och hei ëmzedenken. Amplaz vun enger neier Datebank, an där sech all déi ongeimpfte Persounen herno erëmfannen, wisou setzt Dir d'Impfflicht net iwwert de Wee vum Kontrolldelikt em, änlech wéi dat an Éisträich beschloss ginn ass? Persounen, déi net geimpft sinn, solle just dann eng Strof bezuelen, wa se an eng Kontroll falen.

*(Interruption)*

Gelif?

**Une voix** | Bis den Abrëll, an duerno?

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Fir Är Iwwerleeungen ass et wichteg unzemerken, dass Persounen, déi sech bei der Police mellen, well si Affer oder Zeie vun enger Strofdot waren, bei dësem Kontakt mat der Police net dierfe kontrolléiert ginn. Et dierf schliisslech net sinn, dass ongeimpfte Persounen duerno Angscht virun der Police hunn oder Angscht hunn, sech Hëllef sichen ze goen oder anere Leit ze hëllefen, just well se Angscht virun enger Impfflicht hunn.

D'Leit dierfen och duerno keng Angscht hunn, fir sech am Spidol mat anere Krankheete behandelen ze loosse, well se fäerten, e Protokoll zur Impfflicht ze kréien. Just bei Douanes- oder Policekontrollen dierfen och Impfkontrolle mat Strofe gemaach ginn.

Et ass kloer, dass et ze einfach ass, sech net impfen ze loosse an dann awer do drop ze bauen, dass eng Solidargemeinschaft all d'Käschte fir den Openthalt an engem Spidol iwwerhëlt. Mee et muss een an der ganzer Diskussioun awer och oppassen, dass d'Leit, déi de Coronavirus erwëschen, net als Täter behandelt ginn. Mir alleguer, an dat ass jiddereen an der Gesellschaft, sinn Affer vun dësem hannerhåltege Virus.

Här President, zum Schluss wëll ech dann nach op d'Fro vum betraffene Persounekrees agoen. Op d'Iddi, dass d'Impfflicht just Residenten ëmfaasse soll, wéi soll ee sech dat konkret virstellen? Da sëtzen duerno zwee Leit am selwechte Bus am Zuch oder sinn am Cac ..., an engem grouse Supermarché, an der Keess, ...

*(Hilarité)*

...deen een iwwer eng Impfflicht geimpft, deen aneren net. Dat wär eng zimblech onfair Mesure, wann een op de Wee geet, dass ee seet, „Déi eng“, an domadder géif ee se stigmatiséieren, „si méi geféierlech, déi kënnen de Virus verbreedeen, dofir müssen déi eng Impfflicht hunn“, während déi aner ...

**Une voix** | Et ass schwiereng.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Jo, ech weess, dass et schwiereng ass. Déi aner, déi komme fir een Dag an e grouse Supermarché akafen, stinn awer mat iwwer 50 Joer herno an där selwechter Kees, déi hu keng Impfflicht, während awer déi Fra, déi virun do steet, sech huet misse wéinst enger Impfflicht impfe loosse. Dat ass eppes ganz Bedenkliches. A wéi sollen d'Leit hei am Land dat dann och akzeptéieren? Do kann een net erwaarden, dass d'Bevëlkerung vun engem Land mat esou vill Grenzverkéier an Tourismus esou eng ënnerschiddlech Behandlung akzeptéiere wäert. Vun esou enger Aschränkung géife mir Piraten also ofroden, well do fäerten ech wierklech, dass eng Impfflicht guer net vun de Leit wäert uegholl ginn. Mee am beschte Fall géife mir jo d'Iddi vun der Impfflicht fir de Moment verwerfen, mee och ouni Flicht bleiwe mir Piraten beim Message: Impft Iech!

Merci.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Ganz gutt!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmoos, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert. Madamm Lenert, Dir hutt d'Wuert.

**Prises de position du Gouvernement**

**Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé | Merci, Här President. Gesinn ech dat richtege, et bleift insgesamt eng Stonn fir d'Regierung?

**Plusieurs voix** | Jo.

**Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé | Ok. Da brauch ech mech net ze hetzen.

*(Brouhaha et hilarité)*

Ech géif virop Merci soe fir d'Debatt, déi geféiert ginn ass. Si ass villschichtig. Si ass gréisstendeels roueg geféiert ginn, wat ech begrëissen. Ech sinn och frou, an ech war och en Demandeur, fir esou eng Debatt hei ze hunn. No mengem Erfannen ass dat heiten en Thema, dat een net kann, wéi dat ee Moment gefuerdert ginn ass, iwwert de Wee vun enger Motioun ofwéckelen, wou jiddweree fënnf Minutten hätt fir ze schwätzen. Mir hu gesinn, hei huet jiddweree vill ze soen an ech sinn och iwwerzeegt, dass mer nach net duerch dës Debatt sinn. Wat ee méi drop schafft, wat ee méi op Froen an op Detailler stéisst, déi mussen gekläert an duerchgeschwat ginn.

Ech sinn zitéiert ginn - ech kann net ëmhin, fir dorobber ze reagéieren -, dass ech gesot hunn, ech géif et net gënschteg fannen, an enger Pandemie iwwer esou en Thema ze schwätzen. Dozou stinn ech nach absolut. Mee viles an där Pandemie ass net gënschteg. Mir hu misse vill Saache maachen an deene leschten zwee Joer, déi alles anescht wéi gënschteg waren. Ënner Zäitdrock schaffen, Gesetzer a kierzester Zäit schreiwen. An och wa mer haut kucken, dat ass gesot ginn: All déi Avisen, déi komm sinn, déi immens interessant sinn, déi ech mat grousem Interesse gelies hunn. Ech muss zouginn, ech hu se net alleguer bis an dee leschten Detail duerchkritt. Ech war bis 2.00, 3.00 Auer amgaangen. Ech hunn d'Gewunnecht, och d'Referenzen ze liesen, déi an Notte gemaach gi sinn. Dat war mer net méiglech. Ech hunn d'Notte selwer duerchkritt, awer d'Referenzen, sou wéi een dat mécht, wann ee sech seriö preparéiert, Recul huelen, dat ass net méiglech. An dat ass dat, wat ech domat mengen, dass et net gënschteg ass, ënner esou Ëmstänn op esou interessanten, villschichtige a relevanten Themen ze schaffen.

Et ass och richtege, dass ech net dee sinn, deen direkt bei e Mikro leeft a bei esou engem komplizéierten Thema eng Meinung vu sech gëtt. Ech si gewinnt, mech an en Thema anzuschaffen. Ech liese mech eran, ech maache mer eng Meinung, ech huele Recul. Wann ech mer eppes wënschen, ass et, dass dat net wäert änneren. Dat ass eppes, wat ech e bësselche wéi eng politesch Krankheet empfangen. Ech hoffen, dass dee Virus a mengem héijen Alter net nach wäert op mech iwwersprangen.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé | Op alle Fall sinn ech net gewëllt, mech dohinner ze änneren. Ech hoffen, dass ech déi Zäit kréien, fir esou ze schaffen wéi ech et gewinnt sinn. Et ass net ëmmer ginn, mee ech sinn awer beméit, et ze maachen.

Wa mer elo op d'Thema selwer vun haut kommen, sinn ech och ganz, ganz frou, dass e hei Konsens ass, dass eppes wéi eng Impfflicht soll an e Gesetz afléissen. Mir sinn an enger Matière réservée à la loi. Mir sinn a Presenz vu Grondrechter, déi openee clashen. An do ass de gesetzleche Wee, de Wee duerch d'Chamber fir mech deen eenzeg richtege Wee.

Da kënn an esou engem Fall dat iewescht Gebot vun der Verhältnismäissegkeet, wat muss respektéiert sinn. An an deem Sënn ass et weesentlech, dass déi Mesuren, déi ugeduecht sinn, net nënnen e bësselchen zu der Léisung vum Problem, deen een ze léisen huet, bäidroen, mee wierklech signifikativ dozou bäidroen.

An deem Sënn ass et och méiglech, dass een den Egalitéitsprinzip, deen ugeschwat ginn ass an deen ech

ganz gutt novollzëie kann, wann een op eng partiell Impfflicht hin iwwerleet, kann ausser Kraaft setzen eebe mam Argument vun der Verhältnisméissegkeet. Wa mer d'Méiglechkeet hunn a kënne statistesch ënnermauern, dass e Grupp vu Leit, deen an dësem Fall ..., wéi dat eeben och vun de Wëssenschaftler duergeluecht ginn ass an och vun eise Zuelematerial, wat mer hinnen zur Verfügung gestallt hunn an zesumme gestallt hunn, bestätegt ass, wa mer e Risikogrupp ganz kloer kënnen ausmaachen, dee sech ab engem gewëssenen Alter kristalliséiert, dann hu mer hei e verschiddene Grupp. An da justifiéiert sech och gegebenefalls eng verschidde Behandlung vun dësem Grupp, soudass dat prinzipiell juristescht méiglech ass. Et ass eng Saach vun der Argumentation. Et ass eng Saach vun der Ennermauerung vun deem, wat ugefouert gëtt. An dat ass an dësem Fall wierklech e verstärkte Risiko fir eeben e schwéiere Verlaf, dee vill méi ausgepräägt ass bei enger gewëssener Kategorie vu Leit wéi bei enger anerer.

Et ass statistesch ënnermauert - et ass virdu schonn oft gesot ginn an ech kommen net nach eng Kéier drop zrëck -, et ass e Fakt, dass op alle Fall mat deem, wat mer haut zur Verfügung hunn, Leit ab 50 statistesch einfach e vill méi héije Risiko hunn, fir am Spidol ze landen.

An eist Zil, ech géif dat gären ëmmer erëm ënnersträchen, d'Zil vun dese Mesuren ass et eeben, iwwer de Wee vun der Preventioun vun enger Iwwerbelastung vun de Spideeler anerersäits erëm kënne Mesuren ze lockeren. Dat ass am Fong geholl dat, wat eis grouss Suerg ass, well an de Spideeler natierlech net nëmmen d'Personal limitéiert ass. Et war ni meng Intentioun, Iech ze ënnerstellen, dass ech géif mengen, Dir géift fir eidel Miwwel plädieren. Ech hu just och elo net héieren, wou dann d'Léisung wär. Wou solle mer dann elo an där kuerzer Zäit esou vill Leit fannen, déi fäerdeg ausgebild sinn? Mir brauchen héichspezialiséiert Leit op den Intensivstationen. Et ass un deenen, wou et feelt. An dat hu mer och schonn oft hei nogeluecht.

Generell muss een ëmmer erëm feststellen, dass Lëtzebuerg sech mat sengem Gesondheetssystem hei ganz gutt am internationale Verglach geschloen huet. Dat soen net mir selwer, dat kréie mir och vu bausse gesot. Dat soen d'Statistiken. Ech sinn haut frou doriwwer, well wa mer net wëlle vill Leit am Spidol hunn, dann ass dat net einfach, well mer se net wëlle beleeden, mee well do och Leit stierwen. Leit op Intensiv: Ee vun dräi, mer hunn et erëm héiere vun den Experten, kënn do am Schnëtt net méi eraus. An dat ass tragesch fir eis Gesellschaft. Dat ass tragesch fir all Einzelen, deen do net méi erauskënn, dofir ass et e Bestriewen, fir och dat esou niddreg wéi méiglech ze halen.

Och den 3G ass ugeschwat ginn, d'sozial Finalitéit dovunner. Dat ass net eng sozial Finalitéit an deem Sënn, et ass eng sanitär Finalitéit. Mir wëllen u sech all Mënsch an d'Impfung kréien, egal wéi e sozial gestallt ass. Dat ass dat, wat mer ustriewen. Dat ass de Wee, dee mer ginn. All d'Mesuren, déi mer am Moment huelen, solle féerderlech fir d'Impfung sinn. Firwat? Net well mer einfach blann fir d'Impfung sinn, mee well et, mir hunn et scho verdäitlecht, am Moment déi eenzeg wierklech effikass Alternativ ass, déi mer gesinn, fir hei schnellstméiglech op en Enn ze kommen an där schwéierer Laascht, déi dës Pandemie fir eis alleguerten ass, duerch e Retour an d'Normalitéit en Enn ze setzen.

Dofir huet och jiddwereen Zougang zu der Impfung. Si ass gratis. Mir hu Campagnë lafen, fir de Leit hir Ängschten ze huelen, fir se ze iwwerzeegen. De Choix fir jiddwereen ass hei e puermol ugeschwat ginn. Dat

ass e Wonschdenken, dat kann haut keen hei garantéieren. Mir sinn tributär vu Liwwerungen. Dat ass natierlech eppes, wat mer och bestriegt sinn ze maachen an deem Mooss, wou et méiglech ass. Ech mengen, dass haut an Europa kee ka senger Bevëlkerung garantéieren, dass en dee Choix wäert hunn, well mer och do alleguerten am nämmechte Bett leien a mir mussen dat huelen, wat mer kréien. An dat ass net ëmmer dat, wat mer eis wënschen, och wann et am Moment relativ gutt geet.

Da sinn och nees eng Kéier ganz gutt Rotschléi komm, fir emol endlech a méi Sproochen ze kommuniquéieren a méi op d'Leit duerzegoen. Ech géif hei betounen, dass d'Kommunikationsspolitik vun der Regierung ënnert dem Lead d'ailleurs vum Staatsminister steet. Dat ass Chefsache, Madamm Lorsché, net eréischt säit gëschter, mee scho säit der ganzer Pandemie. Mir sinn an enger Pandemie an dann ass automatesch de Staatsministère am Lead, grad fir d'Krisekommunikation. An d'Cellule de crise, déi presidéiere mer gemeinsam.

Ceci dit gehéiert et zu eiser Politik, op d'Leit duerzegoen. Mir hunn effektiv mat de Gemenge geschafft, mat zéng Gemengen. Ech kann Iech se gären opzelen, do ass den Detail gefrot ginn. Dat sinn déi zéng Gemengen, déi eeben, statistesch gesinn, méi en niddregen Impftaux hate wéi déi aner. Dat hu mer analyséiert. Dat war Déifferdeng, et war Elwen, et war Käl, Kiischpelt, Rammerech, Rëmeleng, d'Gemeng Lëtzebuerg, Wäisswampech, Wanseler a Wolz, fir se dann nach eng Kéier ze nennen. A wat hu mer gemaach? Mir hunn ons do mat den Autoritéiten zesumme gesat, mat hiren Associatiounen och, a virun allem hu mer Formulären a Broschüren a ganz ville Sproochen scho ganz laang an Zirkulation bruecht, a grad eeben och an där Campagne.

Dat sinn déi aacht gängeg Sproochen: Mir hu Lëtzebuergesch, Däitsch, Franséisch, Englesch, Portugisesch, Bosnesch, Serbesch, Kroatesch, donieft awer och Spuenesch, Arabesch, Farsi an Tigrinya. Voilà, dat sinn all déi Efforten, déi mer gemaach hunn. Dat sinn déi Broschüren, déi gemaach gi si spesifesch fir déi do Campagnen, wou mat deene Gemenge gekuckt ginn ass, wat fir si Sënn mécht, déi do verdeelt gi sinn, a mer hunn och e ganze Koup Material bei eis, anert Material wéi déi Gesamtbroschüren, déi och ënner anerem op Arabesch, Farsi, Tigrinya a Spuenesch disponibel sinn nieft deenen anere gängege Sproochen. Voilà.

Da war elo nach ugeschwat ginn, dat hat ech mer nach opgeschriwwen, ... jo, d'Donnéen, wéi d'sozial Staffellung ass vun de Leit. Mir haten éischt Analyse gemaach mam LISER, wëll ech drun erënneren, schonn am Kader vun der Testcampagne fir ze kucken: Wie léisst sech testen, wien net?

E ganz interessanten Outcome ass presentéiert ginn an enger öffentlecher Konferenz, déi leider elo net dee groussen Interessi, mengen ech, hei am Haus mat sech bruecht huet. Mee et waren awer vill Schüler do, och Ausländer. Mir haten eng Koryphäe, de Michael Marmot, Professor vun der UCL, deen do geschwat huet als Guestspeaker. Et war en interessant Evenement an eis Donnéen hunn och do Interessi fonnt an déi selwecht Aarbecht hu mer natierlech och ronderëm d'Impfung gemaach. Dat ass déi Basis, déi mer geholl hunn, fir op d'Gemengen duerzegoen. Mir hunn dorobber geschafft mat deene concernéierte Gemengen, individuell mat hinnen, eebe fir ze kucken, wat bei hinne Sënn mécht.

Dorausser si jo dann och déi ganz mobill Interventiounen entstanen an deene Gemengen, wou mer mat deenejéinegen zesumme gekuckt hunn, wéi ee bei hinne kéint un d'Leit erukommen.

Dat ass et vun de Froen, déi opgeworf gi sinn. Ech hätt deem eigentlech elo näischt méi weider bäizefügen an ech géif proposéieren, dass ... D'Sam Tanson war ugeschwat gi fir verschidde juristescht Froen.

Gelift?

**Mme Josée Lorsché** (déi gréng) | Entschëllegt, Madamm Minister.

**Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé | Jo.

**Mme Josée Lorsché** (déi gréng) | Ech hat nach d'Fro gestallt, ob de Secteur vum Handicap géif abezu ginn.

**Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé | Dat wäerte mer am Detail gesinn. Ech mengen, déi grouss Linnen ... Mir hunn ons jo och nach net elo richtig fixéiert. Et ass en Optrag komm, dee global ass. Dat doten ass Detailler ausschaffen. D'Grondiddi ass, dass mer kucken: Wie schafft ronderëm vulnerabel Leit? Dat ass jo déi Linn, déi soll gefuer ginn. An deem Sënn sinn och d'Transport-sanitaire mat couvréiert ginn. Do musst Der eis e bëssen d'Chance ginn, dat doten och am Detail elo duerchschaffen, an da wäerte mer deen Echange hunn. Ech huelen op alle Fall d'Demande mat an eis Aarbechtsgruppen, fir dat ze kucken.

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci der Madamm Gesondheetssministesch. An de Relais fir d'Regierung iwwerhëlt elo d'Madamm Justizministesch, d'Madamm Sam Tanson.

**Mme Sam Tanson**, Ministre de la Justice | Jo, nach eng Kéier e schéine gudden Owend vu menger Säit. Ech soen Iech all e ganz grouse Merci fir déi serene Debatt, déi mer de Mëtten hei konnte féieren an och, dass Der Iech ganz vill Méi gemaach hutt, fir op déi eenzel Froen ze äntweren.

Ech si mer bewosst, dass dat net d'Evidenz selwer war. Mir sinn awer dovunner ausgaang ... Et ass ee Moment monéiert ginn, mir hätte keng Pro- a Kontra-Argumenter virbruecht. Mir waren awer der Meinung, dass et wichteg wär, d'Diskussion oppe kënnen ze féieren an dass jiddweree sech emol kéint positionéieren zu deenen eenzelne Froen.

Natierlech hätt een och kéinte soen: Voilà, mir proposéiere schonn eppes, dat do ass dat, wou mir mengen, dass et sollt higoen. Mee fir d'Diskussion esou oppe wéi méiglech ze féieren, hu mer d'Decision geholl, mat oppene Froen ze schaffen.

Wann ech d'Diskussion esou de Mëtteg suivéieren, dann hunn ech iergendwéi de Besoin, awer nach eng Kéier eppes kloerzestellen. Ech spiere jo, dass eng breet Zoustëmmung do ass, fir op dee Wee ze goen, wann et da wierklech muss sinn. An dat ass awer dat, wat essenziell hei an där Diskussion ass. Et ass jo keen, deen dat dote wëll, well et eppes ass, wat eis als immens flott Decision erschéngt. Mee et ass eeben eng Decision, déi sech imposéiert aus deene Grënn, déi ech uganks gesot hunn.

An duerfir fannen ech et och wichteg, dass mer esou mesuréiert haut konnten heiriwwer schwätzen, well et extrem delikat ass a well et och um juristescht Plang natierlech ëmmer Argumenter an déi eng an an déi aner Richtung gëtt. Ech ginn do vläicht op dat an, wat de Claude Wiseler uganks gesot huet, wann et drëms geet: Bei wem wende mer dat heiten un? Ab 18? Oder ab 50? Natierlech kann een argumentéieren am Sënn vun der Egalitéit virum Gesetz, dass et sech fir jiddwereen iwwer 18 sollt applizéieren. D'Argument vun der Kloecheit vum Text ass natierlech och en Argument.

Op der Géigesäit hu mer elo e Rapport vun Experten, vun deem Ad-hoc-Grupp, déi eis soen, dass et ab 50 à

ce stade elo mol noutwendeg ass. Dat heescht, dat kann een och an e juristescht Argument herno ëmtransforméiere vun der Noutwendegkeet an der Verhältnisméissegkeet, wou all déi aner kënnen wenden a soen: „Mee mir si guer net do viséiert.“ An dat dann aus Solidaritéitsgrënn ze maachen, dat hält vläicht dann dee Moment och net d'Strooss, well, wéi déi meescht vun Iech richteg ënnerstrach hunn, ass dat hei och en Agrëff an e Grondrecht.

Mee am Sënn vun der Diskussioun ... Ech mengen, mir kënnen dat doten, wa mer bis en Text ausgeschafft hunn, natierlech nach gären an de Kommissioun verdéiwen a kucken, wéi mer dat esou gutt wéi méiglech encadréieren. Well och do sinn ech natierlech ganz bei Iech fir ze soen: Et ass extreem wichteg, dass mer eis all d'Moyene ginn, fir dass et esou gutt wéi méiglech d'Strooss hält.

Zu der Fro vum Dateschutz, do wéilt ech op den Avis vun der CNPD verweisen, dee ganz kuerz ass an dee seet, dass et theoretesch méiglech ass, mee dass een natierlech muss kucken, wéi een dat encadréiert. Et geet och drëm, dass déi Donnéeën, déi haut schon existéieren, fir deen heiten Zweck kënnen genotzt ginn, eppes, wou och dateschutzméisseg eigentlech näischt dogéint schwätzt, wann ee sech deen néidege Cadre légal setzt.

Da sinn ech gefrot ginn zu de Fräiheeten als Zil. Ech wéll elo net meng ganz Argumentatioun vu virdu widderhuelen, mee ech hunn Iech erkläert, dass et verschidden Objektiv gëtt, deenen ee muss verschidde Krittäre ginn, déi ee muss errechen, wann een dat heite wéll maachen. An ee vun deene Krittären ass deen, dass ee sech muss en Zil setzen an dass dat Zil et theoretesch kann erreicht ginn duerch déi Mesure, déi een implementéiert.

An ech sot Iech, dass mer zwee Ziler hunn. Dat eent ass d'Stärkung vum Gesondheetssystem an doduercher d'Stärkung vun der Gesondheet vu jiddwengem duerch eng Netiwierlaaschtung vun de Spideeler. An dat zweet Zil ass dat, dass mer, wann d'Impfflicht gräift, op d'Fräiheete kënnen erëm zrëckkommen.

Natierlech muss ee ganz gutt oppassen, wéi een dat erkläert an dass een net seet: Deen Dag, wou d'Impfflicht gestëmmt gëtt, sinn all d'Fräiheitsbeschränkungen d'office dowéinst opgehewen. Mee d'Zil muss awer dat sinn! D'Zil muss sinn, dass mer, andeems jiddweree sech impfe léisst oder déi meescht sech impfe loosse, net méi an där permanenter Krisensituatioun sinn, an där mer elo säit zwee Joer sinn.

Zu der Fro: Firwat net Kontrolle punktuell aféieren? Ech mengen, och dat ass jo eppes, wat mer elo am Kader vum Dispositif musse klären. Ech sinn do e bësse reservéiert, well dat net ganz gerecht ass, well dat da wierklech dovunner ofhänkt, wou grad eng Kontroll gemaach gëtt. Och do verweisen ech op d'Avis vun de Professere Braum a Gerkrath, déi dat och relativ gutt ëmräissen, wat déi juristescht Fro sinn, déi sech an deem Kontext och kënnen stellen, a mat wéi engem Motiv dann deen een oder deen aneren op der Strooss ugehale a gefrot gëtt, ob en dann elo geimpft ass oder net.

Mir hunn haut scho gestaffelt Strofen. Eise ganze penale System ass op gestaffelt Strofen opgebaut. An do ass et net seelen, dass e Riichter natierlech och en Consideratioun hält, wéi d'Situatioun vun deem Eenzelen ass.

Dir braucht just de Code pénal opzeschloen, da kritt der d'Confirmatioun dofir, och wann Der mech elo skeptesch kuckt, Här Goergen. An dat ass awer am Strofrecht natierlech vill méi einfach an deem Sënn, dass de Riichter déi Persoun, déi ugeklot ass, oft dann ënnert der Hand huet, och kucke kann, wéi

déi ... Dat ass och eng vun de Froen, déi dacks gestallt gëtt: Wéi ass Är Situation financière? Da gëtt déi duergeluecht an da kann een noutfalls nach eppes nofroen.

Bei administrative Strofen ass dat eng ganz aner Situatioun, well do jo dann um Niveau vun enger Verwaltung op Basis dann oft vun objektiven Donnéeën eng Strof geschwat gëtt.

Ech verstinn awer och déi Debatt. An duerfir hat ech jo och uganks gesot, dass dat misst weeder ze déif nach ze héich sinn.

Voilà. Ech mengen, dass ech elo en gros op déi Punkte geäntwert hunn, déi elo hei ëmress goufen. Mee mir si sécherlech net um Enn vun der juristescher Diskussioun. Déi verschidden Elementer vun der Necessitéit an der Verhältnisméissegkeet wäerten eis hei begleeden, laang och iwwert de Vott vun deem Text eraus, well mer elo jo scho wëssen, dass mer wäerte Recoursen op där doter Fro kréien, soudass ech, ob Der elo derfir, hallef derfir, guer net derfir sidd, awer op Är Kollaboratioun ziele bei der Ausschaffung vun deem Text, dee vun enger extremer Delikatess a Wichtigkeet wäert sinn.

Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools der Madamm Justizministesch Sam Tanson. An da wier de Mikro elo fräi fir de Premier- a Staatsminister Xavier Bettel.

**M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État | Här President, ech soen Iech Merci. Ech soen och de Membere vun deem Haus Merci an och de Spriecher vun deene verschiddene Fraktiounen fir déi ganz vill konstruktiv Propositionen, déi komm sinn, fir meeschtens dee rouegen Toun, deen och komm ass, fir déi Kriticken, Virschléi, fir den Echange ze hunn. Dat war de Wonsch vun engem Débat de consultation, een deem aneren nozelauschteren.

Mir haten net an deene leschten ... Här Di Bartolomeo, et ass ee scho bal iwwerrascht, dass wann ee vu Covid schwätzt, Dir haut net Riedner sidd. Mee an deene leschte 26 Texter oder wéi vill, déi mer haten, hate mer net ëmmer dee konstruktiven Toun. An duerfir Iech alleguerten e grouse Merci fir dat, wat och hei komm ass.

Mir hu vill Äntwerte kritt. E puer Leit hunn der evitéiert. Ech hunn och en Tableau, deen ech gemaach hunn, fir d'Positionen vun deem engen a vun deem anere kënnen ze verschaffen - an ech kann Iech garantéieren, dass alles opgeschriwwen ginn ass -, déi dann och bei der Ausaarbechtung vun engem Text wäerte genau analyséiert ginn.

Ech wéll nach eng Kéier insistéieren, wéi wichteg a wéi eescht dese Sujet och fir d'Regierung ass. Et ass keen, dee voll Freed eng Impfflicht wéll hei zu Lëtzebuerg kréien, keen! An Dir wësst, dass d'Gesondheitsministesch an ech selwer och säit Méint soen, dass, wa mer keen anere Choix hunn, eng Impfflicht dann och net kann en Tabu theema sinn. Mee et war net dat, wat eis Präferenz war dës le départ, well mer probéiert hunn ... An et ass vu Kommunikatioun geschwat ginn - et ass wierklech de Maximum gemaach ginn an der Kommunikatioun!

Mir hu mat de Gemengen ... An ech wéll och do dem Syvicol an och de Buergermeeschtere Merci soen, wou mer mat den Equipe-mobilien an d'Gemenge gaange sinn. Mir si mat Busse bei d'Leit gefuer. Et ass an de Supermarché gemaach ginn. Et ass op deene verschiddenste Plaze mat Equipe-mobille bei Leit, déi net valid waren, gefuer ginn. Mir sinn och op

d'Plazen, an d'Strukturen, wou d'Leit manner mobil sinn, gaangen. Dat heescht, dass een elo op eng Kéier d'Gefill kritt, dass et ze wäit war oder d'Kommunikatioun net do war, mengen ech net. D'Kommunikatioun ass op ville Plaze gelaf.

Souguer mat deenen neie Medien ... Mee op deenen neie Medien hutt Der op där enger Säit dann den Här Schmit an den Här Thomas ..., also den Dokter Dentzer vun der Santé, déi da während enger Stonn schwätzen an erklären, firwat d'Impfung gutt ass, an Dir kritt direkt drënner e Post vun enger Persoun, déi seet: „Et ass alles falsch. Et ass alles fake. Hei ass eppes, wat ech gelies hunn aus dem Ausland!“

Hei sinn ech och der Meenung, dass deesen Debat net iwwerflësseg war. Et ass gesot ginn: „Jo, Dir sot, dass d'Experten eng Impfflicht proposéiert hunn, dass dat alternativlos wier.“ Ech wéll hei am Fong soen, dass mer eis eens sinn. Mir sinn eis eens am Fong, well d'Regierung huet decidéiert, den Avis jo ze suivéieren!

Ech hunn et virdu scho gesot: Wa mer eis als Regierung eens ginn, fir fënnf Leit ze hunn ... An déi fënnf Leit sinn net egal wien. Do sinn zwee Membere oder ee Member op jidde Fall och vum Conseil des maladies infectueuses. Mir hunn Dokteren, déi unerkannt sinn, net nëmme hei, déi souguer am Ausland unerkannt si fir hir Analysen, an déi sinn zu enger Konklusioun komm. A mir krute ganz oft reprochéiert: „Jo, wou ass Är Basis? Op wat berout dann déi Analys?“ Déi hu mer hei schwaarz op wäiss, vu fënnf Leit, déi en plus keen Interêt persounell hu fir ze soen: Et muss do oder et muss do!“ Nee, déi Doktere soen dat en connaissance de cause.

An ech erlabe mer och hei, Här President, hinne wierklech e grouse Merci ze soen. Si hunn et benevoll gemaach. Si hunn d'Missioun akzeptéiert an et war keng einfach Missioun, well se wëssen, dass och si staark a Kritik geroden, well se an deser Period soen, dass Impfe wichteg ass. Et war keng einfach Tache fir déi fënnf Leit. A fir mech ass et eng kohärent Decisioun, déi nozevollzéien ass, wann ee vun deene fënnf Leit deen Avis och kritt.

D'CSV plädéiert hei fir eng allgemeng Impfflicht. Ech respektéieren och d'Positionen an ech respektéieren och d'Argumenter, déi hei vum Här Wiseler virbruecht gi sinn. An ech gesinn och Potenzial, muss ech Iech ganz éierlech soen, fir déi zwou Positionen beieenezkréien.

An der Motioun gëtt et jo och eng Optioun, wou ee seet: „Hei, mir fänke mat 50 Joer un.“ Mee wann de Besoin do ass, da muss een och erfroge kënnen. An ech sinn iwwerzeegt, dass an deenen nächste Wochen déi konstruktiv Diskussioun, déi mer och hei haten, ka weidergefouert ginn an dass mer am Fong net grouss Widderspréch hunn. A mir sinn doudsécher bereet, openeen zouzegoen, Här Wiseler, fir ze kucken, wéi mer dee gréisste Konsens ... Well ech hunn et dës le départ gesot: En Text hei ze stëmme vun där Wichtigkeet mat 31 zu 29 wier net gutt!

Mir géife weisen, dass déi Separatioun, vun där esou vill Leit heibanne geschwat hunn an och den Här Clement iwwer seng eege Partei, dass mer déi selwecht Divisioun hei hu mat enger knapper Majoritéit bei esou enger wichtigerer Fro wéi déi vun enger Impfflicht.

A fir eis ass et dowéinst och de Besoin - a mir si bereet, an ech hunn dat och gesinn an der Motioun -, fir dat permanent och ze analyséieren, a wann de Schrëtt géif mat sech bréngen, dass ee misst ..., dass een dat net ausschléisse kann. Mee d'Experten, déi wëssen - also ech kann emol fir mech schwätzen -, déi Experte wësse vill méi wéi ech!

Wann hei jiddweree mengt, e wéisst méi wéi d'Experten, dann ass et schued, dass d'Wëssenschaft dobaussen net op Är Kompetenz kann zielen an dann ass et heibanne selbstverständlech eng Plus-value fir d'Chamber. Mee gleeft deene Leit, wa mer déi fënnel Leit hunn!

*(Brouhaha)*

Wa mer déi fënnel Leit hunn, déi awer zu där Konklusioun kommen, dann trauen ech deenen Experten! Ech trauen deenen Experten. An et ass fir ons och eng Selbstverständlechkeet - an d'Experte soen dat och, well et muss een hei nuancéiert och kucken, wat deen een oder deen anere gesot huet -, dass am Fong haut keng Impfflicht noutwendeg ass, well den Omikron ass do, den Omikron ass méi wéi present, an dee kréie mer och elo net direkt gebremst. Mee de Fait ass, wann och eng Kéier d'Experte soen: „Hei, et ass net haut an et muss och iwwerhaupt net kommen“, wann déi selwecht Experten zu enger anerer Konklusioun kommen, da soll een dat och agesinn.

**Une voix** | Egal wat!

**M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État | Mee ech wëll Iech awer just warnen: Mir kënnen eis net erlaben, dass mer an eng Situatioun op eng Kéier kommen, an dann ass et ze spéit.

Den Här Clement sot, seng Partei wier der Meenung, dass wann eng nei Variant géif kommen an d'Spideeler iwwerféllt wieren, dass se dann iwwer hir Positioun géif frësch diskutéieren. Mee dann ass et ze spéit, Här Clement. Dann ass et ze spéit! Ech weess, dass mer hei preventiv eppes maachen, wou mer vläicht de Reproche kréien, mir wieren ze vill virsichteg. Mee de But ass wierklech, dass mer déi schlëmm Verleef evitéieren, dass mer evitéieren, dass d'Leit an d'Spideeler kommen, dass mer evitéieren, dass d'Leit stierwen. Well de Constat vun deene meeschte vun eis heibannen a souguer vun deem, vun deem mer et am mannsten erwaart hunn, ass, dass d'Impfe wierkt. Dat ass e Constat, deen ass gemeinsam, deen hu mer heibannen och alleguerten.

A mir kënnen net den nächsten Hierscht oder den nächste Wanter ofwaarden a kucken, wéi d'Situatioun dann ass, well dann ass et, Här President, ze spéit. An dann hu mir als Politik eng Verantwortung, wa mer duerno soen: „Jo, et ass elo e bëssen ze spéit! A wann d'Leit elo krank ginn, da muss mer et ganz séier maachen.“ Mir mussen anticipéieren! Et steet jo och am Text vun der Motioun, déi ech gesinn hunn, dass et „dans les meilleurs délais“ ass, an deenen nächsten dräi Méint, et ass jo net, dass et haut gemaach gëtt!

An et si Froe gestallt gi vun der Madamm Oberweis, an ech weess net méi, ob et den Här Cruchten oder den Här Baum war oder d'Madamm Lorsché, zum Novavax. Den Novavax, ech hunn dat elo hei: Mir kréien am éischte Quartal, dat heescht, déi éischt dräi Méint, 30.000 Stéck, mir kréien am zweete Quartal 69.000 Stéck, dat heescht, bal 100.000 Stéck vun Novavax elo an deenen éischte sechs Méint vum Joer.

Den Text wäert net muer gestëmmt ginn. Wat wichteg ass, dat ass, dass mer eis haut géeneegt hunn. An ech soen Iech och, Här President, dass mir de Moien am Regierungsrat eis géeneegt hunn, dass mer den Text deposéieren an dass dat net tributär ass vu Modellisationen. D'Modellisatione gehéieren dozou, fir Saachen ze justifiéieren, mee den Text gëtt deposéiert.

Mir si bereet, eis Verantwortung ze iwwerhuelen. Mir si bereet, zesammen, a mir hunn dat och gesot, éierlech ze soen, dass mer duerch d'Impfung net d'Garantie hunn, dass kee méi krank gëtt, mee et gëtt e Schrëtt a méi Normalitéit. Et gëtt e Schrëtt, andeems ee weess, dass déi Vulnerabelst vun onser

Gesellschaft protegéiert sinn. D'Impfflicht ass och eng Investitioun an d'Zukunft. Et ass eng Zukunft, wou mer hoffen, d'Pandemie hanner eis kënnen ze loossen.

Ech hoffen, dass déi nächst Wochen, Här President, déi selwecht Serenitéit an deem Debat stattfënn, wéi mer se haut haten, fir dass mer et fäerdegrëngen, duerno dee gréisstméigleche Konsensus ze fannen. An et ass och net ausgeschloss gi vun zwou aneren Oppositionsparteien, dass hir Meenung net kéint änneren. Et ass keen definitiven „Niet“, et ass net gesot ginn: „Nee, nimmools!“ Mee wann d'Situatioun, wann d'Analysen, et cetera, et cetera ... , wiere se och bereet, do matzemaachen.

Ech hunn et virdru scho gesot: Et ass keen einfache Moment, fir keen! Ech sinn elo iwwer aacht Joer Premier an dësem Land. Dat heiten ass eng vun deene schwéiersten Decisiounen, déi ech selwer an engem Regierungsrat mat de Kollegen ze tranchéieren hat. Wann ech Deputéierte wier, wier et eng vun deene schwéierste Froen.

Ech hat viru Joerzénge schon esou Situatiounen, wou een a sech muss goen a wou ee sech d'Fro muss stellen: Wéi eng Richtung ass déi richtig?

Mee hei geet et drëms, Liewen ze retten, et geet drëms, méi Fräiheet zrëckzekeréien an et geet drëms, och zu Lëtzebuerg der Wëssenschaft ze trauen an zesammen e gemeinsame Wee ze goen, fir esou séier wéi méiglech nees e méi normaalt Liewen ze hunn.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools dem Premier- a Staatsminister Xavier Bettel. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

**Motions**

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert d'Motiounen, déi bei dësem Punkt deposéiert gi sinn.

**Motion 1**

Fir d'éischt d'Motioun Nummer 1, déi vum Här Wiseler deposéiert ginn ass.

Den Här Gilles Baum wëllt dozou d'Wuert ergräifen.

**M. Gilles Baum** (DP) | Merci fir d'Wuert, Här President. D'Motioun, déi den Här Wiseler deposéiert huet, gëtt genau dat zrëck, wat en och a senger Ried de Mëtten duergeluecht huet, dass d'Positioun vun der CSV fir eng allgemeng Impfflicht ass souwuel fir d'Leit, déi hei wunne wéi och fir d'Residenten. Steet dat hei dran?

**Plusieurs voix** | D'Frontalieren.

**M. Gilles Baum** (DP) | Pardon, hunn ech elo zweemol Residentë gesot? Pardon, d'Residenten an d'Frontalieren, pardon. Mir hunn als Majoritéitsparteieng aner Approche gewielt. Mir hunn d'Approche gewielt, dass mer gesot hunn, mir géifen d'Propose vum Expertegrupp suivéieren. Et sinn awer eng Rei, net Consideranten, mee Punkten, eng Rei Invitten dran, déi sech och an eiser erëmfanne respektiv an de Rieden, déi mer haten, zum Beispill de libre choix vum Vaccin, d'Limitatioun an der Zäit, eng Offre vaccinale an all de Géigenden an natierlech, fir och weiderzefuere mat de Campagnes de sensibilisation. Ech mengen, dass hei eng ganz Rei Usätz dra sinn, déi sech mat eiser Motioun, mat der Motioun Nummer 2, decken.

Mee well mir awer am Moment net bereet sinn, op de Wee ze goe vun enger allgemenger Impfflicht fir Residenten a fir Frontalieren, proposéieren ech menger Fraktioun, d'Motioun Nummer 1 hei net matzedroen.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Baum. Ass nach eng Wuertmeldung do? Den Här Sven Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Bon, d'Motioun, mir wäerten dogéint stëmmen, well mer net fir eng Obligation vaccinale générale sinn. Ech fannen awer, dass ee wichtege Punkt hei drasteet, an dat ass: « à garantir le libre choix du vaccin lors de la précitée obligation vaccinale ». Ech wëll ganz kloer maachen, dass mer dat och an der Ried ugeschwat hunn. Wann eng Majoritéit heibannen op dee Wee geet, dann ass et primordial, dass mer net och nach d'Vertrauen zerstéieren, Porzellan zerschloen, well mer de Leit ëmmer vum Libre choix geschwat hunn an elo op eemol dann do erëm géifen zrëckrudderen, wat leider am Moment an den Impfzentren de Fall ass.

An ech mengen, onofhängeg dovun, ob mer zu enger Impfflicht kommen oder net, sollt dee Punkt ëmgesat ginn, och wa mir dës Motioun net matstëmme kënnen.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Clement. Da geet d'Wuert bei den Här Fernand Kartheiser.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Jo, Här President, ech wäert Iech iwwerraschen: Mir stëmmen dat hei net mat, well mer jo selbstverständlech géint eng Impfflicht sinn! Ech hunn et awer esou e bëssen interessant fonnt - et steet als leschte Punkt do -, dass d'CSV géint eng Vaccination forcée wär, an dat vun enger Partei, déi proposéiert, dass d'Leit all puer Méint 500 Euro misste bezuelen, wa se sech net impfe loossen. Do ass schon eng kleng Nuance tëschent Vaccination forcée - wann een net vill Suen huet, dann dierf een all Kéiers 500 Euro bezuele goen - an enger Obligation vaccinale. Ech weess net, wéi d'CSV dat bei sech erkläert. Op jidde Fall, fir eis ass dat heiten net akzeptabel a mir stëmmen et net mat. Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Kartheiser.

Ier mer zum Vott vun dëser Motioun kommen, wollt ech drun erënneren, dass ee sech op sengem Posten alogge muss, fir kënnen mat ofzestëmmen. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert d'Motioun Nummer 1.

**Vote sur la motion 1**

De Vott fänkt un. Da maache mer de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An dës Motioun ass bei 21 Jo-Stëmme géint 39 Nee-Stëmme ofgeleent.

*Ont voté oui* : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Laurent Mosar), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par M. Claude Wiseler), Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

*Ont voté non* : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

*Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), M. François Benoy (par M. Marc Hansen), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par Mme Djuna Bernard), Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen ;*

*Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.*

### Motion 2

Da kéime mer zur Motioun Nummer 2, déi vum Här Gilles Baum deponéiert ginn ass.

Wie wëllt nach d'Wuert zu där Motioun ergräifen? Den Här Marc Goergen.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci, Här President. Zu der zweeter Motion vun de Regierungsparteien: Mir hate jo virdu geschwat - an ech hat dat jo och e bëssen a menger Ried eng Kéier ugeschwat - iwwert d'Residenten an d'Frontalieren oder d'Leit, déi fir Tourismus heihinner kommen. Dofir wollt ech elo d'Fro stellen, firwat dass Der elo net drageschriwwen hutt, wéi dat bei der CSV an der Motioun de Fall war, „pour les résidents“. Dir hutt hei geschriwwen „50 Joer“, awer ouni ze preziséiere „pour les résidents“. Huet dat e spezielle Grond, firwat Der Är Motioun do ophale wollt? Oder vläicht kënnt Der do eng Erklärung ginn als Regierungsparteien, well virdu war jo an de Rieden esou ugedeit ginn, wéi wann et fir d'Residentë wär. An der Motioun hutt Der dat elo opgeloo. Wat ass do de Sënn derhannert?

Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Goergen. An da ginn ech d'Wuert un den Här Claude Wiseler.

**M. Claude Wiseler** (CSV) | Merci, Här President. Ech wëllt am Fong genau dat selwecht iwwert dës Motioun soen, wat den Här Baum iwwer eis éischt Motioun gesot huet.

*(Hilarité)*

Dir hutt erkläert, wat Är Meenung ass. Hei ass Är Meenung. Mir hunn eis Meenung an der Motioun 1 ausgedréckt an och dofir gestëmmt. Dofir stëmme mer natierlech déi hei net mat, mir wäerten dergéint stëmmen.

Ech wëll just soen, datt ech awer ongedëlleg waarden op d'Presentatioun vun deem Text, deem d'Regierung da mécht, op den Depot vun deem Text, fir dann a konstruktiver Aarbecht do matzeschaffen.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Wiseler. An da geet d'Wuert bei d'Madamm Nathalie Oberweis.

**Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk) | Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech ka mech eigentlech just wonneren, dass aus där Motioun hei dee Punkt vun de Fräiheeten esou staark erauskënnt, souwuel bei de Considerante wéi bei den Invitten, wou jo dann dervunnen rieds geet, dass ee wëllt d'Fräiheeten erëm zrëckgewanne respektiv d'Mesure-sanitaires allegéieren, respektiv d'Levée complète des mesures bei den Invitten.

Dir sot jo, Dir géift den Avis vun den Experte suivéieren. Dat kënnt menger Lektür no aus deem Avis vun den Experten net esou staark eraus, dass et drëms geet, d'Fräiheeten erëmzegewannen. Ech hunn elo nach eng Kéier iwwert d'Objektiver gekuckt, déi si schreiwen an hirem Avis. Wann een do kuckt bei „but de la vaccination“, also, do kënnt dat net esou staark

eraus, wéi Dir et op jidde Fall soulignéiert. Dat ass dat Éischt. Ech ka mech eigentlech just doriwwer wonneren. An ech fannen dat relativ problematesch, dass dat awer esou staark als But dobäi erauskënnt.

An da froen ech mech och, firwat Der dann net dee Punkt vun der sozialer Staffellung mat eranhuet. Dir kéint jo, vu dass Der eng Rei Etüden an Opdrag gitt, och eng Etüd an Opdrag ginn, wou Der kuckt, awéiwäit et méiglech ass, dat sozial ze staffelen, wann Der et wierklech wëllt sozial gerecht maachen. An dat war et.

Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Madamm Oberweis. An da geet d'Wuert bei den Auteur vun der Motioun, den Här Gilles Baum.

**M. Gilles Baum** (DP) | Merci, Här President. Zwou Remarken. Effektiv, Här Goergen, et handelt sech ëm d'Residenten. Ech hunn och a menger Ried, mengen ech, zu kengem Moment gesot, dass d'Frontalieren hei mat dra wäeren an där Obligatioun, ausser natierlech, wa se am Gesondheits- oder Flegesecteur sinn. Dat ass déi éischt Präzisioun.

Déi zweet Präzisioun, déi geet un d'Madamm Oberweis: Wann Der de Pabeier vun den Experte liest op der Säit 12, Punkt 5, Allégement des mesures sanitaires, do steet dat awer dran, dass et effektiv d'Zil soll sinn, duerch e méi héijen Impftaux verschidde Mesurë kënnen zrëckzufueren.

Merci, Här President.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Baum.

Da kënne mer elo zum Vott vun der Motioun Nummer 2 kommen.

### Vote sur la motion 2

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An dës Motioun ass bei 31 Jo-Stëmme géint 29 Nee-Stëmme uegeholl.

*Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Cloener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;*

*Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), M. François Benoy (par Mme Djuna Bernard), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par M. Marc Hansen), Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill.*

*Ont voté non : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galle, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Serge Wilmes), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Octavie Modert) ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen ;*

*Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.*

### Motion 3

Da kéime mer zur Motioun Nummer 3, déi vun der Sensibilitéit déi Lénk deponéiert ginn ass fir méi

Moyenen, fir eng Campagne ciblée fir d'Vaccinatioun ze lancéieren.

Wie wëllt nach d'Wuert zu där Motioun ergräifen? Den Här Yves Cruchten.

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Merci, Här President. Merci och der Madamm Oberweis an der Madamm Cecchetti, dass se sech d'Méi gemaach hunn, déi Motioun hei ze presentéieren, wou se dra fuerderen, dass mer sollte méi Moyenen a méi verstärkt a méi ciblée Campagnë maachen, fir d'Leit fir d'Impfung ze gewannen.

Ech mengen, Dir hutt virdrun héieren, wat d'Madamm Gesondheitsministesch alles opgezielt huet, wat schonn alles gemaach gëtt, mat mobillen Ekippen, an de Supermarchéen, an de soziale Medien, an anere Publikatiounen, mat Broschüren an alle méigleche Friemsproochen - si huet esouguer Sproochen hei genannt, déi ech virdrun nach ni héieren hunn - a cibléeiert an deene Gemengen, wou den Impftaux nach net esou héich ass wéi an aneren. Ech mengen, dass dat alles gemaach gëtt. Selbstverständlech ginn ech Iech vollkommene Recht: Dat solle mer och weider maachen. Wann do nach méi gemaach ka ginn, da kommt, da maache mir dat, selbstverständlech!

Mee ech mengen awer net, dass Är Konklusioun stëmmt, déi Der an där Motioun dann zitt, dass dat et géif eleng fäerdegrëngen, dass dann d'Vaccination obligatoire géif null und nichtig ginn, well ech mengen net, dass mer mat deenen Efforten eleng op deen Taux vu 85 % oder 90 % géife kommen. Duerfir proposéieren ech, déi Motioun net unzehuelen.

Ech soen Tech Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Cruchten. An dann huet den Här Marc Goergen d'Wuert gefrot, nee, den Här Sven Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Also, als Éischt emol wollt ech awer e grouse Merci un de Gesondheitsministère ausdrécken, fir och Broschüren op Tigrinya gemaach ze hunn. Ech hu mech gefrot, wéi vill der Beneficiaire dovunner waren, sachant, datt dat d'Sprooch vun Ethiopien an Eritrea ass, also vun engem Deel vun der Populatioun. Et gëtt, mengen ech, weltwäit 9 Milliounen Spriecher vun där Sprooch. Ech wollt einfach wëssen, wéi vill Leit dat vläicht hei zu Lëtzebuerg betraff huet.

Mee dat gesot, hunn ech e puermol hei gesot - an ech sinn och op Social Media dofir e bësse lächerlech gemaach ginn, well ech dat gesot hunn -: „Impf muss esou einfach sinn, wéi sech e Big Mac ze kafen.“ Ech stellen haut nach ëmmer fest, datt mer trotz allen Efforten, déi ech luewen an déi ech ënnerstëtzen a wou ech et gutt fannen, datt mer dat méi einfach gemaach hunn, mer nach ëmmer deelweis immens laang Waardezäiten hunn an deene Popup-Impfzentren.

Mir hunn d'leschte Kéier nach iwwer e Fall an engem Akafszentrum geschwat, wou dee Moment, wou den Impfzentrum opgaangen ass, scho keng Tickete méi do waren, fir iwwerhaupt kënne geimpft ze ginn, an dann huet een nach fënnf Stonne misse waarden, bis datt dee leschten drukomm ass. Dat ass net einfach.

Mir brauchen eng nach méi breet Impffer, och bei den Hausdokteren. Dat ass schleppend. Ech hunn et selwer elo gesinn, wéi meng Fra sech wollt boostere loossen, do dauert et, bis den Dokter dann erëm genuch Rendez-vousen zesammenhuet, fir datt en déi Dosen, déi e kritt, ka verschaffen. E muss déi all zwou Woche bestellen. Et ass alles nach ëmmer e bësse schwéierfällig. Also, d'Regierung mécht vill, mee ech kann nëmme constatéieren, datt et nach ëmmer méi einfach ass, eppes Ongesondes fir säi Kierper ze maachen, wéi sech impfen ze loossen. An duerfir wäerte mir dës Motioun vun déi Lénk matënnerstëtzen.



**M. Fernand Etgen, Président** | Merci villmools, Här Clement. Da ginn ech nach eng Kéier d'Wuert un den Auteur vun der Motioun, d'Madamm Nathalie Oberweis.

**Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk)** | Merci, Här President. Merci - elo ass se grad net do, dach, si ass do, ech hunn Iech net gesinn - fir all déi Informatiounen vu vir-drun. Ech muss éierlech soen, et ass e bësse schnell gaangen, ech konnt déi zéng Gemengen net all opschreiwen. Wann et méiglech wier, déi Donnéeë schréfflech ze kréien, wann dat iergendwéi machbar wier ...

Mir louéieren natierlech déi Efforten, déi gemaach goufen. Ech froe mech trotzdem, awéiwäit et méiglech ass, mat deenen Efforte weiderzefueren, bis déi Impfflicht, natierlech wann Der eng stëmmt, dann do ass. Mee virun allem froen ech mech: Deen Tableau, dee mer gesinn hunn am Document de synthèse - wou ee jo gesäit, dass déi sozioekonomesch schwaach Leit déi sinn, déi am mannste geimpft sinn -, wann Der déi Donnéeën hutt, kënn Der vläicht och erausfannen, wou déi Leit wierklech genau wunnen a wierklech nach méi genau op déi Leit duergoen. Ech mengen, dat wier och e bëssen esou déi Fro, déi ech hunn. An, wéi gesot, ech géif mech freeën iwwert d'Donnéeën, fir dass mer kënnen weider op deene schaffen.

Merci.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci, Madamm Oberweis. An da kritt d'Wuert den Här Claude Wiseler.

**M. Claude Wiseler (CSV)** | Merci, Här President. Also, am Prinzip ass jiddwer Motioun, déi eng besser

a méi diversifizéiert Kommunikatioun freet, eis jo sympathesch. Just, wann et hei mat der Zilsetzung ass, « rendre obsolète une obligation vaccinale contre le Covid-19 », da soe mir: Deen Zuch ass fort! An dofir stëmme mir dogéint.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci villmools, Här Wiseler. An da kritt den Här Cruchten nach eng Kéier d'Wuert.

**M. Yves Cruchten (LSAP)** | Jo, just nach vläicht, well den Här Sven Clement awer eppes Pertinentes gesot huet: En huet gesot, a mir deele jo alleguerten déi Meenung, d'Impfung misst esou kamoud si wéi méiglech. An natierlech, do gi jo vill Efforte gemaach, an ech weess och, dass verschidde Popul-Imfpzentren op eemol total iwwerrannt waren, well vill Leit matenee sech wollten impfe loossen. A wann een da kee Rendez-vous huet, dann ass dat natierlech komplizéiert.

Mee vläicht tréischt et Iech, oder et sollt ee vläicht an deem Kader soen, dass elo an Zukunft och geschwënn d'Apdikter wäerte regional iwwert d'ganz Land op verschidde Plaze kënnen mathëllefen ze impfen. Dat kéint där Saach awer schonn eng gewësse Verbesserung ginn.

Ech wollt dat just soen, fir dat an dee Kader ze setzen.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci villmools, Här Cruchten, fir déi Prezisiounen.

Ech mengen, da kënnen mer elo zum Vott vun der Motioun Nummer 3 kommen.

**Vote sur la motion 3**

D'Ofstëmme fänkt un. Da komme mer elo zum Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An d'Motioun Nummer 3 ass bei 8 Jo-Stëmmen an 52 Nee-Stëmmen ofgeleent.

*Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen ;*

*Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.*

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Serge Wilmes), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;*

*MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;*

*Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), M. François Benoy (par Mme Djuna Bernard), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par M. Marc Hansen), Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill.*

Domat si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. D'Chamber kënn muer de Mëtten um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgeheween.

*(La séance publique est levée à 19.39 heures.)*

## 30<sup>e</sup> séance

Présidence : M. Fernand Etgen, Président | Mme Djuna Bernard, Vice-Présidente

### Sommaire

<p><b>1. Ouverture de la séance publique</b> ..... p. 42 M. Fernand Etgen, Président</p> <p><b>2. Heure d'actualité du groupe politique DP au sujet de la liberté de presse dans le contexte de la pandémie de la Covid-19</b> ..... p. 42 Exposé : M. Guy Arendt (dépôt de la résolution 1) Débat : Mme Diane Adehm   Mme Francine Closener   Mme Djuna Bernard   M. Fernand Kartheiser   Mme Nathalie Oberweis (interventions de M. Fernand Kartheiser, M. Sven Clement et M. Marc Goergen)   M. Fernand Kartheiser (parole pour fait personnel) (intervention de M. Fred Keup)   Mme Nathalie Oberweis (parole pour fait personnel) (interventions de M. Fernand Kartheiser)   M. Sven Clement Prises de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias   Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice (intervention de M. Sven Clement)   M. Sven Clement (parole après ministre)   M. le Premier Ministre Xavier Bettel Résolution 1 : M. Fernand Kartheiser   M. Sven Clement   M. Guy Arendt Vote sur la résolution 1 (adoptée) (intervention de M. Mars Di Bartolomeo)</p> <p><b>3. Motion de M. Léon Gloden relative au code de déontologie des membres du Gouvernement et des hauts fonctionnaires</b> ..... p. 49 Exposé : M. Léon Gloden (intervention de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État) Discussion générale : M. Fernand Kartheiser</p>	<p><b>4. Dépôt d'une motion par M. Fernand Kartheiser</b> ..... p. 49 Exposé : M. Fernand Kartheiser</p> <p><b>5. Motion de M. Léon Gloden relative au code de déontologie des membres du Gouvernement et des hauts fonctionnaires (suite)</b> ..... p. 50 Discussion générale (suite) : Mme Myriam Cecchetti   M. Sven Clement Prise de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État Vote sur la motion (adoptée)</p> <p><b>6. 7425 - Projet de loi sur les armes et munitions et portant : 1° transposition de la directive (UE) 2021/555 du Parlement européen et du Conseil du 24 mars 2021 relative au contrôle de l'acquisition et de la détention d'armes ; 2° modification du Code pénal ; 3° abrogation de la loi du 20 avril 1881 concernant le transport et le commerce des matières explosives</b></p> <p><b>7428 - Projet de loi portant approbation du Protocole contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions, additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, fait à New York, le 31 mai 2001</b> ..... p. 50 Rapport de la Commission de la Justice sur le projet de loi 7425 : Mme Josée Lorsché (dépôt de la motion 1) Rapport de la Commission de la Justice sur le projet de loi 7428 : Mme Josée Lorsché</p>
--	---

Discussion générale : M. Laurent Mosar | M. Guy Arendt (intervention de M. Laurent Mosar) | M. Dan Biancalana | M. Charles Margue | M. Fred Keup | M. Marc Goergen (interventions par M. Fernand Kartheiser, M. Mars Di Bartolomeo, M. Sven Clement, M. Guy Arendt et Mme Simone Beissel)

Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | M. Laurent Mosar (parole après ministre) (interventions de M. Emile Eicher et Mme la Ministre Sam Tanson) | Mme le Ministre Sam Tanson

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7425 et dispense du second vote constitutionnel

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7428 et dispense du second vote constitutionnel

M. Sven Clement | M. Marc Goergen | M. Sven Clement (interventions de Mme Nancy Arendt épouse Kemp)

Motion 1 (adoptée)

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; Mme Sam Tanson, Ministre.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

## 1. Ouverture de la séance publique

**M. Fernand Etgen**, Président | Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

**M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État | Nee, Här President, dat ass net de Fall.

## 2. Heure d'actualité du groupe politique DP au sujet de la liberté de presse dans le contexte de la pandémie de la Covid-19

**M. Fernand Etgen**, Président | D'Chamber féiert haut de Mëtten eng Aktualitéitsstonn, déi d'DP-Fraktioun ugefrot huet iwwert d'Pressefräiheet am Kontext vun der Covid-19-Pandemie. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Diane Adehm, d'Madamm Francine Closener, d'Madamm Djuna Bernard, den Här Fernand Kartheiser, d'Madamm Nathalie Oberweis an den Här Sven Clement. An d'Wuert huet elo den honorablen Här Guy Arendt als Vertrieeder vun der DP-Fraktioun, déi dës Aktualitéitsstonn ugefrot huet. Här Guy Arendt, Dir hutt d'Wuert.

### Exposé

**M. Guy Arendt** (DP) | Merci, Här President. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Journaliste vun haut, déi liewe relativ geféierlech, fir net ze soe ganz geféierlech. D'lescht Joer si weltwäit 46 Journalisten, politesch Blogger an aner Professioneller aus dem Secteur ëm d'Liewe komm an zwou Persoune si verschwonnen. 65 Membere vun der Press sinn entfouert ginn. 488 professionell Journaliste souzen zejoert am Prisong, 20 % méi wéi dat Joer virdrun. Dat hei sinn - an et muss ee wierklech soen - déi brutal Statistike vun engem Beruff, deem ëmmer méi an d'Kräizfeier vu Gewalt a Menacë geroden ass.

Kann ech Iech froe firwat? Ma ganz einfach, well se hir Aarbecht maachen. Si maachen hir Aarbecht a bezuelen duerfir deels e ganz, ganz battere Präis.

Zanter Joren erliewe mer doriwuer eraus staatlech Attacken op de Mediepluralismus. An Ungarn gi Radiostatiounen zougemaach. A Pole gëtt d'Fräiheet vun onofhängege Medien duerch Gesetzer ageschränkt. A Groussbritannien probéiert d'Regierung, fir der renommierter BBC hir finanziell Moyenen ze sträichen, fir nëmmen déi Beispiller ze nennen. Ech kéint hei nach ganz laang virufieren. Journaliste ginn attackéiert, menacéiert an op oppener Stroosse erschoss. Op där enger Säit engagéiere sech Leit, fir d'Presse- an d'Meenungsfräiheet ze erhalen, an op där anerer Säit gëtt mat alle Mëttele probéiert, fir déi Fräiheet ze eliminéieren.

Mee och zu Lëtzebuerg gëtt et mëttlerweil Beweegungen, déi probéieren, der Press e Maulkuerf unzedoen, a si an hirer Missioun behënnere wëllen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Mediellandschaft hei am Land huet déi lescht Jore staark geännert: Et si Publikatiounen verschwonnen. Déi fréier staark ausgepräggt Relatioun zu politesch Parteien ass bedeitend zrëckgaangen. D'Gewicht vum Internet hält ëmmer méi zou. Zweek Presseorganer kommen esouguer just nach digital eraus.

A während fréier emol e Client domadder gedreet huet, fir eng Annonce ze annuléieren, wann him eppes net gepasst huet, stinn haut d'Journalisten am Collimateur vu méi oder manner oppene Menacen. Dat geet u mam Hashtag #Lügenpresse, mat deem soll insinuéiert ginn, datt d'Press vun alle méiglechen Institutiounen dirigéiert gëtt: vum Staat, vu Gewerkschaften, vun internationalen Interessegruppen oder vu groussen Entreprises.

Wat de Support vum Staat, also d'Pressehëllef betrëfft, wëll ech hei un déi grouss Reform erënnere, mat där d'Regierung d'lescht Joer besonnesch der digitaler Entwëcklung vun de Medie Rechnung gedroen huet. De Staat war sech der Roll vun der Press bewusst. D'Pressehëllef ass de Beleg, datt mir et hei am Land seriö huele mat der Demokratie a mam sougenannte véierte Pouvoir. Si ass mitnichten e Mëttel vun der öffentlecher Hand, fir d'Press ze beaflossen. All Mënsch, deem d'Televisioun kuckt, de Radio lauschert an Zeitungge liest, ka sech all Dag dovunner iwwerzeegen. Wien de Contraire behaupt, dee litt!

D'Press an d'Medien allgemeng sinn e wichtege Piliere vun enger Demokratie. Si sinn de Grondstee vun all öffentlecher Diskussioun. Si informéieren d'Bierger an erlabe jidderengem, sech eng Meenung zu engem Thema ze bilden. Hir Onofhängegkeet ass de Garant fir en oppenen Discours an en objektive Bléck op dat, wat eis Gesellschaft ausmécht.

Vill vun eis heibannen - wann net déi meesch - hunn hir Erfarunge mat der Press gemaach, där gudder an där manner gudder. Heiansdo hätt ee sech gewënnscht, den Artikel oder de Reportage wier e bëssen aneschters ausgefall, mee dat läit an der Natur vun der Saach. An trotzdeem: Dat Allerwichtigst ass, datt de Bierger op eng verständlech an nuanciéiert Manéier informéiert gëtt, fir datt e sech eng Meenung maache kann!

Mee, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wat sech a leschter Zäit an eiser Gesellschaft an an eiser Presse-landschaft ofspilt, ass net méi ze akzeptéieren!

Et huet ugefaangen Enn 2019 mat enger Doudesmenace géint eng Journalistin vun RTL. Wat deemoools nach wéi en eemolege Virfall ausgesinn huet, huet sech an der Pandemie zu enger Well vu Menacen an Aschüchterungsversich entwëckelt. Am Mëttelpunkt stinn dobäi Anti-Impf-Aktivistinnen an hir Supporter, déi an de soziale Medie sans gêne géint d'Journaliste klappen. D'Press ass quasi zum Fräiwëld erkläert ginn. Déi Leit probéieren och, d'Press mat gemeinsame Plainten a mat héije Fuerderungen no Schuedenersatz anzeschüchtere.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat ass eng Entwëcklung, déi eis muss ze denke ginn a wou mir zesammen hannert de Medien an hannert der Meenungsfräiheet stoe mussen. „Wehret den Anfängen!“

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Guy Arendt** (DP) | Et dierf net sinn, datt Fotografen op Manifestatiounen harceléiert gi vu Leit, déi behaupten, si géife fir hir Meenungsfräiheet protestéieren. Si vergiessen dobäi, datt all Fräiheet do ophéiert, wou deem anere seng ufänkt.

Et dierf net sinn, datt Zeitungge wéinst hirer Berichterstattung juristesesch poursuivéiert ginn.

**Une voix** | Très bien!

**M. Guy Arendt** (DP) | A wat nach méi schlëmm ass: Dës Gewaltbereetschaft limitéiert sech net méi just op d'Aarbecht vun de Journalisten. Nee, dës Gewaltbereetschaft dréngt bis an d'Privatliewe vun de Journalisten - a Journalistinnen natierlech - an. Privat Handysnummere ginn a Fore vun Impfdemonstrante gedeelt. Oppe Morddrounge ginn an dese Forummen ausgeschwat. Et gëtt och erkläert, mat wat fir enge Mëttelen ee géint Journaliste ka virgoen. An engem Fall ass e ganz Arsenal vu Messeren a vu Schosswaffenen opgezielt ginn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et dierf net sinn, datt Journalisten öffentlech bedreet ginn a souguer ëm hiert Liewe fäerte mussen, well se hir Aarbecht maachen. Mir mussen esou Leit kloermaachen, datt dat net geet an datt eise Rechtsstaat mat alle Mëttelen dogéint virgeet.

**Une voix** | Très bien!

**M. Guy Arendt** (DP) | Am Januar 2015 hu mir gesinn, wéi wäit Haass géint d'Press ka goen. Den Hashtag #JeSuisCharlie huet deemoools d'Ronne gemaach. Vill Leit hunn domat hiert Matgefill an hir Ënnerstützung zum Ausdrock bruecht. Siwe Joer méi spéit gesi mer awer, datt d'Press nach ëmmer méi menacéiert gëtt. Mir mussen d'Medien duerfir net just en droit, mee och en fait ënnerstëtzen.

Ech erlabe mir duerfir, eng Resolutioun eranzereechen, an där d'Chamber nach eemol hir Bereetschaft an deem Sënn ënnersträicht. An ech si frou, datt all d'Parteien a Sensibilitäte mat där Resolutioun d'accord sinn a se och ënnerschriwwen hunn. Ech soen hinnen op alle Fall villmoools Merci an, Här President, ech ginn Iech déi eriwuer.

### Résolution 1

« Relative à la liberté de presse et aux attaques contre les professionnels du monde médiatique dans le contexte de la pandémie de Covid-19 »

La Chambre des Députés,

- considérant que les médias accomplissent une mission importante qui consiste à renforcer la transparence politique et sociale en fournissant des informations fiables et vérifiées ;

- *considérant que la crise sanitaire a mis en évidence le rôle essentiel des médias d'agir en tant qu'observateur critique et porte-voix objectif au sein de toute société démocratique ;*

- *constatant que les journalistes et autres professionnels du secteur médiatique sont de plus en plus souvent les victimes de harcèlement et d'actes d'intimidation ;*

- *constatant que la violence s'incruste de plus en plus dans le débat public ;*

- *constatant que les menaces envers les professionnels du secteur ne se limitent point au seul contexte professionnel, mais s'étendent à la vie privée des professionnels ciblés ;*

- *considérant que les menaces envers les journalistes se concrétisent par le partage sur les réseaux sociaux de détails personnels, dont notamment des numéros de téléphone et des adresses de domicile privées,*

*s'engage*

- *à réaffirmer le rôle de la presse et l'importance du pluralisme médiatique en tant que piliers cruciaux d'une société démocratique ;*

- *à soutenir la presse professionnelle et les services des médias dans leur travail d'information et de révélation, dénonce*

- *toute incitation à la violence et toute forme de pression exercée sur la presse et les médias ;*

- *le non-respect de la vie privée des membres de la presse.*

(s.) *Guy Arendt, Diane Adehm, Djuna Bernard, Sven Clement, Francine Closener, Fernand Kartheiser, Nathalie Oberweis.*

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci, Här Arendt.

**M. Guy Arendt (DP)** | Fir eis als DP ass eppes kloer: D'Press an hir Journaliste mussen onofhängeg bleiwen. Si dierfe weeder vun engem Parlament nach vun enger Regierung nach vun Institutionen, der Wirtschaft oder vu Privatleit beaflosst a scho guer net bedreet ginn.

Als onofhängege Beobachter a Commentateur erfëllt d'Press eng essentiell Missioun an eiser Gesellschaft an dréit zu engem ponderéierten Discours bäi. Si mécht op Mësstänn opmierksam, si fuerdert Erklärungen a si informéiert.

Ech hunn et schon eemol gesot an ech soen et nach eng Kéier: D'Press ass ee vun de Piliere vun all Demokratie a vun eiser Demokratie! De Moment gëtt probéiert, un dësem Fundament ze rappen. Duerfir muss mir ganz dätlech maachen, datt mir dat Fundament beschütze wäerten!

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci villmools, Här Arendt.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Diane Adehm. Madamm Adehm, Dir hutt d'Wuert.

**Débat**

**Mme Diane Adehm (CSV)** | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Gewalt fänkt ëmmer mam Wuert un, an dëst egal ob um Pabeier, an de soziale Medien oder am Bistro. An hei muss den Hiewel ugesat ginn. Den Discours vu Gewalt muss agedämmt ginn, well duerch dësen Discours gëtt Gewalt virbereet a propagéiert, an dat iwwerall an eiser Gesellschaft. D'Meenungsfräiheet däerf net duerch Gewalt gepräagt ginn.

„Die garantierte Presse- und Meinungsfreiheit ist ein für die Demokratie zu hohes Gut, als dass es von irgendeiner Seite beeinträchtigt werden sollte.“ Dat sot eemol de fréieren däitsche Bundeskanzler Willy Brandt an hien hat domadder vollkomme Recht.

Wa Medien hir Aarbecht net maache kënnen, well se fäerten, aggresséiert ze ginn, da geet dat op d'Käschte vun den Notzer vun de Medien an am Endeffekt och op d'Käschte vun eisem Rechtsstaat a vun eiser Demokratie an domadder vun eis alleguerten, well ouni Pressefräiheet ass eng Demokratie nëmme schwéier virstellbar, wann net souguer onméiglech.

Wa mir awer e Bléck eraus an d'Welt geheien, gesi mer, dass et den Ament net ganz gutt ëm d'Pressefräiheet steet: D'Zuele vu Reporters sans frontières sinn erschreckend!

Mee mir müssen och fir d'éischt emol virun eiser eegener Hausdier kieren. Hei zu Lëtzebuerg kënnen mir eis glécklech schätzen, eng staark, fräi an onofhängeg Press ze hunn, mee leider gi rezent Virfäll aus de leschte Méint eis Grond zur Suerg. Méi nach: Et besteet kloer Handlungsbedarf fir eis alleguer!

Während der Pandemie hunn d'Journalisten hiert Beschit probéiert, fir d'Leit esou gutt wéi méiglech iwwert d'Pandemiegeschéien ze informéieren, a kruten dowéinst vu verschiddene Leit iwwelst Reprochë bis hin zu Morddrounge gemaach. Hei muss ee ganz kloer soen: „Stopp, dat geet net!“ A wéi schon am Ufank gesot, scho laang virdu muss ee Stopp soen.

Erschreckt hunn eis déi Virfäll alleguerten, d'Virfäll um Rand vun de Manifestatiounen géint déi aktuell sanitär Mesuren. Mir denken hei un d'Journalisten an d'Fotografen zu Lëtzebuerg, awer och am Ausland, déi deels verbal aggresséiert goufen, awer och an de soziale Medien deels esouguer bis zu Morddrounge kritt hunn. Esou gouf probéiert, hinnen Angscht ze maachen a si un hirer Aarbecht ze hënneren.

Dëst sinn alles intolerabel Ugrëff op d'Pressefräiheet an dowéinst gläichzäiteg Ugrëff op eis Demokratie. Angscht an Angschtmaacherei däerfen nimools e Mëttel vun der demokratescher Ausernanerzung sinn, weeder am Wuert an nach vill manner an der Dot.

Fakt ass: Hei zu Lëtzebuerg ass d'Pressefräiheet net duerch de Staat a Gefor, mee duerch Respektlosigkeit, Gewaltbereitschaft an Haass vun eenzelne Leit, déi et och nach fäerdgebréngen, anerer matzerappen. D'Fräiheet zur Gewalt an zum Haass gëtt et awer net, och net zum Gewaltopruuf oder zum Hate-speech.

Hei muss mir eis als demokratesch gewielt Vollektivverrieder ouni Konditioun hannert déi betraffe Journaliste stellen, mee och hannert d'Press am grouse Ganzen. D'Journaliste muss kënnen fräi hir Aarbecht maachen, ouni Angscht ze hunn, well d'sozial Medien kënnen d'Journalisten zwar an hirer Aarbecht ënnerstëtzen, mee ersetze kënnen si se definitiv net.

Duerfir wëll ech hei och ganz kloer soen: Demokratie a Fräiheet brauche professionell Pressefräiheet a professionelle Journalismus. Grad an Zäiten, wou all Zort vu Pseudoinformatiounen doruechter zirkuléieren, müssen des ageuerdent, sortéiert an analyséiert ginn. An de soziale Medien zirkuléieren ze vill Hallefwouerechten, déi vun ze ville Leit ugeholl ginn. Aus dësem Grond hunn ech och eng Aktualitéitsstonn ugefrot iwwert déi sougenannt Fakenews.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**Mme Diane Adehm (CSV)** | Här President, en anere Phenomeen, deen zënter geraumer Zäit zouhëlt, ass dee vun de SLAPP-Kloe géint Journalisten. Dës „Strategie lawsuits against public participation“ ginn

ëmmer méi géint Journaliste verwent, fir si an hirer Aarbecht ze behënneren, andeems se duerch mat den Hoer erbäigezunne Plainten zäitlech wéi finanziell schachmatt solle gesat ginn. Bei esou enger Plainte geet et nëmmer drëms, déi betraffe Journalisten ënner Drock ze setzen oder souguer monddout ze maachen.

Hei ass et fir mech a meng Kolleegen aus der CSV-Fraktioun kloer, dass d'Gesetzgebung d'Journalisten an hirer Aarbecht schütze muss a mir sinn och oppen dofir, fir d'Gesetz do, wou et Sënn mécht, unzepas-sen.

Och e bessere Monitoring vun de Social Media ka vill dozou bäidroen, fir d'Gewalt anzédammen an d'Journalisten esou besser ze schützen, fir dass si hir Aarbecht maache kënnen. Och d'Police, déi vill a gutt Aarbecht an de leschte Wochen a Méint gemaach huet, muss nach méi sensibiliséiert ginn, fir op d'Journalisten opzepasst.

Här President, ech halen do op, wou ech ugefaangen hunn: Den Discours an eiser Gesellschaft muss vun all Gewalt befreit ginn. Eng fräi Gesellschaft gëtt et just mat Gewaltfräiheet!

Ofschlëssend soen ech dem Guy Arendt villmools Merci fir dës Aktualitéitsstonn.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Diane Adehm (CSV)** | An Iech soen ech Merci fir d'Nolauschteren.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci villmools, Madamm Adehm. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Francine Closener. Madamm Closener, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Francine Closener (LSAP)** | Merci, Här President. Als Éischt wëll ech och dem Guy Arendt Merci soe fir dës Aktualitéitsstonn, wou mer elo iwwer eppes diskutéieren, wat fir e Rechtsstaat, eng Demokratie a sech eng Selbstverständlechkeet ass an natierlech och muss bleiwen: d'Pressefräiheet. Well ouni eng fräi an onofhängeg Press ass eng Demokratie an akuter Gefor an dat muss mer eis an de Leit dobaussen erëm bewosst maachen. Et geet ëm den Erhalt vun eiser Demokratie, ëm net manner wéi dat!

Datt d'Press och zu Lëtzebuerg Drock muss aushalen, dat ass wuel näischt Neies. Ëmmer nees gëtt et Versich, Journalisten ënner Drock ze setzen, ze manipuléieren, anzeschüchteren, vu Politiker, vu Geschäftsleit, vun allméigleche Leit, déi sech schlecht an ongerecht behandelt fillen. Deen Drock huet ganz vill Facetten: Dat geet vun engem Telefonsappell bei en Direkter vun engem Editionsbaus bis zur Plainte um Geriicht a Perquisitiounen a Redaktiounen. Dat geet vun Aussoe wéi: „Wann s de dat elo schreifs, da suergen ech derfir, dass Du ni méi en Interview kriss!“, bis hin zu der Menace, keng Annoncë méi ze schalten, wann deen allze kritesche Journalist net direkt e Complaisance-Reportage hannendru mécht.

Dat alles kennen d'Journalisten zu Lëtzebuerg zanter ville Joren. Dat ass net ëmmer flott an d'Meenungsfräiheet, de Quellschutz, d'Recht op Informatioun an op Informatiounszougang ginn ëmmer nees Ulass zu Diskussiounen. Klammer op: De Medieminister seet eis bestëmmt, wou den Dossier drun ass vum Informatiounszougang respektiv vun der Evaluatioun vum Transparenzgesetz.

Also, wéi gesot, et gouf schon ëmmer Diskussiounen an och Attacken. Awer dat, wat mer elo erliwien, dat ass „du jamais-vu“! Déi Attacken op d'Press hunn eng aner Envergure kritt, déi net ze toleréieren ass, oder fir de Chefredakter vum „Tageblatt“ ze zitéieren: „Et gi

Momenter an engem Land, wou ee muss soen: „Et geet duer!“ An et geet duer: perséinlech Attacken, physisch Gewalt, Hatespeech, Mordmenacé géint Journalisten zu Lëtzebuerg, déi hir Aarbecht maachen, déi Fakenews entlarven, déi Pseudowëssenschaftler op den Zant fillen, déi Ligener mat Fakte konfrontéieren, déi op eng verständlech Aart a Weis erklären, wat Impfungen bréngen, déi kritesch hannerfroen - nach an nach an nach.

D'Journaliste leeschten ee vun de wichtigste Baiträg an der Bekämpfung vun der Pandemie a ginn dowéinst elo zur Zilscheif vun, jo, soll ech soen „Impfgéigner“? Oder sinn et net vill méi Leit, déi op eng ganz perfid Manéier de Frust vu ville Mënschen, hir Onsécherheeten, hiert Gammsen op einfach Léisungen an op Sënebäck notzen a benotzen, fir lues awer sécher eis Cohésion sociale futti ze maachen an eise Rechtsstaat ze ënnerhillegen?

Kritesch Press monddout ze maachen ass ëmmer dat éischt Mëttel vun autoritären, antidemokrateschen, faschistesche Regimenter. An d'Populisten an déi Rietsradikal maachen dat ganz subtil, mat engem Langage, deen ëmmer nees Grenzen test an no hanner verréckelt, deen dat salonfäeg mécht, wat viru Joren nach onméiglech war, well se et widerhuelen, well mer eis dru gewinnen, well et zu enger neier, geféierlecher Normalitéit gétt.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et gétt Momenter, wou ee muss soen: „Et geet elo duer!“ Et ass un eis heibannen, dem éischte Pouvoir vum Land, de Volleksvertrieeder, fir en Zeechen ze setzen an dat haart ze soen: „Et geet duer!“ De Kampf géint déi, déi eise Staat, eise Zesummeliewe wëlle futti maachen, dee Kampf muss eis alleréischt Prioritéit sinn! Déi aner Säit huet vill Terrain guttgemaach. D'Situatioun ass esou fragill wéi scho laang net méi. Mir däerfen dat wierklech net ënnerschätzen.

Duerfir wëll ech vun dëser Plaz am Numm vu menger Partei, der LSAP, de Journalisten eis Solidaritéit soen. Loosst Iech net ënnerkréien, mee loosst Iech och net provozéieren! Et ass natierlech schwéier, sech zréckzehalen. Et ass schwéier, Leit, déi ee fir nidderrächteg hält an och nach fir munch aneres, net effentlech esou ze nennen. Mee et dierf een net op se erafale! Domadder spillt een hinnen an d'Kaarten. Si waard jo nëmmen drop, sech als Affer a Märtyrer ze bezeichnen!

**Une voix** | Très bien!

**Mme Francine Cloener** (LSAP) | Et gétt en haarde Match. Dorop muss jiddweree sech astellen. Léif Frënn vun der Demokratie, méi wéi jee géllt: „Wehret den Anfängen!“ Ech zielen op Iech! Merci fir d'Nolauschteren.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Madamm Cloener. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Djuna Bernard. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Djuna Bernard** (déi gréng) | Merci, Här President. Wa mir an de Jore virun 2020 an Europa iwwert d'Pressefräiheet geschwat hunn, da goung et oft ëm Entwécklungen an Zentral- an Osteuropa. Spéitstens, wa mer de leschte Rapport vu Reporter ouni Grenzen kucken, drängt sech awer de Constat op, dass mat der Pandemie d'Pressefräiheet ëmmer méi och zu Lëtzebuerg an a sengen Nopeschlänner a Gefor geréit, an dat duerch verbal, juristeschen an zum Deel souguer kierperlech Attacken op Journalist/innen.

Fir eis Gréng ass et evident a glaskloer, an ech wëll et dowéinst hei op dëser Plaz nach eng Kéier an aller

Däitlechkeet soen: Mir stellen eis géint esou Aschüchterungsversich a solidariséieren eis mat de conceréierte Journalist/innen.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Djuna Bernard** (déi gréng) | Aschüchterung a Gewalt géint en essenzielle Piliere vun eiser Gesellschaftsuednung gi géint all Virstellung vun Demokratie a vu Politik, wéi mir se säit der Grënnung vun eiser Partei vertrieeden.

Oft sëtzen d'Auteure vun esou Dote Verschwörungstheorien op a fannen do kee Wee méi eraus oder se radikaliséieren sech a Filterblasen oder och änleche mediale Raim. D'Ausstellung „Gleef dat net ...!“ déi rezent am Stater Geschichtsmusée ze gesi war, thematiséiert dës Problematik ganz däitlech. Hei gétt ënnermoolt, wéi vill Verschwörungstheoretiker d'Onofhängegkeet an d'deontologesch Prinzippe vun der Press a Fro stellen.

Do liest een dann Zitater wéi, an ech zitéieren: „D'Medie sinn eng terroristesch Band, déi Äre Geescht voll am Griff huet. Si maachen Iech zu ganz domme Sklaven ouni Vergaangenheet an ouni Zukunft. An d'Medie si weltwäit an den Hänn vun enger Clique, déi en Interessi drun huet, eis Natiounen, eis Vëlker, eise sozialen Zesammenhalt ze brieden, fir eis besser ausraiberen an ausbeuten ze kënnen.“ Zitaz Enn. Dëst ass eng vun deene villen erschreckenden Aussoen, déi een op de soziale Media lese kann an déi engem enorm ze denke ginn.

Dofir ass et och wichteg, op dëser Plaz de Lien ze maachen zum Hatespeech, zu deem d'Majoritéitsfraktiounen am November 2021 zesammen en Debat an der Chamber ugestouss hunn. Theeme wéi d'Medien-erzëiung, mee och d'zouhuelend Radikaliserung vun eiser Gesellschaft wëll ech och hei erëm eng Kéier no vir bréngen.

D'Aktualitéit vun dësem Debat bréngt leider awer och mat sech, dass Beaflossung vu Journalisten an der leschter Zäit och ëmmer méi oft iwwert de juristesche Wee gelaf ass. Hei sinn et déi sougenannt SLAPP-Kloen, a se goufe schonn erwäant, déi e Problem duerstellen a mat deene sech aktuell och d'EU-Kommissioun befaasst.

Mir Gréng schwätzen eis kloer derfir aus, d'Press hir Aarbecht maachen ze looschen, och a grad, wann déi engem net ëmmer gefält. A mir stelle fest, dass déi, déi ëmmer am haartsten no der Meenungsfräiheet jären, fir hir diskriminéierend Usichten ze decken, elo déi éischt sinn, déi bei d'Justiz lafen, wann een e béist Wuert iwwer si seet.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Djuna Bernard** (déi gréng) | An déi, ganz niewebäi gesot, esou Schutz bei déi staatlech Institutione siche ginn, déi si op anere Plazen ëmmer erëm probéieren ze ënnergriewen.

Richtig ass, dass an eiser Gesellschaft all Bierger d'Méiglechkeet huet, fir viru Geriicht säi Recht anzekloen. Dat heescht awer net, dass et legitim ass, wa Journaliste mat Kloen zougedeckt ginn, deenen hiert eenzegt Zil et ass, si anzuschüchteren oder rouegzustellen.

D'EU-Kommissioun schafft op dësem pertinente Sujet a mir fannen, dass Lëtzebuerg dës Sujet konstruktiv an oppe begleede soll.

Här President, ier ech zum Schluss kommen, nach e puer Wuert zu der historiescher Anuerdung vun dem haitegen Debat.

Wa mer e kuerze Bléck an d'Vergaangenheet werfen, da gesi mer, dass fréier d'Vertraue vum Public an

d'Journalist/innen och net ëmmer einfach gi war. Trotzdem ass et esou, dass fréier de Printjournalismus eng gewëssen Deitungshoheet hat, déi haut am Zäitalter vu soziale Medien an Internetforen ëmmer méi um Bréckelen ass.

Wéi de Romain Hilgert 2004 geschriwwen huet, war et zu Lëtzebuerg ganz laang esou, dass déi historiesch Bannung vun de groussen Zeitungen u Gewerkschaften a Parteien zwar net onproblematisch war a puncto Onofhängegkeet, awer gläichzäitig och fir e gewëssent Vertrauen an eng Bannung vun de Lieser/innen un d'Medie gesuergt huet. 2005, ee Joer duerno, koum mat YouTube a Facebook dunn eng nei Konkurrenz fir d'Informationsmedien, an déi virdru kaum ee geduecht hätt.

Här President, haut si mer an engem mediale Kontext, wou d'Vertrauen ëmmer méi rar gétt duerch déi wirtschaftlech, technologesch a sozial Verännerungen an eiser Gesellschaft. D'Journaliste mussen sech dëst Vertrauen all Dag erëm nei erkämpfen. A mir als Politik hunn d'Verantwortung, hinnen doranner ze hëllefen, andeems mir hinnen d'Moyene ginn, fir eng gutt Aarbecht ze maachen, notament mat engem moderne Pressehëllefsgesetz, wat dës Koalitioun en place gesat huet, mat der Ëmsetzung vun der Whistleblower-Direktiv, déi d'Justizminister viru Kuerzem presentéiert huet, an awer och engem Informationszougangsrecht.

Heizou seet d'ALJP (ndlr: Association luxembourgeoise des journalistes professionnels) ganz pertinent: « Dans un contexte où les fake news foisonnent partout, il faut une presse indépendante dotée des moyens qui lui permettent de vivre cette indépendance. Sinon, tous les reproches qui viennent des marges accusant les médias d'être à la botte du gouvernement auront toujours leur part de vérité. »

An dofir, Kolleeginnen a Kolleegen, wëll ech gäre vun dëser Debatt profitéieren, fir de Medieminister ze froen, wou de Prozess ronderëm d'Informationszougangsrecht drun ass. Eises Wëssens gouf op en Avis vum Presserot gewaart. Ass dësë mëttlerweil do? A kënn et do zu enger neier Circulaire oder engem eventuelle Projet de loi?

Wann ech elo ofschléissen, wëll ech awer dem Här Guy Arendt an der DP-Fraktioun e ganz grouse Merci soen, dass se dëst wichteg Thema, besonnesch zu dësen Zäiten, nach eemol ganz uewen op d'Chambersagenda gesat hunn an der Chamber esou d'Geleechenheet ginn hunn, fir eng kloer Positioun zur Presse- a Mediefräiheet ze ergräifen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Madamm Bernard. An da wier et um honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Villmools merci, Här President. An ech fänken och direkt u mat engem grouse Merci un den Här Arendt an un d'Kolleege vun der DP, dass se déi Initiativ hei geholl hunn.

Et soll een ëmmer nees iwwert d'Fräiheet vun der Press schwätzen, well si ass einfach e Kärelement vun eiser Demokratie. D'Grondpositioun vun der ADR ass dowéinst och absolut kloer: Mir si resolut fir déi Fräiheet a géint all Zensur.

Wéi all aner Kolleegen heibannen och, verurteele mir Ugrëff op d'Fräiheet vun der Press wéi och d'Gewalt oder Menacé géint Journalisten an aner Persounen, déi an de Medien aktiv sinn.

D'Press däerf a soll d'Politik an d'Politiker kritiséieren an hannerfroen. Et ass och dat, wat mir mengen, wa

mir d'Roll vun der Press als véierte Pouvoir am Staat beschreiben. D'Press muss a soll opdecken, wat falschleeft an dobäi op der Säit vum Bierger stoen, fir déi dräi aner Pouvoiren ze kontrolléieren. D'Press an eise Länner därf doweinst och ni eng Regierungspress sinn oder ginn.

An deene leschte Joren huet een awer leider den Androck, datt si deem Rôle net ëmmer gerecht gëtt, och net hei zu Lëtzebuerg. A ville westleche Länner mécht si sech zum Sproochrouer vun der Regierungspolitik an hëllef, kritesch Stëmme klengzehalen oder auszegrenzen. Amplaz vun eng Meenungsvillfalt hu mer dann dacks eng Pensée unique an der Press, e politesch korrekte Mainstream, deen net méi vill aner Meenungen niewent sech toleréiert.

Mir hunn de Phenomeen bei der Migrationskris gesinn. Et gouf wëssenschaftlech Etüden doriwwer. Et gouf Zeitungen, déi sech entschëllegt hu fir hir Politik, an Dänemark och viru Kuerzem am Kontext vum Covid. Mir gesinn et an der Diskussioun ëm de Klimawandel.

Hei zu Lëtzebuerg gesi mer besonnesch och an der Diskussioun ëm de Verfassungsreferendum esou e Phenomeen a mir gesinn e bei der Diskussioun ëm d'Impfungen an d'Impfflicht am Kontext vum Covid.

Beim Verfassungsreferendum wor et esou, datt d'Bierger, déi sech an enger Initiativ zesumme fonnt hunn, massiv an der Press dofir kritiséiert goufen, datt si hir Biergerrechter ausfüllen. Et muss ee sech vill Suerge maachen, wann eng Press normal Bierger, ob si sech fir e Verfassungsreferendum asetzen oder och géint eng Impfflicht militéieren, massiv ugräift, un de Pranger stellt a verdäiwelt.

D'Fräiheet vun der Press, zu där mir eis ouni Aschränkung bekennen, huet ëmmer och e Corollaire, eng direkt logesch Konsequenz, an déi heescht Verantwortung! Eng Verantwortung fir eis Gesellschaft, eng Verantwortung fir en ziviliséierten Émgang mateneen, eng Verantwortung fir eng Meenungsvillfalt a fir eng gefleegt Sträitkultur.

Et kann net sinn, datt eng Zeitung Leit perséinlech ugräift a sech duerno wonnert, wann déi Leit sech viru Gericht wëlle wieren. Dat huet näischt mat sougenannte SLAPP-Kloen ze dinn, also mat Kloen, déi zum Zil hunn, d'Press ze museléieren, mee dat huet eppes ze di mam Fonctionnement vun eisen demokrateschen Institutiounen an engem Rechtsstaat.

Wann déi Leit net de Wee iwwert de Conseil de presse wielen, fir sech ze verdeedegen, dann huet dat nach eng aner Ursach, an dat ass deen ëmmer méi séieren a massive Vertrauensverloscht, dee mer an eisem Land an op anere Plaze feststellen an d'Press an hir Organer.

Déi dacks eesäiteg Berichterstattung bei wichtege Froen - Migration, Klima, Verfassung, Covid - féiert dann och zu deementsprechende Verloschter vu Lieser, Nolauschterer an Nokuckerten. Vill Presseorganer hei am Land kéinten ouni déi offiziell Pressehëllef net iwwerliewen. Wann een och kann iwwert d'Pressehëllef an hir reng ekonomesch Aspekter gedeelter Meenung sinn, ass et an eisen Aen awer sënnevoll, déi Ennerstëtzung ze behalen, fir eng Meenungsvillfalt ze erméiglechen. Nach ass et awer un der Press, fir dann ze weisen, datt si dann och all deene Leit, déi si mat hire Steiere finanzéieren, eng objektiv an neutral Plattform ka bidden, fir déi Meenungsvillfalt och an der Praxis ze erméiglechen!

Mir hunn nach ëmmer a groussen Deeler eng parteiorientéiert oder gewerkschaftsorientéiert Press zu Lëtzebuerg. Doweinst betoune mir besonnesch, datt all Bierger hei am Land déi Presseorganer iwwer hir Steiere matfinanzéieren an net nëmmen déi

parteiopolitesch oder gewerkschaftlech Sympathisanten.

Mir brauchen objektiv an éierlech Informatioun, manner verurteilend Kommentaren, méi Objektivitéit a kontrovers Diskussiounen an der Press, wa si hire Rôle net wëllt un déi sozial Medie verléieren.

D'ADR setzt sech dofir a fir eng fräi Press mat Qualitéit, Villfalt a Verantwortung. Si kann a muss eng essenziell Roll an eiser Gesellschaft spillen. An dobäi wëlle mir a wäerte mir si ennerstëtzen.

Ech soen Iech Merci.

**M. Fred Keup** (ADR) | Très bien!

**M. Jeff Engelen** (ADR) | Ganz gutt!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Kartheiser. An ech ginn d'Wuert weider un d'Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk) | Merci, Här President. Merci och dem Här Arendt an der DP fir dës Heure d'actualité, déi effektiv immens wichteg ass.

Siele war den Toun an eiser Gesellschaft esou rau wéi an der Lescht. Do si besonnesch d'Medien ënner Beschoss, déi all Dag op en Neits probéieren, d'Zesummenhänge ze erklären, Hannergrënn ze beliichten an d'Politik ze kontrolléieren. Mee onofhängege Journalismus ass an Zäite vu grouse Spannungen oft unerwünscht. D'Journalisten hunn also eng schwéier Roll an eng Roll, déi an enger Demokratie awer indispensable ass. An trotzdem gesi mer ëmmer erëm, dass Medien a Journalisten decréditibléiert ginn a souguer ugegraff gi vu Leit dobaussen ... an och vu Leit heibannen. An dat ass grad bäi Wäitem déi bedenklechst Evolutioun!

Déi selwer ernannt Verfechter vu Meenungsfräiheet huelle gär e Journalist viru Gericht, deen am Kader vun enger journalistescher Emissioun Aussoe mécht. Ech perséinlech fannen dës Aussoe vun deem Journalist och éischer onglécklech, mee et géif mer am Dram net afalen, Journalisten anzeschüchteren, andeem ech se virun d'Gericht huelen. Well esou Aschüchterungsversich gehéieren, an dat gesi mer uechtert d'Welt, zum Arsenal vun de Rietsextremen a vun de Populisten.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk) | Déi, déi géint Journaliste ginn, an déi, déi „Desinformatioun“ ruffen, sinn och déi, déi d'Gesellschaft wëlle splécken, andeems se dem aarme Lëtzebuurger soen, den aarmen Ausländer wär säi Feind. Dass se duerno all Gesetz hei ofleenen, wann och nëmmen e bësse probéiert gëtt, d'Logementskris an de Grëff ze kréien, oder dass se sech bei all Budget opreegen, well de Staat ze vill ausgëtt, weist eigentlech, dass och dës Partei, d'ADR, just d'Interesse vun den décke Portmonnie vertritt. Mee dat soe se léiwer net an net esou haart.

*(Interruptions)*

Ech mengen net, dass mer nach eemol mussen iwwert den Här Reding schwätzen, deen eng privat Telefonsnummer vun engem Journalist an de soziale Medien öffentlech gemaach huet. Et ass eis kloer: D'ADR mécht Stëmmung géint déi onofhängeg Medien.

Här President, mee wéi eng Iddi vu Meenungsfräiheet ass dat, déi eng ADR huet? Eng, an där verschidden Aussoe vun honorabele Kollegen net als rassistesch denoncéiert dierfe ginn, mee an där den Här Kartheiser ouni mat der Wimper ze zucken all

Problemer am Garer Quartier Schwaarzafrikaner zouschreift - en Zitat: „Schwarzafrikaner“.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Dir weist mer jo Är Zitater dann!

**Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk) | Dat kann ech gäre maachen. Dat war, wéi den David Wagner nach hei an der Chamber war. Dat kënne mer da gär duerno maachen.

Oder eng, an där d'ADR och keng Occasioun ausléisst, fir déi sougenannt „Lügenpresse“ - entre guillemets - duerch den Dreck ze zéien an esou d'Medien ze decréditibléieren. A jo, Meenungsfräiheet a Pressefräiheet ass zwar net dat selwecht, mee et gëtt net déi eng ouni déi aner.

Mee d'ADR ass net eleng! „Fakenews“ - entre guillemets genannt -, „Fakenews“ huet och d'Partei geruff, wéi si an enger Onlinezeitung kritesch énnert d'Lupp geholl gi si virun zwee Joer, e bësse méi wéi zwee Joer.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Déi Source huet sech jo awer selwer diskreditéiert!

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Madamm Oberweis, Dir wäert jo awer elo hei kee Peter Freitag verteidegen, wannhegelfit!

*(Interruption par la présidence)*

**Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk) | Mir kënnen duerno gären doriwwer schwätzen. Meng Zäit leeft nämlech weider.

Si wären „ze onbequeem fir eng gewëssen Elitt hei am Land“, huet et an engem Post op de soziale Medie geheescht. Fakenews an d'Leit dobausse géint déi sougenannten Elitt opstëppelen, ...

**M. Sven Clement** (Piraten) | Dir verteidegt den Här Freitag, dat ass gutt!

**Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk) | Dir musst Iech ëmmer direkt opreegen. Dir kënnt och eng Kéier nolauschteren!

**M. Fernand Etgen**, Président | Här Clement, Dir hutt d'Wuert net!

**Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk) | ... u wat erënnert mech dat? Esou Propaganda huet an Amerika zu den Evenementen vum 6. Januar 2021 gefouert. An ech hunn op soziale Medie gesinn, dass den Här Goergen den „Dhiraj“ (ndlr: Dhiraj Sabharwal, rédacteur en chef du quotidien „Tageblatt“) wor rezent an do gesi mer alt nees, dass een als Kapitän bei de Piraten op engem Seegelschëff genee muss wëssen, vu wou de Wand bléist.

*(Brouhaha et hilarité)*

Här President, ech hunn an dëser Debatt awer och zwee Messagë fir d'Regierung. Mir hunn d'lescht Joer en neit Pressehëllefgesetz hei gestëmmt, dat net de grouse Worf wor. Mir hunn et verpasst, d'Medien aus hirer prekärer Situatioun ze befreien, dat heescht, als Demokratie hir Onofhängegkeet ze stärke.

D'Regierung huet et och verpasst, endlech de Medien deen Informatiounszougang ze ginn, dee se awer gradesou vill brauchen. Wou bleift e gutt Informatiounszougangsgesetz, wéi d'Medien et elo scho säit Jore fuerderen? Esou ee Gesetz gëtt et an all Demokratie, déi e bëssen eppes op sech hält. Dass Communicanten a Ministèren an Administratiounen Informatiounen filteren, éier se un d'Journaliste ginn, ass eigentlech en Hon!

Och en Informatiounszougangsgesetz géif d'Medie stärke, a grad dat géif se stärke, géif d'Demokratie an d'Transparenz hei am Land stärke. An dës Problemer, déi d'Glawierdegkeet, grad d'Glawierdegkeet

vu Medien an dësen Zäite schwächen, gouf et scho virun der Pandemie.

Ech kommen elo zum Ufank vu menger Ried zréck. Wa Verschiddener heibanne Stëmmung maache géint onofhängeg Medien, dierfe mer eis net wonneren, dass d'Leit dobaussen d'Journalistes Aarbecht net méi seriö huelen oder souguer mengen, d'Journaliste wiere Feinden, a se da menacéieren oder och kierperlech ugräifen.

Kommt, mir fänken emol un, virun eiser eegener Hausdier ze kieren! Mir als Legislatuer hunn och de Pouvoir, d'Medien ze stäerken. A wa mer dat géife maachen, dann hätte mer och scho vill zum demokrateschen Debat bäigedroen.

Merci fir d'Nolauschtenen.

**Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Madamm Oberweis. An dann huet den Här Kartheiser d'Wuert gefrot fir Fait personnel a kritt d'Wuert och.

(*Exclamations et brouhaha*)

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Jo, Här President, dat ass nun emol, ob d'Kollegen dat appreciéieren oder net, et steet nun emol am Reglement. A wann ee perséinlech attackéiert gëtt, dann dierf ee sech wieren. Mir si jo fir d'Fräiheet vun der Press. Mir si jo derfir, datt Meenungsvillfalt besteet. Mir sinn derfir, datt d'Leit sech kënnen wieren. Dozou gehéiert eeben och de Fait personnel. An dee wäert ech elo huelen, fir der Madamm Oberweis op hir Interventioun ze äntwerten. Déi wor e bessen opgereggt. An an deem Kontext hutt Der mech och genannt, an dofir wëll ech Iech och äntworten.

(*Interruptions*)

Jo, dach, dach, dach! De Fait personnel besteet doranner, wann ee perséinlech genannt gëtt, datt ee sech ka wieren.

**Une voix** | ... d'ADR ...

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Jo, nee, net nëmmen d'ADR, och „Kartheiser“! Kartheiser!

**M. Fred Keup** (ADR) | Dach, Kartheiser!

(*Brouhaha*)

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Obschonn ech mech gär mat menger Partei och identifizéieren. Mee loosse mer emol op de Fong vun der Saach kommen!

D'Madamm Oberweis huet mech genannt am Kontext vu rassisteschen Aussoen. Ech wëll dat absolutt, absolutt zréckweisen, absolutt! Well, kuckt emol, deen Incident, deen Dir genannt hutt, dat wor effektiv eng Diskussioun. Ech hunn Iech nogelauschtert. Ech hu probéiert, mech drun ze erënneren, an effektiv, mir haten eng Diskussioun iwwert d'Zoustänn op der Gare, wou och mengen ech, de Parquet do war an anerer. An do ass iwwert déi soziologesch Zesummesetzung vun den Drogendealer am Garer Quartier geschwat ginn. An de Parquet huet eis informéiert deemools, mengen ech, wann ech mech elo gutt erënneren ...

Et ass de mémoire, ech hunn elo keng Piëcen hei an esou weider. Mee just fir Iech ze situéieren, wéi déi Diskussioun war: Do ass eebe gesot ginn, datt déi Leit haaptsächlech aus Nigeria an aus anere Länner kumen, aus dem Subsahel, Afrika, klassesch genannt „Schwaarzafrika“, an dat huet och historesch verschidden Ursachen. Déi eng soen, dat ass, well déi Leit, déi do wunnen, nun emol net Wäisser sinn. Anerer soen, dat kënn historesch doduerch, datt eeben do déi Dschungele waren an déi Leit, déi vun do zréckkumen, dovunner vu „Schwaarzafrika“ geschwat hunn.

Mee eng rassistesche Komponent, dat ass eppes ganz anescht! Wësst Der, wat Rassismus ass, Madamm Oberweis? Wësst Der, wat dat ass? Dat ass, wann een higeet an et seet een, deen aneren, well en anescht ass oder aus engem anere Kulturkrees kënn, wär mannerwäerteg, wär eppes anescht oder eppes méi Niddreges. Dat ass Rassismus! Dat ass de Rassismus.

An nimools, nimools, kann ech Iech soen, géif ee vun der ADR esou ee Gedanken och nëmme formuléieren! Well deen Éischten, dee bei eis ...

**Une voix** | Très bien!

(*Brouhaha*)

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | ... deen Éischten, dee bei eis esou eppes géif maachen, dee wär net méi Member vun der ADR.

(*Brouhaha et exclamations*)

Et gëtt bei eis kee Rassismus! Et gëtt bei eis kee Rassismus toleréiert!

(*Brouhaha général*)

An ech loosse mir net hei soe vun Iech, Madamm Oberweis, déi e Regim representéiert, eng Ideologie representéiert, déi jorelaang Leit ënnerdréckt huet, datt et esou eppes géif bei eis ginn! Dir leit falsch!

**Plusieurs voix** | Aa!

(*Interruption par la présidence*)

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Dann, fir dat nach ze soen an da schléissen ech of - ech hu fënnf Minutten nom Reglement an ech hunn nach e puer Sekonnen -, ech wëll Iech nach eppes soen, Madamm Oberweis: Dir kënn hei probéieren, Leit ze kritiséieren, déi op d'Gericht ginn, well se vun iergendengem Journalist als „nidderrächtege Knaschtsak“ betitelt ginn. Mee dat huet näischt mat Fräiheet vun der Press ze dinn! Dat huet eppes mat Manéieren ze dinn, mat Respekt viru gewielte Volleksvertrieder zum Beispill!

Dat ass dat, wat mir wëllen uprangeren, doduerch datt mer soen: „D'Press ass fräi!“ A mir verdeedegen d'Fräiheet vun der Press! Mee mir hätten och gär, datt d'Journalisten déi Valeure representéieren, déi se vun eis afuerderen an déi se vun eis och gär kréien. Mee dat berout op Géigesäitgheet.

Ech soen Iech Merci.

**M. Fred Keup** (ADR) | Très bien!

**M. Jeff Engelen** (ADR) | Ganz gutt!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Kartheiser. An d'Madamm Oberweis freet d'Wuert, och fir Fait personnel, a si ass och zweemol zitéiert ginn.

**Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk) | Also et deet mer jo leed, dass ech den Här Kartheiser elo esou rose gemaach hunn, dat deet mer wierklech immens leed.

**Une voix** | Kee Problem!

(*Brouhaha et hilarité*)

**Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk) | An ech freeë mech immens iwwert déi Beléierungen. Ech lauschten och wierklech ganz gär no, ech mengen, dat wësst Der entre-temps. Ech fannen et awer echt, dass Der mech esou beléiert, a virun allem iwwert d'Definitioun vu Rassismus!

Ech hunn zwee Joer an engem afrikanesche Land gewunnt, an d'Hallschent vu menger Famill kënn aus afrikanesche Länner. Ech hunn immens vill Leit, déi sech domadden auskennen, an ech mengen, et ass net un Iech, iergendengem ze soen, wat d'Definitioun vu Rassismus ass! Déi Leit, déi an deene Situatioun sinn, wësse vill méi doriwwer, mengen ech, wéi Dir.

**Une voix** | Abee jo!

**Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk) | An et ass net esou eng limitéiert Definitioun wéi déi, déi Dir grad ginn hutt, déi wierklech hir Definitioun ass. Ech mengen, et ass emol net all Mënsch sech eens iwwert d'Definitioun vu Rassismus. Punkt.

(*Interruption par M. Fernand Kartheiser*)

An déi Fro mat den Drogen ... An et ass net ënnert dem Deckmantel vun der Soziologie, wou Der kënn iergendwelch Schwaarzafrikaner mat den Droge kuerzhänken.

(*Interruptions, brouhaha général et coups de cloche de la présidence*)

**M. Fernand Etgen**, Président | D'Madamm Oberweis huet d'Wuert a soss keen!

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | ... muss een oppassen, wat ee seet, fir datt an der Formulierung keng Messverständnisse ...

**M. Fernand Etgen**, Président | Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert net méi!

**Une voix** | Jo! Huelt Der d'Madamm Oberweis och gären op d'Gericht?

**M. Fernand Etgen**, Président | Mir fueren elo weider mat eiser Aktualitéitsstonn an d'Wuert huet elo de leschten ageschriwwene Riedner. An dat ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, den Danger Dan huet a sengem Lidd gesot: „Faschisten hören niemals auf, Faschisten zu sein [...] hat die Geschichte gezeigt“. Dat mierke mer haut da ganz gutt. Ech nenne bewosst keen, mee ech mengen, jiddwereen, deen dat heiten dobausue suivéiert huet, ka sech dat ganz gutt virstellen.

Weinstens weess och den Här Montag - oder a nee, merd!, Freitag heescht en - dann elo, a wéi enger Partei en nach ëmmer nogelauschtert kritt, wien him nach ëmmer gleeft. Bon, dat kann en da bei Iech ausmaachen. Ech freeë mech, wann e bei Iech op der Lëscht steet.

Bref. En Ugrëff op d'Press ass och ëmmer en Ugrëff op d'Pressefräiheet, op d'Meenungsfreiheet an domadder och op d'Demokratie. Eng fräi Press ass als véierte Pouvoir essenziell fir eng funktionéierend Demokratie. A mir hunn zu Lëtzebuerg déi grouss Chance, an engem Staat ze wunnen, deen d'Pressefräiheet schützt. Mee dat ass net iwwerall esou.

Aus China an dem Iran hu mer zum Beispill héieren, wéi d'Covidpandemie an déi domat verbonnen Aschränkungen och benotzt goufen, fir Journaliste bei hirer Aarbecht ze behënnere fir ze verhënnere, datt d'Ausmooss vun der Pandemie am Land sollt public ginn. Reporter ouni Grenzen bericht och vun enger ganzer Rei Fäll, wou Regierungskritesch Journalisten an deene verschiddenste Länner opgrond vun zouene Grenze wéinst der Pandemie net méi ausreese konnten an esou dem Risk vu politescher Verfolgung ausgesat waren.

Mat esou Problemer sinn d'Journalist/innen hei zu Lëtzebuerg glécklecherweis net konfrontéiert, mee och un hinnen ass d'Pandemie net spuerlos laanschtgaangen.

D'Stéchwuert „Lügenpresse“ an déi domat verbonnen Uschëllegungen an d'Ugrëff op d'Press sinn eppes, wat mer aus eisen Nopeschlänner scho laang kennen, wat zu Lëtzebuerg bis viru Kuerzem awer marginal war. Uschëllegungen aus der Bevëlkerung, datt d'Press net objektiv wier, mee just vun der Regierung

gelenkt géif ginn, fënnt een och hei am Land ëmmer méi, an dat leider zum Deel och bei Persounen, déi net do virdrun zrëckzécken, Journalisten ze bedroen, wa se mengen, si wären net objektiv.

Dat ass eng besuergniserreegend Entwécklung, déi een net onkommentéiert stoen däerf loossen. An duerfir soen ech dem Kollege Guy Arendt villmools Merci, datt en dëse Sujet op den Ordre du jour gesat huet.

Jo, heiansdo liest een an der Zeitung Saachen, déi engem net gefalen. A grad wann ee sech dem politeschen Debat stellt, da kënnt dat méi oft vir. Ech mengen, dat ass eis allegueren heibanne scho geschitt, datt mer eppes gelies hunn, héieren hunn, wat eis net gefall huet. Déi eng reege sech dann op, et misst een no de Leaks sichen, déi aner werfen der Opposition vir, si sollen net mat der Press schwätzen, déi aner reege sech driwwer op, datt d'Press Quellen zitéiert huet, déi hinnen incredibel virkommen. Bref, um Enn vum Dag ass et d'Recht vun de Journalist/innen, fir sech op déi Quellen ze beruffen, wou se wëllen, an dat dann ze assuméieren.

Heiansdo deet d'Berichterstattung wéi! Heiansdo fillt ee sech ongerecht behandelt! A jo, heiansdo iere sech och d'Journalisten! Kee behaupt, datt d'Journalisten onfeelbar wären. A jiddwereen huet d'Recht, sech opgrond vun engem Bericht bei der Press ze mellen, fir Fakte kloerzestellen, wann en da mengt, datt eppes falsch duergestallt gouf.

Et huet een awer net d'Recht, Journalisten ze bedroen, well se net dat schreiwen, wat ee wëllt. Ze bedauern, datt d'Press net fräi wier a just mat der Politik géif matlafen, an dann hinzugeen a Journalisten ënner Drock ze setzen, datt se dat solle schreiwen, wat ee selwer liese wëllt, féiert jo kaum zu méi Meenungsfreiheet oder Pressefreiheet. Mat perséinlechen Attacken, Uschëllegungen oder Erpressungen erreecht een absolutt näischt, ausser vläicht en Telefon vun der Police, well d'Journalist/inne sech dat, zu Recht, net gefale loossen.

Mir hunn d'Chance, an engem Land ze wunnen, an deem jiddweree seng Meenung fräi äussere kann, ob mer se deelen oder net. Wann een en Artikel, eng Télees- oder eng Radioemission gesäit bezüungsweis héiert, dann hält keen een dovunner of, dorop ze reagéieren. Vum klassische Lieserbréif bis zu engem Video op Social Media steet et jiddwerengem absolutt fräi, eng Reaktioun ze publizéieren a Punkten ze kommentéieren oder richtegzestellen. An natierlech kann een dat och ausserhalb vun der Place publique maachen, andeems een de Journalisten eng Reaktioun zoukomme léisst, ouni se ze verëffentlechen, oder eng Plainte beim Presserot déposéiert. Dofir gétt et de Presserot!

Esou gesäit nämlech geliefte Meenungsvillfalt aus. Do geet et ëm Inhalter an Diskussiounen an net drëms, engem Angscht ze maachen, een ënner Drock ze setzen duerch Droungen, Gewalt oder eeben och finanziell Konsequenze vun de sougenannte SLAPP-Suits.

Well wann een net emol als Éischt bei de Presserot geet, fir do eppes ze denoncéieren, an direkt bei de Parquet geet, fir eng Plainte ze déposéieren, ma da beweist een, aus wat fir engem Holz ee geschnidden ass! Da weist een, datt et engem nëmme drëm geet, fir onnéidegen Drock op Journalistinnen a Journalisten opzebauen an domadder ze probéieren, d'Journalisten dozou ze kréien, dat ze schreiwen, wat ee selwer héiere wëllt, well ee vläicht eng absolutt minoritär Meenung vertrueden huet.

Mir hu Gesetzer, déi d'Meenungsfreiheet a Journalisten schützen. An ech mengen, datt dat gutt ass, datt mer déi mussen stäerken an datt mer virun allem als

Chamber Droungen an onnëtz Plainten net kënnen onwiddersprach stoe loossen. Ech soen Iech Merci.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Ganz gutt!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Premier- a Medieminister Xavier Bettel.

#### *Prises de position du Gouvernement*

**M. Xavier Bettel**, Ministre des Communications et des Médias | Här President, erlaabt mer, och dem Guy Arendt hei Merci ze soen, dass en ons d'Méiglechkeet gétt, an dësen Zäiten dëse Sujet ze abordéieren, an och den Orateurs vun den anere Fraktiounen, eebe well dat, wat geschitt ass, net akzeptabel ass.

Ech kann et net als Medieminister akzeptéieren an ech kann et nach manner als Premierminister akzeptéieren, wou d'demokratesch Wäerter fir dës Regierung un éischer Stell och stinn.

**Une voix** | Très bien!

**M. Xavier Bettel**, Ministre des Communications et des Médias | Jo, Här President, mir liewen an enger Demokratie, wou jiddweree seng Meenung och kann äusseren. Mee Haass ass keng Meenung. Intimidatioun ass keng Meenung. An och Gewalt ass keng Meenung.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Xavier Bettel**, Ministre des Communications et des Médias | Dat muss kloer sinn, dass all Ugrëff op Journalisten, also professionell Journalisten, am Fong en Ugrëff ass op ons Demokratie an och op ons Wäerter. An et ass grad an esou Zäite wéi elo, wou et wichteg ass, dass e Journalist ka fräi schaffen, dass en och kritesch an onofhängeg seng Aarbecht maache kann.

Dozou gehéiert och en onkomplizéierten Zougang zu den Informatiounen, an dat war och de But vun der sougenannter „Circulaire Bettel“; et ass e bësse komesch, wann een dat esou muss soen. An ech muss Iech och direkt hei matdeelen, Här President, dass déi Circulaire och vläicht net den Zweck ganz erfüllt huet vun der Iddi, déi hannert der Circulaire stoung. An duerfir hunn ech och dem Presserot eng iwwerschafft Circulaire virgeluecht, fir den Zougang justement zur Informatioun nach besser, méi effikass kënnen ze gestalten.

A parallell gétt och eeben de Bilan vum Transparenzgesetz gemaach. An ech schléissen hei wierklech keng Upassungen aus! Ech hat dat och schonn hei gesot op eng Fro vun der Madamm Closener, well ech der Meenung sinn, dass et muss méiglech sinn, dass den Accès op Dokumenter an der Praxis eebe soll esou fonctionéieren, wéi mer eis dat virgestallt hunn, wa mer de Constat gemaach hunn, dass dat eeben net de Fall ass.

D'Prinzipie vun Onofhängegkeet an eebe vun Transparenz si Kärprinzipie vun onser Gesetzgebung a vun deenen Texter, déi och hei ugeholl gi sinn. An ech sinn och ganz frou iwwer déi Reform, déi gemaach ginn ass an an der Chamber hei ugeholl ginn ass am Juli 2021 iwwert d'Pressehëllef, déi d'Press jo justement stäerkt an d'Aarbecht vu Journalisten och eebe stäerkt. Dat heescht, déi si laangfristeg och als Profession unerkannt a gestäerkt.

Mir sinn eis bewosst, dass d'Press de véierte Pouvoir ass an enger Demokratie. An dat ass och gutt esou. An ech fannen et dowéinsten beängschtegend, wann et Intimidatiounen oder Menacé gétt vis-à-vis vu Journalisten. Dat ass net akzeptabel! Onfondéiert Kloe wéinst Diffamatioun oder Beleidigung nëmme, well een d'Meenung vum Journalist oder vum Reportage net deelt, dat ass am Fong eng Tentative, fir de

Journalist ze intimidéieren, fir en anzuschüchteren, fir en am Fong ënner Drock ze setzen, dass en näischt méi dierf schreiwen, wat deen ee kéint verstoe wéi eng Positioun, déi deen net deelt oder ... Dat ass net de Sënn an de Stellewäert vun engem Rechtsstaat!

Et huet ee Rechter, fir kënnen géint Saachen ze goen, mee et dierf een awer net probéieren, eng Aarbecht vun engem Journalist schonn dès le départ klengzekeréieren an hien am Fong a senger Aarbecht och ze limitéieren. An ech sinn och ganz frou, Iech kënnen unzekeréieren, dass d'Europäesch Kommissioun un esou Texter schafft. D'Europäesch Kommissioun ass amgaug drun ze schaffen, fir eeben och géint abusiv Poursuite - sou kéint een dat doten och nennen -, géint déi Intimidatiounen virzegoen. An ech kann Iech just soen, wann déi Direktiv bis kënnt, wann den Text bis do ass, wäerte mir déi och direkt ëmsetzen, fir dass och d'Press kann esou séier wéi méiglech fräi schaffen.

An et ass schonn hei gesot ginn an ech hunn dat och schonn hei gesot, Här President: Et ass och net akzeptabel, an esou engem héijen Haus wéi deem heiten e Feelverhalen och nach ze encouragéieren, wann ee perséinlech Informatiounen vun engem Journalist ëffentlech mécht, deen am Fong och permanent déi Informatioun vis-à-vis vum Journalist ... An da gétt hei gesot: „Jo, et war e Screenshot an ech hu par hasard ...“ Et geet net! Dee Journalist krut Menacen duerno. Dat ass inakzeptabel an engem Rechtsstaat!

An ech muss och soen, dass, wann ee weess - an hei ass et gesot ginn -, et ass een e Verrieder vun der Natioun, dann erwaart ee sech och vun engem Verrieder vun der Natioun, dass en net Journalisten ënner Drock setzt, dass en net probéiert, een ze intimidéieren, dass en net am Fong de Journalist a senger Aarbecht ... Hei gétt jo vun Dignitéit geschwat vun den héije Membere vun dëser Chamber. Ma dann erwaarden ech mer och en anert Behuele vis-à-vis vun der Press vun engem Deputéierten!

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Xavier Bettel**, Ministre des Communications et des Médias | Et kann net sinn, dass se just dierfe schreiwen, wat deem engen oder deem anere gefält an hir Aarbecht net dierfe maachen, soubal se e bësse kritesch sinn. Dat geet net!

Ech sinn houfreg, dass ech als Medieminister d'Press ënnerstëtzt hunn, obwuel een net ëmmer frou ass, wann ee moies d'Zeitung liest. Mee dat ass d'Aarbecht vun der Press. Si sollen net nëmme soen, wat se gutt fannen, well se deen ee vläicht léiwier hu wéi deen aneren. D'Objektivitéit ass de Grondprinzip vun hirer Aarbecht! A wa se déi Objektivitéit mussen verléieren, well se ënner Drock stinn oder intimidéiert ginn, sinn ech net houfreg op verschidde Virgoensweise vu verschidde Leit och an dësem Haus, Här President.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Xavier Bettel**, Ministre des Communications et des Médias | Dir wësst jo, dass deen dote Virfall och eng Alert ausgeléist huet bei der „Plateforme pour renforcer la protection du journalisme et la sécurité des journalistes“ beim Conseil de l'Europe. Jo, et ass eng Plattform, déi all Menacé géint Journalisten a 47 Länner recenséiert an e wichtegen Outil ass, fir eeben och op d'Gewalt géint Journalisten opmierksam ze machen.

Här President, ech hu virdu vun enger Situatioun geschwat, an där mer sinn an an där d'Aarbecht och wichteg ass. Mir mussen allegueren ... an dat ass e Kampf, dee mer gemeinsam müssen hunn. Eng Aarbecht vun engem Journalist, eng Recherche vun

engem Journalist huet méi Wäert wéi e Post op Facebook, wéi e Post op Twitter, wéi e Message op Instagram oder nach e Post op Telegram. Déi Aarbecht gétt gemaach, déi Aarbecht gétt recherchéiert. A mir mussen et fäerdegbréngen, dass d'Leit dat och gleewen. A mir gesinn, dass do och eng Glawenskris ass. Mir hunn et gesinn! Et huet bei der Politik ugefaangen. Kommt, mir sinn allegueren och éierlech: D'Politik krut e Kredititéitsproblem!

Elo ass et d'Press! A mir si schon amgaang, och der Wëssenschaft op eng Kéier net méi ze trauen an dëser Kris. Dowéinst ass et ganz, ganz wichteg, dass mer eeben an eng pluralistesche Medielandschaft investéieren, dass mer deen Debat iwwer d'Radikalisatioun, dee mer jo och wëlle féieren hei an dësem héijen Haus, och organiséieren an dass mer eis bewusst sinn, dass eng fräi Press och zu enger Demokratie gehéiert. An et ass eng Pflicht vun all deene Leit, déi am öffentleche Liewe sinn an déi hei vu Wäerter schwätzen, déi Professionen ze verteidegen.

Ech soen Iech Merci a ginn d'Wuert direkt weider un d'Justizministesch.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci dem Premier- a Medieminister Xavier Bettel. An d'Wuert huet elo d'Madamm Justizministesch Sam Tanson.

**Mme Sam Tanson**, Ministre de la Justice | Dir Dammen an Dir Hären, och vu mir e grouse Merci dem Guy Arendt, dass en déi Debatt hei ugestouss huet, déi méi wéi jee noutwendeg ass. Et ass e Phenomeen, dee mer eigentlech jo aus dem Ausland kennen, dass d'Pressearbecht a Fro gestallt gétt an an hirer Essenz attackéiert gétt. An u sech si mer dat och gewinnt, dass et ëmmer vun änleche ...

*(Interruption par M. Sven Clement)*

... Borden aus kënn ... Entschëllegt, den Här Clement mécht Zeechen dohannen, en huet mech elo perturbéiert. Ok! ... vun änleche Borden aus kënn. An ech regrettéiere wirkleech, dass dat eppes ass, wat mer elo zu Lëtzebuerg och ëmmer méi begéien.

Wéi bei ville vun Iech heibanne fänkt mäin Dag u mat Qualitéitspress an en hält och domadder op. An et ass eppes, wat ech op kee Fall wéilt mëssen!

Mir sinn effektiv an där Situatioun, déi de Premierminister elo grad beschriwwen huet, an där mer d'Press zu Lëtzebuerg ënnerstëtzen. Déi finanziell Ënnerstëtzung ass dat eent, an et geet awer och doriwier eraus ëm déi moralesch Ënnerstëtzung vun eis an natierlech och ëm déi juristesche Ënnerstëtzung.

An de Fait, dass d'Press attackéiert gétt an hire Fundamenter, ass eigentlech op zwou Saachen zréckzeféieren. Dat eent ass effektiv dat, dass domadder déi Kriticken a Fro gestallt ginn. Dat ass jo eppes, wat mer elo och rezent zu Lëtzebuerg gesinn hunn: Wann eng Dagespress Portraite mécht vu Leit, déi implizéiert si bei deenen illegale Manifestatiounen, dann ass se Bedroungen ausgesat. Wann e Chefredakter vun engem Radiosender kritesch Commentairé mécht, da kritt e Mordmenacen. Wann e Journalist vun engem anere Radiosender der Saach op de Fong geet, da gétt säin Haus mat Eeër beschoss. Alles dat si Situatiounen, déi intenabel sinn.

An do geet et op där enger Säit natierlech drëm, fir d'Leit anzuschüchteren, eppes, wat ganz kloer och vun eisem Dispositif pénal net toleréiert gétt. An op där anerer Säit geet et och drëm, fir déi Informatiounen, déi iwwer dee Wee kommen, a Fro ze stellen, well mer eis allegueren bewusst sinn, dass haut effektiv ganz vill Informatiounen iwwer d'sozial Netzwerker zirkuléieren. A wann een déi traditionell, déi gutt recherchéiert, déi professionell Press als „Lügenpresse“ bezechent, da kann ee vill méi

einfach Onwourecht, onwëssenschaftlech Recherchen oder Affirmatiounen iwwer sozial Netzwerker verbreed.

Mir kënnen ganz villes do iwwer Preventioun, iwwer Medienerziéung - dat ass och schon haut ugeschwat ginn - léisen, awer net alles. An natierlech muss hannendrun alles do sinn, fir kënnen géint déi eenzel Infraktiounen, déi kënnen do stattfannen, virzegoen. Mir hunn d'selwecht wéi an der Belsch an an Däitschland kee spezifesch legale Kader, fir géint Menacen oder Violencë géint Journaliste virzegoen. Do sinn et déi normal Dispositiounen, déi sech applizéieren. Bei enger Droung sinn dat zum Beispill d'Artikelen 327 bis 330 vum Code pénal oder bei enger Kierperverletzung sinn dat d'Artikelen 392 a follgend vum Code pénal.

An der Belsch ass et identesch wéi hei oder quasi identesch. Dir wësst, dass eisen Dispositif pénal sech staark un dee belschen uleent. An och do gétt et allgemeng Reegelen an och an Däitschland gesäit dat däitscht Strafgesetzbuch keng extra Infraktiounen vir.

Ech wéilt awer an deem Kontext op eng Dispositioun a Frankräich opmierksam maachen, déi mer an deene leschten Deeg ëmmer erëm opgefall ass a fir déi ech mech och interesséieren au vu vun deem, wat mer an deene leschte Wochen hei gesinn hunn, sief et, dass Adresse vu Journaliste verëffentlecht gi sinn, dass Telephonnummere vu Journaliste verëffentlecht gi sinn, dass awer och d'Adress vum Premierminister verëffentlecht gétt oder vun anere Ministeren aus der Regierung, mam extrae But, fir sech kënnen un déi Leit op eng net agreabel Aart a Weis ze adresséieren.

Do gétt et en Artikel am franséische Code, deen ech méi genau ënnert d'Lupp wëll huelen an der nächster Zäit. Dat ass den Artikel 223-1-1 vum Code pénal an dee bestrooft all Revelatioun, Diffusioun an Transmissioun vun Informatiounen iwwer enger Persoun hiert Privatlieden, Familjeliewen oder professionell Liewen, déi et erlouben, dës Persoun ze identifizéieren oder ze lokaliséieren an domat d'Persoun oder hir Familljememberen enger Gefor auszesetzen. An am Kader vun dëser Infraktioun sinn d'Journalisten a Frankräich spezifesch ernimmt. Wann e Journalist beträff ass vun esou enger Gefor, dann applizéiert sech eng Circonstance aggravante a verschäerft d'potenziell Strof op fënnf Joer Prisong a 75.000 Euro Strofgeld.

An ech soen Iech dat net just, well ech driwwer nodenken, esou en Dispositif och an eisem Recht virzegoen, mee och well et ënnersträicht, dass dat net anodin ass, wann een dat mécht! Dat heescht, wann ee ganz bewusst verëffentlecht, wou verschidde Persoune wunnen oder Informatiounen verëffentlecht, wéi ee verschidde Persoune kann errechen, déi am öffentleche Liewe stinn, dann ass dat alles aneschtens wéi harmlos an da muss ee sech och de Kriticken, op d'mannst soulaang et keen Dispositif pénal ass, aussetzen a kucken, ob dat wirkleech opportun ass, esou virzegoen.

Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools der Madamm Justizministesch. D'Parole après ministre ass fir den Här Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Ech hu virun dem Premier gutt nogelauschert. Wéi e gesot huet, ass all Ugrëff op ons professionell Journalistinnen a Journalisten en Ugrëff op ons Demokratie an op ons Wäerter. Ech ginn him absolutt Recht dobäi. Ech wollt e just froen, ob et dann normal ass, wann e fréiere Minister vu senger Regierung op der

Antenn iwwer journalistesche Aarbecht zum Thema Luxleaks seet - ech zitieren -: „Dat war warscheinlech déi gréissten - ënner Guillemets - „Attack“ géint Lëtzebuerg zanter dem Zweete Weltkrich“, ob esou Vergläicher a Journalistinnen a Journaliste mat dem Attaquant aus dem Zweete Weltkrich gläichzesetzen, net och eng Attack duerstellt.

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Clement. An d'Wuert geet un de Premierminister.

**M. Xavier Bettel**, Ministre des Communications et des Médias | Ech mengen, den Här Gramegna ... D'Comparaison ass net opportun gewiescht. Den Här Gramegna steet och dozou. Wann een dem Här Gramegna seng Originnen a seng Wäerter, fir déi hie steet, kennt, ass dat elo aus dem Kontext gerappt, wann een op eng Kéier mengt, dass en do e Verglach mécht mam Naziregimm. Dat, wat ass: Et war och eng schwéier Zäit fir onse Standuert Lëtzebuerg. Mee de Verglach mam Zweete Weltkrich war net opportun. An ech sinn iwwerzeugt, dass den Här Gramegna dat och, wann en elo d'Méiglechkeet hätt, géif relativéieren, well ech weess ganz genau, fir wéi eng Wäerter den Här Gramegna steet. An dat si bestëmmt net déi, fir e Journalist mat iergendengem Naziregimm wëllen ze vergläichen.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools dem Premierminister.

**Résolution 1**

Mir kënnen dës Punkt awer net ofschléissen, ouni nach zur Resolutioun ze kommen. Ech froen: Kënnen mer dës Resolutioun par main levée ofstëmmen?

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Ech wéilt nach eppes soen, Här President.

**M. Fernand Etgen**, Président | Jo, den Här Kartheiser wëllt nach zur Resolutioun d'Wuert ergräifen.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Ech wollt Merci soe fir d'Resolutioun. Ech wollt awer nach eppes soen an der Formulierung. Also et ass jo awer esou, dass hei och ugespillt gétt, an et ass e puermol drop ugespillt ginn, dass eeben eng Telephonnummer vun engem Journalist ... A mir wëssen et, well dee betreffend Deputéierten dat erkläert huet, dass dat par inadver-tance geschitt ass.

*(Brouhaha)*

Nee, well den Numm stoung am Bréifpabeier vun deem betreffende Journalist. An et kann ee jo net wëssen, ob dat elo eng privat oder eng déngschtlech ass. Ech wollt just soen, wéi séier dat ka geschéien. Ech war op d'Websäit kucke vum Conseil de presse. Do stinn eng ganz Rei Journalisten, déi eng Telephonnummer an eng Handysnummer uginne hunn, op enger öffentlecher zougänglecher Websäit. Elo ass dat jo natierlech vergläichbar mat engem Bréifkapp vun engem Bréif, wou dann eng Zeitung dropsteet mat Donnéeën. Och hei gétt et eeben och déi Handysnummern.

Ech gi jo dovun aus, wann déi hei öffentlech stinn op engem Bréif oder op enger Websäit, dass dat berufflech Nummer sinn an net Privatnummern. Dat heescht, ech wëll dat einfach emol soen, fir emol ze relativéieren an och d'Kollegen aus der Press drop opmierksam ze maachen, dass, wann een iergendwou op engem Bréifkapp oder op enger Websäit eng Handysnummer publizéiert, déi dann natierlech och benotzt gétt. Ech wëll dat just soen, fir nach eng Kéier an de Kontext ze setzen, dass dat net eng Attack war, net e Versuch, Leit an eng schwéier Situation ze bréngen, ...



*(Interruptions et brouhaha)*

... mee eng Konsequenz vun engem vläicht e bësse liichtsennege Ëmgang mat Handysnummere. Ech mengen, dat muss een och gesinn: Wann ee wëll eng Nummer protegéieren, da soll ee se net an e Bréifkapp setzen an et soll ee se net publizéieren.

Villmools merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Kartheiser. An da wëllt nach den Här Sven Clement d'Wuert zur Resoloutioun froen.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Jo, merci. No där doter Märcheminutt muss ech da soen, dass et awer e groussen Ënnerscheid gëtt, léif Kolleeginnen a Kolleegen, zwëschen enger Informatioun, déi op enger Websäit am „one to many“ publizéiert gëtt, an enger Signature vun enger E-Mail, déi am „one to one“, also wierklech un eng spezifesch Persoun, adresséiert gëtt.

Ech weess, dass et heibannen eng Rëtsch Leit gëtt, déi an hiren E-Mail-Signatur stoen hunn, dass déi Mail just fir den Destinataire bestëmmt ass an net fir ze deelen. Ech mengen, et gëtt och esou eppes, dass een u sech E-Mail-Kommunikatiounen, Chat-Kommunikatiounen generell net einfach sollt mam groussen Public deelen. Et soll een d'Vertraulechkeet vu private Kommunikatiounen respektéieren. An eng E-Mail ass nun emol eng privat Kommunikatioun! Wien dat net versteet, deen huet, mengen ech, net wierklech opgepasst, wéi et ëm Kommunikatioun goug.

Ech war e bëssen erstaunt, muss ech éierlech soen, wéi ech virdu matkritt hunn, dass och d'ADR déi heite Resoloutioun ënnerschriwwen huet. Well mir wësse jo awer, wat deen Deputéierte gemaach huet, dee leider net do ass. Mee soss kéint e jo selwer Stellung huelen.

*(Brouhaha)*

Fir mech ass ganz kloer: Esou eppes geet net an esou eppes muss mer ganz ferm condamnéieren. An déi Excuse, déi hei ëmmer erëm evoquéiert gëtt, déi war fir mäi Goût e bësse schwaach. Mir wäerten dat heiten op alle Fall matstëmme, well esou eppes geet net!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Clement. An da kritt den Här Guy Arendt d'Wuert.

**M. Guy Arendt** (DP) | Merci, Här President. Ech mengen, no den Explikatiounen vum Sven Clement an no verschiddeenen aneren Explikatiounen géif ech proposéieren, dass mer awer par Vote électronique fueren.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Arendt. De Vote électronique ass gefrot.

**Vote sur la résolution 1**

D'Ofstëmme fänkt un. Da komme mer zum Vote par procuration.

An hei widderhuelen ech dat, wat ech gëschter gesot hunn: Wann ee wëllt mat ofstëmme, da muss ee sech fir d'éischt aloggen. Huet ee sech net ageloggt, da kann een net ofstëmme an da kréie mer am Fong geholl net dat, wat mer gären hätten, ...

*(Hilarité)*

... dass jiddereen un der Ofstëmmung kann deelhuele. Dat kann een net dacks genuch widderhuelen an et sinn nach ëmmer Leit, déi dat bis elo nach ëmmer net verstanen hunn. An da gëtt ganz oft awer gesot, dat géif un der Technik leien. Nee, et läit net un der Technik! Et läit dorunner, dass d'Leit sech net alleguer ageloggt hunn.

Ech mengen, dat ass mer wichteg, fir dat emol eng Kéier gesot ze hunn, dass d'Administratioun net d'Schold duerfir kritt.

De Vott ass ofgeschloss.

Dës Resoloutioun ass eestëmme mat 60 Jo-Stëmme uegeholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;*

*MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Cloesener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;*

*Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), M. François Benoy (par Mme Chantal Gary), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par Mme Djuna Bernard), Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill (par M. Marc Hansen) ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen ;*

*Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.*

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Här President, ech wollt just soen, dass ech en nom personnel ofgestëmmt hunn.

**M. Fernand Etgen**, Président | Très bien, Här Di Bartolomeo.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Ech huele mer dat wierklech ganz zu Häerz.

*(Hilarité)*

**M. Fernand Etgen**, Président | Mir kommen elo zum leschten Punkt vum Ordre du jour vun dëser Woch, dem Projet de loi ...

**Plusieurs voix** | Nee!

*(Brouhaha)*

**Plusieurs voix** | D'Motioun.

**M. Fernand Etgen**, Président | A! Fir d'éischt d'Motioun nach, jo. Elo hat ech déi vergiess.

### 3. Motion de M. Léon Gloden relative au code de déontologie des membres du Gouvernement et des hauts fonctionnaires

*(Motion déposée en séance publique n° 20 du 9 décembre 2021 - à consulter au compte rendu n° 7/2021-2022 en page 286)*

Als nächste Punkt um Ordre du jour kennt d'Motioun vum Här Léon Gloden iwwert de Verhalenskodex vun der Regierungsmemberen a vun den héije Beamten. An ech géif dem Auteur vun der Motioun, dem Här Léon Gloden, d'Wuert ginn.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**Exposé**

**M. Léon Gloden** (CSV), auteur | Merci, Här President. Net wéi haut de Moien um RTL ugekënnegt, ass et

eng Motioun iwwert de Lobbyregëster, deen d'Chamber sech soll ginn, mee et ass eng Motioun iwwert de Lobbyregëster, deen d'Regierung sech soll ginn.

Ech hat den 9. Dezember eng Motioun hei erabruucht an d'Chamber, an där ech d'Regierung gefrot hunn - opgrond vum Rapport GRECO vum 6. November 2020, an deem se am Fong och dozou opgefuert gi war -, sech e Lobbyregëster ze ginn, dat heescht, dass déi Leit, déi mat der Regierung schwätzen, iergendwou opgefouert solle ginn, sech esou e Regëster ze ginn.

Bis de leschten Dezember war näischt geschitt. Wéi ech hei d'Motioun virbruecht hunn, huet de Staatsminister gefrot, ob ech bereet wier, se net zur Ofstëmmung kommen ze loosse, an der Perspektiv, dass e géif drop zrëckkommen, si wieren amgaang drun ze schaffen. Ech war dunn esou fein, ech war domadder averstanen. Duerfir muss den Här Staatsminister haut faarf bekennen.

**M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État | Gären.

**M. Léon Gloden** (CSV), auteur | Als zweete Punkt profitéieren ech och dovun, déi Diskussioun, déi war, wéi den Här Étienne Schneider aus der Regierung gaangen ass, wou deen Avis vum Eethikrot komm ass, fir ze soen, dass si net kënne kontrolléieren ... An dobäi soen ech wierklech net, dass dat geschitt ass, mee einfach, dass si objektiv net kënne kontrolléieren, wat fir Informatiounen een, deen aus der Regierung sortant ass an an d'Berufswelt antrëtt, do mathëlt oder net.

An do ass nach eng Kéier déi Fro vun der Karenzzeit vun zwee Joer gestallt gi vum Eethikrot, e Punkt, dee jo och scho vum GRECO an diverse Rapporten opgefouert ginn ass. Ech wier frou, wann de Staatsminister och kéint dorop eng Äntwert ginn.

Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Gloden.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Wie wëllt d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen? Et huet sech ageschriwwen: den Här Kartheiser.

**Discussion générale**

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Jo, Här President, ech soen dem Här Gloden villmools Merci, dass mer hei nach eng Kéier kënne dorobber zrëckkommen. Ech wëllt och kuerz nach iwwert de Code de déontologie vun der Regierung schwätzen.

### 4. Dépôt d'une motion par M. Fernand Kartheiser

**Exposé**

D'Regierung huet jo deen Eethikrot do, dee Comité d'éthique, fir ze kontrolléieren, ob dann déi Reegelen agehale ginn. Et ass awer d'Regierung selwer, déi deen Eethikrot do nennt. A mir denken als ADR, dass mer jo als Chamber u sech do sinn, fir d'Regierung ze kontrolléieren.

An als éischte Schrëtt wollt mer dann och emol eng Motioun hei proposéieren, an där mer dat zur Kenntnis huelen an awer proposéieren, dass d'Chamber an d'Ernennung vun de Membere vum Comité d'éthique soll matagebonne ginn, dass muss gekuckt ginn, dass déi Membere politesch neutral sinn, an dass och all Avis vum Comité d'éthique an Zukunft muss publizéiert ginn, déi positiv an déi negativ.

Ech mengen, dann hätte mer och e Schrëtt gemaach an eng méi grouss Transparenz a wierklech e Schrëtt

an eng e bësse méi kredibel Kontroll vun dem Anhale vun den Deontologiereegele vun de Membere vun der Regierung. An deem Sënn wéilt ech Iech déi Motioun hei iwwerreechen.

Villmools merci.

### Motion

*D'Chamber vun den Deputéierten*

*stellt fest, datt*

- *d'Lëtzebuurger Regierung 2018 een Aarbechtsgrupp agesat hat, dee sech mat der Ëmsetzung vun 21 Recommandatioune vum Groupe d'États contre la corruption (GRECO) beschäftege sollt;*

- *zu dësem Aarbechtsgrupp och Memberen aus dem Staatsministère gehéiert hunn, déi domat beoptraagt goufen, en „avant-projet de Code de déontologie applicable aux membres du Gouvernement et aux hauts fonctionnaires“ auszuschaffen;*

- *2019 zwee Texter virlouchen: en neien Deontologieskodex fir d'Regierungsmemberen an en anere fir déi héich Regierungsbeamten;*

- *dës zwee Dokumenter den 20. Dezember 2019 vum Regierungsrat approvüert an dunn un de GRECO geschéckert goufen, deem dës Texter evaluéiere sollt;*

- *an dësem neien Deontologieskodex net virgesinn ass, d'Modalitéiten am Zesammenhank mat der Ernennung an der Zesummesetzung vum Comité d'éthique ze änneren;*

- *déi dräi Membere vum Comité d'éthique och weiderhi vun der Regierung ernannt ginn an domat der Kontroll vum Parlament entzu sinn,*

*ass sech bewusst, datt*

- *beim Ausschaffe vum zukünftegen Deontologieskodex keng Efforten ënnerholl goufen, fir den Androck ze verwëschen, d'Regierung wier just un enger Kontrollinstanz interesséiert, déi si selwer kontrolléiere kann,*

*fuerdert d'Regierung op sécherzestellen, datt an Zukunft*

- *d'Chamber an d'Ernennung vun de Membere vum Comité d'éthique matagebonne gött;*

- *d'Membere vum Comité d'éthique politesch neutral sinn;*

- *de Comité d'éthique vun all Deputéierten ugeruff ka ginn an datt all Avis vum Comité d'éthique, an net nëmmen déi negativ (Arrêté grand-ducal du 14 novembre 2014 fixant les règles déontologiques des membres du Gouvernement et leurs devoirs et droits dans l'exercice de la fonction. Texte coordonné au 18 janvier 2018 : « L'avis du comité d'éthique peut être rendu public par le Gouvernement. Si le comité d'éthique constate un manquement à l'arrêté grand-ducal, son avis sera obligatoirement rendu public par le Gouvernement. »), publizéiert muss ginn.*

*(s.) Fernand Kartheiser.*

**M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser.**

## 5. Motion de M. Léon Gloden relative au code de déontologie des membres du Gouvernement et des hauts fonctionnaires (suite)

Dann huet d'Madamm Cecchetti ... nee, d'Madamm Oberweis d'Wuert gefrot.

### Discussion générale (suite)

**Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) | Nee, ech hunn et gefrot. Si kënnst wéinst enger anerer Saach dohinner.

Also dës Motioun freet jo elo just d'Regierung, endlech dee Code de déontologie, dee se jo ausgeschafft huet an am Tirang leien huet, zum Vott kommen ze loossen an ze applizéieren, well dee Code

gesäit jo dann dee Lobbyregëster esou vir, wéi de GRECO dat jo och recommandéiert.

D'Chamber hat jo och dës Recommandatioune vum GRECO ugeholl fir hire Lobbyregëster, dofir ass et evident, datt mir dat dote wäerte matstëmmen, wéi mir dat och schon am Dezember gesot haten. Et ass dee richtige Schratt a Richtung Transparenz. An dat ass an engem Land wéi deem heiten, dat esou kleng ass, wou jo awer vill privat Boitten an Interessengruppierungen alt emol e Gesetz proposéieren oder mat wëlle schreiwen oder kënnen schreiwen, absolutt kruzial fir ze wëssen, vu wou et kënn.

Voilà, merci.

**M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti.** An dann huet den Här Sven Clement d'Wuert gefrot.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Eis war a bleift déi Motioun hei ganz sympathesch. Ech mengen, datt et och an der Vergaangenheet jo esou war, datt jee weils och Intervenantë vu baussen u Gesetzter matgeschriwwen hunn, wat an engem klenger Land net ausbleiwe kann. Et soll ee jo och all Expertewëssen huelen, dat een huele kann. Mee et ass onbedéngt wichteg, datt déi Kontakter dann awer oppegeluecht ginn. An ech mengen, d'Chamber huet deem éischte Schrëtt gemaach, dat oppenzeleeën.

Ech mengen, datt eng Rëtsch Fraktiounen heibanne jo och gesot hunn, datt se e Schrëtt méi wäit ginn, wéi d'Chamber dat an hirem Reglement geschriwwen huet. An elo ass et un der Regierung, dat ze maachen. An ech mengen, duerfir sollt d'Chamber dann haut e staarkt Signal ginn.

**M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement.**

Da ginn ech dem Här Premierminister Xavier Bettel d'Wuert.

### Prise de position du Gouvernement

**M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Merci, Här President.** Jo, deemools ass gefrot ginn, ob een do nach kéint e bësse waarden, well d'Regierung et jo och wëll maachen.

Ech wëll just drun erënneren, dass bei der éischter Legislaturperiod och deem éischte Code komm ass. Ech sinn och frou, dass haut en CSV-Deputéierte freet, fir dass d'Regierungsmembere méi streng Reegele sollen hunn, well virdrun ass et déi net ginn. An ech si frou, dass ënnert der éischter Legislaturperiod no 2013 esou Reegele komm sinn, bei deene scho Limitatiounen och komm sinn iwwer Kaddoen, iwwer wat ee kann, wat een net kann, iwwert d'Benotze vun Autoen et cetera, wat virdrun net de Fall war. An ech si frou, dass déi viregt Regierung dat och gemaach huet.

Mir wëllen am Mäerz mat engem Code kommen, deem och mam GRECO kompatibel ass, an duerfir hu mir guer kee Problem, Här President, dass dës Motioun och soll gestëmmt ginn. Mir géifen dat och ënnerstëtzen, well et rennt am Fong oppen Dieren an, well d'Aarbecht ass nach amgaang gemaach ze ginn. A mir hoffen, dass ech am Februar fäerdeg ka sinn, fir dass ech ufangs Mäerz och dem Regierungsrat kann eng Propos soumettéieren.

**M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Premierminister.** Ech mengen, da kënnen mer zum Vott vun där Motioun kommen.

### Vote sur la motion

D'Ofstëmme fänkt un. An da komme mer zum Vote par procuration. Et feelt nach een. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass mat 59 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun ugeholl.

*Résultat définitif après redressement : la motion est adoptée à l'unanimité des 60 votants.*

*Ont voté oui : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) ;*

*MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;*

*Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), M. François Benoy (par Mme Djuna Bernard), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par M. Charles Margue), Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill (par M. Marc Hansen) ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen ;*

*Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.*

## 6. 7425 - Projet de loi sur les armes et munitions et portant : 1° transposition de la directive (UE) 2021/555 du Parlement européen et du Conseil du 24 mars 2021 relative au contrôle de l'acquisition et de la détention d'armes ; 2° modification du Code pénal ; 3° abrogation de la loi du 20 avril 1881 concernant le transport et le commerce des matières explosives

## 7428 - Projet de loi portant approbation du Protocole contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions, additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, fait à New York, le 31 mai 2001

Da kënnen mer elo awer zum leschte Punkt vum Ordre du jour vun dëser Woch kommen: dem Projet de loi 7425 an dem Projet de loi 7428 iwwert de Kaf an d'Besätze souwéi d'illegal Fabrikatioun vu Waffen an den illegalen Handel domadder. Déi zwee Projete ginn an enger gemeinsamer Diskussioun behandelt. D'gemeinsam Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An d'Wuert huet elo déi honorabel Madamm Josée Lorsché, déi eis am Numm vun der Rapportrice vun dësem Projet de loi, der Madamm Stéphanie Empain, elo de Rapport virstellt. Madamm Josée Lorsché, Dir hutt d'Wuert. Schéisst lass!

*(Hilarité)*

### Rapport de la Commission de la Justice sur le projet de loi 7425

**Mme Josée Lorsché** (déi gréng), en remplacement de Mme Stéphanie Empain (déi gréng), rapportrice | Villmools merci, Här President. Ech spillen dann haut Rapportrice faisant fonction, vu dass eis Kolleege

Stéphanie Empain covidbedéngt d'Plenièrre doheem verfolge muss. Ech selwer sinn net déi gréisst Spezialistin vu Waffen, wäert awer elo mäi Beschta maachen, fir Iech de Rapport virzustellen, wuel wëssend, dass ech och net Member an der Kommissioun sinn an elo ganz séier hu missen hei an d'Matière erakommen.

Fir d'éischt wéilt ech am Ufank soen, dass ech am Numm vum Stéphanie Empain dann, wéi gesot, zwee Rapporten vum zwee verschiddene Projets de loi wäert hannerenee virstellen. Déi zwee Projeten hänken enk matenee zesammen, soudass d'Kommissioun sech eens ginn ass, déi zwee Rapporten matenee ze diskutieren, fir se herno awer separat ofzestëmme, sou wéi dat sech dann och géhéiert.

Loosst mech ufänke mam Projet de loi 7425, also deem Gesetz, dat eist aktuell Waffengesetz aus dem Joer 1983 ersetze wäert. Et handelt sech heibäi ëm e ganz wichtege Gesetzesprojet, un deem ganz vill geschafft ginn ass - dat wëssen d'Membere vun der Kommissioun -, dee relativ technesch ass, bei deem d'Kommissioun vill Allez-retoure mam Staatsrot hat a bei deem natierlech och eng ganz Rëtsch Avisen erakoumen. Jiddwerfalls iwwerdreiwen ech net, wann ech soen, dass dese Projet d'Kommissioun iwwer laang Stonnen ewech beschäftegt huet.

Ech wäert also versichen, déi grouss Linne vun den Diskussiounen an deem mëndleche Rapport erauszeshielen, quitte dass et hei net méiglech ass, op all Detailler anzegoen an deem technesche Projet.

D'Basis vun deem Projet de loi ass eng EU-Direktiv, déi mer heimat ëmsetzen, an zwar d'Direktiv 2021/555. Dobäi muss ee jo soen, dass mir Retard bei der Ëmsetzung vun der Direktiv hunn an d'Justizkommissioun deemno an eng gewëssen Urgence, an e gewëssene Stress geroden ass, fir den Text an d'Plenièrre ze kréien.

Dës EU-Direktiv koom net aus dem Näischt. Si ass zustane kumm net den Attentater a Frankräich, notament no deem vun Charlie Hebdo am Januar 2015 an deem am Bataclan am November 2015. De Schreck sëtzt ville Mënschen nach haut an de Glidder an de Misär war ganz grouss. Dir wësst et alleguer.

Domat steet d'Direktiv och fir d'Necessitéit, eist Gemeinschaftsrecht unzepassen, fir géint den abusive Gebrauch vu Waffe virzegoen an ze verhënnere, dass Waffen a kriminell Circuite geroden. D'Direktiv leet Minimalnorme fest, déi d'Acquisitioun an de Besëtzer vu Feierwaffen duerch Privatpersone betreffen. Dobäi geet et drëms, de gesamte Liewenszyklus vun esou Waffenen ofzedecken an hir Weeër lückenlos kënnen ze retracieren, vun der Fabrikatioun, dem Handel mat Waffenen, dem Kaf oder dem Verkaf, der Detentioun, dann der Neutralisatioun oder awer der Zerstéierung vu Waffenen.

Schonn op EU-Niveau waren d'Diskussiounen net einfach, ma fir Lëtzebuerg, ënnert dem deemolege Lead vum Félix Braz, war bei deene Verhandlungen vun Ufank u kloer, dass Lëtzebuerg sech géif fir méi eng streng Linn asetzen, fir dass dës Direktiv esou konsequent wéi méiglech ënnert d'Zeeche vun der maximaler Sécherheet géif gestallt ginn.

Nieft dem Ëmsetze vun der Direktiv geet et bei deem Gesetz awer dann och drëms, eng Partie Elementer aus der administrativer Praxis, wéi se sech am Laf vun de leschte bal 40 Joer hei zu Lëtzebuerg etabléiert hunn, an d'Gesetz anzeschreiwen, well dës iwwer all déi Joren hir Preuvë gemaach hunn.

Eng ganz Partie Ziler sollten dann och mat deem Gesetz erreecht ginn, ënner anerem eng besser Definitioun a Klassifikatioun vun de Waffenen, de Verbuet

vun enger Rei vun hallefautomatesche Waffenen, déi als besonnesch geféierlech agestuift ginn, d'Aféiere vun der Neutralisatioun vu Waffenen, d'Fuerderung vun enger Attestation médicale a méi e séchere Stockage vun de Waffenen.

Heizou wéilt ech nach prezisieren, dass sech bewosst dergéint entscheet ginn ass, dat aktuell Gesetz aus dem Joer 1983 ze amendieren, well et duerno net méi lieserlech gewiescht wär. Duerfir ass aus Grënn vu Vereinfachung decidéiert ginn, e ganz neie Gesetzesprojet auszeschaffen. Dat gétt et jo méi oft.

Dës ass dunn am März 2019 vum deemolege Justizminister Félix Braz deposéiert ginn. A vun Ufank un ass dee Projet dann och vu ville Säite kritisches begleet ginn, sief dat vun den Armurieren, de Collectiounneuren, de Jeeër, de Sportschützen an doriwirweraus och vun einfache Besëtzer vu Waffenen.

Generell waren déi genannt Interessensgruppen a priori ëmmer mat der allgemenger Zilsetzung vum Projet de loi averstanen. Si hunn och net a Fro gestallt, dass eist aktuell Gesetz misst prezisiéiert gi respektiv noreglementéiert ginn, zum Beispill um Niveau vum Stockage, dem Zougang zum Waffeschäin oder vum Gebrauch vu Waffenen ënner Alkoholfloss.

Vu dass all Interessensgrupp ënnerschiddlech duerch de Projet de loi impaktéiert gétt, gouf et awer eng Rei Retizenz ganz ënnerschiddlecher Natur, déi eis och matgedeelt gi sinn an der Chamber an notament an der Kommissioun, esou zum Beispill d'Wäertreduzéierung vu Kollektiounswaffe bei der ugeduechter Neutraliséierung vun de Waffenen, déi technesch Ufuerderungen un d'Armurieren, wat de Stockage ubelaangt, den Transport vun de Waffenen, e Punkt, dee virun allem vun de Jeeër a Sportschützen opgegraff ginn ass.

De Staatsrot fir säin Deel huet dese Projet de loi mat senger verschiddenen Avisen a villen Oppositionen formelles maassgeblech beaflosst. Haut kann een duerchaus soen, dass de Projet de loi, esou wéi en haut zum Vott virläit, op enger Rei Punkte manner contraignant Dispositiounen virgesäit wéi bei sengem Depot.

Dir Dammen an Dir Hären, wat seet de Projet de loi dann elo schlussendlech? A wat ass am Endeffekt zréckbehalde ginn?

Ech géif op eng Selektioun vun Dispositiounen agoen, déi am Liicht vun den Diskussiounen an der Kommissioun wuel déi gréisst Opmierksamkeet op sech gezunn hunn. Den Text liwwert als Alleréischte eng Serie vun Definitiounen vun de verschiddene Waffenen an der Munition a gétt eng nei Klasséierung a Kategorie vir, d'Kategorie A: verbuede Waffenen, d'Kategorie B: Waffenen, fir déi een eng Autorisatioun ka kréien, an eng nei Kategorie C, dat sinn dann neutraliséiert Waffenen. Hei handelt et sech ëm eng Refonte totale vun de Kategorie par rapport zu der aktueller Gesetzgebung, woumat och der technescher Entwécklung vun de Waffenen am Laf vun de leschte 40 Joer Rechnung gedroe gétt.

En anere Punkt, dee vill diskutéiert ginn ass, ass dee vum Artikel 6, an deem ursprénglech virgesi war, dass verschide Waffenen aus der Kategorie A nëmmen da kéinten Deel vun enger Kollektioun sinn oder bleiwen, wa se neutraliséiert ginn oder a Waffe vun der Kategorie B transforméiert ginn.

Dës Dispositioun ass effektiv iwwert dat erausgaangen, wat d'Direktiv minimal gefuerdert huet. Well de Staatsrot seng Opposition formelle heizou awer net konnt ophiewen, ass schlussendlech vun där Iddi ofgesi ginn, soudass dës Dispositioun net méi am aktuellen Text enthalen ass. Dës Kollektiounswaffe

kënnen also weider an hirem Originalzoustand bestoe bleiwen.

Den Transport vun de Waffe gétt am Artikel 13 gereegelt. Hei ass d'Zil ze verhënnere, dass et während dem Transport vu Waffenen zu engem Incident ka kommen, respektiv ze verhënnere, dass et zum Vol vu Waffenen an hirem Munition ka kommen. Duerfir gétt am Text festgehalen, dass Folgendes muss assuréiert ginn, wann eng Waffe transportéiert gétt: D'Waffe däreft net geluede sinn. D'Waffe an d'Munition mussen esou agepaakt sinn, dass net vu bausse schonn erkennbar ass, ëm wat et sech handelt. Si dierf net prett si fir ze schiessen, dat andeems eppes drop montéiert gétt, wat se schossonfäeg mécht, oder doduerch, dass se net zesummegebaut ass. An den Transport muss dann och iwwert de kierzte Wee erfollegen.

Am Artikel 14 geet et dann ëm de Contrôle de dangerosité. Hei geet et drëms sécherzestellen, dass eng Persoun, déi en Agreement oder e Permis ufreet, keng Gefor fir sech oder fir anerer duerstellt. Heifir ass et néideg, op d'Antecedante vun där Persoun kënnen zréckzegräifen. An deem Kontext gouf et eng Partie Iwwerleeungen an der Kommissioun, wéi eng Donnéeën do kënnen ofgefrot ginn. Sinn et just déi, déi am Casier stinn oder och déi, déi an de Procès-verbaux oder anere Policerapporten ze fanne sinn? A wéi steet et mat eventuellen Enquêtes, déi en cours sinn?

Dir Dammen an Dir Hären, den Text hält schlussendlech fest, dass d'Faite kënnen gekuckt ginn, déi entweder zu enger Condamnatioun gefouert hunn oder déi zu engem Procès-verbal oder engem Policerapport gefouert hunn. Dës Informatiounen kënnen bis zu fënnf Joer virun der Demande zréckkleien. Dës Informatiounen mussen dann och spëtstens sechs Méint, nodeems eng Entscheedung zur Demande geholl ginn ass, vum Ministère zerstéiert ginn. Falls Enquêtes préliminaires en cours sinn, kënnen d'Demandé fir e Waffeschäin oder d'Autorisatioun och en suspens gehale ginn.

Den Text mécht dann och eng kloer Referenz op d'Santé mentale vum Requirerant. Esou muss an Zukunft och all Demande fir e Permis vun enger Attestation médicale begleet ginn. Eng nei Attestation médicale gétt all Kéier néideg, wann e Permis erneiert gétt. Am Artikel 15 gétt de Fichier kloer definéiert, deem am Ministère de la Justice gefouert gétt an deem d'Lescht vun de Waffenen an hire Besëtzer kloer repertoriéiert.

Donieft gesäit d'Gesetz och nei Mesurë vir, déi et dem Minister erlabe sollen, schnell ze agieren, wann en Zweifel besteet oder nei Elementer opkommen, déi drop hiweisen, dass eng Persoun eng Gefor fir sech oder fir anerer kéint duerstellen.

De System, deem agefouert gétt, gesäit am Artikel 26 duerfir eng temporaire Suspensioun vun der Autorisatioun vir, wat bedeit, dass déi betraffe Persoun hir Waffe oder hir Waffenen an hire Munition temporaire muss ofginn.

Ech kommen dann zu den Artikelen 17 an 19. D'Artikelen 17 an 19 gesinn d'Konditiounen vir, déi fir den Agreement vun den Armurieren, hiren Ugestallten an eventuelle Stagiären erfüllt mussen ginn. D'Armuriere sinn dann och gehalen, e Wafferegëster ze féieren, deem op Demande muss kënnen virgeluecht ginn.

De Stockage vu Waffenen an hirem Munition souwuel am Private wéi och bei den Armurieren ass gläichzäiteg kloer gereegelt. Weiderhi ginn och all Zorte vun Transferte gereegelt: tëscht Armurieren, Transferten an aner EU-Memberstaaten, Transferten op Lëtzebuerg, Transferten an Drëttlänner an temporaire Exportatiounen. Déi penal Dispositiounen ginn ugepasst.

An zu gudder Lescht ass festgehalen ginn, dass et verbueden ass, eng Waff ënnert ze héijem Alkoholafloss ze droen, ze transportéieren oder ze manipuléieren. Hei gëllen déi selwecht Tauxe wéi déi, déi am Code de la route gëllen. Dat selwecht gëllt dann och fir d'Manipuléiere vun enger Waff ënnert dem Afloss vun Drogen oder verschiddene Medikamenter.

Ech kommen zu den Avisen. Dat sinn der net grad weineg. Ech hat et schonn ugedeit: Et koume ganz vill Avisen eran an dowéinst wéilt ech natierlech am Numm vum Stéphanie Empain d'Geleeënheet nutzen, fir jiddwerengem Merci ze soen, deen dese Projet de loi mat engem Avis begleet huet.

E groussen Deel vun den Avisen ass och schlussendlech an déi virleiend Versioun vum Text agefloss. Et ass elo net méiglech, wéi gesot, am Detail drop anzugeen, duerfir versichen ech, Iech méi en allgemengen Iwwerbléck ze ginn. Fir d'Detailer vun deenen Avisa verweisen ech dann op de schrëftleche Rapport vum Stéphanie Empain.

Nieft den Avisa vum Staatsrot koumen zousätzlech Avisa vun de sougenannten traditionelle Partner eran: vun der Chambre de Commerce, den Autorités judiciaires, der Chambre des Métiers, der CNPD an der Chambre des Salariés.

Dass de Projet och säitens der Zivillgesellschaft an de sëllege Federatioun ganz kritesch begleet ginn ass, gesäit een och un deene verschiddene Bréiwer an Avisa vu verschiddenen Associatiounen, déi sech selwer saiséiert hunn an der Chamber hir Iwwerleeungen zoukoume gelooss hunn. Ouni an den Detail anzugeen, wéilt ech se awer kuerz opzelen. Dat war d'Fédération luxembourgeoise des arts martiaux, et war Firearms United, et war d'Association luxembourgeoise des armuriers et négociants d'armes, d'Associatioun vun de Collectionneuren, et war d'FLTAS, d'Federatioun vun de Sportsschützen an d'Société de tir aux armes sportives vun Hesper.

D'Chambre de Commerce huet sech an hirem Avis virun allem op den Impakt vum Projet de loi op d'Armuriere konzentriert. D'Chambre des Métiers huet hirersäits zousätzlech och de Volet vun der Neutralisatioun opgeworf an d'Autorité-judiciaire hu sech méi speziell mat der Applikabilitéit vum Gesetz befaasst a sech ëm d'Visibilitéit vum Text gesuergt.

Donieft hunn d'Justizautoritéiten och d'Fro opgeworf, ob net nieft der neier Infraktioun am Fall vun der Manipulatioun vun enger Waff ënner Alkoholafloss och e Parallelismus fir d'Manipulatioun vu Waffen ënner Drogen- oder Medikamentenafloss kéint geschafe ginn. Dat ass jo dann och gemaach ginn.

D'CNPD huet sech an dräi Avisen op de Volet vum Dateschutz konzentriert an ënner anerem och op de spezifesche Volet vun den Donnéeën, déi am Kader vun der Enquête administrative gesammelt ginn. Dës Enquête gëtt säitens dem Ministère gemaach, ier e Waffeschäin ausgestallt gëtt.

D'Avisa vum Conseil d'État huet d'Ennversioun vun deemem Projet de loi maassgeblech beaflosst. Ech hunn et scho gesot, dowéinst just déi wichtegst Punkten awer och dozou: Bis zu der virleiender Versioun huet et laang gedauert, virun allem, well den initiale Projet de loi zu engem laangen Hin an Hier tëscht der Chamber an dem Staatsrot gefouert huet. Eréischt am drëtten Avis complémenteaire konnten déi lescht Opposition-formellen opgehewe ginn.

Hei ass et zum Beispill ëm déi Doleance gaangen, déi ech scho kuerz ugerass hat, nämlech déi vum Wäertverloscht vu Kollektiounsgéigestänn oder ganze Kollektiounen. Wa verschidde Kollektiounswaffen hätte missten neutraliséiert ginn, wär dat natierlech e

Problem fir d'Besëtzer gewiescht. Dës Iddi huet schlussendlech keen Erfolleg gehat, si ass fale gelooss ginn, well keng Léisung konnt fonnt ginn, déi et dem Staatsrot erméiglecht hätt, seng Opposition formelle opzehiewen.

Ausserdem gouf et Oppositions formelles bei den Dispositiounen zum Agreement vun den Armurieren oder och nach zu den Dispositiounen, déi d'Juegd betraff hunn. Dozou kommen ënner anerem och nach Observatiounen an Oppositionen zu der Protektioun vun den Donnéeën, déi am Kader vun den Autorisatiounsprozeduren néideg sinn, wou jo op d'Antecedante vum Requant zréckgegraff muss ginn. Hei war et dem Staatsrot wichteg, dass an deemem Kader déi néideg Garantië fir de Requant bestinn, wat zum Beispill d'Protection des données ubelaangt oder och den Droit à l'oubli.

Dat nächst Kapitel, dat ech virstellen, sinn d'Aarbechten an der Kommissioun, duerno kommen ech da scho bal zum Schluss. Dese Projet de loi ass den 19. Mäerz 2019 vum deemolege Justizminister Félix Braz deposéiert ginn. Den 8. Mee 2019 ass de Projet de loi eng éischte Kéier an der Kommissioun virgestallt ginn an den 22. Mee huet d'Justizkommissioun ugefaangen, de Projet de loi Artikel fir Artikel duerchzegoen, alles am Joer 2019. Dee selwechten Dag ass d'Stéphanie Empain als Rapportrice designéiert ginn.

Weider Sëtzunge si gebraucht ginn, fir de Projet de loi Artikel fir Artikel duerchzegoen. Den éischten Avis vum Staatsrot koum dunn den 12. Juli 2019. De 5. Mee 2020 ass deen Avis vum Conseil d'État analyséiert ginn an do huet dann d'Kommissioun och schonn Amendementer analyséiert. De 27. Mee sinn d'Amendementer op Konsens gestouss a sinn dann och un de Staatsrot weidergereecht ginn.

De Conseil d'État huet dann och nach en Avis complémenteaire geliwwert, deen den 19. Dezember 2020 ukomm ass an deen d'Kommissioun nach eemol forcéiert huet, a sech ze goen. D'Aarbechten an der Kommissioun sinn dunn de 7. Juli 2021 weidergaangen, wéi deen Avis complémenteaire weider analyséiert ginn ass.

*(Mme Djuna Bernard prend la présidence.)*

Den 13. Juli duerno sinn d'Amendementer dunn ugeholl ginn. Den 18. Oktober huet de Staatsrot säin zweeten Avis complémenteaire ofginn, dee mer kuerz drop, de 27. Oktober, och an der Kommissioun analyséiert hunn. Et ass nawell e ganz detailléierte Rapport, deen d'Stéphanie hei verfaasst huet, virun allem, wat d'Datumer ueget. Gläichzäiteg sinn dunn och weider Amendements parlementaires uegeholl ginn.

Duerno koum nach en drëtten Avis complémenteaire vum Conseil d'État, op deen ech elo net weider aginn. Ech mengen, Dir kënnt alles am schrëftleche Rapport noliesen. Ech mengen, dat ass vläicht méi interessant, fir déi, déi sech wierklech déif domat beschäftege wëllen. Duerfir kéim ech dann elo zur Konklusioun, déi vläicht méi interessant ass wéi d'Datumen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et bleift als Konklusioun ze soen, dass mir mat deemem Projet de loi net just eng EU-Direktiv ëmsetzen, mee dass mir eis domadder och en neit a modernt Waffegesetz ginn. Et geet net drëms an et ass ni drëms gaangen, d'Waffebesëtzer ze penaliséieren oder se ze schikanéieren. Et war ëmmer iewesch Zil, e Maximum u Sécherheet eranzebréngen an alles derfir ze maachen, dass d'Waffen net an déi falsch Hänn geroden a vill Schued a Leed uriichten. Ech hu vu Charlie Hebdo a Bataclan geschwat.

Den Text, dee mer haut stëmmen, ass am Endeffekt no all den Amendementer, déi hu misse gemaach ginn, manner restriktiv wéi a senger initialer Versioun. Et ass

trotzdem e gudden, méi verständlechen Text, deen all Onsécherheeten aus dem Raum geholl huet an dee sengen initialen Zilsetzung wäitgeend gerecht gëtt.

Duerfir loosst mech och am Numm vum Stéphanie Empain nach eng Kéier jiddwerengem Merci soen, deen un deemem Projet de loi ganz konstruktiv matgeschafft huet, dann awer och natierlech dem Personal vun der Chamber mam Kommissiounssekretär, dem Här Li, an awer och eiser Mataarbechterin an der Fraktioun, déi ganz vill Aarbecht hei ze dinn hat.

Merci de Memberen aus der Kommissioun fir déi gutt Zesummenaarbecht. Dat wëll d'Stéphanie hei ënnersträichen an et wéilt och nach eng Kéier drop hiweisen, dass säitens der CSV eng Rëtsch Amendementer proposéiert gi waren, déi zu engem groussen Deel an d'Amendements parlementaires vun der Kommissioun agefloss sinn.

Ech wéilt duerfir och hei am Numm vun der Kommissioun an op eng Suggestioun vum Här Laurent Mosar hin eng gemeinsam Motioun deposéieren. Si fuerdert d'Regierung op, no dräi Joer, wéi esou oft, eng qualitativ Evaluatioun ze maache vun der Applikatioun vum Gesetz a jee nodeem Adaptatiounen virzuehuelen, sollte se sech als néideg erweisen. D'Motioun ass ënnerschriwwen vun alle Fraktiounen a politesche Sensibilitéiten.

### **Motion 1**

*La Chambre des Députés,*

*- considérant que la nouvelle loi relative aux armes et munitions ne transpose pas uniquement la directive (UE)2021/555, mais procède également à une refonte complète de la loi modifiée du 15 mars 1983 sur les armes et munitions en prévoyant des mesures nationales indépendantes de toute initiative européenne et issues de la pratique administrative ;*

*- estimant que les acteurs concernés par les nouvelles procédures pourraient être amenés à identifier des défis ou besoins, voire des adaptations en cours de route et non couverts par le texte de loi ;*

*- rappelant que la Commission de la Justice a exprimé le souhait d'évaluer les incidences/l'impact de la nouvelle loi,*

*invite le Gouvernement*

*- à réaliser, trois ans après l'entrée en vigueur de la loi, une évaluation qualitative de sa mise en application.*

*(s.) Josée Lorsché, Guy Arendt, Dan Biancalana, Marc Goergen, Fred Keup, Charles Margue, Laurent Mosar.*

Domat wier den éischte Rapport ofgeschloss.

### **Rapport de la Commission de la Justice sur le projet de loi 7428**

Ech kommen dann zu deem anere Rapport, dee gëtt weesentlech méi kuerz. Ech mengen, do sidd Der net onglécklech driwwer.

*(Hilarité)*

Et ass de Projet de loi 7428. Heibäi handelt et sech eeben, wéi gesot, ëm en anere Projet de loi, wou et och ëm Waffe geet, an zwar geet et ëm d'Approbatioun vum „Protocole contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions, additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale“, deen den 31. Mee 2001 zu New York ënnerschriwwen ginn ass.

Hei handelt et sech ëm e Projet de loi, deen aus engem Artikel besteet, engem Article unique, fir eeben dese Protokoll ze approvüieren. Dese Protokoll ass additionell zur Konventioun vum November 2000 géint déi transnational organiséiert Kriminalitéit, allgemeng „Palermo-Konventioun“ genannt, op där e baséiert.

D'Palermo-Konvention ass per Gesetz bei eis den 18. Dezember 2007 approvéiert ginn. Et handelt sech hei ëm en internationale Protokoll, deen och e Lien mam viregte Projet de loi huet, vu dass e puer Dispositionen aus dem Text, dee mer grad gestëmmt hunn oder stëmme wäerten, Elementer aus dësem Protokoll ëmsetzen.

Ëm wat geet et méi genee? Et geet drëms, d'Kooperation ënnert de Staaten ze promovéieren, ze facilitéieren an ze verstärken. D'Zil ass et, den onerlaabten Trafick an déi illicite Fabrikation vu Waffen ze bekämpfen. Domadder ass dëse Protokoll keen onwesentlecht Instrument am weltwäite Kampf géint den illegalen Handel mat Waffen.

Wa mer elo vun der Ëmsetzung vun dësem Protokoll schwätzen, dann ass et wichteg, wéi virdu ugedeit, nach eemol drop hinzewisen, dass sech eng Partie vun deenen Dispositionen am viregte Projet de loi erëmfannen, notament déi, wou et ëm d'Transferen an aner an aus anere Länner geet.

Hei waren d'Aarbechten an der Kommissioun weesentlech méi kuerz. Dëse Projet de loi, vu dass et sech ëm en internationale Protokoll handelt, ass vum Här Jean Asselborn deposéiert ginn, an dat de 26. Mäerz 2019. En ass den 8. Mee 2019 an der Justizkommissioun virgestallt ginn. De Conseil d'État huet den 20. Dezember säin Avis ofginn. A vu dass den Text un de viregte Projet de loi liiert ass, ass en dunn eng Zäitche leie bliwwen, während deenen aneren Text nach an der Prozedur war. Et schéngt wierklech net esou einfach gewiescht ze sinn an där Kommissioun.

*(Hilarité)*

De 7. Juli 2021 ass en dunn nach eemol an der Kommissioun beschwat ginn, wéi och den Avis vum Staatsrot analyséiert ginn ass. Dem Staatsrot säin Avis complémentaire ass der Chamber den 28. September 2021 zougestallt ginn. Den 12. Januar 2022 stoung den Avis dunn um Ordre du jour vun der Kommissioun. Dir wäert et net gleewen, de Rapport ass zur gläicher Zäit ugeholl ginn.

An domat wär ech scho fäerdeg mam Rapport vum Stéphanie Empain. Ech wéilt him och villmools Merci soen, dass et mech esou séier gebrieft huet. Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**Mme Djuna Bernard**, Présidente de séance | Merci, Madamm Lorsché, fir de mëndleche Rapport. Merci un d'Madamm Empain fir de schrëftleche Rapport.

An als nächsten an éischten agedroene Riedner ass et um Här Laurent Mosar. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

**Discussion générale**

**M. Laurent Mosar** (CSV) | Madamm Presidentin, merci fir d'Wuert. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wéilt fir d'éischt mat engem Merci un déi richteg Rapportrice ufänken, d'Madamm Empain, där ech och da vun hei meng bescht Geneesungswënsch schécken a Merci soen, net nëmme fir déi ganz gutt Rapporten, mee och fir déi ganz gutt Aarbecht, déi an der zoustänneger Kommissioun zu deene Waffegesetz geleescht ginn ass. A mir hoffen - Madamm Lorsché, huet déi Wënsch mat -, si erëm esou schnell wéi méiglech live und in Farbe dann hei ze gesinn.

E Merci awer och un Iech, Madamm Lorsché, datt Der esou schnell hei agesprong sidd an eis eigentlech och dee Projet op eng einfach, verständlech a relativ kuerz Aart a Weis virgestallt hutt. Dat erspuert et mir, op déi eenzel Detailler anzegoen, an et erlaabt mer haaptsächlech och, ganz kuerz ze sinn.

Ech muss zwar soen, Madamm Lorsché, ech hunn awer de Mëtten nach bei Iech en Talent entdeckt, wat ech bis elo net esou kannt hunn: ...

**Une voix** | A!

**M. Laurent Mosar** (CSV) | ... Dir sidd immens diplomatesch! Well Dir hutt et hei fäerdegbruecht, kommt, mir soen eng awer „relativ komplex“ Prozedur nach immens positiv duerstellen. Dat éiert Iech! Well - an da kommen ech och schonn direkt zum Projet selwer - dëse Projet de loi war wierklech eng schwéier Gebuert. An ech soen och direkt, et war net dee beschte Projet vum fréiere Justizminister - an da sinn ech och ganz diplomatesch.

Ech wëll och direkt hei betounen, datt, wann ech elo eng Rei vu Kriticken ubréngen, déi awer net un déi aktuell Justizministesch adresséiert sinn, au contraire.

**Une voix** | Très bien!

**M. Laurent Mosar** (CSV) | An dat halen ech hir och héich, datt, wéi si den Dossier iwwerholl huet, deen Dossier, géif ech emol soen, erëm op déi richteg Gleiser komm ass, wat eis dann zu wäert erlaben, an dorobber kommen ech nach ze schwätzen, dee Projet ze stëmmen, well ech mengen, soss wär eis dat net méiglech gewiescht. Duerfir, Madamm Minister, wann ech elo e bëssen op deen Historique aginn an do eng Rei vu Kriticken ubréngen: Déi sinn net un Iech geriicht, mee dann éischter un Äre Virgänger.

Ech kommen dann awer och net derlaanscht, trotzdeem e bësselchen op deen Historique anzegoen, well ech mengen, dat hei ass wierklech kee Glanzstéck vu gudder Regierungsaarbecht gewiescht, déi do am Virfeld geleescht ginn ass. An ech mengen, dat Resultat, wat och herno erauskomm ass, ass zu engem groussen Deal d'Resultat vun engem exzellenten Avis vum Staatsrot a vu ganz ville gudden Amendementer, déi vu riets a vu léns zu deem Projet erabruecht gi sinn.

Ech wëll awer vläicht nach e bësselche méi wäit aushuelen. Dat wëssen déi mannsten net, mee eigentlech war och schonn ënner viregte Regierunge probéiert ginn, dat Waffegesetz emol ze reforméieren. An ech ka mech erënneren - ech war deemools Enn de 90er-Joren nach e jonken Deputéierten -, datt do schonn eng Kéier en éischte Virstouwe gemaach gi war, wou eise leider vill ze vill fréi verstuwerene Fraktiounskolleeg Willy Bourg deemools och Rapporteur vun enger Reform vum Waffegesetz war. Ech erspueren Iech do d'Detailler. Dat maache mer dann eng Kéier herno niewendrun, wa mer e Patt zesummen huelen. Dat war deemools schonn e ganz léschtegen Exercice, deen awer leider net aboutéiert huet.

Fir elo awer op dëse Projet zrëckzekommen, an et ass virdu vun der Rapportrice gesot ginn, geet eigentlech dee Projet de loi zrëck op eng Direktiv vun 2017. An do fänkt dann awer och meng Kritik un. Déi Direktiv hätt a sech misse bis den 18. oder 19. September 2018 transposéiert ginn. De Projet de loi ass awer eréischt den 19. Mäerz 2019 deposéiert ginn. A wann ech dann elo e bësselche kucken, mir sinn elo den 20. Januar, mir hunn also quasiment dräi an en halleft Joer gebraucht, ier mer da mat dësem Projet duerch den Instanzewee komm sinn. A kommt, mir maachen eis näischt vir: Dat ass wierklech kee Glanzstéck, wann een dräi an en halleft Joer brauch, fir e Projet de loi duerch den Instanzewee ze bréngen.

An ech soen awer och grad esou kloer, Madamm Presidentin, an och léif Madamm Justizministesch: Dat ass wierklech net d'Schold vun der Chamber gewiescht. Et ass net d'Schold vun der Chamber gewiescht, mee et ass wierklech d'Schold vun engem ganz schlecht formuléierten ursprénglechen Text gewiescht, dee sech manifestement och net begnügt huet mat enger Transposition vun enger Direktiv, mee dee manifestement op ganz ville Punkten iwwert d'Zil eraus geschoss hat.

An ech muss Iech soen, ech si jo och schonn eng gewëssen Zäitchen hei an deem Haus derbäi, ech hu selte mat engem Projet de loi ze di gehat, deen awer op esou eng unanime Opposition op ganz ville Punkte vu ganz villen Associatioune gestouss ass. Et ass virdu he geschildert ginn: Praktesch all Aweise waren negativ. A si ware vehement negativ, souguer d'Aweise vun de Juridictionen waren extreem kritesch. A mir kennen d'Juridictionen, dat sinn och Leit, déi wéi d'Madamm Lorsché ganz diplomatesch sinn. Wann déi schonn esou kritesch Aweise schreiwen, da muss ee sech wierklech Froen iwwer e Projet de loi stellen.

An dann den Avis vum Staatsrot - ech hu se gezielt, Madamm Presidentin -: 24 Opposition-formellen! 24 Opposition-formellé waren zu dësem Projet de loi formuléiert ginn. Ech mengen, et ass selten, datt e Projet hei an dat Haus erakënn, dee wierklech esou auserneegeholl gëtt - an ech weie wierklech mäi Wuert, „auserneegeholl gëtt!“ - vun engem Staatsrot.

Mee d'Kriticke koumen emol net nëmme vu villen Associatioune. Se sinn hei allegueren opgezielt ginn, ech wëll dat och nach eng Kéier maachen: d'Armurieren, d'Sportschützen, d'Jeeër, d'Collectionneuren, déi sech vun Ufank u wierklech aus ganz ville gudder Grënn, op déi ech elo net méi am Detail wëll agoen, massiv géint eng Rei vun Dispositionen vun deem Projet, par ailleurs zu Recht, gewiert hunn.

A fir nëmme op ee Punkt anzegoen, dee sech och duerch de ganzen Avis vum Staatsrot beweegt huet, dat ass, datt hei am Ursprongsprojet wierklech eng Atteinte au droit de propriété virlooch mat ganz villen Dispositionen. An dat war wierklech äusserst grav. An ech muss och soen, mir wëssen, wéi déi Chamber hei fonctionéiert, d'Majoritéit, d'Opposition, an et ass leider vill ze vill selten, datt d'Majoritéit kritesch ass zu Projeten, déi vun der Regierung erabruecht ginn, mee ech hu selten och esou eng kritesch Majoritéit gesi par rapport zu ganz villen Dispositionen vun engem Regierungsprojet.

Gottseidank, an ech hunn et virdu gesot, ass dee Projet dunn och op Base vum Avis vum Staatsrot an deene 24 Opposition-formellé quasiment frësch geschriwwen ginn. An duerfir erlaabt mer awer och vläicht, hei e ganz grouse Merci ze soen, fir d'éischt e ganz grouse Merci wierklech un de Staatsrot, deen hei eng super Aarbecht gemaach huet, awer och e ganz grouse Merci un déi ganz vill Leit an Institutionen, déi hei wierklech ganz wäertvoll Aweise redigéiert hunn an deenen hir Avisen an den Input vun deenen Aweise jo och zrëck an déi Amendementer gefloss sinn, déi dann elo zum Ursprongsprojet (veuillez lire: zum haut virleiende Projet) geféiert hunn.

Ech mengen, mir sinn elo frou, datt mer haut iwwer e Projet diskutéieren, deen d'Strooss hält. Ech géif trotzdeem awer och - well et soll ee jo och versichen, aus senge Feeler ze léieren - nach eng Kéier hei en Appell un dës Justizministesch maachen; mee ech mengen, dat brauch ech eigentlech net, well si weess dat: Mir solle wierklech ganz gutt oppassen, wa mer Direktiven transposéieren. Dat ass ëmmer en net ongeféierlechen Exercice. An et soll een haaptsächlech - an dat war jo hei am Ursprongsprojet de Fall - net versichen, vun Direktiven ze profitéieren, fir allméiglech aner Wënsch, déi een dann esou huet, och nach do mat dranzepaken an déi dann an e Projet ze setzen. Well da geet et esou, wéi et hei gaangen ass. Hätten d'Regierung an de fréiere Justizminister sech limitéiert, eng Transposition vun der Direktiv ze maachen, dann hätte mer warscheinlech scho virun zwee Joer dës Projekte verabschit.

Madamm Presidentin, mir kënnen also en gros mat deem Projet, wéi en eis elo hei virgestallt ginn ass, liewen. Ech wëll awer trotzdeem ganz kuerz nach op dräi Punkten zrëckgoen, déi eis awer weider Suergen an deem Text maachen.

Den éischte Punkt ass eng generell Remark. Et ass vir-drun och hei vun der Rapportrice gesot ginn, d'CNPD huet och zwee exzellente Avis gemaach - an ech hunn dat nach eng Kéier, wéi ech mech fir haut preparéiert hunn, duerchgelies - a wierklech ganz vill gutt Suggestiounen gemaach. Wat allerdéngs traureg ass, a si schreiwen et jo och an hirem Avis complémentaire: Et ass quasiment näischt vun de Propositionen an de Recommendationen vun der CNPD am Endprojet zrëckbehale ginn!

Duerfir wollt ech awer do nach op e Punkt goen, well Der jo och meng - an ech kucke mä Kollege Gilles Roth - an och eis Sensibilitéit fir Dateschutz kennt. An do ass awer nach deen een oder anere Problem. Ech wëll, wéi gesot, elo net hei an den Detail vun där ganzer Dateschutzproblematik goen, déi komplex ass, awer trotzdeem op ee Punkt goen, deen och laang Developpementen vun der CNPD mat sech bruecht huet: Dat ass d'Konditioun vun der Honorabilitéit an et sinn déi Dokumenter, déi u sech sollen dem Ministère transmettéiert ginn, fir em déi Decisioun vun der Honorabilitéit ze erlaben.

Do ginn, wéi gesot, eng Rei menger Meenung no berechtigt Kritik gemaach. An ech wär och frou, wa mer eis wierklech déi Punkten eng Kéier géifen ukucken, well do ginn elo natierlech ganz vill Dokumenter kollektéiert, fir kënnen déi Honorabilitéit ze appreciëieren. An do musse mer awer wierklech oppassen, datt mer net erëm esou eng Aart „casier bis“ schafen, wou ganz, ganz vill Elementer iwwer ganz vill Leit kollektéiert ginn, déi dann erëm iergendwou zirkuléieren, déi dann erëm iergendwéi kommuniquéiert ginn. Dat wär net ganz gutt.

An ech wëll hei awer och nach eng Kéier eng Suggestioun vun der CNPD opgräifen, déi mer vläicht och net genügend an der Kommissioun diskutéiert hunn - ech huelen dat dann och mat op meng Kap -, an dat ass déi, datt ee sech wierklech nach eng Kéier sollt iwwerleeën, Madamm Justizministesch, ob een net déi ganz Formalitéiten do vun Transmissioun vun Dokumenter eigentlech kéint evitéieren, andeem een op de belsche Wee géif goen an einfach de Procureur froen, datt hie géif en Avis maache par rapport zu all Demandeur, wou en da kéint e bëssen e Resümee vun den eenzelen Elementer maachen, déi mat der Honorabilitéit ze dinn hunn.

Ech mengen, dat géif eis wierklech ganz vill Problemer erspueren. Wann dat net sollt de Fall sinn, muss ee sech da wierklech hei awer herno d'Fro stellen, wien alles erëm Accès op dee Fichier do wäert kréien, wéi laang datt déi Donnéeën och erëm musse konservéiert ginn. Jee, ech wëll déi ganz Diskussioun net erëm ufänken, déi mer kennen, et bleift awer, datt ee sech wierklech eng Kéier muss ganz seriö domadder ofginn.

Vläicht wier och eng Suggestioun - ech kucken hei de President vun der Commission de la Justice -, wann een och nach eng Kéier géif d'CNPD ruffen, wat mer net gemaach hunn aus verständleche Grënn, fir datt mer awer eng Kéier kéinte kucken, wéi een déi praktesch Ëmsetzung och kéint esou gestalten, datt se awer méiglechst dateschutzkonform ass an och konform mam RGPD ass. Well ech mengen - ech kenne jo och dem President an och der Justizministesch hir Sensibilitéit fir déi Froen -, ech hunn nämlech, muss ech ganz éierlech soen, awer e relativ ongutt Gefill, wat besonnesch déi dote Konditioun betrëfft.

Da kommen ech op en zweete Punkt, deen eis och keng 100%eg Satisfaktioun an deem Projet de loi gëtt, dat ass dee vun deem ominéise Regëster. Dat ass dee Regëster, wou dann elo alleguerten déi Waffen, déi transferéiert ginn, sollen agedroe ginn. Dat ass natierlech e Punkt, deen haaptsächlech d'Armuriere concernéiert. Och hei stelle sech reell Dateschutzproblemer. Dat huet och d'CNPD soulevéiert, well ee jo do muss wëssen, datt dat e Regëster ass, dee gehale gëtt vun Armurieren.

Och do figuréiere ganz vill confidentiel Informationen iwwer Leit dran, déi Waffen hunn. Wien huet iwwerhaapt en Accès ausser dem Armurier op déi doten Donnéeën? Wéi laang mussen och déi Regëstere do gehale ginn, am Fall wou zum Beispill d'Geschäft vum Armurier verkaaft gëtt? Wat fir eng Donnéeën kënnen do suppriméiert ginn? Alles dat si Froen, op déi mer, op jidde Fall jusqu'à ce jour, nach keng definitiv Äntwerte kënnen ginn. An duerfir och do mäin Appell, datt mer vläicht nach eng Kéier op deen dote Punkt méi am Detail aginn.

Ech muss Iech och soen - an ech verstinn och do e bësselchen d'Suerge vun den Armurieren hei -, mir schwätze vill vu Simplification administrative, mee hei mussen elo erëm alleguerten déi Leit hir eege Regëstere opsetzen. Si mussen déi à jour halen, wa se Transferte vu Waffe maachen. Et ass alles net esou evident, besonnesch an deenen Zäiten, an deene mer liewen. An d'Fro stellt sech, firwat hei net hätt eventuell kënnen en zentrale Regëster um Niveau vun Ministère de la Justice gemaach ginn. Mee déi Fro loosse et emol opstoen. Op jidde Fall ass dat doten eng Fro, déi fir eis nach keng 100%eg satisfaisant Äntwert fonnt huet.

An dann e leschte Punkt, Madamm Justizminister, dat ass dee mat den Iwwergangsbestimmungen. Och hei hu mer e kleng Problem doduerch, datt et sou laang gedauert huet, ier mer dat Gesetz elo definitiv stëmmen. Ech hunn et virdu gesot: D'Direktiv 2017 hätt missen 2018 transposéiert ginn. An der Zwëschenzäit hu Leit Waffe kaaft, déi dee Moment - well mer jo nach kee Gesetz haten - parfaitement konform waren, déi awer elo haut, wa mir d'Gesetz gestëmmt hunn, net méi ...

*(Interruption)*

Jo dach, bon, Dir sot elo ... Dir kënt eis dat jo dann herno erklären. An do riskéieren eventuell och Problemer ze kommen, wat déi Iwwergangsbestimmungen ugeet.

Voilà, léif Kolleginnen a Kollegen, dat sinn déi puer Remarken, déi ech awer wollt maachen. Dat heescht, nach eng Kéier, mir sinn en gros mat deem Projet zefridden, en ass awer och nach laang net perfekt. Mir hunn eis och laang an der Fraktioun - och enzel Kollegen, déi sech intensiv mat deem Projet beschäftegt hunn - d'Fro gestallt, ob mer sollen derfir stëmmen oder eis sollen enthalen. Mir hunn dunn awer decidéiert, mir géifen derfir stëmmen. Ech soen Iech och ganz kloer, firwat datt mer derfir stëmmen: Mir stëmmen éischstens derfir, well et eng Transpositioun vun enger Direktiv ass a fir d'CSV Europa wichteg ass an och d'Direktiven, déi kommen, eiser Meenung no méiglechst schnell an och méiglechst à la lettre sollen ëmgesat ginn.

Et gëtt awer och nach en zweete wichtige Grond an deen ass vläicht bal gradesou wichteg wéi deen éischten. Dat ass deen, datt eng GAFI-Evaluatioun an d'Haus steet, déi fir eis och eng grouss Wichtigkeet fir d'Land, fir d'Finanzplaz huet. An ech mengen, et wier elo net gutt, wann et an esou engem Projet géif zu groussen Diskussiounen kommen. Well ech ka mer

och virstellen, datt de GAFI ganz genau kuckt, wéi déi Projet-de-loien hei ëmgesat gi sinn.

Dann en drëtten Grond, an deen hunn ech gesot, dat ass deen, datt mer mengen, datt déi gréisst Problemer, déi an deem Gesetz waren, redresséiert gi sinn an datt elo wuel nach e puer Problemer bestinn, datt een déi awer eventuell mat e bësse guddem Wëlle ka léisen.

An dann dee véierte Punkt, dat ass deen, datt d'Majoritéit och d'accord war, eis Suggestioun unzehuelen, nämlech eng Motioun unzehuelen, fir eng Evaluatioun no dräi Joer vun deem Text ze maachen, wat eis och berouegt. Well wann et sech géif eraustellen, datt do deen een oder anere Problem wier, da kéint een deen dee Moment redresséieren.

Dat gesot, bréngen ech ënnert deene Reserven den Accord vun der CSV-Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Gedold fir mer nozelauschteren.

**Une voix** | Ganz gutt!

**Plusieurs voix** | Très bien!

**Mme Djuna Bernard**, Présidente de séance | Merci, Här Mosar. An als nächsten agedroene Riedner ass et um Här Guy Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

**M. Guy Arendt** (DP) | Merci, Madamm Presidentin. Léif Kollegen, et gëtt oft gesot, an aus den Ausféierung vu Laury Mosar kann een dat och schonn erausschlëssen, datt e Projet de loi aneschtens aus der Chamber erausgeet, wéi en eigentlech erakënn. Dat heescht näischt aneres, wéi datt d'Deputéiert an der zoustänneger Chamberskommissioun nach nobesseren, éier de Projet hei an der Plenièr zum Vott kënn.

Ech muss Iech soen, datt dat bei dësem Projet absolut de Fall war. Ech ginn éierlech zou, datt ech, wéi ech dese Projet de loi eng éischte Kéier 2019 analyséiert hunn, ganz vill Bauchweh hat. Och meng Kollegen aus der zoustänneger Justizkommissioun haten immens vill Froen an de Laury Mosar huet et och schonn ugedeit.

Zënter 2019 hunn eng Partie Entrevüé stattfonnt, dat ass och scho vu menge Virriedner erwänt ginn. A vill Veräiner a Federatiounen hu sech Suerge gemaach, datt dat neit Waffegesetz en negativen Impakt op hir Aktivitéiten hätt. Vill Leit hunn och d'Fro gestallt: „Firwat brauche mer dëst Gesetz? Mir hunn dach eent vun deene strengste Waffegesetze an Europa a mir hunn dach kee Problem mat Waffegewalt zu Lëtzebuerg.“ D'Äntwert ass awer ganz einfach: Eist Waffegesetz muss ugepasst ginn, well eng europäesch Direktiv muss ëmgesat ginn.

A firwat huet den europäesche Legislatuer gemengt, et misst een an deem Domän aktiv ginn? D'Josée Lorsché, a Verriedung vun Stéphanie Empain, huet et och scho gesot: Et sinn haaptsächlech déi terroristesch Akten, déi virun e puer Joer Europa erschreckt hunn, déi als Ausléiser kënnen gesi ginn. D'EU wollt doropshin europawäit méi streng Waffegesetze gesinn, fir esou d'Sécherheet vun de Bierger ze verbesseren an ze verhënnern, datt d'Waffe méissbraucht ginn, fir Terror an Europa ze streeën.

D'Transpositioun vun dëser Direktiv war da fir Lëtzebuerg eng Geleeënheet, sai Waffegesetz vun 1983 ganz op de Leescht ze huelen.

Madamm Presidentin, ech war mer am Ufank net bewusst, datt dat neit Waffegesetz esou vill Leit hei zu Lëtzebuerg géif concernéieren. Et muss ee wëssen, datt ongeféier 25.000 Leit hei zu Lëtzebuerg e valabele Waffeschäin hunn a quasi 30.000 Leit sinn heivunnen concernéiert: Jeeër, Sammler, Händler, Schausteller a Sportler. Fir d'DP war et ëmmer wichteg, datt all dës Leit och an Zukunft kënnen hirer Aktivitéit nooen.

Ech wéilt op e puer Punkten agoen, déi déi concer- néiert Leit ze beanstanden haten, an dorop, wéi mer mat den Amendementer de Gros vun hire Soucien op d'Sait schafe konnten. D'Madamm Lorsché huet gesot, d'CSV hat eng Partie Amendementer erage- reecht. Mir hu se net formell agereecht als DP, mee mir haten och eng Partie Suggestioune gemaach.

Ech hu selwer zanter bal 30 Joer e Waffeschäin a si mer absolutt bewosst, wat fir eng Responsabilitéit dat mat sech bréngt. Wéi ech fir d'éischte Kéier d'Artikele vum Projet de loi duerchgaange sinn, hat ech d'Gefill, déi ganz Jeeërschaft géif ënner Generalverdacht stoen an et géif eng akut Gefor fir d'Gesellschaft vun hinnen ausgoen. Duerfir sinn ech awer frou, datt mer konnten intensiv un de Verbesserung vum dësem Text matschaffen, fir datt en eng Tournure kritt, déi et all de Concernéierten, an net nëmme de Jeeër, erlaabt, an Zukunft nach eng Waff ze benotzen.

Sorry, wann ech pro domo e bësse schwätzen, mee ...

**M. Laurent Mosar** (CSV) | Dat muss och heiansdo sinn.

**M. Guy Arendt** (DP) | Gell? Merci, merci, Här Mosar. Wann ee geléiert huet, wéi eng Waff funktionéiert, da weess een och, wat ee muss maachen, fir datt eng Waff net méi funktionéiert an esou sécher kann opbewart ginn.

Am Artikel 13 vum Text gétt den Transport vu Waffe gereegelt. D'Madamm Lorsché ass schonn drop agaangen. Deen Artikel géllt net nëmme fir d'Jeeër, mee während den Diskussiounen hat een d'Gefill, e wier haauptsächlech op d'Jeeër bezu geschriwwen ginn. Dat ass awer net de Fall - ech berouegen Iech -, well jidderen, deen eng Waff transportéiert, also och de Sammler, Sportschützen oder anerer mussen dës nei Reegele befollegen.

De Sënn vum Artikel ass, datt beim Transport vu Waffe séchergestallt gétt, datt keen einfach dru kënn oder se klaue kann. Dat Objektiv hunn ech nach ni a Fro gestallt a Waffe solle jo zu all Moment sécher opbewart ginn. Dat ass eng Evidenz!

Am Artikel 6-1. vum aktuelle Gesetz vun 1983 steet iwwregens iwwert den Transport Follgendes, ech zitieren: « Pendant leur transport, les armes relevant du champs d'application de la présente loi doivent être déchargées et elles doivent être conditionnées de sorte que rien ne laisse présumer qu'il s'agit d'armes. » Dat war kuerz a prezis a mir sinn am Fong jorelaang gutt domadder gefuer.

Den éischte Jet vum neie Projet de loi hat allerdéngs eng Tournure, déi vill Froen opgeworf huet an déi Concernéiert virun onméiglech Erausforderunge gestallt huet. An ech zitieren do nach eng Kéier: « Le véhicule dans lequel les armes et munitions sont transportées n'est à aucun moment laissé sans surveillance aussi longtemps que les armes et munitions se trouvent à bord. » An der Praxis wier dat do schwéier realisabel gewiescht, weeder fir d'Jeeër nach fir d'Sportschützen nach fir all aner Persoun, déi eng Waff transportéiert. Wien hätt dat do da solle kontrolléieren?

Et ass wichteg, e Gesetz ze hunn, wat um Terrain funktionéiert. Duerfir sinn ech frou, datt mir en Text fonnt hunn, änlech wéi deen an eisen Nopeschlänner, deen och um Terrain ëmzesetzen ass. Ech brauch Iech dat elo net ze zitieren, Dir hutt et jo gelies.

Deen Dispositiv, vun deem hei rieds ass, ass bei de Jeeër ganz geleeft. Et ass wéi e Schlack fir d'Waff. Bis viru Kuerzem hate mer statt dem „ou“ awer en „et“ do stoen. Dat heescht, trotz esou engem Schlack hätt een en plus missen d'Waff quasi ganz ausernee- huelen, e Prozedere, deen net ganz einfach ass. Mir

musse jo awer net méi helleg si wéi de Poopst! Ech mengen, wann een eng Waff am Auto leien huet, déi éischters vu bausen net visibel ass, zweetens net gelueden ass an drëtzens e Schlack unhuet, dann huet een awer alles gemaach, fir datt déi Waff sécher gelagert ass. De Fait, fir se dann nach ausernee- zehuelen, wär do e bëssen iwwert d'Zilerausgeschoss an ech si frou, datt mer elo en Text hunn, deen d'Sécherheet vu jiddwengem garantéiert an och an der Praxis ëmsetzbar ass.

Ech wëll duerfir och hei op der Plaz der Justizmi- nistesche, der Madamm Tanson, e grouse Merci soen, well si oppe fir eis Erklärungen a Bemierkunge war an den Text elo eng Mouture huet, déi akzeptabel a prak- tikabel ass. Et ass jo och net esou, datt reegelméisseg Waffen hei zu Lëtzebuerg aus Autoe geklaut ginn. Esouwäit ech informéiert sinn, sinn dat an deene leschte Joerzénge just zwou Waffen aus engem Auto.

Am éischte Jet vum Projet de loi war den Transport vu Waffe während der Nuecht och op eemol verbuede ginn. De Staatsrot huet pertinenterweis gefrot, ob et nuets e spezifesche Risiko géif ginn, wann ee Waffen transportéiert. Ech gesinn op jidde Fall keen. An der Praxis hätt dat och zu onnéidege Problemer gefouert, well e Jeeër, deen am Ausland op enger Juegd war, oder e Sportschützen - net nëmme de Jeeër, mee de Sportschützen -, deen am Ausland op enger Kompeti- tion war, kann och emol eréischt spéit an der Nuecht ënnerwee sinn. Mee och bei dësem Punkt huet d'Ministesche vill Verständnis gewisen an dës Kondi- tioun gouf aus dem Projet gestrach. Duerfir nach eng Kéier e grouse Merci!

Nei am Waffegesetz ass och, datt ee keng Waff dierf benotzen oder transportéieren, wann ee méi wéi 0,5 Promill Alkohol am Blut huet. D'Madamm Lorsché huet schonn drop higewisen. Ech sinn absolutt d'accord, datt een, dee voll ass, net soll mat enger Waff hantéieren. Dann ass en eng Gefor fir sech a fir d'Leit ronderëm. D'Jeeër hu sech net géint dësen Artikel gewiert. D'Federatioun huet souguer pertinen- terweis drop higewisen, datt een och d'Droge misst derbäisetzen, sou wéi dat och beim Fuere vun engem Auto verbueden ass. Dëst gouf iwwregens och an dem finalen Text bäigesat.

Madamm Presidentin, an der éischer Versioun vum Projet de loi war et op eemol verbueden, datt e Kläp- per ouni Waffeschäin eng „Saufieder“, wéi dat sech nennt, dierf benotzen, wat awer explizit am Juegdge- setz virgesinn ass. Och dës Problem krute mer séier aus der Welt geschaaft.

An där Versioun waren och Schalldämpfer an Nuets- sichtsgeräter an der Kategorie vun de verbuedene Waffen opgeléicht. Als Jeeër kann ech just soen, datt dat nützlich Utensil si fir d'Juegd. Duerfir begréis- se mer och explizit, datt an deen Text, dee mer haut stëmme wäerten, eng Ausnam fir d'Juegd agebaut gouf.

Madamm Presidentin, wéi ech am Ufank gesot hat, sinn et awer net nëmme d'Jeeër, déi Problemer mat dem Originaltext haten. Ganz besuergt waren nämlech och d'Sammler vun historesche Waffen. Am éischte Jet huet et nämlech geheescht, datt all d'Waffen, déi an déi sougenannt Kategorie A5 géife falen, missten neutraliséiert ginn, an anere Wieder schossontauglech gemaach ginn. Eng aner Optioun war, fir se an eng semiautomatesch Waff ze transfor- mieren, fir datt se an déi sougenannt Kategorie B falen. Fir si war dat, wéi wann d'Waffe misst futti gemaach ginn.

De Gros vun de Sammler hunn iwwregens hir Waffen als Konschtobjekt un der Mauer hänken oder hannert enger Vitriin an denke guer net drun, mat esou

enger Antiquitéit ze schéissen. Mee de Fait, fir esou e Sammlerobjekt ze neutraliséieren, géif sai Wäert consi- derabel verréngeren. Wann ee weess, datt verschidde Sammlerobjeten e gewëssene Wäert kënnen hunn, da kann ee sech virstellen, datt d'Opregung gross war.

Fir d'DP war dat eng kloer Verletzung vum Eegen- tumsrecht, déi net justifiabel war. En plus wier et eng muttwëlleg Zerstückelung vun engem historesche Patrimoine culturel gewiescht. Duerfir ware mir och frou, datt de Staatsrot dat genausou gesinn huet an eng Opposition formelle zu der obligatorescher Neu- tralisierung ausgeschwat huet. D'Sammler kënnen also berouegt sinn. Wéi et och haut schonn de Fall ass, kënnen Sammler, déi eng Waff aus der souge- nannter Kategorie A an hirer Kollektioun hunn, eng Derogatioun vum zoustännege Minister ufroen. Dat selwecht géllt fir Muséëen, déi esou historesch Waffen an hirem Besëtz hunn.

Madamm Presidentin, och d'Sportschützen haten d'Deputéiert kontaktéiert, fir op Problemer am éische Jet hinzewisen. D'Sportschützen hunn och e Waffeschäin an hunn also geléiert, verantwortlech mat hirem Sportmaterial ëmzegoen. Fir d'DP ass et wichteg, datt dat neit Waffegesetz de Sportler nach erlaabt, hirem Sport nozekommen, ouni datt si en Handicap hu par rapport zu Athleteen aus anere Länner, an esou och op internationale Kompetitiounen gutt Resultater fir Lëtzebuerg erzielen ze kënnen, an dat sinn der effektiv eng ganz Hickecht.

Wat war dann de Problem fir d'Sportschützen? E grouse Problem war fir si dee fréieren Artikel 56, deen et hinne verbuede gehat hätt, hir Munitioun weiderhi selwer doheim ze preparéieren an nozefé- len, esou wéi dat bei ville Sportschützen a bei all Sportler, dee mat engem Grousskaliber schéisst, de Fall ass. Duerch en Ajout an den Definitiounen vun der „fabrication illicite“ dierfen d'Sportschützen also elo weider hir Munitioun nofellen. Dëst freet net nëm- men d'Sportschützen, mee och de Schwaarpolver- schéissveräin, deen op esou Munitioun ugewisen ass.

Genau wéi an all Sportart gétt och bei de Sportschütze vill Wäert op den Nowuess geluecht. Duerfir ware si och net frou, wéi se gelies hunn, datt e Sportschützen eréischt mat 14 Joer dierf e Waffeschäi maachen - a kréien, éischer -, fir dësem Sport noze- goen. An der Belsch muss een 8 Joer hunn, a Frank- räich 9 an an Däitschland 12 Joer. Aus dësem Grond hu mer decidéiert, den Alter, awer wéini e Jonken dierf e Waffeschäi kréien, fir an engem Veräin ze schéissen, net op 14, mee op 11 Joer festzesetzen.

Maacht Iech awer keng Suergen: D'Kanner dierfen d'Waffen net eleng manipuléieren, mee et muss ëmmer en Erwuessenen, wat meeschtens den Trainer ass, derbäi sinn! Jiddefalls hu mir mat deem Amende- ment séchergestallt, datt eisen Nowuess keen Handi- cap par rapport zu anere Jonken aus eisen Nopeschlänner huet.

Den Nuetstransportverbuet, deen ech virdrun erwänt hunn, wier och fir d'Sportschützen, déi weekends vun engem Tournoi aus dem Ausland heemkommen, pro- blematesch gewiescht. Et ass also och an hirem Interêt, datt dee Passage elo an dësem Projet de loi net méi ze fannen ass.

Madamm Presidentin, d'Waffegesetz këmmert sech net nëmme ëm d'Schossdecken, mee och ëm d'Benotze vun de sougenannten „armes blanches“, déi hei reglementéiert ginn. Dëst huet dann ermë en Impakt op all déi Leit, déi eng Sportart ausüben, déi ënnert der FLAM, der Fédération des arts martiaux, regroupéiert ass. Et sinn der net grad wéineg: Onge- féier 2.000 Leit zu Lëtzebuerg sinn aktiv an enger vun

enger Partie Disziplinnen, wou der e puer derbäi sinn, vun deenen Dir bestëmmt nach ni eppes héieren hutt; mee ech ziele se awer elo net op.

Bei ville vun dëse Kampfsportaarte brauch een Utensilie wéi en Nunchaku, Matraquen oder e Stick. An der éischter Versioun vum Projet de loi stoungen esou Utensilien bei de verbuedene Waffen, also an der Kategorie A. Dat wier natierlech eng Katastroph gewiescht fir all dës Kampfsportler, besonnesch well drastesch Strofen op dem Besëtz vun esou Utensilien stoungen.

Duerfir sinn ech frou, dass d'Justizkommissioun en neien Artikel 10 proposéiert huet, deen explizitt all déi Utensilien fir eng Sportaart, déi bei enger Föderatioun affiliéiert ass, weiderhin ouni Erlabnis vum Ministère zouléisst, an dat souwuel fir de Gebrauch beim Sport, mee och fir den Transport bis op den Training oder op eng Kompetitioun. Och wa keen dat direkt gemierkt hat, mee wann een déi éischt Versioun vum Gesetzesprojet à la lettre geholl hätt, wieren och Säbelen a Schwärter, déi beim Fechte benotzt ginn, net ouni eng ministeriell Erlabnis méiglech gewiescht.

Madamm Presidentin, dat neit Waffengesetz wäert och de Beruff vun den Armurieren, also de Waffenhändler, impaktéieren. Dëst Gesetz wäert sécherstellen, dass déi Waffen, déi si verkafen, esou gutt wéi nimmie méiglech beschützt ginn. Esou definéiert zum Beispill den Artikel 22, wéi d'Geschäft vun engem Armurier muss gesécher sinn. Déi nei Konditiounen sinn natierlech mat groussen Investissementer verbonden. Dëst kann awer problematesch sinn, wann den Armurier net Proprietär vu sengem Lokal ass, mee just lount an de Proprietär him déi néideg Embauarbeiten net autoriséiert.

Duerfir sinn ech frou, dass mer an deem Artikel konnte präziséieren, dass verschidde Konditiounen, déi d'Aussewänn an d'Fënstere vum Lokal betreffen, net ze erfëlle sinn, wann den Armurier all seng Waffen an d'Munitiounen an engem Safe oder an engem Raum stockéiert, déi déi selwecht Sécherheet bidde wéi déi aner Konditiounen.

D'Associatioun vun den Armurieren hat eis och dorobber higewisen, dass d'Konditiounen aus dem alen Artikel 17 et hinne géifen onméiglech maachen, e Stagiaire oder e Léierbouf anzustellen, well dësen hätt missen 18 Joer hunn. Doropshi gouf dann eng Exceptioun bäigesat, déi eng Limit vum 16 Joer fir d'Stagiaires a Léierbouwe festhält.

Madamm Presidentin, léif Kolleegen, Dir gesitt, mir hu vill an ech géif soen gutt un dësem Projet de loi geschafft, fir Iech haut kënnen en Text zum Vott ze presentéieren, deen och d'Strooss hält. Mee wéi esou oft am Liewen ass näischt perfekt. Et kann een et ëmmer besser maachen. Ech hat zum Beispill drop opmierksam gemaach, dass e Pefferspray an och en Taser zu Lëtzebuerg an der Kategorie A.15 bezéiungswäis A.16 opgeléicht ginn. De Besëtz ass also illegal a ka bestrooft gi mat dräi bis aacht Joer Prisong an/oder enger Geldstraf tëschent 25.001 a 500.000 Euro.

Fakt ass, dass esou Selbstverteidigungswaffen zum Beispill an eisem Nopeschland Däitschland legal ze kafe sinn an do och och gang und gäbe sinn a besonnesch vu Frae kaaft ginn, fir sech géint en Iwwergrëff ze wieren. Falls also elo esou eng Persoun zum Beispill aus Tréier en Ausfluch op Lëtzebuerg mécht - wat vläicht elo net méi esou de Fall ass, mee an ne sait jamais - an de Pefferspray läit nach an der Posch, dann transportéiert dës Persoun eng zu Lëtzebuerg illegal Waff a riskéiert déi virdrun opgezitt drastesch Strofen.

Verstitt mech elo net falsch: Ech plädéieren net, fir de Pefferspray hei zu Lëtzebuerg ze legaliséieren, mee

ech mengen, déi Strof, déi an Zukunft schonn eleng op dem Besëtz vun engem Pefferspray steet, ass fir mech perséinlech iwwerdrifwen.

**Une voix | Très bien!**

**M. Guy Arendt (DP) |** Hei hätt ech mer gewënscht, dass mer eis un eis Nopeschlänner uleenen, dëst och am Sënn vun engem Marché intérieur, wou ee fräi zirkuléiere soll kënnen, ouni d'Legislatioun aus 27 Länner kennen ze mussen.

An deem Kader gëtt och proposéiert, d'Artikelen 42 an 43, mee och den Artikel 31 ze adaptéieren, fir se un d'Praxis vun eisen Nopeschlänner unzupassen. Et handelt sech heibäi ëm den temporären Transport vu Waffen op Lëtzebuerg oder vu Lëtzebuerg an aner europäesch Länner. Konkreet sinn hei d'Sportschützen an och déi Leit, déi Waffen transportéieren, fir eng historesch Virstellung ze organiséieren, betraff. Fir esou en Transport brauch een eng Autorisatioun. Ech hat proposéiert - net nëmmen ech, mee mir waren zu e puer -, och am Sënn vun der Simplification administrative, fir dës Autorisatioun sinn ze loossen a just als Konditioun festzhalen, dass ee säin europäesche Waffeschäin derbäihuet souwéi eng Pièce, déi beleet, firwat een eng Waff transportéiert. Dobäi handelt et sech meeschtens ëm d'Invitatioun op en Evenement oder eng Kompetitioun. D'Direktiv, déi mer jo mat deem neie Waffengesetz ëmsetzen, hätt esou eng Simplification iwwregens erlaabt.

Eng änlech Vereinfachung hätt ee sech beim Artikel 31 kënnen virstellen. Dësen Artikel seet nämlech - sorry, wann ech nach eng Kéier drop zrëckkommen -, dass e Jeeër aus dem Ausland, deen op Lëtzebuerg op eng Juegd kënn, eng Autorisatioun beim Ministère muss ufroen, fir mat senger Waffen dierfen an d'Land ze kommen. Wann ech awer elo, wat reegelméisseg de Fall ass, bei Kolleegen an Däitschland op hir Juegd ginn, da geet et mir duer, dass ech mäin europäesche Waffeschäin derbäihu souwéi eng Invitatioun, fir op déi Juegd ze goen. Och hei kéinte mer d'Prozedur licht vereinfachen am Kader vun engem funktionéierende Bannemaart.

Madamm Presidentin, léif Kolleegen, wa mer dëst Gesetz nach eemol op de Leescht géifen huelen, wieren dat op jidde Fall Punkten, mat deene mer dëst Gesetz nach e Stéckelch besser kéinte maachen. Et gëtt jo an dräi Joer evaluéiert, vläicht ass dann de richtegen Zäitpunkt.

Jiddefalls hu mir haut en Text virleien, mat deem d'DP averstanen ass, well zwou wichteg Konditiounen erfëllt sinn: Duerch dëst Gesetz wäert garantéiert ginn, dass Waffen net zu enger Gefor fir eis Gesellschaft ginn an dass all déi Leit, déi vun dësem Gesetz betraff sinn, sief dat e Jeeër, Sportler, Sammler, Schausteller oder Armurier, och weiderhin hiren Aktivitéiten nogoe kënnen. Et war eis wichteg, dass mer e Gesetz hunn, wat och um Terrain funktionéiert, a mat all deene Verbesserungen, déi mer zanter 2019 gemaach hunn, sinn ech iwwerzeegt, dass mer elo en Text hunn, deen och an der Praxis ëmsetzbar ass.

Madamm Presidentin, ech wëll awer och nach eng Suggestioun un d'Madamm Ministesch lassginn, wat d'Waffen ugeet. Et kënn alt emol reegelméisseg vir, dass, wann e Familljemember stierft an d'Herwe säin Haus mussen raumen, een eng al Waff fénn. Wat muss een do maachen? Gëtt et do eng Ulaftell beim Justizministère oder bei der Police, wou ee gewuer gëtt, wéi ee sech an deem Fall richteg verhält? Ech fannen dat besonnesch wichteg, well jo op dem illegale Besëtz vu verschidde Waffen eng ganz héich Strof steet.

Zum Schluss wëll ech awer net vergiessen, der Rapportrice fir dee schrëftleche Rapport an der

Rapportrice vum mëndleche Rapport Merci ze soe fir hir detailléiert Explikatiounen iwwert dës zwee Gesetzesprojeten.

Wat deen zweete Projet de loi nämlech ugeet, esou ass et, dass et jo just eng Approbatioun vun engem Protokoll ass, dee Lëtzebuerg ënnerschriwwen huet. Dat gesot, ginn och den Accord vun der DP zu dësen zwee Projet-de-loien a géif Iech villmools Merci soe fir Är Opmierksamkeet.

**Plusieurs voix | Très bien!**

**Mme Djuna Bernard, Présidente de séance |** Merci, Här Arendt. An als nächsten ageschriwwene Riedner ass et um honorabelen Här Dan Biancalana. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

**M. Dan Biancalana (LSAP) |** Merci, Madamm Presidentin. Madamm Presidentin, léif Kolleginnen a Kolleegen, jo, de Projet, dee mer haut diskutéieren, dréit zu enger Reform, zu enger kompletter Reform vum Waffengesetz vun 1983 bäi an doduerch kriéiert mer endlech e modernt Waffengesetz. Donieft transposéiert de Projet de loi awer och nach eng europäesch Direktiv vun 2021, déi de Fonctionnement vum Waffemarché innerhalb vun der Europäescher Unioun vereinfache wëll.

Ech wëll op dëser Plaz awer net ze vill op d'Direktiv agoen, mee mech éischer op dat fokusséieren, wat d'Reform vun engem veraalte Waffengesetz aus dem Joer 1983 un neien Dispositiounen aféiert.

Dëse ganze Projet de loi - an et ass effektiv scho vu menge Virriednerinnen a Virriedner ugeschwat ginn -, deen initialement am Fong am März 2019 deposéiert gouf, hat eng méi restriktiv Ausrichtung wéi deen, dee mer haut hei virleien hunn an och deementspreechend haut hei kënnen stëmmen.

De Projet war deemools kritesch, ganz kritesch empfaange ginn, besonnesch bei der Jeeërföderatioun, Associatiounen a Professionellen aus der Waffewelt hei zu Lëtzebuerg, wann ech dat esou nenne kann. Et konnt awer no konstruktiven Diskussiounen op ville Punkte vun alle Säiten, déi sech matabruecht hunn, an op ville Punkten, déi kritiséiert goufen, nogebessert ginn, wat positiv ass. An dat begrësse mer als LSAP, esou wéi et virdrun och scho vu menge Virriedner gesot gouf. An och der Justizministesch merci, mengen ech, dass mer dee Projet hei virleien hu mat enger ganzer Rei Nobesserungen.

Et ass wichteg, hei ze ënnersträichen, dass de Projet aus engem bestëmmte Besoin eraus a weinst enger Rei dramateschen Evenementer entstanen ass, an zwar aus dem Besoin, dass d'europäesch Memberstaate besser den Arsenal u Waffen an hirem Land kënnen enregistrieren an tracéieren an dobäi gläichzäitig d'Identitéit vun de Waffebesëtzer kennen a wëssen. Dat war an ass de Länner wichteg weinst den trageschen Ereignisser bei den Terroruschléi zu Paräis, déi d'Welt a ganz Europa 2015 erfëiert hunn.

No dësen Evenementer hunn déi europäesch Institutionen eng nei Direktiv - si gëtt och „Directive Bataclan“ genannt - geholl a sollt hei d'Lutte géint den Terrorismus an effektiv engem breede Champ aféieren, fir terroristesch Aktivitéiten deementspreechend ze bekämpfen an och dann d'Zuel vun de Waffen an der Bevëlkerung ze reduzéieren an och ze kontrolléieren. Dës Direktiv huet awer och dann den nationale Policekräften erméiglecht, d'Grenzen ze iwwerschréiden, d'Kooperatioun ze verbesseren an och duerchzuführen.

Den Terrorismus, dat wësse mer alleguerten heibanen, bekämpft een un deem senger Wuerzelen. Bon, dat geet natierlech ganz sécher wäit iwwert dëst Gesetz eraus, iwwert déi Adaptatiounen, déi mer hei



huelen, an och iwwert déi Verschäerfungen. Dëst Gesetz ass awer sécher eng vu villen Äntwerten an ee vun den Usätz.

Jo, Waffe faszinéieren, Waffe gi gesammelt a kommen och zu reegelméissegem gereegelten Asaz. Waffe sinn awer och potenziell geféierlech. Wa Waffen a falsch Hänn geroden, kënnen se Mënscheliwe kaschten. Waffe si geféierlech an den Ëmgang domat an enger Gesellschaft muss also kloer geregelt sinn a ginn, well et geet hei virun allem dréms, d'Sécherheet ze gewärleeschten a Gewalt ze ënnerbannen.

Wa mer e Bléck op de legalen an illegale Waffenhändler werfen, wësse mer alleguerten heibannen, dass Waffe produzéiert ginn, fir Kricher ze féieren, Konflikter auszedroen an och Verbriechen, Kriminalitéit ze begoen - alles anescht wéi eng romantesch Approche!

Et ass och wichteg, dass mir dëst Gesetz haut stëmmen, well d'Echeance vun der Ëmsetzung - an dat ass och scho virgedroe ginn - vun der Direktiv op September 2018 gesat war a Lëtzebuerg am November 2018 vun der Europäescher Kommissioun eng Mise en demeure krut. Haut si mer souwäit, fir d'Gesetz ze stëmmen.

Déi éischt Virlag huet virun allem op dem Fakt baséiert, dass keng Ausnam fir Waffen, déi virun 2017 produzéiert gi sinn, virgesi war. Dat ass, wéi gesot, net méi de Fall. An effektiv sollte jo eng Rei Waffe vu Besëtzer, déi Waffen haten, neutraliséiert respektiv entschäerft ginn. Dat war fir Sportschësser, Jeeër a Waffenhändler ganz schwéier ze verdauen a gouf och kritiséiert a sëllegen Entrevuen, déi ee mat hinnen hat. Well och wann dat Neutraliséiere bei den neie Waffe verständlech wier, zum Beispill well se vollautomatesch sinn, wier et bei historiesche Waffen effektiv absolut net verständlech, dass ee se misst zerstéieren, zemoos wou esou Waffe virun 80 bis 100 Joer produzéiert goufen an deemno och en historiesche Wäert, e Sammlerwäert hunn.

De Staatsrot huet vill Opposition-formellen a sengem Avis formuléiert. An enger dovunner gesäit de Staatsrot jo och eng Atteinte au droit de propriété fir d'Besëtzer vun dese Waffen. Et wier nämlech esou eng Atteinte, dass déi nei Waffekategorisierung, déi virgesäit, dass historiesch Waffe sollen neutraliséiert ginn, net konform wier zu de Fräiheeten, déi an der Verfassung stinn an och an der Europäescher Charte vun de fundamentale Rechte effektiv garantéiert ginn. An doropshin, mengen ech, ass hei och nogebessert ginn.

Madamm Presidentin, ganz am Ufank vum neie Gesetz hu mir eng grouss Opzielung vu verschiddene Waffekategorien. Do fänkt et mat der Kategorie A un, wou all déi verbuede Waffen drënnerfalen, also déi sougenannt „armes prohibées“. Dann ass et d'Kategorie B: Dës Kategorie ënnerscheet sech weesentlech vun der éischter, also der Kategorie A, well et hei ëm Waffe geet, déi mussen autoriséiert sinn, fir am Ëmlaf ze sinn. An dann déi drëtt Kategorie, d'Kategorie C, dat ass, wéi gesot, eng nei Kategorie. D'Rapportrice ass an hirem mëndleche Rapport jo och schonn drop agaangen.

De Projet de loi gesäit awer natierlech och eng Exklusioun fir all déi Waffe vir, déi en Deel vun der Ausrüstung vun der Police oder vun der Douane sinn, well dës Waffe kommen natierlech effektiv zum Asaz, fir dass d'Police an d'Douane hirer Aarbecht kënnen vollwäerteg nokommen, an dat ass natierlech och kloer nozevollzéien.

D'Obligatioun vum Marquage a vum Traçage gëtt vum ale Gesetz iwwerholl a just licht amendéiert. Konkreet heescht dat, dass all Waff, déi an der Europäescher Unioun fabrizéiert gëtt oder heihinner importéiert

gëtt, konform zum Gesetz markéiert gi muss. An dat ass natierlech immens wichteg, fir eng Kontroll iwwert d'Zuel vun de Waffen, déi hei zu Lëtzebuerg am Ëmlaf sinn, deementspriedend och ze hunn.

Eng Dispositioun, déi awer och deemools fir vill Opreegung gesuergt huet, war déi, déi eng ganz Partie vun Operatiounen mat verbuedene Waffen aus der Kategorie A verbitt. De Knackpunkt war am ursprénglechen Text jo d'Neutralisatioun vun ale Waffen. An effektiv waren hei Kollektiouns- a Sammlerstécker deementspriedend geduecht. Et ass hei ëm hire Besëtzer gaangen an och dat konnt mat deem Projet de loi, wéi mer en hei virfannen, entkräft ginn an elo brauche se, wéi gesot, net méi neutraliséiert ze ginn.

E spezielle Regimm gëllt dann nach fir méi al Waffen. Dorënner falen och déi Waffen, déi effektiv virun 1. Januar 1900 fabrizéiert goufen, an ech mengen, dat sinn och ganz apaart Waffen. Dat sinn effektiv déi Vorderladeren, Verschiddener vun Iech kenne se, déi ginn och effektiv an enger ganzer Rei Filmer gewisen, an och hei brauch ee keng Autorisatioun beim Ministère unzefroen.

Da gëtt natierlech och am Gesetzesprojet de Waffentransport méi genee geregelt, fir och dee méi sécher a risikofräi kënnen ze garantéieren.

Da war e weidere Punkt, deen awer och largement diskutéiert gouf, d'Appreciatioun vun der Geféierlechkeet vun enger Persoun, déi eng Autorisatioun, en Agreement oder e Permis fir eng Waff ufreet. Dës Charakteristik soll jo da vum Service armes et gardiennage kontrolléiert an an der Evaluatioun vum Dossier a Consideratioun geholl ginn. Et soll also kengem eppes accordéiert ginn, deen eng Gefor fir sech selwer, fir anerer, fir den Ordre public oder d'öffentlech Sécherheet duerstellt. Et gouf sech och un der Notiouen vun der Honorabilitéit gestouss, déi am finalen Text deementspriedend och duerch d'Notiouen vun der Dangerousitéit ersat gouf.

*(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)*

D'Appreciatioun vu verschiddene Krittären, wéi déi vum Behuele vun der Persoun, ass natierlech och kritesch betruecht ginn, well de Staatsrot do wësse wollt, ob een hei nëmmen op de Casier zrëckgräift oder awer och nach aner Sourcë consideréiert ginn, ob een zum Beispill Informatiounen a PVen an och Policerapporte mat eranhëlt. Et huet och do effektiv u Prezisioun gefeelt an et konnten och eng Rei Reformatiounen proposéiert ginn, déi mer jo och am Text iwwerholl hunn.

Fir awer och deementspriedend de mentale Gesondheetszoustand, déi psychesch Stabilitéit ze préiwen, an awer och en vue vun engem verantwortlechen Ëmgang mat Waffen, mussen d'Waffebesëtzer also eng Attestation médicale virweisen, entweeder vun hirem Referenzdokter oder vun engem Psychiater.

A fir d'Geféierlechkeet vun enger Persoun halleftweegs kënnen anzeschätzen, dat ass net ëmmer ganz evident. Do sinn objektiv Krittären an och deelweis subjektiv Krittären, medezinesch Krittären. Et sinn natierlech och d'Antécédents judiciaires an och d'Verhale, déi polizeilech erfaasst goufen, wichteg Informatiounsquellen - dat natierlech och am Respekt vum Dateschutz -, fir eng Autorisatioun fir e Waffeschäin auszustellen oder halt och net.

Am Kader vun der Appreciatioun ass awer och ze betounen, an d'Virriedner hunn et och ugeschwat, dass am Fong déi Kopien, déi vum Procureur un de Ministère geschéckt ginn, sechs Méint no der finaler Decisioun am Dossier zerstéiert ginn.

Här President, wa mer bei den Donnéeë sinn, da wëllt ech och nach kuerz op de Waffefichier agoen, dee

beim zoustännege Ministère geréiert gëtt. Dese Fichier, sécherlech och erëm am Respekt vum Dateschutz, ass natierlech wichteg, fir all déi néideg Donnéeë kënnen ze erfaassen iwwert déi privat Waffebesëtzer hei am Land. An ech mengen, och hei ass Suerg gedroe ginn, dass effektiv nëmme limitéiert Donnéeën opgeholl ginn.

An dësem Gesetz geet et awer och ëm den Agreement vun den Armurieren. Ouni e speziellen Agreement ass et verbueden, dese Beruff hei zu Lëtzebuerg auszeüben. An och si spillen e ganz wichtege Rôle an där ganzer Chaîne. Demandeure fir dëst Dokument mussen also och strikt Konditiounen erfëllen. Den Agreement ass fir fënnef Joer gutt a kann natierlech duerno och erneiert ginn, wann déi legal Konditiounen erfëllt sinn a wann den Armurier selwer - esou wéi effektiv och déi privat Waffebesëtzer - keng Gefor ass, weeder fir sech selwer nach fir déi aner.

Wa vun de private Waffebesëtzer natierlech e Fichier beim Ministère ugeluecht gëtt, och erëm am Respekt vum Dateschutz, dann ass et och parallel dozou e Wafferegëster fir d'Waffen, dee vun den Armurieren ugeluecht gëtt, dee si effektiv ze halen hunn, e Regëster, wou am Fong déi Waffen, déi si hunn, deementspriedend enregistriert ginn, och hei mat enger Rei Informatiounen wéi dem Typ an och dem Modell.

Am Resümee: Ouni eng Autorisatioun dierf am Fong dann och eng Privatpersoun normalerweis keng Waff bei sech droen oder eppes mat enger Waff maachen.

Jo, Sportschützen, där hu mer och hei am Land an déi maachen natierlech och reegelméisseg an deene leschte Joren op internationale Kompetitiounen op sech opmierksam a sinn do Ambassadeure vu Lëtzebuerg. Generell kann ee soen, dass dese Sport an der leschter Zäit e ganz gudden, e ganz grouse Succès hat, besonnesch och bei deene Jonken. Duerfir ass et am Fong ze begrëissen, dass an der Ausübung vun hirem Sport den Alter op 16 respektiv 11 Joer erfogesaat gouf. A fir dës Schützen applizéiere sech natierlech och spezifesch Dispositiounen, wa se op de Schëissstand gi respektiv wa se effektiv hei zu Lëtzebuerg Kompetitiounen ausdroen.

Natierlech dierfen dës Persounen de Schëissstand net mat der Waff verlossen a mussen d'Waff no der Übung un d'Sportschützen zrëckginn. An et muss een natierlech och Member sinn an der Sportschützelfederatioun oder an engem Club, wann een e Mineur ass.

An deem Kontext vläicht och eng Fro un d'Justizministersch: Am Kontext vun de jonke Waffebesëtzer géif et mech interesséieren, wéi d'Altersmoyenne vun de Waffebesëtzer am Allgemengen oder generell ass, wann Der do Informatiounen hutt. Ech hunn am Rapport vum Ministère de la Justice déi Informatiounen net direkt fonnt. An ech wëllt vläicht wëssen: Gëtt et och Statistiken vun Infraktiounen, déi begaange goufe vu Leit, déi effektiv e Permis haten? Och do hunn ech bei Recherchen, déi ech gemaach hunn, am Rapport vum Justizministère keng Informatiounen fonnt. Mee Dir hutt se sécherlech bei Hand.

Nieft de Sportschützen dierfe mer awer och net d'Jeeër vergiessen, déi am Kontext vun dësem Projet de loi eng Rei Ureegung geäussert hunn, fir verschidden Ännerungen hei am Gesetzestext ze kréien, an och deene gouf Rechnung gedroen. Si profitéieren hei vun engem spezielle gesetzleche Regimm. A wat si ënnerscheet, ass, dass se zum Beispill nëmme Waffe vun gesetzlechen Typ B.1 op hirem Juegdschäi kënnen hunn, an dat si jo effektiv extra Juegdwaffen.

Wou de Projet de loi och méi streng an och méi restriktiv gëtt, dat sinn natierlech d'Sécherheitsmesuren, un déi sech d'Privatleit hale mussen. An och do

ass e spezielle Sécherheetsdispositif mat Reegelen opgestallt ginn. Zum Beispill muss e Particulier seng Waffen a Munitioun ëmmer ausserhalb der Reechwäit vu Mineure stockéieren. Och dat, mengen ech, ass een net onwichtigten Aspekt. Ausserdeem muss all Waff ongeluede stockéiert ginn. An och de Waffe-Coffre-fort muss verschidde Konditiounen erfëllen. Och hei, mengen ech, stinn d'Sécherheet an de Schutz am Vierdergrond. An och dat dréit derzou bäi, méi Sécherheet ze kréien, well et och net einfach soll zu engem Accident kommen, besonnesch wat Kanner ugeet - och, wat net d'Kanner ugeet, awer effektiv grad si -, wa se awer mol verseeëntlech a Kontakt sollte komme mat Waffen, déi geféierlech Instrumenter sinn.

Zum Schluss wéilt ech och nach kuerz op verschidde Moyenen agoen, déi effektiv der Police an och dem Ministère zur Verfügung stinn. An zwar muss den Titulaire vun engem Waffepermis, deen ausserhalb vu sengem Domicile e Waffentransport mécht, seng Carte d'identité derbäihunn. Eng Evidenz, mee et ass awer och scho mol geschitt, dass dat net de Fall war. An e muss och säi Waffeschäin derbäihunn. Och do gouf et an der Praxis schonn emol esou Situatiounen. An natierlech, nieft dem Fait, dass dës Dokumenter bei enger Policekontroll musse ganz kloer gewise ginn, muss een, wann ee säi Schäi géif verléieren duerch iergendwellech Ëmstänn, dat bei der Police mellen innerhalb vun zwee Deeg.

Här President, zu gudder Lescht enthält de Projet de loi awer och nach eng Rei Verbueter. Och dat schéngen Evidenzen ze sinn, mee ech mengen, et ass awer och wichteg, dat eng Kéier hei am Gesetz ze ënnersträchen. Et ass net autoriséiert, Reklam fir verbuede Waffen ze maachen. Et ass verbueden, an eng Schoul mat Waffen eranzugeen. An et ass effektiv och verbueden, eng Waff bei sech ze hunn, wann een ënner engem gewëssenen Alkoholafloss steet. Evidenzen, mee et ass wichteg, se hei och festzehalen!

Mir kënnen also am Fong feststellen, dass dëse Projet, dass dëst Gesetz, wat mer haut hei stëmmen, immens vill an der Matière vun de Waffen effektiv festgehalten huet, legal festgehalten huet an och kloer encadréiert.

Wa mer den historeschen Hannergrond vun dëser Reform kucken, da kann een am Fong de Constat maachen, dass se néideg war, dës Reform. An ech hoffen och, dass dat eis a puncto Sécherheet a Sécherheetsgefill an eiser Gesellschaft weiderbréngt. Mee och wann de gesetzleche Kader elo fundamental iwwerschafft a moderniséiert ginn ass, an dat ass eis als LSAP wichteg, muss och den Effort vun de betroffene Persounen gemaach ginn, fir dat esou gutt a korrekt wéi méiglech an der Praxis ëmzesetzen an ze begleeden. An dat ass jo och elo schonn de Fall, an ech mengen, dass dat mat deem neie Gesetz sécherlech net aneschtens wäert sinn, wéi dat elo déi gängeg Praxis war.

Wat ech awer am Numm vun der LSAP ka feststellen, ass, dass dëse Projet en Equiliber tëschent den europäeschen Direktiven a Fuerderungen an tëscht den nationalen Autoritéite souwéi de private Persounen a Federatiounen an Associatiounen ass, déi am Fong vum Text an hirem Alldag, an hirer Praxis betraff sinn. Well ouni d'Leit vum Terrain, hiert Wëssen, hir Praxis wier den Text net esou evoluéiert, wéi mer en hei virfannen. Et schéngt also och eng gutt Balance ze sinn tëschent de verschiddenen Interëten. An dofir, mengen ech, ass et och wichteg, dass mer dräi Joer, nodeems mer d'Gesetz hei gestëmmt hunn, e Bilan zéien an och gegebenefalls déi néideg Adaptatiounen virhuelen.

Dofir kann ech hei am Numm vun der LSAP den Accord zu dësem Projet de loi ginn, awer nieft dem

Accord zu dësem Projet och den Accord vu menger Fraktioun zum Projet de loi 7428 betreffend de Protokoll iwwer d'Fabrikatioun an den Transport vun illegale Feierwaffen, deen och ratifizéiert gouf. An ech soen hei souwuel dem Stéphanie Empain wéi och dem Josée Lorsché Merci fir hire mëndlechen a schrëftleche Rapport. Merci.

**Une voix | Très bien!**

**M. Fernand Etgen, Président |** Merci villmools, Här Biancalana. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

**M. Charles Margue (déi gréng) |** Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, als President vun der Justizkommissioun soen ech dann och Merci dem Mataarbechter aus dem Ministère, deen ech elo net hei nominell nennen, fir déi immens vill Aarbecht, déi en hat, a fir déi Aféierung, déi en eis ginn huet sengerzäit an dat Ganzt, an déi ganz Technizitéit vun deem Dossier hei a wat et alles u virstellbaren an onvirstellbare Waffe gëtt a wéi komplex déi ganz Situatioun ass. En ausdréckleche Merci dofir.

Da wëll ech och nach der Ersatzrapportrice Merci soen. Déi huet zwar eng Waff gebraucht, déi mer haut net verbidden, dat ass déi vun der Ironie. Déi deet och net wéi. Déi gehéiert och ënnert d'Kategorie vun der Meenungsfräiheet, ...

*(Interruption)*

... grad wéi d'Diplomatie och eng Method ass, wou ee ka Verschiddenes soen duerch d'Blumm, och wann et e wéineg méi pickeg ass!

*(Interruption)*

Ech schwätzen elo als Spriecher fir déi gréng an ech vertrieeden dann - ech huelen elo deen drëtten Zenario an eiser Fraktioun fir haut, ech zéien deen drëtten Joker -, ech ersetzen dann de François Benoy, ...

*(Hilarité)*

... deen och covidbedéngt de Mëtteg net kann hei sinn. An, wéi gesot, den zweeten Zenario war deen, dass ech sollt de Rapportier spillen. Bon, mir si flexibel a mir passen eis un. Voilà.

Elo zu deem, wat de François Benoy als Spriecher vun deene Gréngen wollt soen: Op der Welt zirkuléieren iwwer eng Milliard Feierwaffen - dat ass vun der Schwäizer Organisatioun Small Arms Survey, eng Schwäizer Organisatioun, wéi gesot. De Gros dovun - an ech stelle wierklech gären de Kader hei hier vun esou engem Waffegesetz - de Gros dovun, 85 % sinn a privater Hand, dat sinn 857 Milliounen Waffen. 13 % vun de Waffen allgemeng sinn an der Hand vum Militär a just 2 % bei de Forces de l'ordre.

Da kënn nach derbäi, dass mer an enger Dynamik sinn: D'Zuel vun Waffen a privatem Besëtze geet kontinuéierlech an d'Luucht fir de Moment. Zu Lëtzebuerg si beim Justizministère eppes iwwer 82.000 zivill Feierwaffe registréiert - 82.249 op de 15. Juli 2021 -, 82.000 Waffen, Feierwaffe par rapport zu 20.000, 25.000 Leit, déi betraff sinn. An dat hu mer och an de Consultatiounen gemierkt, déi mer alleguerten haten, dass et munch Leit gëtt, déi vill Waffen hunn als Sammler respektiv duerch dat, wat se als Ierwen elo hunn a wat hir Elteren oder Monnien an Tattae gesammelt haten.

Mir hunn also eng Situatioun, déi och op den Zweete Weltkrich zrëckgeet a wou d'Collectionneuren hei wierklech - dat hu mer jo dunnech erfuer, wéi mer dat Gesetz hei op de Leescht geholl hunn - och eng ganz staark emotional Verbindung domadder haten. A fir de Moment hu vill Famille Suergen, well se dat elo geierft hunn, a se si méi oder manner konform mat deem

aktuelle Gesetz, wat net de Port d'armes ugeet, de Waffeschäin, mee deen, fir Waffen ze halen. Duerfir ass et wichteg, dass mer dëst Gesetz maachen.

Wéi gesot, 82.000 zivill Feierwaffen, dat sinn der 12 op 100 Leit! Domat si mer net bei de Spëtzeleider an Europa, mee et ass awer eng anstänneg Zuel. Fir all dës Waffen, déi sech op eisem Territoire befannen, gëtt mat dësem Gesetz, wéi gesot, méi e strenge Kader geschaaft, fir eng maximal Sécherheet ze garantéieren an ze verhënneren, dass all déi vill Waffen ongewollt a falsch Hänn respektiv kriminell Circuite geroden, beispillsweis duerch en Abroch a schlecht ofgeséchert Haiser oder aleng steeënd Familjenhaiser, déi an der Ierfschaft sinn.

A wat passéiere kann, wa Waffen a falsch Hänn kommen, dat wësse mer alleguer, d'Rapportrice huet et gesot. Bei den Attentater vum 13. November 2015 zu Paräis sinn 130 Leit ëmbruecht ginn an et goufen der 400 blesséiert. Dës an aner brutal Terrorattaken op Ziviliste waren de Grund, den Ausléiser fir d'Ausschaffe vun dëser Direktiv. De Laurent Mosar huet drop higewisen, wéi laang se prett ass a wéi laang mer leider dru gedoktert hunn, fir se ëmsetzen.

Wéi gesot, et war dat den Ausléiser, fir déi Direktiv an Ugrëff ze huelen. An dofir huet den deemolege Justizminister, de Félix Braz, sech bei der Verhandlung vun der Direktiv, déi mer haut ëmsetzen, och fir e strenge Kader staark gemaach, a méi wéi deen, dee schlisslelech an der Direktiv zrëckbehale gi war. Also, wann ech gelift, och e wéineg den historesche Kontext: Mir haten Attentater zu Paräis, eng Brutalitéit sonnerglächen! An et ass an deem Zesammenhang, wou och de Félix Braz déi Direktiv matausgehandelt huet, op Demande hi vun de franséischen Autoritéiten.

D'Zil war an ass d'Sécherheet vun der Populatioun an de Risiko, dee vu Waffen a privater Hand ausgeet, nach méi kleng ze kréien, well wou Waffen existéieren, gëtt et ëmmer e Risiko.

Och wann d'Approche vun der maximaler Sécherheet, déi am urspréngleche Gesetzesprojet ugeduecht war, en cours de route geschwächt ginn ass, haaptsächlech am Staatsrot modifizéiert ginn ass, sou ass et fir déi gréng en essentiell Gesetz, wat mer haut stëmmen. Mir adaptéieren, Dir hutt et schonn héieren, d'Sécherheetsnorme fir de Besëtze, den Transport, d'Handhabung an och de legalen Handel - deen illegalen, dat ass ëmmer eng aner Saach, fir deen an de Grëff ze kréien.

Nieft de Mesuren aus der Direktiv profitéiere mer vun der Geleeënheet, fir eng ganz Rëtsch Erfahrungswärter, déi sech an der bal 40-järeger Praxis mam aktuelle Waffegesetz erausgeschield hunn, mat an dat neit Gesetz ze iwwerhuelen. Dat heescht „Direktiv plus“ an net méi wéi d'Direktiv!

Mir begrëssen ausdrécklech de Contrôle de dangerosité, also d'Enquête administrative fir sécherzestellen, dass vum Requirerant vum Permis oder vum Agreement keng Gefor ausgeet. Et gëtt d'Méiglechkeet geschaaft, de Port oder d'Détention d'armes zäitweilleg ze suspendéieren, wann d'Konditiounen vum Erhalen net méi gi sinn oder wann déi Persoun a schlechter gesondheetlecher Verfassung ass, wat sech kann änneren. A wat och op eng Zouaarbecht vun den Associatiounen, déi am Fong Waffe benotzen ... déi hunn eis dat alleguerte selwer gesot, dass si bei hire Memberen där Leit hunn, wou se am Fong och léiwer hätten, mir géifen déi Moosnam aféieren, well da wäre si och aus der Suerg eraus, dass se bei deene Membere just op hire gudd Wëlle mussen zielen.

De Fichier, dee beim Justizministère d'Waffebesëtzer repertoriéiert, gëtt un d'Exigencé vun der Direktiv ugepasst esouwéi och un den RGPD.

D'Attestation médicale, déi bei enger Demande fir e Permis oder Agreement virgeluecht gi muss, dokumentéiert, dass d'Persoun keng Gefor fir sech selwer an och fir aner ass. „Fir sech selwer“, dat ass och immens oft aus Familljekreeser an aus der laangjäregere Erfahrung gesot ginn, also: „Wéi kann ech derfir suergen, dass meng Léifste sech näischt undi mat deene Waffen, déi se doheem hunn?“ Bei all Erneuerung vun engem Agreement/Permis muss eng nei Attestatioun virgeluecht ginn.

Wat d'Armurieren an hir Mataarbechter ugeet, ënnerleie si och elo dem Agreement vun Justizministère mat klore Krittären. D'Saach vun de Léierjongen a -meepercher ass jo och gekläert ginn. Am Regëster vun den Armurieren ass all Waff festgehalten, déi ukaf gëtt wéi och verkaf gëtt. Mir mussen wëssen, dass en Armurier net just e Verkeefer ass, mee ech kann och bei den Armurier mat menge Waffe goen an him se ubidden, fir dass e se weiderverkeeft. Dat ass eis och net esou bewosst gewiescht an och net jiddweringem, mengen ech, heibannen esou kloer. Et gëtt dann e ganze Sécherheetskatalog gemaach fir de korrekte Stockage vun de Waffe beim Armurier. Ech mengen, de Guy Arendt ass dorobber agaangen.

Wat wichteg ass a wou mer dann och nogebessert hunn opgrond vun deem, wat eis zougedroe ginn ass, sinn d'Sécherheestsbestëmmunge fir den Transport: D'Waff dierf net geluede sinn, dat schéngt mer selbstverständlech ze sinn, an d'Waff an d'Munitioun mussen esou agepaakt ginn, dass net vu bausse schonn erkennbar ass, ëm wat et sech handelt. Do kann ech mech erënneren, dass et an den Diskussiounen och eng Suerg vun der Polizei war, dass Waffen zum Beispill net um hënneschte Sëtz transportéiert dierfe ginn, well se jo dann net wëssen: Ass et elo e Collectionneur? Ass et e Sportschützen? Oder eng geféierlech Persoun? D'Waff dierf also net prett sinn, fir dermat ze schéissen, an den Transport muss sech um kierzte Wee maachen - net nach laang Ëmweeër an Etappen dertëscht.

Da gëtt et, wéi et och schonn ugedeit ginn ass vu menge Virriedner, eng Promillgrenz. Wann ee mat der Waff eppes mécht, dierf en net iwwer 0,5 Promill hunn. Mir hunn eis hei ganz kloer d'Reegel ginn, an dat war och fir jiddweringem evident, och an den Associatiounen, dass dat, wat am Code de la route gëllt, och fir d'Benotzen oder d'Handhabung vu Waffe gëllt.

Dat neit Waffegesetz, wat mer haut stëmmen, ass, wéi gesot, fir ons Gréng e wichteg Gesetz, well mir e besseren a méi strenge Kader schafen, fir méi Sécherheet ze garantéieren an ze verhënnern, dass Waffen a falsch Hänn kommen.

An deem Sënn ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun a soen natierlech der Ersatrapportrice an dem Stéphanie Empain als Rapportrice vun deem ganze Projet de loi hei e grouse Merci. An Iech merci fir d'Nolauschteren.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci villmoos, Här Margue. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

**M. Fred Keup (ADR)** | Merci, Här President. A merci och der Rapportrice hei vum mëndleche Rapport an och dann dem Stéphanie Empain fir de ganz kompletten a gudde schrëftleche Rapport.

Den 13. November 2015 gouf et zu Paräis ganz bluddeg, islamistesche motivéiert Attentater. Ënner anere meng goufen deemools an der Concertshal Bataclan 89 Leit ëmbruecht. D'Terroristen hunn deemools mat Kalaschnikow-Maschinengewierer an d'Leit geschoss. Weider goufen och Handgranate benotzt a spéider hu si sech selwer an d'Luucht gesprengt.

D'Attentater vu Paräis hunn eng Zäsur bedeit, e Paradigmewissel, wat d'Brutalitéit an och d'Komplexitéit vun der Organisatioun vun esou Attentater ugeet. Do ass dann drop reagéiert ginn an an der EU gouf doropshin am Joer 2017 eng Direktiv erausginn, déi de Waffebesëtzer vun den Awunner aus de Memberstaate sollt aschränken.

Viru véier Méint elo huet d'EU-Kommissioun dann och beschloss, fir de Lëtzebuurger Staat virum Geriichtshaff vun der Europäescher Unioun ze verkleen. Dëst, well d'Direktiv hei zu Lëtzebuerg nach ëmmer net ëmgesat gi war. Mat dësem Gesetz elo haut soll dann endlech d'EU-Richtlinn vun 2017 an national Legislatioun ëmgesat ginn.

Firwat déi Verzögerung? Firwat déi Klo? Do gëtt et eng Partie Grënn. An een ass awer sécher, dass hei entscheet ginn ass, méi wäit ze goe wéi d'Richtlinn selwer, sprécht fir ze profitéieren, fir dat Waffegesetz, wat mer hate vun 1983, nei ze schreiwen, fir et dann och e bësse méi restriktiv ze maachen.

An do kann ee sech an deem Kontext awer froen, ob et wierklech néideg ass - an dat mengen ech och allgemeng, ech mengen, dat geschitt awer oft -, dass mer, wa mer hei Direktive sollen ëmsetzen, da probéieren, ëmmer nach eng dropzesetzen, obwuel dat net onbedéngt misst sinn. An hei hätt ee kënnen sécherlech méi schnell handeln an dann nach méi spéit d'Waffegesetz am grouse Ganzen iwwerschaffen.

De Fakt, dass dësen Delai dépasséiert ginn ass, féiert dann elo zu enger Partie Problemer fir déi Leit, also fir d'Waffebesëtzer. An dat sinn déi, déi tëscht 2017 an 2021 Waffe kaf hunn aus der Kategorie Waffen, déi awer elo retroaktiv mat dësem Gesetz vun haut op den 13. Juni 2017 souzesoen illegal ginn. Déi Leit wäerten déi dann net hale kënnen an dat ass dach awer eppes, wat mech e bësse steiert, well déi Leit, déi hu jo awer zwëscht 2017 an haut déi Waffe legal kënnen kafen a besëtzen a benotzen. An elo, duerch e Gesetz, wat elo gestëmmt gëtt, also retroaktiv, gi mer deene Leit dat Recht also ewechhuelen a si mussen déi Waffen ofginn.

Ech sinn net Jurist, dat ass da warscheinlech och méiglech, mee ech fannen et net glécklech. An ech géif et begrëssen, wa mer dat net esou géife maachen an déi Leit déi Saachen och da kéinten halen. Et stellt sech och d'Fro, ob déi Leit - ech weess et net - dann entschiedegt ginn an deem Fall, wou se dann esou eng Waff kaf hunn an de leschte véier Joer a se elo duerch dëst neit Gesetz net méi dierfen halen.

D'Gesetz ass awer och mat Verspéidung komm, well et vill verännert ginn ass an och, muss ee soen, ganz vill verbessert ginn ass; an dat ass hei scho vun de Virriedner gesot ginn. Ursprénglech waren nach vill méi streng Restriktiounen virgesinn. Dat war de Projet vum Här Braz. An ech mengen, och duerch déi nei Ministesch, duerch d'Avise vum Staatsrot, awer och duerch déi gutt Aarbecht an der Kommissioun konnt een hei op e bessere Wee goen, ëmdecken. An et kann een haut ausdrécklech begrëssen, dass d'Gesetz elo daitlech besser ginn ass an dass et eeben net méi esou restriktiv ass.

An deem Kontext wëll ech och deenen Associatiounen, Veräiner a Federatiounen Merci soen, déi sech vill Méi ginn hunn a sech vill Gedanke gemaach hunn an Avise gemaach hunn, déi dann och zu engem groussen Deel hei an dat Gesetz matagefloss sinn.

Et bleiwen awer nach eng Partie Froen, nieft där Geschicht, wat mat deene Waffe geschitt, méi déi lescht fënnf Joer kaf gi sinn an elo net déi dierfe gehale ginn. An ech wëll der zwou hei opwerfen. Dat Éischt ass, dass d'Waffenhändler, d'Armurieren elo e Regëster mat den Donnéeë féiere mussen - wann ech

mech net ieren 30 Joer laang -, wou sech da Froe stellen iwwert den Dateschutz, wou sech och Froe stellen iwwert de Méiopwand vun Aarbecht, dee mer deene Leit do zoomudden. An do ass d'Fro och gestallt gi vum Här Mosar, an ech ka mech deem uschlëssen, ob et do net besser gewiescht wär, iergendwéi en Zentralregëster anzeféieren an déi Leit domadder ze entlaaschten.

En zweete Punkt, deen och schonn hei opgeworf ginn ass, an dee schéngt mer awer och ganz pertinent ze sinn, dat ass déi Fro mam Peffersspray. Effektiv gëtt hei de Peffersspray quasi gläichgestallt, jo, mat enger geféierlecher illegaler Schossstoff. An hei am Gesetzestext stinn dräi bis aacht Joer Prisong op dem Besëtzer vu Peffersspray. An do ass dann effektiv e groussen - wéi soll ech soen? -, e risegen Ënnerschied, deen net méi gesond ass, par rapport zu de verschiddenen Nopeschlänner, wéi Däitschland, wou de Peffersspray fräi am Verkaf ze fannen ass a wou een dann och kann iwwert d'Grenz fueren. An dat hunn och eng ganz Partie Lëtzebuurger gemaach. Mir kennen der bestëmmt alleguerten, déi Peffersspray hunn, aus wat fir engem Grund och ëmmer, fir sech ze hëllefen am Fall vun engem Iwwerfall, oder et sinn der, ech kenne Leit, déi huele Peffersspray mat, wa se an de Bësch jogge ginn, eventuell well se Angscht hunn, vun engem fräilafenden Hond kënnen ugegraff ze ginn. Do gëtt et jo verschidde Méiglechkeeten. Déi Leit ginn also elo de Risiko an, dass se do relativ héije Strofen ausgesat sinn.

An och wann een net onbedéngt wëll op de Wee goen vun enger Legalisierung vum Peffersspray, sou muss een dach awer soen, dass dat heiten net méi an engem gesonde Mooss ass.

Natierlech gëtt et och eng ganz Partie Saachen hei am Gesetz ze begrëssen. Et sinn der vill genannt ginn. Ech ginn elo net op alles nach eng kéier an, déi Zäit hunn ech och souwisou net, mee ech mengen, et ass evident, dass eppes gemaach gëtt an dass weider Moosnamen eruff gi fir ze verhënnern, dass krimineller, potenziell Gewalttäter an Terroristen Zougang zu Schossstoff kréien. Dat geschitt hei mam Gesetz. Dat ass dann och e gudde Punkt.

Et ass och aliichtend, dass d'Benotze vu Waffen ënner Alkoholafloss respektiv och Drogenafloss verbuede gëtt. Och dat, ech mengen, do schwätzt de gesunde Mënscheverstand!

Zum Schluss wëll ech soen, dass mir als ADR d'Waffebesëtzer, d'Jeeër, d'Sportler, d'Sammler ënnerstëtzen an hirer Fräizäitbeschäftegung an dass et och gutt ass, dass si där kënnen noگوen. An ech mengen soen ze kënnen, dass d'Waffebesëtzer hei am Land och keng Ramboe sinn, mee gewëssenhaft Bierger, sou wéi déi meescht Leit hei am Land.

Mir wäerten dësem Gesetz elo net zoustëmmen, mir wäerten awer och net dergéint stëmmen - il y a du pour, il y a du contre -, mir wäerten eis bei dësem Gesetz enthalten. Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Kartheiser (ADR)** | Très bien!

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci villmoos, Här Keup. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

**M. Marc Goergen (Piraten)** | Här President, all Waff, déi op dëser Welt ausserhalb vun den Hänn vun enger Police zirkuléiert, ass eng Waff ze vill.

**M. Fernand Kartheiser (ADR)** | O mei!

**M. Marc Goergen (Piraten)** | Jo, Dir kënnt Iech opreegen. Ech perséinlech hunn och eng déif ofstoussend ...

*(Interruption)*

... Haltung géint iwwer Waffen, grad Schossstoffen.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Typesch Pirat.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Jo, Dir kënnt Iech nach ëmmer opreegen, Här Kartheiser, mee eis Positioun zu de Waffen ass ganz kloer an dofir äusseren ech déi och. Fir eis Piraten ...

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | D'Séisswaasser- ...

**M. Marc Goergen** (Piraten) | ... ass haut vu virera kloer, dass mir d'Reegelen ...

**M. Sven Clement** (Piraten) | Här Di Bartolomeo, elo huelen ech gläich d'Kanoun vum Schëff erof. Passt op!

*(Hilarité)*

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Jo, et kann ee jo ëmmer Pirategecker maachen an alles. Ech weess just net, ob et bei engem seriöen Thema wéi Waffen, wou et jo awer ëm Liewen an Doud ka goen, ëmmer ubruecht ass, grad do Piratewitzer an déi Richtung ze maachen. Also fir mech ass d'Thema vun de Waffen, grad wa jo awer trotzdem ... Et si jo awer och Leit, déi Ugehéireger duerch Waffe verluer hunn. Vlächcht ass dat Thema dann awer ze seriö, fir do ëmmer ...

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Jo, dann hätt Der vlächcht en aneren Numm kënnen huelen, well Piraten, ...

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Nee, Här Di Bartolomeo!

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | ... dat sinn awer ganz komesch Gesellen.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Nee, Här Di Bartolomeo! Ech fannen dat doten net ganz korrekt, wa mer iwver Waffe schwätzen, dass Dir hei de Geck macht mat iergendengem Numm ...

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Jo, a wat maachen d'Piraten dann?

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Ma Dir kënnt Iech nach ëmmer drun halen!

*(Brouhaha et hilarité)*

**M. Sven Clement** (Piraten) | Här President, wien huet d'Wuert?

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Ech weess net ... ech weess jo net, firwat dass d'LSAP dat doten ...

**M. Fernand Etgen**, Président | Den Här Goergen schwätzt zum Gesetz!

**M. Marc Goergen** (Piraten) | ... elo esou op déi liicht Schëller hëlt, ...

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Nee, mir huele guer näischt op déi liicht Schëller, ...

**M. Marc Goergen** (Piraten) | ... wa mer iwver Waffe schwätzen! Also ...

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | ... mir hunn eppes géint Piraten! Net géint d'Partei, mee géint Piraten.

*(Hilarité)*

**M. Fernand Etgen**, Président | Här Goergen, loosst Iech net vum Här Di Bartolomeo duerchernebréngen.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Jo.

**M. Fernand Etgen**, Président | Kommt zu Ären Ausféierungen zum Gesetz.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Ech fueren och elo weider, well d'Thema ass ze seriö, fir doriwwer de Geck ze maachen.

*(Brouhaha)*

Fir eis Piraten ass haut vu virera kloer: D'Reegele fir d'Hale vu Waffe muss kloer besser encadréiert ginn. Mir soen awer och oppen, dass dëst Gesetz an déi

domadder verbonnen Direktiv net wäit genuch ginn, well vill ze vill gouf verännert, jo, leider verwässert, esou wéi och d'Piraten an och déi gréng am EU-Parlament dat geüssert hunn an et och hinnen net wäit genuch gaangen ass.

An, jo, et ass och dem deemolege Justizminister Félix Braz net wäit genuch gaangen, deen am EU-Rot géint dës Direktiv gestëmmt huet an duerno an engem „Tageblatt“-Artikel sot, et wär e faule Kompromëss gewiescht, d'Waffelobby hätt dës Direktiv verwässert. An de Mann spigelt do ganz meng Meenung erëm.

Vun der Waffelobby an hiren Unhänger héiert een oft d'Behauptung, dass et net Schosswaffe sinn, déi aner Leit ëmbréngen, mee dass et Leit sinn, déi aner Leit ëmbréngen. Natierlech kann een och do e Kichemeser, e Baseballschläier oder en Auto als Waff géint anerer benotzen, mee d'Argument vu Waffesympathisanten ass trotzdem falsch. Éischtens ginn d'Schosswaffe virun allem zu engem Zweck gebaut: fir Leit ze verletzen oder ëmzebréngen. Ofgesi vu Sport a Sammlungen ass de Sënn vun enger Schosswaff, aner Liewewiesen dout ze maachen. Schosswaffe sinn an éischer Linn Instrumenter vun Doud a Muecht.

Zweetens hu Schosswaffen och en onfaire Virdeel fir deen, dee se am Grapp huet. Hei dréckt een op den Ofzuch. De Projektil flitt op dat gewieltent Zil, fäerdeg, ouni Kierperkontakt, ouni e perséinleche Risiko mussen anzegoen, einfach, jo, leider effizient an awer och kalbliddeg.

Et gouf am Ufank vun dësem Gesetzesprojet vill Lobbyarbeit geleescht. Duerno gouf et vill Reklamatioune vusäite vun de Waffebesëtzer. Mir verstinn, dass eng Rei Mënschen aus verschiddene Grënn Waffe besëtzen, sief et fir de Sport oder als historesch Gedenkstück zum Beispill. Et ass allerdéngs falsch ze mengen, dass ee mat enger aler Waff vun 1960 oder aus dem Zweete Weltkrich kee Schued méi urrichte kéint. Dofir ass den Notzen, deen e Sammler huet, wann en eng Waff net neutraliséiert, am Verglach mat de Risike vun enger Schosswaff net ze rechtfertegen. All Waff, déi net gebraucht gëtt, muss an eisen Aen neutraliséiert ginn. An och bei deene puer Ausnamen, déi zum Beispill d'Jeeër oder d'Sportler betreffen, misst an eisen Aen esou restriktiv wéi nëmme méiglech virgaange ginn.

Meng perséinlech Meenung ass och: Keng Persoun sollt doheem eng wierklech geféierlech Schosswaff leien hunn, och net, wa se aus engem vun de Weltkricher ass. Dofir hate mir an der Kommissioun och deemools d'Propos gemaach, dass, wa Persounen esou vill um historiches Wäert vun hirer Waff läit, si an deem Fall d'Waff un e Musée kéinte ginn, dee sech ëm eng sécher Lagerung këmmert a wou soss keng Persoun géif drukommen.

Fir de legale Stock vu funktionéierende Waffen esou gutt wéi méiglech am Grëff ze hunn, féiert u sech kee Wee laanscht eng Zentraliséierung. Firwat zum Beispill net en zentraliséierte Stock beim Staat fir de Jeeër oder Sportler ariichten, wou d'Waffe virun all Juegd muss gelagert ginn a wou da kloer e Logbuch gefouert gëtt, wéini wéi eng Persoun dës Waff geholl huet a fir wéi en Zweck. Dat géif d'Zirkulatioun vun de Waffen nach eng kéier däitlech méi aschränken an dofir d'Sécherheet erhéien. Well dat heite si keng Spillsaachen, et sinn, wéi ech scho sot, Instrumenter vun Doud.

An och wa mir begréissen, dass an Zukunft fix Reegele beim Alkohol- a Medikamentekonsum beim Gebrauch vu Waffe gëllen, esou wier et trotzdem besser, wa schon am Virus géif méi kontrolléiert ginn. Mir hu bekanntlech schon oft op d'Kontrollen op der Juegd opmierksam gemaach, dass bei der

Ofgab vun de Waffe schon am Virus misst kontrolléiert ginn. Well och wann eng Persoun d'Konditiounen erfëllt, fir de Waffeschäin ze kréien, kann et nach ëmmer duerch e Feeler virkommen, dass eng aner Persoun d'Waff an de Grapp ka kréien oder trotzdem vlächcht mol e Béier ze vill gedronk gëtt. Gutt wier och, wann eng mobil Ekipp géif reegelméisseg Stéchprouwe maachen op Evenementer, wou Waffen am Asaz sinn, betreffend Alkohol, Medikamenter, Drogen a Pabeieren.

Natierlech besteet donieft ëmmer nach de Problem mat de Schosswaffen, déi illegal hei an d'Land komm sinn. Et ass kloer, dass dese Gesetzesprojet net dozou bäidrëit, fir dës Waffen allgemeng aus dem Land ze kréien. D'terroristesches Ueschléi aus de leschte Jore si virun allem mat dësen illegale Waffe duerchgefouert ginn, déi um Schwaarzmarkt kaf gi sinn. Kee Gesetz - an dat muss een éierlech soen - kann zu 100 % verhinieren, dass net iwver iergendeng Grenz oder iergenden 3D-Drocker (veuillez lire: dass net awer iwver iergendeng Grenz Waffen illegal an d'Land kommen oder iwver iergenden 3D-Drocker) hei am Land eng funktionéierend Schosswaff hiergestallt ka ginn, déi a kengem Regëster optaucht.

Wat kënnen mer maachen, fir déi illegal Waffen zu Lëtzebuerg an an Europa besser ze reguléieren? D'UN-Konventioun géint d'Hierstellung an den illegalen Handel mat Waffen ass sécherlech e klengen, awer e wichtege Schrëtt an déi richteg Richtung, mee wäert nach laang net duergoen, fir dës Problematik an de Grëff ze kréien. Well maache mer ons näischt vir: Soulaang verschidde Länner, dorënner och EU-Länner, Sue mat der Waffenindustrie verdéngen, kënnen mer de Risiko net verkleengere.

Wie vun illegale Waffe schwätzt, muss dofir och emol kucken, wou dës Waffen hierkommen. Mir Piraten géifen eis och wënschen, dass d'Waffenindustrie hei ausgebremst géif ginn an dass keng Waffe méi an Drëttlänner ausserhalb vun der EU dierften exportéiert ginn. Mee déi Iddi bleift warscheinlech e Wonsch, well souguer op EU-Niveau sinn d'Majoritéitspolitiker jo mëttlerweil der Meenung, dass d'EU dierf Waffen un Drëttstaaten ausliwweren. Dat ass an eisen Aen net verantwortungsvoll. Mir sollten net drop setzen, méi Waffen an d'Welt ze setzen, mee genau am Contraire, manner Waffen! Wat dëst Gesetz haut ugeet, sou ass dat emol e klengen Schrëtt an déi richteg Richtung, mee et ass nach vill ze maachen.

Zum Schluss nach eng Umierkung zu der Tax, déi d'Waffebesëtzer elo muss bezuelen, fir hir Waff vun der Police neutraliséieren ze loosse. Hei hätte mer eis gewënscht, dass op d'mannst de Staat d'Käschten iwverhëlt, well mer vun de Leit schliisslech en Effort verlaangen, an dass si net selwer dofir bezuele mussen.

Mir Piraten hunn eis laang iwverluecht - an et war an der Kommissioun beim Rapport nach en Nee -, dass mer bei dësem Gesetz mussen ofweien, wéi eng Ännerung kommen a wéi eng Ännerung mer gar gehat hätten. Ech mengen, et ass ganz oppen, dass mir als Piraten léiwer den Entworf vun Félix Braz haut hei gestëmmt hätten, ...

**Une voix** | O!

**M. Marc Goergen** (Piraten) | ... ouni déi Verwässerung an déi Lobbyarbeit.

Jo, Dir kënnt de Kapp rëselen. Ech war an der Kommissioun. Ech hu matkritt, dass et d'DP an d'CSV waren, déi déi meescht Kritik un deem Gesetz bruecht hunn, wéi deemools de Félix Braz et erabruecht huet. Also dat ...

**M. Guy Arendt** (DP) | An zu Recht! ...

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Dir, d'DP fënnt dat vläicht zu Recht, dass Dir et verwässert hutt. Mir Piraten hunn eng aner Positioun. Mir fannen net, ...

*(Interruptions par M. Guy Arendt et Mme Simone Beissel)*

Nee! Ech kann Iech dat soen, Här Arendt: Mir fannen net, dass ee Kanner mat 11 Joer un enger Waff soll trainéieren!

**M. Sven Clement** (Piraten) | Très bien!

**M. Marc Goergen** (Piraten) | An dat hutt Dir erfogusat! Eng DP ass higaangen - et stoung 14 Joer do! -, d'DP huet Lobbyarbecht gemaach, dass mer d'Kanner, déi mer sollen an de Fussball schécken oder iergenden anere Sport ... Awer net Waffen, mat 11 Joer! An da sot Dir hei, dat wär richtig!

*(Interruption par Mme Simone Beissel)*

Jo. Do komme mer net beieneen. Also d'Piraten stinn net derfir, dass eis Kanner sollen an engem jonken Alter ...

*(Interruptions)*

Dir kënt Iech opreegen. Ech hunn Iech jo just erläätert, ...

**Une voix** | Wat féiert Dir op?

**M. Sven Clement** (Piraten) | Här President, wien huet d'Wuert?

**Mme Simone Beissel** (DP) | Dir sidd weltfriem mat Ären Aussoen!

*(Brouhaha)*

**M. Fernand Etgen**, Président | Här Goergen, Är Riedezäit ass eriwwer.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Gelifft?

*(Brouhaha et interruptions)*

Ech sinn nach ëmmer am Lauschteren, wat d'DP sech opreegt. Also ...

**M. Sven Clement** (Piraten) | Wann ech dat do géif maachen, Här President, géif ech vernannt ginn.

*(Exclamations)*

**M. Fernand Etgen**, Président | Här Goergen, hutt Der näischt méi ze soen, nee?

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Nee, ech wollt eigentlech soen, ...

*(Brouhaha)*

... dass mer an der Ofweigung waren. Ech wollt eigentlech soen, wat mer haut stëmmen, dass mer an der Ofweigung waren tëscht der Variant vum Félix Braz deemools an deem, wat elo erauskomm ass, dass mer léiwer d'Variant vum Félix Braz gehat hätten, mee et haut awer zumindest kleng Verbesserung sinn a mer dëst Gesetz dofir haut wäerte matstëmmen, och wa mer eis gewünscht hätten, dass déi ursprénglech Variant bäibehale gi wär.

Merci.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Ganz gutt!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Justizministesch Sam Tanson.

### **Prise de position du Gouvernement**

**Mme Sam Tanson**, Ministre de la Justice | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bon, merci fir d'Diskussioun. Merci all deenen, déi vun doheem aus geschafft hunn, deenen, déi hei agespronge sinn - si erkenne sech.

Ech wollt awer virop eppes lassginn, well dat elo hei e bëssen esou déi Debatt ëmzingelt huet, an hei awer

och e puer Leit a Schutz huelen, déi net hei sinn, fir sech kënnen ze verteidigen.

De Félix Braz hat d'Ambitioun, hei e Waffentext virzeleeën, deen esou e grouse Schutz wéi nëmme méiglech géif bidden. An ech fannen net, dass een em dat därfer verkennen. Dat ass deen éischte Punkt. Hien huet op europäeschem Niveau verhandelt. An an der Ursprongspropos war déi och vill méi streng wéi dat, wat herno dobäi erauskomm ass. Well den Ursprung vun där ganzer Diskussioun ... An dat erkläert och - ech weess net méi, wien dat gesot huet, fir den historesche Kontext nach eng Kéier ze soen -, firwat déi Demarche, déi Dynamik och nach ëmmer beim Félix herno esou war: Dat war eng aner! Déi war an deem ganze Kontext a Frankräich - dat ass schonn e puermol hei ernimmt ginn - vu Bataclan et cetera, wou wierklech d'Volontéit do war fir ze soen: „Mir mussen manner Waffen an eiser Populatioun hunn.“ An de Marc Goergen huet elo grad och nach richtig gesot: „Mir wëssen awer och, dass dat net eleng iwwert de legale Wee geet, mee dass natierlech och ganz vill Waffen op illegale Weeër ënnerwee sinn.“

An hien huet du probéiert, déi Iddien, déi hien an de Verhandlung vertrueden huet, hei an den Text ze faassen. An ech kann och net gëlle loossen, dass et en excrabelen - oder ech weess net méi, wéi d'Terminologie war -, e schlechten Text war. Et ass en Text, deen immens komplex ass - dat hu mer jo och an eisen Diskussiounen an der Kommissioun gemierkt - a wou de Staatsrot och Oppositione gemaach huet, notament op prinzipielle Froen - ech wäert nach dorop agoen -, déi eebe maachen, dass ech den Text hu missen iwwerschaffen. Ech hat guer net de Choix! Ech hunn e missen iwwerschaffen an op verschiddene Punkten eeben ofschwächen, well do notament och vum Droit de propriété rieds gaange war.

Op anere Punkten huet et mer ageliicht, notament wat d'Sportsfederatioun gesot hunn. Dat war och net d'DP, déi gemengt huet, et misst een op eef Joer erfogoen, dat waren d'Federatiounen, mat deenen ech och eng Entrevue hat, déi mer erkläert hunn, dass et wichteg wär, wann een dee Sport weilt uerdentlech maachen, d'Kanner dann eeben ab deem Alter erunzekeréien. Dat ass jo och alles encadréiert. Dat ass jo net e Kand, wat do eleng mat enger Waff hantéiert. Sou därfer ee sech dat och net virstellen.

Ech fannen et och net wierklech opportun, wa mer elo hei ee mam Fanger op deen anere weisen. Et ass extreem vill an der Kommissioun hei geschafft ginn. Ech soen Iech all Merci fir Är wäertvoll Contributiounen. En Deel dovu konnte mer iwwerhuelen, en Deel net. Mee insgesamt geet et hei ëm zwou Saachen, oder dräi Saachen: Mir wëllen dem Waffgebrauch zu Lëtzebuerg e wierklech protecteure Kader ginn, dass d'Waffe kënne benotzt gi fir déi Fäll, wou et an der Gesellschaft erlaabt ass, sief et fir de Sport, sief et fir d'Juegd, sief et d'Kollektioun vu Waffen; mir wëllten och déi ganz Pratique administrative, déi mer elo säit 1983 hunn, wou dat aalt Gesetz a Kraaft war, an den Text materabrëngen, an dann ass et natierlech d'Transpositioun vun der Direktiv.

Ech sinn och méi wéi onglécklech driwwer, dass mer elo esou spéit hei mat deem Gesetz kommen, dat heescht, dass mer schonn e ganz béise Fanger gewise krute vun der Europäescher Kommissioun. Mee et ass jo erkläert ginn, den Text ass och relativ spéit deposéiert ginn, soudass dat eigentlech onëmgängelech war, do e Retard ze kréien.

Vläicht e puer formal Observatiounen: Et goug jo eigentlech drëm, eng Direktiv vun 2017 ëmzesetzen, déi déi initial Waffendirektiv vun 1991 ofgeännert huet. A well déi Direktiv vun 1991 awer schonn e

puermol ofgeännert gi war, huet d'EU am März 2021 eng sougenannt Codification à droit constant vun der Direktiv vun 1991 gemaach. Dat heescht, d'Numerotatioun vun den Artikelen ass nei gemaach ginn, ouni awer eppes um Reegelungsinhalt vun der Direktiv ze änneren. Well et awer trotzdeem juristesches gesinn eng nei Direktiv ass, setze mer dann elo eeben déi Direktiv vum 24. März 2021 ëm an net méi d'Direktiv vun 2017.

Zum Inhalt vun der Direktiv. Ech hunn Iech scho gesot an de Kader ass elo e puermol ugeklongen, wéi dat Ganzt entstanden ass: eeben duerch déi Attentater, déi zu Paräis waren. An et geet am Fong drëm, dass mer zwou aschneidende Mesuren, déi d'Konklusioun vun deenen Attentater waren, hei Rechnung droen.

Eng Rei Waffen, déi besonnesch fir Terroristen interessant sinn, sinn nei verbuede ginn. Dat sinn déi automatesch Waffen, déi an hallefautomatesch Waffen transforméiert kënne ginn, hallefautomatesch Waffe mat enger grousser Schossapaciteit ouni mussen nozulueden an hallefautomatesch Waffen, déi duerch e Klappmechanismus gutt kënne verkleinert a verstoppt ginn. Dës Waffe ginn am Artikel 2 Kategorie A.6 bis A.9 vum Projet de loi dann och hei zu Lëtzebuerg nei verbueden.

Well déi Waffen awer bis dohinner legal ze kréie waren, gesäit d'Direktiv och transitoresch Mesurë vir. Dat ass och schonn ugeklongen. Déi nei verbuede Waffen, déi virum Stéichdatum vum 13. Juni 2017, also och virum Délai de transposition vun der Direktiv, legal an der Zirkulatioun waren, kënnen ënner strenge Konditiounen och weider an der Zirkulatioun bleiwen. Dat ass den Artikel 10 Paragraph 5 vun der Direktiv. Den initiale Projet de loi hat dann eebe virgesinn, dass, anescht wéi an der Direktiv, déi Waffen hätten alleguer missen hei bei der Police ofgi ginn.

Bei deem Stéichdatum vum 13. Juni 2017 kann ee sech awer direkt eng Fro stellen, an déi ass scho gestallt ginn hei virdrun, notament vum Här Mosar: Wéi ass et da mat deenen nei verbuedene Waffen, déi nom 13. Juni 2017, mee virum der Entrée en vigueur vun dësem Gesetz an déi legal Zirkulatioun komm sinn? Bon, engersäits war et dem Waffeservice juristesches net méiglech, fir d'Umeldung vun deene Waffen ze refuséieren, well d'Waffegesetz vun 1983 déi nach net als verbuede Waff virgesinn huet. Anerersäits ass et awer kloer, dass déi nei verbuede Waffen no der Entrée en vigueur vum neie Gesetz net kënnen an der Zirkulatioun bleiwen, well mer soss d'EU-Direktiv net richtig ëmsetzen.

Mir sinn awer net dat eenzeg Land, wat sech déi Fro huet misse stellen, well, wéi ech et scho gesot hunn, ass de Stéichdatum 2017 gewiescht. Déi belsch Cour constitutionnelle huet sech mat der Fro befaasst. Duerfir hunn ech virdu mam Kapp gewonk, wéi Der zu Ärer Konklusioun komm sidd. Den Arrêt heescht Défense active des amateurs d'armes ASBL, vum 25. März zejoert. An deen huet kloer jugéiert, dass deen Datum prezis an der Direktiv steet, effentlech gewosst war duerch d'Publikatioun vun der Direktiv am Journal official, mee natierlech och doduerch, dass déi Informatioun an de Medien zirkuléiert ass. An déi Fakte sinn der belscher Cour duergaangen, fir och eng Question préjudicielle un d'Europäesch Cour hei ze refuséieren. Fir déi Waffe gëtt et also keng transitoresch Reegelung an déi Waffe mussen d'Waffebesëtzer bei der Police ofginn! Dat ass op alle Fall eis Analys vun der Situatioun.

D'Ëmsetzung vun der EU-Waffendirektiv war awer net déi eenzeg Erausforderung an dësem Dossier. An do kommen och op déi Remark zrëck, déi den Här Mosar

vir dru gemaach huet, wou gesot ginn ass, et wier besser, d'Direktive just esou ëmzesetzen, wéi et an der Direktiv steet. Dat hänkt natierlech och vun den Direktiven of, heiansdo si jo och do Variatioune méiglech. Mee hei ass et d'rums gaangen - an Dir hutt jo och déi viregt Reform ugeschwat, déi amorcéiert gi war -, fir eeben déi administrativ Praxis, déi sech op Basis vum Gesetz vun 1983 developpéiert hat, wierklech gesetzlech uerdentlech ze encadréieren. Dir hutt och vum Dateschutz geschwat an esou weider. Dat heescht, dat sinn alles Froen, déi mer hu misse reegelen a wou et dann och wichtig war, se ze reegelen. An dat huet natierlech elo d'Saach nach méi komplizéiert gemaach.

A virun allem ass do een Dossier - an dat ass jo och en Dossier, deen Iech gutt bekannt ass -, dee vun der Vérification d'honorabilité, deen ech awer an deem heite Kontext esou wichtig fanne wéi, mengen ech, a kengem anere Kontext. Dat heescht, mir musse ganz genau kucken, ob déi Leit, deene mir zougestinn, eng Waff ze hunn, vun hirem Passé an och vun hirer Gesondheet hier à même sinn, fir eng Waff ze hunn an net doduerjer dann eng Gefor fir d'Gesellschaft duerstellen.

Dat waren all d'Aspekter, déi eeben dozou gefouert hunn, fir dee Projet de loi ze féieren: dat heescht, een deen d'EU-Reegele respektéiert a propper ëmsetzt, deen d'effentlech Sécherheet zu Lëtzebuerg weiderhin assuréiert, den Dateschutz an d'Privatsphär vu Persounen respektéiert, derfir suert, dass de Waffeservice am Justizministère och weiderhin déi néideg Informatiounen kritt, fir seng Aarbecht ze maachen, an dee fir Transparenz a Rechtssécherheet suert, an dat ouni elo déi global Approche - well dat war ëmmer d'Volontéit hei - an deem Dossier vum aktuelle Waffegesetz komplett op d'Kopp ze geheien.

Bon, ech ginn awer elo nach op eng Opposition formelle an, eebe vum Staatsrot. Dat war déi vun der Atteinte à la propriété privée. Am Sënn vum Artikel 16 vun eiser Verfassung, dem Artikel 1 vum éischte Protokoll zur Mënscherechtskonvention an dem Artikel 17 vun der EU-Charta iwwert d'Grundrechter huet de Staatsrot sech formell opposéiert gehat zu där obligatorescher Neutraliséierung vun deenen nei verbuedene Waffen an och zu der obligatorescher Remise vun deenen nei verbuedene Waffen un de Staat, wa se net neutraliséiert sinn. Dës Opposition formelle erkläert dann och, firwat mer dat hu misse ofschäerfen. Mir hunn do nach eng Tentative gemaach - d'Josée Lorsché war vir drun am Detail dorobber agaangen -, soudass mer et eeben elo do op deem Punkt wierklech hu misse ofschwächen, wann ee sou wëll.

Dann nach e Punkt zu der Vérification d'honorabilité, well eis dat och an der Justizkommissioun nach deem nächst beschäftege wäert. Do gëtt et och mëttlerweile e ganze Projet de loi zu där Fro, déi net nëmmen de Waffentext betrëfft, mee all d'Honorabilitäten, déi vum Justizministère gemaach ginn. An do ass et jo esou, dass mer dee Sujet transversal wëllen ugoen. Och hei hu mer probéiert, eeben den Equilibre ze halen tëschent engersäits weiderhin déi néideg Informatiounen kréie vu Parquet a Police an anersäits awer och Konditiounen a Restriktiounen virgesinn, fir eeben d'Daten an d'Privatsphär ze schützen.

Ech ginn nach vläicht op e puer Punkten an, déi elo opgeworf goufe vun Iech alleguerten. Fir d'éischt emol: Et muss ee wierklech trennen tëschent dem Fichier, deen de Justizministère huet an deen eigentlech de Regëster ass vun de Waffebesëtzer mat hire respektive Waffen - do hu mer d'Obligatioun vun der Direktiv, fir déi Donnéeën 30 Joer ze halen - an dann dem Händler, deen och e Regëster huet. Dat ass den Artikel 21.

*(Interruption)*

D'Fro vun der Successioun war opgeworf ginn. Déi ass och am Gesetz gereegelt als Motiv fir d'Autorisation de détention, am Artikel 35. Natierlech ass et esou: Wann een an där Situatioun ass, da muss ee sech just eebe beim Waffeservice mellen an da kann dat gereegelt ginn.

Den Transport vu Waffen an Nopeschlänner ass am Artikel 31 gereegelt. An och do hu mer eis op d'Direktiv baséiert. An och bei der Informatioun iwwert d'Transferten, wéi déi weiderginn, hu mer eis misse op Basis vun den internationalen Donnéeën eng legal Basis ginn.

Ech kann Iech leider, Här Biancalana, net soen, wat d'Altersmoyenne vun de Waffebesëtzer ass, well dat elo näischt ass, wat mer d'office als pertinent Donnée gesinn, fir d'Statistiken ze zéien.

Zu den Infraktiounen: Do krut ech kierlech eng Question parlementaire a sinn amgaangen, déi ze beäntweren. Mir hunn Infraktiounen, déi géint d'Waffegesetz verstoussen. Dat heescht awer elo net, dass et sech onbedéngt ëm eng Waff am traditionelle Sënn handelt an deene Statistiken. Dat kann och eng Schéier oder e Biesemstill sinn. Do gouf et zejoert insgesamt 25 Condamnatiounen, mee déi Jore vir drun awer bedeitend manner, ëmmer esou ëm déi véier, fënnef, sechs. Firwat elo déi Hausse d'lescht Joer ass, dat kann ech Iech elo net esou aus dem Stand erklären. Mee op alle Fall sinn dat d'Zuelen.

Dann nach eng lescht Remark zum Pefferspray. Also alles, bei deem ee seet: „Dat ass eppes, wat ech fir mäin eegene Schutz ka benotzen“, dat ass och eppes, dat ee ka benotzen, fir en aneren ze aggresséieren. An et gëtt genuch Fäll, zum Beispill bei Vergewaltigungen, an deenen den Täter eebe mat Pefferspray säin Affer immobiliséiert huet an eebe gemaach huet, dass säin Affer sech net konnt wieren. Dat rechtfertigt awer och, wéi mer hei an deem doten Dossier virginn.

Voilà. Pour le reste soen ech Iech all Merci. Ech weess, dat war en däregen Dossier, un deem mer laang Stonne geschafft hunn. A mir wäerten nach deen een oder deen anere Punkt - notamment Dateschutz, Honorabilitéit - weider hei traitéieren.

An ech gesinn, den Här Mosar huet nach eng Fro.

*(Hilarité)*

**M. Fernand Etgen**, Président | Här Mosar, wannech gelift.

**M. Laurent Mosar** (CSV) | Jo. Merci der Madamm Tanson fir déi ganz vill Explikatiounen. Ech wollt awer nach eng Kéier op zwee Punkten agoen, fir och do ganz kloer ze sinn, notamment wat den Dateschutz betrëfft. Ech hunn à aucun moment gesot, mir sollten do Dispositiounen net ëmsetzen. Ech hu just gesot, mir hätten en Avis vun der CNPD virleien, dee kritesch wier - ech mengen, do sidd Der mat mir d'accord -, deen notamment op déi Thematik vun der Honorabilitéit higewisen huet an eng Proposition gemaach huet, déi ech a priori net schlecht fannen.

Et kann een ëmmer driwwer diskutéieren. Dora soe se: „Wär et net méi einfach, am plaz do en Accès op de Fichier vun deenen Donnéeën vun der Honorabilitéit ze maachen, datt de Procureur, sou wéi dat an der Belsch de Fall ass, en Avis géif maachen?“ Nach eng Kéier: Ech soen net, datt dat elo d'Allheilmittel ass. Zumindest soll ee sech awer eng Kéier driwwer ënnerhalen, well mir musse jo awer wëssen a mir sinn eis alleguerten eens: Mir wëlle jo elo net erëm hei an déi ganz Diskussioun vun de Casieren/Fichiere kommen.

**Mme Sam Tanson**, Ministre de la Justice | Ma dat ass jo net ...

**M. Laurent Mosar** (CSV) | Mir wëllen déi Feeler evitéieren.

D'ailleurs maachen ech elo eng generell Remark, Madamm Justizminister, well mer generell de Problem e bësse mat deem RGPD kréien. Mir kommen ëmmer méi oft a Konflikt mat deem RGPD. Wann ech elo nëmme kucken, zum Beispill bei deene ville Covidmesuren, déi mer zu Recht huelen: Mat deene Lëschten, déi do mussen opgestallt ginn, si mer ëmmer erëm ganz neelech un enger Violatioun vum RGPDs-Gesetz. A mir gesinn och bei anere Gesetzer, notamment dem Blanchiment, mir gesinn et elo beim FATCA-Accord, datt mer ëmmer méi oft esou eng Aart Konflikter hunn zwëschent dem RGPD an aneren Texter.

Ech weess, datt et net ëmmer ganz einfach ass, dat ze interpretéieren. Ech wollt Iech just eng Kéier soen, well hei si mer erëm e bëssen an engem änleche Fall: Et ass wichtig, datt mer hei e gutt Gesetz kréien, wat de Waffenhandel betrëfft an och d'Waffendetioun. Op där anerer Säit hu mer awer och Obligatiounen, wat den Dateschutz betrëfft, an et muss ee kucken, datt een do laanschteneekënt.

Dann awer déi zweet Fro, wou ech wierklech net ganz mat Iech averstane sinn. Ech sinn awer elo frou, well Dir hutt de Kapp vir dru gerëselt an dunn hunn ech gemengt, ech hätt eppes Falsches gesot. Ech hunn awer näischt Falsches gesot. Dat berouegt mech emol schonn.

*(Hilarité)*

Et geet ëm déi Iwwergangsbestëmmungen. An do muss ech Iech awer elo soen, nach eng Kéier, et ass vläicht juristesch ...

*(Brouhaha)*

... relativ komplizéiert, ...

**Mme Sam Tanson**, Ministre de la Justice | Är Kollege lauschteren Iech net no, Här Mosar.

**M. Laurent Mosar** (CSV) | Jo! Haaptsaach, Dir lauschtert mer no.

*(Hilarité)*

Et geet ëm ...

*(Interruption par M. Emile Eicher)*

... déi Waffen - nach eng Kéier -, déi vun deem Moment un, wou d'Direktiv a Kraaft getrueden ass, an déi, wou elo haut d'Gesetz gestëmmt ginn ass, vu Leit kaf gi sinn. An do sot Dir: „Jo, do gëtt et en Arrêt vun der Cour constitutionnelle.“ Moi, je veux bien ! Ech wëll awer hei nach eng Kéier op zwee grouss Droitsprinzippen zrëckkommen, déi Dir och kennt. Deen een ass d'Retroaktivitéit vun de Gesetzer. Hei gëtt also eng Retroaktivitéit agefouert. Dat heescht, mir ginn elo zrëck op 2017, fir ze appreciéieren, ob en Datum vun enger Waff legal oder net legal ass.

An zweetens, an dat ass awer nach en Argument, dat ech awer eng Kéier wéilt virbréngen: Hei spillt och de Prinzip vum „Nemo auditur propriam turpitudinem allegans“. Firwat? Hei huet de Ministère de la Justice ...

*(Interruption)*

... déi Waffen autoriséiert. Expressément autoriséiert! An dat ouni Reserv. Ouni Reserv! An elo kréien déi Leit da gesot: „A, déi Waffen, déi sinn net méi legal. Déi musst Der ofginn.“ Ech hu wierklech do e Problem mat der Interpretatioun.

Duerfir nach eng Kéier - Dir sidd eng exzellent Juristin, Madamm Justizministeresch -, ...

**Mme Sam Tanson**, Ministre de la Justice | O! Haut ass main Dag!

(Hilarité)

**M. Laurent Mosar** (CSV) | ... ech mengen, mir müssen wierklech kucken, ...

(Brouhaha)

... ob mer do bei den Iwwergangsbestëmmungen net awer eng Léisung fannen, déi awer pragmatesch ass. Merci.

**Mme Sam Tanson**, Ministre de la Justice | Merci, Här Mosar. De Problem ass deen, dass mir deen Datum jo net erfondt hunn.

**M. Laurent Mosar** (CSV) | Ok, bon ...

**Mme Sam Tanson**, Ministre de la Justice | Dat heescht - an dat war jo och de Belsch hire Problem -, dat ass den Datum, deen aus der Direktiv decouliéert. An ech fannen et interessant, dass Der op där enger Säit op d'Belsch verweist, an op där anerer Säit, wann d'Belsch Cour constitutionnelle eppes seet, dann ass dat dann awer net esou vill wäert, oder wéi?

Ech hoffe jo, dass mer elo hei net vill Litigé kréien. Et ass jo net, wéi wann net vill an deem Milieu iwwert dat dote geschwat gi wär - dat hu mer jo virdrun och héieren -, mee mir sinn eis bewusst, dass et e Punkt ass, iwwert deen nach kann diskutéiert ginn. Mee mir sinn d'Hänn gebonnen. Ech kann net eppes aneres elo hei an den Text schreiwen, wéi dat, wat an der Direktiv virgesinn ass.

An zu der Honorabilitéit, Dir sot do esou: „Jo, mir wëlle jo net eng nei Affär ‚xy‘ schafen.“ Ech mengen net, dass dat de Problem hei ass! Natierlech kann een driwwer diskutéieren, wéi eng Autoritéit déi ass, déi d'Evaluatioun mécht. Mir kënnen déi Diskussioun och gär am Kader vun deem generellen Honorabilitéits-text maachen an da kënnst Der gär de Parquet froen, wéi hiren Avis dozou ass, ob si dat solle maachen oder net.

Mee mir hunn hei e legale Kader geschaf an d'Konditiounen geschaf, wéi wat ka gefrot ginn. A mir sinn hei net am Flou juridique. Dat heescht, mir respektéieren awer hei schonn déi Konditiounen, déi mer musse respektéieren. Duerfir: Mir hu jo elo decidéiert, ... also Dir decidéiert elo gläich, dass mer eng Evaluatioun heivunner maachen. A virun allem wäerte mer déi méi generell Diskussioun iwwert d'Honorabilitéit nach féieren. A wéi ëmmer kënnen mer nach spannend Diskussiounen hunn.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools der Madamm Justizministesch.

D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Ier mer zum Vott kommen, wëll ech nach eng Kéier drun erënneren, dass ee sech op sengem Poste muss aloggen, fir mat kënnen ofzestëmmen.

(Brouhaha)

Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7425. Den Text steet am Document parlementaire 7425<sup>15</sup>.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 7425 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmme fänkt un. Da komme mer zum Vote par procuracion. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi 7425 ass mat 56 Jo-Stëmme bei 4 Abstentiounen ugeholl.

*Ont voté oui* : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent

Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) et Michel Wolter (par M. Paul Galles) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusti Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten (par M. Dan Biancalana), Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Djuna Bernard), M. François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par M. Marc Hansen), Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

*Se sont abstenus* : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Da komme mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7428. Den Text steet am Document parlementaire 7428<sup>1</sup>.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 7428 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmme fänkt un. Mir kommen zum Vote par procuracion. De Vott ass ofgeschloss.

An de Projet de loi 7428 ass mat 60 Jo-Stëmme eestëmme ugeholl.

*Ont voté oui* : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Laurent Mosar) et Michel Wolter (par M. Paul Galles) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusti Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten (par Mme Cécile Hemmen), Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), M. François Benoy (par Mme Djuna Bernard), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par M. Marc Hansen), Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung ukomm.

**Une voix** | Nee, d'Motioun!

**M. Fernand Etgen**, Président | Déi nächst Sitzung ass fir de 25. virgesinn.

(Interruptions)

Mir haten an der Conférence des Présidents decidéiert, datt mer iwwert déi Motiounen, déi net zu engem Gesetzesprojet gehéieren, net an där Sitzung géifen ofstëmmen.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Déi ass nach zum Projet, Här President!

(Brouhaha)

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Et ass fir d'Evaluatioun vun dësem Gesetz.

(Brouhaha)

**M. Fernand Etgen**, Président | Gelift?

**Une voix** | D'Madamm Lorsché ...

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Et ass, fir dat heite Gesetz an dräi Joer nach eng Kéier ze kucken.

**M. Fernand Etgen**, Président | A, et ass eng vun de Waffen nach. Ech hat déi net gesinn, du war ech net hei.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Här President, ...

**Une voix** | Wannechgelift!

**M. Sven Clement** (Piraten) | ... et ass net, well d'Piraten eppes soen, datt et emol direkt Nee ass an ofgewierbelt gëtt.

**Plusieurs voix** | O!

**M. Sven Clement** (Piraten) | Ech fille mech haut wierklech ...

**Plusieurs voix** | O!

**Une voix** | Esou war et net.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech fannen et awer ...

(Interruptions)

Ech wëll dat elo awer hei nach eng Kéier wierklech soen: Ech hunn dat virdu ganz speziell fonnt! Ech hu virdrun den Här Kartheiser ënnerbrach an de President huet mech zu Recht zurechtgewisen. Gläichzäiteg stoung virdu mäi Kolleeg, de Marc Goergen, um Riednerpult, ...

**Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (CSV) | Jo.

**M. Sven Clement** (Piraten) | ... en ass vu riets a vu lénks ënnerbrach ginn, ...

**Plusieurs voix** | O!

**Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (CSV) | Virun allem vu lénks ënnerbrach.

**M. Sven Clement** (Piraten) | ... vun deenen ënnerschiddlechste Parteien, ...

(Brouhaha)

... an dat Eenzezt, wat de President dozou gesot huet, war: „Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.“ En huet net d'Leit nominativ fir de PV erwäänt, fir hinnen ze soen, si solle roueg sinn.

**Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (CSV) | An et ass ëmmer esou.

**M. Sven Clement** (Piraten) | An et ass awer eppes, dat ëmmer erëmkënnst.

**Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (CSV) | Jo.

**M. Sven Clement** (Piraten) | An elo war et esou, datt de President eng Motioun vergiess huet, déi hei - vun der Majoritéit en plus - deposéiert gouf, da si mir nach déi, déi drop hiweisen, datt se soll gestëmmt ginn an da kréie mir gesot: „Här Clement, mir hunn eppes an der Conférence des Présidents decidéiert“, als wär ech net do derbäi gewiescht! Här President, ech war derbäi! Ech erënnere mech drun. An ech fuerderen hei nëmmen, datt mer gläichbehandelt ginn!

*(Brouhaha et interruptions)*

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Clement, fir déi Prezisioun.

*(Brouhaha)*

Ech entschëllege mech, datt ech déi Motioun vergiess hat, datt ech déi iwwersinn hat, well ech dee Moment net heibanne war.

#### Motion 1

An ech si frou, datt mer elo kënnen iwwert déi Motioun Nummer 1, déi vun der Madamm Lorsché deposéiert ginn ass, befannen. Wëllt nach een d'Wuert zu där Motioun ergräifen?

*(Négation)*

Dat ass net de Fall. Da kënnen mer iwwert déi Motioun ofstëmmen.

#### Vote sur la motion 1

D'Ofstëmme fänkt un. De Vott ass ofgeschloss.

An dës Motioun ass mat 60 Jo-Stëmme eestëmmegeg uegeholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Octavie Modert), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;*

*MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten (par Mme Cécile Hemmen), Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;*

*Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), M. François Benoy (par Mme Djuna Bernard), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par M. Marc Hansen), Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen ;*

*Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.*

Domat si mer dann awer elo um Enn vun der Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzung ass fir de 25. Januar virgesinn.

D'Sitzung ass opgehewen.

*(La séance publique est levée à 17.34 heures.)*

## Questions au Gouvernement

### Sommaire

Objet	N°	Auteur	Page	Objet	N°	Auteur	Page
Personnes transgenres dans le sport	5760	Jeff Engelen	65	Instituteurs spécialisés dans la scolarisation des enfants à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques (I-EBS)	6113	Martine Hansen, Max Hengel	73
Conformité du service « Google Analytics » au Règlement général sur la protection des données	5762	Marc Hansen	66	Secteur de l'imprimerie	6116	Fred Keup	74
Projet de logement au centre de Pétange	5766	Marc Goergen	67	Aides à la presse	6117	Fred Keup	74
Matériel du CGDIS	5785	Jeff Engelen	67	Congé pour raisons familiales	6120	Max Hengel, Marc Spautz	75
Passages à gibier	5790	Simone Asselborn-Bintz, Carlo Weber	67	Engagement de collaborateurs	6121	Marc Spautz	75
Évolution des importations et exportations de céréales	5835	André Bauler	68	Télétravail des frontaliers venant d'Allemagne	6124	Josée Lorsché	75
Utilisation des voitures de service par les membres du Gouvernement	6028	Marc Goergen	68	Remboursement de la psychothérapie	6125	Sven Clement	76
Canaux de communication utilisés par les communes	6071	Fred Keup	68	Système de réservation pour le transport CAPABS	6126	Martine Hansen, Max Hengel	76
Cellule de compétence pour la conception curriculaire de la formation professionnelle	6074	Fred Keup	69	Piste cyclable PC22 entre Diekirch et Vianden	6130	André Bauler	78
Taux d'échec dans le cadre de la formation dans l'artisanat	6075	Fred Keup	70	Carrières des enseignants	6132	Martine Hansen	78
Enfants à besoins spécifiques	6089	Mars Di Bartolomeo, Simone Asselborn-Bintz	70	PNM 2035 - Plan national de mobilité	6133	Jeff Engelen	78
Promotion des biocarburants	6090	Fred Keup, Jeff Engelen	71	Incendies de voitures	6136	Fred Keup, Jeff Engelen	79
Sensibilisation des nouveaux entrants sur le marché de l'emploi	6093	Djuna Bernard, Charles Margue	71	Conseil supérieur de la santé et de la sécurité au travail	6141	André Bauler, Carole Hartmann	80
Procréation médicalement assistée	6098	Fernand Kartheiser	72	Regroupement familial	6142	Paul Galles	80
Aide financière pour les apprentis dans le cadre de la hausse des prix	6099	Martine Hansen	72	Construction d'une usine de nanotubes de graphène	6144	Laurent Mosar	81
Promotion de la géothermie	6111	Jeff Engelen	72	Conclusions tirées des épreuves standardisées	6145	Martine Hansen	81
Aides pour des entreprises de pays en voie de développement dans le cadre de la transition énergétique	6112	Roy Reding	73	Maladies transmises par des tiques	6147	Gusty Graas	81
				Dispositif visant la lutte contre le hôte de longue durée introduit par la loi du 20 juillet 2017	6150	Myriam Cecchetti	82



Conditions de logement insuffisantes	6152	Nathalie Oberweis	82	Demandes d'autorisation d'exercer par des médecins	6193	Mars Di Bartolomeo	90
Traitements médicaux non appropriés	6153	Jeff Engelen	83	Campagne de sensibilisation en matière de l'offre d'eau du robinet par les entreprises du secteur de l'Horeca	6195	Myriam Cecchetti	90
Évolution du nombre total des usagers des transports publics	6155	André Bauler, Max Hahn	83	Centres d'incendie et de secours (CIS) et « Service ambulancier » au nord de la capitale	6199	Jessie Thill	91
Surpeuplement du tram aux heures de pointe	6157	Max Hahn	83	Avertissements aux cyclistes	6200	Sven Clement	92
Initiatives de demande d'organisation d'un référendum sur la Constitution	6160	Fernand Kartheiser	84	Récent arrêt de la Cour administrative	6201	Léon Gloden	92
« NohaltegkeetsCheck fir Entreprises »	6161	Diane Adehm	84	Accréditation d'établissements d'enseignement supérieur privés luxembourgeois	6202	Martine Hansen	92
« Drive Pilot »	6163	Max Hahn	84	Autorisation de séjour pour investisseur	6203	Roy Reding	93
Délais d'inscription dans le cadre de l'organisation d'un référendum	6166	Fernand Kartheiser	84	Sécurité du personnel dans les maisons communales	6206	Marc Goergen	94
Incidence des isolements sur le déroulement de l'examen de fin d'études secondaires	6169	Josée Lorsché	85	Censure d'un artiste russe	6219	Fernand Kartheiser	94
Accord de principe entre l'Union européenne et les États-Unis visant à permettre des échanges de données personnelles	6170	Mars Di Bartolomeo	85	Comptes bancaires des dénommés « Américains accidentels »	6228	Laurent Mosar, Viviane Reding	94
Cannabis médical	6171	Sven Clement	85	CGDIS zone Nord	6229	André Bauler	95
Phagothérapie	6172	Marc Hansen	86	Projet de construction au centre de Walferdange	6231	Marc Goergen	95
Lutte contre les infections nosocomiales dans les hôpitaux	6173	Marc Hansen	86	Fermeture du bureau d'information de l'armée	6232	Gusty Graas, André Bauler	95
Avoirs gelés suite aux sanctions à l'égard d'oligarques russes	6175	François Benoy	86	Limitation de vitesse sur la route nationale E421	6233	Jeff Engelen	95
Manifestation le 30 avril 2022 à la place de Paris	6176	Fernand Kartheiser, Roy Reding	86	Variole du singe	6234	Nancy Arendt épouse Kemp	96
Intérêt de la société pour l'énergie photovoltaïque	6178	Jessie Thill	87	Délais de remboursement longs par la CNS	6239	Mars Di Bartolomeo	96
Lutte contre la pédopornographie	6182	Nancy Arendt épouse Kemp, Viviane Reding	87	Digitalisation de la justice	6241	Diane Adehm	97
Affaire « Gaardenhaischen »	6184	Fernand Kartheiser	87	Déclaration d'intérêts des membres du Gouvernement	6251	Marc Goergen	97
Embargo sur l'énergie russe	6185	Fred Keup	88	Réserves de sang	6258	Martine Hansen	97
Port des masques dans les avions	6186	Serge Wilmes	88	Contrats avec la société RSS-Hydro	6266	Sven Clement	98
Chiffres clés de l'emploi dans la fonction publique de l'État	6187	Stéphanie Empain, Chantal Gary	88	Licenciement suite à la pression politique	6267	Sven Clement	98
Bureaux de poste	6189	Marc Goergen	89	Sous-variant Omicron BA.5 du virus Covid-19	6306	Claude Wiseler	98
Contournement de Bascharage	6190	Simone Asselborn-Bintz	89	Rapports d'institutions internationales	6359	Sven Clement	99
Projet d'un parc éolien dans le sud du pays	6191	Marc Goergen	90				

**Personnes transgenres dans le sport | Question 5760 (14/02/2022) de M. Jeff Engelen (ADR)**

Dat am November 2021 vum IOC publizéiert Dokument iwwer transsexuell Athlete gouf vum IOC selwer als Konzeptpabeier fir déi international Sportverbänn definéiert, woubäi vum IOC Wäerter wéi Fairness, Inclusioun an Netdiskriminéierung an d'Spill bruecht goufen. Während bis elo fir Transfraen (also biologesch Männer, déi hiert Geschlecht gewieselt hunn) am Sport kloer Testosteron-Riichtwäerter applizéiert goufen, ass am neien IOC-Dokument net méi rieds vun esou Riichtwäerter. Et gétt ennerstrach, datt Transfraen ee Recht op Selbstbestëmmung hätten an hinnen dofir, soulaang net fondéiert wëssenschaftlech Beweiser de Géigendeel beweise géifen, net ennerstallt dierft ginn, si hätten een onfaire Virdeel géintiwwer Cisfraen, also biologesch Fraen.

Vill medezinesch Experten, Wëssenschaftler a Sport-fonctionnairé gesinn dëst IOC-Dokument awer kritesch a betounen, et wier just aus enger Mënscherechtersperspektiv eraus verfaast ginn, ouni op enger wëssenschaftlecher Basis ze stoen.

An deem Kontext hunn ech folgend Froen un d'Madamm Gläichstellungsministesch an un den Här Sportminister:

1. Wéi steet d'Regierung zu den IOC-Richtlinnen? Wäert d'Lëtzebuurger Regierung d'Sportverbänn hei am Land dozou verpflichten oder encouragéieren, dës Richtlinnen ze applizéieren?
2. Geet d'Regierung grondsätzlech dervun aus, datt Transfraen a biologesch Fraen zwou ënnerschiddlech Bevëlkerungsgruppe sinn, an datt duerch déi kierperlech Ënnerscheeder tëscht dëse Bevëlkerungsgruppen zwangsleefeg ee fir d'biologesch Frae faire

Wettbewerb vu vireran ausgeschloss ass? Wann nee: Mat wéi enge Grënn schléisst d'Regierung aus, datt et zu esou enger Wettbewerbsverzerrung komme kann?

**Réponse commune (16/03/2022) de Mme Taina Bofferding**, Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes | **M. Georges Engel**, Ministre des Sports | **Mme Corinne Cahen**, Ministre de la Famille et de l'Intégration

D'Lëtzebuurger Regierung setzt sech schonn zënter ville Jore fir d'Mënscherechter vun den transgender an intergeschlechtliche Mënschen an. Si huet 2018 den éischten nationalen Aktiounsplang ausgeschafft, fir d'Rechter vun de lesbeschen, schwulen, bisexuellen, transgender an intergeschlechtlichen (LGBTI) Mënschen ze stäerken. Dëse gouf an Zesummenaarbecht mat der Zivilgesellschaft an den nationale Mënscherechtsorganisatiounen ausgeschafft an huet eng global Approche, fir d'Diskriminatioune géint

LGBTI-Mënschen an de verschiddene Liewensberäicher ze bekämpfen.

D'Regierung gesäit doriwwe eraus am nationalen Aktionsplang fir Gläichstellung vu Fraen a Männer ënnert der Mesure 7.6. vir, d'Égalitéit vun de Geschlechter am Sport ze promovéieren a baséiert sech do ënner anerem op Texter vum Europarat, wéi z. B. d'Recommandatioun iwwert déi integréiert Approche fir d'Gläichstellung vu Fraen a Männer vum 21. Januar 2015.<sup>1</sup> Dës Recommendatioun mécht allerdéngs kee kloere Bezug op déi ugeschwate Problematik.

Transgender Mënschen si Mënschen, déi sech net mat deem Geschlecht identifizéieren, dat si bei der Gebuert zougewise kruten. En Transmann ass e Mann, deen no der Gebuert opgrond vun de gängge Kierperlechen Normen als weiblich ugesi gouf. Eng Transfra ass eng Fra, déi bei der Gebuert opgrond vun de gängge Normen als männlech ugesi gouf. Intergeschlechtlech Mënschen hu Kierpermerkmoler, déi net an déi gängge Norme vu weiblich oder männlech erapassen. Et sinn natierlech Variatioune vun der Kierperentwécklung, déi scho kënnen bei der Gebuert opfalen oder sech méi spéit an der Entwécklung weisen.

Wat elo den IOC betrëfft, sief virop gesot, dass den IOC, den Internationalen Olympesche Komitee, d'Zentralorgan vun allen nationalen olympesche Komiteeën an den internationale Federatiouneen duerstellt. No zwee Joer laanger Consultatioun, huet den IOC effektiv de 16. November 2021 säin neien „cadre pour l'équité, l'inclusion et la non-discrimination sur la base de l'identité sexuelle et de l'intersexuation“ virgestallt, deen een Dokument vum IOC aus dem Joer 2015 ersetzt. D'Konzeptdokument, dat am November 2021 vum IOC publizéiert gouf, gëtt Richtlinnen, fir dass d'Mënschelechter vun transgender an intergeschlechtliche Mënschen am Kompetitiounssport respektéiert ginn.<sup>2</sup>

Esou ewéi den IOC et selwer schreift, setzt hien als Zentralorgan hei de Kader, am Sënn vun der Chancëgläichheet, der Inklusioun an der Gläichstellung; Wäerter, déi natierlech och d'Regierung ënnerstëtzt. Dëse Kader soll et de jeeweiligen internationale Verbänn an och den Organisateure vun internationale Kompetitiouneen erlaben, déi respektiv Krittere fir hir spezifesch Sportart festzeleeën. Den IOC ka keng Reglementer imposéieren.

Gemäss dann och der am Sportsgesetz verankerter Autonomie vum Funktionement vun der Lëtzebuurger Sportsbewegung, kann a wäert d'Regierung do de Verbänn keng Verplichtungen operleeën, wuel wëssend, dass och do, am Prinzip, déi Lëtzebuurger Verbänn vun hiren internationale Verbänn ofhänken.

Generell ënnerstëtzt de Staat, sprécht d'Regierung, de Lëtzebuurger Sport beim Erreeche vun sengen Haaptobjektiver, esou ënner anerem d'Erhalen an d'Verbesserung vun der Gesondheet, d'Perséinlechkeitsentwécklung, déi sozial Integratioun, d'Entwécklung vun de soziale Relatiouneen an dem Schutz vun der eethescher Basis vum Sport, esou ewéi dëst och am Artikel 1 vum Sportsgesetz virgesinn ass.

**Conformitéit du service « Google Analytics » au Règlement général sur la protection des données | Question 5762 (14/02/2022) de M. Marc Hansen (déi gréng)**

Le 13 janvier 2022, l'autorité autrichienne de protection des données a jugé que l'utilisation du service

Google Analytics enfreint le Règlement général sur la protection des données (RGPD) européen.<sup>3</sup> Le 10 février 2022, la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) française a emboîté le pas en mettant en demeure un gestionnaire de sites Web qui utilise le service.<sup>4</sup>

Google Analytics est un service d'analyse d'audience de sites Web ou d'applications qui occupe une position de marché dominante.<sup>5</sup> À en croire différents articles de presse, d'autres États membres de l'Union européenne pourraient suivre dans la voie de l'Autriche et de la France suite à la coopération des agences de protection des données dans le cadre du European Data Protection Board, compte tenu également du fait que l'organisation non gouvernementale ayant déposé plainte en Autriche a fait de même dans un grand nombre de pays.

Au Luxembourg, c'est la Commission nationale pour la protection des données (CNPd) qui contrôle l'application du RGPD et des lois nationales en matière de protection des données et veille au respect de ces règles.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias :

- 1) Est-ce que la décision des autorités de protection de données autrichienne et française aura une incidence sur le Luxembourg, par exemple via le European Data Protection Board ?
- 2) La CNPD a-t-elle reçu une plainte similaire à celle déposée en Autriche et dans d'autres pays ?
- 3) Quelle est la position de la CNPD concernant la conformité au RGPD de Google Analytics ?
- 4) Quelles seraient les conséquences sur les entreprises et particuliers au Luxembourg si, dans le futur, la CNPD arrivait à la même décision que ses homologues en Autriche et en France ?

**Réponse (15/03/2022) de M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias**

ad 1) La Commission nationale pour la protection des données (ci-après « CNPD ») rappelle que le système de coopération européen entre autorités de contrôle concernées (« mécanisme de guichet unique ») ne s'active pas systématiquement. Une analyse au cas par cas est nécessaire afin de déterminer si un traitement de données à caractère personnel effectué par un responsable de traitement revêt un caractère transfrontalier au sens de l'article 4 (23) du règlement (UE) 2016/679 dit Règlement général sur la protection des données (ci-après « RGPD »). Les réponses fournies par le propriétaire du site Web, les versions linguistiques du site Web et la nature du service fourni par le site Web, par exemple, sont autant d'éléments factuels qui peuvent être pris en compte pour effectuer cette analyse.

Dans le cadre des deux décisions rendues par ses homologues, la CNPD indique que la réclamation sur base de laquelle l'autorité autrichienne a fondé sa décision ne revêt pas de caractère transfrontalier, en revanche, la décision prise par son homologue française concernait un traitement transfrontalier et a été rendue une fois que la procédure de coopération européenne a été mise en œuvre. Au cours de cette procédure, au sens des articles 60 et suivants du RGPD, toutes les autorités concernées par le traitement de données à caractère personnel ont eu l'occasion de

formuler des objections par rapport au projet de décision émis par l'autorité de contrôle française agissant comme l'autorité de contrôle chef de file. Selon les termes de l'article 60 (6) RGPD, lorsqu'aucune des autres autorités de contrôle concernées n'a formulé d'objection à l'égard du projet de décision soumis par l'autorité de contrôle chef de file dans le délai imparti, l'autorité de contrôle chef de file et les autorités de contrôle concernées sont réputées approuver ce projet de décision et sont liées par celui-ci.

Ceci étant, dans le but d'assurer une application cohérente des règles régissant la protection des données à caractère personnel au sein de l'UE, le Comité européen de la protection des données (ci-après « EDPB ») a créé un groupe de travail chargé d'examiner des réclamations similaires reçues par les autorités de protection européennes, dont la CNPD, qui ont été déposées à la suite de l'arrêt rendu par la Cour de justice de l'UE dans l'affaire dite « Schrems II ». Ce groupe de travail analyse les questions qui se posent dans ce cadre et assure une coopération étroite entre les membres de l'EDPB.

La CNPD suit activement le travail de ce groupe de travail. Les résultats des travaux seront utilisés comme lignes directrices sur lesquelles les autorités pourront s'appuyer pour effectuer leur propre évaluation des réclamations dans le cadre des procédures nationales.

ad 2) Jusqu'à ce jour, la CNPD n'a pas encore reçu de réclamation par rapport à l'utilisation de Google Analytics. Elle a toutefois reçu trois réclamations concernant un service d'analyse d'audience de sites Web proposé par une entreprise concurrente. Or, dans chacun de ces trois cas, les responsables de traitement ont cessé d'utiliser ce service.

ad 3) Comme indiqué dans la question 1 ci-dessus, la CNPD suit activement le travail du groupe de travail ad hoc qui a été créé sous l'égide de l'EDPB.

Comme indiqué dans la question 2, jusqu'à ce jour, la CNPD n'a pas encore reçu de réclamations par rapport à l'utilisation de Google Analytics et n'a, pour cette raison, pas encore pris de décision contre des responsables du traitement qui utiliseraient ces services.

De manière générale, en ce qui concerne l'utilisation des services d'analyse d'audience de sites Web, la CNPD suit les recommandations 1/2020 sur les mesures qui complètent les instruments de transfert destinés à garantir le respect du niveau de protection des données à caractère personnel de l'UE, adoptées par l'EDPB. La CNPD a également publié ces recommandations ainsi qu'un document présentant des réponses à certaines questions fréquemment posées (« FAQ ») aux autorités de protection des données sur son site Internet.

ad 4) La CNPD n'est pas en mesure de juger des conséquences qu'une telle décision aurait sur les entreprises au Luxembourg. Elle tient cependant à rappeler qu'il revient à chaque responsable de traitement de respecter les obligations découlant des règles applicables en matière de protection des données, telles qu'interprétées par la Cour de justice de l'UE. Dans l'hypothèse d'une prise de décision par la CNPD concernant les services d'analyse d'audience de sites Web en question, et en particulier concernant les transferts de données dans des pays tiers via ces services, la CNPD serait amenée à évaluer tout élément pertinent, comme par exemple les éventuelles conséquences pour les particuliers et entreprises. Enfin, la CNPD tient à souligner qu'il existe des alternatives à Google Analytics.

<sup>1</sup> [https://search.coe.int/cm/Pages/result\\_details.aspx?ObjectId=09000016805c476b](https://search.coe.int/cm/Pages/result_details.aspx?ObjectId=09000016805c476b)

<sup>2</sup> [https://stillmed.olympics.com/media/Documents/News/2021/11/Cadre-du-CIO-Equite-Inclusion-Non-discrimination-2021.pdf?\\_ga=2.224365337.388657950.1646127798-316466477.1646040665](https://stillmed.olympics.com/media/Documents/News/2021/11/Cadre-du-CIO-Equite-Inclusion-Non-discrimination-2021.pdf?_ga=2.224365337.388657950.1646127798-316466477.1646040665)

<sup>3</sup> [https://www.euractiv.com/section/politics/short\\_news/use-of-google-analytics-violates-eu-law-austrian-authority-rules/](https://www.euractiv.com/section/politics/short_news/use-of-google-analytics-violates-eu-law-austrian-authority-rules/)

<sup>4</sup> <https://www.cnil.fr/fr/utilisation-de-google-analytics-et-transferts-de-donnees-vers-les-etats-unis-la-cnil-met-en-demeure>

<sup>5</sup> [https://w3techs.com/technologies/overview/traffic\\_analysis](https://w3techs.com/technologies/overview/traffic_analysis)

**Projet de logement au centre de Pétange** | Question 5766 (15/02/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Am Péitenger Zentrum, net wäit vun der Gare, läit eng fënnf Hektar grouss Parzell mat der Kadasternummer 1177/8197, déi zënter Joren dem Staat gehéiert. Dës Parzell ass, zesumme mat den Terrainen ronderëm, am PAG als Wunnzon klasséiert an se gëtt souguer am Plan directeur sectoriel « logement » als Zone prioritaire d'habitation opgefouert. D'Weiße sinn also geluecht. Ech stellen allerdéngs fest, dass op där Parzell bis haut nach keng eenzeg Wunneng gebaut gouf.

An deem Zesammenhang wëilt ech de Ministere fir Landesplanung a fir Wunnengsbau dës Froen stellen:

1. Zënter wéini gehéiert d'Parzell 1177/8197 zu Péiteng dem Domaine de l'État?

2. Wou hänkt de Projet? Firwat hunn op deem fënnf Hektar groussen Areal net scho längst Bauaarbechten ugefaangen?

3. Bis wéini gedenkt d'Regierung déi éischt Wunnengen op dësem Terrain bezuchsfäerdeg ze hunn?

4. Wéi vill Wunnenge kéinten insgesamt op dëser Parzell entstoen?

**Réponse** (16/03/2022) de **M. Henri Kox**, Ministre du Logement

Dësen Terrain vu 5,5 ha ass 2017 vum Staat fir 8,6 Milliounen € vun ArcelorMittal opkaaft ginn, mam Zil, um Site e Quartier mat Wunnengen ze entwéckelen.

Et handelt sech beim Site ëm eng Industriebrooch, déi am Moment un d'Gemeng Péiteng verloungt gëtt.

Aktuell sinn eng Rei Etuden ëmgesat ginn, fir méi prezis de Kontext vum Site ze analyséieren. Dobäi huert sech ënner anerem erausgestallt, dass den Ënnergrond op dëser Plaz onstabil ass an zousätzlech Aarbechten noutwendeg wäerte sinn, fir d'Fondatioun vu de Gebaier ze stabiliséieren.

De Site ass zwar un den CR175 ugebonnen, mee doriwier eraus momentan schlecht erschloss. De Gabarit vun der Strooss ass vu Péitenger Säit kommend extrem ageschränkt duerch d'Brécken ënnert der Eisebunn, a momentan fir de Schwéierverkéier am beschten iwwert e laangen Ëmwee, vun Nidderkuer kommend, ze errechen.

Ausserdeem ginn et staatlécher Säits Iwwerleeungen, de Stroossereseau och am Raum Péiteng/Déifferdeng fonctionnel ëmzeklasséieren. Doderch sollen notamend d'Haaptachse gestärkt an d'Uertschafte vum Schläichverkéier entlaascht ginn. An deem Kontext wier et méiglech, d'Ubannung vun dësem Site weesentlech ze verbesseren, andeem z. B. déi aktuell Eisebunnënnerféierung duerch méi e groussen Ouvrage géif ersat ginn. Ausserdeem kéint eng bestoend Ubannung un de primäre Stroossereseau westlech vum Site ausgebaut ginn.

Zousätzlech misst eng Héichspannungsstromleitung verluecht ginn, ier de Site kann entwéckelt ginn.

Op dësem Site kéinten à terme a jee no urbanisteschem Projet tëscht 350 à 400 Wunnengen entstoen.

**Matériel du CGDIS** | Question 5785 (21/02/2022) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Beim CGDIS mussen reegelméisseg eenzel Gefierer, Materialien an aner Utensilien weinst Alter a Verschläiss ausrangéiert an ersat ginn.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un d'Madamm Banneminister:

1. Wéi geet hei de CGDIS vir, opgeschlësst no den eenzele Kategorien ewéi Gefierer, Materialien an aner Utensilien?

2. Wéi gëtt dat ausrangéiert Material entsuergt?

3. Wäre et net sënnvoll, déi eenzel Schaffutensilien, déi d'Gemengen nach virum Schafe vum CGDIS kaaft haten, am Fall wou se vum CGDIS ausrangéiert ginn, nees zrëck un d'Gemenge ginn?

4. Eenzel Zentere kréien aus Übungszwecker ausrangéiert Autoen zur Verfügung gestallt. Hei ass d'Handhabung awer esou komplizéiert, dass eenzel Zentren dorobber verzichten. Wäre hei net eng méi einfach Handhabung méi sënnvoll? Kënn derbäi, dass ausrangéiert Gefierer nëmme vun enger bestëmmter Firma entsuergt därefer ginn; firwat ass dat esou?

**Réponse** (08/03/2022) de **Mme Taina Boffering**, Ministre de l'Intérieur

De Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS) ass en autonomen Établissement public. Deemno intervenéiert d'Inneministesch net am alldeegleche Fonctionnement vum CGDIS, an den Inneministère huert och keng Donnéeën zu deene gestallte Froen.

Grundsätzlech kann een awer soen, dass de CGDIS opgrond vum Artikel 18 vun modifizéierte Gesetz vum 27. Mäerz 2018 iwwert d'Organisatioun vun der ziviller Sécherheet dozou verpflichtet ass, e Plan plurianuel d'investissement opzestellen, an dass de CGDIS als Établissement public de Reegelen vun de Marchés publics ënnerläit.

Iwwert den Artikel 9 vum uewe genannte Gesetz sinn déi sougenannte Biens meubles, also Gefierer a Materialien, an d'Propriétéit vum CGDIS iwwergaangen. Am Virfeld vun dësem Transfert hunn de CGDIS an d'Gemengen zesummen decidéiert, wéi e Material dem CGDIS géif iwwerginn a wéi eent net. De CGDIS, deen elo den neie Propriétaire vum transferéierte Material ass, dierf eleng entscheiden, wat mat deem Material geschitt, wann et emol net méi sollt gebraucht ginn.

Wat d'Benotze vun ausrangéierten Autoen zu Übungszwecker ugeet, ass de CGDIS natierlech och dru gehalen - genee sou wéi dat fir déi verschidden Asazentere virum CGDIS de Fall war -, d'Dispositiounen vum groussherzogleche Règlement vum 17. Mäerz 2003 iwwert d'Véhicules hors d'usage<sup>6</sup> ze respektéieren.

Déi ausrangéiert Gefierer mussen vu Firmen entgéintgeholl ginn, déi vum Ëmweltministère als Point de reprise dozou autoriséiert sinn. Zu Lëtzebuerg gëtt et fir de Moment nëmme eng esou Firma, déi dozou autoriséiert ass<sup>7</sup>.

**Passages à gibier** | Question 5790 (22/02/2022) de **Mme Simone Asselborn-Bintz** | **M. Carlo Weber** (LSAP)

Wa vill gebaut gëtt, muss och dru geduecht ginn, wat fir een Impakt dat op den Déieren hir Déplacementen an der Natur kéint hunn. Am Laf vum leschte Joer hu virun allem zwou Brécke fir d'Mobilitéit vun den Déiere méi Opmierksamkeet kritt. Engersäits d'Wëldebréck, déi iwwert d'A3 geet, anerersäits d'Landschaftsbréck, déi tësche Suessem a Käerjeng geplangt ass.

An deem Zesammenhang wëlle mir dem Här Minister fir Mobilitéit an öffentlech Aarbechten dës Froen stellen:

- Wéi vill Wëldebrécke ginn et aktuell am Land?

- Op wéi engem Stroosentyp gi Wëldebrécke gebaut (Autobunn, Nationalstrooss, CR ...)?

- Wat sinn d'Critèren, déi de Bau vun enger Wëldebréck bestëmmen?

- Wat fir Déierenarten si viséiert, fir am Kader vun der uewe genannter Bréck tëscht dem Bobësch an dem Zaembësch zu Suessem/Käerjeng, zirkuléieren ze kënnen?

- Mécht den Här Minister eng Ënnerscheedung tëscht enger Wëldebréck an enger Landschaftsbréck? A wa jo, wéi eng?

**Réponse** (08/04/2022) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Wéi déi honorabel Deputéierte richteg feststellen, ginn d'Liewensraim vun der wëlliewender Fauna ëmmer méi duerch mënschlech Aktivitéiten ageschränkt. Et kënn ëmmer méi zu enger Verinselung duerch Transportinfrastrukturen, wéi Stroossen oder Schinnen, déi de Wëldewissel schwéier gestalten. Zanter Jore ginn Etuden iwwert dësse Phenomene gemaach, an deenen engersäits déi Verinselung thematiséiert gëtt an anerersäits och sougenannt ekologesch Korridoren definéiert ginn, fir dësse Verinselung entgéintzewirken. Esou konnten zum Beispill Korridore fir d'Wëllkaz ausgewise ginn an och entsprechend Couloiren am Plan sectoriel paysage definéiert ginn.

Op Basis vun deenen Iwwerleeungen gi beim Ausschaffe vun Infrastrukturprojeten Iddien opgeholl, fir Bauwierker ze plangen, déi et dem Wëlde erméiglechen sech groussraimeg ze beweegen, ouni duerch Stroossen- oder Schinneninfrastrukturen opgehale ze ginn.

Während der Planung vun dësen Bauwierker ginn also Parametere berécksichtegt, déi de jeeweilegen Zilaarten entsprechen. Et ginn engersäits speziell Brécken oder Ënnerféierungen, déi exklusiv als Wëldebréck, Landschaftsbréck oder „pont écologique“ ausgeluecht sinn, woubäi zum Beispill och déi jeeweileg Gestaltung a Beplanzung mat an d'Planung aginn. Als Beispill kann een déi zwou besteend Wëldebrécken op der A1 nennen, den Ouvrage am Gréngewald op der Nordstrooss, d'Wëldebréck, déi op der A3 am Kader vun der Neibaustreck vun der nationaler Eisebunngesellschaft (CFL) gebaut gouf, oder déi aktuell Planunge vun engem Bauwierk op der A3 virun der Grenz. Zousätzlech Planunge lafen op der A13 op zwou Plaze fir Grousswëld, op der A1 mat enger Struktur fir Fliedermais, déi am Kader vum Tram geplangt gëtt, oder déi vun den honorabelen Deputéierte schonns ugeschwate Landschaftsbréck iwwert den CR110 tëscht dem Bobësch an dem Zämbësch.

Anerersäits ginn et och Wëldebrécken, déi nach aner zousätzlech Funktiounen kënnen hunn, ewéi zum Beispill iwwert der A7/N7 nördlech vu Miersch, wou eng weineg befuere Strooss driwwer geet an nach genuch Plaz niewendrun amenagéiert ass, fir d'Wëlde iwwert d'Autobunn an d'Nationalstrooss ze féieren. Um Heeschdrefreerplateau ass beim Bau vun der Nordstrooss och ee Bauwierk erstallt ginn, wou niift dem Feldwee och eng Sträif mat onbefestegtem Buedem ass, dee vun den Déiere ka benotzt ginn.

Dës gesot, kann een als spezifesch Wëldebrécken aktuell déi fënnf folgend opzielen: A1 Flussweiler, A1 Buchholz, A7/N7 Rouscht, A7 Réngelbour an A3 Bierchem. Aner Bauwierker, déi och eng ekologesch Funktioun hunn, ginn et der vill méi, mee si schwéier ze quantifizéieren.

Prinzipiell kënnen esou Bauwierker op all Stroossen- a Schinntyp gebaut ginn, wann d'Konditiounen

<sup>6</sup> Règlement grand-ducal du 12 août 2021 modifiant le règlement grand-ducal modifié du 17 mars 2003 relatif aux véhicules hors d'usage

<sup>7</sup> Lien vers le site <https://environnement.public.lu>

dofir gëeegent sinn. D'Critèren dozou erginn sech aus dem ökologesche Besoin, deen aus dem Erhale vun der „continuité écologique“ am Respekt zur Flora a Fauna besteet. Zousätzlech gi bei all Planung vun esou Bauwierker Iwwerleeunge bautechnescher Aart bedriwwen, wéi d'Bauwierker projezéiert a geometresch realiséiert ka ginn, ouni een allze groussen Agrëff op d'Natur ze hunn.

Bei der Landschaftsbréck iwwert den CR110 tëschent dem Bobësch an dem Zämerbësch geet et engersäits ëm d'ökologescht Verbanne vun deenen zwee Bëschmassiver, wat een immense Surplus fir déi gesamt Flora a Fauna duerstelt, an anerersäits erlaabt dës Landschaftsbréck Insekten a Krabbeldéieren, dorënner also Invertebrata wéi Vertebrata, den Austausch tëschent dem Bobësch an dem Zämerbësch, wat ouni des Verbindung net méiglech wier. Ausserdeem sollen hei och d'Wëllkaz an d'Grousswëld spéider passéiere kënnen.

Wat d'Terminologie vu „Wëldbréck“ a „Landschaftsbréck“ ubelaangt, geet et prinzipiell ëm dat nämmelech, nämmelech d'Hierstelle vun enger Kontinuitéit fir d'Fauna awer och d'Flora, déi duerch d'Stroos oder d'Schinn zerschnidde gëtt. An deem Sënn sinn déi zwee Terme quasi gläichwäerteg anzestufen.

### Évolution des importations et exportations de céréales | Question 5835 (01/03/2022) de M. André Bauler (DP)

Il me revient que la crise géopolitique qui nous concerne à l'heure qu'il est aura des effets non négligeables sur l'évolution des prix des céréales, en particulier sur celle du blé.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1) Messieurs les Ministres peuvent-ils informer sur l'évolution des importations de céréales en provenance des pays de l'Europe de l'Est non membres de l'Union européenne depuis 2015 (vers l'Union européenne et vers le Luxembourg) ?

2) Messieurs les Ministres peuvent-ils informer sur l'évolution des importations et exportations de céréales par le Luxembourg ? Quels sont les principaux pays acheteurs de blé luxembourgeois ?

3) Pour quel(s) type(s) de céréales le Luxembourg peut-il être qualifié d'autonome en ce qui concerne l'approvisionnement des clients nationaux ?

**Réponse commune (08/04/2022) de M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural**

ad 1) Les deux tableaux ci-dessous montrent les importations par le Luxembourg de céréales achetées dans un pays de l'Europe de l'Est hors UE, en poids, ainsi qu'en valeur.

*(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)*

Les deux tableaux ci-après montrent les importations du Luxembourg de céréales produites dans un pays de l'Europe de l'Est hors UE en poids puis en valeur.

*(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)*

Les informations des deux tableaux ci-dessus sont à relativiser étant donné qu'il arrive que dans le recensement de ces données les entreprises ou leurs fiduciaires qui transmettent les données au Statec

assimilent le pays de provenance au pays d'origine et que le pays d'origine peut aussi bien être celui où a eu lieu la production que celui où a eu lieu une transformation substantielle du produit.

Enfin, les deux tableaux ci-dessous montrent les importations dans l'Union européenne de céréales achetées dans un pays de l'Europe de l'Est hors UE, en poids ainsi qu'en valeur.

*(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)*

Il est à noter que ces chiffres concernant les importations fournis par le Statec incluent la part de la marchandise qui est destinée à la réexportation, que ce soit sous forme brute ou comme produit transformé.

ad 2) Les quatre tableaux ci-après réalisés sur base des données disponibles auprès du Statec présentent les importations et exportations de céréales par le Luxembourg, en poids ainsi qu'en valeur.

Les chiffres sur les importations incluent la part de la marchandise qui est destinée à la réexportation, soit sous forme brute, soit comme produit transformé. Concernant les chiffres relatifs à l'export, le Statec précise qu'il n'est pas possible de distinguer entre les céréales de production luxembourgeoise et les céréales qui seraient d'abord importées au Luxembourg, puis réexportées, si tant est que ce second cas de figure existe.

*(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)*

ad 3) Le taux d'auto-provisionnement calculé dans le cadre des bilans d'approvisionnement des céréales montre que le Luxembourg peut être qualifié d'autonome pour les types de céréales suivants :

- blé tendre (128,3 % en 2020) ;
- orge (110,1 % en 2020) ;
- triticale (134,8 % pour la campagne 2016-2017) ;
- seigle (160,5 % pour la campagne 2016-2017) ;
- avoine (106,8 % pour la campagne 2016-2017).

Sont prises en compte pour le calcul des bilans d'approvisionnement les céréales non transformées ainsi que les céréales au premier stade de transformation (tel que la farine) converties en équivalent grain à l'aide de coefficients.

Le taux d'auto-provisionnement se définit comme la part de la production nationale dans l'emploi domestique total d'un produit. L'emploi domestique total correspond à la somme de la production et des importations, déduction faite des exportations et des variations de stock.

### Utilisation des voitures de service par les membres du Gouvernement | Question 6028 (05/04/2022) de M. Marc Goergen (Piraten)

Virum Hannergrond vun der Deierecht vum Diesel, Bensinn a Mazout bezuelen d'Bierger a Biergerinnen aktuell vill méi op der Pompel ewéi och fir Brennes, wéi dëst nach virun e puer Méint de Fall war.

Op Basis vun engem Interview zu den Déngschtween vum deemolege Minister Étienne Schneider wollte mir eis mat der parlamentarescher Fro N° 1825 iwwert d'Benotze vun Déngschtween vu Ministere reiseignéieren.

A senger Äntwert huet de Minister op d'Section 9 vum Arrêté grand-ducal modifié du 14 novembre 2014 fixant les règles déontologiques des membres du Gouvernement et leurs devoirs et droits dans l'exercice de la fonction verweisen.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Premier-minister dës Fro stellen:

1. Wéi vill „frais directs encourus lors du déplacement“ hunn d'Ministernen zanter dem Untriede vun hirem Mandat fir privat Trajete mat hiren Déngschtween rembourséiert?

2. Wéi vill „frais directs encourus lors du déplacement“ hunn d'Ministernen zanter dem Untriede vun hirem Mandat fir privat Trajeten am Ausland mat hiren Déngschtween rembourséiert?

**Réponse (20/04/2022) de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État**

D'Benotze vun Déngschtween fir privat Deplacementer duerch d'Regierungsmemberen ass an der Sectioun 9 vum Code de Deontologie vun der Regierung (de modifizéierten Arrêté grand-ducal du 14 novembre 2014 fixant les règles déontologiques des membres du Gouvernement et leurs devoirs et droits dans l'exercice de la fonction), gereegelt.

D'Reegele bezéie sech souwuel op de Gebrauch vun den Déngschtween am Inland wéi och am Ausland.

Allerdéngs gesäit den Arrêté am Artikel 23 Paragraf 2 just bei Deplacementer fir privat Zwecker an d'Ausland fir, dass de Regierungsmember fir déi direkt Käschte selwer opkënn.

Och wann esou Deplacementer, wou e Regierungsmember den Déngschtwon fir privat Zwecker selwer benotzt, ouni Zweifel d'Ausnam sinn, gëtt dës Reegel säit 2014 esou applizéiert, dass d'Regierungsmembere selwer fir d'Tanken an aner direkt Fraisen, wéi zum Beispill de Peage oder d'Parken op der Plaz, opkommen.

Et gëtt fir esou eng Zort Deplacementer dann och keng Opstellung, well dës Fraisen net musse rembourséiert ginn, mee selwer an direkt vum Regierungsmember gedroe ginn.

### Canaux de communication utilisés par les communes | Question 6071 (19/04/2022) de M. Fred Keup (ADR)

D'Gemenge verfügen iwwert eng ganz Panoplie vu Mediekanäl, fir hir Kommunikatioun mat der Bevëlkerung ze féieren, dorënner den traditionelle Buet, Gadgets, Flyeren a Broschüren, déi un all Stot verdeelt ginn, Televisiounssendungen, sozial Medien asw.

Dës Dispositiounen bréngen awer besonnesch am Hëlleck op d'Gemengen- a Chamberswale vum 11. Juni 2023 an de Chamberswalen am Oktober 2023 eng Rei potenziell Interessekonflikter an e sougenannte „moral hazard“ (eng moralesch Versuchung) mat sech, well de Risiko besteet, datt ëffentlech Ressourcë fir partéipolitesche Zwecker méissbraucht ginn. Och stellt sech d'Fro, wou genee d'Grenz tëschent enger neutraler Informatioun vun de Bierger a partéipolitescher Propaganda verleeft, zum Beispill wann den Optrëtt an dës Medie systematesch de Schäfferotsparteie virbehale gëtt a wa systematesch just d'Membere vum Schäfferot an d'Majoritéit an dës Medien zu Wuert kommen oder op Fotoen ze gesi sinn an d'Oppositiounspolitiker quasi ni. Dës bedenklech Tendenz schéngt sech ewell schonn an ëmmer méi Gemengen ze etabléieren.

An deem Zesammenhang géif ech der Regierung gär dës Fro stellen:

1. Kann d'Regierung eng Tabell presentéieren, déi opschlésselt, wéi eng ënnerschiddlech Mediekanäl insgesamt vun de Gemengen benotzt ginn a wéi oft se virkommen?

2. Sinn d'Verantwortung iwwert déi verschidde Mediekanäl an de Gemenge souwéi d'Richtlinne vun der Form an dem Inhalt duerch d'Gesetz definéiert? Falls jo, kann d'Regierung wannechgelift déi genee legal Basis matdeelen?

3. Ass d'Regierung der Meenung, dass an dëse Mediekanäl eng politesch a parteipolitesch Neutralitéit soll bestoen? Kann d'Regierung elaboréieren, op wéi eng Manéier déi néideg Neutralitéit hei garantéiert gëtt?

4. Zu wéi engen Zwecker dierfen d'Gemengen eege Medien ënnerhalen? Kann d'Regierung matdeelen, ob, a falls jo, wéi eng legal Basis dozou existéiert?

5. Op wéi enger legaler Basis ass d'Finanzéierung vun dëse Mediekanäl gereegelt?

6. Ass d'Regierung der Meenung, dass an dëse Mediekanäl all déi politesch Kräfte respektiv d'Politiker equitabel zu Wuert an op d'Bild solle kommen?

7. U wéi eng legal Richtlinne sinn d'Gemenge beim Asaz vun dëse Medie gebonnen, fir ze garantéieren, dass all déi politesch Kräfte gläichermoossen zu Wuert kommen?

8. Ënnerläit den Asaz vun dëse Mediekanäl enger onofhänger Kontrollinstatioun um Niveau vun de Gemenge selwer oder dem Staat? Falls jo, wéi enger? Falls net, kann d'Regierung elaboréieren, wéi dës Decisioun motivéiert ass? U wéi eng zoustänneg 2022 Instanz kënnen betraffe Bierger a Parteien sech adresséieren, wann si e Fall vu Mëssbrauch vun dëse Medie wëlle mellen?

9. Wéi gedenkt d'Regierung virzegoen, fir an dësem brisanten Dossier e Verstouss géint d'Neutralitéit respektiv ee Mëssbrauch vun dëse Mediekanäl, beim Asaz vun effentleche Ressourcen, ze verhënneren, dat besonnesch am Hibleck op d'Gemengewalen am Juni 2023?

10. Wéi gedenkt d'Regierung virzegoen, fir an dësem brisanten Dossier e Verstouss géint d'Neutralitéit respektiv ee Mëssbrauch vun dëse Mediekanäl, beim Asaz vun effentleche Ressourcen, ze verhënneren, dat besonnesch am Hibleck op d'Chamberwalen am Oktober 2023?

**Réponse commune (30/05/2022) de Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur | M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias**

Den Deputéierten informéiert sech iwwert d'Kommunikatiounen vun de Gemengen, besonnesch am Hibleck op d'Gemengen- an d'Chamberwalen am Joer 2023.

ad 1. D'Regierung féiert keng Statistiken iwwert d'Kommunikatiounen vun de Gemengen.

Déi verschidden Tëleesprogrammer, déi vun de Gemenge bedriwwen ginn, sinn um Site vun der ALIA opgeléicht.

ad 2. Den Artikel 82 vum Gemengegesetz gesäit vir, dass d'Reglementer an engem Bulletin kënnen publizéiert ginn, dee periodesch erausbruecht an un d'Menagé verdeelt gëtt. Et gëtt keng weider spezifesch Reglementatioun fir Gemengepublikatiounen.

ad 3. Publikatiounen am Numm vun der Gemeng, also vun enger effentlech-rechtlecher Autoritéit, müssen Neutralitéit garantéieren. Et ass un den Organer vun der Gemeng selwer, fir ze garantéieren, dass se de Missiounen vun der Gemeng als solch gerecht ginn. D'ofgeännert Gesetz vum 8. Juni 2004 iwwert d'Liberté d'expression dans les médias, mat ënner anerem den Dispositiounen betreffend d'Protection de la réputation et de l'honneur an den Devoir d'exactitude et de véracité, applizéiert sech op de Gemengebuert wéi och op all aner Publikatioun.

D'Konzessioun, déi en Tëleesprogramm laut dem ofgeännerte Gesetz vum 27. Juli 1991 iwwert d'Médias électroniques brauch, obligéiert iwwerdeems zu Onparteilcheek an Objektivitéit an der Presentatioun vun der Informatioun. D'Iwwerwaachung vum Tëleesprogramm ënnerläit der ALIA.

ad 4. D'Gemenge kënnen Medie just am Intérêt communal asetzen. Déi legal Basis dofir ass den Artikel 28 vum ofgeännerte Gemengegesetz vum 13. Dezember 1988<sup>8</sup>.

ad 5. De Gemengerot muss déi néideg Kreditter fir d'Kommunikatiounen am Gemengebudget virgesinn.

ad 6. + 7. D'Kommunikatiounen sinn am Prinzip neutral, wéi an der Äntwert op d'Fro 3 scho prezisiéiert ginn ass. Et gëtt awer Kanäl, wou dee Prinzip net strikt agehale ka ginn, wéi zum Beispill bei der Diffusioun oder der Rediffusioun vu Gemengerotssätzungen oder der Publikatioun vu Compte-rendue vun de Gemengerotssätzungen, wou de Contenu forcément lokalpolitescher Natur ass. Während an dësem Kontext keng spezifesch Legislatioun applikabel ass, ass de Gemengerot fräi, dës Matière via Règlement d'ordre intérieur méi prezis ze reegelen.

ad 8. - 10. Et gëtt keng onofhänger Kontrollinstanz fir d'Publikatiounen an d'Kommunikatiounen vun de Gemengen, déi als effentlech Autoritéite selwer Garant mussen si vun der Neutralitéit vun hire Publikatiounen.

D'ALIA ass awer zoustänneg fir d'Iwwerwaache vun den Tëleesprogrammer, déi sech un dat ofgeännert Gesetz vum 27. Juli 1991 iwwert d'Médias électroniques an un hir Konzessiounen mussen halen.

Mir verweisen och nach op d'Äntwerten op d'parlamentaresch Froen N° 0905 an N° 1969, déi un dës Äntwert annexéiert sinn.

**Cellule de compétence pour la conception curriculaire de la formation professionnelle | Question 6074 (19/04/2022) de M. Fred Keup (ADR)**

D'Roll vum Handwierk an der Gesellschaft an notament der entsprecher Beruffsausbildung souwéi hir Integratioun an den effentleche Schoulsystem ass en Theema, wat zu Lëtzebuerg ëmmer erëm kontrovers diskutéiert gëtt, net zulescht während enger Interpellatioun den 10. März an der Chamber.

An deem Zesammenhang géif ech dem Här Schoulminister gär dës Froe stellen:

1. 2017 ass d'„Cellule de compétence pour la conception curriculaire de la formation professionnelle“ an d'Liewe geruff ginn. Sinn d'Beruffskummeren och an dësem Grupp vertruuden? Kann den Här Minister matdeelen, wéi déi Decisioun motivéiert war, fir bei der Zesummesetzung vun dësem Grupp kee Vertrieeder vum Léierpersonal aus der Beruffsausbildung an dës Grupp ze beruffen? Wéi eng Erfolger huet dës Cellule bis elo ze verbuchen?

2. Kann den Här Minister matdeelen, wéi déi Decisioun motivéiert ass, dass am Comité à la formation professionnelle vun zéng Memberen, siwen en akademischen Hannergrond opweisen, awer da just dräi aus dem Handwierk stamen oder e Lien mam Handwierk hunn a keng Persoun vum Terrain beruff gouf? Wéi oft trëfft de Grupp sech, a wéi eng Decisiounen ginn do getraff?

3. Kann den Här Minister matdeelen, wéi déi Decisioun motivéiert ass, dass e Chargé de cours

<sup>8</sup> Art. 28. « Le conseil communal règle tout ce qui est d'intérêt communal; [...] »

„mécatronicien d'autos et de motos avec une spécialité dans le domaine de la mobilité électrique pour les véhicules électriques et hybrides rechargeables“ fir de CNFPC mat engem Diplôme luxembourgeois de fin d'études secondaires, soit du diplôme luxembourgeois de fin d'études secondaires techniques recrutéiert ka ginn, woubäi do eng Meeschterprüfung verlaangt ass, esou wéi dat am Code de l'éducation virgesinn ass?

4. Kann den Här Minister matdeelen, wéi déi Decisioun motivéiert ass, dass e Chargé de cours „technicien en environnement naturel“ fir de CNFPC mat engem Diplôme luxembourgeois de fin d'études secondaires, soit du diplôme luxembourgeois de fin d'études secondaires techniques, soit d'un diplôme de technicien division agricole, environnement naturel an eng „carrière B1“ recrutéiert ka ginn, woubäi d'Gesetz virgesäit, dass, wann een d'„conditions d'accès“ net erfüllt fir de Groupe de traitement A1 (Master), A2 (Bachelor) oder B1 (Brevet de maîtrise oder BTS), ee muss am C1 recrutéiert ginn?

5. Kann den Här Minister matdeelen, wéi eng Moosnamen hie virgesäit, fir datt den „opérateur/trice de la forêt et de l'environnement“, deen iwwer Joren am CNFPC enseignéiert, eng Meeschterprüfung kritt?

6. Wéi vill verschidde Beruffer ginn an der C1-Karriär recrutéiert am Enseignement?

7. Wéi vill Diplomer vun der Meeschterprüfung huet de Ministère bis elo verdeelt pro Joer?

8. Wéi gesäit den Här Minister Meisch de Stellwäert vun der Meeschterprüfung an der Gesellschaft aktuell an och an der Zukunft?

**Réponse (07/06/2022) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse**

ad 1. D'Cellule de compétence pour la conception curriculaire de la formation professionnelle (an der Suite „Cellule“) gouf 2017 an d'Liewe geruff, fir d'Aktualitéit vun de Beruffspröfiller an der Beruffsausbildung ze iwwerpräieren an eventuell Adaptatiounen ze recommandéieren. An der ursprénglecher Kompositioun huet sech de Grupp aus Vertrieeder vun de Beruffskummeren an der Educatioun zesummegeat. Et ass deementspreechend net richtege, dass keng Enseignant aus der Beruffsausbildung an der Cellule aktiv sinn: All d'Vertrieeder vun der Educatioun sinn Enseignant, déi ënner anerem an der Beruffsausbildung täteg waren/sinn. D'Evolution vun der Aarbechtsweis vun der Cellule huet mat sech bruecht, dass haut keng Vertrieeder vun de Beruffschambere méi physisch am SCRIPT sinn, mee datt si an hirer respektiver Chamber als Kontaktpunkt fir d'Educatiounsvertrieeder agesat ginn. D'Aarbechte vun der Cellule kënnen wéi geplangt duerchgefouert ginn a vun deene ronn 30 ofgeschlossenen Analyse goufe schonn eng ganz Rei Adaptatiounsvirschléi ëmgesat. Och huet dës Analys dozou gefouert, e Qualitéitssprong bei de curriculairen Dokumenter ze maachen.

ad 2. De Comité à la formation professionnelle setzt sech zesammen aus Membere vun alle Parties prenantes am Beräich vun der Beruffsausbildung. Laut dem Artikel 5 vun der Loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle setzt sech de Comité follgendermoossen zesammen:

1. les membres du Gouvernement ayant respectivement dans leurs attributions la formation professionnelle, le travail, l'économie, l'éducation nationale et les classes moyennes ou leurs délégués ;
2. le directeur à la formation professionnelle ;
3. le directeur du service de la formation des adultes ;
4. le directeur de la Maison de l'orientation ;

5. un délégué du service d'orientation professionnelle de l'Agence pour le développement de l'emploi ;
6. un délégué de chacune des chambres professionnelles ;
7. un délégué de chacune des fédérations patronales représentant les différents secteurs économiques ;
8. un délégué de chacune des organisations syndicales les plus représentatives sur le plan national ;
9. deux délégués du collège des directeurs de l'enseignement secondaire général ;
10. un représentant des parents d'élèves ;
11. un représentant de la Conférence nationale des élèves ;
12. un représentant des employeurs du secteur social ;
13. un représentant des employeurs du secteur de la santé et des soins.

D'Ernennung vun de Representantë gëtt op Proposition vum deenen eenzele Parties prenantes gemaach. Dëst gëllt och fir de Groupe de pilotage vun der Berufsausbildung.

ad 3. - 5. Zu de Froen 3, 4 a 5 vum honorabelen Deputéierten ass et mer aus juristesche Grënn net méiglech, op déi eenzel Fäll, déi opgefouert sinn, anzegoen. Hei awer de juristesche Kader, an deem mir eis beweegen. Laut der Loi modifiée du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État, art. 45, paragraphe 4 : « Sont classés à un emploi du sous-groupe de l'enseignement visé sous le point e) du paragraphe 1<sup>er</sup> les employés détenteurs soit du diplôme luxembourgeois de fin d'études secondaires, soit du diplôme luxembourgeois de fin d'études secondaires techniques, soit d'un brevet de maîtrise, soit d'un certificat sanctionnant des études reconnues équivalentes correspondant à la formation exigée pour la vacance de poste sollicitée. »

Dëst gëllt fir all Employé, deen an der Karriär B1 soll agestallt ginn. Dëse Paragraph gouf zwar mat der Loi du 9 mai 2018 portant modification [...] 9<sup>e</sup> de la loi modifiée du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État [...] suppriméiert, mee duerch eng Dispositioun ersat, déi déi selwecht Konditioun setzt. D'Teneur ass elo folgend:

« L'article 45 est modifié comme suit:

a) Au paragraphe 1<sup>er</sup>, les termes « scientifique et » sont supprimés.

b) Au paragraphe 2, l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé comme suit : "Pour être classé à un emploi de l'un des sous-groupes visés aux points a), b), c) ou e) du paragraphe 1<sup>er</sup>, l'employé doit être détenteur soit du diplôme luxembourgeois de fin d'études secondaires classiques, soit du diplôme luxembourgeois de fin d'études secondaires générales, soit d'un brevet de maîtrise, soit présenter un certificat sanctionnant des études reconnues équivalentes."

c) [...]

d) Le paragraphe 4 est abrogé. »

Dësen Text ass an dëser Teneur haut nach a Vigueur a gëllt fir all d'Employés de l'État cat. B1 sous-groupe enseignement. Den Text mécht keen Ënnerscheid tëscht Chargé de cours, d'enseignement oder d'éducation. Par conséquent ass jiddereen, deen dës Konditiounen net erfëllt, am C1 anzustellen.

ad 6. An der Grondschoul an an de Lycéë ginn aktuell am Enseignement keng Agenten an der C1-Karriär rekrutéiert. A verschiddene Kompetenzzentere kënnen fir de Remplacement vun engem „2<sup>e</sup> intervenant“ awer Leit temporär an enger C1-Karriär agestallt ginn.

ad 7. Am Tableau heidrënner stinn d'Zuele vun Diplomer pro Joer:

Joer	Zuel vun Diplomer
1998	183
1999	169
2000	135
2001	148
2002	152
2003	172
2004	141
2005	136
2006	149
2007	131
2008	117
2009	144
2010	114
2011	116
2012	142
2013	133
2014	118
2015	133
2016	111
2017	88
2018	102
2019	110
2020	85
2021	111

ad 8. De Meeschterbréif an d'Reform vun dësem ass vu grousser Wichtigkeet. Aus dësem Grond ënnerstëtzt den Educatiounsministère d'Chambre des Métiers finanziell, mee och mat Manpower, fir dës esou wichteg Reform ëmzesetzen. Effektiv ginn hei aus 35 Brevetene haut eng gutt Dosen nei Brevete gemaach, déi no Aktivitéitsdomänen organiséiert sinn. Dëst ass eng Äntwert op déi strukturell Changeementer an de Betriber an déi nei Erwaardunge vun de Clienten. Den neie Meeschter wäert eng méi breet Visioun vu sengem Beruff hunn, déi et him erlaabt, den neien Defie Rechnung ze droen.

**Taux d'échec dans le cadre de la formation dans l'artisanat** | Question 6075 (19/04/2022) de **M. Fred Keup** (ADR)

D'Ausbildung vum Nowuess am Handwierk an déi entspriechend Roll vun eisen ëffentleche Schoulen ass eng Fro, déi an eiser Gesellschaft ëmmer erëm kontrovers diskutéiert gëtt, net zulescht während enger Interpellatioun den 10. Mäerz an der Chamber.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Schoulminister gär dës Fro stellen:

1. Wéi vill Schüler ware fir d'Schouljoer 2021/2022 an der Berufsausbildung ageschriwwen, a wéi vill hunn am Laf vun deem genannte Schouljoer ofgebrach?

2. Kann den Här Minister eng Tabell presentéieren, déi den Taux d'échec pro Branche, pro Schouljoer fir den Zäitraum vun 2010 bis de September 2020 opschlësselst?

**Réponse** (07/06/2022) de **M. Claude Meisch**, Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Am Schouljoer 2021/2022 (Stand Januar 2022) waren am Ganze 7.643 SchülerInnen a Schüler/Apprentis an der Formation professionnelle ageschriwwen. Zanterhier hunn sech 370 SchülerInnen a Schüler/Apprentis fir een anere Wee entscheet. Heibäi handelt et sech ëm 33 Persounen aus dem CCP, 246 Persounen aus dem DAP an 91 Persounen aus dem DT. D'Grënn fir dës sougenannten „arrêts formation“ si ganz ënnerschiddlech: Astig an d'Beruffsliewen, Wiessel vun der Formatioun, Resiliatioun vum Léiervertrag, Integratioun vun enger alternativer Mesure (z. B.: SNJ-Mesuren, Fit fir d'Léier asw.).

ad 2. D'Tabell an Annex informéiert iwwer den Taux de réussite vun de SchülerInnen a Schüler vun 2011 bis 2022. Bei der Interpretatioun vun den Zuele gëllt ze beuechten, datt d'Schülerzuele staark tëscht den einzelnen Formatioune variéieren, wat natierlech eng Repercussioun op d'Representativitéit vum Taux de réussite als Mesure huet.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)

**Enfants à besoins spécifiques** | Question 6089 (22/04/2022) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **Mme Simone Asselborn-Bintz** (LSAP)

Den Accord, deen den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend souwéi d'Gewerkschaften ALEE, SLEG an SPEBS, déi an der Confédération générale de la fonction publique (CGFP) affiliéiert sinn, de 16. November 2021 ënnerschriwwen hunn, huet als Zil, d'Qualitéit an de Volume vun der Aarbecht vum sozioedukative Personal, dat mat Kanner mat spezifische Besoine schafft, ze assuréieren a prezisiéiert d'Tächë souwéi d'Aarbechtszäitverdeelung vum betraffene Personal. Den Accord gesäit vir, datt d'Mesurë fir d'Rentrée 2022/2023 a Kraaft sinn an datt an der éischer Hallschent vun 2022 e Gesetzprojet deposéiert gëtt, fir d'Funktions vum Chef de Service EPS festzeleeën.

D'„Association du personnel des Centres de compétences et de l'Agence (APPCA)“, déi eenzeg Personalvertriidung mat engem Agrément ministériel am Beräich Kanner a Jugendlecher mat spezifische Besoinen, an den SEW/OGB-L contestéieren den Accord. D'APPCA war net an d'Verhandlung vum Accord agebonnen, obschons d'Associatioun am Virfeld u Reuniounen an Aarbechtsgruppen deelgeholl huet, fir eng legal Basis fir d'Personal, dat mat Kanner mat spezifische Besoine schafft, ze schafen. An hirem Communiqué vum 7. Februar 2022 deelt d'APPCA mat, datt si zesumme mam SEW/OGB-L d'Procédure de litige bei der Commission de conciliation ageleert huet.

An dësem Zesummenhang wëlle mir dem Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend folgend Froe stellen:

1. Gesäit den Här Minister vir, alleguerten d'Bestëmmung vum Accord mat engem Projet de loi ëmzesetzen?
2. Sinn déi concernéiert Schoulen, Beruffsgruppen a Kompetenzzentren iwwer den Accord souwéi déi nei Bestëmmungen, déi ab der Rentrée 2022/2023 solle gëllen, informéiert ginn? Wa jo, wéini a wéi?
3. Firwat ass d'APPCA net an d'Verhandlung vum Accord agebonne ginn?

4. A wéi engem Stadium befënnt sech aktuell d'Procédure de litige mat der APPCA a mam SEW/OGB-L?

**Réponse** (07/06/2022) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Net all d'Elementer, déi am Accord mat de Syndikater vun der CGFP festgehalen goufen, erfuederen eng nei oder verännert Gesetzeslag. Allerdéngs ass et esou, datt de Groussdeel vun de Bestëmmungen, déi am Accord festgehalen goufen, effektiv e legislative Prozess voraussetzt, sief dat iwwert de Wee vun neie Gesetzter oder Reglementer respektiv der Modifikatioun vun der aktueller Gesetzeslag.

ad 2. De 16. November 2021, dem Dag vun der Ënnerschrëft, hunn ech d'Mataarbechter an d'Direktionen aus de Grondschoulen, de Lycéeën an de Kompetenzzentren per Bréif iwwert den Accord informéiert.

An den Deeg no dem Ënnerschreiw gouf den Accord deene jeeeweilegen Direktionen (18.11. fir den Enseignement secondaire, 19.11. fir d'Kompetenzzentren an 23.11. fir d'Grondschoul) am Detail virgestallt. Dëst ënner anerem och mat der Finalitéit, datt déi verschidden Direktionen hire Mataarbechter dës Informatiounen och nach eemol selwer kënnen matdeelen an och éischt Froe vun de Mataarbechter kënnen beäntwert ginn.

Déi vum Accord betreffen Agenten aus deene jeeeweilege Servicer goufen och kollektiv den 2. Februar 2022 vum Educatiounsministère per Newsletter iwwert déi wichtegst Elementer vum Accord informéiert.

Doniewent hunn d'Gewerkschaften hirersäits hir Memberen och iwwert d'Modalitéite vum Accord informéiert.

ad 3. Fir all den Associatiounen a Gewerkschaften aus dem Beräich vun der Educatioun, onofhängeg vun hirer Representativitéit, d'Méiglechkeet ze ginn, sech un den Diskussiounen ronderëm d'Definitioun vun den Tâchen an de Missiounen vum edukativen a psychosoziale Personal an der Educatioun ze bedeelegen, hunn net manner wéi zéng Aarbechtssitzunge stattfonnt, un deenen d'APCCA och deelgeholl huet.

Dëst temoignéiert vun der Bereitschaft an dem Wëllen vum Educatiounsministère, fir e méiglechst breede Konsens mat all de potenziell concernéierten Associatiounen a Gewerkschaften aus dem Beräich vun der Educatioun kënnen ze fannen. Letztendlech huet sech awer erausgestallt, datt net all Partner bereet war, e Konsens ze fannen.

ad 4. Nodeems d'Commission de conciliation vun der APPCA (Association du personnel des Centres de compétences et de l'Agence : éducatif et psychosocial) an dem SEW/OGB-L (Syndikat Erziehung a Wëssenschaft am OGB-L) saiséiert gouf, préift dës Kommissioun aktuell d'Fro, ob e Litige tësch dem Personal, dat duerch dës Associatiounen vertruede gëtt, an dem Educatiounsminister iwwerhaupt virläit.

**Promotion des biocarburants** | Question **6090** (25/04/2022) de **M. Fred Keup** | **M. Jeff Engelen** (ADR)

Säit Ufank vum Joer 2019 setzt d'Lëtzebuurger Regierung massiv op d'Fërdere vum Biokraaftstoff. An deem Kontext gouf den E10-Bensinn agefouert, deen en Undeel vu Biokraaftstoff vun 10 Prozent virweist. Parallell dozou ginn ëmmer méi Stëmme haart, déi d'Fërdere vu Biokraaftstoff ganz kritesch gesinn. Vertrieeder vum Pik (Potsdamer Institut für Klimaforschung) kritiséiere virun allem, datt e groussen

Deel vun der Fruucht fir d'Produzéiere vu Biokraaftstoff benotzt gëtt, amplaz datt dës fir déi mënschlech Ernierung zur Verfügung gestallt gëtt. Grad am Zesammenhang mam Krich an der Ukrain an dem Risiko vun enger Liewensmëttelknappheet stellt sech déi pertinent Fro, ob et iwwerhaupt nach ze vertrieeden ass, Fruucht fir d'Hierstelle vu Biokraaftstoff ze notzen, amplaz si fir déi prekär Ernierungssituatioun an Europa an/oder Drëttlänner ze notzen.

An deem Kontext hätte mir folgend Froen un d'Regierung:

1. Ass sech d'Regierung där uewe beschriwwener Problematik vum Notze vu Fruucht fir d'Produzéiere vu Biokraaftstoff am Kontext vun enger méiglecher Liewensmëttelknappheet bewusst? Wa jo, wéi eng Schlussfolgerungen zitt d'Regierung aus dëser Erkenntnis?

2. Gedenkt d'Regierung an deem Sënn ze legiferéieren, datt zu Lëtzebuerg Fruucht an Zukunft net méi fir d'Hierstelle vu Biokraaftstoff genotzt dierf ginn?

**Réponse commune** (30/05/2022) de **M. Claude Turmes**, Ministre de l'Énergie | **M. Claude Haagen**, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

ad 1. Schonns an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 3943 vum 25. Mäerz 2021 vun dem honorabelen Deputéierte Mars Di Bartolomeo iwwert Biokraaftstoff ass déi Thematik detailléiert belicht ginn.

D'Direktiv 2018/2001/UE gesäit vir, dass Biokraaftstoff aus der sougenannter éischter Generatioun, déi am Weesenteleche fir den Zweck vun der Energieproduktioun op Agrarland ugebaut ginn, maximal 7 % vum Endenergieverbrauch am Stroossen- a Schinneverkéier dierfen ausmaachen.

D'Regierung huet schonns am Dezember 2019 iwwert d'Accisegesetz festgehalen, dass den Undeel vun deene Biokraaftstoff net méi wéi 5 % dierf ausmaachen a läit also daitlech méi niddereg wéi den Undeel, dee vun der Direktiv virgesinn ass.

ad 2. Wéinst hirem Ëmweltimpakt ënnersträicht d'Direktiv 2018/2001/UE, datt den Undeel vun den uewe genanten Biokraaftstoff, déi och e grouse Risiko duerstelle fir indirekt Verännerunge vun der Land- a Flächennutzung, vun 2024 un lues a lues muss reduzéiert gi bis hin op 0 % am Joer 2030.

Den Undeel vu deene Biokraaftstoff gëtt dann och weiderhin déif gehalen a wäert an der Zukunft iwwert d'Accisegesetz kontinuierlech an am Aklang mat der Direktiv erofgesat ginn.

**Sensibilisation des nouveaux entrants sur le marché de l'emploi** | Question **6093** (25/04/2022) de **Mme Djuna Bernard** | **M. Charles Margue** (déi gréng)

Suite à la décision du Conseil de Gouvernement du 9 mars 2022, le statut d'une protection temporaire confère aux personnes concernées le droit de travailler au Luxembourg. Les bénéficiaires d'une protection temporaire sont ainsi dispensés de solliciter une autorisation d'occupation temporaire et peuvent ainsi accéder directement au marché de l'emploi au Luxembourg.

Le marché de l'emploi est particulièrement dynamique, le nombre record de postes vacants déclarés au cours du mois de mars en témoigne. Malheureusement, le nombre d'affaires de traite à des fins d'exploitation par le travail est en constante augmentation. Comme le

constate la Commission consultative des droits de l'homme dans son rapport sur la traite des êtres humains de 2021, ceci concerne surtout le secteur de la construction et le secteur de l'Horeca.

Dans ce contexte nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :

1) Quelles mesures ont été prises afin d'informer les bénéficiaires d'une protection temporaire de leurs droits et devoirs en matière de droit du travail ?

2) Existe-t-il du matériel d'information en ukrainien permettant de familiariser les nouveaux arrivants avec le fonctionnement du marché de l'emploi et leurs droits (contrat de travail, rémunérations, temps du travail, etc.) ?

3) En quoi serait-il utile d'associer l'Inspection du travail et l'Agence pour le développement de l'emploi au guichet unique ?

4) Est-ce que les partenaires sociaux ainsi que les associations ukrainiennes sont-ils associés à des éventuelles campagnes de sensibilisation dans le domaine de l'accès au marché de l'emploi et d'information sur le droit du travail ?

5) Est-il prévu de lancer des campagnes d'informations concernant les droits et devoirs ciblées sur les patrons, notamment les ménages privés engageant des personnes pour des travaux de ménage et la garde d'enfant ?

**Réponse** (07/06/2022) de **M. Georges Engel**, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

ad 1) + 2) Le Ministère des Affaires étrangères et européennes, le Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire et le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, ensemble avec l'Agence pour le développement de l'emploi et l'Inspection du travail et des mines, ont établi des formulaires et des fiches d'informations en langues française, allemande, anglaise et ukrainienne pour informer les bénéficiaires d'une protection temporaire sur le statut de protection temporaire, et en particulier sur la procédure à suivre, ainsi que sur leurs droits et devoirs en matière de travail.

Ces informations renseignant notamment sur leurs droits en ce qui concerne l'établissement d'un contrat de travail, les rémunérations minimales et les règles en matière de durée de travail.

Plus particulièrement, une note conjointe de l'ADEM et de l'ITM a été rédigée afin d'informer les bénéficiaires de la protection internationale sur la possibilité de s'inscrire à l'ADEM ainsi que sur les moyens de trouver un emploi avec l'aide de l'ADEM. En outre, la note contient les informations les plus essentielles sur le droit du travail (le contrat de travail, le salaire, la durée de travail ou encore le droit à un congé rémunéré).

Par ailleurs, la note fait référence aux instances officielles à contacter en cas de traite.

Cette note est disponible sur le site de l'ADEM en plusieurs langues ainsi qu'en langue ukrainienne. La note est aussi remise à toutes les personnes qui s'inscrivent comme demandeur d'emploi.

Par ailleurs, l'ADEM était en contact avec diverses ASBL ukrainiennes locales afin de leur fournir des informations sur les procédures administratives à respecter par les bénéficiaires de protection temporaire mais aussi pour les employeurs qui les ont contactées pour offrir des postes de travail aux bénéficiaires de protection temporaire.

Toutes les informations utiles ont été publiées sur les sites Internet des différents ministères et administrations précités ainsi que sur le site du guichet unique.

[https://mteess.gouvernement.lu/fr/actualites.gouvernement%2Bfr%2Bactualites%2Btoutes\\_actualites%2Bcommunes%2B2022%2B03-mars%2B12-protection-temporaire-ukraine.html](https://mteess.gouvernement.lu/fr/actualites.gouvernement%2Bfr%2Bactualites%2Btoutes_actualites%2Bcommunes%2B2022%2B03-mars%2B12-protection-temporaire-ukraine.html)

<https://maee.gouvernement.lu/fr/services-aux-citoyens/accueil-de-personnes-ukraine.html>

<https://men.public.lu/de/actualites/communiqués-conference-presse/2022/03/accueil-élevés-ukrainiens.html>

<https://adem.public.lu/fr/actualites/adem/2022/03/ukraine-info.html>

<https://itm.public.lu/fr/actualites/focus/2022/03/travailer-luxembourg.html>

<https://guichet.public.lu/fr/citoyens/immigration/ukraine/protection-temporaire.html>

ad 3) L'Agence pour le développement de l'emploi et l'Inspection du travail et des mines coopèrent très étroitement avec les équipes du guichet unique. Les nombreuses informations concernant les deux administrations qui se retrouvent sur le site du guichet unique en témoignent.

Le site du guichet unique reprend en principe les grandes lignes de certaines matières qui relèvent de la compétence de ces deux administrations et renvoie pour le détail sur les sites Internet de ces autorités compétentes auxquelles les requérants peuvent s'adresser directement pour obtenir de plus amples renseignements, respectivement aux fins que ces dernières puissent directement intervenir ou agir conformément à leurs compétences qui ont été déterminées dans leurs lois cadres respectives.

Une présence physique notamment de l'ADEM au guichet unique n'est pas une option étant donné que les bénéficiaires de protection temporaire doivent se rendre à l'agence Hamm de l'ADEM pour compléter leur dossier. Par conséquent, les bénéficiaires devraient contacter inutilement le guichet unique simplement pour obtenir l'information de se faire enregistrer par téléphone ou en se présentant physiquement auprès de l'ADEM pour s'enregistrer.

ad 4) Dès le début, l'ADEM a pris contact avec diverses associations ukrainiennes ainsi que des associations locales afin de les informer sur les droits des bénéficiaires mais aussi sur leurs obligations.

Par ailleurs, les associations ont été informées de diriger les employeurs désirant recruter des bénéficiaires vers l'ADEM afin que les employeurs se mettent en conformité avec le Code du travail.

En outre, la note conjointe a été mise à disposition des associations.

ad 5) cf. réponses ci-dessus.

### Procréation médicalement assistée | Question 6098 (26/04/2022) de M. Fernand Kartheiser (ADR)

2005 gouf de Laboratoire national de procréation médicalement assistée gegrënnt. Sait 2016 féiert de Centre de fertilité méi wéi 600 kënschlech Befruchtunge pro Joer duerch, an dat, obschonns et zu Lëtzebuerg, am Géigesaz zu deene meeschten aneren europäesche Länner, nach guer kee Gesetz iwwer d'PMA gëtt, just ee Règlement grand-ducal vun 2003. D'Situatioun fir Kanner, déi aus enger GPA, enger PMA oder enger anonymmer Gebuert ervirgaange sinn, ass voller Onsécherheeten. Et ass och zum Beispill net gekläert, wéi d'Kand seng Originellen zréckfanne kann.

Doriwwer eraus ass eng PMA net ongeféierlech. Am „Guide de la procréation médicalement assistée au CHL“ gëtt op d'Gefore vun enger PMA opmierksam gemaach, ënner anerem op de Risk vu Mëssbildung bei Kanner. Et gëtt och Studien, déi kloer nowiesen, datt Kanner, déi duerch eng PMA „produzéiert“ ginn, oft eng Woch ze fréi gebuer ginn. Een ze niddregt Gebuertsgewicht oder eng erhéichte perinatal Stierflechkeet sinn aner Risiken.

Aktuell Initiativen, fir rechtlech Reegelen anze-féieren, trieden zwar mat héijen Uspréich un, loosse awer vill Froen op a kënnen nei Problemer bréngen. Besonnesch déi eethesch Aspekter vun der PMA ginn net oder kaum thematiséiert. Si erfuerderen awer eng breet öffentlech Debatt.

An deem Kontext wéilt ech der Regierung dës Fro stellen, déi sech op Problemer bezéien, déi an där aktueller Situatioun optrieden:

- Wéi positionéiert sech d'Regierung zum „don d'ovocytes“ an zum „don d'embryon“ (wann eng Koppel, déi hir PMA net weiderféiere wëll, well se beispillsweis gescheet gëtt oder sech trennt, oder wéinst „incapacité permanente de décision“, „hiren“ Embryo un eng aner Koppel weidergëtt), zwou Praktiken, déi hei am Land existéieren, awer bis elo net kloer gereegelt sinn?

- Sinn d'Kanner, déi aus enger PMA ervirginn, ierfschaftsberechtigt? Géintiwier wéi?

- Wéi steet d'Regierung zur Iwwerleeung, datt de Liewenspartner present misst sinn, wann den Embryo der Fra ageplant gëtt, fir eventuell spéider Rechts-onsécherheeten ze verhënneren?

- Wat geschitt mat den „iwwerzielegen“ Embryoen, déi aus ënnerschiddleche Grënn net ageplant ginn? Wéi laang kënnen Embryoe maximal konservéiert ginn? Wat ass d'Positioun vun der Regierung zum Émgang mat sougenannt „iwwerzielegen“ Embryoen?

- Wat fir Reegele ginn am Ablack am Hibleck op preimplantatoresch a prenatal Ennersichungen applizéiert?

- Kënnen „refuséiert“ oder „iwwerschësseg“ Embryoe vun der Wëssenschaft „benutzt“ ginn? Enner wéi enge Bedéngungen? Gëtt et do finanziell Transaktiounen, a wéi steet d'Regierung dozou?

- Wéi steet d'Regierung zur Iwwerleeung, datt et misst illegal sinn, auslännesch Spermien ze importéieren oder ze bestellen (inklusive iwwer Internet), ausser iwwer een Institut agréé, deen och derfir suerge misst, datt den Numm vum Donateur, also dem zukünftige Papp, derbäistee an aktéiert gëtt?

- Ass d'Regierung der Meinung, datt et fir Koppelen, déi eng PMA wënschen, verpflichtend misst sinn, datt si iwwer d'Risiko vun esou enger medezinescher Prozedur genau Bescheed wëssen?

### Réponse commune (30/05/2022) de Mme Paulette Lenert, Ministère de la Santé | Mme Sam Tanson, Ministère de la Justice

Fir sämtlech Froen ze tranchéieren, déi an dëser parlamentarescher Fro opgeworf gi sinn, ass de Gesondheetsministère amgaangen, en Dossier opzestellen, fir déi national Eethikkommissioun ze befaassen, dëst am Virfeld vum Ausschaffe vun engem spezifesch Gesetz.

Déi Aarbechten hunn ewell ugefaangen a sinn immens komplex, wat mat sech bréngt, dass dës nach Zäit brauchen, bis se ofgeschloss gi kënnen.

Wat elo méi spezifesch déi zweet Fro ubelaangt, do sief bemierkt, dass am Fall wou e Kand, wat eng unerkannte Filiatioun huet an och ierfschaftsberechtigt ass, et net relevant ass, wéi et entstanen ass.

### Aide financière pour les apprentis dans le cadre de la hausse des prix | Question 6099 (26/04/2022) de Mme Martine Hansen (CSV)

Eis Apprentien (Léierjongen a Léiermeedercher) si staark vun der rezenter Präisdeierecht, virun allem duerch déi héich Bensinns- an Dieselpräisser betraff. Vill vun hinne sinn op den Auto ugewisen, well fir si den öffentlechen Transport net passt, Betriber, wou si schaffen, an Industriezone leien, déi schlecht ugebonne sinn, respektiv musse mam Auto op de Chantier fueren, fir ze schaffen.

Am Géigesaz zu de Studenten, sinn awer fir Léierjongen a Léiermeedercher keng Bähëllef bis elo virgesinn.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend stellen:

- Wëll den Här Minister den Apprentien och eng Bähëllef wéinst der Präisdeierecht accordéieren?

- Wann nee, firwat net?

- Wa jo, op wéi eng Aart a Weis wëll den Här Minister hëllef? Kéint z. B. d'„Prime de promotion à l'apprentissage“ gehéicht ginn?

### Réponse (07/06/2022) de M. Claude Meisch, Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

D'Regierung huet mat de Sozialpartner e Mesurëpak decidéiert fir d'Ennerstëtzung vun de Stéit an de Betriber am Kader vun der rezenter Entwécklung vun der Präisdeierecht. An dësem Pak sinn zu dësem Zäitpunkt keng zousätzlech Bähëllef fir d'Léiermeedercher an d'Léierjonge virgesinn. Esou eng Bähëllef ass och net vun de Sozialpartner an d'Diskussioun bruecht ginn.

Déi aktuell Bähëllef, déi d'Léiermeedercher an d'Léierjonge bezéien, ass indexéiert, a gouf deemno am Oktober 2021 an am Abrëll 2022 ugepasst.

Doriwwer eraus ass et esou, datt d'Léiermeedercher an d'Léierjongen en Usproch op d'Kannergeld behalen, dat jo och rezent nees indexéiert ginn ass.

Ech wëll déi honorabel Deputéiert dorop opmierksam maachen, datt Schülerinnen a Schüler aus akommeschwaache Familljen zousätzlech d'Urecht op finanziell Ennerstëtzung duerch de CePAS hunn. Ech wäert meng Servicer an dem aktuelle Kontext uweisen, fir d'Léiermeedercher an d'Léierjonge besser iwwer dësen Dispositif ze informéieren an eventuell Härtefall ze identifizéieren, déi vun dësen Hëllef kéinte profitéieren.

### Promotion de la géothermie | Question 6111 (27/04/2022) de M. Jeff Engelen (ADR)

De Prinzip, duerch d'Vefare vun der Geothermie Energie kënnen ze gewannen, muss am Kontext vun den Diskussiounen ëm déi alternativ an erneierbar Energie ganz eescht geholl ginn. Et héiert ee grad och vun den Experten am Beräich vun den erneierbaren Energien, datt d'Geothermie eng ganz attraktiv Energiequell kann duerstellen. Leider gëtt grad hei am Land kaum vu Geothermie geschwat, och net vu Säite vun der Regierung, déi jo selwer virgëtt, d'Dekarboniséierung an d'Ëmstellen op erneierbar Energie beschleunegen ze wëllen.

An dësem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Regierung:



1. Ginn et hei am Land Fuersuchsprojeten oder aner konkret Bestriewungen, déi sech mat dem Notze vun der Geothermie beschäftegen?

2. Wa jo, sinn dës Fuersuchsprojeten oder Bestriewunge vu staatlecher Hand aus initiéiert oder beschäftegen sech och privat an/oder akademesch Organisatioune mam Notze vun der Geothermie?

3. Wa jo, kann d'Regierung eis en lwwerbléck iwwert den neiste Stand vun den Entwécklung ginn - sief dat am privatwirtschaftlechen, akademeschen oder staatleche Beräich - wat d'Notze vun der Geothermie ugeet? Sinn an deem Kontext konkret Projete virgesinn, fir d'Geothermie an nächster Zäit ze erfuerschen an/oder scho konkret ze notzen? A wéi engem zäitliche Kader ka mat der Ëmsetzung vun deene Projete gerechent ginn?

4. Falls d'Geothermie vu staatlecher Säit bis dato nach net gefërdert oder ënnerstëtzt gëtt: Firwat hält d'Regierung de villverspriedenden Notze vun der Geothermie bis elo net méi eescht? Gedenkt d'Regierung dës Energiequell an noer Zukunft méi ze promovéieren an op allen Niveaue ze fërderen?

**Réponse commune** (13/06/2022) de **M. Claude Turmes**, Ministre de l'Énergie | **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

ad 1. - 4. D'Geothermie, dat heescht d'Gebrauche vu Wäermt, déi an der Äerd stockéiert ass, ass zu engem Fuersuchsberäich ginn, dee grouss Opmierksamkeit genéisst. Dat och zu Lëtzebuerg.

Den Departement vun den Ingenieurswëssenschafte vun der Faculté des sciences, de technologie et de médecine op der Universitéit Lëtzebuerg huet viru Kuerzem mat engem industrielle Partner eng Demande fir e Projet agereecht, deen eng Fallstudie soll duerstellen tëscht engem bestoenden an engem zukünftege Wärmesetz. An deem Kader soll och d'Notzung vun der Uewerflächegeothermie studéiert ginn, an dat an der Regioun Esch-Uelzecht.

Am Kader vum strategesche Beräich „Développement durable et sociétal“ op der Universitéit Lëtzebuerg ass de Fortschritt vun den zukünftegen Energiesystemer duerch d'Fuerschung op den erneierbaren Energien eng Prioritéit a kéint an Zukunft och d'Geothermie beinhalten. Pilotprojete mat enger wëssenschaftlecher Begleedung fir Uewerflächegeothermie a Geothermie aus der Déift ginn als besonnesch interessant ugesinn. D'Ingenieure vun der Universitéit Lëtzebuerg schaffe souwuel mat nationalen Acteuren zesummen, wéi mat fransésche Fuerscher vun der Ecole d'ingénieurs française CentraleSupélec, fir een Apport zur Energie-transition zu leeschten.

Do dernieft hunn d'Regierungsmemberen an de jeeweiligen Äntwerten op d'parlamentaresch Froen N° 4180 an N° 5241 explizéiert, dass d'Lëtzebuerg Regierung ausdrécklech d'Notzung vun der Geothermie op dem Lëtzebuerg Territoire, an enger éischer Phase, weider analyséiert, a bei interessante Resultater, verstärkt fërdere wëll.

Der Regierung ass et wichteg d'Geothermiepotenzialer zu Lëtzebuerg, am Aklang mam Ëmwelt- a Waasserrecht, fir d'Dekarboniséierung vum Wäermtsektor generell, a spezifesch fir d'Notzung- a Wärmesetzer ze erschléissen.

Fir d'Uewerflächegeothermie (max. 400 m déif) ass een nationaal Gesamtanzahl, eng éische Kéier am Kader vum nationalen integrierten Energie- a Klimaplang (PNEC), evaluéiert ginn (180 GWhth/Joer).

Wéi an de genannten Äntwerten duergestallt, géif et zu Lëtzebuerg, speziell am Süde vum Land, signifikant

Potenzialer fir „mëttel-déif“ an eventuell och fir „déif“ (400 m – 2.000 m déif, resp. >2.000 m déif) Geothermie ginn. Ewéi schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 5241 ugedeit, an an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 4180 duergestallt, lafen aktuell Studien, fir ë. a. dëst Potenzial ze quantifizéieren. Dës Analyse gi vun der Klima-Agence koordinéiert. D'Regierung erwaart sech an den nächste Méint konkret Conclusiounen a Recommandatioune vun deesen Analysen.

Ganz konkret huet de Fonds du logement bis haut insgesamt 8 Wunngebaier mat am ganzen 41 Wunnege mat Geothermie ausgestatt, dat zu Gréiwemaacher an zu Beetebuerg, a plangt weiderer, dorënner de grouse Projet „Neischmelz“ zu Diddeleng. Op deem Site gëtt aktuell gepréift fir d'Wäermt an enger Déift vun 1-2 km aus dem Buedem ze huelen. An deem Kontext sinn eng Rei Etüden amgaangen an et gëtt op d'Resultater vun enger Reflexiounsseismik gewaart. Am Fall wou dat géif geléngen, kéint de ganze Quartier mat Erdwäermt versuergt ginn. Dës Projet (d'Pilotbuerung) esou wéi och déi Reflexiounsseismik, ginn natierlech vu staatlecher Säit finanziell ënnerstëtzt.

**Aides pour des entreprises de pays en voie de développement dans le cadre de la transition énergétique** | Question **6112** (27/04/2022) de **M. Roy Reding** (ADR)

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nummer 5941 schreift d'Regierung zu der Aféierung vun CO<sub>2</sub>-Zöller ënner anere dat hei: „Et ass wichteg, dass Betriber an der EU net benodelegt sinn duerch déi méi ambitiéis Mesurë fir de Klimaschutz, an och Drëttstater, an d'Betriber, déi do produzéieren, sollen incitéiert ginn, Mesuren ze huelen, fir manner CO<sub>2</sub> auszestoussen. De Conseil ass sech och bewosst, dass Betriber an Entwécklungslänner sech wäerte méi schwéierdinn, fir hir Produktiounen ëmzestellen. Dofir soll doriwier nopeduecht ginn, wéi dese Länner bei der Transition ka gehollef ginn.“

An deem Sënn géif ech der Regierung nach gär dës Froe stellen:

1. Wéi verdoren dës Moosname sech mam Territorialitéitsprinzip an der Netamëschung an d'Ugeleehheete vu souveräne Staaten? Gesäit d'Regierung vir, sou Moosnamen nëmmen op Basis vun engem bilateralen Accord tëschent der EU an deene betreffenen Drëttstater ze ënnerstëtzen, fir d'Eskalationsspiral vun engem Handelskrich ze evitéieren? Wéi wäit gëtt d'WTO an dës Verhandlung matagebonnen?

2. Kann d'Regierung matdeelen, ob Ënnerstëtzungsgelder, déi an deem Kader ausbezuelt géifen, un eis Entwécklungshëllef ugerechent ginn? Falls net, firwat net?

**Réponse commune** (31/05/2022) de **M. Jean Asselborn**, Ministre des Affaires étrangères et européennes | **M. Franz Fayot**, Ministre de l'Économie, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

ad 1. D'EU an hir Memberstate setzen d'Reegele fir den EU Bannemaart fest an huelen déi néideg Mesuren, fir deesen an d'europäesch Betriber viru Konkurrenz aus Drëttstater ze schützen, déi net eis Norme respektéieren. Keen Drëttstat ass verflücht, fir Gidder an d'EU ze exportéieren.

Natierlech gëtt et an deem Beräich och international Reegelen, déi mussen respektéiert ginn, an zwar virun allem déi vun der Welthandelsorganisatioun. An den Diskussiounen zur Ausschaffung vum „Kuelestoff Grenz-Upassung-Mechanismus“ war d'Kompatibilitéit

vun deem Mechanismus mat dese Reegelen ëmmer e fundamentale Punkt, a Lëtzebuerg huet och reegelméisseg dorop insistéiert.

D'Madamm Finanzministesch huet an hirer Äntwert vum 22. Abrëll 2022 op d'parlamentaresch Fro N° 5941 erkläert, dass Lëtzebuerg säin Accord zu deem geplangte Mechanismus eréischt ginn huet, wéi séchergestallt war, dass dës Mesure mat de Reegele vun der Welthandelsorganisatioun an Aklang wier.

D'Europäesch Kommissioun huet am Kader vun deem Dossier och schonn am Virus Kontakt mat den Handelspartner vun den EU Memberstater opgeholl an déi geplangt Reglementatioun erkläert, fir Mëssverständneser an en eventuelle Sträitfall virun der Welthandelsorganisatioun ze vermeiden. Och aktuell ass d'Kommissioun nach ganz aktiv amgaang, mat Drëttstater iwwert deesen Dossier ze schwätzen, an huet och mat der Generaldirektesch vun der Welthandelsorganisatioun geschwat.

Et ass och unzemierken, dass eng Rei aner Länner selwer en änleche Mechanismus hunn oder amgaang sinn, esou e System auszeschaffen, woubäi dës an deene meescht Fäll net esou komplett oder ambitiéis si wéi déi vun der EU.

ad 2. Am Moment ass nach net kloer, wéi eng Form eng Ënnerstëtzung fir Entwécklungslänner géif unhuelen; déi Diskussiounen sinn nach net ofgeschloss. Wann Entwécklungsgelder sollte virgesi ginn, wäert deesen Aspekt a Betruecht geholl ginn. Allgemeng gesi mir esou eng Ënnerstëtzung als e wichteg Element, fir dass och déi Länner eng adequat Transition zu méi klimafrendleche Wirtschaftsmodeller erreche kënnen.

**Instituteurs spécialisés dans la scolarisation des enfants à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques (I-EBS)** | Question **6113** (27/04/2022) de **Mme Martine Hansen** | **M. Max Hengel** (CSV)

L'enseignement fondamental dispose d'instituteurs spécialisés dans la scolarisation des enfants à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques (I-EBS). Ils assurent e. a. la prise en charge dans le respect d'une approche inclusive au sein de l'école des élèves à besoins éducatifs particuliers, la concertation avec le titulaire de classe et l'équipe pédagogique concernés au sujet des élèves en question, la communication des informations aux parents au regard de l'évolution des apprentissages de leurs enfants ainsi que le conseil du personnel du service d'éducation et d'accueil pour enfants. Ils conseillent les équipes pédagogiques en matière de prise en charge des élèves visés, ils coordonnent les mesures de prise en charge des élèves à besoins éducatifs particuliers au niveau de l'école, ils élaborent une démarche pour l'encadrement des élèves à besoins éducatifs particuliers dans le contexte de la rédaction du PDS en concertation avec le personnel de l'école et le personnel du service d'éducation et d'accueil pour enfants et ils assurent le lien avec la commission d'inclusion.

C'est dans le contexte des tâches, voire des responsabilités des instituteurs spécialisés dans la scolarisation des enfants à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques (I-EBS) que nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Monsieur le Ministre peut-il confirmer que certaines écoles fondamentales ne disposent toujours pas d'enseignants dits « I-EBS » pour encadrer les enfants aux besoins susmentionnés ?

- Dans l'affirmative, de quelles écoles, voire communes s'agit-il ?

- Sur quels critères est basée la clé de répartition des enseignants dits « I-EBS » ?

- De quelle façon et dans quel délai Monsieur le Ministre entend-il mettre fin à cette situation qui peut constituer un désavantage pour certains établissements scolaires ?

2) Dans sa réponse du 21 septembre 2018 à la question parlementaire n° 4000 à ce même sujet, Monsieur le Ministre avait affirmé que l'affectation d'un enseignant dit « I-EBS » à une classe modulaire de la voie de préparation serait prévue à moyen terme. Qu'en est-il de cette initiative ? Monsieur le Ministre peut-il nous renseigner sur le nombre d'enseignants dits « I-EBS » actuellement affectés à cette voie ainsi que sur les établissements de l'enseignement public concernés ?

**Réponse** (07/06/2022) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1) À partir de la rentrée 2022-2023, 129 instituteurs spécialisés dans la scolarisation des élèves à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques interviennent dans 133 écoles fondamentales publiques.

Malgré les efforts entrepris par mes services en collaboration avec les acteurs locaux et régionaux, 29 écoles ne bénéficient actuellement pas de l'intervention d'un instituteur spécialisé dans la scolarisation des élèves à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques (I-EBS). Chaque année, la liste des postes d'I-EBS vacants est diffusée au mois de février dans le cadre du recrutement des I-EBS et les membres des communautés scolaires ne bénéficiant pas encore de l'intervention d'un I-EBS sont invités à identifier parmi les instituteurs affectés aux communes concernées ceux susceptibles de poser leur candidature dans le cadre de ce recrutement. En effet, les expériences vécues dans le cadre des recrutements des années dernières ont montré que la grande majorité des candidats désire exercer le rôle d'I-EBS dans l'école, voire la commune dans laquelle ils interviennent depuis des années en tant que membre du personnel enseignant.

Les I-EBS nouvellement recrutés sont affectés en fonction de leurs aspirations aux écoles ne bénéficiant pas encore de l'intervention d'un I-EBS. En fonction du nombre d'élèves par école, le nombre de leçons mises à disposition des écoles pour l'intervention éventuelle d'un I-EBS est identifié et ce dernier est converti en postes à plein temps respectivement en postes à temps partiel d'un degré d'occupation de 50 ou de 75 %. Les vacances de postes sont publiées annuellement et peuvent être briguées dans un premier temps par les agents recrutés antérieurement. Un même I-EBS peut opter pour l'intervention dans deux écoles de la même direction de région disposant chacune d'une tâche partielle vacante.

Les efforts de recrutement entrepris par mes services sont régulièrement analysés pour identifier d'éventuelles adaptations susceptibles d'optimiser le déroulement de ces derniers et d'augmenter le nombre de candidats retenus. Dans le cadre du recrutement concerné, une collaboration plus étroite avec les partenaires régionaux, à savoir les directions de région, a été mise en place pour attirer davantage de candidats intéressés. À côté de la réunion d'information nationale tenue annuellement par mes services, des réunions d'information régionales, voire locales ont été organisées par les directions de région, le cas échéant en collaboration avec mes services.

Vu les postes actuellement vacants ainsi que les départs à la retraite et les réorientations professionnelles des I-EBS en service, le recrutement des

instituteurs spécialisés dans la scolarisation des élèves à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques se poursuivra pendant les années à venir. L'étroite collaboration de tous les acteurs a porté ses fruits lors des derniers recrutements et elle présente un élément-clé qui contribue considérablement à diminuer le nombre d'écoles ne bénéficiant pas de l'intervention d'un I-EBS.

ad 2) À l'heure actuelle, les I-EBS interviennent exclusivement dans les écoles fondamentales publiques.

Nonobstant, les élèves de la voie de préparation de l'enseignement secondaire général continuent à bénéficier d'un encadrement de qualité assuré par le personnel enseignant et les membres des équipes de soutien des élèves à besoins éducatifs spécifiques des lycées.

Des efforts considérables ont ainsi été entrepris ces dernières années en matière de recrutement de personnel psychosocial et éducatif. Depuis 2020, une quarantaine de nouveaux postes de renforcement ont été attribués aux Services psycho-sociaux et d'accompagnement scolaires (SePAS) et aux Services socio-éducatifs (SSE) des lycées.

Par ailleurs, les équipes de soutien aux enfants à besoins spécifiques mises en place au sein des lycées ont été dotées à hauteur d'une centaine d'emplois à temps plein (ETP) depuis 2019.

**Secteur de l'imprimerie** | Question **6116** (28/04/2022) de **M. Fred Keup** (ADR)

D'Zoumaache vun der Dréckerei vum Luxemburger Wort ass en historesche Moment. D'Onofhängegkeet vun der Press war an der Zäit nëmmen duerch de Besëtz vun enger Dréckerei garantéiert. D'Sankt-Paulus-Dréckerei huet mat hirer Aktivitéit esouguer de Garer Quartier ronderëm d'Paräisser Plaz gepräagt. An Drécker hunn (och well si liesen a schreiwe konnten) laang Joren an eiser Gesellschaft vill Afloss gehat a vill bewierkt. An deem Kontext wëll ech dës Froen un den Här Aarbechts- an den Här Wirtschaftsminister stellen:

1. Wéi vill Leit schaffen nach an der Dréckerei, déi elo zougemaach gëtt? Wat geschitt mat hinnen? Kréie si déi nämmelecht Konditiounen wéi d'Mataarbechter vum Groupe Saint-Paul, déi mat deem leschte Sozialplang hir Plaz verluer hunn?

2. Wierkt d'Zoumaache vun der Dréckerei sech op d'Berechnung vun der Pressehällef aus?

3. Wäre an der Retrospektiv eng Pressehällef op Grond vun den héijen techneschen Investitiounen vun den Zeitungen an de leschte Joerzénngen net méi sënnavoll gewiescht wéi d'Berechnung vun de redaktionellen Inhalter?

4. Wéi autark ass de Lëtzebuurger Dréckereismaart nach? Fir wat fir Dréckearbechten (Zeitungsproduktioun, Buchdruck ...) fanne sech keng Ubidder méi zu Lëtzebuerg?

5. Wat fir Beruffer aus dem Dréckereiwiese ginn nach zu Lëtzebuerg geléiert?

**Réponse commune** (13/06/2022) de **M. Xavier Bettel**, Ministre des Communications et des Médias | **M. Franz Fayot**, Ministre de l'Économie | **M. Georges Engel**, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

ad 1. Laut Mediahuis Luxembourg si 26 Persoune betraff, mat deenen elo Gespréicher gefouert ginn, fir Solutiounen ze fannen. 2020 gouf laut Mediahuis Luxembourg keng Eenegung mat der Gewerkschaft op e Sozialplang fonnt.

ad 2. D'Zoumaache vun der Dréckerei wierkt sech net op d'Berechnung vun der Pressehällef aus. De Montant vun der Pressehällef gëtt iwwert d'Unzuel vun de professionnelle Journaliste bestëmmt.

ad 3. Bis Mëtt August 2021 gouf d'Pressehällef mat Hëllef vun engem sougenannte „montant annuel de référence“ berechent, deen de Pabeierpräis fir d'Zeitunge mat a Betruecht geholl huet. Duerch d'Loi du 30 juillet 2021 relative à un régime d'aides en faveur du journalisme professionnel gëtt exklusiv de professionnelle Journalist als Referenz geholl, fir d'Héicht vun der Pressehällef op eng technologieneutral Manéier ze bestëmmen.

ad 4. Der Regierung leie keng Informatiounen vir, ob d'Ubidder fir Dréckearbechte geuich Capacitéiten hunn, fir déi gesamt Zeitungsproduktioun an de Buchdruck ofzedecken. Dëst sinn kommerziell Froen, déi just déi concernéiert Betriber beäntwere kënnen.

ad 5. Laut dem Règlement grand-ducal du 6 août 2021 déterminant les professions et métiers dans le cadre de la formation professionnelle sinn dës véier Beruffer méiglech:

1. relieur,
2. imprimeur,
3. sérigraphie,
4. créateur de médias digitaux et imprimés.

**Aides à la presse** | Question **6117** (28/04/2022) de **M. Fred Keup** (ADR)

D'Enn vun der Sankt-Paulus-Zeitungsdréckerei, nodeems en auslännesche Konkurrent de Betrib iwwerholl hat, ass en historescht Evenement. Et leet eng nei Period an, well fir d'éischt eng grouss Lëtzebuurger Zeitung am Ausland gedréckt gëtt. Trotzdeem gëtt et eng Rëtsch Froen, déi mir hei wëlle stellen:

1. Ass d'Regierung der Meinung, datt garantéiert ass, datt d'Wort an d'industriell Aktivitéit vun der Sankt-Paulus-Grupp wäerte weiderbestoen?

2. Wat fir Dispositiounen si prett oder gedenkt d'Regierung ze huelen, fir ze garantéieren, datt d'Pressehällef fir d'Luxemburger Wort och hei am Land zweckgebonden agesat gëtt?

3. Sollt esou eng Kontroll onméiglech sinn, huet dat eventuell Auswierkungen op de Montant vun der Pressehällef?

4. Wat fir Hëllef vum Lëtzebuurger Staat huet de Groupe Saint-Paul bei der Uschafung vun hirer aktueller Rotatiounsdréckerei zousätzlech zur Pressehällef kënnen an Usproch huelen? Sinn déi Subventiounen domat net nodréiglech a Fro gestallt?

5. Wat fir Garantien iwwert Aktivitéiten zu Lëtzebuerg an Zuel vun de Beschäftegten huet de Groupe Saint-Paul am Kader vu sengen diverse Sozialpläng musse ginn? Sinn déi Verspriedungen agehale ginn? Ass am Kader vun deenen Accorden d'Zoumaache vum industrielle Standbeen vum Grupp méiglech gewiescht?

**Réponse commune** (13/06/2022) de **M. Xavier Bettel**, Ministre des Communications et des Médias | **M. Franz Fayot**, Ministre de l'Économie | **M. Georges Engel**, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

ad 1. De Staat ass net u Mediahuis bedeelegt an huet deemno och keen Afloss op déi zukünfteg Ausrichtung vum Luxemburger Wort. D'Regierung huet keng Informatiounen, datt d'industriell Aktivitéit vun dëser Dageszeitung net weiderbestoe wäerte bliwen.

ad 2. Dat aktuell Pressehällefgesetz gesäit vir, dass ë. a. den Inhalt vun den eligibele Publikatiounen

d'Lëtzebuurger Residente viséiere muss. Ausserdeem gi just vum Lëtzebuurger Presserot unerkannte Journaliste fir d'Berechnung vun der Pressehällef a Betruecht geholl. D'Pressehällef muss zousätzlech och fir Käschten, déi an direkter Relatioun mat der Publikatioun stinn, agesat ginn. Deemno ass garantéiert, dass d'Pressehällef zweckgebonden agesat gëtt.

ad 3. /

ad 4. De Wirtschaftsministère huet fir den Investissement an d'Rotatiounsdréckerei keng Bähëllef an der Groupe Saint-Paul ginn.

ad 5. D'Sozialpläng ginn net vum Aarbechtsminister homologéiert.

E Sozialplang ass en Accord, deen tëschent Patronat a Salarat ausgehandelt gëtt.

Wann d'Verhandlungen net zu engem Accord féieren, müssen d'Parteien, ënner anerem, zesummen den Office national de conciliation (ONC) uschreiwen an dës spëtstens 3 Deeg no der Ënnerschrëft vun de Protokollen vum Desaccord.

Am Kader vum ONC gëtt dann tëschent de Parteien vermittelt, mat dem Zil hinnen dobäi ze hëllefen zu engem Accord ze kommen.

An dësem konkrete Fall ass den ONC am Oktober 2020 ugeschriwwen ginn, fir bei de Verhandlungen ze vermëttelen, mee no zwou Reunioune konnt et net zu engem Accord kommen an et gouf eng non-conciliation festgehalten, esou datt den Aarbechtsminister heizou keng weider Informatiounen ka ginn.

.....

**Congé pour raisons familiales** | Question 6120 (29/04/2022) de **M. Max Hengel** | **M. Marc Spautz** (CSV)

D'Artikelen L. 234-50 ff. vum Aarbechtskodex setzen de Kader vum Congé aus familiäre Grënn (congé pour raisons familiales oder CRF). Iwwer den normale Regimm eraus kann d'Dauer vun dësem Congé a Präsenz vu Kanner, déi betraff si vu enger ganz graver Krankheet oder Behënnerung, bis op 52 Wochen (Referenzperiod vun 104 Wochen), verlängert ginn.

Dës aussergewéinlech schwéier Krankheete gi limitativ an engem groussherzogleche Reglement vum 10. Mee 1999 definéiert. Et sinn dat (i) evolutiv Kriibserkrankungen, (ii) Pathologien, déi eng Hospitalisatioun an akuter Behandlung vu mindestens zwou Woche mat sech bréngen, an (iii) Quarantän- an Isolatiounsnoomsnamen a. ä. am Kontext vun enger Covidkrankung.

Et ass awer esou, dass heiansdo Kanner méi laang krank sinn an net an d'Schoul kënne goen, ouni eng vun dëse Konditiounen ze erfëllen.

Ee Beispill, dat eis rapportéiert gouf, ass, dass e Kand no enger Covidinfektioun Komplikatiounen hat a wochelaang ze schwach war, fir an d'Schoul ze goen. Et gëtt och aner virstellbar Fäll, an deenen d'Elteren hir Kanner doheem mussen betrieien an net d'Méiglechkeet hunn, hiert Kand vun de Grouselteren oder enger anerer Persoun versuergen ze loossen.

Duerfir wëllt mir follgend Froen un den Här Aarbechtsminister an den Här Minister fir sozial Sécherheet stellen:

- Deelt d'Regierung d'Meenung, dass fir esou Fäll d'Critère fir eng Verlängerung vum CRF ze streng sinn?

- Wa jo, wéi gedenkt d'Regierung, dës Critèren unzepassen?

- Wann nee, wéi eng Méiglechkeeten hunn déi conceréiert Elteren, wa se z. B. all hire Congé schonn opgebraucht hunn?

- Wéi steet d'Regierung zu enger Reegelung vum „Don de congé“?

- Wëssend, dass d'Recht op Ausbezuere vum Krankgeld am Krankheitsfall op 78 Wochen eropgesat ginn ass, misst net och d'52-Woche-Reegelung am Fall vum CRF no uewen ugepasst ginn?

**Réponse commune** (08/06/2022) de **M. Georges Engel**, Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | **M. Claude Haagen**, Ministère de la Sécurité sociale

Den Dispositif vum „congé pour raisons familiales“ gouf en place gesat, fir datt d'Elteren, déi schaffen, kënne bei hirem Kand doheemleiwien an e Revenu kréien. Dobäi bezilt de Patron de Salaire weider, deen dann iwwer d'Mutualité des employeurs rembourséiert gëtt, woubäi d'Krankeversicherung déi Käschten iwwerhëlt.

A verschiddene Fäll, déi am modifizéierte groussherzogleche Reglement vum 10. Mee 1999 opgeléicht sinn (règlement grand-ducal modifié du 10 mai 1999 définissant les maladies ou déficiences d'une gravité exceptionnelle en application de l'article 15, alinéa 2 de la loi du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales), kann de Congé verlängert gi bis maximal 52 Wochen op eng Referenzperiod vun 104 Wochen.

D'Konditiounen goufen direkt am Ufank vun der Covidpandemie zu Lëtzebuerg erweidert, fir den Isolement, d'Quarantän, wann d'Schoul oder d'Structure d'accueil vun de Kanner hu missen zougemaach ginn, oder och d'„éviction scolaire“, also wann e Schüler oder eng Schülerin wéinst enger Infektionskrankheet net d'äer d'Schoul frequentéieren, ouni awer an Isolement oder Quarantän ze sinn, mat ze berücksichtegen.

D'Lescht vun de Fäll, déi am Reglement stinn, ass effektiv ze restriktiv an entsprécht och net méi onbedéngt der Realitéit, dofir hunn de Ministère fir Aarbecht, Beschäftegung a fir Sozial- a Solidarwirtschaft an de Ministère fir sozial Sécherheet en internen Aarbechtsgrupp opgestallt, fir déi ganz Modalitéiten ze analyséieren a Proposen auszeschaffen, déi da mat de verschiddenen Acteuren, y compris de Sozialpartner, déi och am Verwaltungsrot vun der Gesondheetskeess vertruede sinn, wäerten diskutéiert ginn.

Esoual déi Aarbechten ofgeschloss sinn, wäerten déi néideg legal a reglementaire Ännerungen dem Regierungsrat ënnerbreet ginn.

Aktuell gesäit de Code du travail keen „don de congé“ vir. Et misst een analyséieren, ob am Kader vun engem Kollektivvertrag oder eventuell esouguer op Basis vun engem Accord um Niveau vun der Entreprise esou een „don de congé“ ënner verschiddene Konditiounen méiglech wär.

Den „Don“ misst sech dann allerdéngs op déi Deeg limitéieren, déi iwwert déi vum Artikel L. 233-4 vum Code du travail virgesi 26 Deeg legal bezuelte Congé erausginn.

.....

**Engagement de collaborateurs** | Question 6121 (29/04/2022) de **M. Marc Spautz** (CSV)

Mir ass zu Ouere komm, dass et hei zu Lëtzebuerg a méi grouse Betriber oft dozou kënn, dass nei Mataarbechter de facto just fest agestallt ginn, wann si virdrun iwwert eng Interimsfirma wärend e puer Méint do geschafft hunn. Och wann dës Virgoensweis Virdeeler kann hunn, sinn awer aarbechtsrechtlech Bedenken ubruecht.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un den Här Minister fir Aarbecht a Beschäftegung a fir Sozial- a Solidarwirtschaft stellen:

1. Sinn dem Minister oder der ITM Fäll vu Betriber bekannt, déi esou virginn, fir nei Mataarbechter fest anzustellen?

- A wa jo, kann den Här Minister ons Zuelen nennen?

2. Sinn dem Här Minister no aarbechtsrechtlech Bedenken ubruecht?

**Réponse** (07/06/2022) de **M. Georges Engel**, Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

ad 1. D'Missioun vun der ITM ass et ënner anerem, d'Anhale vun den Dispositiounen bezüglech den Aarbechtsbedéngungen an de Betriber ze assuréieren.

D'Verwaltung muss deemno vu Fall zu Fall ënnerscheeden, mee vu datt hei kee konkrete Fall virgeluecht gëtt, ass et net méiglech, déi Fro ze beäntweren.

Och dem Aarbechtsminister si keng esou bestëmmte Fäll bekannt.

Wann den honorablen Deputéierte méi genee Informatiounen huet, kann en dës gäre weider un d'ITM ginn, déi dann eng Kontroll maache wäert.

ad 2. Falls eng Infraktioun virläit, da jo.

Zu Lëtzebuerg, wéi an de meeschten anere Länner vun der Europäescher Unioun, hu sech d'Aktivitéiten vun den Interimsfirmen virun allem duerch de Mangel vun Aarbechtskräften an der Period vum staarke Wuesstem vun den 1960er-Joren entwéckelt.

Well d'Interimsfirmen hir Mataarbechter, déi se rekrutéieren, temporär fir aner Benotzer zur Verfügung stellen, kënnen dës Benotzer ënner anerem d'Problemer vun den aussergewéinlechen Erhéijung vun hiren Aktivitéiten, wéi och d'Konsequenze vum Absenteismus vun hirem Personal behiewen.

Trotzdem ass d'Beschäftegung bei enger Interimsfirma, wéi och d'Beschäftegung duerch en zäitlech begrenzten Aarbechtskontrakt, als eng prekär Aarbechtsform ze betruechten an ass dofir vum Gesetzgeber duerch d'Gesetz vum 19. Mee 1994 strikt encadréiert ginn. Op där anerer Säit erfëllt se eng wirtschaftlech nützlich Funktioun a gëtt dem Besoin fir Flexibilitéit, déi vum Patronat gefuerdert gëtt, gerecht.

All Employeur huet d'Recht, en Interimsaarbechter um Enn vu sengem Contrat de mission anzustellen, awer nëmme zäitlech begrenz a fir eng spezifesch an net dauerhaft Tâche. Et d'äerf keng Astellung gemaach gi fir eng Aarbecht am Zesammenhang mat der normaler a permanenter Aktivitéit vun der Firma.

D'Benotze vun den Interimsaarbechter ënnerläit, wat dës Punkt betrëfft, deene selwechte Reegelen, déi fir d'Beschäftegung mat engem zäitlech begrenzten Aarbechtskontrakt gëllen.

Och ass ze bemerken, datt den Netrespekt vun dëse Reegelen betreffend d'Beschäftegung mat engem zäitlech begrenzten Aarbechtskontrakt vum Aarbechtsgericht duerch eng Requalifikatioun an een an der Zäit onbegrenzten Aarbechtskontrakt sanktionéiert gëtt, an datt den Netrespekt vun dëse Reegelen am Kader vun der Interimsaarbecht duerch eng penal Geldstrof sanktionéiert gëtt.

.....

**Télétravail des frontaliers venant d'Allemagne** | Question 6124 (29/04/2022) de **Mme Josée Lorsché** (déi gréng)

Dans le contexte de la pandémie, des accords avaient été conclus avec nos pays voisins pour faire en sorte

que les frontaliers puissent effectuer du télétravail dans leur pays de résidence sans que leur revenu y soit imposé.

Concernant l'Allemagne, il a été annoncé que l'accord exceptionnel conclu dans le contexte de la pandémie prendra fin au 30 juin 2022. Par conséquent, les dispositions de la convention de non-double imposition entre l'Allemagne et le Luxembourg seront dès lors à nouveau applicables. Ainsi, les salariés frontaliers pourront travailler à distance depuis leur pays de résidence pendant 19 jours par an sans que leur revenu respectif soit imposé en Allemagne.

Cependant, selon ma lecture des textes, la règle des 19 jours ne s'applique pas aux fonctionnaires, employés et salariés de l'État luxembourgeois. À partir du 30 juin 2022, ils seront donc obligés, dès le premier jour de télétravail, de déclarer leurs revenus respectifs auprès des administrations fiscales en Allemagne en vue de leur imposition.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre des Finances :

1) Madame la Ministre peut-elle confirmer mes informations selon lesquelles la règle prémentionnée des 19 jours ne s'applique pas aux fonctionnaires, employés et salariés de l'État luxembourgeois et que par conséquent, dès le 30 juin 2022, ils ne pourront plus effectuer de télétravail à partir de leur domicile s'ils ne veulent pas être imposés en Allemagne pour leurs revenus respectifs ?

2) Madame la Ministre n'estime-t-elle pas que face aux aspects bénéfiques du télétravail notamment en termes de congestion du réseau routier, il convient de favoriser tant que possible le télétravail des frontaliers, notamment dans la fonction publique ?

3) Madame la Ministre est-elle en négociation ou envisage-t-elle d'entrer en négociation avec les instances allemandes en vue d'adapter l'accord de non-double imposition avec l'Allemagne en ce sens ? Dans quel délai estime-t-elle qu'une telle adaptation pourra être conclue le cas échéant ?

4) Dans cet ordre d'idées, est-ce que des discussions seront menées avec les instances allemandes en vue de l'extension de ladite règle des 19 jours ?

**Réponse** (30/05/2022) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre des Finances

Dans sa question parlementaire, l'honorable Députée fait référence à différentes dispositions concernant la convention de non-double imposition entre le Luxembourg et l'Allemagne (« convention fiscale »), dont notamment le seuil de tolérance de 19 jours prévu par un accord amiable (« Verständigungsvereinbarung ») annexé à ladite convention fiscale.

En effet, le seuil de tolérance ne s'applique pas aux fonctionnaires, employés et salariés de l'État luxembourgeois qui sont résidents en Allemagne. C'est pourquoi il était si important pour le Gouvernement luxembourgeois de s'assurer que l'accord amiable exceptionnel conclu avec l'Allemagne dans le contexte de la pandémie de la Covid-19 s'applique également aux frontaliers qui travaillent dans le secteur public et qui ont recours au télétravail

La promotion du télétravail en général, de part et d'autre de notre frontière, était déjà inscrite dans l'accord de coalition et n'a été que renforcée par les expériences tirées de la pandémie. Le Gouvernement accorde donc une grande importance au télétravail et s'efforce de trouver des solutions appropriées pour toutes les personnes qui peuvent y recourir.

Dans ce contexte, les autorités luxembourgeoises sont en contact régulier avec les autorités allemandes

sur le télétravail en général, dont un élément de discussion est l'augmentation du seuil de tolérance de 19 jours ainsi que son extension aux frontaliers qui travaillent dans le secteur public.

.....

**Remboursement de la psychothérapie** | Question 6125 (29/04/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

D'Verhandlungen ronderëm de geplangte Remboursement vun der Psychotherapie duerch d'Krankekeesen hale weider un. Ëmmer nees gi vun de Ministeren nei Datumer genannt, un deenen sech d'Verhandlungsparteie wäerten zesummesetzen, fir e finalen Accord ze fannen, mee bis elo ouni Resultat. Dobäi ass d'Urgence grouss a vill Patiente waarde säit Joren op d'Méiglechkeet, dass d'Käschte vun der Psychotherapie vun de Keesen iwwerholl ginn.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Gesondheet a fir Sozialversécherung dës Froe stellen:

1. Wéini waren déi lescht Verhandlungen an dësem Dossier?

2. Wat ass den aktuelle Stand vun de Verhandlungen? Firwat gëtt keen Accord fonnt?

Wéi gesinn déi aktuell Positione vun de Verhandlungsparteien aus a wiso loossen sech dës net vereenegen?

3. Wéi eng Pisten huet d'Regierung an de vergaangenen zwielef Méint probéiert, fir een Accord ze errechen?

4. Wat gedenkt d'Regierung an Zukunft ze maachen, fir den Dossier net nach weider laang Joren onclôturiert ze loossen?

5. Ass d'Regierung der Meenung, dass fräischaffend Psychotherapeute mat Praxissen, déi dezentral iwwer d'Land verdeelt sinn, en essenzielle Pilier vun der medezinescher Prise en charge am Beräich vun der Santé mentale duerstellen?

Oder gesäit d'Regierung de Fokus vun hirer Gesondheetspolitik hei éischer bei Behandlungen duerch Psychotherapeuten an zentrale Strukturen wéi z. B. Spideeler?

Wéi beaflosst dës Approche zu engem éischer zentraliséierten oder dezentraliséierten System d'Verhandlungen ronderëm de geplangte Remboursement vun der Psychotherapie?

**Réponse commune** (07/06/2022) de **M. Claude Haagen**, Ministre de la Sécurité sociale | **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé

ad 1. Déi lescht Entrevue huet den 21. Abrëll 2022 stattfonnt. Et waren nach weider zwou Entrevuen am Mee virgesinn, mä déi hu missen ofgesot ginn, well d'Membre vun der FAPSYLUX verhënnert waren op de geplangten Datumer.

ad 2. D'Gesondheetskeess (CNS) huet e Modell vun engem Parcours de soins vun engem Patient, deen eng psychotherapeutesch Behandlung brauch, am Kader vun der Krankeversécherung proposéiert. Dëse Modell ass deelweis inspiréiert vun de Richtlinnen, déi vum däitsche „Gemeinsame Bundesausschuss“ (G-BA) ausgeschafft goufen.

D'CNS an d'FAPSYLUX sinn sech prinzipiell eens, dës Approche ze verfollegen. Et sief awer ze bemierken, datt verschidde praktesch Modalitéiten a Critèren nach am Detail mussen diskutéiert ginn. Et gëtt kee fundamentalen Desaccord iwwer de Modell; et wäert awer nach néideg sinn, de Kader vu senger Uwendung ze spezifizéieren.

Déi aktuell Verhandlungen bezéien sech op d'Tariffer, déi an d'Nomenclature fir déi verschidden Akte musse kommen.

Den 3. Februar 2022 huet d'CNS eng Tariffproposition gemaach, déi op follgender Approche baséiert:

- D'Aféierung vun enger Prise en charge vun der Krankeversécherung soll eng finanziell Erliichterung fir d'Assuréeen ubidden, déi eng Behandlung bei engem Psychotherapeuten brauchen.

- D'Tariffer, déi an enger Nomenclature applizéiert ginn, mussen no bei den Tariffer sinn, déi aktuell vun de Psychotherapeuten applizéiert ginn.

- Déi proposéiert Tariffer musse kohärent sinn zu aneren Tariffer an der Nomenclature vu verschiddene Gesondheetsberuffer, déi änlech Servicer ubidden an e vergläichbaren Niveau vun Diplomer hunn.

Déi uewe genannten Approche an den Tariff, deen doduerch entsteet, goufen dem Verwaltungsrat vun der CNS virgestallt, deen säin Accord ginn huet, fir op dëser Basis d'Tariffverhandlungen mat der FAPSYLUX ze féieren.

Den 21. Abrëll 2022 huet d'FAPSYLUX den Tariffvorschlag vun der CNS refuséiert an eng Präisempfehlung u Psychotherapeuten erausginn. Dëst entsprécht awer net de Prinzippe vun der Krankeversécherung, wou de legale Kader virgesäit, datt d'Akte mat den Tariffer an d'Nomenclature mussen définéiert ginn. De Remboursement kënn dann an d'Statute vun der CNS stoen.

Et goufen zwou nei Verhandlungssätzungen am géigesäitege Accord fir Ufank Juni 2022 festgeluecht.

ad 3. + 4. De Code vun der sozialer Sécherheet gesäit vir, datt d'Verhandlungen legal tëscher der CNS an der FAPSYLUX musse gefouert ginn.

Well an der Vergaangeneheet esou d'Verhandlungen vun der Konvention ewéi d'Mediatioun gescheitert sinn, huet de Minister fir sozial Sécherheet missen déi konventionell Relatiounen iwwer e groussherzoglecht Reglement festleeën, esou ewéi de legale Kader dat virgesäit.

Doropshin hunn d'Verhandlungen vun den Akten a Tariffer kënnen lancéiert ginn, bis elo awer ouni Erfolleg.

De Minister vun der sozialer Sécherheet huet formell d'FAPSYLUX gefrot, fir d'Vertrieder ze nennen, déi sollen an der Nomenclature-Kommissioun siegëieren, fir datt formell eng Saisine ka vun der Kommissioun traitéiert ginn. Wann dës gemaach ass, ass den nächste Schrëtt, eng Saisine ze maache mat den Akten a Koeffizienter, déi dann den Tariff matbestimmen.

Doriwwer eras erlaabt de legale Kader keng grouss Marge de manœuvre fir d'Regierung, well hei och d'Autonomie vun de Partneren (CNS a FAPSYLUX) soll assuréiert ginn, esouwäit dat méiglech ass.

ad 5. Souwuel déi fräischaffend Psychotherapeute mat Praxissen, déi iwwer d'Land verdeelt sinn, wéi och Psychotherapeuten an zentrale Strukturen sinn néideg, fir eng optimal Prise en charge am Beräich vun der mentaler Gesondheet kënnen ze garantéieren. Déi verschidden Acteure si komplementar, fir de Patienten déi néideg Gesondheetsleeschungen unzebidden.

.....

**Système de réservation pour le transport CAPABS** | Question 6126 (02/05/2022) de **Mme Martine Hansen** | **M. Max Hengel** (CSV)

De Reservatiounssystem fir de „Sondertransportdienst“ CAPABS (Transport complémentaire d'accessibilité pour

personnes à besoins spécifiques) gëtt vun der Rentrée 2022/2023 un ëmgestallt a wäert nom Modell vum Adapto-Déngscht funktionéieren. D'CAPABS-Notzer goufen Enn März - de Bréif ass op de 25. März 2022 datéiert - iwwer dëse Changeament informéiert a gebieden, de bäigeluechte Formulaire auszufüllen, ze ënnerschreiwen a bis den 1. Abrëll 2022 zrëck un de Mobilitéitsministère ze schécken. Dofir bloufen de concernéierte Leit deemno just siwen Deeg Zäit.

Bei deem Schreiwes dobäi louchen och d'„Betriebsbedingungen“ mat ënner anerem de Sanktiounen, opgeléicht an enger Tabell, déi spillen, wann d'Utilisateure géint d'Reegele verstoussen.

Sou kann den Notzer beispillsweis mat zwee Deeg Matfuerverbuet bestrooft ginn, wann hien en ugefroten Trajet net annulléiert hat; am Fall vun enger „Tatwiederholung“, wéi dat am offiziellen Dokument genannt gëtt, kann dëst Verbuet bis op véier Deeg eropgoen. „Obszönität, Exhibitionismus, Aggressivität oder Beschädigung von Material im Fahrzeug“ gi mat 5 Deeg Matfuerverbuet sanktionéiert (10 Deeg bei „Tatwiederholung“). 5 bis 10 Deeg bedréit d'Strofmooss och am Fall, wou den Notzer net vun der virgesinner Persoun ofgehall gëtt („die verantwortliche Person für den obligatorischen Empfang des Begünstigten ist nicht anwesend“). A weider: „Die Aussetzung des Zugangs zum spezifischen regelmäßigen Sondertransportdienst kann für das laufende Kalenderjahr ausgesprochen werden, wenn der Begünstigte verschiedene Verstöße [...] kumuliert und wiederholt, was dazu führt, dass die Beförderung nicht mehr organisiert werden kann.“

An dësem Kontext wéilte mir folgend Froen un den Här Mobilitéitsminister stellen:

- Gouf eng Evaluatioun vun der neier Adapto-Reservationsplattform gemaach, en vue vun der Ëmstellung vum CAPABS-System?

• Wa jo, wat waren d'Erkenntnisser vun dëser Evaluatioun?

• Wann net, firwat net?

- Firwat war den Delai, an deem déi concernéiert Leit op d'Schreiwes vum Mobilitéitsministère konnten äntweren, esou kuerz gehalen, obwuel den neie System eréischt bei der Rentrée uleeft?

- Hält den Här Minister et fir gerechtfertegt an ubruecht, fir d'CAPABS-Notzer, alles Leit mat enger Behënnerung, am Fall vun engem Feelverhalen ze responsabiliséieren respektiv souguer ze bestrofen?

• Wa jo, op Basis vu wéi enge Critèren ass de Strofe-katalog opgestallt ginn an a wéi e legale Kader schreiwen sech d'Sanktiounen an?

• Ass den Här Minister der Meenung, dass d'Relatioun tëscht Dot a Strof, sou wéi se am Strofe-katalog virgesinn ass, verhältnisméisseg ass?

• Wann net, wéi justifizéiert den Här Minister dëse Strofe-katalog, a soll dëse weider bestoe bleiwen?

**Réponse** (07/06/2022) de **M. François Bausch**, Ministère de la Mobilité et des Travaux publics

Am Virfeld erlaben ech mer, drop hinweisen, datt de Fournisseur vum Gestionslogiciel fir CAPABS-Transporter zwar dee selwechten ass wéi dee fir de Logiciel fir Adapto-Transporter (deem am September 2021 agefouert gouf); béid Plattformen sinn awer ënnerschiddlech developpéiert an d'Planung vun den Transporter souwéi och d'Reservéierung ginn ënnerschiddlech gehandhaabt.

Déi konkret Froe kann de Minister fir Mobilitéit an effentlech Aarbechte folgendermoosse beäntweren:

- Evaluatiounen vun der aktueller Reservéierungsplattform fir den Adapto gi reegelméisseg duerchgefouert.

De betraffene Service baséiert sech ëmmer erëm op d'Bedenke vun den Notzer. Virschléi zu Verbesserungen si souwuel u mech wéi och déi zoustänneg Verwaltung fir effentlechen Transport (ATP) adresséiert ginn, an Upassunge goufen a ginn, falls néideg a realisabel, an enker Zesummenaarbecht mat den Notzer ëmgeseit.

Dat reflektéiert sech och an enger däitlecher Ofsenkung vun de Reklamatiounen. Um Enn vum leschte Joer goufen nach 27 Reklamatiounen pro Mount gemellt, a momentan (Mëtt Mee 2022) sinn dat der just 19 pro Mount.

Bei de Reklamatiounen handelt et sech gréisstendeels ëm Verspéidungen, déi duerch de Verkéier verursacht sinn. Eng aner Reklamatiounsthematik war, dass et emol zu Feeler bei den Adresse komm ass, déi zum Deel awer op google maps zrëckzeféiere waren. Entre-temps besteet och bei der Reservéierung d'Méiglechkeet, unhand vun enger „Spéngel“ op der Landkaart de genaue Punkt ze definéieren. Esou gëtt de Chauffeur op déi richteg Platz navigéiert.

D'Problematik bei den Adresse wäert sech bei der App fir CAPABS kaum stellen, well dës e linnebaséierte reegelméisseg Transport ass, wou d'Adressen am Virus vun der Verwaltung fir effentlechen Transport agedroe ginn, an d'Notzer déi net selwer kënnen an der App uleeën.

- D'ATP huet aktuell eng Datebas mat bal 3.000 Notzer, déi net vun der ATP selwer opgestallt gouf an deelweis net méi richteg war. Am Formulaire, dee mam Schreiwes vum 25. März erausgeschéckt gouf, waren deemno haaptsächlech Coordonnées an Adresse vum Notzer (d'Wunnadress, wéi och aner Adressen, wou e Kand soll dierfen ofgesat ginn, beispillsweis bei „garde alternée“, „maison-relais“, Bomi etc.), déi spezifesch Exigenz un de Bus, an ob d'Kand obligatoresch an Empfang muss geholl ginn oder net, wann de Bus ukëunt.

D'Date goufen och net just fir d'Kanner aus de Kompetenzentre gefrot, mee och bei all aner Notzer respektiv Destinatiounen vun de CAPABS-Transporter („ateliers protégés“ an aner spezialiséiert Aarrichtungen).

Wéi grad beschriwwen, ginn déi Date vum Personal vun der ATP manuell vun de Formularen opgehall an dann an deen neie Logiciel importéiert. Dëst ass eng zäitopwändig Aarbecht, déi mat grousser Präzisioun gemaach muss ginn, fir ze verhënneren, datt beim Transport herno Feeler passéieren. D'Date goufen och explizit vun der ATP bei den Notzer gefrot, well den Transportminister an doduerch och d'Verwaltung laut Dateschutzgesetz responsabel ass, wat den Traitement vun deenen Donnéeë betrëfft.

Den Delai, fir de gefrote Formulaire auszufüllen, war kuerz, well d'Datebas am Mee schonns sollt prett si fir d'Migratioun an de Logiciel, a fir dann Tester kënnen duerchzeféieren. Duerch d'Erfahrung an der Verwaltung war och virauszugesinn, dass eng Partie Formularen eventuell onkomplett géifen zrëckkommen an net këinten traitéiert ginn. Déi Fichë ginn dann nees zrëckgeschéckt, fir ze komplettéieren, wat zousätzlech Zäit kascht. Fir de Projet net a Gefor ze bréngen, gouf wéinst all dës Faktoren eng relativ kuerz Frist uginn. Och waren heizou am Virfeld Gespréicher mat enger Delegatioun vun de Strukturen, wou d'Prozedur an den Zäitplanung matgedeelt goufen.

De 15. Juni 2022 sollen nämlech déi éischt grouss spezialiséiert Strukturen scho mam neie Logiciel geplangt ginn. D'Zäitschinn gesäit vir, alleguer d'Strukturen a Centren, a Faarte fir d'Kanner an d'Ausland, a Faarte fir op d'Aarbecht, d'Formatiounen an d'„services d'activités de jour“, spéitstens den 31. Juli 2022 iwwer de Logiciel ofzeweckelen.

An dëser Phas sinn et just d'Strukturen, d'Busbetreiber an d'ATP, déi mam Logiciel schaffen. D'App fir d'Notzer kënn dann am September 2022 bei der Schoulentrée eraus. Mat der App kënnen si dann, wéi dat och an de Betriebsbedéngunge mam Formulaire matgedeelt gouf, hir Transporter (déi vergaangen an déi zukünfteg) consultéieren, d'Auerzäiten an Echtzäit verfollegen, an den Transport ofsoen, wann een zum Beispill krank ass.

- Wat de „Strofe-katalog“ ugeet, wéll ech am Virus preziséieren, dass dës Zort vu Strofen, d. h. eng zäitweilig Suspensioun vun Transporter, am CAPABS schonn ëmmer applizéiert gi sinn. Bis elo waren awer keng Strofen effentlech an och keng Detailler festgehalten. Opgrond vun der Collecte vun den Daten, wéi virdu beschriwwen, goufen och d'Betriebsbedéngunge matgeschéckt an d'Entscheidung getraff, de sougenannte Strofe-katalog doranner opzehuelen, fir dass d'Leit sech där Méiglechkeet bewosst sinn; virrunner kruten si iwwer hire Centre d'„Regeln für Fahrgäste vom CAPABS Transport“, déi an dräi Sproochen „in leichter Sprache“ opgestallt goufen, ausgehändegt, wou just stoung, datt ee ka vum Transport ausgeschloss ginn, ouni datt Detailler opgestallt waren.

Selbstverständlech gëtt et eng Prozedur, wéi gegebenefalls Incidente gemellt an traitéiert ginn, zum Zil, d'Qualitéit vum Service ze assuréieren a verbesseren. Fir en Incident ze mellen, gëtt et eng Fiche, déi e Centre oder e Busbetrieb kann ausfüllen. Dës Fichë ginn un d'ATP geschéckt, déi e Register mat Incidenten hält an d'Incidenten traitéiert. Natierlech gëtt et ënnerschiddlech Zorte vun Incidenten, an net all Zort huet en Impakt op d'Sécherheet, mee éischer op d'Organisatioun vum Transport. Mat de betraffene Persoun gëtt gekuckt, ob net eng aner Léisung fonnt ka ginn, sou wéi z. B. e Kand eleng an engem Bus transportéieren, oder eben emol déi folgend Deeg net, bis dass d'Situatioun sech berouegt huet. Am Austausch mat den implizéierte Leit an de Strukturen, an en fonction vum spezifische Besoin a vum Alter vum Kand souwéi der Situatioun, gëtt dann eng Entscheidung getraff. Dëse Prinzip ass och an enger Charte festgehalten, déi den 22. Juli 2016 vun de Ministere fir Transport, Handicap, Educatioun an Aarbecht ënnerschriwwen gouf.

Et kënn och extreem wéineg zu Fäll, wou den Transport suspendéiert gëtt: An de leschte 6 Joer sinn 8 Persounen zäitweis net transportéiert ginn, an 2 kruten eng lescht Verwarnung. Hei huet et sech ëm ganz konkret Fäll gehandelt, bei deenen d'Sécherheet vun all de Betraffenen, souwuel Beneficiairë wéi och d'Chauffeuren, net méi assuréiert war. E rezent Beispill: Leider koum et dës Deeg zu engem Virfall, bei deem de Chauffer iwwert dem Fueren op déi aner Stroossee geroden ass. Och hei muss elo no enger Léisung gesicht ginn.

Zënter der Rentrée 2021 huet de Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend eng Méiglechkeet vu Begleedung am Schoultransport geschafe fir Schüler mat spezifische Besoinen, déi eng aussergewöhnlech prekär gesondheetlech Situatioun hunn, déi et erfuerdert, datt ee Gesondheitsberuffer matfiert, deen am Noutfall direkt kann agéieren.

Dernieft schafft de Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend ganz aktiv drun, fir fir d'Rentrée 2022 eng änlech Méiglechkeet vu Begleedung am Schoultransport ze schafe fir Schüler mat spezifische Besoinen, déi staark verhalensopfälleg sinn an domat eventuell eng Gefor fir sech oder anerer während dem Schoultransport kënnen duerstellen.

Wat de legale Kader ugeet, steet den Transport vu Kanner mat spezifische Bedürfnisser am Gesetz vum

18. Juli 2018 iwwer d'Kompetenzzentren; den Transport ass e „service régulier spécialisé spécifique“ laut den Definitionen am Artikel 4 vum Gesetz vum 5. Februar 2021 iwwer den öffentlichen Transport; a laut Gesetz vum 19. Juni 2009 iwwer Ordnung a Sécherheet am öffentlichen Transport dierf den Transportminister Persounen den Accès zu engem Transport verlieren.

**Piste cyclable PC22 entre Diekirch et Vianden** | Question 6130 (02/05/2022) de **M. André Bauler** (DP)

Et ass scho méi laang gewosst, datt et Problemer gëtt beim Akaf vun Terrainen am Bleesdall (Gemeng Tandel), fir d'Vëlospist PC22 vum Dikrech op Veianen ze amenagéieren. Et wier awer duerchhaus méiglech, schonn en Deelstéck vun dëser Pist ze verwerklichen, an zwar vu Gilsdref bis an d'Selz.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an öffentliche Aarbechte folgend Froe stellen:

1. Wou ass dëse Projet de Moment drun? Läit e komplett op Äis oder gëtt d'Planung iwwerschaft?
2. Sinn entre-temps nees Gespréicher mat de betroffenen Besëtzer vun Terrainen, déi gebraucht ginn, fir d'Vëlospist vu Gilsdref bis op Fouhren ze verlängeren an da vun do aus un déi al Eisebunnsliin vum „Benny“ unzeschléissen, gefouert ginn? Wa jo, wat sinn d'Konklusionen?
3. Wéi héich wier de geschate Käschtpunkt, wa sech dëse Projet konkretiséiere géif?

**Réponse** (09/06/2022) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Den Ausschreibungsdossier zum Projet ass amgaange finaliséiert ze ginn. Am Abléck ginn déi viraussichtlech Käschte vun dësem Infrastrukturprojet am Respekt zu deenen aktuelle massiven Haussé beim Material a vun der Energie ugepasst.

ad 2. D'Missioun, fir déi néideg Terrainen ze kafen, läit am Zoustännegkeetsberäich vum Comité d'acquisition beim Finanzministère. Mengen Informatiounen no kommen d'Verhandlung mat de jeeweilige Besëtzer awer gutt virun.

ad 3. De viraussichtleche Käschtpunkt vum Vëloswee téschent der Bleesbréck a Furen beleeft sech op ronn zwou Milliounen Euro. Dëse Montant beinhalt weeder d'Käschte vun den Emprisen nach weider Haussé op de Materialien an der Energie.

Zum Ofschnitt vum der Vëlospist PC22 vu Gilsdref/Dikrech bis op d'Bleesbréck wier nach ze bemerken, dass dësen Deel frëstens 2025 realiséiert ka ginn. Dëst am Kader vum zweete Lous vum Amenagement vun der „Rue Clairefontaine“ téscht Dikrech an der Bleesbréck.

**Carrières des enseignants** | Question 6132 (02/05/2022) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

D'Traitementsgesetz vum 25. März 2015 gesäit am Artikel 13(1) vir, dass Professeren, déi nom 1. Oktober 2015 agehallt goufen, 30 Deeg (180 Stonnen) Formation continue mussen virweise kënnen, fir an de Grad 16 opzesteigen. Dësen Avancement trëtt 20 Joer no hirer Nominatioun an, soudass si 20 Joer laang Zäit hunn, fir déi noutwendeg Unzuel u Formatiounsstonnen ze sammeln. Vu dass déi betroffenen Enseignantë fir d'Erfülle vun hirer Tâche an der Moyenne souwisou 16 Stonne Formatioun pro Schouljoer leeschte mussen (bei ganzer Tâche), wäerten si deen noutwendeg Seuil vun 180 Stonnen an der Reegel ouni Problem errechen.

Fir d'Professeren, déi virum 1. Oktober 2015 agehallt goufen, gesäit d'Traitementsgesetz am Artikel 50(5) vir, dass si 180 Stonne Formation continue mussen virweise kënnen, fir den Echelon 14 vum Grad E7 ze erreche respektiv ze iwwerschreiden. Vill vun deene betroffenen Agenten errechen dëse Punkt vun hirer Karriär genee 11,5 Joer no hirer Nominatioun als Candidat-professeur, respektiv e puer Joer méi spéit, ofhängeg dovun, wéini si hir definitiv Nominatioun als Professor kruten.

Well et am Enseignement secondaire virun 2007 iwwerhaupt keng obligatoresch Formation continue gouf, téscht 2007 an 2015 8 Formatiounsstonne pro Joer verlaangt waren, an eréischt säit dem Schouljoer 2015/2016 16 Stonne pro Joer, befannen sech mengen Informatiounen no eng ganz Rei Professeren an der Situatioun, dass si 11,5 Joer no hirer Nominatioun nach keng 180 Stonne Formation continue ugesammelt hunn, obwuel si Joer fir Joer all déi Formatiounsstonne gelescht hunn, déi laut hirer Tâche vun hinne verlaangt waren. Enseignantën, déi länger Zäit Deelzäit geschafft hunn, beispillsweis fir sech doheem kënnen ëm hir eege Kanner ze këmmern, wärend vun dësem Problem nach méi heefeg betraff.

An deem Kontext wéilt ech folgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend an un den Här Minister fir den öffentlichen Déngscht stellen:

1. Kënnen d'Häre Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend a Minister fir den öffentlichen Déngscht confirméieren, dass et aktuell Enseignantë gëtt, déi am Avancement vun hirer Karriär blockéiert sinn, well si beim Zäitpunkt vum Erreche vum Echelon 14 nach keng 180 Stonne Formation continue nowise konnten?
- Falls jo, goufen déi betroffenen Agenten doriwir informéiert, dass hir Karriär esou laang agefruer bleift, bis si de Seuil vun 180 Stonnen errecht hunn?
2. Begrenzt sech déi uewe beschriwwe Situatioun op den Enseignement secondaire, oder sinn heivun och Fonctionnairen aus dem Enseignement fondamental betraff?
3. Wéi erklären d'Häre Ministeren, dass virun der Reform vun 2015 agehallten Enseignantën de Seuil vun 180 Stonne deelweis schonn no 11,5 Joer mussen errecht hunn, wärend déi no 2015 agehallten Enseignantën heifir 20 Joer Zäit hunn?
4. D'Traitementsgesetz vum 2015 gesäit am Artikel 50(5) vir, dass de Ressortminister eng motivéiert Dispens vun der Konditioun vun deenen 180 Stonne Formation continue ausschätze kann.

• Gedenkt den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend vun dëser Dispositioun Gebrauch ze maachen, fir déi Enseignantën, déi ëmmer déi laut hirer Tâche erfuerderlech Unzuel u Formatiounsstonne gelescht hunn, net an hirer Karriär ze blockéieren?

- Falls net, firwat?

**Réponse commune** (07/06/2022) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | **M. Marc Hansen**, Ministre de la Fonction publique

ad 1. Aktuell gëtt et effektiv Enseignantën, déi an hiren Avancement vun hirer Karriär blockéiert sinn. Déi betraffe Leit wäerten och iwwert hir Situatioun vum Educatiounsministère informéiert ginn.

ad 2. An déi uewe beschriwwe Situatioun ka generell all Enseignant vum Régime transitoire kommen, onofhängeg dovun, ob hien am Enseignement secondaire oder am Enseignement fondamental schafft.

ad 3. D'Struktur vun den Enseignantscarriären, viru respektiv no der Reform vun der Fonction publique

vun 2015 ass eng aner. Virun 2015 agehallten Enseignantë sinn am „E-Tableau“ („Régime transitoire de la rubrique Enseignement“) klasséiert. No 2015 agehallten Enseignantë ginn awer an den „A-Tableau“ („Administration générale“) klasséiert, sou wéi déi administrativ, technesch an edukativ Agenten.

Et ass awer esou, datt och d'Agenten aus dem „A-Tableau“ scho mussen virun 20 Joer Déngscht eng bestëmmten Unzuel u Formation continue virweise kënnen, notament beim Passage vum „niveau inférieur“ an den „niveau supérieur“, wat schonn no zwielf Joer geschitt. Hei muss all Agent, ob Enseignant oder net, 72 Stonnen (12 Deeg) Formation continue virweisen, fir kënnen an der Karriär ze avancéieren. Fir an de leschte Grad ze kommen, muss den Agent 180 Stonnen (30 Deeg) Formation continue virweisen. Dat sinn d'Conditions de formation, sou wéi se an den Artikelen 12 an 13 vum Gehältergesetz virgesi sinn.

Wat d'Enseignantën aus dem „E-Tableau“ ubelaangt, sou gesäit den uewen erwänten Artikel 50 Paragraph 5 eng Formation continue vun 180 Stonnen (30 Deeg) vir, fir vum Echelon 14 an den Echelon duerno ze beneficiéieren, dat an de Graden E7, E6, E5 an E3ter. Allerdéngs, an duerch eng Derogatioun zu dësem Prinzip, gesäit dëse Paragraph och vir, datt déi conceréiert Enseignantë wärend enger Iwwergangsphas vu fénnef Joer (2015-2020) och ouni dës Formation continue an déi genannten Echelone klasséiert kënnen ginn, en attendant datt se déi 30 Deeg bis zum Enn vun dëser Period gemaach hunn. Zu dësem Zweck ass hinnen e Kredit vum 72 Stonnen (12 Deeg) Formation continue bonifiéiert ginn, soudatt si just nach eng Formation continue vun 108 Stonnen (18 Deeg) hu misse maache wärend där Period.

ad 4. Déi motivéiert Dispens, déi den Artikel 50 Paragraph 5 aus dem Gehältergesetz virgesäit, gouf och scho bei enger Partie Enseignantë benotzt, ënner anerem dann, wann en Enseignant Deelzäit geschafft huet, fir sech ëm déi eege Kanner ze këmmern. An esou oder änleche Fäll kann et nämlech duerchaus virkommen, datt en Enseignant, obwuel e seng Formation continue gemaach huet, wéi et seng Tâche vun him verlaangt, net op déi erfuerderlech 180 Stonne kennt.

Fir dëse spezielle Situatioune Rechnung ze droen, an den Enseignantën net ze schueden, gouf dofir op dës Dispens zeréckgegraff.

**PNM 2035 - Plan national de mobilité** | Question 6133 (03/05/2022) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Den 2. Mee huet den Här Minister dem „Tageblatt“ en ausféierlechen Interview ginn, wou hie seng Visiounen fir d'national Verkéiersinfrastruktur bis 2035 duerchleucht huet a besonnesch op den Ausbau vun de Vëlosweeër agaangen ass. Den Här Minister huet dobäi betount, datt hie virgesäit, fir d'Autoen an Zukunft ëmmer méi staark aus eisen Uertschaften erauszehalen an dës Politik och duerch baulech Moosnamen ze begleeden. Sou ass zum Beispill ze liesen: „Ich denke daran, Parkstreifen zugunsten eines Radwegs zu opfern.“ Weider kennt de Minister um Schluss och zur Conclusioun: „Ich habe doch keine Lust, in eine Stadt zu reisen, wo es nur so von Autos wimmelt [...] Lebensqualität bedeutet, dass die Stadt den Menschen gehört.“ Elo ass et awer sou, datt och hannert all Auto op d'mannst e Mënsch steet, deen dës benotzt, zum Beispill well e schwéier Kommissiounen transportéiert, well d'Meteo net attraktiv ass, fir mam Vëlo ze fueren, oder well et him kierperlech guer net anescht méiglech ass.

Allgemeng geet aus dem Här Minister sengen Ausféierung jiddefalls ervir, datt d'Plaz zu Lëtzebuerg eng begrenzt Ressource ass, déi notament duerch den ze erwaardenden demografesche Wuesstem déi nächst Jore weider rapid méi knapp wäert ginn. Am private Beräich dréckt dës Knappheet sech haut schon duerch ganz héich Logementspräisser aus, während am öffentleche Raum d'Verdeelungskonflikter tëschent verschiddene Gesellschaftsgruppen, wéi zum Beispill Foussgänger, Véloschaufferen an Autoschaufferen op där anerer Säit, riskéieren, sech ëmmer méi héichzespillen. An deem Zesummenhang ass notament un dem Här Minister seng folgend Ausso an engem Interview vum 26. Februar am „Paperjam“ ze erënnere: « Je pense personnellement qu'il ne faut pas pénaliser les utilisateurs de la voiture avant la mise en œuvre d'une offre de transport alternative performante. Par contre, une fois que l'on a mis en place un système de mobilité performant, avec des alternatives à la voiture, on peut recourir au bâton pour convaincre. Si, malgré l'offre alternative existante, vous continuez à privilégier la voiture, alors vous devrez payer pour cela [...] Je pense que la majorité de la population est raisonnable et privilégiera l'offre de transport la plus attractive. Comme pour le vaccin, toutefois, il y a une part de la population que l'on ne parvient pas à convaincre. Avec la voiture, il faudra in fine donner à la part de la population qui n'entend pas adapter ses habitudes d'autres raisons de le faire. »

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Verkéiersminister gär dës Froe stellen:

1. Eng vun de Moosnamen, déi den Här Minister proposéiert, fir d'Autoen aus den Uertschaften erauszehale läit an der Ëmleedung vum Transitverkéier. Dës Moosnam kéim jo effektiv och den Autoschaufferen zegutt, déi doduerch méi flësseg kënnen fieren, mee wéi bei all zukünftegem Infrastrukturprojet stellt sech d'Fro vun der Plaz ëmmer méi dréngend.

Wéi eng Etüden a méiglecherweis och scho Projekte bréngt den Här Minister aktuell op de Wee, fir bei der Raumerklärung vun där strikter Limit op d'Notze vun der Uewerfläch ewechzekommen an aner Alternativen ze erschliessen? Wéi eng Etüden a Projekte plängt den Här Minister, fir den allgemengen Tunnelbau ze intensivéieren an domat souwuel den Transitverkéier mam Auto wéi iwwer d'Eisebunn an den nächste Joren a Joerzénge méi staark ënnerierdesch kënnen ëmzeleeden? Ginn an deem Sënn och scho Modeller aus dem Ausland studéiert? Falls jo, wéi eng?

2. Wéi schon uewen zitiiert, gesäit den Här Minister vir, fir de knappe Verkéiersraum an den Uertschaften zulaaschte vun den Autosfuere nei ze verdeelen, zum Beispill andeems nach méi Parkméiglechkeete verschwannen. Wéi och schon uewe geschriwwen, géif sou eng Decisioun fir vill Leit nei Aschränkungen an de Risiko mat sech bréngen, datt nach méi, besonnesch kleng Geschäfte, aus den Uertschaften verschwannen. Wéi beispillsweis de Projet vun der Passerelle ënnert der neier Bréck am Sënn vun der Fro virdrun weist, läit déi beschte Lösung duerfir ëmmer nach doran, no Weeër ze sichen, fir neie Raum ze schafen.

Gesäit den Här Minister vir, fir d'Geneemegungsprozedure fir de Bau vun ënnerierdeschem privatem Parkraum zesumme mat deenen aneren zoustännegen Verwaltungen ze vereinfachen a sou och duerch d'Mobiliséierung vu privatwirtschaftleche Ressourcen Ofhëllef ze leeschten? Kéint den Här Minister sech an deem Sënn och virstellen, de Bau vu gewerleche Parkplazen an Zukunft méi staark mat private Wunnbauprojeten ze verbannen?

3. Wéi besonnesch dat däitscht Beispill weist, kann et am Verkéier net nëmmen zu Konflikter tëschent

Autoschaufferen an anere Gruppe kommen, mee och ganz staark zu anere Gruppen ënnerteneen, zum Beispill Véloen a Foussgänger, an op diicht frequentéierte Strecken deelweis och den Trammen a Foussgänger. Kann den Här Minister elaboréieren, firwat hien sech bei der aktueller Verkéiersplangung duerfir sou staark op d'Oppositioun géint den Auto fokusséiert, ouni op aner potenziell Sträitpunkten anzegoen?

4. Allgemeng ass unzuehelen, datt den Haaptproblem, deen dës Regierung beim Auto gesäit, an den CO<sub>2</sub>-Emissiounen vun de Verbrennungsmotoren läit. Wann awer déi individuell Mobilitéit ëmmer méi staark ageschränkt gëtt, ass d'Elektromobilitéit gläichermooes beträff. Iwwert wéi eng Rechtssecherheet verfüegen déi Leit, déi aktuell héich Zommen an déi entspriechend Infrastrukturëmstellung investéieren, datt si herno net op deene Käschte sëtze bleiwen, well si souwiesou nérens méi mam Auto hikommen?

**Réponse (09/06/2022) de M. François Bausch,** Ministère de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Am nationale Mobilitéitsplang fir 2035 sinn dräi Verkéiersinfrastrukture virgesinn, déi op d'mannst zum Deel ënnerierdesch verlafen: de Contournement de proximité vun Dikrech (Säit 118), de Contournement de proximité vun Ettelbréck (Säit 118), an zu Dummeldeng eng nei Verbindung tëscht der N7 an der N11 (Säit 114), fir Beggen, Eech an Dummeldeng vum Transitverkéier ze entlaaschten.

ad 2. Ewéi am Koalitionsaccord virgesinn, wäert nach an deser Legislatur eng Parkraumstrategie publizéiert ginn. Den nationale Mobilitéitsplang identifizéiert d'Gestioun vum Parken als eng vun deene fënnf groussen Opportunitéiten, fir d'Demande u Mobilitéit bis 2035 an de Grëff ze kréien (Säit 30). Ob een eng Parkplaz fënnt, hänkt net dovun of, wéi vill Parkplaze gebaut goufen, mee wéi vill der fräi sinn (Säit 176). Et ass also net d'Zil, iwwerall ëmmer méi Parkplazen ze bauen (Säit 174), mee déi existent an déi nei Parkplazen esou ze verwalten, dass déi Nutzungsart, déi op enger bestëmmter Plaz grad am sënnvollsten ass - ewéi zum Beispill als Client kuerz eppes akafen ze goen - do och ee Virdeel huet (Säiten 30 an 176). Well keng lëtzebuergesch Stad sech bis 2035 nach 40 % méi Autostrafic wünsch, spillen d'Parkanlage P&R am Plan national de mobilité eng wichteg Roll a ginn och massiv ausgebaut (Kaarten op de Säiten 42 an 114 bis 172).

ad 3. Säit den Tram 2017 an der Stad fiert, wou e mëttlerweil eng 75.000 Leit den Dag transportéiert, ass et am Ganzen zu dräi liicht blesséierte Foussgänger komm, an zu véier sougenannte geféierleche Situatiounen, woubäi awer kengem eppes geschitt ass. Bei den Accidenter tëschent Tram a Vélo gouf et bis elo keng Accidenter mat Blesséierten a véier geféierlech Situatiounen, bei deenen awer och keen zu Schued komm ass. Dës Zuele stinn am Géigesaz zum Autosverkéier, wou an de Joren 2017 bis 2021 18 déidlech Accidenter mat Foussgänger (2022 ass bis elo eng Persoun leie bliwwen), 180 schwéier verletzt Foussgänger an 120 schwéier verletzt Cycliste souwéi 563 liicht blesséiert Foussgänger an 260 liicht blesséiert Cycliste ze verzechnen sinn. Déi geféierlech Situatiounen ouni Persouneschued gi beim Autosverkéier net erfaasst. Wat d'Cohabitatioun tëschent Foussgänger a Cyclisten ugeet, esou gëtt déi laut Ëmfroe vu béide Säiten als stressseg empfonnt, woubäi et an de Jore 2017 bis 2021 zu sechs (Foussgänger a Cycliste) schwéier Blesséierten an 19 liicht Blesséierte komm ass. Den nationale Mobilitéitsplang gesäit vir, dass fir Foussgänger a Cyclisten op d'mannst iwwerall do, wou der vu béide

Gruppe vill ënnerwee sinn, et eng kloer vunenee getrennten Infrastruktur soll ginn.

ad 4. Am nationale Mobilitéitsplang steet ënnert anerem op de Säiten 81, 85, 88, 118 an 120, dass een och am Joer 2035 nach iwwerall mam Auto soll hikommen. Ewéi an anere Länner a Stied kann et awer vereenzelt sinn, dass een am Interêt vun der Verkéierssecherheet a Liewensqualität an der eegeger Uertschaft par rapport zu haut een onbedeuten den Detour muss fieren, well engem säin Uertskär verkéiersberouegt ginn ass.

**Incendies de voitures | Question 6136 (03/05/2022) de M. Fred Keup | M. Jeff Engelen (ADR)**

De Parking Rousegärtchen ass säit dem Summer 2019 zou, well en duerch de Brand vu gläich e puer Autoe schwéier beschiedegt gouf. An der däitscher Stad Kulmbach hat d'Gemeng no engem änleche Brand an hiren Déifgaragen e provisorisch Parkverbuert fir Elektroautoen erlooss, bis de Pompjeeë fir den Eeschfall eng entspriechend Spezialausrüstung zur Verfügung stoung. An der Äntwert op déi parlamentaresch Fro Nummer 1774 vum honorabelen Deputéierten Här Fernand Kartheiser huet d'Regierung duergeluecht, wéi eng Formatiounen eis Pompjeeë fir esou e Fall duerchlafen a wéi een Equipement hinnen zur Verfügung steet. D'Regierung huet awer och geschriwwen: „Dem Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS) no leie bis ewell keng Statistike vir, mat deenen et méiglech wier, eng spezifesch Ausso iwwer Bränn vun Elektroautoen zu Lëtzebuerg ze maachen.“

An deem Zesummenhang géife mir der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung eng Tabell presentéieren, déi regruppéiert, zu wéi vill Accidenter et während de Joren 2013 bis 2021 koum, wou en Auto a Brand geroden ass, wat déi wichtegst Ausléiser vun dese Katastrophe waren an iwwert wéi een Undriff d'Gefierer jeeeweils verfüügt hunn?

2. Kann d'Regierung am Sënn vun der Fro virdrun elaboréieren, wéi eng allgemeng Erfahrungswärter aus dese Katastrophen zeréckbehale goufen, fir datt se zukünfteg besser kënnen vermidde ginn? Kann d'Regierung doriwwer eraus preziséieren, wéi eng Erkenntneser fir den zukünftigen Amenagement vun Déifgaragen aus dem Brand um Parking Rousegärtchen zeréckbehale goufen?

3. Nieft deenen öffentlechen Déifgaragen, kënn et och vir, datt Wunngebaier, déi sech an enger privater Kopropriétéit befannen, iwwert en ënnerierdesche Parking verfüegen. Wien ass haftbar, falls d'Matpropriétéären, oder Drëtter, duerch de Brand vun engem Gefier zu Schued kommen? Wéi eng speziell Dispositioun géllt fir de Fall, datt esou en Accident am Fall vun engem Elektroauto op d'Luedstatioun zeréckzeféieren ass?

**Réponse commune (07/06/2022) de M. Henri Kox,** Ministère du Logement | **Mme Sam Tanson,** Ministère de la Justice | **Mme Taina Bofferding,** Ministère de l'Intérieur

De Staat verfüügt iwwert keng Donnéeën, wéi vill Autoen vun 2013-2021 a Brand gerode sinn, esou wéi och keng Statistiken iwwert d'Ausléiser vun de Bränn.

Trotzdem ass ervirzehiewen, dass de Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS) gutt ausgebilt an equipéiert ass, fir ënner normalen Ëmstänn e Brand vun engem Auto, also och engem Elektroauto ze läschen.

Weider muss ee preziséieren, dass dat taktescht Virgoe bei Accidenter a Bränn mat Gefierer mat modernem Undriff (also och Elektroautoen) schon zënter Joren e Bestanddeel vun der Ausbildung vun all Pompjee ass. Esou bitt de CGDIS och eng speziell Formatioun fir Asätz an ënnerierdesche Verkéiersanlagen un. Déi do geléiert Taktik eegent sech aus deem Grond, fir e Brand vun engem Elektroauto an engem Parking oder Tunnel ze läschen.

Fir sech op weider Entwécklungen (nei Batterien, Elektrocamiionen etc.) optimal virzebereeden, huet de CGDIS e reegelméisseg Austausch mat auslännesche Pompjeeën an Experten.

Laut Analyse vum Brand am Parking Rousegärtchen ass der ITM hir Aschätzung, datt keng Upassung vun den aktuellen ITM-Virschrëften néideg ass am Kader vum Kommodosgesetz, fir d'Sécherheet vum Public a vum Voisinage am Allgemenge souwéi d'Sécherheet, d'Hygiène an d'Gesondheet op der Aarbechtsplaz, d'Salubritéit an d'Ergonomie ze garantéieren.

Falls et an enger Copropriétéit zu engem Brand vun engem Auto kënn, ginn déi klassesch Dispositiounen vum Code civil iwwert d'Responsabilitéit vun de Saachen, also den Artikel 1384 Alinea 1 ugewannt. Dës Bestëmmung seet, dass een net nëmme responsable ass fir déi Schied, déi duerch seng eegen Aktiounen entstinn, mee och fir déi Schied, déi zestane komm sinn duerch Persounen, fir déi een haft, oder Saachen, op déi ee waacht.

Bei engem gewéinleche Brand ass de Propriétaire haftbar, soubal eng Kausalitéit tëschent dem Schued an der Ursach besteet, an dësem Fall dem Brand vum Auto. Falls de Brand duerch e Verstouss géint d'Gesetz entstanen ass, kann den Auteur vun der Brandstéftung um stroferechtchen Niveau belaangt ginn. D'Opfer ka während dem stroferechtchen Prozess eng „partie civile“ constituéieren.

Bei engem Brand, deen op eng Luedstatioun vun engem Elektroauto zeréckzeféieren ass, gëtt et zwou Méiglechkeeten:

Falls d'Born un enger Mauer festgemaach ass, déi ënnert d'Copropriétéit fält, ass d'Copropriétéit fir de Schued haftbar; ausser wann am Acte vun der Copropriétéit aner Dispositiounen festgehalen sinn.

Falls d'Luedstatioun sech awer a sengem privaten Deel befënnt, ass de Propriétaire haftbar.

Sollt de Brand op en Dysfonctionnement vun der Born zeréckzeféiere sinn, kann een e Recours géint den Hiersteller vun der Born maachen.

Konkreet gëtt an de meeschte Fäll d'Indemnisiatioun iwwert déi jeeeweileg Assurancen ofgeséichert.

.....

**Conseil supérieur de la santé et de la sécurité au travail** | Question 6141 (05/05/2022) de **M. André Bauler** | **Mme Carole Hartmann** (DP)

Le Conseil supérieur de la santé et de la sécurité au travail (CSSST) a comme mission d'aviser toutes les questions portant sur la santé, la sécurité et l'hygiène au travail. En 2018, le CSSST a proposé des modifications nécessaires pour assurer un meilleur fonctionnement de la médecine du travail au Luxembourg.

Et il est clair que la situation est devenue critique pour la médecine du travail au Luxembourg qui peine à trouver des candidats. Pourtant, le CSSST ne s'est pas réuni depuis 2018.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

- Pour quelles raisons le Conseil supérieur de la santé et de la sécurité au travail ne s'est-il pas réuni depuis 2018 ?

- Madame la Ministre envisage-t-elle de convoquer une nouvelle réunion du CSSST ? Dans l'affirmative, quand ? Dans la négative, pour quelles raisons ?

**Réponse** (07/06/2022) de **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé

Le Conseil supérieur de la santé et de la sécurité au travail (CSSST) est défini aux articles L324-1 et L324-2 du Code du travail. Ce dernier article précise que le CSSST peut donner « [...] soit d'office, soit à la demande de l'un des ministres ayant respectivement dans leurs attributions la Santé, le Travail et la Sécurité sociale, des avis sur toutes les questions d'ordre général soulevées par l'application du présent titre, et notamment sur les règlements grand-ducaux à prendre en son exécution. [...] ».

Depuis 2018, le CSSST n'a reçu aucune saisine d'un des ministres mentionnés ci-dessus.

En date du 12 avril 2022, le président du CSSST a reçu une demande signée conjointement par les syndicats des salariés et les organisations professionnelles des employeurs, les plus représentatifs sur le plan national, sollicitant la convocation d'une nouvelle réunion du CSSST.

Il s'est avéré que certains membres du CSSST n'étaient cependant plus actifs (départ à la retraite ou prise d'autres fonctions) si bien que le secrétariat du CSSST ait dû, dans un premier temps, renouveler certaines nominations. La prochaine réunion du CSSST a été fixée au 7 juin 2022.

.....

**Regroupement familial** | Question 6142 (05/05/2022) de **M. Paul Galles** (CSV)

Dans une missive du 4 avril 2022, la Médiateure dénonce un revirement de pratique administrative de la part du Ministre de l'Immigration et de l'Asile en matière de regroupement familial en défaveur de l'administré.

En effet, jusqu'en 2021, les services du ministère en question auraient retenu une lecture extensive de l'article 70 de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration pour accorder le droit de séjour non seulement aux enfants du regroupant ou de son conjoint ou partenaire, mais également en faveur des neveux, nièces, sœurs et frères mineurs du regroupant, à la condition que le regroupant ait le droit de garde du mineur concerné.

Il s'agirait, selon les dires de la Médiateure, « d'une problématique récurrente lorsque les demandeurs sont bénéficiaires de protection internationale (BPI) en provenance d'un pays en guerre où les parents du mineur à regrouper sont décédés ou ont disparu et que par la suite le regroupant a pris en charge la garde du mineur concerné ».

Selon la Médiateure, la directive 2003/86 du 22 septembre 2003 relative au droit au regroupement familial offrirait une certaine latitude aux États membres pour étendre le bénéfice du regroupement familial aux mineurs qui ne sont pas les ascendants du requérant, voire de son conjoint ou partenaire.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Combien de mineurs ont pu profiter, avant le revirement de pratique administrative susmentionné,

des dispositions légales en matière regroupement familial et ce au-delà du cercle de bénéficiaires y ayant droit suivant une lecture littérale de l'article 70 de la loi modifiée du 29 août 2008 ? Monsieur le Ministre peut-il me fournir ces données pour les années 2016 à 2020 ?

2) Monsieur le Ministre partage-t-il l'avis de la Médiateure suivant lequel la législation européenne et plus particulièrement par la directive 2003/86 susmentionnée n'exclut pas le regroupement familial en faveur de mineurs qui ne sont pas ascendants du requérant, voire de son conjoint ou partenaire ?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre entend-il prendre une initiative législative en la matière ?

- À défaut, Monsieur le Ministre entend-il instruire ses services à adopter, comme cela semble avoir été fait dans le passé, une interprétation extensive de la loi modifiée du 29 août 2008 susmentionnée ? Toujours dans la négative, quelles autres solutions s'offrent, d'après Monsieur le Ministre, à ces mineurs ?

**Réponse** (31/05/2022) de **M. Jean Asselborn**, Ministre de l'Immigration et de l'Asile, Ministre des Affaires étrangères et européennes

ad 1) Il ne saurait être question d'un quelconque revirement d'une pratique administrative en la matière. Les services du ministère s'efforcent de trouver des solutions aux cas qui lui sont soumis dans le respect de la loi et des principes en vigueur. La loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration permet sous certaines conditions d'accorder le droit de séjour non seulement aux enfants du regroupant ou de son conjoint ou partenaire y assimilé, mais également aux neveux, nièces, sœurs et frères mineurs du regroupant.

Il n'est pas possible de fournir les données spécifiques demandées dans la mesure où les chiffres relatifs aux bénéficiaires des articles 70 et 78 (cf. réponses subséquentes) de la loi modifiée du 29 août 2008 ne permettent pas de distinguer le cas de figure spécifique des mineurs venus dans le cadre d'une tutelle.

ad 2) Dans la question posée, « ascendants » est à remplacer par « descendants ».

La directive en question prévoit, s'agissant des réfugiés, que les États membres peuvent autoriser le regroupement d'autres membres de la famille s'ils sont à charge du réfugié (article 10). Il s'agit d'une faculté pour les États membres.

Au Luxembourg, la législation nationale tient compte de cette faculté en offrant la possibilité, à travers les dispositions de l'article 78, paragraphes (1) et (2) de la loi modifiée du 29 août 2008, d'accorder une autorisation de séjour pour des raisons privées non seulement aux autres membres de famille des bénéficiaires d'une protection internationale, mais de façon plus générale à tout ressortissant de pays tiers qui ne remplit pas les conditions du regroupement familial, mais dont les liens personnels ou familiaux, appréciés notamment au regard de leur intensité, de leur ancienneté et de leur stabilité, sont tels que le refus d'autoriser son séjour porterait à son droit au respect de sa vie privée et familiale une atteinte disproportionnée au regard des motifs de refus.

Les conditions de preuve y liées, dont notamment les conditions de logement, d'une assurance maladie et de ressources stables sont similaires à celles exigées pour le regroupement familial des membres de la famille nucléaire.

- La loi modifiée du 29 août 2008 susmentionnée étant non seulement conforme à la lettre et à l'esprit



de la directive, mais allant même au-delà de ce que prévoit cette dernière, aucune initiative législative en la matière n'est envisagée.

- La pratique actuelle tenant pleinement compte des possibilités offertes par la législation nationale, une modification n'est pas indiquée.

**Construction d'une usine de nanotubes de graphène** | Question 6144 (05/05/2022) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

Dans un article publié récemment sur Reporter.lu, « Black Box Ocsial », il est question de l'entreprise Ocsial, qui entend construire sur le sol luxembourgeois la plus grande usine de nanotubes de graphène du monde. Le projet, qui a pris du retard, a déjà obtenu le feu vert du Gouvernement. D'après les informations publiées, l'entreprise est soutenue par des investisseurs d'origine russes aux pratiques parfois douteuses.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :

- Où en sont les projets d'Ocsial ? Le Gouvernement peut-il confirmer que le projet d'une usine de nanotubes de graphènes sera toujours réalisé au Luxembourg ?

- Quel est le montant global des investissements ?

- D'après les chiffres qui circulent, plus de 300 emplois pourraient être créés. Le Gouvernement peut-il confirmer le nombre d'emplois prévus ?

- Le Gouvernement a prévu de soutenir Ocsial par une « aide à l'investissement ». Est-ce que le Gouvernement entend maintenir sa subvention ?

- Est-ce que le Gouvernement connaît les bénéficiaires économiques de l'entreprise ? Dans l'affirmative, est-ce que le fait que les investisseurs sont d'origine russe et auraient des pratiques douteuses pose-t-il problème au Gouvernement ?

**Réponse** (09/06/2022) de **M. Franz Fayot**, Ministre de l'Économie

La société Ocsial a annoncé le 22 février 2022 par voie de presse avoir obtenu le feu vert pour la réalisation de son potentiel site de production prévu à Differdange. D'après les informations fournies par la société au Ministère de l'Économie, celle-ci serait en train de finaliser la demande d'autorisation de bâtir pour l'introduire aux services communaux de la Ville de Differdange. L'entreprise reste déterminée à réaliser son projet de « Graphene Nanotube Center ». Depuis l'annonce au public en 2017, le projet d'investissement d'Ocsial a augmenté en taille et il représente aujourd'hui un investissement global estimé entre 320 et 340 millions d'euros et devrait générer environ 320 emplois.

En date du 17 octobre 2017, Ocsial a soumis une demande d'aide à l'investissement sur base des dispositions de la loi modifiée du 20 juillet 2017 ayant pour objet la mise en place d'un régime d'aide à l'investissement à finalité régionale. Après analyse, le projet a été avisé positivement et une convention d'aide qui, sauf prolongation, vient à échéance a été signée le 6 décembre 2019. Aucune tranche de l'aide n'a été déboursée jusqu'à présent.

Dès les premiers contacts avec le Ministère de l'Économie et dans le cadre de sa demande d'aide à l'investissement, la structure de l'actionariat a été vérifiée. Depuis, l'actionariat a évolué à plusieurs reprises par l'entrée dans le capital de nouveaux actionnaires. À la lumière des événements en Ukraine

et des sanctions contre la Russie et le Belarus, le Ministère de l'Économie est en train d'effectuer une mise à jour de ses informations de concert avec les autorités compétentes.

**Conclusions tirées des épreuves standardisées** | Question 6145 (05/05/2022) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Wéi sinn d'Schüler zu Lëtzebuerg duerch d'Pandemie kumm? Op dës an aner Froe liwweren d'Resultater an Erkenntnisser aus den „épreuves standardisées“ 2021 Äntwerten. Doriwwer eraus ginn eng Partie Recommendation fir bestëmmten Aktivitéits- an/oder Problemfelder formuléiert.

An dësem Kontext wéilt ech folgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend stellen:

- Wéi eng Suite kréien d'Recommandationen, déi am Kader vun der Auswärtung vun den „épreuves standardisées“ formuléiert gi sinn?

- Wat ass geplangt, fir d'Kompetenzen am mëndlechen Däitsche fréizäiteg bei de Kanner ze férdere?

- Wat ass geplangt, fir d'„Compréhension de l'oral en allemand“ méi différenciéiert ze férdere?

- Wat ass geplangt, fir déi schrëftlech Kompetenzen am Däitschen ze férdere?

- Vu wéini un a bis wéini sollen dës Recommendationen ëmgesat ginn?

- Ass eng Auswärtung dovou geplangt?

• Wa jo, bis wéini?

• Wann net, firwat net?

**Réponse** (07/06/2022) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

D'Épreuves standardisées vum LUCET vun der Universitéit Lëtzebuerg, déi zesumme mam Ministère opgebaut goufen an an den nächste Joren och op d'Schoule mat internationales an europäesche Programmer ausgeweit ginn, sinn e staarken Outil, fir de Schoulsystem kontinuëerlech ze monitoren a weiderzeentwéckelen. D'Resultater an d'Analyse vun de Resultater fléisse permanent an d'Fuerschung op der Universitéit du Luxembourg an, an awer och an d'Entscheidungsprozesser zu Interventionen a Reformen, déi vum Ministère aus initiéiert ginn.

Wat déi konkret Recommendationen aus dem Mee 2022 ugeet, sou bestätegen dës déi bestoend Handlungsfelder, déi vum Ministère identifizéiert goufen, fir Interventionen an Adaptationen virzehuelen:

D'Liesen an d'Lauschten an der Sprooch vun der Alphabetisierung sinn dobäi d'Handlungsfelder, déi vum LUCET als Prioritéit ugesi ginn, an ënner anerem och dowéinst wäert vun der Rentrée 2022/2023 un e wichtege Pilotprojet duerchgefouert ginn, deen den Elteren d'Wiel gëtt, ob hir Kanner op Däitsch oder op Franséisch alphabetiséiert ginn. Dës nei Offer, déi a véier Schoulen a véier verschiddene Gemengen erprouft gëtt, ergänzt domat d'Offer vun den öffentleche Schoulen mat europäeschen an internationale Programmer, déi weider Alternative bidden, wat d'Alphabetisierungssproochen ugeet. Heiderch erhoffe mir eis, datt sech d'Liesen- an d'Lauschterelieure vun de Schülerinnen a Schüler, déi am aktuelle System Schwieeregkeete mat der däitscher Sprooch an e méi einfachen Zougang mat Franséischen hunn, verbessert. Et sinn nämlech och virun allem dës Kanner, déi an den Épreuves standardisées manner

gutt ofschneiden an insgesamt am System Schwieeregkeeten hunn, unzekommen.

Donieft ginn awer och weiderhin am traditionelle System Efforten ënnerholl, fir Interventionen virzehuelen, déi d'Kompetenzen am Lauschten an am Liesen vun alle Schülerinnen a Schüler verbessern. Engersäits ginn heifer weiderhin den Enseignant an den Enseignantë didaktesch Materialien, wéi zum Beispill d'Plattform „onilo.de“, zur Verfügung gestallt an anerersäits fanne kleng Interventionsstudie statt, an deene Methoden a Materialien erprouft ginn, an déi dann, wann se erfollegräich sinn, iwwert d'Formation continue vum IFEN implementéiert ginn, respektiv an d'Materialien, déi vum SCRIPT editéiert ginn, agebett ginn. Rezent huet de SCRIPT, als Beispill, an zwou Regionen eng Method ausprobiert, fir d'Liesflessegkeet vu Schülerinnen a Schüler am Cycle 3 ze verbessern. Déi éischt Retoure si positiv a mir wäerten dës Method am nächste Schouljoer weider testen, fir - falls sech d'Resultater bestätegen - déi heibäi entstane Materialien un all d'Enseignantë an Enseignantë weiderzeginn. Wat d'Virbereedung op d'Lies-, Lauschten- a Schreiwelieren ugeet, sou ass méttlerweil d'Material „SILA - phonologesch Bewosstheet“ an alle Klasse vum éischten Cycle disponibel an d'Offer gouf ëm eng Applikatioun „Lauschterwee mam SILA“ ergänzt, déi vum Hierscht un och op Däitsch a Franséisch genotzt ka ginn. Dozou gëtt et och Formationen fir d'Leierpersonal.

Den Impakt vun dësen Interventionen gëtt och weiderhin iwwert d'Épreuves standardisées gemooss.

**Maladies transmises par des tiques** | Question 6147 (05/05/2022) de **M. Gusty Graas** (DP)

La saison des tiques commence d'habitude en avril. Avec le changement climatique, d'autres espèces de tiques apparaissent de plus en plus au Luxembourg qui peuvent également transmettre des agents pathogènes à l'homme. Les infections principales sont la maladie de Lyme et la méningo-encéphalite à tiques.

À ce sujet, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

- Combien de personnes ont dû être soignées depuis 2015 après une morsure de tique ? Quelles maladies ont été détectées ?

- La Dermacentor marginatus, ou « Schafzecke » en allemand, n'a pas encore été détectée au Luxembourg, mais elle s'est déjà propagée en Rhénanie-Palatinat. Madame la Ministre estime-t-elle que cette espèce de tique puisse représenter un danger réel pour le Luxembourg à l'avenir ?

- Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis que la campagne de sensibilisation « Attention aux tiques ! », élaborée en 2016, devrait à nouveau être communiquée de manière plus visible à la population ?

**Réponse** (07/06/2022) de **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé

Le Ministère de la Santé ne possède pas de statistiques sur les personnes qui ont dû se faire soigner pour morsure de tique. Par contre, depuis la loi du 1<sup>er</sup> août 2018 sur les maladies à déclaration obligatoire, entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2019, la Direction de la santé obtient des informations sur certaines maladies transmises par des tiques.

Sont ainsi à déclaration obligatoire : la maladie de Lyme (borréliose) sous sa forme d'érythème chronique migrant et les formes neurologiques, ainsi que la méningo-encéphalite virale ou FSME (Früh-sommer-Meningoenzephalitis).

Aucun cas de transmission locale de FSME n'a été constaté. Pour la maladie de Lyme, 23 cas ont été déclarés en 2019, 47 en 2020, 13 en 2021, et - à ce jour - 1 seul en 2022.

Avec le changement climatique, il est fort probable que la population de tiques changera avec apparition de nouvelles espèces. Ceci est d'ailleurs aussi le cas pour certaines espèces de moustiques. La Direction de la santé collabore avec le Naturmusée pour la surveillance de ces insectes.

Il est prévu de faire régulièrement des campagnes d'information du grand public sur les tiques et les moustiques, ainsi que sur les moyens pour s'en protéger.

**Dispositif visant la lutte contre le chômage de longue durée introduit par la loi du 20 juillet 2017** | Question **6150** (05/05/2022) de **Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk)

Un nouveau dispositif visant la lutte contre le chômage de longue durée introduit par la loi du 20 juillet 2017 a mis en place une aide à la création d'un emploi d'insertion pour chômeurs de longue durée (EMI). Ce régime s'adresse à des employeurs publics, aux SIS, aux fondations et fédérations ainsi qu'aux associations sans but lucratif et vise la création d'emplois à durée indéterminée pour des personnes inscrites à l'ADEM et sans emploi depuis au moins douze mois et âgées de 30 ans au moins.

L'aide prémentionnée consiste en un remboursement maximal par l'État des frais salariaux plafonné à 150 % du salaire social minimum pour salariés non qualifiés, charges patronales comprises. Le remboursement des frais salariaux par l'État varie en fonction de l'âge de la personne embauchée et diminue d'une année à l'autre pour cesser après la troisième année. Pour les personnes âgées de plus de 50 ans l'aide correspond au remboursement de 100 % des frais salariaux jusqu'au jour de l'attribution d'une pension de vieillesse.

Ce dispositif qui a permis de créer des emplois à durée indéterminée pour des demandeurs d'emplois précaires, repose pourtant sur la capacité inégale des employeurs concernés à prendre en charge une partie des coûts salariaux. Tandis que les acteurs publics ont pour la plupart la capacité de prendre en charge une partie de ces coûts salariaux, des associations sans but lucratif ou des syndicats d'initiative ne disposent pas forcément des recettes ou des capitaux propres nécessaires pour prendre en charge une partie croissante des coûts salariaux, voire la totalité des coûts après trois ans. Cette différence en matière de capacités financières peut contribuer à un traitement inégal des personnes embauchées, que ce soit au niveau de la rémunération ou au niveau de la pérennité de l'emploi créé après trois ans (à l'exception des personnes âgées de plus de 50 ans).

Partant je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail :

1) Combien d'emplois ont été créés dans le cadre du dispositif prémentionné depuis l'entrée en vigueur de ce dernier ? Monsieur le Ministre peut-il me fournir une ventilation des chiffres en fonction de l'année et du type d'employeurs ?

2) Quel est le montant moyen des coûts salariaux subventionnés par emploi créé dans le cadre du dispositif pour la première année pour les différents types d'employeurs concernés ? Comment ce montant évolue-t-il depuis la création du dispositif ?

3) Quelle est la part moyenne des coûts salariaux subventionnés par emploi créé dans le cadre du dispositif

pour la première année pour les différents types d'employeurs concernés ? Comment ce pourcentage évolue-t-il depuis la création du dispositif ?

4) Quelle est la part, par type d'employeur, des emplois créés depuis l'entrée en vigueur du dispositif prémentionné qui ont été maintenus au-delà de la troisième année après la cessation de la subvention des coûts salariaux ?

5) Monsieur le Ministre envisage-t-il des adaptations au dispositif en question afin d'encourager la continuité des postes créés ?

**Réponse** (31/05/2022) de **M. Georges Engel**, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

ad 1) Au 17 mai 2022, l'introduction du dispositif de lutte contre le chômage de longue durée a permis l'embauche de 811 demandeurs d'emploi.

Il reste à noter que pour l'année 2022, 54 dossiers sont actuellement en cours d'instruction et que le recrutement est en cours.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)*

Ventilation des chiffres en fonction de l'année et du type d'employeurs :

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)*

ad 2) Ci-dessous le tableau reprenant la répartition du montant moyen des coûts salariaux subventionnés :

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)*

ad 3) Ci-dessous le tableau reprenant la répartition de la part moyenne des coûts salariaux subventionnés :

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)*

ad 4) Ci-dessous le tableau reprenant la répartition de la part, par type d'employeur, des emplois créés qui ont été maintenus au-delà de la troisième année après la cessation des subventions :

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)*

ad 5) Oui, une adaptation du dispositif en question est effectivement envisagée.

**Conditions de logement insuffisantes** | Question **6152** (06/05/2022) de **Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk)

Le Plan national de réforme (PNR) présenté dans le cadre du semestre européen 2022 informe e. a. sur les progrès réalisés sur la voie des objectifs de développement durable (ODD). En ce qui concerne l'objectif 1 - Pas de pauvreté, le document en question situe le taux de la population vivant dans un logement ayant soit des fuites dans la toiture, soit des murs, sols ou fondations humides, soit de la pourriture dans l'encadrement des fenêtres ou au sol à 15,4 %. Près d'un ménage sur six au Luxembourg serait ainsi mal-logé.

Ces chiffres fournis par Eurostat ne témoignent pas uniquement d'une situation très grave en matière de logement au Luxembourg, mais également d'une violation de la législation en vigueur concernant les critères minimaux de salubrité, d'hygiène, de sécurité et d'habitabilité pour les logements et chambres donnés en location.

Partant je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement :

1) Sur quelles données le taux en question fourni par Eurostat se base-t-il ?

2) Quels organismes nationaux recueillent des données sur le mal-logement au Luxembourg ?

3) Les communes recueillent-elles ce type de données et, dans l'affirmative, ces dernières sont-elles transmises et compilées au niveau national ?

4) Combien de fermetures de logements ou de chambres donnés en location sur base de l'article 2 de la loi de 2019 relative aux critères de salubrité, d'hygiène, de sécurité et d'habitabilité des logements et chambres donnés en location ou mis à disposition à des fins d'habitation ont été ordonnées depuis l'entrée en vigueur de ladite loi ?

5) Quelles mesures Monsieur le Ministre entend-il prendre pour lutter contre le mal-logement au Luxembourg ?

**Réponse commune** (07/06/2022) de **M. Henri Kox**, Ministre du Logement | **M. Franz Fayot**, Ministre de l'Économie

Le taux de la population vivant dans un logement ayant soit des fuites dans la toiture, soit des murs, sols ou fondations humides, soit de la pourriture dans l'encadrement des fenêtres ou au sol auquel l'honorable Députée fait référence est calculé à partir des données de l'enquête sur les revenus et les conditions de vie des ménages au Luxembourg (EU-SILC). Cette étude, réalisée chaque année par le Statec auprès d'un échantillon représentatif de la population résidente des ménages au Luxembourg, a pour objectif de collecter des informations détaillées sur l'ensemble des sources de revenus des ménages et des personnes, mais aussi sur des thématiques sociales comme le logement, l'éducation, la santé, les difficultés financières ou encore les privations matérielles. En 2021, plus de 4.000 ménages et 10.000 individus ont été interrogés dans le contexte de cette étude. Des informations plus détaillées sur la méthodologie et les résultats de l'enquête EU-SILC sont disponibles sur le portail Internet du Statec ([statistiques.public.lu](http://statistiques.public.lu)) : « Enquête communautaire sur les revenus et les conditions de vie (EU-SILC) - Statistiques - Luxembourg ».

Le taux en question est calculé à partir des réponses à trois questions posées aux ménages sur l'état de leur logement principal :

1) Concernant votre logement, êtes-vous confronté à un problème d'infiltration d'eau au niveau de la toiture (ou du plafond) ?

2) Concernant votre logement, êtes-vous confronté à un problème d'humidité des murs, des sols ou des fondations ?

3) Concernant votre logement, êtes-vous confronté à un problème de moisissures dans les cadres de fenêtre ou les sols ?

Ces questions ont toutes les trois un caractère subjectif, dans la mesure où ce sont les ménages qui fournissent les réponses. Les réponses ne reposent donc pas sur une évaluation d'expert ni sur une analyse de l'état du logement réalisée à partir d'une liste prédéfinie de critères objectifs. Cependant, ces questions subjectives fournissent au Statec une information rapide qui peut facilement être déclinée au niveau de sous-groupe de population. Il est ainsi possible d'analyser si certains segments de la population résidente sont davantage touchés par le mal-logement que d'autres. Des analyses complémentaires ont ainsi montré que les réponses à ces questions étaient significativement corrélées avec une information objective sur le niveau de revenu du ménage : plus le

revenu est faible, plus la part des ménages concernés par le mal-logement est importante.

Aucune statistique n'existe sur le nombre de fermes de logements ou de chambres donnés en location qui ont été ordonnées sur base de la loi du 20 décembre 2019 relative aux critères de salubrité, d'hygiène, de sécurité et d'habitabilité des logements et chambres donnés en location ou mis à disposition à des fins d'habitation ainsi que du règlement grand-ducal y relatif. Suite aux observations et propositions reçues des communes et acteurs concernés, il est jugé utile et nécessaire de procéder prochainement à une adaptation de cette loi et son règlement grand-ducal, afin de clarifier certaines dispositions légales et réglementaires applicables en la matière.

.....

**Traitements médicaux non appropriés** | Question 6153 (06/05/2022) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

An der Äntwert op déi parlamentaresch Fro Nummer 5985 vu mir an dem honorabelen Deputéierte Fred Keup schreift d'Madamm Minister, datt et am Extremfall bis zu 18 Méint dauere kann, bis een zu Lëtzebuerg e Rendez-vous fir eng Mammographie kritt. Och op en dréngend benéidegten IRM musse Patienten oft laang waarden, wouduerch dem Dokter risquéieren, wicteg Informatiounen fir d'Behandlung ze feelen.

An deem Zesammenhang géif ech der Madamm Gesundheitsminister gär dës Fro stellen:

- Kann d'Madamm Minister eng Tabell presentéieren, déi regruppéiert, déi wéi vill Feelbehandlungen et während de Joren 2013 bis 2021 allkéiers opgrond vu feelende Mammographien, IRMen a Scannen koum a wéi vill Zousazkäschten der Gesundheitskeess doduerch all Joers entstane sinn? Falls d'Madamm Minister net iwwert déi entspreichend Zuele sollt verfügen, a wéi engem Delai gesäit si da vir, eng entspreichend Etude an Optrag ze ginn an der Chamber d'Resultater ze iwwermëttelen?

**Réponse commune** (07/06/2022) de **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé | **M. Claude Haagen**, Ministre de la Sécurité sociale

Virop sief bemierkt, datt, wéi schonn an der Äntwert op déi parlamentaresch Fro 5985 détailléiert, den extreemen Delai vun 18 Méint fir e Rendez-vous fir eng Mammographie sech just applizéiert fir net urgent Fäll ausserhalb vum Programme Mammographie. Fäll, bei deenen den Dokter d'Urgence justifiéiert, ginn ëmmer prioritär traitéiert. Dëst géllt souwuel fir Mammographien, IRMen a Scannen.

Weeder de Gesundheitsministère nach de Ministère fir sozial Sécherheet hunn Donnéeën, wou eventuell Feelbehandlungen noweisbar sinn, déi an direktem Zesammenhang mat engem anormal laangen Delai an der Imagerie stinn. Éischtens gétt et keng eenheetlech Definitioun vu Feelbehandlungen an des Weideren ënnerleien dës Fäll och dem Secret médical, soudatt, ausser wann de Patient sech direkt un de Gesundheitsministère adresséiert, de Gesundheitsministère keng Kenntnis iwwer esou Fäll kann hunn.

.....

**Évolution du nombre total des usagers des transports publics** | Question 6155 (06/05/2022) de **M. André Bauler** | **M. Max Hahn** (DP)

La montée tangible des prix de l'énergie depuis l'an dernier a amené certaines gens à profiter davantage des transports publics, devenus entre-temps gratuits, à l'exception de la classe 1 dans les trains.

La flambée récente des prix des carburants depuis l'éclatement de la guerre d'Ukraine semble avoir renforcé ce phénomène.

Voilà pourquoi nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Monsieur le Ministre peut-il retracer l'évolution du nombre total des usagers au sein des différents réseaux d'autobus du pays depuis mai 2021 ?

- Monsieur le Ministre peut-il également informer sur l'évolution du nombre total des usagers dans les trains ?

- Monsieur le Ministre pourrait-il informer, le cas échéant, sur d'éventuels problèmes de prise en charge aux heures de pointe en raison d'une utilisation renforcée des transports publics par la population résidente et frontalière ?

**Réponse** (09/06/2022) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Les honorables Députés formulent des questions en relation avec l'augmentation importante des prix des carburants et l'impact éventuel sur l'utilisation des transports publics.

En ce qui concerne l'évolution du nombre total des usagers au sein des différents réseaux d'autobus du pays, je me permets de fournir les renseignements suivants. Le recensement des usagers dans les bus s'effectue grâce à l'installation de compteurs automatiques de voyageurs (CAV) qui enregistrent les entrées et les sorties aux différents arrêts de bus. Étant donné que les bus qui circulent sur le réseau RGTR et TICE ne sont pas encore tous équipés d'un CAV, (uniquement les bus mis en circulation après 2018 en sont systématiquement équipés,) je ne peux que donner une estimation concernant l'évolution du nombre des usagers pour les deux réseaux.

L'évolution du nombre total estimé des usagers au sein du réseau TICE depuis mai 2021 se présente comme suit :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu)).

La fréquentation des lignes TICE et des courses scolaires varie en fonction des périodes de vacances scolaires.

Selon mes estimations, le nombre total des usagers au sein du réseau TICE au mois de mars 2022 est nettement supérieur à celui du mois d'octobre 2021 (+ 16,78 %). Or, il est encore trop tôt pour affirmer que la hausse de la fréquentation de ce réseau est directement liée à la hausse des prix de l'énergie.

Le tableau ci-après indique l'évolution du nombre total estimé des usagers au sein du réseau RGTR depuis mai 2021 :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu)).

À part les courses de substitution, qui sont planifiées en fonction des perturbations/chantiers sur le réseau RGTR (représentant uniquement 3,3 % des courses sur le réseau RGTR), je précise que la fréquentation des lignes RGTR et des courses scolaires varie également en fonction des périodes de vacances scolaires.

Selon mes estimations, le nombre total des usagers au sein du réseau RGTR au mois de mars 2022 est proche de celui du mois d'octobre 2021 (+ 1,12 %), ce qui ne permet pas encore d'affirmer qu'il existe une corrélation entre la fréquentation du réseau RGTR et la hausse des prix de l'énergie.

L'évolution du nombre total des usagers dans les trains depuis mai 2021 se présente comme suit :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu)).

La diminution du nombre total des usagers des trains constatée pour les mois de juillet 2021, d'août 2021, de septembre 2021, de février 2022 et d'avril 2022 est due aux vacances scolaires, pendant lesquelles les services publics sont traditionnellement moins fréquentés.

Comme le nombre total des usagers des trains pour la période de janvier à avril 2022 n'a atteint que 79 % du nombre total des usagers pour la même période en 2019, année pré-covid, je constate que les transports publics ne sont actuellement pas confrontés à des problèmes de prise en charge aux heures de pointe en raison d'une utilisation renforcée par la population résidente et frontalière.

En effet, parmi les 353 trains qui circulent chaque jour du lundi au vendredi aux heures de pointe matinales et du soir, l'occupation maximale en places assises est atteinte dans seulement trois trains.

.....

**Surpeuplement du tram aux heures de pointe** | Question 6157 (06/05/2022) de **M. Max Hahn** (DP)

Den Tram ass zënter senger Aféierung quasi Affer vu sengem eegenen Erfolleg ginn. Esou kéim et an der Lescht ëmmer nees dozou, dass den Tram an de Spëttestonne komplett iwwerfüllt ass, soudass d'Leit deelweis laang musse waarden, fir een Tram ze kréien, an deem nach Plaz ass.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte folgend Froe stellen:

- Kann den Här Minister dëst confirméieren?

- Wa jo, wéi gedenkt den Här Minister, d'Situatioun ze verbessern? Ass zum Beispill virgesinn, an de Spëtzenzäiten den Takt eropzesetzen oder e Waggon bäizesetzen?

**Réponse** (09/06/2022) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Iwwert de Wee vun enger parlamentarescher Fro freet den honorabelen Deputéierte Max Hahn Informatiounen iwwert d'Auslaaschtung vum Tram an de Spëttestonnen.

Kapazität vun engem Tram sinn ënner Konditiounen vu Covid 300 Persounen, dovunner 76 Sëtzplazen. Viru Covid ass ee vu 450 Persounen ausgaangen.

Den aktuellen Takt tëschent der Gare centrale a Luxexpo ass véier Minutte vu 6.00-19.30 Auer. Dat entsprécht 15 Tramme pro Stonn a Richtung, oder enger Kapazität vun 300 x 15 = 4.500 Persoune pro Stonn a Richtung.

D'Benetzung vum Tram ass verdeelt iwwert den Dag héich. Spëtzenzäite gétt et tëschent 8.00 an 9.00 Auer a Richtung Kierchbierg, an tëschent 17.00 an 18.00 Auer a Richtung Gare. Als Beispill: Déi lescht Woch Abrëll sinn an der Moyenne owes tëschent 100 an 150 Leit pro Tram an de Spëtzenzäiten tëschent de Statiounen Hamilius a Gare transportéiert ginn.

D'maximal Kapazität läit wéi gesot bei 300 Persoune pro Tram, wat weist, datt et an der Moyenne vun der Spëttestonn nach Reserve gétt.

Iwwert den Dag verdeelt transportéiert Luxtram am Moment ongeféier 70.000 Persounen.

D'Ausso, dass den Tram a Spëtzezon komplett iwwerfëllt ass an den Tram quasi Affer vu sengem eegenen Erfolg ginn ass, kann ech domadder net confirméieren.

Et ka sinn, dass a verschidde Momenter am Dag, a besonnesch op der Gare, wa méi Zich zur gläicher Zäit ukommen, een Tram voll ass. Da muss een am Extreemfall op den nächsten Tram waarden, wat bei engem Takt vu véier Minuten awer och keng laang Waardezäit ass.

Wéi ech schonn am Kontext vum Plan national de mobilité 2035 erkläert hunn, ass et d'Zil, aus der éischter Tramslinn ee richtegen Tramsreseau ze maache mat insgesamt véier Linnen. Een Tramsreseau ass vill méi resilient an d'Passagéier kënnen sech besser um ganze Reseau verdeele wéi op enger eenzeger Linn.

Am Moment gétt et och just zwee Beréierungspunkten tëscht Tram an der Eisebunn. An zwee Joer kann d'Gare périphérique um Houwald ugebonne ginn. Duerno gétt d'Gare périphérique vun Hollerech och vum Tram erschloss. Mir verdeebelen also d'Unzuel vun den Ëmsteigepunkten Zuch-Tram, wat d'Gare centrale wäert entlaaschten. Änlech ass d'Situatioun bei den Ëmsteigepunkte Bus-Tram, wou mer vun haut 5 op muer 12 Ëmsteigepunkten an der Stad wäerten eropgoen.

Zousätzlech hu mer effektiv d'Méiglechkeet, punktuell op een Dräiminutentakt eropzegoen, wat eng Kapazitéitserhéijung vun 33 % duerstellt, also ënnert Covidbedéngunge 6.000 Persounen pro Richtung a Stonn.

Laangfristeg kënnen och méi laang Gefierer agesat ginn, falls d'Demande sech net besser sollt verdeelen a weider klëmmt.

.....

### Initiatives de demande d'organisation d'un référendum sur la Constitution | Question 6160 (06/05/2022) de M. Fernand Kartheiser (ADR)

Säit dem Hierscht d'lescht Joer kënnen d'Bierger sech a reegelméissegem Ofstänn op hire Gemenge fir e Referendum iwwert déi nei Verfassung androen. Gëschter ass dës Prozedur fir den drëtten Deel vun der Verfassungsrevisioun ofgelaf. D'Gemenge sinn dozou verpflichtet, dem Här Staatsminister uschléissend déi genee Zuel vun den Ënnerschrëfte matzedeelen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Regierung gär dës Fro stellen:

- Kann d'Regierung eng Tabell presentéieren, déi regruppéiert, wéi vill Leit jee weils an all Gemeng fir déi dräi éischt Deeler vun der Revisioun ënnerschriwwen hunn?

**Réponse commune (30/05/2022) de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur**

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)

.....

### « NohaltegkeetsCheck fir Entreprises » | Question 6161 (06/05/2022) de Mme Diane Aehm (CSV)

An der rezenter Vergaangenheet gouf et vill Diskussiounen iwwer ëmstridden industriell Projeten zu Lëtzebuerg wei zum Beispill d'Implantatioun vun enger Jugurtsfabrick respektiv enger Steewollfabrick. An deem Kontext ass d'Fro om Stelleväert vun Ëmwelt- an Nohaltegkeetsaspekter an der lëtzebuergescher Wirtschaftspolitik opgeworf ginn. An de

Chamberdebatten iwwert eng eventuell Implantatioun vun enger Jugurtsfabrick huet Regierung annoncéiert, een „NohaltegkeetsCheck fir Entreprises“ auszeschaffen, wou prezis Krittere sollten zeréckbehale ginn, déi néi Industriebetrieb missten erfëllen, wann se sech zu Lëtzebuerg wéilten implantéieren.

An deem Kontext géif ech gäre folgend Froen un d'Regierung stellen:

- Wéi wäit ass Regierung mam Ausschaffe vum „NohaltegkeetsCheck fir Entreprises“?

- Wéini kann den „NohaltegkeetsCheck fir Entreprises“ applizéiert ginn?

- Kann d'Regierung iwwert d'Krittären informéieren, déi beim Nohaltegkeetscheck sollen applizéiert ginn?

**Réponse commune (20/06/2022) de M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable**

D'Aarbechten um „NohaltegkeetsCheck fir Entreprises“ (NoHaCheck) si gutt virukomm an d'Krittären, fir déi d'Industrieprojeten am Check wäerten analyséiert ginn, goufe schonn an enger éischter Fassung opgestallt.

Parallèll huet den Trade and Investment Steering Committee (TISC), deen sech ëm d'Koordinatioun vun der wirtschaftlecher Promotioun a Prospektioun këmmert, en theemespezifischen interministerielle Comité an d'Liewe geruff. Dës Comité huet als Missioun, déi erstallten NoHaChecken ze begutachten. Seng Membere representéieren de Wirtschaftsministère, de Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung, de Ministère fir Aarbecht, Beschäftigung a fir Sozial- a Solidarwirtschaft, de Ministère fir Energie a Landesplanung, an de Ministère fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten.

Eng éischt Reunioun vum interministerielle Comité wäert nach virum Summer stattfannen an dat gemeinsam Finaliséieren, an d'Notze vum NoHaCheck, wann e Projet sech presentéiert, ass nach fir 2022 virgesinn.

Den „NohaltegkeetsCheck fir Entreprises“ gétt ausgeschafft an applizéiert speziell fir nei, grouss Industrieprojeten, vun deenen e regionalen an nationalen Impakt kann erwaart ginn. Erweiterungen, Ännerungen oder nei Sitte vu schonn zu Lëtzebuerg ugesidelte Betriber falen net ënnert d'Applikatioun vum Outil. Fir eng Kohärenz ze garantéieren, wäert de Wirtschaftsministère sech awer bei dem Encadrement vun esou Projeten och um « NohaltegkeetsCheck fir Entreprises » orientéieren.

Den NoHaCheck wäert esou exhaustiv wie méiglech den Impakt vun de geplangte Projeten opweisen, ouni dobäi e groussen administrativen Opwand mat sech ze bréngen. Dofir gi prezis gewielte Krittere genotzt, déi, ënnert anerem, folgend Beräicher ofdecken:

- Investissement
- Rentabilitéit
- Emploi
- Surface
- Waasser
- Energie
- Klima
- Loftqualitéit.

.....

### « Drive Pilot » | Question 6163 (10/05/2022) de M. Max Hahn (DP)

Als éischte Constructeur iwwerhaupt krut Mercedes rezent an Däitschland d'Erlaabnis, säi System vum

automatiséierte Fuere „Drive Pilot“ am Stroosseverkéier ënner ganz spezifesch Bedéngungen anzusetzen. Sou dierf deen Assistent am Stau op der Autobunn bis zu enger Vitesse vu 60 km/h komplett d'Kontroll iwwerhuelen, de Chauffeur dierf dann esouguer ganz legal den Handy benotzen.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte folgend Froe stellen:

- Ass den Här Minister au courant vun dëser Decisioun vun eisen däitschen Noperen?

- Wäert den Asaz vum „Drive Pilot“ och zu Lëtzebuerg erlaabt sinn? Wa jo, wat wieren d'Bedéngungen? Wann net, wat wieren d'Grënn dofir?

- Wéi preparéiert Lëtzebuerg sech dorop, dass an Zukunft ëmmer méi esou Systemer op de Marché kommen? Ass virgesinn, de legale Kader unzepassen, fir d'Benotze vun dëse Systemer zu Lëtzebuerg ze erméiglechen?

**Réponse (09/06/2022) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics**

Den honorabelen Deputéierte Max Hahn stellt sech Froen iwwert de System Drive Pilot vu Mercedes-Benz, deen d'autonoomt Fuere vu Gefierer op der ëffentlecher Strooss ënner gewëssen Oplagen erméiglecht.

An deem Zesummenhang erlaben ech mir, fir op meng Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 5403 vum 17. Dezember 2021 vum honorabelen Deputéierte Marc Goergen iwwert d'autonoomt Fuere ze verweisen.

.....

### Délais d'inscription dans le cadre de l'organisation d'un référendum | Question 6166 (10/05/2022) de M. Fernand Kartheiser (ADR)

Bis den 9. Mee konnten d'Bierger sech op hirer Gemeng fir e Referendum iwwert den drëtten Deel vun där geplangter nei Verfassung androen. Et verhält sech awer sou, dass den 8. Mee dëst Joer op e Sonndeg an den 9. Mee op e Feierdag gefall sinn. Deementspriedend konnten d'Bierger also nëmme bis de 7. Mee ënnerschreiw, obwuel dovun auszegoen ass, dass et vill Bierger géif arrangéieren, dës Prozedur grad op engem früen Dag wouerzehuelen.

An deem Sënn géif ech dem Här Staatsminister gär dës Froe stellen:

- Wéi eng Critère gëllen am Abléck fir d'Festleeë vum Delai vun der Aschreiwungsprozedur?

- Ass d'Regierung der Meenung, dass bei enger Referendumsprozedur d'Gemengen och sollte sonndes oder op Feierdeeg eng Méiglechkeet virgesinn, fir sech kënnen anzedroen, oder och, dass fir d'Festleeë vun den Delaie vun enger Referendumsprozedur d'Delaie sollten esou verlängert ginn, dass d'Zuel vun de Sonndeger a Feierdeeg consideréiert a kompenséiert gétt?

**Réponse commune (31/05/2022) de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur**

Den Delai fir d'Ënnerschrëftesammlung ass am Artikel 114 Alinea 3 vun der Verfassung festgeluecht. An zwar gesäit dësen Artikel vir, dass eng Ufro fir e Referendum duerch méi wéi ee Véierel vun de Membere vun der Chamber oder duerch 25.000 op de Wielerlëschte fir d'legislativ Walen ageschriwwen Wieler innerhalb vun zwee Méint nom éischte Vote an der Chamber muss gemaach ginn. Des Weidere gesäit den Artikel 9 vum ofgeännerte Gesetz vum 4. Februar 2005 iwwer de Referendum um nationale Niveau vir, dass d'Gemenge minimum sechs Stonne

pro Woch mussen op sinn an dass ënnert den Ëffnungszäiten ëmmer de Samschdeg muss sinn. Laut dem nämmechten Artikel sollen d'Ëffnungszäite vun de Gemengen esou fest geluecht ginn, dass, sou wäit wéi méiglech, all d'Wieler d'Méiglechkeet hunn, sech an der Gemeng ze presentéieren. Fir de Rescht dierfen d'Gemenge selwer decidéieren, wéi eng Deeg an der Woch a wéi vill Stonne pro Dag si op hunn.

D'Regierung ass der Meenung, dass dës Delaien ausräichend sinn.

**Incidence des isolements sur le déroulement de l'examen de fin d'études secondaires** | Question 6169 (11/05/2022) de **Mme Josée Lorsché** (déi gréng)

Selon le calendrier général de l'examen de fin d'études secondaires 2022 établi par le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, les épreuves écrites de la session d'été commencent le 17 mai.

À l'heure actuelle, les restrictions sanitaires dues à la pandémie pèsent moins lourd qu'il y a un an. Or, selon les dispositions légales en vigueur, la période d'isolement en cas de test positif s'élève toujours à dix jours, mais peut prendre fin avant cette échéance si la personne infectée réalise à 24 heures d'écart deux tests antigéniques rapides Sars-CoV-2 dont les résultats sont négatifs. Avec le nombre journalier de nouvelles infections se situant toujours à un niveau significatif, il est dès lors probable que les isolements d'élèves auront une incidence sur le déroulement des deux sessions de l'examen de fin d'études secondaires 2022.

Alors que les rattrapages d'épreuves pour cause de maladie font régulièrement partie de l'organisation des examens, les infections à la Covid-19 constituent une exception étant donné que les élèves concernés doivent se soumettre à la disposition contraignante de l'isolement, même au cas où ils sont asymptomatiques. Pour tenir compte des infections liées à la pandémie, le ministère avait prévu en 2021 un certain nombre de mesures exceptionnelles afin d'assurer un meilleur déroulement des épreuves, dont notamment sept journées de repêchage, au lieu d'une seule en temps normaux.

Dans cet ordre d'idées, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enseignement et de la Recherche :

1) Des journées de repêchage additionnelles en raison de la pandémie sont-elles prévues pour les deux sessions d'examen de l'année 2022 ?

2) Dans la négative, un élève ayant raté deux épreuves écrites au cours d'une session à cause d'un isolement se verra-t-il automatiquement relégué à la session suivante ?

En amont des épreuves écrites et en vue de l'admission à ces dernières, se pose par ailleurs la question du droit, voire de la possibilité des élèves de participer aux devoirs de classe. Selon le règlement grand-ducal modifié du 31 juillet 2006 portant organisation de l'examen de fin d'études secondaires classiques, sont admissibles à l'examen les élèves qui ont suivi régulièrement et de façon continue l'enseignement de la classe de première et qui ont composé dans toutes les disciplines prévues au programme. Vu les dispositions d'isolement telles qu'évoquées ci-haut, il paraît possible qu'au moment du début des épreuves écrites de la session d'été, certains élèves n'auront pas encore rattrapé un ou plusieurs devoirs de classe auxquels ils n'ont pas pu participer en raison d'un isolement. Au vu

de ce qui précède, j'aimerais ajouter la question suivante :

3) Un élève qui n'aura pas rédigé tous les devoirs de classe pendant l'année scolaire ou qui n'aura pas encore reçu sa note pour un devoir rattrapé à courte échéance avant les épreuves écrites de la session d'été est-il admissible pour ces dernières ? Dans l'affirmative, quelles sont les modalités de rattrapage pour les devoirs en question ?

**Réponse** (14/06/2022) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1) + 2) Pour que les élèves testés positifs à la Covid-19 et visés par une mesure d'isolement puissent passer toutes les épreuves d'examen auxquelles ils sont inscrits, sept journées de repêchage seront à nouveau organisées.

ad 3) Un élève ne peut se présenter à l'examen de fin d'études secondaires qu'à condition d'avoir composé dans toutes les disciplines prévues au programme.

Cette disposition s'impose en raison du fait que les résultats obtenus en cours d'année comptent pour un tiers dans le calcul de la note finale des six disciplines que l'élève présente à l'examen ; pour les disciplines qui ne figurent pas à l'examen, la note de l'année constitue à elle seule la note finale.

Dans le contexte de la pandémie, les directions des lycées et les enseignants ont pris toutes les dispositions nécessaires pour que les élèves qui n'ont pas composé aux échéances fixées, aient pu rattraper leurs devoirs en classe. Par ailleurs, les conseils de classe qui valident les notes semestrielles obtenues par les élèves ont été fixés à l'avant-dernier jour de cours pour donner à tous les élèves la possibilité de se mettre en conformité.

Je n'ai pas connaissance d'élèves qui auraient été exclus de l'examen pour ne pas avoir rédigé tous les devoirs en classe prévus. Quant à ceux ayant rattrapé un devoir à courte échéance avant les épreuves écrites, mais n'ayant pas reçu leur note avant le conseil de classe, ils ne sont pas exclus ; en accord avec le commissaire responsable pour la section, le conseil de classe confirme dans ce cas les notes de l'élève avant les décisions d'examen.

**Accord de principe entre l'Union européenne et les États-Unis visant à permettre des échanges de données personnelles** | Question 6170 (11/05/2022) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

À la surprise générale, la Commission européenne vient de conclure un accord de principe avec les États-Unis visant à permettre des échanges de données personnelles.

La surprise a été d'autant plus grande que la Cour européenne de justice avait, en 2015 et 2020, invalidé deux moutures ayant précédé cet accord avec le motif que les droits des citoyens européens n'étaient pas garantis.

- J'aimerais dès lors savoir de Madame la Ministre de la Justice quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois par rapport à cet accord permettant l'envoi de données personnelles sur les serveurs d'entreprises américaines.

- Quel est le contenu exact de cet accord et quelles pourraient en être les retombées sur l'utilisation des données de nos concitoyens ?

- Quelles sont les procédures à suivre par cet accord de principe jusqu'à sa mise en vigueur ?

- Quelles mesures techniques et juridiques font encore défaut ?

**Réponse commune** (13/06/2022) de **M. Xavier Bettel**, Ministre des Communications et des Médias | **Mme Sam Tanson**, Ministre de la Justice

L'honorable Député est prié de bien vouloir se référer aux éléments de réponse à la question parlementaire n° 6102 qui apportent les éclairages demandés dans la présente question parlementaire.

**Cannabis médical** | Question 6171 (11/05/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

2018 ass de Gesetzesprojet zum medezinnesche Cannabis gestëmmt ginn. Leider kouw et d'lescht Joer zu enger Rei vu Ruptures de stock, wouduerch d'Patienten hu missen op aner Medikamenter zrëckgräifen. D'Pilotphas sollt no zwee Joer an engem Rapport evaluéiert ginn.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. An der Äntwert op d'Fro N° 4349 huet d'Ministesch erkläert, dass de Rapport zur Evaluatioun vun der Pilotphas vum medezinnesche Cannabis soll am Hierscht 2021 ofgeschloss sinn.

Ass de Rapport méttlerweil disponibel? Wa jo, ass dësen ëffentlech zougänglech?

2. Wéi eng Quantitéiten u Stock si momentan u blo, giel a rout markéiertem medezinnesche Cannabis a Cannabisueleg disponibel?

3. Wéini wäerte weider Quantitéite bestellt ginn?

4. Kouw et an deene leschte sechs Méint nach zu Ruptures de stock?

5. Wéi vill Persoune kréie momentan medezinnesche Cannabis verschriwwen?

**Réponse** (09/06/2022) de **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé

ad 1. Jo, de Rapport ass Enn Mee 2022 vun den Experte finaliséiert ginn an der Gesondheitsministesch ënnerbreet ginn. Soubal déi intern Concertatioun ëm de Rapport d'évaluation ofgeschloss ass, wäert de Rapport och um Site vum Gesondheitsministère publizéiert ginn.

ad 2. De blo, giel a rout markéierten medezinnesche Cannabis ass e Faarfcode, dee vun der Firma Canopy Growth benotzt gouf. De medezinnesche Cannabis, deen aktuell zu Lëtzebuerg disponibel ass, ass vun der Firma Tilray, déi net mam blo, giel a roude Faarfcode verfiert.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)

Tilray bidd aktuell kee CBD dominante medezinnesche Cannabis un, deen den Equivalent vum giel markéierte medezinnesche Cannabis vu Canopy Growth ass.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)

ad 3. Déi nächst Liwwerungen un THC18-Bléie si fir Juli an August virgesinn.

Déi nächst THC9/CBD9-Bléie wäerte viraussichtlech Mëtt-Juni geliwwert ginn.

ad 4. Säit Dezember 2021 kouw et zu kenge weidere Ruptures de stock méi.

ad 5. Säit Januar 2022 krute 587 Patiente medezinnesche Cannabis verschriwwen. Dëst entsprécht 1.741 Ordonnancen, déi fir medezinnesche Cannabis ausgestellt goufen.

**Phagothérapie** | Question 6172 (11/05/2022) de **M. Marc Hansen** (déi gréng)

La phagothérapie, développée et utilisée avec un certain succès dès les années 1920, consiste à utiliser des virus bactériophages, les prédateurs naturels des bactéries, pour lutter contre des infections. Or, avec l'apparition des antibiotiques, cette technologie a été délaissée par les pays occidentaux et est aujourd'hui absente de la pharmacopée européenne.

Cependant, compte tenu de la propagation de souches bactériennes multirésistantes aux antibiotiques, cette technologie constitue une alternative, ou du moins un traitement complémentaire. De nos jours, c'est principalement la Géorgie et l'institut Eliava à Tbilissi qui est connue pour l'utilisation de la phagothérapie dans le traitement des infections bactériennes. Des patient.e.s du monde entier s'y rendent afin de bénéficier de ce traitement, souvent après l'échec de traitements par antibiotiques.

En Belgique une réglementation spéciale a été adoptée qui permet d'utiliser les bactériophages dans le cadre d'une préparation pharmaceutique magistrale (préparée sur ordonnance pour un patient spécifique) et depuis 2007, l'hôpital militaire « Reine Astrid » accepte des patient.e.s dans un service spécialisé en phagothérapie.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre :

1) Est-ce que des patient.e.s affilié.e.s à la sécurité sociale au Luxembourg ont été transféré.e.s dans un service de phagothérapie à l'étranger au cours des dix dernières années ?

2) Dans l'affirmative, de combien de patient.e.s s'agit-il ?

3) La phagothérapie est-elle actuellement remboursée ?

4) Dans la négative, la phagothérapie pourrait-elle être incluse dans la nomenclature ?

**Réponse commune** (13/06/2022) de **M. Claude Haagen**, Ministre de la Sécurité sociale | **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé

La phagothérapie n'est actuellement pas prise en charge par l'assurance maladie-maternité. De ce fait, les assurés affiliés à la sécurité sociale luxembourgeoise ne sont pas transférés dans un service de phagothérapie à l'étranger. En effet, pour qu'un transfert à l'étranger soit autorisé, il faut que le la prise en charge de ce traitement soit prévue par l'assurance maladie-maternité luxembourgeoise et que le traitement y relatif s'avère impossible ou inadéquat au Luxembourg.

Le recours à la phagothérapie peut bien constituer un traitement complémentaire, mais les conditions sous lesquelles il peut y être fait restent à être définies et un cadre réglementaire doit être mis en place.

Dans ce contexte, il est souligné que les services compétents suivent régulièrement les publications médicales des différentes sociétés savantes en matière de thérapies médicales et prise en charge des différentes pathologies, pour adapter, si nécessaire, la prise en charge de l'assurance maladie dans le respect des dispositions du Code de la sécurité sociale et notamment des articles 17 et 23.

**Lutte contre les infections nosocomiales dans les hôpitaux** | Question 6173 (11/05/2022) de **M. Marc Hansen** (déi gréng)

En milieu hospitalier, le nettoyage à l'aide de désinfectants puissants constitue la norme. Le but est de tuer

un maximum de bactéries afin d'éviter les infections nosocomiales. Celles-ci concernent 15 % des personnes hospitalisées dans les pays développés et ont généralement un effet nocif sur le traitement. Au pire des cas, ces infections redoutées peuvent entraîner la mort des patient.e.s. Le problème s'amplifie depuis des années, en raison de l'apparition de souches de bactéries multirésistantes, aussi bien aux antibiotiques qu'aux désinfectants de nettoyage utilisés.

À Berlin dans l'Hôpital de la Charité, un projet pilote poursuit une piste novatrice en matière de nettoyage qui est inspirée de la peau et des muqueuses humaines. Au lieu de tuer les bactéries à l'aide de désinfectants, ce qui provoque à terme une adaptation des organismes au produit, le nettoyage se fait avec des solutions probiotiques. Le but recherché est l'occupation des surfaces par des bactéries inoffensives et de faire ainsi barrage aux bactéries pathogènes. Les premiers résultats des essais montrent que les espaces nettoyés avec la solution probiotique présentent effectivement moins de bactéries et d'une plus grande variété. La plus grande biodiversité bactérienne signifie que les surfaces sont mieux protégées contre la colonisation par des agents pathogènes.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Les hôpitaux luxembourgeois sont-ils impliqués dans un projet comparable, que ce soit au niveau national ou en collaboration avec des hôpitaux ou instituts étrangers ? Dans l'affirmative, est-ce que des résultats sont d'ores et déjà disponibles ? Dans la négative, Madame la Ministre compte-t-elle faire appel à une structure hospitalière luxembourgeoise pour un tel projet pilote ?

2) Mirabank, créée en 2019 par l'IBBL et le LNS et chargée de la collecte et de l'analyse des souches des bactéries multirésistantes pour le compte de l'European Centre for Disease Prevention and Control (ECDC), est-elle impliquée dans ce genre de projet au niveau national ou international ?

3) Madame la Ministre peut-elle indiquer quels projets pilotes concernant les maladies nosocomiales et/ou les bactéries multirésistantes ont été menés dans les hôpitaux au Luxembourg au cours des dix dernières années ? Quelles conclusions ont pu en être tirées ?

**Réponse** (15/06/2022) de **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé

ad 1) Le Ministère de la Santé n'a pas connaissance d'éventuelles études menées dans les hôpitaux luxembourgeois qui porteraient sur l'évaluation des performances de nouvelles méthodes de décontamination des surfaces et pour lesquelles il aurait émis une autorisation. L'étude citée par l'honorable Député est une étude de recherche clinique limitée à un seul centre hospitalier en Allemagne.

ad 2) Le projet Mirabank n'a pas vocation dans l'immédiat à évoluer les performances de nouvelles méthodes de décontamination des surfaces.

ad 3) Sur les 58 autorisations pour les études de recherche émises par le Ministère de la Santé depuis l'entrée en vigueur de la loi hospitalière en 2018, aucune n'avait pour objet les maladies nosocomiales et/ou les bactéries multirésistantes.

**Avoirs gelés suite aux sanctions à l'égard d'oligarques russes** | Question 6175 (11/05/2022) de **M. François Benoy** (déi gréng)

Dans sa réponse à ma question parlementaire n° 5952 du 17 mars 2022, Madame la Ministre m'a

assuré que les sanctions prises à l'égard d'oligarques russes par la décision 2014/512/PESC sont applicables au sein de la zone franche et les biens y déposés appartenant à des oligarques ou entités russes visés par la décision 2014/512/PESC doivent être soumis aux sanctions prévues.

Le 29 mars 2022, le Ministère des Finances a communiqué qu'à ce moment-là, les opérateurs luxembourgeois avaient pu geler des avoirs bancaires ainsi que des titres de capital de personnes ou entités sanctionnées à hauteur de près de 2,5 milliards d'euros.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements supplémentaires suivants de la part de Madame la Ministre :

1) Quelle est la valeur totale respectivement le volume total des avoirs qui ont été gelés à la zone franche suite à l'application des sanctions à l'égard des oligarques ou entités russes ?

2) Combien de contrôles ont été effectués à la zone franche par les autorités compétentes depuis l'entrée en vigueur des sanctions prémentionnées ? Quelles ont été, le cas échéant, les irrégularités constatées ?

**Réponse** (13/06/2022) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre des Finances

La valeur totale des avoirs qui ont été gelés à la zone franche suite à l'application des sanctions de l'Union européenne contre la Russie liées à la situation en Ukraine s'élève actuellement à 210.327.140 euros.

L'intégralité des opérateurs agréés en zone franche a fait l'objet d'un contrôle sur place depuis l'adoption des premières mesures restrictives le 23 février 2022. Aucune irrégularité n'a pu être constatée par les vérificateurs de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA.

**Manifestation le 30 avril 2022 à la place de Paris** | Question 6176 (11/05/2022) de **M. Fernand Kartheiser** | **M. Roy Reding** (ADR)

Den 30. Abrëll huet an der Stad op der Paräisser Plaz eng Maniff stattfonnt, déi de Lëtzebuurger Biergerkollektiv den 8. Abrëll ënnert dem Titel « Pour le libre choix médical », mat engem Cortège vun der Gare op d'Plëss, bei der Gemeng Lëtzebuerg ugemellt hat. An engem Bréif vum 22. Abrëll gouf hinnen awer matgedeelt, dass si hir Maniff „statesch op d'Paräisser Plaz“ misste begrenzen a sech fir weider Detailler un déi groussherzoglech Police sollten adresséieren. Den Dag selwer waren no Ausso vu Leit, déi selwer op der Maniff waren, circa eng hallef Dose Polizisten, ouni Spezialausrüstung, op der Plaz, sou, dass am Virfeld wuel kaum en erhéicht Sécherheetsrisiko ugeholl ginn ass.

An deem Sënn géife mir dem Här Policeminister gär dës Froe stellen:

1. Wéi eng Ofsprooch gouf et am Virfeld vun dëser Manifestatioun tëschent dem Policeminister an de Responsabele vun der Stad Lëtzebuerg?

2. Zu wéi enger Sécherheetsaschätzung koom déi groussherzoglech Police am Virfeld vun dëser Demonstratioun a wéi eng Asazuerderen huet den Här Minister op där Basis verfaast? Kann den Här Minister der Chamber déi entsprechend Dokumenter zoukomme loossen? Falls net, firwat net?

3. Et ass kee Geheimnis, dass bei dëser Demonstratioun e politesch Uleies sollt virbruecht ginn, dass weeder der Opaassung vun de Stater Schäfferotrsnach de Regierungsparteien entsprécht. Wéi wäit hu politesch Interessen eng Roll gespillt, fir dës Manifestatioun op enger bestëmmter Plaz um Bord vum

Zentrum festzusetzen, während aner Manifeste fräi konnte stattfannen?

**Réponse** (08/06/2022) de **M. Henri Kox**, Ministre de la Sécurité intérieure

ad 1. De Policeminister gëtt de gesetzleche Kader, fir datt d'Police kann handelen, hien ass allerdeings net an déi operationell an alideeglech Polizeiaarbecht agebonnen. D'Preparatiounsaarbecht am Virfeld vun enger Manifestatioun fällt an den Aufgabebereich vun der Police, zesumme mam Buergermeeschter vun der betreffener Gemeng.

ad 2. D'Police verfüügt iwwert e Service d'évaluation du risque, dee kontinuéierlech déi allgemeng Bedroungslag am Zesammenhang mat spezifische Policedispositiiven (Schutz vun auslännesche Vertrieedungen, offiziell Visite vu Staatsgäscht, gréisser Manifestatiounen asw.) analyséiert. Bei där Manifestatioun, em déi et sech an dëser parlamentarescher Fro dréit, ass och esou eng Risikoanalys gemaach ginn.

Den Dag vun der Manifestatioun „Pour le libre choix médical“ war eng weider Manifestatioun géint de Krich an der Ukrain an der Uewerstad virgesinn. D'Madamm Buergermeeschter vun der Stad Lëtzebuerg huet als Autorité de décision, no Ofsprooch mat der Police, déi zwou Manifestatiounen autoriséiert, ënner der Konditioun, dass se statesch an op sécherem Ofstand vunenee stattfannen, aus Grënn vun der ëffentlecher Sécherheet.

D'Police huet béi deenen zwou Manifestatiounen duerfir gesuergt, dass alles am legale Kader vun den Autorisatiounen ofleef an dass d'Sécherheet vun de Bierger an d'ëffentlech Uerdnung garantéiert bleiwen.

Wéi schonn ënnert ad 1. erkläert, intervenéiert de Policeminister net an déi alideeglech Policearbecht.

ad 3. D'Manifestatiounsrecht kann net opgrond vu politeschen Interessen ageschränkt ginn. Esou Aschränkunge sinn nëmme méiglech, wann d'ëffentlech Sécherheet, notament d'Sécherheet vun de Manifestanten an déi vun den anere Bierger, net garantéiert ka ginn.

**Intérêt de la société pour l'énergie photovoltaïque** | Question **6178** (11/05/2022) de **Mme Jessie Thill** (déi gréng)

La crise climatique, l'augmentation des prix de l'énergie et la dépendance énergétique envers des pays ne respectant pas la charte universelle des droits humains entraînent que de plus en plus de particuliers décident d'investir dans les énergies renouvelables, notamment dans l'énergie solaire, en installant des panneaux photovoltaïques. Les consommateurs deviennent ainsi des acteurs actifs sur le marché de l'énergie en participant à la transition énergétique en tant que producteur ou même autoconsommateur.

Dans ce contexte, j'aimerais savoir de la part de Monsieur le Ministre :

1) Combien de dossiers de demande de raccordement ont été introduits auprès des gestionnaires de réseaux de distribution au Luxembourg pour des installations photovoltaïques pour l'année 2022 ?

2) Combien de ces demandes ont concerné des autoconsommations ?

3) Quelle était la part des demandes de conseil concernant l'énergie solaire auprès des conseillers de l'énergie de la Klima-Agence au cours de l'année 2022 ?

**Réponse** (13/06/2022) de **M. Claude Turmes**, Ministre de l'Énergie

ad 1) + 2) Depuis le début de l'année 2022, les gestionnaires de réseau ont reçu 955 demandes de raccordement pour des installations photovoltaïques dont 676 avec l'option autoconsommation. Il faut néanmoins préciser qu'une partie des demandes est incomplète ou n'est pas à jour et que le nombre de demandes de raccordement peut ainsi fluctuer et ainsi on peut constater que l'autoconsommation connaît désormais un grand succès.

ad 3) Dans la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 avril 2022, 33 % des conseils en énergie ont concerné l'énergie solaire et parmi les 1.020 conseils individuels, le sujet du photovoltaïque a été abordé quelque 478 fois. Ces chiffres ne reprennent pas les demandes d'information sollicitées via la ligne directe (Hotline) de la Klima-Agence.

**Lutte contre la pédopornographie** | Question **6182** (12/05/2022) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** | **Mme Viviane Reding** (CSV)

La Commission européenne a publié en date du 11 mai 2022 une proposition de loi visant à autoriser l'analyse des conversations et communications, y compris celles chiffrées, par les entreprises de réseaux sociaux dans le but de lutter contre la pédopornographie (image, photo, film, vidéo, etc.).

Dans ce contexte, des entreprises comme META (WhatsApp, Instagram), Signal, Apple ou Google seraient forcées de créer une faille dans leur chiffrement pour surveiller les conversations et de détecter, supprimer et signaler les images illégales d'abus sexuels aux forces de l'ordre.

Cette loi future demande la création d'un cadre juridique qui crée une obligation pour les fournisseurs de services concernés de détecter, de signaler et de retirer de leurs services les abus sexuels commis sur des enfants, applicable aux contenus anciens et nouveaux, ainsi qu'aux menaces textuelles telles que le grooming.

À rappeler que dans le cadre de l'interpellation sur les abus sexuels contre les mineurs, initiée par la Députée Nancy Arendt en date du 30 juin 2021, Madame la Ministre de la Justice a rassuré la volonté du Gouvernement luxembourgeois de renforcer le dispositif législatif en vue de contribuer davantage dans la lutte contre les abus sexuels et l'exploitation sexuelle des mineurs.

Dans ce contexte, nous voulons poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre de la Digitalisation :

1) Madame et Monsieur les Ministres, de quelle manière le Luxembourg entend-il corriger les défaillances de la législation actuelle ?

2) Par quels dispositifs tant juridiques que digitales/informatiques, le Gouvernement veut-il faire de sorte à ce que les propositions nouvelles de la Commission soient d'urgence intégrées dans la législation luxembourgeoise ?

**Réponse commune** (15/06/2022) de **Mme Sam Tanson**, Ministre de la Justice | **M. Xavier Bettel**, Ministre des Communications et des Médias

ad 1) + 2) Il est à l'heure actuelle prématuré de prendre définitivement position quant aux dispositions prévues par la proposition de règlement de la Commission européenne visant à prévenir et à combattre les abus sexuels sur les enfants en ligne, étant donné que cette dernière est actuellement en cours d'analyse et fera l'objet de négociations au niveau européen.

Quant au principe, il peut être salué que la Commission européenne cherche à parfaire la coopération des fournisseurs de services dans la lutte contre les abus sexuels sur enfants. Il convient cependant d'adopter une approche prudente, en lien avec d'autres droits fondamentaux, en particulier le droit au respect de la vie privée, toute ingérence devant répondre à un certain nombre de conditions de proportionnalité posées par différents instruments européens, notamment la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne.

Il convient également de préciser que ladite proposition de règlement devra être analysée à l'aune d'autres instruments européens prévoyant également des dispositions en matière de contenus en ligne illégaux, illicites ou publiés sans le consentement de la personne, notamment la proposition de directive de la Commission européenne sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, présentée en mars 2022, et la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à un marché intérieur des services numériques.

En tout état de cause, il convient de citer le projet de loi n° 7949 renforçant les moyens de lutte contre les abus sexuels et l'exploitation sexuelle des mineurs qui prévoit une augmentation de certaines peines liées aux infractions de viol et d'attentat à la pudeur<sup>9</sup>, dont le champ d'application est élargi et qui comprend également les infractions commises en ligne ou facilitées par l'utilisation des technologies de l'information et de la communication.

**Affaire « Gaardenhaischen »** | Question **6184** (12/05/2022) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Am Kalenner vun der Affär em e Gaardenhaischen zu Déifferdeng gëtt et Ongereimtheeten. Op engem Lëtzebuurger Radio huet d'Madamm Justizminister bestätegt, dass si déi deemoleg Ëmweltministerin iwwer de Schrack vum Parquet, fir där hir Unhéierung méiglech ze maachen, a Kenntnis gesat hätt, an zwar nach ier d'Deputéierten doriwwer informéiert gi wäeren. Doriwwer hunn ech dës Froen:

1. Ass an der Prozedur, fir e Minister an enger juristescher Affär ze héieren, virgesinn, dass dee betraffene Minister am Virfeld vun der Demande vum Parquet un d'Chamber informéiert gëtt?

2. Wann nee, wat sinn d'Grënn, firwat dee betraffene Minister net virun der Chamber vun der Demande vum Parquet soll wëssen?

3. Wäer, wann eng Informatioun vum betraffene politesche Responsabele virgesi wär, dat, am Sënn vun der Gewaltentrennung, net ausschliisslech d'Aufgab vum Parquet?

4. Falen d'Demarché vum Parquet a säi geplangt Virgoen an esou engem Fall ënnert de „secret d'instruction“? Ass dëse „secret d'instruction“ an dësem Fall net respektéiert ginn?

5. Ass et normal Praxis, dass de Justizminister iwwert eng lafend Affär vum Parquet informéiert gëtt?

6. Wéi huet d'Madamm Minister d'Informatioun iwwert dës Demande kritt? Iwwert de Procureur général? Iwwert en anere Vertrieeder vum Parquet? Iwwert hire Ministère? Oder iwwert en anere Wee?

**Réponse commune** (09/06/2022) de **M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État | **Mme Sam Tanson**, Ministre de la Justice

An deem spezifische Fall, deen den honorablen Deputéierten uschwätzt, huet de Parquet général

<sup>9</sup> Le projet de loi prévoit une modification terminologique en « atteinte à l'intégrité sexuelle ».

moies den 21. Abrëll 2022 der Chamber den Dossier vun der Vir-Enquête an der sougenannter „affaire Gaardenhaischen“ iwwerginn. D'Madamm Solovieff, Procureur général d'État, huet d'Justizministeschen e puer Stonnen drop doriwwer informéiert. D'Justizministeschen huet deemno d'Madamm Dieschbourg zu engem Zäitpunkt informéiert, wou den Dossier vun der Vir-Enquête scho bei der Chamber louch.

Zu den éischten dräi Froen vum honorabelen Deputéierten sief ze bemierken, dass den Artikel 82 vun der Verfassung virgesäit, dass just d'Chamber iwwer eng eventuell „mise en accusation“ vun engem Minister decidéiere kann: « Art. 82. La Chambre a le droit d'accuser les membres du Gouvernement - Une loi déterminera les cas de responsabilités, les peines à infliger et le mode de procéder, soit sur l'accusation admise par la Chambre, soit sur la poursuite des parties lésées. »

Et ass allerdéngs esou, dass bis haut kee Gesetz gestëmmt ginn ass, dat eng Prozedur fir esou e Fall virgesäit. Deemno huet d'Chamber aktuell e „pouvoir discrétionnaire“ (Art. 116 vun der Verfassung), fir doriwwer ze decidéieren. Et gétt den Ament also keng Prozedur, fir d'„mise en accusation“ vun engem Minister ze reegelen.

Et ass awer e fundamentale Prinzip an engem Rechtsstaat, dass eng Persoun, géint déi à charge an à décharge enquétiéiert gétt, Stellung kann huelen zu de Virwürf, déi géint si virleien. Vu d'Lacune vum aktuelle System gesäit den Text vun der zukünftiger Verfassung kloer vir, dass de Ministère public zoustänneg gétt fir d'Poursuite géint e Minister: « Art. 83. ... (3) Les membres du Gouvernement sont pénalement responsables des actes commis par eux dans l'exercice de leur fonction. Seul le ministère public peut tenter et diriger les poursuites à l'encontre d'un membre du Gouvernement pour ces actes, même après cessation de sa fonction. »

Wat de „secret de l'instruction“ ugeet, esou si kloer Exceptiounen virgesinn, dorënner den drëtten Paragraph vum Artikel 8 vum Code de procédure pénale, dee seet: « Le procureur général d'État ou le procureur d'État peut rendre publiques des informations sur le déroulement d'une procédure, en respectant la présomption d'innocence, les droits de la défense, le droit à la protection de la vie privée et de la dignité des personnes ainsi que les nécessités de l'instruction. »

An deem Sënn informéiert de Procureur général d'État munchmol de Justizminister iwwer Fäll, zu deenen och de Parquet général öffentlech Stellung hält.

### Embargo sur l'énergie russe | Question 6185 (12/05/2022) de M. Fred Keup (ADR)

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 6042 schreift den Här Energieminister zu dem potenziellen Impakt vun engem Embargo vu russeschem Gas a Pétroll ënner anerem dat hei: „Falls et an Europa den nächste Wanter dann awer zu Liwwerschwieregkeeten am Gas sollt kommen, da mussen effektiv gegebenefalls déi grouss Betriber als éischt ofgeschalt ginn, fir dass Haushaltsclients, déi als geschützt gëllen, weider kënnen beliwwert ginn. Hei gétt et genee Pläng, déi vun den Netzbedreiwere ausgefouert ginn a wou, ofhängeg vun de Volummen, déi feelen, festgeluecht ass wéi eng Kategorie vu Betriber ofgeschalt musse ginn.“

Dozou géif ech dem Här Energieminister gär des Nofroen stellen:

1. Huet den Här Minister déi betreffen Entreprisë vertraulich doriwwer ënnerriicht, datt si fir den Eeschtfall op enger entsprecherender Lëscht gefouert ginn an ënner wéi enge Viraussetzungen desen Zenario gräift, fir datt si dat an hirem Betribsplang mat kalkuléiere kënnen?

2. Kann den Här Minister matdeelen a wéi engem Delai déi betreffen Entreprisë iwwert den Antrëtt vun Eeschtfall informéiert ginn, fir datt si de Betribsplang a besonnesch och komplex technesch Anlage kontrolléiert kënnen eroffueren?

3. Kann den Här Minister matdeelen, ob a Kooperatioun mat de betreffenen Entreprisë scho Sozialpläng ausgeschafft goufen, wéi d'Mataarbechter iwwert den entsprecherenden Zäitraum kënnen opgefaange ginn?

**Réponse commune (20/06/2022) de M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie**

Den Artikel 18 vum ofgeännerte Gesetz vum 1. August 2007 iwwert d'Organisatioun vum Gasmarché gesäit vir, dass d'Gasnetzbedreiwere an aussergewöhnleche Situatiounen déi d'Sécherheet, d'Zouverlässigkeet oder d'Effikassitéit vun de Gasnetzer a Fro stellen, all Moosname mussen huelen, fir deem entgéint ze wierken. Zu deene Moosname kann och d'Ennerbriechung vun der Versuergung gehéieren.

An deem Kontext haten d'Bedreiwere vun de Gasnetzer sech schonns 2009 zesumme gesat fir een éischte sougenannte Plan de délestage auszuschaffen. Dese Plan de délestage beschreift wéi, de Fall gesat, de Gasverbrauch duerch Ofschalte vu verschidde Kategorien vu Verbraucher kann der Situatioun ugepasst ginn, woubäi d'Haushaltsclients sou laang wéi méiglech solle versuergt kënnen ginn. Dee Plan de délestage ass eng leschte Kéier am Februar 2022 vun de Gasnetzbedreiwere ugepasst ginn. D'Netzbedreiwere hunn doropshin déi potentiell betreffen Verbraucher ugeschriwwen an si iwwert hire Rôle am Kader vum Plan de délestage higewisen.

Am Fall wou d'Netzbedreiwere dee Plan de délestage missten zur Uwennung komme loosse, hänkt et vun der Urgence vun der Situatioun of wéi laang am Virus déi betreffen Verbraucher informéiert kënnen ginn, woubäi et een Uleies ass fir déi Ukënnegung sou laang am Virus ze maachen wéi nëmme méiglech.

Et ass net auszuschléissen, dass, wa verschidde Entreprisë duerch d'Uwennung vum Plan de délestage hir Produktioun oder hir Aktivitéit mussen aschränken oder aussetzen, dat och Auswierkungen op d'Beschäftigung vun de Mataarbechter vun där Entreprise kann hunn. De Comité de conjoncture befaasst sech an enger vu sengen nächste Reuniounen mam Zenario vun esou engem méiglechen Ausfall a beréit iwwert wéi een Instrument fir déi betreffen Mataarbechter gegebenefalls kënnen Léisunge fonnt ginn.

### Port des masques dans les avions | Question 6186 (12/05/2022) de M. Serge Wilmes (CSV)

Virun der grousser Reeswell am Summer revidéiert d'EU hir Bestëmmunge fir de Beräich vun der kommerzieller Aviatioun. Sou ass vum Méindeg, 16. Mee u beispillsweis d'Recommandatioun fir d'Maskepflicht an de Fligere opgehuewen.

An deem Kontext wéilt ech folgend Froen un d'Madamm Gesondheitsministeschen an un den Här Mobilitéitsminister stellen:

- Wat ass d'Positioun vun der Lëtzebuurger Regierung par Rapport zum Ophiewe vun der EU-Recommendatioun fir d'Maskepflicht an de Fligere?

- Sinn d'Madamm an den Här Minister der Meenung, dass d'Maskepflicht an de Fligere och zu Lëtzebuerg soll ewechfalen?

- Wa jo, vu wéini un?

- Wann net, firwat net?

**Réponse commune (02/06/2022) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics**

D'Lëtzebuurger Regierung alignéiert sech mat der Mise à jour vum 11. Mee 2022 vum „Joint Aviation Health Safety Protocol“ duerch den „European Centre for Disease Prevention and Control (ECDC)“ an der „European Union Aviation Safety Agency (EASA)“, déi proposéieren, d'Maskepflicht an de Fligere ofzeschaffen.

D'national Fluggesellschaft Luxair applizéiert dës dann och säit dem 16. Mee 2022, op deene Strecke wou et erlaabt ass.

### Chiffres clés de l'emploi dans la fonction publique de l'État | Question 6187 (12/05/2022) de Mme Stéphanie Empain | Mme Chantal Gary (déi gréng)

En date du 20 avril 2022, l'Observatoire de la fonction publique a publié, pour la première fois, des chiffres clés concernant le nombre de fonctions dirigeantes et de chefs de corps, par genre, dans les différents domaines de l'administration centrale pour les années 2019-2021.

Cet état des lieux révèle qu'une représentation équilibrée des genres n'est pas encore acquise aux plus hauts niveaux de la fonction publique. Selon le rapport, arrêté au 31 décembre 2021, 53 fonctions dirigeantes sont affectées auprès des départements ministériels, occupées à 75,5 % par des hommes et à 24,5 % par des femmes.

Parmi les 146 fonctions dirigeantes auprès des administrations d'État, les hommes représentent 72,7 % et les femmes 27,3 %. Pourtant il a été convenu dans l'accord de coalition (2018-2023), de même que dans le Plan d'action national pour une égalité entre les femmes et les hommes, que les ministères et les administrations s'engagent à mettre l'accent sur une politique en faveur d'une représentation plus équilibrée des femmes et des hommes au niveau de la prise de décision afin de réduire les inégalités persistantes.

Dans ce contexte nous aimerions savoir de la part de Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de Madame la Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes :

1) Tenant compte de l'accord de coalition et du rôle d'exemplarité que l'État est censé de jouer, comment Madame la Ministre et Monsieur le Ministre interprètent-ils les résultats de ce premier bilan, dont notamment la divergence persistante en matière d'égalité des genres qui vient d'être constatée par l'Observatoire de la fonction publique ?

2) Par quels moyens et outils le Gouvernement entend-il favoriser davantage l'accès des femmes aux fonctions dirigeantes dans les différents domaines de l'administration centrale ?

**Réponse commune (09/06/2022) de M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique | Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes**

Le Gouvernement estime que la question de l'égalité entre les femmes et les hommes dans la prise de décision concerne tous les domaines et tous les niveaux, y inclus les fonctions dirigeantes dans la



fonction publique. Cette conviction se reflète dans l'accord de coalition 2018-2023 ainsi que dans le Plan d'action national pour une égalité entre les femmes et les hommes qui mettent en effet un accent particulier sur la nécessité d'une représentation plus équilibrée des femmes et des hommes au niveau de la prise de décision.

Avant la publication des chiffres clés de l'emploi et des chiffres clés des fonctions dirigeantes et des chefs de corps dans la fonction publique de l'État, il n'existait pas d'analyse concernant le nombre et le genre des fonctions dirigeantes et des chefs de corps dans les différentes entités de l'administration centrale. Afin d'obtenir une vue plus complète sur la situation de l'emploi de ces fonctions et de la relation femmes/hommes dans ces entités, l'Observatoire de la fonction publique du Ministère de la Fonction publique a fait une analyse de ces fonctions dans les ministères et les administrations de l'État ainsi que des chefs de corps dans la magistrature pour les années 2019-2021. C'est en effet la première fois qu'une telle analyse détaillée a été faite. Cette publication sera mise à jour annuellement et permettra ainsi de faire un suivi systématique de l'évolution de la relation femmes/hommes dans le futur au sein de l'administration centrale.

Par ailleurs, et afin de se faire une image plus complète et générale sur la relation femmes/hommes dans la prise de décision, le Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes (« MEGA ») a mis sur pied en décembre 2019 l'Observatoire de l'égalité, dont un des sept volets traités concerne la prise de décision et dont les derniers chiffres ont été récemment publiés sur le site [www.observatoire-egalite.lu](http://www.observatoire-egalite.lu). Cet Observatoire se base entre autres sur les données de l'Observatoire de la fonction publique qui ne peuvent que confirmer le déséquilibre existant en la matière.

Pour répondre aux objectifs d'un meilleur équilibre femmes/hommes dans la fonction publique, le Gouvernement rend attentif au fait que le Ministère de la Fonction publique a initié dans le passé récent de nombreuses réformes statutaires ayant pour but de favoriser une meilleure conciliation entre vie privée et vie professionnelle, tels que les services à temps partiel. Ces services permettent aux agents, et en particulier aux femmes, de pouvoir mieux se consacrer à l'éducation de leurs enfants tout en poursuivant leur progression dans la carrière et d'occuper une fonction dirigeante à tâche partielle.

En ce sens, les différents services à temps partiel, tels qu'ancrés dans l'article 31 du statut général des fonctionnaires de l'État, s'appliquent aussi aux fonctions dirigeantes.

Par ailleurs, le Gouvernement poursuit ses efforts d'atteindre une représentation de 40 % du sexe sous-représenté dans les conseils d'administration des établissements publics et des entreprises privées dont l'État est actionnaire.

Le MEGA poursuit ses efforts de lutter contre les stéréotypes sexuels se rapportant au monde professionnel, dont notamment l'opinion encore trop répandue que les hommes se prêteraient mieux aux postes à haute responsabilité.

#### Bureaux de poste | Question 6189 (13/05/2022) de M. Marc Goergen (Piraten)

Aus de soziale Medie gëtt ee gewuer, dass POST aktuell ee Flyer verdeelt, fir erauszefannen, wéi oft de Postbüro zu Rodange benotzt gëtt. An der Vergaangenheet goufe jo schonns eng zeg Filialë komplett

zougemaach, wat fir Onzefriddenheet bei ville Biergerinnen a Bierger gesuert huet. De Minister hat den 2. März 2022 an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro n° 5663 geschriwwen, dass d'POST-Filial zu Déifferdeng net wäert zougemaach ginn an och nach eng zu Belval opgemaach soll ginn. Fir Mëssverständnesser aus dem Wee ze goen, wier et gutt, wa gewosst wier, op wéi eng Changementer d'POST-Clients sech an Zukunft mussen astellen, wa weider Büroen zou ginn.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Wirtschaft dës Froe stellen:

- Weess de Minister, wéi vill Postbüroen 2022, 2023 an 2024 wäerten zoumaachen? Ëm wéi eng Filialen handelt et sech?

- Weess de Minister, wéi vill nei Postbüroen a Point POST 2022, 2023 an 2024 wäerten opmaachen? Ëm wéi eng Filialen handelt et sech?

- Kann de Minister bestätegen oder widerleeën, dass de Postbüro zu Rodange seng Diere wäert zoumaachen?

#### Réponse (14/06/2022) de M. Franz Fayot, Ministere de l'Économie

Et ass am Moment net virgesinn de Postbüro zu Rodange zouzemaachen.

Bei der Aktioun op déi den éierbaren Deputéierten hiweist handelt et sech ëm eng vun de reegelméissegem Ëmfroen iwwert d'Zefriddenheet vun hire Clients, déi POST an de Verkafsplazen duerchféiert. Op Basis vun de Resultater vun esou Sondagen, déi ee- bis zweemol am Joer duerchgefouert ginn, stinn a kengem Zesammenhang mat der geographescher Ausrichtung vun Verkafsreseau.

Am Joer 2022 ass virgesinn de Postbüro vu Rëmeleng de 15 Juli zouzemaachen. Fir déi Joren dono gëtt et keng Decisioun weider Büroen zouzemaachen. Am Laf vum Joer 2022 wäert en Espace POST zu Réimech opmaachen an am November 2022 en Espace POST am Auchan um Kierchberg. Fir 2023, sinn d'Projeten nach an der Analys.

Wat de Réseau vun de Points POST ugeet, ass POST am Moment gutt opgestallt, sollten sech awer nei Méiglechkeeten erginn, wäert POST weider Points POST opmaachen.

#### Contournement de Bascharage | Question 6190 (13/05/2022) de Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP)

Am Plan national de la mobilité 2035, deen de Minister den 22. Abrëll 2022 virgestallt huet, gëtt tëschent engem Contournement classique an engem Contournement de proximité differenziert. Ëm Leschteres handelt et sech deemno dann, wann de Contournement an all Kräizung d'Stroosse matenee verbënnt. E puer Säite weider gëtt dann de Käerjenger Contournement als Beispill fir esou ee Contournement de proximité genannt. Woubäi hei awer eebe keen Uschloss mam CR110 virgesinn ass, mee eng Bréck. Dat entsprécht dann awer éischer engem classesche Contournement.

Vu dass et ugeduecht ass, dass de Contournement de proximité eng Verkéiersberouegung an d'Lokalitéite soll bréngen a souwuel dem öffentliche Transport wéi dem Vélo eng Prioritéit zougeschwat gëtt, wär dës nei Variant eng ganz nei Approche an se entsprécht net deem Contournement, deen an der Prozedur ass.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Här Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

- Zanter wéini ass den Dossier vum Käerjenger Contournement an deem Sënn geännert ginn?

- Wéi eng Krittere loosse et zou, dass an dësem Fall vun engem Contournement de proximité ka geschwat ginn?

- Missten net verschidden Etuden a Prozeduren deem Rechnung droen an adaptéiert ginn (EIE, Presentatioun fir d'Bierger, ...)?

#### Réponse (15/06/2022) de M. François Bausch, Ministere de la Mobilité et des Travaux publics

Den nationale Mobilitéitsplang PNM 2035, als en Element vum Koalitiounsvertrag respektiv Programm vun der aktueller Regierung, weist anschaulech op, wéi duerch eng integrativ a multimodal Konzeptioun vun de verschiddene Mobilitéitskonzepter all Verkéiersinfrastruktur an engem kohärente Gesamtkonzept hir Roll huet. An dëser zukunftsweisender Approche gouf den Terme vum „Contournement de proximité“ agefouert, woumat déi zousätzlech Funktionalitéite vun engem Umgeegungsstrooss géintwärt der klassischer Siichtweis ervirgehuewe ginn. De Prinzip vum „Contournement de proximité“ ass en Exploitationsszenario, deen op eng classesch Ëmgeegungsstrooss drop grefféiert gëtt, soudatt, wéi am PNM 2035 beschriwwen, niest dem Duerchgangsverkéier och d'Awunner aus den ëmfuerenen Uertschafte en Zougank op déi nei Strooss kréien, fir och kënnen dovunner ze profitéieren. Domadder si weeder den Tracé vum Contournement nach déi stroossebautechnesch Parametere an Fro gestallt, mee dës nei Approche erlaabt eng zousätzlech Nutzung, fir niest dem Transitverkéier och de Quell- an Zilverkéier a Besuch op déi ëmfuerenen Uertschafte opzuehelen. Dëse Modell aus dem nationale Mobilitéitsplang ass d'Basis, fir de Verkéier an der Uertschaft dauerhaft a signifikativ ze berouegen, a gläichzäitig den öffentliche Transport an déi aktiv Mobilitéit konsequent esou ze féerden, datt fir d'Zukunft eng nohalteg Mobilitéit installéiert gëtt, déi harmonesch op engem optimalen Zesummespill tëscht dem néidegen Autosverkéier an der Fërderung vum Zuch-/Bus-/Vélo-/Foussverkéier baséiert, dëst ëmmer mam Zil verbannen, déi vu jidderengem gewünschte Liewensqualität an den Uertschafte maximal a beschtméiglech ze errechen.

De Konzept vum Contournement de proximité ass also eng zousätzlech „Exploitationsoption“, an där d'Ëmgeegungsstrooss d'Verkéiersberouegungskonzepter an den uschlëssenden Uertschafte mat der Verbesserung vum öffentliche Transport erméiglecht. Dës Verkéiersberouegungskonzepter begräife souwuel staatlech Stroossen an den Uertschafte wéi och Gemengestroossen, a ginn optimalerweis partnerschaftlech tëschent dem Staat an de concernéierte Gemengen an engem iterative Prozess ausgeschafft. Éischt Erfarunge weisen, datt allgemeng Gemengeninstanzen dës Virgoensweis ganz offen a konstruktiv notzen.

De Käerjenger Contournement ass am PNM 2035 am Korridor Nationalstrooss N5 / Eisebunnsliin CFL 70 a senger Funktioun als „Contournement de proximité“ beschriwwen, wou d'Strategie an dësem Raum drop ausgerichtet ass, fir souwuel d'Eisebunnsoffer ze verbessere wéi och de Stroosstrafic an der Regioun ëm Käerjeng, Péiteng, Déifferdeng a Suessem ze berouegen an déi nohalteg Mobilitéit auszebauen. Dat deckt sech generell mat de Revendicatiounen vu ville Säiten, besonnesch wat den öffentliche Transport wéi och d'Vélo- a Foussgänger Mobilitéit ubelaangt, an dat net nëmmen an dëser Regioun, mee am ganze Land. An dësem Sënn ass de Contournement de Bascharage, am Kader vum PNM 2035, elo

als „Contournement de proximité de Bascharage et de Sanem“ embenannt ginn.

Well d'Ëmgeungsstrooss - déi op eng laangjäreg Problematik reagiert, a virun e puer Joer an d'Autorisationsprozedur fir d'Geneemegung vun groussen Transportinfrastrukture gaangen ass - en Impakt op d'Ëmwelt huet, a besonnesch op d'europäesch Natura-2000-Gebitt, ënnerläit dëse Projet den europäeschen Autorisationsprozeduren an Ufuederungen. Dobäi ass d'Biergerbedelegung ee wichtege Faktor, woubäi an der Prozedur an engem fréie Planungsstadium eng ëffentlech Consultatioun gefrot ass. No dëser ëffentlecher Consultatioun, baséierend op dem „Avant-projet sommaire APS“ vun e puer Varianten, entscheet d'Regierung déi Variante vum Tracé, déi weider am „Avant-projet détaillé APD“ soll ausgeschafft ginn, an d'Basis vum Autorisationsdossier wäert sinn. D'Wiel vun der Variant gouf geholl op Basis vun der „Évaluation des incidences sur l'environnement“, déi den Impakt op d'Ëmwelt an déi europäesch Schutzziler dokumentéiert an duerleet. Am Kader vun der Biergerbedelegung hu souwuel d'Autoritéite wéi och d'Bierger hiren Avis zum Dossier formuléiert, fir doropshin an de weideren Etude mat anzefléissen.

An der Suite ass de Projet also verdéift ginn, souwuel op techneschem wéi och um ekologesche Plang, woubäi déi détailléiert technesch Ausaarbechtung d'Basis ass fir déi genau Analys vun den Ëmweltimpakter an der Definitiou vun de Kompensatiounsmoosnamen am Kader vum Autorisationsdossier. Mëtterweil koum och vu Regierungssäit d'Oplag, fir déi lafend Projekte kohärent am Sënn vun enger konsequenter Multimodalitéit ze entwéckelen, an déi Planungen, déi amgaange sinn, an dësem Objektiv ze optimiséieren. D'Etude vun der Classification fonctionnelle vum Stroossereseau an dësem Raum huet gewisen, datt en Uschloss vum CR110 un de Contournement vu Käerjeng, zesumme mat anere Moosnamen, dat beschte Resultat ergëtt, fir all dësen Ziler dauerhaft gerecht ze ginn. Dobäi huet sech erausgestallt, datt duerch esou en Uschloss den Impakt op d'Natura-2000-Zone sech net géif verschlechtere géintwärtig der ursprénglecher „Breckeléisung“. Ausserdeem kënnen doduerch och aner Uertschafte wéi Käerjeng vun de Moosname profitéieren, an den Impakt, wat d'Landschaft an de Kaméidi ubelaangt, ass besser wéi ursprénglech am Avant-projet Sommaire duergeluecht.

Dës Weiderentwécklung vum Avant-projet sommaire wäert an dem Autorisationsdossier, konform zu den europäesche Virgaben, transparent dokumentéiert ginn.

Zum prozedurale Volet kann also gesot ginn, datt duerch d'Iwwerlagerung vum Tracé vun der initialer Ëmgeungsstrooss mam Exploitationsprinzip vum Contournement de proximité zousätzlech Verkéiersberouegungen an den Uertschaften erméiglecht ginn, ouni awer den Impakt op d'Natur an d'Ëmwelt ze verschlechtere géintwärtig dem Dossier, deen der Ëffentlechkeet zougänglech gemaach gouf, mee et global zu Verbesserung wäert kommen. Den Autorisationsdossier wäert all Elementer dokumentéieren, a konform zu de Prozedure verëffentlecht ginn. Et ass also weeder sënnvoll nach noutwendeg, op Basis vun dem Avant-projet détaillé, deen zur Zäit op Grond vun de beschriwwenen Elementer ausgeschafft gëtt, eng néi ëffentlech Consultatioun ofzehalen. Wat déi entsprechend Mesuren um Stroossereseau an den Nopeschuertschaften ubelaangt, wäerten déi zesumme mat de Gemenge vun der Stroossebauverwaltung geplangt ginn, esou wéi dat och bei anere Projeten üblech ass. Op Basis vun de Berouegungsziiler kann dëst onofhängeg vun der Autorisationsprozedur vun der Ëmgeungsstrooss geschéien.

### Projet d'un parc éolien dans le sud du pays | Question 6191 (13/05/2022) de M. Marc Goergen (Piraten)

Ee „Wort“-Artikel vum 12. Februar 2021 hat iwwert de Bauprojet vun engem Wandpark beréicht, dee vun der Firma Sudenergie SA (fréier Sudgaz) zesumme mat der Firma Soler bedriwwen soll ginn. Vun den 23 Anlagen, déi u sech queesch duerch de Süde geplangt waren, sinn zum jëtzege Zäitpunkt nëmmen nach fënnf, déi wäerte kënnen realiséiert ginn. Vun deene fënnf Wandanlage soll jee weils eng an d'Gemeng Dippech, Recken op der Mess an och Suessem stoe kommen. Gebaut gi sollen dës Wandrieder um Bord vu verschiddene Natura-2000 Vulleschutzgebiddern.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Energie an Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Op wéi eng Terrainen (Parzellen) an deene jee weilege Gemenge kommen déi geplangte Wandrieder genee hin?

2. Sinn d'Etüden zum Ëmweltimpakt fir déi geplangte Wandrieder zu Dippech, Recken op der Mess a Suessem ofgeschloss? Falls jo,

- wat fir een Impakt wäerten d'Wandrieder op déi eenzel Natura-2000 Gebiddern hunn?

- Wat sinn d'Konsequenze fir d'Déieren an der Ëmgéigend?

- Op wéi enger Héicht dierfen d'Wandrieder opgestallt ginn?

- Wéi vill Kaméidi (an Dezibel) wäerten dës Anlage produzéieren?

- Wéi wäit sinn d'Wandrieder vun de Wunnengen an Haiser am Ëmkrees ewech?

- Wéi eng Kompensatiounsmoosname sinn eventuell virgesinn?

### Réponse commune (21/06/2022) de Mme Joëlle Welfring, Ministere de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | M. Claude Turmes, Ministere de l'Énergie

ad 1. De Projet Südwand, mat deem d'Firma Soler an d'EIE-Prozedur (Évaluation des incidences sur l'environnement) gaangen ass, hat initial zéng Wandrieder virgesinn an dat an de Südgemenge Suessem, Monnerech, Dippech, Recken op der Mess a Réiser. D'Etüden hunn awer erginn, datt den Impakt op d'Avifauna vu véier vun de geplangte Wandrieder ze grous ass an déi dowéinst net realiséiert kënnen ginn. Ausserdeem huet de Bauhär dovun ofgesinn, ee Wandrad an ee Vugelschutzgebitt ze setzen.

Well d'Bewäertung vun zwee Standuerter nach muss weider ofgeschéicht ginn, si bis ewell nëmmen zwee Wandrieder no dem Kommodosgesetz ugefrot an autoriséiert ginn. D'Anlage sinn am Bau a befannen sech an de Gemenge Réiser a Monnerech. Déi genee LUREF-Koordinate sinn:

• WEA 6 an der Gemeng Monnerech: 72079 E 67504 N (Parzell 54/3216 - Typ Enercon E138)

• WEA 9 an der Gemeng Réiser: 77322 E 64493 N (Parzell 775/1021 - Typ Enercon E115)

Dës Standuerter ginn och mat weideren Detailer um Geoportail (<http://g-o.lu/3/UJK9>) publizéiert.

ad 2. D'Etüden zum Ëmweltimpakt fir déi dräi weider geplangt Wandrieder zu Dippech, Recken op der Mess a Suessem sinn nach net ofgeschloss. Eng Kommodosautorisation fir déi Wandrieder gouf och nach net ugefrot.

### Demandes d'autorisation d'exercer par des médecins | Question 6193 (13/05/2022) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)

1) J'aimerais savoir de Madame la Ministere de la Santé combien de médecins ont introduit une demande d'autorisation d'exercer au Luxembourg au courant des cinq dernières années.

2) Quelles sont les origines de ces médecins et quelles sont leurs spécialités ?

3) Combien de ces demandes ont été avisées favorablement et combien de ces médecins exercent réellement au Luxembourg et le cas échéant dans quelles structures ?

### Réponse (17/06/2022) de Mme Paulette Lenert, Ministere de la Santé

ad 1) Les chiffres ci-dessous renseignent sur le nombre de médecins qui ont introduit une demande d'autorisation d'exercer au Luxembourg pour les cinq dernières années :

- 2017 : 337

- 2018 : 399

- 2019 : 384

- 2020 : 447

- 2021 : 491

ad 2) Le Ministère de la Santé ne dispose pas de statistiques reprenant le détail des origines des médecins ayant introduit une demande d'autorisation d'exercer.

Concernant les spécialités des médecins ayant bénéficié d'une autorisation d'exercer, il est fait référence à la réponse à la question parlementaire n° 6080 du 20 avril 2022 des honorables Députés André Bauler et Gilles Baum, qui énumère les différentes spécialités pour lesquelles des autorisations ont été délivrées.

S'ajoutent aux spécialités énumérées dans la réponse à la question parlementaire n° 6080, les médecins généralistes, les médecins-dentistes, les médecins-dentistes-spécialistes ainsi que les médecins vétérinaires.

ad 3) Les chiffres ci-dessous renseignent sur le nombre de médecins qui ont bénéficié d'une autorisation d'exercer :

- 2017 : 287

- 2018 : 325

- 2019 : 297

- 2020 : 323

- 2021 : 355

Il n'est pas possible de retracer de manière rétroactive combien de ces médecins étaient effectivement actifs durant les années 2017 à 2020. Le nombre de médecins-spécialistes actifs au 31 décembre 2021 a été renseigné dans la réponse à la question parlementaire, à savoir 1.668 médecins-spécialistes. À cela s'ajoutent les médecins-généralistes, les médecins-dentistes, les médecins-dentistes-spécialistes et les médecins vétérinaires, ce qui porte le nombre total des médecins exerçant au Luxembourg pour 2021 à 3.418.

En ce qui concerne les structures dans lesquelles les médecins sont actifs, ils travaillent soit dans leur cabinet médical, soit dans un établissement hospitalier, soit chez un employeur privé, soit auprès de l'État.

### Campagne de sensibilisation en matière de l'offre d'eau du robinet par les entreprises du secteur de l'Horeca | Question 6195 (16/05/2022) de Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk)

Lors du débat du 12 novembre 2019 à la Chambre des Députés dans le cadre de la pétition publique n° 1319

sur le droit à l'eau du robinet, Monsieur le Ministre a annoncé le lancement d'une campagne de sensibilisation en coopération avec la fédération Horesca. Cette campagne serait censée favoriser - sur une base volontaire - l'offre d'une eau du robinet de « marque nationale » qui serait ajoutée comme alternative sur les cartes des restaurateurs. Le lancement de la campagne était initialement annoncé pour le printemps 2021.

En réponse à la question ordinaire n°1262 en avril 2021 Monsieur le Ministre a par la suite déclaré que la campagne en question aurait été retardée et qu'elle serait lancée suite à la réouverture du secteur de l'Horeca.

Il est dans ce contexte que je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Classes moyennes :

1) Monsieur le Ministre entend-il toujours lancer la campagne de sensibilisation annoncée ? Dans l'affirmative, dans quels délais sera-t-elle lancée ?

2) Dans l'affirmative encore, quel est l'état d'avancement de la campagne ? Quelle est la part des entreprises du secteur Horeca qui seraient disposées à participer à cette campagne ?

3) Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas qu'il serait plus transparent pour le consommateur ainsi que plus efficace du point de vue environnemental d'obliger les restaurateurs d'offrir à leurs clients des carafes d'eau du robinet à des prix fixés librement par les restaurateurs ?

En ce qui concerne l'idée d'offrir une eau du robinet de « marque nationale », je voudrais poser les questions suivantes, tout en sachant que le label « marque nationale » est attribué à des produits agricoles et horticoles dont la production, la transformation et la commercialisation répondent à certains critères dont le respect est surveillé et contrôlé selon des dispositions fixées par règlement grand-ducal, et non pas à des biens de première nécessité dont la production et l'assainissement sont pris en charge par la collectivité.

4) Monsieur le Ministre envisage-t-il effectivement d'attribuer le label « marque nationale » à l'eau du robinet offerte par les restaurateurs ? Dans l'affirmative, selon quels critères un tel label sera-t-il décerné tout en sachant que les paramètres physico-chimiques et organoleptiques de l'eau du robinet diffèrent d'une région et même d'une commune à l'autre ?

5) Monsieur le Ministre est-il d'avis que la labellisation, voire la marchandisation de biens publics de première nécessité tels que l'eau potable constitue une approche sensée pour garantir le droit à l'eau et pour favoriser des modes de consommation durables ?

**Réponse (16/06/2022) de M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes**

Lors du débat du 12 novembre 2019 à la Chambre des Députés dans le cadre de la pétition publique n° 1319 sur le droit à l'eau du robinet, une campagne de sensibilisation a été annoncée. Cette campagne, à mener en étroite collaboration avec les acteurs du secteur, devait encourager un changement de mentalité, tant auprès des ménages que des clients, des restaurateurs et des cafetiers à avoir recours d'une manière plus conséquente à l'eau du robinet.

Le but n'étant pas de rendre gratuite la carafe d'eau dans les restaurants et cafés, mais de laisser le choix aux clients et aux restaurateurs.

ad 1) Ainsi, dès fin 2019, contact a été pris avec l'Horesca pour discuter du contenu de la campagne. Des réunions ont également eu lieu avec l'ALUSEAU

(Association luxembourgeoise des services d'eau) et une agence de communication a été mandatée pour élaborer un plan marketing. Bien que l'émergence de la pandémie de la Covid-19 ait donné un coup d'arrêt au projet, le Gouvernement a maintenu sa volonté de réaliser cette campagne et il a été décidé, non pas d'annuler la campagne, mais de la reporter.

ad 2) En mars 2022, les travaux pour la campagne ont été réactivés : l'agence de communication a été recontactée en vue de la réalisation d'une identité visuelle, d'une charte de qualité et de l'obtention de plusieurs devis pour la production de bouteilles personnalisées. En ce qui concerne la date du lancement du projet, il faut savoir que le délai de fabrication de bouteilles en verre personnalisées s'est nettement allongé par rapport à la période pré-Covid. Dès lors, le projet ne sera opérationnel qu'au printemps 2023.

Considérant que la participation à la campagne se fera sur une base volontariste, il n'est pas possible de chiffrer à l'heure actuelle le nombre des entreprises du secteur Horeca qui seraient disposées à participer à cette campagne.

ad 3) Comme déjà annoncé lors du débat du 12 novembre 2019, le Gouvernement entend miser sur la sensibilisation à avoir recours d'une manière plus conséquente à l'eau du robinet, notamment par le biais de ladite campagne, plutôt que de légiférer en la matière.

Quant au prix auquel les restaurateurs pourront offrir la carafe d'eau, celui-ci pourra être librement fixé par les entreprises participant au projet. Comme énoncé ci-dessus, le but n'étant pas de rendre gratuite la carafe d'eau, mais de mettre l'accent sur le développement durable en général et sur la durabilité dans le secteur de l'Horeca en particulier.

.....

### Centres d'incendie et de secours (CIS) et « Service ambulancier » au nord de la capitale | Question 6199 (16/05/2022) de Mme Jessie Thill (déi gréng)

Le Plan national d'organisation des secours (PNOS), défini dans la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile et créant le Corps grand-ducal d'incendie et de secours, et dont le document final fut approuvé par le Conseil de Gouvernement en octobre 2021, fixe les ambitions et orientations fondamentales en matière de sécurité civile et constitue la base structurante pour l'action actuelle et futur du Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS).

Un des objectifs du PNOS pour l'horizon 2025 est de garantir à la population une arrivée des secours en moins de 15 minutes pour 90 à 95 % des opérations de secours aux personnes, d'incendie et de sauvetage, et donc une amélioration très importante par rapport à la situation de départ (interventions en ambulance : 78 % ; incendies : 75 % ; accidents de la circulation : 75 %). Pour atteindre les objectifs du PNOS, le CGDIS devra donc largement augmenter ses moyens techniques et humains et ceci aussi bien au niveau des professionnels que des bénévoles.

Selon mes informations, un incident récent dans la piscine intercommunale de la vallée de l'Alzette à Walferdange, a montré que même à proximité de la ville de Luxembourg le temps d'arrivée des secours prend parfois bien plus longtemps que prévu et que dans ce cas précis l'ambulance serait venue depuis Junglinster. Dans le même contexte, les pompiers de Luxembourg-ville ayant déménagé de la route d'Arlon vers le nouveau centre national du CGDIS, au sud de

la ville, le nord de la capitale et les communes adjacentes doivent désormais être couvertes par des CIS de moindre envergure.

Les centres d'intervention et de secours (CIS) sont classés en six catégories sur base de leurs effectifs, respectivement du « potentiel opérationnel journalier », tout en pouvant être augmenté en fonction de critères géographiques ou saisonniers.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les informations suivantes de la part de Madame la Ministre :

1) Quel est le classement actuel des trois CIS sur le territoire des communes de Lorentzweiler, de Steinsel et de Walferdange ? Quels sont leurs effectifs en termes de personnel professionnel et/ou bénévole ?

2) Sachant que la population des trois communes de Walferdange, Steinsel et Lorentzweiler croit rapidement et atteint désormais environ 19.000 habitants, est-ce que des renforcements d'effectifs sont prévus pour leurs CIS à l'horizon 2025 ?

3) Est-ce que les services « First Responder » et « Service ambulancier » sont actuellement opérés par un de ces trois CIS ? Dans la négative, est-il prévu d'y assurer ces services à l'horizon 2025 ?

4) Est-ce qu'une fusion de deux ou trois de ces CIS en un centre de catégorie opérationnelle plus élevée est actuellement envisagée ?

5) Au-delà de leurs propres CIS, quels sont les trois CIS assurant le « Service ambulancier » les plus proches des communes visées et quels sont leurs effectifs en termes de personnel professionnel et/ou bénévole pour le « Service ambulancier » ?

6) Quels sont les degrés d'opérabilité du « Service ambulancier » des trois CIS les plus proches des communes de Walferdange, Steinsel et Lorentzweiler, notamment ceux des centres de Lintgen et de Mamer ? En cas de pourcentage inférieur à 75 %, est-il prévu de renforcer à court terme les effectifs professionnels dans les CIS concernés ?

**Réponse (13/06/2022) de Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur**

En vertu de la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile, les centres d'incendie et de secours (CIS) de Walferdange, Steinsel et Lorentzweiler sont des CIS de catégorie 2, dont l'effectif en pompiers volontaires est le suivant :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu)).

Parmi ces trois CIS, celui de Walferdange est le seul qui opère un service First Responder. En exécution du plan national d'organisation des secours (PNOS), le CGDIS est en train d'analyser la possibilité d'augmenter ses ressources First Responder en général (dont celles de la région de la vallée de l'Alzette) afin de garantir une meilleure couverture au niveau national.

Les trois communes concernées sont prioritairement couvertes par les CIS qui occupent une ambulance et qui se trouvent dans leur proximité directe, à savoir le CIS Lintgen, le CIS Luxembourg, le CIS Mamer et le CIS Junglinster. Étant donné que les ambulances sont géolocalisées et routées par le 112 lorsqu'elles sont en déplacement, il est également possible qu'une autre ambulance y intervienne (p. ex. l'ambulance du CIS Nordstad qui rentre d'un hôpital situé à Luxembourg-ville).

Suite au déménagement du CIS Luxembourg l'année passée (route d'Arlon vers bd Kockelscheuer), le CGDIS a réalisé une étude interne pour évaluer la nécessité de faire des adaptations au niveau de l'organisation opérationnelle et d'élaborer une stratégie à long terme

qui permettra de conforter les services de secours dans l'agglomération de la ville de Luxembourg, dont les communes de la vallée de l'Alzette. Les premiers résultats de l'étude ont déjà pu être présentés aux membres du conseil d'administration du CGDIS.

L'ensemble des options réalisables (à court ou à long terme) seront bien évidemment discutées avec les acteurs concernés, c'est-à-dire les communes et les CIS, leurs avis étant primordiaux. L'objet des discussions concernera entre autres le développement du volontariat, le renforcement éventuel par des pompiers professionnels ou encore la possibilité de fusions de CIS.

#### Avertissements aux cyclistes | Question 6200 (17/05/2022) de M. Sven Clement (Piraten)

Lëtzebuerg gëtt am Ausland als Vëlosnatioun ugesinn, wann ee sech den Historique vun de ville Coureuren ukuckt, déi eist Land op international bekannte Coursé representéiert hunn. Dëse Ruff spigelt sech awer net an der besteeënder Infrastruktur duer, déi een a ville Stied awer och am ländleche Raum vergeeblech sicht.

Mat der waarmer Joreszäit heeft sech d'Unzuel vun de Leit, déi op hire Vëlo zeréckgräifen. Op eng villfälteg Aart a Weis ass et méiglech, de Vëlo a säin Alldag mat anzebannen: fir akafen ze goen, fir moies op d'Aarbecht ze fueren oder fir weekends en Tour fueren ze goen.

Leit, déi mam Vëlo ënnerwee sinn, mussen sech natierlech och un d'Reegelen an de Code de la route halen. Feelen allerdéngs déi néideg Infrastrukturen, geroden Auto- a Vëlosfuerer vermehrt op de Stroosse a Konfliktsituatiounen.

An deem Zusammenhang wéilt ech dem Minister fir bannenzeg Sécherheet dës Froe stellen:

1. Wéi vill Protokoller goufen an de leschte sechs Méint géint Autos-, Camions-, oder Motosfuerer gestallt, déi den 1,5 Meter Ofstand beim Iwwerhuele vu Vëlosfuerer net agehalen hunn?

Bei wéi vill Euro lounge dës Protokoller duerch schnëttlech?

2. Wéi vill Protokoller goufen an de leschte sechs Méint géint Vëlosfuerer ausgestallt?

Wéinst wéi enge Grënn goufen dës Protokoller ausgestallt? (opgelëscht no Unzuel vu Protokoller)

Bei wéi vill Euro lounge dës Protokoller duerch schnëttlech?

**Réponse (25/05/2022) de M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure**

ad 1. D'Police ass duerch d'Gesetz vpflicht, all Infraktiounen a Strofnoten, déi se feststellt, ze akteieren. Dëst geschitt entweeder duerch e Protokoll oder en Avertissement taxé.

An de leschte sechs Méint huet d'Police allerdéngs kee Verstouss géint den Artikel 125.08 vum Code de la route (Mindestofstand vun 1,5 Meter beim Iwwerhuele vu Vëlosfuerer net agehalen) festgestallt.

ad 2. An de leschte sechs Méint huet d'Police insgesamt 47 gebüreflichteg Verwarnunge wéinst Verstéiss géint de Code de la route duerch Vëlosfuerer ausgestallt.

23-mol goufe Vëlosfuerer wéinst Netrespektéiere vu roude Luuchte mat jeeeweils 145 Euro an dem Verloscht vun zwee Punkten um Füherschäin verwarnt. 12-mol war eng feelend oder net konform technesch Ausrüstung (Schell, Beliichtung, Reflektoren asw.)

d'Ursach vu Verwarnunge vun duerchschnëttlech 74 Euro. 8-mol goufe Vëlosfuerer wéinst verbuedenem Benotze vum Telefon iwwer dem Fuere mat jeeeweils 145 Euro an dem Verloscht vun zwee Punkten um Füherschäin verwarnt. 4-mol waren d'Netrespektéiere vun engem Stoppschëld, der Prioritéit vu Foussgänger um Foussgängersträife respektiv d'Netrespektéiere vun engem allgemenge Fuerverbuet Ursach vun engem Verwarnung vun 145 Euro an dem Verloscht vun zwee Punkten um Füherschäin.

#### Récent arrêt de la Cour administrative | Question 6201 (17/05/2022) de M. Léon Gloden (CSV)

Suivant l'arrêt du 3 mai 2022 prononcé par la Cour administrative (n° 46817C du rôle), la Cour a annulé les décisions de la CSSF au motif que dans le cadre de la procédure administrative non contentieuse (PANC), la CSSF aurait dû rendre spécialement attentif l'administré concerné quant à la possibilité de demander d'être entendu en personne.

La Cour administrative a reformé le jugement de première instance en considérant qu'il n'est pas suffisant de tout simplement renvoyer à l'article 9 du règlement PANC de 1979. Selon la Cour :

« Il est imparti au juge administratif de créer l'équilibre indispensable à un vivre en commun aussi adéquat que possible compte tenu des exigences d'un État de droit, conformément au principe fondamental afférent consacré par la Cour constitutionnelle dans son arrêt du 28 mai 2019 (n° 146 du registre), compte tenu de l'évolution de l'action administrative au fil des décennies passées et de la modernisation des relations entre administration et administrés, ne fût-ce qu'en raison des progrès d'ordre technique tous azimuts intervenus depuis l'entrée en vigueur de la procédure administrative non contentieuse en 1979.

La Cour constate que depuis 1979 une tendance nette à la numérisation, à la distanciation personnelle entre l'administration et ses administrés, accentuée ces deux dernières années par la pandémie, à l'anonymisation tous azimuts et à la déshumanisation des rapports entre parties s'est développée sans conteste possible.

La Cour note encore que si les moyens techniques ont permis une informatisation tous azimuts des procédures et une rationalisation des rapports de force en découlant, cette évolution s'est opérée dans le sens d'une déshumanisation prononcée où le personnel de l'administration se retrouve de plus en plus à une distance accentuée par rapport aux administrés au service desquels il est pourtant appelé à déployer ses efforts.

Dans ce contexte général, force est à la Cour de retenir que les dispositions de l'article 9 du règlement grand-ducal du 8 juin 1979 ne se trouvent pas utilement respectées par l'indication faite par une administration à un administré qu'il avait la possibilité de présenter ses observations dans un délai imparti à condition qu'il soit au moins de 8 jours, ni encore en adjoignant un renvoi à l'article 9 en question, tel que la CSSF l'a fait à un double titre dans la présente affaire, mais que, de manière impérative, face à cette évolution a priori difficilement réversible de déshumanisation des rapports entre administration et administrés, il aurait fallu que l'administration rende spécialement attentif l'administré concerné de sa possibilité de demander d'être entendu en personne, à condition de le faire dans ledit délai imparti, tel que ce droit se trouve précisément consacré par l'article 9 in fine en question, en application de l'article 1<sup>er</sup>, alinéas 2 et 3, de la loi habilitante du

1<sup>er</sup> décembre 1978 qui impose que soient assurés la participation la plus large possible à la prise de la décision et le droit de l'administré d'être entendu ("Recht auf Gehör"). »

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame le Ministre de la Justice et à Madame le Ministre de l'Intérieur :

- Au vu de l'arrêt précité, est-ce que Mesdames les Ministres sont d'avis qu'il y a lieu de préciser le règlement PANC de 1979 ?

- Sinon, est-ce que Madame le Ministre de l'Intérieur considère opportun d'informer notamment les communes de l'arrêt du 3 mai 2022 précité et notamment quant aux démarches à suivre pour les autorités publiques dans le cadre des procédures administratives ?

**Réponse commune (10/06/2022) de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur**

Le Gouvernement a pris note de cet arrêt. Il s'agit d'un premier arrêt en ce sens suite à un jugement de première instance et il reste à voir si cet arrêt demeure une décision de pure espèce ou s'il sera confirmé ultérieurement.

En tenant compte de ce qui précède, le Gouvernement est en train d'étudier les effets de cet arrêt et examinera dans ce contexte la pertinence d'une éventuelle adaptation du cadre légal ainsi que, le cas échéant, d'une information y relative à l'attention des organes concernés.

#### Accréditation d'établissements d'enseignement supérieur privés luxembourgeois | Question 6202 (17/05/2022) de Mme Martine Hansen (CSV)

Dans un arrêt n° 00162 du 12 février 2021 rendu sur question préjudicielle du tribunal administratif, la Cour constitutionnelle a décidé que :

« les articles 1<sup>er</sup>, paragraphes 2, 27 et 28bis de la [loi modifiée du 19 juin 2009 portant organisation de l'enseignement supérieur, telle que modifiée], tant dans leur version initiale que dans celle modifiée par la loi de 2016, en ce qu'ils excluent, en dehors de l'enseignement supérieur de type court, tout établissement privé luxembourgeois, agissant sous la seule responsabilité, de l'organisation de formations diplômantes relevant de l'enseignement supérieur luxembourgeois, ne sont pas conformes au principe d'égalité devant la loi consacré par l'article 10bis, paragraphe 1, de la Constitution ».

Pour parvenir à cette conclusion, la Cour note :

« tant dans la version leur conférée par la modification législative de 2016 que dans la version antérieure, [...] les formations dispensées par l'Université du Luxembourg, 2) les formations dispensées dans l'enseignement supérieur de type de court et 3) les formations diplômantes dispensées au Luxembourg par des établissements d'enseignement supérieur étrangers, publics ou privés, il en exclut, implicitement mais nécessairement, en dehors de l'enseignement supérieur de type de court, les formations diplômantes par des établissements d'enseignement supérieur privés luxembourgeois agissant sous leur seule responsabilité.

Les articles 27 et 28bis de la loi 2009 ne sauraient en effet être interprétés comme inculquant les établissements d'enseignement supérieur privés luxembourgeois, dès lors que ces articles apparaissent nécessairement tributaires de la délimitation légale du

champ d'application de l'enseignement supérieur inscrit à l'article 1<sup>er</sup>, paragraphe 2, de la loi de 2009 qui, tant dans sa version initiale que dans sa version modifiée par la loi de 2016, ne vise, à l'exception des formations dispensées par l'Université du Luxembourg et dans l'enseignement supérieur de type court, que les formations diplômantes organisées par des établissements d'enseignement supérieur étrangers, publics ou privés. [...]

Il en suit que mis à part l'enseignement supérieur de type court, tout établissement d'enseignement privé luxembourgeois, agissant sous sa seule responsabilité, est exclu en tant qu'acteur du marché luxembourgeois de l'enseignement supérieur. »

Sur base de cet arrêt, le tribunal administratif a, par jugement du 1<sup>er</sup> mars 2022, annulé diverses décisions de Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche<sup>10</sup>, en prenant soin de préciser que :

- le constat d'inconstitutionnalité d'une disposition légale opérée par la Cour constitutionnelle engendre [pour la juridiction saisie] comme unique conséquence que ladite norme doit être écartée du litige dont la juridiction de renvoi est saisie, conformément à l'article 95ter, paragraphe (6) de la Constitution et

- seul le 3<sup>e</sup> volet de l'article 1, paragraphe (2) de la loi du 19 juin 2009 a été déclaré non conforme à la Constitution, [...] de sorte à ne pas viser les formations dispensées dans le cadre de la loi modifiée du 12 août 2003 portant création de l'Université du Luxembourg, ainsi que les formations dispensées dans l'enseignement supérieur de type court, [...]

- le champ d'application de la loi du 19 juin 2009, en ce qui concerne les formations faisant partie de l'enseignement supérieur luxembourgeois, est désormais limité aux formations dispensées dans le cadre de l'Université du Luxembourg, ainsi qu'aux formations dispensées dans l'enseignement supérieur de type court,

- il n'y a (plus) de base légale pour l'accréditation d'un établissement privé luxembourgeois, agissant sous sa seule responsabilité et par ricochet pour l'organisation de formations diplômantes relevant de l'enseignement supérieur luxembourgeois par un tel établissement.

Sur base de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre :

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer si appel a été interjeté contre le jugement du tribunal administratif susmentionné ?

- Combien d'établissements privés luxembourgeois disposent actuellement d'une accréditation et pour quelle durée sur base des dispositions légales déclarées inconstitutionnelles par la Cour constitutionnelle et quelles sont les formations dispensées par ceux-ci sur cette base ?

<sup>10</sup> (i) la décision du Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, datée du 28 avril 2017, déclarant recevable la demande d'accréditation de l'Institut ... et de nouveaux programmes de formation, sous condition que le dossier d'accréditation se limite à quatre programmes de formation au maximum,

(ii) la décision du Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche datée du 6 juillet 2018,

(iii) l'arrêté du Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche daté du 6 juillet 2018, portant accréditation de l'Institut ... et des programmes de formation ... (Bachelor) et ... (Master),

(iv) l'arrêté du Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche daté du 6 juillet 2018 limitant l'accréditation du programme de formation ... (Bachelor) au 14 septembre 2020 et du programme de formation ... (Master) au 14 septembre 2019,

(v) l'arrêté du Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche daté du 22 juillet 2016 tel que modifié,

(vi) la décision du Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche datée du 25 juillet 2018, (vii) l'arrêté du Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche daté du 25 juillet 2018 portant accréditation du programme ... (Bachelor) jusqu'au 14 mars 2021

- À défaut de base légale, comment Monsieur le Ministre entend-il actuellement leur conférer/renouveler l'accréditation en question ?

- Endéans quel délai Monsieur le Ministre entend-il saisir la Chambre des Députés d'un nouveau projet de loi pour combler le vide juridique actuel ?

- Quelles sont les conséquences de l'annulation des décisions ministérielles par le tribunal administratif sur les diplômes décernés aux étudiants ayant suivi les formations couvertes par celles-ci ?

• Les diplômés en question gardent-ils leur validité et si oui, en vertu de quels règles et principes de droit ?

• À défaut, l'État ne risque-t-il pas de voir engagée sa responsabilité civile ?

• Quid d'éventuelles demandes de remboursement des frais exposés par les établissements d'enseignement visés pour la dispense des formations en question ?

- Existe-t-il actuellement la possibilité pour des établissements d'enseignement supérieur d'offrir des études en ligne au Luxembourg et approuvées par Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche ?

• Dans l'affirmative, quelles sont ces formations ?

• Dans la négative, quelles en sont les raisons ?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer de l'agence d'accréditation ou des agences d'accréditation avec laquelle/lesquelles ses services travaillent pour les besoins de la loi de 2009 ?

**Réponse (09/06/2022) de M. Claude Meisch,** Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

À titre de remarque liminaire, je suis en mesure d'informer Madame la Députée que le jugement du 1<sup>er</sup> mars 2022 a fait l'objet d'une requête d'appel auprès de la Cour administrative et que dès lors la décision des juges de première instance n'a pas encore acquis le caractère de force jugée.

Voilà pourquoi j'estime qu'à ce stade la base légale sous-tendant la procédure d'accréditation de programmes d'études et d'établissements d'enseignement supérieur privés n'est aucunement mise en cause et que les procédures d'accréditation et de renouvellement d'accréditation en cours, de même que la validité des diplômes délivrés en vertu de décisions d'accréditation antérieures ne sont actuellement pas préjudiciées par ce jugement du 1<sup>er</sup> mars 2022.

Rappelons dans ce contexte que l'arrêt de la Cour constitutionnelle n° 162 du 12 février 2021 s'est borné à déclarer comme incompatible avec le principe d'égalité devant la loi la restriction excluant les établissements d'enseignement supérieur « exclusivement » luxembourgeois de l'éligibilité de la procédure d'accréditation susmentionnée.

Néanmoins, étant donné qu'il s'agit dès lors d'un dossier en cours d'instance auprès de la Cour administrative, je ne saurais donner de plus amples informations concernant les argumentaires et positions échangés dans le cadre cette procédure contentieuse.

Concernant la liste des établissements accrédités en tant qu'établissements d'enseignement supérieur spécialisés, conformément à la procédure d'accréditation fixée par la loi modifiée du 19 juin 2009 portant organisation de l'enseignement supérieur, je me permets, pour des raisons de lisibilité, de renvoyer au tableau consultable sur le site web du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche<sup>11</sup>.

<sup>11</sup> <https://mesr.gouvernement.lu/dam-assets/documents/reconnaissance-academique/220518-formations-superieures-accreditees.pdf>

Conformément au programme gouvernemental 2018-2023, le Gouvernement a décidé de se doter « [...] d'un cadre solide et cohérent en matière d'organisation et de gouvernance de l'enseignement supérieur, fondé sur les principes du processus de Bologne et en ligne avec les standards européens en matière d'assurance qualité tels que consignés dans les European Standards and Guidelines for Quality Assurance in the European Higher Education Area (ESG) [...] ».

Étant donné que cela implique des modifications majeures par rapport au texte de la loi modifiée du 19 juin 2009 portant organisation de l'enseignement supérieur, j'ai chargé mes services à rédiger un avant-projet de loi tendant à remplacer l'actuelle loi et mettant en place une organisation de l'enseignement supérieur répondant aux critères de qualité précités.

Cet avant-projet de loi devrait être soumis au Conseil de Gouvernement pour approbation au cours du deuxième semestre 2022.

Concernant la possibilité de cours en ligne, force est de constater que même si la loi modifiée du 19 juin 2009 portant organisation de l'enseignement supérieur n'opère pas de distinction explicite entre cours en ligne et cours en présentiel, les critères d'assurance qualité mis en place par cette loi et par le règlement grand-ducal afférent du 24 août 2016 excluent de facto la mise en place de programmes d'études entièrement en ligne, dans la mesure où ils accordent une grande importance à l'existence d'une offre d'enseignement sur place et partant à l'existence d'infrastructures et d'équipements adéquats sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg. Si les textes actuels n'excluent pas la possibilité d'offrir en ligne certains cours d'un programme d'études, dans le cadre d'un concept hybride, il est évident que, sur base des critères mis en place par la loi précitée, l'offre de cours en ligne doit, à l'instar des cours en présentiel, s'inscrire dans un concept pédagogique permettant d'atteindre des acquis d'apprentissage bien définis et garantir une assurance de qualité répondant aux normes des European Standards and Guidelines for Quality Assurance in the European Higher Education Area.

Il découle de ce qui précède qu'aucun programme d'études purement en ligne n'est actuellement accrédité au Luxembourg.

Enfin, je tiens à informer l'honorable Députée que le service compétent de mon ministère a collaboré depuis 2016, dans le cadre de l'article 30 de la loi modifiée du 19 juin 2009, avec l'agence d'assurance qualité étatique française « Hcéres » (Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur), autrichienne « AQ Austria » (Agency for Quality Assurance and Accreditation Austria) et néerlandaise-flamande « NVAO » (Nederlands-Vlaamse Accreditatieorganisatie). Conformément à l'article 30 de la loi modifiée du 19 juin 2009, il s'agit d'agences d'assurance de la qualité, spécialisées en matière d'accréditation d'institutions et de programmes d'études de l'enseignement supérieur et inscrites au registre européen des agences d'assurance de la qualité (EQAR).

**Autorisation de séjour pour investisseur | Question 6203 (17/05/2022) de M. Roy Reding (ADR)**

D'Europaparlament huet sech virun e puer Wochen an engem Vott géint déi a verschiddenen EU-Länner - ënner anerem och a Lëtzebuerg - applizéiert Praxis ausgeschwat, et auslännesche Staatsbürger ze

erméiglechen, mat Investitiounen een Openthaltrecht am betreffende Land ze kréien. D'Europaparlament huet déi Europäesch Kommissioun opgefuerdert, eenheetlech Reegelen ze schafen, wat dës Acquisitiounsmethod vun engem Openthaltrecht ugeet.

An deem Kontext hunn ech folgend Froen un d'Madamm Justizministesch:

- Wéi steet déi Lëtzebuurger Regierung zur mentionéierter Opfuerderung vum Europaparlament un d'EU-Kommissioun? Geet d'Regierung dervun aus, datt d'EU-Parlament mat dësem Vott seng Kompetenzen iwwerschritt huet an datt et de Memberlänner iwwerlooss soll bleiwen, festzeleeën, ënner wéi enge Konditiounen si Openthaltrechter un auslännesch Staatsbürger verginn?

- Ass d'Regierung gewëllt, eis national Souveränitéit an dësem Beräich géintwärt der EU ze verdeedegen?

**Réponse** (16/06/2022) de **M. Jean Asselborn**, Ministre de l'Immigration et de l'Asile, Ministre des Affaires étrangères et européennes

Beim ernimmte Vott vum Europaparlament handelt et sech ëm e Vott vun enger Resolutioun vum 9. Mäerz 2022. Eng Resolutioun huet virun allem eng politesch Valeur an definéiert d'Positioun vun der Institutioun op dësem Dossier. Juristesch contraignant ass déi Resolutioun vum 9. Mäerz 2022 deemno net.

D'Europaparlament ass fräi, sech op diversen Dossieren ze positionéieren an déi Meenungen no baussen ze droen. Bei juristesch contrainganten Texter, déi duerch d'legislativ Prozedur vun der EU lafen, bréngen d'Memberstaaten hir Positiounen an.

**Sécurité du personnel dans les maisons communales** | Question **6206** (17/05/2022) de **M. Marc Goergen** (Pirates)

Ee Gemengenhais ass en ëffentlech Gebai, dat fir all Bierger zougänglech ass. A ville Gemengegebaier ass et awer esou, dass Visiteuren, gréisstendeels onkontrolléiert a fräi duerch d'Gebai zirkuléiere kënnen. Am Verglach dozou ass a verschiddene Ministären den Accès méi streng gereegelt.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Interieur dës Froen stellen:

1. Wéi eng national Reegele suerge fir d'Sécherheet vum Gemengepersonal an de Gemengenhaiser?

2. Ass d'Ministesch der Meenung, dass d'Sécherheitskonzept fir d'Gemengepersonal an de Gemengenhaiser genuch ausgebaut ass?

**Réponse** (07/06/2022) de **Mme Taina Bofferding**, Ministre de l'Intérieur

D'modifizéiert Gesetz vum 19. Mäerz 1988 « concernant la sécurité dans les administrations et services de l'État, dans les établissements publics et dans les écoles » gesäit national Reegele vir. D'Zil vum Gesetz, dat och fir Gemengen, Gemengesyndikater an aner ëffentlech Ariichuntgen, déi ënner d'Surveillance vun de Gemenge falen, géllt, ass folgend: « assurer l'intégrité physique de tous les participants aux activités professionnelles et scolaires définies ci-après et de mettre en œuvre les moyens appropriés pour créer, dans les établissements concernés et à l'occasion de ces activités, les conditions de sécurité adéquates. »

Wat den Accès zu de Schoulgebaier vun de Gemengen an d'Sécherheet an dësen ugeet, verweisen ech och nach op déi gemeinsam Äntwert vum Schoulminister a vu mir op d'parlamentaresch Fro N° 5164.

Ech sinn iwwerzeegt, dass d'Gemengen hir legal Obligatiounen erfëllen a fir adequat Sécherheitskonzepte am Interessi vum Personal an den Notzer vun de Gemengeservicer suergen.

**Censure d'un artiste russe** | Question **6219** (19/05/2022) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Wéi a verschiddenen Artikelen um Site vum 100,7 an am „Luxemburger Wort“ ze liese war, huet déi ukrainesch Ambassade gefuerdert, d'Ausstellung „The Rape of Europe“ am Nationalmusée ofzesoen, well d'Wierker vun engem russesche Kënschtler, dem Maxime Kantor, hei ausgestellt ginn. D'„Wort“ zitéiert d'Objectiounen, déi virbruecht gi sinn: « Le MNHA et Michel Polfer s'en rendraient "inconsciemment complices" d'une justification de crimes de guerre et du financement du "viol de l'Europe" [...] »

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Froen stellen:

1. Huet d'Ambassade vun der Ukrain gefrot, fir déi Ausstellung ofzesoen? Wa jo, huet d'Lëtzebuurger Regierung reagéiert an op wéi eng Manéier?

2. Wa jo, wéll d'Regierung der Ambassade vun der Ukrain matdeelen, datt et net enger auslännescher Ambassade hir Aufgab ass, fir sech an intern Ugeleeënheete vu Lëtzebuerg anzeméschen?

3. Wéll d'Regierung an dësem Kontext eng kloer Erklärung géint all Versuch vun Zensur maachen?

**Réponse commune** (16/06/2022) de **M. Jean Asselborn**, Ministre des Affaires étrangères et européennes | **Mme Sam Tanson**, Ministre de la Culture

Weeder de Musée national d'histoire et d'art (MNHA) nach den Aussen- an Europaministère oder de Kulturministère si vun der ukrainescher Ambassade gefrot ginn, d'Ausstellung vum Maxim Kantor „The Rape of Europe“ ofzesoen.

Dës Regierung steet weiderhi fir Meenungs- a Konschtfreiheet, esou wéi se an eisem Rechtsstaat garantéiert sinn.

**Comptes bancaires des dénommés « Américains accidentels »** | Question **6228** (19/05/2022) de **M. Laurent Mosar** | **Mme Viviane Reding** (CSV)

Faute de pouvoir satisfaire à la réglementation des États-Unis visant à lutter contre l'évasion fiscale, les banques européennes pourraient être obligées de fermer les comptes bancaires des dénommés « Américains accidentels » - des personnes nées aux États-Unis mais qui n'ont plus d'attache avec ce pays. En effet, en vertu de l'accord FATCA, les « Américains accidentels » sont tenus de fournir à leur banque un numéro d'identification fiscale, qu'il est difficile d'obtenir. Le problème : sans ce numéro d'identification, les banques européennes pourraient faire l'objet de lourdes sanctions prévues dans le cadre de l'accord FATCA. Une dérogation avait été prévue dans un premier temps pour exonérer les banques de cette obligation.

D'après l'Association des Américains accidentels (AAA), un rendez-vous est prévu ce 31 mai 2022 entre la présidence française du Conseil de l'Union européenne et l'« Internal Revenue Service » des États-Unis pour discuter de cette problématique. L'Union européenne a travaillé sur une proposition soutenue par les États membres.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre des Finances :

- Madame la Ministre a-t-elle connaissance de cette problématique et de la tenue de la réunion mentionnée ci-dessus ? Quelle est la position du Gouvernement par rapport à cette problématique ?

- Au total, plus de 300.000 comptes bancaires d'« Américains accidentels » seraient en danger d'après l'AAA. Est-ce que des banques luxembourgeoises sont concernées par cette problématique ? Dans l'affirmative, combien de comptes risqueraient d'être fermés ?

- Que contient la proposition que le Conseil de l'Union européenne compte soumettre à l'« Internal Revenue Service » ?

D'après nos informations, il n'est pas prévu lors de cette réunion du 31 mai 2022 d'aborder les problèmes liés à la compatibilité de l'accord FATCA avec les exigences du Règlement général sur la protection des données (RGPD), que nous avons déjà abordés notamment dans les questions parlementaires n° 4115 du 19 avril 2021 et n° 4755 du 27 juillet 2021.

Dans ce contexte, nous voudrions poser la question suivante à Madame la Ministre des Finances :

- Où en sont les discussions au niveau européen au sujet des implications des règles en matière de protection des données sur les accords internationaux en matière d'échange d'informations à des fins fiscales ?

**Réponse** (20/06/2022) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre des Finances

Dans le contexte de la problématique d'obtention d'un numéro d'identification fiscale par les détenteurs des comptes bancaires des dénommés « Américains accidentels » en vertu de l'accord FATCA et des discussions qui se sont tenues le 31 mai 2022 entre la présidence française du Conseil de l'Union européenne et l'« Internal Revenue Service » des États-Unis, les honorables Députés s'interrogent sur les développements récents et l'impact potentiel sur les banques luxembourgeoises.

La tenue de la réunion précitée s'inscrit dans le cadre des discussions continues au niveau du Conseil de l'Union européenne, comme par ailleurs déjà mentionné dans les réponses aux questions parlementaires n° 3382 et n° 4755 du 6 janvier 2021 et du 27 juillet 2021. Le Grand-Duché de Luxembourg soutient en principe une approche coordonnée au niveau européen, qui est considérée comme la plus adaptée afin de pleinement tenir compte du contexte ayant présidé à la mise en place des accords FATCA.

En ce qui concerne la deuxième question des honorables Députés, il y a lieu de noter que le nombre des « Américains accidentels » devrait en principe s'avérer gérable pour les banques luxembourgeoises.

La proposition du Conseil de l'Union européenne d'une approche commune vise à confirmer l'efficacité de la diligence raisonnable effectuée par les institutions financières européennes. Elle est basée sur quatre indices cumulatifs que les institutions financières concernées devront établir afin d'attester la véracité des efforts déployés permettant de certifier la conformité avec les obligations découlant de l'accord FATCA en présence d'un client de nationalité américaine.

S'agissant des discussions au niveau européen au sujet des implications des règles en matière de la protection des données sur les accords internationaux en matière d'échange d'informations à des fins fiscales, il n'y a à ce jour pas d'élément nouveau par rapport aux informations indiquées dans les réponses aux questions parlementaires citées ci-dessus.

**CGDIS zone Nord** | Question **6229** (20/05/2022) de **M. André Bauler** (DP)

Mir ass zougedroe ginn, datt an de CGDIS-Zentren zu Clief, Nordstad a Woltz Berufspompjeeë sollen ofgezu ginn, fir an anere Regiounen agesat ze ginn.

Et ass kloer, datt dës Decisioun, sollt se dann ëmgesat ginn, d'Disponibilitéit u Personal an eisen Ambulanzen net verbessert.

Dofir wollt ech der Madamm Inneministesche follgend Froe stellen:

1. Stëmmt et, datt Personal aus dem Norden ofgezu gëtt an anere Zentren reafektéiert gëtt?

2. Wa jo, wat ass d'Ursach dofir?

3. Wou sollen dës Persounen nei affektéiert ginn?

4. Wéi gesäit de Moment de Personaltableau an de CGDIS-Zentren Norden aus a wat gëtt konkret ënnerholl fir si bei wuessender Bevëlkerung personell ze verstärken?

**Réponse** (17/06/2022) de **Mme Taina Bofferding**, Ministre de l'Intérieur

Neen, et stëmmt net, datt Berufspompjeeën, déi an engem vun den Asazentenen (CIS) aus der Regioun Norden affektéiert sinn, ofgezu goufen oder solle ginn.

Den Effectif vu Berufspompjeeën an de CISen aus dem Norden ass tëscht 2018 an 2022 vun 21 op 64 eropgaangen. Grundsätzlech kann ee soen, datt d'Disponibilitéit vun dësen CISen haut besser ass, wéi se jee virdu war.

Mat der Ëmsetzung vum Plan national d'organisation des secours (PNOS) wäerten och an de kommende Jore weider Ustrengeunge gemaach ginn, fir d'zivil Sécherheet am Norden an am ganze Land nach wieder ze verbesseren.

**Projet de construction au centre de Walferdange** | Question **6231** (20/05/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Zu Walfer kruten d'Biergerinnen ee Flyer vun de Majoritéitspartei CSV an déi Gréng ausgedeelt, an deem et iwwert ee gréisser Bauprojet am Zentrum vu Walfer geet. D'Zil vum Flyer ass et, fir d'Bierger ze motivéieren, fir Objektivitéit géint dës Bauprojet anzerechen, wëssend, datt ee vum Gemengerot gestëmmte Moratoire betreffend eben dësem PAP souwuel vum Inneministère a vum Verwaltungsgesetz refuséiert gi war.

Beim Flyer fällt op, dass en zwar am Numm vun de Partei publizéiert (a warscheinlech finanzéiert) gouf, et awer net ganz kloer ass, wien an dësem Fall de Sender vum Message ass. Effektiv féiert de benotzte Stil zu Vermësungen ob elo d'Gemengeverwaltung, de Gemengerot, de Schafferot oder d'Majoritéitsparteiën dës Invitatioun gemaach hunn.

An deem Zusammenhang wéilt ech der Ministesch fir Interieur dës Froe stellen:

1. Féint d'Ministesche et glécklech, dass zwou lokal Sektouren aus enger Majoritéit ee Communiqué an hirem Numm erausginn, an als Kontaktméiglechkeet d'Gemengesekretariat vun der Gemeng Walfer uginn?

2. Wéi eng Reegele muss eng Gemeng beuechten, wann si ee Communiqué erausgëtt?

A wéi enger Form dierfe Parteizeeche, Nimm oder Logo op Communiquéën vun enger Gemeng figuréieren?

3. Wéi eng Méiglechkeeten huet den Inneministère als Ministère de tutelle, fir Gemengen oder Sektouren ze sanktionéieren, déi d'Reegelen net respektéieren?

4. Wéi verhënnert d'Ministesche, dass Majoritéitsparteiën ee Gemengesekretariat fir hir Parteiarbecht méissbrauchen?

**Réponse** (07/06/2022) de **Mme Taina Bofferding**, Ministre de l'Intérieur

Den Deputéierten informéiert sech iwwert e Flyer, deem an der Gemeng Walfer vun de Majoritéitsparteiën aus dem Gemengerot verdeelt ginn ass.

Quitte dass de Flyer d'Adress an eng E-mail-Adress vun der Gemeng Walfer, souwéi e QR-Code iwwert deem een op eng Internetsäit vun der Gemeng kënnt, wou een Zougank zum PAP kritt, schéngt et mir awer kloer ze sinn, dass d'Editeuren d'Lokalsektiounen vun de Majoritéitsparteiën aus dem Gemengerot sinn an dass keng Verwiesslungsgefahr mat der Gemeng selwer besteet.

D'Kontakter, déi am Flyer stinn, sinn alleguer ëffentlech zugänglech, a well d'Gemengeverwaltung souwéi den Adressat vun Objektivitéit an Observatiounen am Kader vun enger PAP-Prozedur ass, gesinn ech och kee Méissbrauch vun den Adressen. Doriwwer eraus ass et och net u mir, fir mech als Inneministesche zu politeschen Initiative vun de Lokalsektiounen vun de Parteien ze äusseren.

Wat d'Kommunikatiounen vun de Gemengen ugeet, verweisen ech op meng Äntwerten op d'parlamentaresch Froen N° 0905, N° 1969 an N° 6071, déi un dës Äntwert annexéiert sinn.

*(Annexes à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)*

Als Inneministesche hunn ech eng Surveillance iwwert d'Gestioun vun de Gemengen, mat de bekannten Instrumenter aus dem Gemengesetz, déi awer net d'Kommunikatiounen vun de Gemengen viséieren. Ech si weeder zoustänneg, fir d'Lokalsektiounen vun de Parteien ze iwwerwaachen, nach ze sanktionéieren.

**Fermeture du bureau d'information de l'armée** | Question **6232** (20/05/2022) de **M. Gusty Graas** | **M. André Bauler** (DP)

D'Lëtzebuurger Arméi huet hautdesdaags eng gréisser Unzuel un usprochsvollen Aufgaben ze bewältegen. Nieft internationale Friddens- an Ausbildungsmissiounen ass d'Arméi och a Krisegebiddern aktiv, an hëlleft ënner anerem am Fall vun Naturkatastrophen a vu Pandemien. Fir déi Panoplie u Missiounen beschtméiglech ze garantéieren, spillt d'Rekrutierung vun engagierten Zaldoten eng primordial Roll. An deem Kontext ass eis zu Ouere komm, dass de Rekrutierungsbüro vun der Arméi um Boulevard Royal an der Stad, deem zanter September 2016 fonctionéiert, an noer Zukunft soll zougemaach ginn.

An deem Kader wollt mir dem Här Verdedegungsminister follgend Froe stellen:

1. Kann den Här Minister dës Informatiounen bestätegen?

2. Wa jo, wat sinn d'Grënn dofir?

3. Ass geplangt, fir en neie Büro op enger anerer Plaz opzemaachen?

4. Ass eng Rekrutierungscampagne fir d'Arméi virgesinn, esou wéi dat beim CGDIS a bei der Police de Fall war?

**Réponse** (07/06/2022) de **M. François Bausch**, Ministre de la Défense

ad 1. + 2. Nee, d'Informatioun, dass de „Bureau de recrutement et d'information“ vun der Arméi an noer Zukunft soll zougemaach gëtt, kann ech net bestätegen.

ad 3. Nee, et ass net geplangt fir en neie Büro op enger anerer Plaz opzemaachen.

ad 4. D'Arméi mécht all Joer Rekrutierungscampagnen. D'Virlog fir dat neit Militärgesetz, dat leschte Summer an der Chamber deposéiert gouf, gesäit d'Afféiere vun neie militäresche Karriären an den Traitementsgruppen A2 a B1 vir. D'Akraafttriede vun deem Gesetz wäert Ulooss fir eng cibléiert Campagne bei de Primaner an de Studente mat engem Bachelordiplom ginn.

**Limitation de vitesse sur la route nationale E421** | Question **6233** (23/05/2022) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

D'Nordstrooss féiert och duerch d'Dierfer Maarnech a Fëschbech, wou si den Numm E421 dréit. Zënter Laangem reegen sech besuergte Bierger an den Dierfer Maarnech a Fëschbech iwwert déi onméiglech Sécherheetssituatioun an hirem Duerf op. D'Vitesslimitatioun vun der E421 ass zu Maarnech a Fëschbech mat 70 km/h uginn. Leider ass et esou, datt sech sëllege Gefierer net un dës Limit halen a Maarnech a Fëschbech mat staark erhéichter Vitess passéieren. Grad och zu de Stousszäite kënnt et de Bierger vir, ewéi wann d'E421 zu Maarnech a Fëschbech éischer eng Schnellstrooss, ewéi eng Duerfstrooss wär.

Besonnenesch brenzeleg ass an deem Kontext, datt et zu Maarnech, kuerz virun deems, datt een op Fëschbech kënnt, en Zebrasträife gëtt, deem um Ufank vu Maarnech net gutt ze gesinn ass. Dacks hunn d'Gefierer, déi mat erhéichter Vitess ënnerwee sinn, net méi genuch Zäit, fir op den Zebrasträifen ze reagéieren, wa Persounen dës passéieren. Et ass bedauerenswäerter Weis scho vill ze dacks zu ganz geféierleche Situatiounen komm, wou Gefierer dës Persounen, déi iwwert den Zebrasträife goe wëllen, eréischt am leschte Moment konnten auswäichen.

Vill Bierger vu Maarnech a Fëschbech fäerte mëttlerweil well, datt et just nach eng Fro vun der Zäit ass, bis et hei zu engem Schwéieren - a potenziell déidlechen - Accident kënnt. Et muss ee bedenken, datt grad och dacks Schoulkanner iwwert dës Zebrasträife ginn.

Och vermessen d'Bierger eng méi staark Policepresenz, fir där beschriwwener Problematik entgéintzewierken. Dozou sief ugemierkt, datt et op där beschriwwener Plaz an de leschte Joren och schonn zu Accidenter komm ass.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Mobilitéitsminister:

1. Ass sech den Här Mobilitéitsminister deenen uewe genannte Gefore fir d'Dierfer Maarnech a Fëschbech bewusst?

2. Wat gedenkt den Här Minister ze ënnerhuelen, fir dës geféierlech Situatioun ze entschäerfen? Wier et an deem Kontext an den Ae vum Här Minister ë. a. net och sënnavoll, op där beschriwwener Plaz méi dacks offiziell Policekontrollen ofzehalen?

**Réponse** (20/06/2022) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Während dem Ausbau vun der Nationalstrooss N7 (E421) an de 70er- respektiv 80er-Jore stoungen op der Héicht vu Maarnech a Fëschbech nëmmen e puer

vereenzelt Haiser laanscht d'Strooss. D'Unzuel vun den Haiser huet sech awer am Verlaf vun de Joren duerch déi zousätzlech Bebauung vun deenen un d'N7 ugrenzende Parzelle gesteigert. Esou ass d'N7 deemools och ni als „Duerfstrooss“ geduecht gewiescht.

Als Reaktioun op déi zousätzlech Bebauung laanscht d'N7 ass déi maximal erlaabte Vitess op 70 km/h erofgesat ginn, a fir den Automobilist zousätzlech op des Vitess opmierksam ze maache respektiv ze sensibiliséieren, sinn niewent der Beschëlderung zwou Geschwindigkeitstafelen opgeriicht ginn.

Dee vum honorabelen Deputéierten erwänten Zebrasträifen op der Fëschberstrooss ass vun der Clierfer Gemeng zousätzlech mat Roude Luuchte gesécher ginn, fir den Iwwergang fir de Foussgänger op dëser Plaz sou sécher wéi méiglech ze gestalten.

Betreffend déi vum honorabelen Deputéierte gefrote Policepresenz, duerch déi den Automobilist op eventuell Gefouren a Konfliktsituatiounen op der Héicht vu Maarnech a Fëschbech soll sensibiliséiert ginn, ass unzemierken, dass eventuell Sanktiounen bei Verstéiss géint de Code de la route een Deel vun de Missiounen vun der d'groussherzoglecher Police duerstellt. Wéi dem honorabelen Deputéierten awer sécherlech bewosst ass, zielen d'Missiounen vun der groussherzoglecher Police net zu mengen Attributiounen, deementspreechend ech mech am Kader vun dëser parlamentarescher Fro och net dozou äussere kann.

.....

**Variòle du singe | Question 6234 (23/05/2022) de Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV)**

D'Meldungen iwwert déi sougenannt Afepouken hunn sech an de leschten Deeg iwwerschoen. Net méi spéit ewéi e Sonndeg huet d'Weltgesundheitsorganisatioun WHO zum Handeln opgeruff. Well et wichteg wier, fir d'Leit dréngend, séier an ëmfaassend ze sensibiliséieren an och ze informéieren. Et wier nämlech mat enger weiderer Ausbreedung vun den Afepouken ze rechnen. An elo scho ginn d'Fäll laut Medieberichter weltwäit an d'Luucht. An Europa virun allem a Groussbritannien, mee och a Portugal, Spuenien, Däitschland an och an der Belsch.

Bis elo huet d'Lëtzebuurger Santé e Samschdeg via Communiqué just matgedeelt, datt et zu Lëtzebuerg nach kee Fall géif ginn. An datt et wichteg wier, opmierksam ze bleiwen. Nach maachen awer ëmmer méi Leit sech Suergen a stellen sech vill Froen. Grad och elo virun der Vakanzzeit am Summer.

An deem Kontext wëll ech duerfir folgend Froen un d'Madamm Gesundheitsministesch stellen:

- Kann d'Regierung d'Meldungen aus der Press confirméieren, datt et nach kee Fall vun Afepouken zu Lëtzebuerg gëtt?

- Wéi héich gesäit d'Regierung d'Probabilitéit, datt et och zu Fall zu Lëtzebuerg wäert kommen?

- Wéi genee preparéiert d'Regierung sech, wann et géif zu engem Ausbroch zu Lëtzebuerg kommen? Wéi géif an dësem Fall den Urgenceplang ausgesinn?

- Sollt et zu engem Ausbroch zu Lëtzebuerg kommen, ass d'Regierung prett, fir den Traçage sécherzestellen? Ass dann och eng Isolatioun geplangt, wéi d'WHO et verlaangt?

- Wéi gedenkt d'Regierung, d'Leit am Sënn vun der WHO konkret an ëmfaassend ze sensibiliséieren an och ze informéieren? Ass zum Beispill hei och eng

Campagne an de Medie geplangt, déi iwwert e Communiqué erausgeet?

- Steet d'Regierung a Saachen Afepouken am permanenten Austausch mat der WHO?

- Wat ass de leschte Stand, wat d'Iwwerdroungswéier ueget? Wéi kënnen d'Leit sech konkret virun dëser Krankheet schützen?

- Wat ass de leschte Stand, wat d'Symptomer ueget? Wéini sollen d'Leit bei den Dokter goen?

- Wéi geféierlech ass dës Krankheet laut de leschte Regierungsinformatiounen wierklech?

- Op wat mussen d'Leit bei Reesen an d'Ausland grad am Summer an der Vakanzzeit oppassen?

**Réponse (30/05/2022) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé**

D'Regierung konfirméiert, dass bis elo kee Fall vun Afepouken zu Lëtzebuerg gemellt gouf.

Och wann d'Probabilitéit geréng ass, dass e Fall zu Lëtzebuerg optaucht (bis elo gouf et nëmme eng 200 Fäll fir ganz Europa), muss een sech natierlech op esou eng Méiglechkeet preparéieren.

D'Direktioun vun der Santé huet dofir bis elo eng Rei Moossname geholl, an ligne mat de Recommendationen vun ECDC<sup>12</sup>:

- Informatioun vun allen Dokteren iwwert d'Krankheet via eng lettre-circulaire vum Gesundheitsdirekter den 20. Mee 2022.

- Diskussiounen mam Service national des maladies infectieuses, fir sech op een eventuelle Fall virzereeden, a puncto Isolement (21 Deeg) an Traitement. Esou een Isolement géif iwwert eng Ordonnance du directeur de la santé lafen, conforme mat dem Artikel 10 vum Direktiounsgesetz vun 1980.

- Kontakter mam Nationale Gesundheitslaboratoire (LNS) a Konfirmatioun, dass dës capabel ass, d'virologesch Diagnose ze stelle via PCR.

- De Règlement grand-ducal d'exécution vum Gesetz vum 1. August 2018 iwwert d'meldeflichteg Krankheete wäert kuerzfristeg adaptéiert ginn, fir och d'Afepouken anzeschléissen.

- D'Inspection sanitaire vun der Gesundheitsdirektioun ass natierlech Expert fir all Form vu Contacttracing an huet sech och speziell op d'Afepouke virbereet.

- Eng eventuell Kontaktperson brauch keng strikt Quarantän ze maachen, de Risiko vun enger Iwwerdroung ass kleng. D'Person soll sech awer selwer iwwerwaachen a bei Symptomer de Service national des maladies infectieuses kontaktéieren. Während 21 Deeg nom eventuell infektiöse Kontakt soll all Person op enk Kontakter mat anere verzichten (besonnesch op sexuell Rapporten), keng grouss Rassemblement opsichen, e Mask andoen, falls eng Distanz vun zwee Meter vis-à-vis vun anere Persounen net kann agehale ginn (Principe de précaution, bis elo ass awer nach keng respiratoresch Iwwerdroung bewisen), an sech natierlech reegelméisseg d'Hänn wäuschen.

- D'Direktioun vun der Santé wäert och iwwert en Joint Procurement via d'europäesch Autoritéit HERA (Health Emergency Preparedness and Response Authority) eng kleng Quantitéit Impfstoff géint d'Pouken akafen. Dës kann eventuell un Asaz komme bei sougenannte „Ringimpfungen“, d.h. Impfungen vu Leit, déi an enkem Kontakt mat infizéierte Leit waren. Lëtzebuerg probéiert och, iwwert een änleche Mechanismus,

d'antiviraalt Medikament Tecovirimat anzekafen. Dëst Medikament kéint eventuell agesat gi bei infizéierte Leit, bei deenen e schlëmme Verlaf vun der Krankheet ze fäerten ass (z. B. héich immunodepriméiert Leit).

- Schlussendlech wäert de Conseil supérieur des maladies infectieuses sech och kuerzfristeg mat dem Thema befaassen an eventuell weider Recommendationen maachen. Lëtzebuerg ass permanent a Kontakt mat der WHO an och mat de kompetenten EU-Autoritéiten (ECDC an Health Security Committee), an dat iwweregens och ausserhalb vun Ausbréch vun Infektiounen. Zwou Attachées Santé, eng bei der Représentation permanente zu Bréssel an eng bei der Ambassade zu Genève, suergen deeglech dofir, dass all relevant Informatioun vun dësen EU- respektiv internationalen Instanzen weidergeleet gëtt op Lëtzebuerg an dass mir och eventuell Froen un dës Organisme stelle kënnen. Des Weidere sinn d'Mataarbechter vun der Gesundheitsdirektioun Member vun de ville permanenten Aarbechtsgruppen, déi vun dësen Organisatiounen geleet ginn, an ënnerhalen op techneschem Niveau e ganz enken Echange.

D'Afepouke ginn haaptsächlech iwwert direkt, meeschtens intim Kontakter iwwerdreien. Esou Kontakter, besonnesch mat onbekannte Persounen, ze vermeiden, reduzéiert de Risk vu Contamination, esouwuel doheem wéi an der Vakanz. D'Krankheet ass besonnesch e Risiko (schlëmme Verlaf, Doudesfall) fir Leit, déi geschwächt sinn, z. B. duerch eng Immunschwächt oder eng aner schwéier Krankheet.

Jeet no Verlaf vun dësem Ausbroch an den nächsten Deeg wäert de Gesundheitsministère weiderhin d'Populatioun informéieren iwwert déi üblech Medien.

.....

**Délais de remboursement longs par la CNS | Question 6239 (23/05/2022) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)**

Il y a quelques semaines, la CNS et partant les assurés étaient confrontés à des délais de remboursement excessivement longs par rapport aux délais habituels de l'ordre de deux à trois semaines.

1) Monsieur le Président de la CNS ayant annoncé un retour progressif à la normale au courant du printemps, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale si la situation s'est entre-temps normalisée.

2) Quels sont les délais de remboursement pour les caisses de maladie n'ayant pas rejoint la CNS en 2010 ?

**Réponse (16/06/2022) de M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale**

ad 1) La situation des départements de la CNS en charge du remboursement des prestations de soins de santé n'a pas considérablement changé depuis la dernière question parlementaire n° 5758 du 14 février 2022. Il s'ensuit que les délais de remboursement restent relativement élevés avec une durée de traitement des factures de cinq semaines.

ad 2) Les autres caisses de maladie n'ont pas de délai de remboursement importants.

Ainsi, la Caisse de maladie des fonctionnaires et employés communaux (CMFEC) affiche un délai d'attente des remboursements en rapport avec les frais médicaux nationaux de deux semaines et n'a aucun retard accumulé. Le délai d'attente des remboursements en rapport avec les frais médicaux internationaux est entre deux semaines et trois mois. Un délai

<sup>12</sup> European Centre for Disease Prevention and Control: Monkeypox Multi-country Outbreak. 23 May 2022, ECDC, Stockholm; 2022



d'attente plus longue s'applique seulement aux cas de tarification par une caisse de maladie étrangère. La CMFEC n'a que dans des situations exceptionnelles, donc très rarement, un retard minimal d'une semaine au plus.

La Caisse de maladie des fonctionnaires et employés publics (CMFEP) a un retard actuel de sept jours ouvrables. Les virements sur les comptes des assurés se font dans un délai de deux à trois semaines. Dans ce contexte, il y a lieu de noter que les dossiers ont augmenté de 11,5 % les quatre premiers mois de l'année 2022. La CMFEP compte néanmoins évacuer ce retard dans les prochains deux mois.

L'entraide médicale des CFL n'affiche aucun délai de remboursement. Les demandes sont traitées entre un à six jours ouvrables, avec une moyenne de 2,84 jours.

Globalement, la mise en œuvre du projet de digitalisation de la procédure de prise en charge des mémoires d'honoraires continue. Les outils, qui seront opérationnels dans un avenir proche, permettront, dans une première étape, d'accélérer le remboursement des mémoires d'honoraires et puis, dans une deuxième étape, la mise en place du paiement immédiat direct permettra une prise en charge immédiate.

Comme la mise en œuvre se déroulera en étapes, la digitalisation permettra au fur et à mesure de la mise en œuvre de chaque étape de réduire en conséquence les délais de transmission des informations, de traitements des données et du paiement des prestations.

#### Digitalisation de la justice | Question 6241 (24/05/2022) de Mme Diane Aehm (CSV)

Le dernier Tableau de bord de l'Union européenne sur la justice, publié la semaine dernière, ne laisse planer aucun doute quant à l'indépendance de la justice luxembourgeoise qui jouit, par ailleurs, de la confiance des Luxembourgeois. Cependant, pour ce qui est de la digitalisation de la justice, le Luxembourg n'est pas sur la voie pour atteindre les objectifs et se classe 23<sup>e</sup> sur 25, juste devant la Roumanie et la Hongrie. Ce classement s'explique avant tout par le manque d'outils technologiques dans les procédures judiciaires ou le fait que l'on ne puisse pas consulter en ligne certains actes juridiques.

C'est précisément dans ce contexte que je désirerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

- Comment Madame la Ministre considère-t-elle le classement du Luxembourg en 23<sup>e</sup> position en matière de digitalisation de la justice et quelles doivent être les conclusions à retenir selon Madame la Ministre ?

- Existe-t-il une stratégie visant à promouvoir la digitalisation de la justice au Luxembourg ?

• Dans l'affirmative, Madame la Ministre peut-elle nous expliquer les grands traits de cette stratégie ?

• Dans la négative, Madame la Ministre a-t-elle l'intention d'élaborer une telle stratégie pour la numérisation de la justice ?

**Réponse** (09/06/2022) de **Mme Sam Tanson**, Ministre de la Justice

Le Ministère de la Justice prend connaissance avec intérêt des recommandations de la Commission et entend poursuivre ses efforts en vue d'une dématérialisation à terme des procédures devant la justice.

- Le programme PaperLess Justice fédère un ensemble de projets lancés par le Ministère de la

Justice du Grand-Duché du Luxembourg ayant pour objectif commun de favoriser la dématérialisation des échanges et des dossiers de la justice au Grand-Duché de Luxembourg.

- Les projets visent à instaurer, d'une part, le dossier judiciaire électronique au sein des tribunaux de la justice du Grand-Duché du Luxembourg et, d'autre part, digitaliser les échanges entre les acteurs internes (magistrats, greffiers...) et les acteurs externes (avocats, huissiers, notaires, justiciables...).

- Les gains attendus sont principalement une meilleure efficacité et une simplification pour les professionnels. Ces gains seront perceptibles dans un second temps pour les justiciables au travers d'une meilleure transparence, accessibilité et efficacité.

Le programme inclut et suit 13 différents projets en tout.

Il s'agit notamment des projets suivants :

JUPAL (projet d'accompagnement)

MJMDL (modification des lois)

JUCIV (chaîne civile)

JUMDJ (mise à disposition de la jurisprudence)

JUPOD (ordonnances de paiement)

JUPSA (saisie-arrêt)

MJECI (plateforme d'échanges sécurisés)

JANGA (Back-office des juridictions administratives pour traitement des requêtes reçues par la plateforme d'échanges sécurisés).

Depuis 2020, le Ministère de la Justice a engagé un consultant externe avec pour mission d'accompagner les différentes instances durant le projet JUPAL.

Compte tenu de la complexité et des aspects techniques de chaque projet et compte tenu des effectifs limités du service informatique de la justice, ces différents projets progressent à leur propre rythme.

Certains des projets sont plus avancés que d'autres.

Le projet de mise à disposition de la jurisprudence (JUMDJ) est réalisé depuis septembre 2020. Chaque décision de justice, que ce soit de l'ordre judiciaire ou de l'ordre administratif, est publiée sous une forme anonymisée sur le site Internet des juridictions.

Les autorités ont décidé de réserver une priorité à la dématérialisation des procédures devant les juridictions administratives (projet JANGA). Un projet-pilote est actuellement en préparation et sera réalisé en 2023.

#### Déclaration d'intérêts des membres du Gouvernement | Question 6251 (25/05/2022) de M. Marc Goergen (Piraten)

Den Deontologieskodex, deen sech d'Regierung selwer operluecht huet, gesäit vir, dass all Minister eng Lëscht opstelle muss, aus där fir de Public ersichtlech gëtt, ob ee Regierungsmember Interessekonflikter kéint hunn.

An där aktueller Wunnengskris ass bebaubare Buedem zu Gold ginn. D'Plus-Valuen, déi ee mat Investissementer an Immobilie ka maachen, sinn héich lukrativ. Momentan muss ee Regierungsmember awer net ugin, ob en, ausser sengem Wunnsätz, weider Terrainen oder Immobilie besëtzt.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Premierminister dës Fro stellen:

- Wier d'Regierung bereet, fir d'Deklaratioun aus dem Deontologieskodex op Immobilien an Terrainen ze erweideren, fir esou an der aktueller

Immobiliekris transparent mat Interessekonflikter ëmzegen?

**Réponse** (09/06/2022) de **M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État

Laut dem Artikel 2 Paragraf 1, Punkt 4 vum ofgeännerte groussherzoglechen Arrêté vum 14. Mäerz 2022, deen d'deontologesch Reegele vun de Regierungsmembere festsetzt, mussen d'Regierungsmembere an hiren Lëscht schonn haut déi vun honorabelen Deputéierte gefroten Informatiounen ugin, soudass sech d'Fro vun enger Ännerung vum groussherzoglechen Arrêté net stellt.

#### Réserves de sang | Question 6258 (27/05/2022) de Mme Martine Hansen (CSV)

An onser parlamentarescher Fro vum 4. Mee hu mir d'Madamm Gesondheetsministesch gefrot, ob d'Versuergung mat Bluttkonserven kuerz- a laangfristeg garantéiert wier, d'ës, well d'Croix Rouge ëm déi Zäit en als urgent betitelte Bréif u seng Donateure verschéckt huet, fir si ze invitéieren, Blut spenden ze goen an esou ze hëllefen, déi historesch niddreg Blutreserven erëm opzestocken. An der Äntwert op ons parlamentaresch Fro huet d'Madamm Gesondheetsministesch verséichert, dass d'Autosuffisance hei am Land garantéiert wier, obwuel d'Croix Rouge nach ëmmer de selwechten als urgent betitelte Bréif u seng Membere schéckt, fir se un d'Bluttspenden ze kréien.

An dem Zesammenhang, géif ech gär folgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch stellen:

1. Wëssend, dass d'Croix Rouge de selwechte Bréif nach ëmmer verschéckt, ass d'Autosuffisance u Bluttkonserven hei am Land nach ëmmer garantéiert?

2. Wa jo, firwat gëtt de selwechte Bréif nach ëmmer un d'Donateure geschéckt?

**Réponse** (15/06/2022) de **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé

ad 1. Et ass korrekt, dass de Stock u Blutreserven an deene leschten zwee Méint ganz niddereg war. D'ës ass awer keng „historesch“ Situatioun, wéi et an der parlamentarescher Fro ugedeit gëtt, mee et handelt sech ëm eng Situatioun, mat där de Centre de transfusion sanguine (CTS) vun Zäit zu Zäit konfrontéiert ass, sou wéi d'ës och an den Nopeschlänner den Fall ass.

D'Roud Kräiz hat d'ës Joer ewell e puermol iwwert déi traditionell Medien en Opruff gemaach, mee huet awer decidéiert, och op de Wee vun de Bréiwer ze goen, well si gefaart hunn, dass d'Opriff iwwert d'Medien no enger Zäit net méi gehéiert géife ginn. Geleentlech kënn et och vir, datt d'Roud Kräiz d'Blutspender direkt uschreift, fir si op d'Situatioun vum Stock opmierksam ze maachen an ze sensibiliséieren; d'ës Virgoensweis gëtt virun allem Enn des Joers gewielt, wann d'Reserven oft knapp sinn.

ad 2. D'Sensibilisatioun duerch Bréiwer huet gutt funktionéiert an d'Roud Kräiz huet fräiwëlleg dës Virgoensweis während e puer Woche bäibehal, fir de Stock vum CTS ze festegen. All déi Persounen, déi net op déi éischt Invitatioun reagéiert hunn a kee Blut spende gaange sinn, kruten d'ës Courrier eng zweete Kéier geschéckt.

Mee, wéi schonns erwäant ass de CTS ëmmer autark gewiescht.

(Graphiques à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)

**Contrats avec la société RSS-Hydro** | Question 6266 (30/05/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Wéi aus engem Artikel um Site vum 100,7 vum 30. Mee 2022 ervirgeet, soll e Mataarbechter vun der Firma RSS-Hydro gekënnegt kritt hunn, nodeems hien sech an de Medien ëffentlech a kritesch géint d'Regierungshandele während den Iwwerschwemmung vum Juli 2021 geäussert hat. D'Kënnegung soll zustane komm sinn, well de Patron vun der Firma evitéiere wollt, ënner politeschen Drock ze kommen a seng aner Mataarbechter do virdrunner schützen wollt.

Besonnenesch fragill vis-à-vis vu politeschem Drock sinn Entrepreneuren dann, wann se kontraktuell Relatiounen mat Ministèren ënnerhalen an eventuell fäerte mussen, dass hir Geschäftsbeziungen net weidergefouert wäerte gi bei vun der politescher Linn ofwäichendem Verhalten.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Wirtschaft a fir Finanzen dës Froe stellen:

- Wéi eng Ministèren ënnerhale Geschäftsbeziungen mat RSS-Hydro (oder hunn an der Vergaangenheet Geschäftsbeziungen ënnerhalen)?

Falls et Kontrakter gëtt/gouf: Wéi vill Suen huet de Staat fir Prestatiounen schon un RSS-Hydro bezuelt a wéi e Montant steet nach aus duerch eventuell nach lafend Kontrakter?

- Huet RSS-Hydro staatlech Subsidien, Primmen oder Aiden erhalen oder lafen aktuell Demandé vun RSS-Hydro fir staatlech Subsidien, Primmen oder Aiden?

Falls jo: Ëm wéi eng Subsidien, Primmen oder Aiden an Ëm wéi eng Montanten handelt et sech?

- Huet de Staat Kontakter mat internationalen Organisatiounen vermëttelt oder facilitéiert fir RSS-Hydro?

Falls jo: Wéi eng?

**Réponse** (17/06/2022) de **M. Franz Fayot**, Ministere de l'Économie, Ministere de la Coopération et de l'Action humanitaire

De Wirtschaftsministère ass net Client bei RSS-Hydro an huet an där Form keng Geschäftsbeziungen mat RSS-Hydro.

Wat Bähëllef vum Wirtschaftsministère ugeet, war respektiv ass RSS-Hydro opgrond vun de besteende gesetzliche Bestëmmung fir folgend Ënnerstëtzen gen eligibel:

- Fuerschung an Entwécklungsbehëllef fir den Developpement vun engem Service, fir mat enger Drone den Impakt vun der Dréchent op d'Vegetatioun ze observéieren. Déi Hëllef gouf am Februar 2021 accordéiert. Eng éischt Tranche gouf am November 2021 ausbezuellet an déi zweet gëtt den Ament bearbecht.

- Neistarthëllef fir Investitiounen während der Covid-Kris fir eng Hightech-Drone, déi et erméiglecht, nei Servicer unzebidden. Déi Bähëllef gouf am September 2020 accordéiert. Dës Aide ass nach net ausbezuellet, well dofir bis haut nach keng Demande vun RSS-Hydro virläit.

- Covid-19-Nouthëllef fir Mikro-Entreprisë vu 5.000 Euro gouf am Mee 2021 ausbezuellet.

- Am Kader vum Fit4Start-Programm ass RSS-Hydro am Januar 2022 zréckbehale ginn, fir um Track „HPC & Data Analytics“ vun deem Programm matzema-

chen. Am Kader vum Fit4Start-Programm kritt d'Firma an enger éischter Etapp eng Bähëllef vu 50.000 Euro, well se fir de Programm selektionéiert gouf. Dës Bähëllef ass um Punkt ausbezuellet ze ginn. Zousätzlech Bähëllef vu bis zu 80.000 Euro an 20.000 Euro kann d'Firma kréien, wann se de Programm mat Erfolleg ofschléisst an och selwer neit Kapital mobiliséiert. Am Fit4Start „HPC & Data Analytics“ kritt d'Firma och e Startpak fir eng limitéiert Notzung vun der High-Performance-Computing (HPC)-Infrastruktur vu LuxProvide SA (Supercomputer MeluXina).

- RSS-Hydro bedeelegt sech och un de Programme vun der ESA, ënner anerem am Kader vu LuxIMPULSE, dem Lëtzebuerger Programm fir d'Ënnerstëtzung vun der Weltraumfuerschung, dee vun der ESA geréiert gëtt. D'Luxembourg Space Agency (LSA) ass reegelméisseg mat der Firma RSS-Hydro a Kontakt, fir den technesche Suivi vun dese Programmen ze maachen.

RSS-Hydro huet och am Dezember 2021 beim COPEL eng Bähëllef ugefrot a kritt, fir d'Käschte vun der Participatioun op enger Foire am Ausland ze cofinanzéieren.

D'Firma hëlt och um Programm „Business Partnership Facility“ vun der Direktioun fir Entwécklungszesummenaarbecht an humanitär Aktioun deel a krut an deem Kader eng Bähëllef zougesprach fir e Projet am Zesummenhang mat enger besserer Notzung vum Waasser duerch eng Modellisatioun vum Floss Niger.

An der Äntwert vum Premierminister op d'parlamentaresch Fro N° 6267 vum 30. Mee 2022 gouf preziséiert, dass kee Regierungsmember Drock op den Employé vun RSS-Hydro oder d'Firma selwer gemaach huet.

**Licencement suite à la pression politique** | Question 6267 (30/05/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Wéi aus engem Artikel um Site vum 100,7 vum 30. Mee 2022 ervirgeet, soll e Mataarbechter vun der Firma RSS-Hydro gekënnegt kritt hunn, nodeems hien sech an de Medien ëffentlech a kritesch géint d'Regierungshandele während den Iwwerschwemmung vum Juli 2021 geäussert hat. D'Kënnegung soll zustane komm sinn, well de Patron vun der Firma evitéiere wollt, ënner politeschen Drock ze kommen a seng aner Mataarbechter do virdrunner schützen wollt.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Premierminister dës Froe stellen:

1. Ass de Minister der Meenung, dass dee vum 100,7 beschriwwene Fall misst mat Bléck op den Deontologiekodex iwwerpräift ginn, sollt sech erausstellen, dass ënner de politesche Vertrieeder, déi Drock op den Employé an d'Firma ausgeübt hunn, och Regierungsmembere waren?

2. Mat wéi enger Konsequenz misst an deem Fall gerechent ginn?

**Réponse** (01/06/2022) de **M. Xavier Bettel**, Premier Ministere, Ministere d'État

D'Regierung bekennt sech ausdrécklech zum Prinzip vun der Meenungs- a Fuerschungsfreiheet. Et ass eng gängeg Praxis, datt Wëssenschaftler an Experten sech kritesch mat der Regierungsaarbecht ausenarnersetzen. Kritik un der Regierungsaarbecht ass an enger Demokratie en normale Virgang an ass a kengster Weis verbueden oder onerwünscht. Deemo huet och kee Regierungsmember Drock op den Employé oder d'Firma gemaach.

**Sous-variant Omicron BA.5 du virus Covid-19** | Question 6306 (07/06/2022) de **M. Claude Wiseler** (CSV)

Laut Medieberichter huet sech d'Omicron-Subvariant BA.5, déi laut der WHO am Januar fir d'éischt a Südafrika opgedaucht ass, an de leschte Woche virun allem a Portugal rasant verbreet an zu héijen Inzidenze gefouert. An deem Kontext géife mir gär folgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch stellen:

- Kënn Dir dës Informatiounen confirméieren?

- Huet sech d'Subvariant BA.5 weider zu Lëtzebuerg verbreet, nodeem se ugangs Mee eng éischte Kéier ze Lëtzebuerg detektéiert gouf?

• Wa jo, wéi héich ass de Prozentsaz par rapport zu der Gesamtzuel vun Infektiounen?

- Wat fir Mesurë ginn an deem Zesummenhang ergraff, fir enger neier Well am Hierscht entgéintzewierken?

- Gëtt et nei Erkenntnisser zur Iwwerdrobarkeit an zur Virulenz vun der Subvariant BA.5?

- Sinn déi aktuell Impfstoffer wierksam géint d'Subvariant BA.5?

**Réponse** (09/06/2022) de **Mme Paulette Lenert**, Ministere de la Santé

Den Omicron-Subvariant BA.5 ass effektiv responsabel fir deen aktuelle Pic an den Inzidenze vun Neiinfektiounen a Portugal. Et muss een dobäi awer präziséieren, dass dese Pic manner héich ass (ongeféier 2.500 Infektiounen pro Dag a Millioun Awunner) wéi déi lescht Infektiounswell a Portugal, déi op de Wanter 2021-2022 zréckgeet (BA.1-Variant, ongeféier 6.000 Infektiounen pro Dag a Millioun Awunner). D'Inzidenz schéngt sech och iwwert déi lescht Deeg ze stabiliséieren an net weider ze klammen.

Aktuell ass den BA.5 och ganz staark präsent zu Lëtzebuerg a representéiert elo 25,4 % vun den Infektiounen an der Kalennerwoch 21 (Rapport Revilux vum LNS). Dese Subvariant ass och warscheinlech responsabel fir déi lichte Hausse vun den Infektiounen déi lescht Deeg an eisem Land.

Änlech epidemiologesch Evolutiounen gesi mir och elo an anere Länner an Europa an an Nordamerika, wou de BA.5 un Terrain gewënnt.

De BA.5 schéngt lichte méi transmissibel ze si wéi aner Omicron-Subvarianten (dofir geet seng Inzidenz jo och erop), mee ass awer den aktuellen Informatiounen no net méi pathogen (d. h. e mécht d'Leit net méi krank wéi aner Varianten).

Éischte Publikatiounen no reagéieren d'Subvarianten BA.4 a BA.5 manner gutt op den Impfstoff, an domat geet d'Probabilitéit erop, dass eng geimpft (a geboostert) Persoun oder eng Persoun, déi schonns virdrun mat engem anere Variant/Subvariant infizéiert war, sech trotzdem infizéiert.

Et ass duerchaus méiglech, dass bis an den Hierscht eran sech nach eng oder méi aner Variant/Subvariant verbreed. An deem Sënn kann ee keen direkten Zesummenhang hierstellen zwëschen dem aktuelle Variant/Subvariant a wat am Hierscht eventuell op eis zoukënn.

D'Preparatiounen fir den Hierscht lafen dofir normal weider a betreffen déi eenzel Domänen, déi bei der Lutte géint d'Pandemie wichteg sinn: Testing/

**PRIORITAIRE  
BY AIR MAIL**

IBRS/CCRI n°1001256



**RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID**

**LUXEMBOURG**

**CHAMBRE DES DÉPUTÉS**

**ENVOI-RÉPONSE 1001256**

**L — 3208 BETTEMBOURG**

Diagnostic (PCR a Schnelltester), Traitement (Antiviral Medikamenter a monoclonal Antikörper), Contacttracing an Isolement, Vaccinatiounen (eventuell nei Impfstoffe) an natierlech alles, wat ënnert den Term NPI fällt (non-pharmaceutical interventions, z. B. Masken, Distanz, hygienesch Mesuren ...).

**Rapports d'institutions internationales** | Question 6359 (15/06/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

An engem Artikel vum 100,7 „Logement: IWF mécht Lëtzebuerg konkreet Proposen“ vum 12. Juni 2022 gi verschidde Mesuren thematiséiert, déi den Internationale Währungsfong Lëtzebuerg virschléit. Niewent luewende Wierder mécht de Country Report

No. 22/152 och op verschidden Ëmstänn opmierksam, déi en als déficitaire ugesäit. Nohuelbedarf géif et a Saache Logement, am öffentlechen Déngscht ewéi och un der Steierreform vun 2017 ginn.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Premierminister dës Fro stellen:

1. Wéi eng staatlech Stellen - Ministère, Verwaltungen, Fuerschungszentren asw. - gi consultéiert, fir esou Rapporten vun internationalen Institutiounen (IWF, OECD etc.) auszeschaffen?

2. Wat geschitt an der Reegel mat dëse Rapporten? Gi se am Regierungsrot diskutéiert?

Ginn d'Recommandatiounen un déi jeeweileg Secteure weidergeleet? Gëtt hei fir e gewëssene Suivi gesuergt?

**Réponse** (16/06/2022) de **M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État

ad 1. International Institutiounen si fräi, hir Methoden am Ausschaffen vun hire Lännerrapporten ze wäelen. Oft, mee net ëmmer, consultéiere si dobäi déi national staatlech an net staatlech Acteuren, déi fir déi Matière, déi am jeeweilege Rapport traitéiert gëtt, kompetent sinn.

ad 2. Sou pauschal wéi d'Fro et suggeréiert, kann de Suivi vun deene Rapporten, déi ganz heterogeen sinn, wat hir Auteuren an hire Contenu ugeet, net determinéiert ginn. Au cas par cas setzen déi zoustänneg Ministère a le cas échéant och de Regierungsrot sech mat hire Conclusiounen ausernee an loosse se an hir Aarbecht afléissen. An der Reegel si Rapporten vun internationalen Institutiounen öffentlech fir jiddereen accessibel.

# Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

## Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

- per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress,  
Code postal an Uertschaft ugitt

- iwwer eisen Internetsite [www.chd.lu](http://www.chd.lu)  
- iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

## Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

### Ech abonéiere mech:

fir déi gedréckte Versioun\*     fir déi elektronesch Versioun op folgend E-Mails-Adress: \_\_\_\_\_

### Ech desabonéiere mech:

vun der gedréckter Versioun\*     vun der elektronescher Versioun op folgend E-Mails-Adress: \_\_\_\_\_

\*Déi folgend Casen ausfille beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: \_\_\_\_\_ Virnumm: \_\_\_\_\_

Sociétéit/Administratioun: \_\_\_\_\_

Adress: \_\_\_\_\_ Boîte postale: \_\_\_\_\_

Code postal: \_\_\_\_\_ Uertschaft: \_\_\_\_\_ Land: \_\_\_\_\_

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.  
Fir méi Informatiounen kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.



Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg

Tél. 466 966 - 1 | [info@chd.lu](mailto:info@chd.lu) | [chd.lu](http://chd.lu) | [f](#) [t](#) [@](#)

PERIODIQUE



Envois non distribuables à retourner à:  
L-3290 BETTEMBOURG

**PORT PAYÉ**  
**PS/799**